This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

JOI
JRC
PI
T.24
(1901)

RAPPORTS JUDICIAIRES REVISÉS

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

RAPPORTS

JUDICIAIRES REVISÉS

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

COMPRENANT LA

REVISION COMPLÈTE ET ANNOTÉE DE TOUTES LES CAUSES RAPPORTÉES DANS LES DIFFÉRENTES REVUES DE DROIT DE CETTE PROVINCE JUSQU'AU 1er JANVIER 1892

AINSI QUE

DES CAUSES JUGÉES PAR LA COUR SUPRÊME ET LE CONSEIL PRIVÉ SUR APPEL DE NOS TRIBUNAUX

PAR L'HONORABLE M. MATHIEU

Juge de la Cour Supérieure de Montréal, docteur en droit, doyen et professeur de Droit Civil à la Faculté de Droit de l'Université Laval à Montréal.

TOME XXIV

MONTRÉAL

C. O. BEAUCHEMIN & FILS, LIBRAIRES-IMPRIMEURS

256 et 258, rue Saint-Paul

1901

Enregistré conformément à l'acte du Parlement du Canada, en l'année mil neuf cent un, par C. O. Beauchemin & Fils, au bureau du Ministre de l'Agriculture, à Ottawa.

244549

STANFORD LIBRARY

CAUSES RAPPORTÉES

ET CITÉES DANS CE VOLUME

A

PAGES.

Ackerman *vs* Gauthier *et vir*.. 357 et 566
Adams *vs* McCready..... 109 et 539
Ahern *vs* McDonald..... 227 et 550
Anderson *vs* Walsh, et Ross, opp..... 13 et 552
Anderson *vs* Wurtele..... 27 et 531
Arpin *vs* Riopel..... 394 et 534
Atkins *et ux*, *et* Société de Construction de Québec.. 109 et 573
Avery *vs* Lawlor..... 350 et 570

B

Baker, *ex parte*..... 238 et 534
Ballantine *vs* Snowdon. 351 et 554
Banque de la Cité *vs* Banque de Montréal..... 222 et 563
Banque de la Cité de Glasgow et Thomson..... 239 et 571
Barthe *vs* Millet..... 141 et 548
Basin *vs* Commissaires d'Ecoles de Saint-Anselme. 131 et 528
Bédard, *in re*..... 432 et 560
Bédard *vs* Blouin..... 424 et 556
Bélanger *vs* Balfour..... 222 et 534
Bélanger *vs* Blais..... 129 et 528
Bellemare *vs* Hudon..... 232 et 546
Bellingham *et al.* *et* Freer..... 243 et 557
Bienvenu *vs* Côté..... 207
Bilodeau *vs* Tremblay... 12 et 529
Boileau *vs* Proulx..... 220 et 544
Boileau *vs* Proulx..... 221
Boivin *vs* Vigneux..... 521 et 553
Bossé et Hamel..... 236 et 547
Boswell *et* Kilborn *et al*..... 105
Boucher *et vir*. *vs* Brault *et al.*, *et* Grenier, opp..... 363 et 550
Bourdon *vs* Jodoin, *et* Dusseault, t. s., *et* Bourdon, cont..... 426 et 553
Bourque *vs* Farwell *et al*..... 206 207 et 569
Bowie *vs* Kelly..... 408 et 551
Bowie *vs* Murray, *et* Murray, opp..... 460 et 563
Breton *vs* Cie du Chemin de fer Grand-Tronc..... 223 et 542
Brousseau *vs* Bédard..... 28 et 572
Brousseau *vs* Brouillet... 218, 219 et 545
Brown *et* Curé et Marguilliers de Notre-Dame de Montréal 368
Buckley *et* Brunelle *et vir*..... 171 et 549
Burland et Larocque... 210 et 530
Burnett *vs* Monaghan *et al*..... 29 et 532
Burroughs *vs* Bourget... 223 et 563
Burton *et* Young *et al*... 213 et 529

C

Casavant *vs* Patenaude..... 26, 533
Chauveau *et al.* et Commissaires d'Ecoles de la paroisse de Saint-François-de-Sales..... 214 et 555
Cie d'Ass. du Canada *vs* Frieman..... 368
Cie de Dépôt et de Prêt du Haut-Canada *et* Julien 114 et 557
Cie du Chemin de fer Grand-Tronc *et* Campbell..... 125 et 568
Cité de Montréal *vs* Contant... 232 et 572
Cité de Montréal *vs* Donegani. 122 et 572
Clark *et al et* Banque Molson, *et* Buchanan *et al.*, cont 358 et 538
Claxton *et al vs* McLean *et al* 485 et 564
Clementson *vs* Brown, et Brown, t. s., et Mitchel interv..... 514 et 569

PAGES.

Colville et Société de Construction..... 216 et 562
Commercial Union Ins. *et* Foote..... 233 et 555
Cook *et al vs* Millar... 13, 17 et 559
Corporation d'Eaton *et* Rogers..... 127 et 567
Corporation de Sainte-Martine *vs* Henderson..... 461 et 539
Corporation de William-Henry *vs* Guèvremont 254 et 537
Corporation du comté de Drummond *vs* Corporation de la paroisse de Saint-Guillaume..... 523, 529, et 547
Correil *vs* Dumouchel... 408 et 563
Cossette *vs* Archer *et al.* 424 et 571
Courcelles *vs* Dubois *et al*..... 375 et 549
Crane *et al et* Nolan..... 487 et 548
Curé et Marguilliers de Varennes *et* Evêque Catholique de Montréal..... 285 et 541
Curé et Marguilliers de Verchères *vs* Corporation de Verchères... 261, 538, 552 et 556
Cushing *vs* Victoria Skating Club..... 522 et 568
Cuvillier *et* Aylwin..... 105

D

Dagenais *vs* Douglass *et al*..... 312
Damour *et al. vs* Guingues..... 299
Dansereau *vs* James *et al*..... 395 et 568
DeGrosbois, req..... 408 et 560
De la Gorgendière et Thibaudeau..... 214 et 549
Desève *et* White..... 487 et 563
Dickerson *vs* Fletcher..... 325
Dinning *et* Jeffery..... 364
Dion *et* Lavigne..... 409 et 560
Dixon, *ex parte*..... 215 et 562
Donegani *et* Molinelli..... 457
Dorion *vs* Poulain..... 460 et 537
Doyon *et* Doyon..... 1 et 543
Dumaine *vs* Cité de Montréal.. 125 et 538
Dunn *vs* Campbell *et al.* 139 et 552
Durette *vs* Cardinal..... 356 et 540
Dusseault *vs* Radway... 425 et 571

E

England *et ux. vs.* Corporation de Roxton, et Kearney, interv..... 345 et 552
Ermatinger et Gugy.... 333 et 566

PAGES.

F

Fabrique de Montréal *et* Hudon *et al. vs* Archambault *et al.*, commissaires..... 366 et 536
Faribault *vs* Saint-Louis *et al.*, *et* Cie Rich. & Ont., demanderesse par rep. d'ins..... 256
Faucher *vs* Bélanger..... 396 et 522
Ferguson *vs* Gilmour..... 144
Filion *et* Séminaire de Québec..... 210 et 529
Flood, *ex parte*..... 227 et 573
Foisy *vs* Lefebvre..... 458 et 560
Fournier *et* Oliva..... 202
Fournier *vs* Quebec Fire Ins. Co..... 519
Fournier *et* Russell..... 113 et 119
Fraise *vs* Harvicker..... 138 et 570
Fraser *vs* Gerrie..... 225 et 534
Fraser *et* Patterson..... 212 et 528
Fraser *vs* Pouliot, *et* Lavoie, interv..... 25 et 563
Frost *et al. et* Cameron, *et* Gray *et al.*, t. s..... 135 et 569

G

Gagné *vs* Corporation du Canton de Chester-Ouest. 520 et 539
Gagnier *vs* Vannier..... 462 et 538
Gagnon *et* Cloutier..... 241 et 551
Gagnon *vs* Senécal, *et* Gouin, t. s..... 446 et 538
Gates *et al. vs* Another. 134 et 536
Gauthier *vs* Amyot..... 25 et 568
Gélinas *et* Cie du Chemin de fer Grand-Tronc.. 23, 547 et 568
Gerrard *et* Hays *et al*... 136 et 564
Gibson *et* Heney..... 138 et 567
Giguère *vs* Beauparlant *et al*.. 516 et 564
Girard *vs* Bradstreet..... 385 et 561
Globensky *vs* Champagne... 219 et 544
Gouin *et* Dubord..... 212 et 555
Goyette *vs* McDonald... 447 et 534
Grace *vs* Crawford..... 27 et 534
Graham *et* Côté..... 321
Grange *vs* McDonald.... 227, 563 et 571
Griffin *vs* Molson *et al*.. 347 et 539
Guernon *vs* Lacombe... 394 et 561
Gugy *vs* Kerr..... 326
Guimond *vs* Cité de Montréal. 375 et 539
Guy *vs* Booth..... 459 et 573
Guy *vs* Goudreault..... 461

PAGES.

H

Haidee, Affaire du vaisseau... 327
Hall *vs* Devany..... 129 et 560
Harris *et* Schwob *et al*.. 127 et 553
Hart *vs* McDougall..... 342 et 555
Huneau *vs* Magnan..... 218 et 545
Hunt *vs* Holme Ins. Co. 131 et 539
Hurteau *et* Stewart, *et* Bover, cont.... ..... 228 et 551
Hyacinthe dit Bellerose *et* Hart..... 209

I

Intercolonial Coal Co. *vs* Shaw.. ..... 448 et 541

J

Johnson *et* Ministre et Syndics de l'Eglise de Saint-André. ....., 30, 104, 530 et 532
Joseph *vs* Donnelly, *et* Monaghan *et al*., opp..... 118
Joseph *vs* Turcotte..... 130 et 564

K

Kerr *et* la Reine..... 224 et 527
Kingley *vs* Dunlop..... 29 et 564

L

Labelle *vs* Patris..... 442 et 573
Lachapelle, *ex parte*..... 351 et 535
Lacroix *vs* Delisle..... 217 et 544
Laflamme *vs* Legault dit Deslauriers..... 349 et 574
Lainé dit Laliberté *vs* Toulouse..... 12 et 552
Lainé *vs* Clarke..... 123, 532 et 533
Lainé *et al. vs* Clarke..... 217
Lamoureux *vs* Lamoureux..... 449 et 567
Langevin dit Bergevin *vs* Barrette..... 354 et 556
Langevin *vs* Galarneau *et ux*.. 222 et 549
Langevin *vs* Martin..... 29 et 541
Lavoie *et vir*, *et* Lapierre *et al*. 474 et 574
Lavoie *vs* Lavoie..... 123 et 570
Lawrence *vs* Chaudière. 437 et 562
Lebel *vs* O'Brien..... 224 et 533
Leblanc *et* Rasconi *et al*. 462 et 561
Lebœuf *vs* Plouffe, *et* Desormeau, gardien, m. en c..... 458 et 564

PAGES.

Leclerc *vs* Lord..... 443 et 570
Lecours, req. *certiorari*..... 370
Legault *vs* Paiement..... 220, 545 et 561
Lemesurier *vs* Ritchie.. 132 et 563
Lepage *vs* Girard..... 454 et 542
Lévesque *vs* McCready.. 349 et 533
Loiseau *vs* Lacaille... 221, 538, 539 et 546
Lortie *vs* Benoit *et al*.... 486 et 550

M

Maguire *vs* Cité de Montréal.. 124 et 539
Mantha *vs* Coghlan..... 26 et 534
Mantha *vs* Coghlan..... 27
Mantha *vs* Coghlan, et Fraser, opp. ..... 223 et 557
Marchessault *vs* Grégoire..... 450 et 574
Marois *et al*., *In re*..... 105
Martineau *vs* Angers *et al et* Fontaine *vs* Angers *et al*..... 260 et 554
Massa *ex parte*..... 428 et 553
Massawippi Valley RR. Co *vs* Walker..... 124 et 528
Mathieu *vs* Brousseau... 439 et 563
Mathieu *vs* Laflamme *et al*..... 381 et 564
Mawson *vs* Burstall..... 516 et 556
McCarthy *et* Lafond..... 209 et 529
McDonald *et* Hardwood 374 et 546
McDonald *vs* Taché ..... 225 et 571
McGinnis *vs* Horseman..... 460
McKay *et* Rutherford... 397 et 561
McKenzie *et* Banque de Québec..... 135 et 548
McLaughlin *et* La Reine..... 212 et 557
McLennan *et al et* Hubert 312, 551 et 565
Mercier req..... 385, 544, 547 et 566
Michon et Gauvreau..... 237 et 570
Miller *vs* Lambert..... 28 et 571
Millette *in re*..... 473 et 564
Milot *vs* Chagnon..... 130 et 533
Mitchel *vs* Butters..... 229 et 531
Mondor *vs* Pesant.. 391, 537 et 554
Montgomery *et* Price.... 136 et 549
Murphy *vs* The Canadian Express Co..... 359 et 542
Myers et Lewis..... 216 et 543

N

Nichols *vs* Hias..... 225 et 573

PAGES.

O

O'Brien *vs* Lajeunesse... 232 et 533
Olivier *vs* Bélanger..... 134 et 541
Ouimet *et* Lafond..... 353 et 534
Ouimet *vs* Picotte..... 519 et 548

P

Pacaud *vs* Provencher.. 130 et 528
Paquet *vs* McNab..... 132 et 533
Parker *vs* Richard..... 214 et 552
Partridge *vs* McLeod.... 223 et 532
Patterson *et* Usborne... 137 et 528
Paulet *vs* Larivière..... 26 et 572
Peckett *vs* Plinguet *et al.* 451, 536, 569 et 571
Perry *vs* Adams..... 152
Petrin *vs* Larochelle..... 377 et 567
Picard *vs* Gosselin..... 28 et 542
Pillar *et al. vs* Larue..... 208 et 569
Poitras *vs* Deslauriers... 384 et 531
Poulin *vs* Wurtele..... 128 et 562
Proulx *et* Dorion..... 213 et 541
Prudhomme *et al. vs* Painchaud *et al*..... 230 et 565

Q

Quesnel *et al*, req. déch. 226 et 540

R

Reeves *vs* Archambault..... 438
Reid *et* Curé et Marguilliers de Châteauguay..... 294
Reine (La) *vs* Lavigne.. 423 et 527
Reine (La) *vs* Morrison *et al*... 142, 531 et 551
Reine (La) *vs* Patoille... 287 et 527
Renière *et* Milette *et al*..... 526
Renouf, *ex parte* 262
Ricard *vs* Saint-Denis.. 133 et 562
Richardson *vs* Tabb..... 397 et 558
Riopel *vs* Arpin..... 365 et 570

S

Saint-Louis *et al. et* Saint-Louis *et al*... 194, 198, 529 et 569
Sainte-Marie *vs* Brown *et al.*, *et* Brown, interv..... 440 et 572
Salvas *vs* Guèvremont.. 360 et 542
Senécal *et* Jarret dit Beauregard..... 270, 288 et 555

PAGES.

Shaw *et* Laframboise... 127 et 572
Sheppard *vs* Dawson, *et* Dawson, opp..... 131 et 541
Simard *vs* Lynch..... 139 et 552
Skead *et* McDonnell..... 234 et 538
Smith, *ex parte*..... 218 et 537
Solman *et al. et* Samuel, *et* Robertson *et al.*, cont. 217 et 540
Spratt, *ex parte*..... 386
Stein *vs* Seath..... 134 et 569
Sutherland *et al.*, (*in re*). 170 et 540

T

Talbot *et* Blanchet..... 224 et 560
Tardif *vs* Gingras, *et* Jobin, cont..... 132 et 542
Tassé *vs* Laberge..... 518 et 531
Thibodeau *vs* City Passenger RR. Co..... 486 et 546
Thwaites *vs* Coulthurst *et al*... 503
Tremblay *vs* Filteau..... 393 et 553
Tremblay *vs* Roy..... 219 et 544
Trudeau *et* Leblanc..... 455 et 574
Turner *vs* Lomas..... 519

V

Valin *vs* Anderson..... 13 et 558
Vallée *vs* Kennedy..... 124 et 553
Victoria Skating Rink *et* Beaudry..... 215 et 568
Villeneuve *vs* Bédard... 128 et 570
Villeneuve *vs* Thomas *et al*..... 140 et 540
Voyer *et* Richer..... 211 et 531

W

Walsh *vs* Bernard *et al.* 515 et 574
Watkins *vs* Denman..... 342 et 392
Webster *et* Lamontagne..... 48
Whyte *vs* Bisson et al... 123 et 550
Whyte *vs* Foster..... 459 et 541
Wilson *et* Arnold..... 197
Wilson *et* Demers..... 211 et 530
Wilson *vs* Spencer *et* Smith..... opp ..... 133 et 562
Wright *et* White et Beaudry... cont..... 232 et 554

Y

Young *et al vs* Converse. 343 et 537

ABRÉVIATIONS.

P. D. T. M. :—Précis des Décisions des Tribunaux du district de Montréal, 1854, par T. K. RAMSAY et L. S. MORIN, avocats.
D. T. B. C. :—Décisions des Tribunaux du Bas-Canada, en 17 volumes, commencées en 1851, par MM. LELIÈVRE, ANGERS, BEAUDRY et FLEET, avocats.
J. :—Lower Canada Jurist.
L. C. L. J. :—Lower Canada Law Journal.
R. J. R. Q. :—Rapports Judiciaires Revisés de la province de Québec, par le juge MATHIEU.
R. C. :—Revue Critique.
R. L. :—Revue Légale.
R. J. Q. :—Rapports Judiciaires de Québec.
M. P. C. R. :—Moore's Privy Council Reports.
L. R., P. C. A. :—The Law Reports, Privy Council Appeals.
L. R., A. C. :—The Law Reports, Appeal Cases.
C. C. :—Code Civil du Bas-Canada.
C. M. :—Code Municipal du Bas-Canada.
C. P. C. :—Code de Procédure Civile du Bas-Canada.
S. R. Q. :—Statuts Refondus de la province de Québec.
C. B. R. :—Cour du Banc du Roi, ou Cour du Banc de la Reine
C. S. :—Cour Supérieure du Bas-Canada.

STANFORD LIBRARY

RAPPORTS JUDICIAIRES REVISÉS

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

DONATION.—DELEGATION DE PAYEMENT.—INTERPRETATION D'OBLIGATION.

COUR DU BANC DE LA REINE EN APPEL,

Québec, 8 juin 1876.

Présents: DORION, J. en C., MONK, J., RAMSAY, J., SANBORN, J., et TESSIER, J.

LOUIS DOYON, appelant, et I. C. DOYON, intimé.

Jugé: Que le créancier d'un donataire qui s'est chargé de lui payer une terre et des animaux et meubles de ménage, peut intenter une action personnelle contre l'acquéreur de cette terre, qui par l'acte de vente s'est chargé de lui payer la balance des droits à lui dus par la donation, après qu'il lui a signifié qu'il l'accepte comme son débiteur, et qu'il n'est pas tenu de procéder contre lui hypothécairement, quoique cet acquéreur ne soit réellement tenu de ne payer qu'une partie des droits du créancier.

Que l'enfant à qui son père charge un donataire de payer certaines choses, à sa majorité, à la condition qu'il travaillerait jusque là pour ce donataire, son frère, n'est pas tenu pour réclamer les choses dues, de travailler pour un acquéreur des biens donnés qui s'est chargé de lui payer les choses mentionnées dans la donation.

Moyens de l'appelant: L'intimé réclame de l'appelant $600, et les dépens. Il allègue 1° que, par acte de donation du 24 décembre 1858, Alexis Doyon et Justine Blouin, sa femme, donnèrent à Elzéar Nadeau et Euphrosine Doyon, leur fille et leur gendre, une terre avec ses bâtisses, à la charge de payer aux enfants du donateur (l'intimé est l'un d'eux), lorsqu'ils auraient atteint leur âge de majorité, une terre de trois cents piastres, et de construire, sur ladite terre, à part de ladite valeur, une maison de 20 pieds carrés, couverte en planches et en bardeaux, lambrissée, portes et châssis au besoin, planchers de haut et de bas et une cheminée, une étable de 15 pieds sur 20, et une grange de 30 pieds sur 20, couvertes en planches ou en bardeaux, et de livrer aux garçons, à la même époque, un cheval de deux à douze ans, une paire de bœufs de

VANIER LIBRARY

deux à trois ans, une vache laitière, quatre moutons, un cochon, une carriole commune, une petite charrette commune, un harnais complet, une grande charrette avec les roues, un traîneau, un poêle simple, une chaudière à sucre, un chaudron à soupe, une hache, une poêle, une faulx, une faucille, un couteau, une cuillère et une fourchette; que l'immeuble donné ci-dessus demeura affecté et hypothéqué au paiement des dites charges, et que l'acte de donation a été enregistré; que, le 23 novembre 1869, Elzéar Nadeau échangea, avec François Nadeau, l'immeuble ci-dessus mentionné, pour d'autres immeubles désignés au dit acte, lequel a été enregistré; que ledit échange fut fait à la charge par François Nadeau de remplir toutes les obligations du dit Elzéar Nadeau, tant envers les donateurs originaires qu'envers leurs enfants; que, le 5 septembre 1870, François Nadeau vendit à l'appelant l'immeuble en premier lieu donné, à la charge de payer à l'intimé *la balance des droits dus à ce dernier* en vertu de la donation susdite *et ci-dessus énumérés*; que, le 3 novembre 1873, l'intimé, par un acte d'acceptation, reçu devant notaire, déclara qu'il acceptait l'appelant comme son débiteur personnel, que les droits qui lui étaient dus *étaient ceux ci-dessus énumérés*, et qu'il avait atteint son âge de majorité; que, le 10 novembre 1873, il fit signifier ledit acte d'acceptation à l'appelant, par-devant notaire; que, lors de la passation de son acte d'achat, l'appelant et son vendeur avaient estimé les droits de l'intimé à $600.00, et que l'appelant, quoique tenu au paiement des dits droits, refuse de les payer. Conclusion que l'appelant soit condamné à payer $600 à l'intimé *purement et simplement.* L'appelant répondit à cette action; 1° par une défense en fait; 2° par une défense en droit; 3° par une exception perpétuelle. Dans sa défense en droit, l'appelant invoque 4 moyens: 1° si l'intimé a un recours contre l'appelant il ne peut l'exercer qu'hypothécairement; 2° Il n'appert pas que l'appelant ait promis payer aucune somme d'argent déterminée, pour les prétendus droits qu'il réclame; 3° L'intimé ne donne pas à l'appelant le choix ou l'option de lui payer ses prétendus droits en nature, tel que stipulé. Lors de l'argument sur la défense en droit, l'appelant invoqua un quatrième moyen: c'est que l'intimé n'alléguait pas, dans son action, qu'il avait demeuré jusqu'à l'âge de vingt et un ans chez le donataire, Alexis Doyon ou ses ayants cause, et travaillé pour eux, et que l'acte de donation, sur lequel est basée son action, en faisait une condition tellement nécessaire et essentielle, que si elle n'était pas remplie, le droit aux biens susdécrits était complètement éteint. Par son exception péremptoire, l'appelant disait que, par l'acte de donation, il était stipulé, par le donateur, que ses enfants n'auraient, dans aucun cas, le

droit de laisser le service des donataires, et, dans le cas qu'ils laisseraient le service des donataires, avant leur âge de 21 ans, ils perdraient tous les avantages mentionnés en leur faveur en ledit acte de donation; que, depuis le 5 septembre 1870, l'intimé, âgé de 17 ans, avait déserté le service de l'appelant, et n'a jamais travaillé pour lui et à son profit depuis. Conclusion au renvoi de l'action. L'intimé a produit quatre témoins, l'appelant deux. Les témoins de l'intimé établissent la valeur des objets et choses par lui réclamés à une somme d'à peu près $360.00. L'appelant interrogé admet qu'il a assisté à une entrevue entre François Nadeau, le donateur originaire, et l'intimé alors mineur, lors de l'échange du 28 novembre 1869; qu'à cette entrevue, l'intimé, sa mère et son père, avaient consenti, tous ensemble, à réduire ses droits à la somme de $400, sans dire sur quelle partie la réduction se ferait, ni si cette balance serait payée en argent. L'appelant admet, de plus, qu'il a toujours été prêt à payer ces $400, qui lui ont été rabattues par son vendeur, sur son prix de vente, mais que l'intimé a refusé de s'en tenir à sa convention lors de l'échange en question, attendu, disait-il, qu'il était mineur. Les témoins de l'appelant prouvent, qu'il lui aurait été beaucoup plus avantageux de payer en nature qu'en argent les droits de l'intimé, et que cette différence peut être évaluée à $50. Le 14 juin 1875, est intervenu le jugement suivant: "La cour, vu l'acte de donation consenti le vingt-quatre décembre 1858, par Alexis Doyon et son épouse, à Elzéar Nadeau, leur gendre, Euphrosine Doyon, leur fille, de la terre et des meubles, effets et animaux mentionnés et décrits dans ledit acte, à la charge par les donataires " de garder avec eux le demandeur jusqu'à l'âge de vingt et " un ans, en par lui travaillant pour et sous les ordres et " conduite des donataires, suivant ses forces, capacité et santé, " avec obligation, de la part des donataires, de le nourrir, " entretenir, blanchir et raccommoder, tant en santé qu'en " maladie, tant pour les jours ouvrables que pour les fêtes et " dimanches, et, lorsqu'il aurait atteint l'âge de vingt et un " ans, les donataires seraient obligés de lui livrer une terre " de la valeur de trois cents piastres, et de construire, sur " ladite terre, à part ladite valeur, une maison de vingt pieds " carrés, couverte en planches et en bardeaux, lambrissée, " portes et châssis au besoin, planchers de haut et de bas, " et une cheminée, une étable de quinze pieds sur vingt et un, " et une grange de trente pieds sur vingt, couverte en " planches ou en grands bardeaux, de livrer au demandeur les " animaux, instruments d'agriculture, et effets mentionnés au " dit acte." Vu l'acte d'échange du trois novembre 1869, par lequel François Nadeau acquit de Elzéar Nadeau l'immeuble

que ce dernier avait eu d'Alexis Doyon et son épouse, par l'acte de donation ci-haut cité, à la charge par François Nadeau de payer au demandeur tous les droits à lui dus en vertu du dit acte de donation. Vu l'acte de vente du cinq septembre 1870, par lequel François Nadeau vendit au défendeur la même terre, à la charge par ce dernier de payer au demandeur "*la balance de ce qui lui revient*, sur les droits " dus en vertu dudit acte de donation." Vu l'acte du trois novembre 1873, par lequel le demandeur, après avoir pris communication du dit acte de donation "ainsi que de celui du cinq septembre 1870, déclare accepter le défendeur pour son débiteur personnel, sans néanmoins déroger à aucuns droits hypothécaires existant par les actes antérieurs," laquelle déclaration a été signifiée au défendeur le dix du même mois de novembre, par Taschereau, notaire. Vu la déposition du défendeur, par laquelle il dit que, lorsqu'il a acquis ladite terre, son vendeur lui a diminué la somme de quatre cents piastres sur le prix de vente, pour payer la balance des droits du demandeur, et qu'auparavant la fin d'octobre 1872, il a dit au demandeur *qu'il était prêt à lui payer cette balance.* Considérant que le *demandeur a lui-même établi* qu'avant que le défendeur ait acquis ladite terre, avant aussi que le demandeur ait déclaré qu'il acceptait ladite indication de paiement, et l'ait fait signifier, le *donateur* et son *épouse ont, en présence du demandeur, réduit de deux cents piastres* le don qu'il lui avait fait. Considérant que ce n'est *qu'après cette dite réduction* que le *demandeur a déclaré* qu'après avoir eu lecture du dit acte d'acquisition du défendeur, qui s'oblige à lui *payer la balance de ses droits, il l'acceptait pour son débiteur personnel,* et lui a fait signifier cette déclaration, au moyen de quoi il a *ratifié* l'engagement du défendeur *qui lie* maintenant les parties. Considérant que la défense au fond en droit par laquelle le défendeur prétend que le demandeur ne pouvait agir contre lui que par une action en déclaration d'hypothèque, et ne pouvait non plus poursuivre qu'en lui donnant le choix de payer en meubles et immeubles les droits du demandeur, n'est pas fondée, puisqu'au moyen de *la réduction* qui a été faite et *de l'acceptation* d'indication de paiement, la créance du demandeur ne consiste plus maintenant dans la livraison d'une terre ou de tels meubles, effets ou animaux, qu'il est devenu impossible de déterminer, mais dans le paiement de ladite somme de quatre cents piastres, à laquelle les droits du demandeur ont été réduits, la Cour rejette ledit plaidoyer, avec dépens. Considérant, de plus, que l'exception péremptoire en droit perpétuelle du défendeur, par laquelle il prétend que le demandeur ayant, depuis le cinq septembre 1870, déserté son service, lui le demandeur n'a aucun droit

d'action contre le défendeur, n'est pas fondée. Et, faisant droit sur le mérite de l'action, condamne le défendeur à payer au demandeur la susdite somme de quatre cents piastres, avec intérêt à compter du dix-sept janvier 1874, et les dépens." L'Appelant se plaint de ce jugement, et demande qu'il soit infirmé pour les raisons suivantes, savoir: 1° L'Intimé réclame certains droits, en vertu de l'acte de donation suscité, auquel il n'était pas partie et où son père et sa mère ont stipulé pour lui: 1° Que leur donataire serait obligé de garder leurs garçons *avec lui, jusqu'à* l'âge de 21 ans; 2° Qu'à cet âge il leur donnerait à chacun une terre et divers meubles; 3° Que lesdits garçons n'auraient, *dans aucun cas*, le droit de laisser le service desdits donataires, et dans le cas qu'ils laisseraient leur service, avant ledit âge de 21 ans, ils perdraient tous les avantages susmentionnés. L'intimé n'aurait donc *des droits* que dans le cas où il n'aurait pas laissé le service des donataires, et, s'il les demande en justice, il doit alléguer dans sa demande, et établir, par une preuve directe, qu'il a rempli la condition qui lui était imposée.—Art. 1088 C. C. L'intimé essaie de se soustraire au danger de sa position en disant qu'il était bien obligé de travailler pour le premier donataire, mais non pour les *ayants cause* de ce dernier. Il serait étrange que le successeur, à titre onéreux ou gratuit, du donataire, chargé de payer ces droits, ne pourrait pas se prévaloir du défaut d'exécution de cette condition apposée originairement et sans limites à leur paiement. Ce *successeur* est entièrement à la place du donataire pour les charges, il doit le remplacer aussi pour les droits. D'ailleurs, le 1er donataire, en consentant et en acceptant cet acte de donation, stipulait, non seulement pour lui, mais pour ses héritiers et représentants légaux, qui peuvent invoquer en leur faveur toutes les clauses de cet acte favorables à leurs intérêts. Voir art. 1030 C. C. Quel était, en fin de compte, le but des donateurs en imposant cette condition à leurs enfants? c'était d'indemniser, par leur travail, celui qui aurait à payer ces droits que l'on dit valoir $600 par enfant, et n'y avait-il que le 1er donataire qui se trouvait dans cette position? Evidemment l'appelant, comme son prédécesseur, en avait tout autant besoin que lui, et là où il y a parité de raison, il doit y avoir parité de décision. Ainsi, sur ce point seul, l'action de l'intimé aurait dû être renvoyée. 2° Une autre objection, non moins fatale, mais moins discutable dans tous les cas, c'est que l'intimé, s'il a droit à un immeuble et à certains meubles nommés et mentionnés dans l'acte de donation, ne peut pas demander autre chose que ces meubles et immeubles, ou, à défaut de les fournir, leur valeur. En un mot, il doit demander à l'intimé d'exécuter l'obligation mentionnée au contrat seule-

ment, et pas d'autre. Il peut bien faire fixer un délai pour cette exécution; il peut même demander qu'à défaut de l'accomplir dans un certain délai, l'appelant lui paie la valeur de ces mêmes objets; mais il ne peut pas le priver de l'avantage et du droit qu'il a, d'exécuter la convention telle que stipulée. C'est la loi du contrat, et ni l'une ni l'autre des parties ne peut s'en départir. L'intimé a oublié ce point important; après avoir énuméré au long les articles qu'il demande, il conclut purement et simplement à une condamnation pour $600, changeant ainsi, de sa seule autorité, la position de l'appelant, en lui imposant une obligation plus rigoureuse que celle contenue au contrat. Les témoins jurent qu'il lui serait plus avantageux de payer en nature qu'en argent, et qu'il y gagnerait au moins $50. Mais, quand bien même l'obligation ne serait pas plus onéreuse, l'appelant ne peut pas être condamné autrement que le contrat ne le comporte. Supposons que ce dernier eût prêts à être livrés tous les articles susmentionnés, et qu'il aurait ainsi déboursé des sommes considérables pour les acquérir, le forcera-t-on de les revendre à perte pour donner de l'argent à leur place? Evidemment non. Il n'est guère nécessaire de citer des autorités sur ce point; cependant en référant à Pothier, Obl., au n° 152, on voit que, même dans le cas où le débiteur s'est dénanti de la chose qu'il devait donner, il faut encore que le créancier la demande dans son action, et qu'il conclue à ce que, faute de la donner, il sera condamné à des dommages-intérêts résultant de l'inexécution de son obligation. 3° L'appelant étant un tiers détenteur vis-à-vis de l'intimé, et n'étant pas obligé *personnellement* à acquitter *nommément* toutes les charges de la donation, en faveur de l'intimé, ce dernier ne peut le poursuivre *qu'hypothécairement.* En effet, qu'on examine les termes de l'acte d'acquisition de l'appelant, on verra que nulle part il ne s'oblige à payer à l'*intimé* tous les droits qui sont mentionnés dans l'acte de donation, et, à moins d'y trouver cette promesse expresse, claire et précise, suivie d'acceptation, l'action personnelle n'a pas lieu. L'intimé prétendra peut-être que le contrat de l'appelant renferme la clause suivante: "De plus ledit acquéreur payera à Chrysostome Doyon, fils dudit Alexis Doyon, et à Marie Doyon, sa sœur, et aux autres enfants desdits Alexis Doyon et Justine Blouin, la balance de ce qui leur revient sur leurs droits, et à eux dus en vertu de la donation sus-mentionnée." Mais il n'y aurait là, dans tous les cas, qu'une indication de payer une balance de droits, si elle était due, et l'acceptation que l'intimé a fait signifier à l'appelant, comme s'il avait promis de payer le tout, manque entièrement le but; car il ne peut pas, en faisant signifier une acceptation pour $100 à une personne qui se serait engagée à lui en payer

$50, faire condamner cette dernière à lui payer plus qu'elle n'a promis; son acceptation est donc irrégulière, et ne peut lui servir, parce qu'il l'a fait signifier à un prétendu débiteur qui n'a jamais promis payer la créance qu'il réclame, mais une créance toute différente. C'est donc comme s'il n'y en avait point, et s'il n'y a pas d'acceptation, il n'y a pas d'action personnelle. 4° L'appelant ayant prouvé que depuis le 5 septembre 1870, l'intimé avait déserté son service et n'avait aucunement travaillé pour lui depuis cette époque, son action aurait dû être renvoyée. L'intimé se trouve donc dans le cas prévu par l'acte de donation, en vertu de la clause qui dit: qu'il n'aura, dans aucun cas, le droit de laisser le service du donataire, et que, dans le cas où il laisserait ce service, avant l'âge de 21 ans, *il perdrait tous les avantages stipulés en sa faveur.* L'intimé était encore mineur le 5 septembre 1870, il n'avait alors que 18 ans; il n'a donc aucun droit à réclamer; il les a perdus par sa faute, et l'appelant ne peut être forcé de les lui payer, en vertu de la stipulation contenue audit acte de donation. 5° Comprenant la force de cet argument, l'intimé s'est évertué à faire la preuve d'un certain arrangement de famille, intervenu entre son père et sa mère, lui présent et approuvant, et François Nadeau, le 23 novembre 1869, lors de l'échange entre le donataire originaire et François Nadeau; c'est celui sur lequel est basé le jugement. Aux termes de cette convention, il aurait été stipulé, par l'intimé d'un côté, assisté de son père et de sa mère, avec leur approbation et leur consentement, et François Nadeau, de l'autre côté, que, pour avoir le droit de partir et de ne pas travailler, il réduisait ses droits de deux cents piastres, consentant à ne réclamer que $400. Il paraîtrait encore que, lors de la vente par François Nadeau à l'appelant, il aurait été déduit du prix de vente une somme de quatre cents piastres, balance des droits en question. C'est donc en vertu de ce prétendu arrangement, que l'appelant pouvait être appelé à payer à l'intimé la balance de ses droits, savoir une somme de $400. Mais, quoique l'appelant ait toujours été prêt, et lui ait même offert de lui payer cette somme, l'intimé a rejeté cet arrangement; il ne veut plus suivre cette convention; il veut tous ses droits, c'est-à-dire $600, et chose assez singulière, la Cour Inférieure condamne l'appelant à exécuter un marché étranger à la contestation, prouvé incidemment et répudié par l'intimé. Celui-ci en effet base son action uniquement sur l'acte de donation; il veut tout ce que la donation lui accorde; il prétend qu'il était mineur lorsqu'il a fait le contrat dont on vient de parler, et qu'il ne peut être forcé de le suivre; il n'en dit pas un mot d'ailleurs dans son action, et cependant l'appelant est condamné, en vertu d'une convention non alléguée dans

l'action, à payer $400 à l'intimé. La seule explication que l'on puisse donner de ce jugement, c'est que la Cour Inférieure, pour un motif d'équité très louable peut-être, mais très peu juridique dans le cas actuel, a voulu prévenir un second procès. Il aurait peut-être été plus conforme à cette même équité de condamner, dans ce cas, l'intimé aux frais. Il y aurait eu du moins justice égale dans le résultat; car si son action était tellement peu fondée qu'il soit devenu nécessaire de baser le jugement sur une convention étrangère à la cause, les frais de *cette action non fondée* auraient dû retomber sur l'intimé. L'appelant aurait peut-être eu un autre plaidoyer à offrir si l'intimé avait réclamé seulement ses $400, et cependant il est condamné sur cette convention qui apparaît pour la première fois dans le dossier à l'*Enquête*. On a objecté à cette preuve illégale et contraire à la loi, puisqu'elle tendait à prouver, *sans écrit* et verbalement, un contrat au-dessus de $50, et ces objections sont suffisantes, à elles seules, pour faire infirmer le jugement dont on se plaint, jugement basé uniquement sur cette prétendue convention. 6° Il n'y a, d'ailleurs, aucune preuve légale de la majorité de l'intimé. Ce dernier a produit un extrait de baptême qu'il prétend être le sien, le 15 mars 1875, mais cet exhibit a été produit irrégulièrement, et sans avis à la partie adverse, contrairement aux dispositions des articles 106 et 100 du Code de Procédure. L'appelant a fait motion pour faire mettre cet exhibit hors du dossier, mais la Cour Inférieure a renvoyé cette motion, *avec dépens*, consacrant ainsi le principe très dangereux, qu'une partie peut, à la dernière heure, sans permission du tribunal, sans avis à la partie adverse, au moment où l'enquête est déclarée close, introduire furtivement dans le dossier toutes sortes de pièces applicables ou non, fausses ou vraies, et surprendre ainsi la bonne foi de son adversaire. Ou l'intimé a droit à tous ses droits, ou seulement aux $400 sus-mentionnées. S'il a droit à tous ses droits, son action doit être renvoyée: 1° Parce qu'elle aurait dû être hypothécaire, l'appelant n'ayant jamais promis de payer tous les droits que l'intimé réclame, ni aucune somme d'argent déterminée; 2° Parce que ces droits étant sujets à une condition, l'intimé n'allègue pas qu'il l'a remplie; 3° Parce que, si l'appelant est obligé de payer *tous les droits*, il ne peut être privé du droit de livrer ces choses *en nature*, et que les conclusions de l'intimé le privent de cette faculté. Si l'intimé a droit aux $400 seulement, l'action doit être renvoyée; 1° Parce qu'il ne les réclame pas; 2° Parce que sa demande n'est pas basée sur cet arrangement; 3° Parce qu'il est prouvé qu'il le répudie, et que sa conduite d'ailleurs le démontre suffisamment.

MOYENS DE L'INTIMÉ: Le 24 décembre 1868, par acte notarié, Alexis Doyon et Justine Blouin, les père et mère de l'intimé, ont fait donation entrevifs, à Elzéar Nadeau et Euphrosine Doyon, son épouse, à ce présents et acceptant, "d'une terre," pour, entre autres charges, clauses et conditions expressément stipulées audit acte, la suivante, savoir : lesdits donataires seraient tenus et obligés de livrer à chacun de leurs frères et beaux-frères, Prudent, François et Chrysostome Doyon, savoir l'intimé actuel, lorsqu'ils auraient atteint leur âge de vingt et un ans accomplis, une terre de la valeur de trois cents piastres, et de construire sur lesdites terres, à part de ladite valeur, une maison de vingt pieds carrés, couverte en planches et en bardeaux, lambrissée, portes et châssis au besoin, planchers de haut et de bas, et une cheminée; une étable de quinze pieds sur vingt, couverte en planches ou en grands bardeaux, et de livrer auxdits garçons, à la même époque, un cheval de deux à douze ans, une paire de bœufs de deux à trois ans, une vache laitière, quatre moutons, un cochon, une carriole commune, une petite charrette commune, un harnais complet, une grande charrette avec les roues, un traîneau, un poêle simple, une chaudière à sucre, un chaudron à soupe, une hache, une poêle, une faulx, une faucille, un couteau, une cuiller et une fourchette. Pour sûreté de l'exécution des susdites obligations, la terre ci-dessus désignée est demeurée hypothéquée par privilège et préférence en vertu du susdit acte de donation. Le 22 novembre 1869, les susdits donataires ont transporté la susdite terre à François Nadeau, à la charge expresse par ce dernier, de payer tous les droits dus en vertu de la susdite donation à Chrysostome Doyon, savoir, l'intimé. Le 5 septembre 1870, par acte de vente fait et passé à Saint-Joseph, devant notaire, François Nadeau a vendu le même immeuble à l'appelant, pour, entre autres charges, clauses et conditions expresses stipulées audit acte, les suivantes, savoir: il, l'appelant, paierait à Chrysostome Doyon, savoir à l'intimé, fils dudit Alexis Doyon et à Marie Doyon, sa sœur, et autres enfants desdits Alexis Doyon et Justine Blouin, la balance des droits à eux dus en vertu de la donation susdite consentie par Alexis Doyon et son épouse, les père et mère de l'intimé, audit Elzéar Nadeau, et son épouse, les susdits donataires. Le 3 novembre 1873, l'intimé, après avoir pris communication dudit acte de donation, ainsi que de l'acte de vente par François Nadeau à l'appelant, en date du 5 septembre 1870, "déclare, par acte notarié, accepter ledit appelant pour son débiteur personnel, sans néanmoins déroger à aucuns droits hypothécaires existant par les actes antérieurs," laquelle déclaration a été signifiée à l'appelant, le dix du même mois de novembre par Taschereau, notaire. La

preuve testimoniale de l'intimé établit la valeur des droits de l'intimé ci-dessus énumérés, le maximum à $718.90 et le minimum à $678. Les témoins de l'appelant font une différence de $50 pour un cultivateur de payer les droits de l'intimé en argent plutôt qu'en nature. Cette différence déduite de la plus basse estimation d'iceux droits, laisserait encore une balance de plus de $600, et cependant l'intimé ne réclamait, par son action, que cette dernière somme, de l'appelant qui avait négligé et refusé de lui payer ses droits à l'époque fixée par le susdit acte de donation, savoir : à son âge de majorité, ainsi qu'il s'y était spécialement obligé par l'acte de vente du 5 septembre 1873. Le 10 novembre 1873, lors de la signification de la déclaration de l'intimé qu'il acceptait l'appelant pour son débiteur personnel des droits à lui dus en vertu de la donation, l'intimé a également notifié par le ministère de Taschereau, notaire, qu'il avait atteint l'âge de vingt et un ans accomplis. L'appelant, en répondant à l'articulation de faits de l'intimé, ne voulut pas admettre que l'intimé avait atteint l'âge de vingt et un ans accomplis le vingt-neuf octobre 1873 ; ce dernier produisit à l'enquête son extrait de baptême pour prouver ce fait. L'appelant fit motion pour faire rejeter cet extrait de baptême, mais la Cour renvoya cette motion. La défense en droit de l'appelant tend à dire que l'action est mal fondée en droit, parce que l'intimé aurait dû lui donner l'option de payer ses droits en nature, ou en argent. Cette prétention pourrait avoir sa raison d'être si l'acte de donation avait donné droit à l'intimé de réclamer tels et tels biens meubles existant alors et désignés par l'individualité, si l'on peut s'exprimer ainsi, et un immeuble désigné par les tenants et aboutissants. Mais la donation détermine simplement la valeur de l'immeuble et l'espèce des biens meubles. Le défaut de tradition par l'appelant à l'intimé, à l'âge de majorité de ce dernier, d'une terre de la valeur de $600 avec les bâtisses et des biens meubles, tel que désigné audit acte de donation, résolvait le droit de l'intimé en dommages-intérêts pour et au montant de la valeur des biens meubles et immeubles ; c'est aussi ce que l'intimé a réclamé, en demandant par son action la somme de $600, qui n'égale pas même la valeur réelle des biens meubles et immeubles telle qu'établie par la preuve. Si l'appelant souffrait une injustice réelle de ce défaut d'option, ne pouvait-il pas en faire une demande expresse au tribunal inférieur ? Mais il ne l'a pas fait, parce qu'il était convaincu lui-même que la somme réclamée était au-dessous de la valeur desdits biens meubles et immeubles. Une autre raison invoquée dans ladite défense en droit ne vaut pas mieux ; l'appelant prétend que la déclaration dévoile une action hypothécaire et non une action personnelle. Mais alors, l'acte de

vente du 5 septembre 1870 serait sans effet, quoiqu'il établisse un lien de droit et une obligation personnelle de l'appelant acceptée par l'intimé le 3 novembre 1873. Par son exception péremptoire, l'appelant voudrait s'arroger un droit que son titre ne lui donne pas; il prétend que l'intimé n'avait pas travaillé pour et au profit de l'appelant depuis le 5 septembre 1870 jusqu'à son âge de majorité, et qu'à défaut de ce faire il était déchu de ses droits en vertu de la donation. Cette prétention repose sur une fausse interprétation de l'acte de donation par Alexis Doyon *et uxor* à Elzéar Nadeau *et uxor*. Ledit acte de donation obligeait les donataires, "à garder avec eux l'intimé, en par lui travaillant, pour et sous les ordres et conduite des donataires, etc., et, dans aucun cas, l'intimé n'avait droit de laisser le service des donataires, et, dans le cas qu'il laisserait leur service, avant ledit âge de vingt-un ans, il perdrait tous les avantages sus-mentionnés audit acte." L'esprit et la lettre de cette clause sont évidemment contraires à l'interprétation que veut lui donner l'appelant. Les donateurs, père et mère de l'intimé, avait confiance dans l'honnêteté et la probité des donataires; ils en donnaient une preuve en leur abandonnant le soin d'élever et de former leur jeune enfant, Chrysostôme, et en forçant ce dernier à vivre sous les ordres et la conduite des donataires. Mais peut-on induire de là que leur intention était de forcer leur fils à vivre sous les ordres et la conduite du premier venu, qui deviendrait acquéreur de la terre hypothéquée en faveur de l'intimé, jusqu'à ce qu'il eut atteint son âge de majorité, à peine de déchéance de ses droits? D'ailleurs, ni l'acte d'échange entre François et Elzéar Nadeau, ni l'acte de vente par ce dernier à l'appelant, ne donne ce droit à l'appelant, et ni l'un ni l'autre de ses actes n'oblige l'intimé à travailler pour et au profit dudit appelant. L'appelant aurait dû être le dernier à se plaindre du jugement dont il appelle; car ce jugement est basé sur ses propres aveux et la preuve par lui fournie. Interrogé comme témoin, l'appelant déclare que François Nadeau, son auteur, lui a réduit sur le prix de la vente $400 pour payer la balance des droits de l'intimé, par et en vertu de la donation; qu'il avait lui-même informé l'intimé, avant son âge de majorité, qu'il était prêt à lui payer cette somme de $400: qu'il avait computé, lors de son acquisition, les droits de l'intimé à la valeur de $600; mais que l'intimé avait fait une réduction de $200, pendant sa minorité, audit Elzéar Nadeau, lui-même ayant été témoin à cette convention avec un nommé Bénoni Doyon. En transquestion, il prouve, par Bénoni Doyon, témoin de l'intimé, que cette convention d'une réduction de deux cents piastres sur les droits de l'intimé, avait été faite et conclue verbalement entre les donateurs, les père et mère de l'intimé, et François

Nadeau, l'auteur de l'appelant. Quel droit maintenant a l'appelant de se plaindre d'un jugement qui le condamne à payer une somme qu'il reconnaît avoir en main, et qu'il s'est obligé de payer avec connaissance de cause. Le tribunal inférieur s'est basé sur le droit que les dônataires, père et mère de l'intimé, avaient de réduire et modifier la clause dudit acte de donation stipulée en faveur de l'intimé avant l'acceptation par ce dernier, pour accorder par son jugement la somme de $400 seulement.

Jugement confirmé unanimement. (8 *R. L.*, p. 472.)

D. DORAN, pour l'appelant.

BLANCHET & PENTLAND, conseils.

ERNEST BRUNEAU, pour l'intimé.

DELEGATION DE PAIEMENT.—PROCEDURE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Québec, 30 décembre 1871.

Présents : MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J.

LAINÉ dit LALIBERTÉ *vs* TOULOUSE.

Jugé :—Qu'on ne peut maintenir une action sur une indication de paiement qui n'a pas été acceptée. (3 R. L., 445 ; 2 R. C., 110.)

ENFANT ILLEGITIME.—ALIMENTS.

COUR SUPÉRIEURE EN REVISION, Québec, 30 décembre 1871.

Présents : MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J.

BILODEAU *vs* TREMBLAY.

Jugé :—Que la mère d'un enfant illégitime (quoiqu'elle n'ait pas été nommée tutrice) a une action contre le père pour le soutien de l'enfant. (3 R. L., 445 ; 2 R. C., 110.)

INTERVENTION.—PROCEDURE.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 18 septembre 1871.

Présent : TASCHEREAU, J.

ANDERSON *vs* WALSH, et ROSS, opposant.

Jugé :—Qu'une chose appartenant à un tiers et arrêtée en vertu d'une saisie avant jugement, doit être réclamée par une intervention et non par une opposition. (3 R. L., 445 ; 2 R. C., 110.)

PEREMPTION D'INSTANCE.—PROCUREUR AD LITEM.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 18 septembre 1871.

Présent : TASCHEREAU, J.

VALIN *vs* ANDERSON.

Jugé :—Qu'un défendeur a droit à un jugement déclarant une poursuite périmée, quoique le demandeur qui était d'abord représenté par deux procureurs pratiquant en société, n'ait pas, depuis la nomination de l'un d'eux à une situation dans le service civil, choisi un nouveau procureur, même lorsque la situation que remplit cet avocat est incompatible avec l'exercice de sa profession. Le mandat de l'autre procureur se continue, et la partie est représentée par lui. (3 R.L., 445 ; 2 R. C., 110.)

PEREMPTION D'INSTANCE.

COUR SUPÉRIEURE EN REVISION, Québec, 11 mai 1872.

Coram MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J., dissident.

COOKE *et al. vs* MILLAR.

Jugé :—Que l'appel, par le tribunal, d'une cause inscrite sur le rôle des enquêtes n'est pas un procédé valable pour empêcher la péremption d'instance.

Le onze de juillet 1867, les demandeurs émirent en cette cause un bref de saisie-arrêt avant jugement, rapportable le deux septembre alors prochain. Sur la contestation liée entre les demandeurs et le défendeur, sur la demande, issue fut jointe, et la cause plus tard inscrite à l'enquête. Les demandeurs ayant clos leur enquête le 28 mai 1868, la cause fut, le

29 mai, remise au 12 juin suivant pour l'enquête du défendeur, et quant aux procédures subséquentes, les entrées suivantes se trouvent dans le plumitif et dans le registre appelé " Special Roll of Enquêtes for the year 1868," savoir : 1° dans le plumitif : June 12, Enq. au 28 sept. (Tasch.) sept. 28 au 29 sept. (Stu.) 2° dans le rôle spécial : 12 juin 68 au 28 sept. 28 sept. au 29 sept. (Stu.) 29 sept. 68 cd. sept. (Stu.) 30 sept. 68 cd. sept. (Stu.) 29 oct. 68 cd. (Mer.) 30 oct. 68 cd. (Mer.) 31 oct. cd. (Mer.) Cd. veut dire " called ", appelée. Aucune autre procédure n'a eu lieu jusqu'au 2 octobre 1871, quand le défendeur fit motion pour une règle, aux fins de faire déclarer l'instance périmée, et, le 8 novembre 1871, la Cour Supérieure (Coram STUART J.) rendit jugement sur la règle, accueillant la demande du défendeur. Le défendeur basa sa demande en péremption sur le fait que (suivant lui) il n'y avait eu dans la cause aucune procédure utile depuis le 28 septembre 1868. Les demandeurs prétendirent, au contraire, que la dernière procédure utile était l'appel de la cause, le 31 octobre 1868. Et ils produisirent, à l'encontre de la motion du défendeur, l'affidavit de leur procureur, à l'effet suivant : " Mathew Ayleward Hearn, advocate, being duly sworn, doth depose and say that the Defendant's Enquête was continued from time to time at the express request of the Defendant's attornies, or some other gentlemen representing them, and was never continued at the request of the Plaintiffs or Deponent ; that in consenting to continue the Defendant's Enquête, from the time the same was fixed, until the thirty first day of October, 1868 inclusively. Deponent was present in Court, upon each Enquête day, the said cause was called from the Roll, in order to be present at the Examination of any witnesses the Defendant might produce, and to cross-examine the said witnesses, and, frequently, upon these occasions, at great personal inconvenience to Deponent, who was the attorney of the Plaintiffs in the cause." Dans leur factum en revision, ils exposèrent qu'aucune négligence ne pouvait leur être imputée, qu'ils avaient clos leur enquête, et que la remise de la cause était le fait dû à la négligence du défendeur, qui n'était pas prêt à procéder, et ils continuèrent comme suit : " The certificate of the officer of the Court shows that proceedings were done, had and taken in the cause up to the 31st of October, 1868. Not unmindful of the Rules of Practice made, by the Superior Court, that any cause inscribed on the Roll *des Enquêtes* shall remain thereon, until the Enquête in such cause shall have been declared closed, and shall be held to be continued from day to day, without any special application to that effect ; the plaintiffs respecfully submit that they, as well as their Counsel, had an interest in watching the pro-

gress of the cause, and were bound to be present to cross examine any witnesses the Defendant might attempt to produce. The cause was upon the Roll, a Judge, under the system that prevails, has to be present. Was it not a useful proceeding for the Defendant to be not foreclosed from the right of adducing testimony in support of his plea ? Were not the Plaintiffs interested in attending Court, each day the cause was called from the Roll ? The tarif of the Superior Court allows a fee for the continuance of a cause. That fee was never claimed by the plaintiffs. The postponement of the case, by the order of the Presiding Judge, could not operate to the detriment of the Defendant. Was that not an act of Court ? Was that not a useful proceeding in the cause for the benefit of the Defendant who was bound to proceed to his Enquête ? And the Plaintiffs submit that it was never the intention of any of the Judges who sat and presided at the "Enquête," by granting the indulgence extended to the defendant, to make the Plaintiffs suffer for the neglect and inhability of Defendant to rebut the testimony adduced and of record in favor of the Plaintiffs." La Cour de Revision confirma le jugement de la Cour Supérieure, TASCHEREAU, J. dissident.

TASCHEREAU, J., dit : " Le jugement qui nous est soumis en revision en est un qui, sur une demande de péremption d'instance de la part du défendeur, a accueilli favorablement cette demande, et a déclaré l'instance périmée, chaque partie devant payer ses frais. Les demandeurs se croyant lésés par ce jugement, en demandent la revision pour les raisons suivantes : 1° Parce qu'il ne s'était pas écoulé trois ans depuis les dernières procédures en la cause, jusqu'au moment de la demande de péremption d'instance ; 2° Parce que la signification de la règle du défendeur, sur le procureur des demandeurs, a été effectuée à l'audience, pendant que ce procureur était engagé dans l'exécution de ses devoirs professionnels devant les tribunaux. Je ne crois pas que ce second motif soit soutenable car, en supposant même que le procureur eût été ainsi engagé, ce qui n'est pas prouvé, il apparaîtrait qu'il aurait renoncé à tout privilège qu'il aurait pu avoir sous ce rapport, en consentant à recevoir la signification du document en question, et sans s'en plaindre, tel que constaté par l'affidavit de l'huissier, lequel affidavit n'est pas contredit et comme tel doit être accepté comme fondé en fait. Je suis donc disposé à écarter de suite cette objection des demandeurs. La première que j'ai déjà signalée est plus sérieuse, et mérite grande considération, en ce qu'elle renferme un point de procédure très intéressant, qui est celui de savoir ce que signifie : 1° L'article 454 du Code de Procédure civile, qui prononce la péremption de l'instance, par la discontinuation de poursuites pendant trois ans,

et 2° l'art. 455 qui énonce les cas où la péremption n'a pas lieu ; 3° L'article 458 qui énonce que la péremption est couverte par toute procédure utile après les trois ans, mais avant la signification de la demande en déclaration de péremption. Ces trois articles sont à peu de chose près, la reproduction des articles 397, 399, 400 du Code de Procédure français touchant la péremption d'instance ; notre article 458 dit que la péremption se couvre par toute procédure utile, et l'article 399 C. F., au lieu du mot utile, fait usage du mot valable, qui, je crois, signifie la même chose. J'aime à faire cette déclaration, parce que je me propose, dans la décision de la question, de m'appuyer sur certaines autorités tirées des nombreux commentaires du Code français, et notamment de ces trois articles. Il est admis par tous les commentateurs du Code de procédure, anciens et modernes, que la péremption d'instance est une chose que les tribunaux ne doivent accueillir qu'avec défaveur, et ne prononcer que dans les cas où il est évident que le demandeur a abandonné complètement sa demande, et lorsque le défendeur, par un acte quelconque, n'a pas renoncé au droit de se prévaloir de cette péremption. Voyez Boncenne et Bourbeau, Théorie de la procédure civile, vol. 5, p. 641, où il dit : " L'acte émane-t-il du demandeur ? " la présomption d'abandon de l'instance cesse de lui être op- " posable. — Emane-t-il du défendeur ? c'est une renonciation " au droit de se prévaloir du temps qui a déjà couru," et, à la page 639 du même volume, il est dit : " tout acte emportant " reconnaissance du droit qu'a son adversaire de poursuivre " l'instance, suffira pour rendre le défendeur non recevable " à demander la péremption, jusqu'à ce qu'un nouveau délai de " trois ans s'accomplisse depuis cette reconnaissance émanée " de lui." Et, à la page 638, il est dit que les actes qui ont pour objet la continuation de l'instance sont des actes valables, conformément à l'article 399 du Code de Procédure. Cette idée si bien exprimée par Boncenne et Bourbeau se trouve répétée à satiété dans tous les commentaires de ces articles du Code de Procédure français, et notamment, par Carré et Chauveau, vol. 3, pp. 424-5. 35 Dalloz, Répertoire, v° Péremption, n°s 195-6-7 ; 35 Dalloz, Répertoire, v° Péremption, n°s 144-145-155-161-169-174-178-191-194-198-200-204-207-208 ; Journal des Avoués, vol. 38, p. 214 ; Journal des Avoués, vol. 18, p. 494 ; Journal des Avoués, vol. 42, p. 268 ; Journal des Avoués, vol. 40, p. 12 ; Journal des Avoués, vol. 46, pp. 249-180 ; 7 Pothier, Procédure civile, p. 87. Voir aussi Ancien Denizart, v° Péremption, p. 659 ; 1 Pigeau, 354-5. Mais pour appliquer ces autorités au cas présent, il faut voir quelles sont les procédures utiles ou valables qui peuvent couvrir la prescription, et quelles sont celles qui ont été prises dans cette cause, soit de la

part des demandeurs, soit de la part du défendeur, et qui seraient, ou non, de nature à couvrir la péremption. On trouvera, dans les autorités ci-dessus, des exemples nombreux de procédures jugées valables dans le but de couvrir la péremption. Il serait trop long de les énumérer toutes. Je me contenterai de donner ici, succinctement, suite aux idées de leur portée et de leur application à la présente cause. L'idée qui, à mon sens, prévaut, dans ces autorités, est d'abord que tout acte qui a pour objet la continuation de l'instance est un acte valable à l'effet de couvrir la prescription, et, à plus forte raison, de l'interrompre, qu'une incription au rôle est un acte interruptif, lors même qu'un arrêt ordonnerait plus tard, d'office, la radiation de la cause ; qu'un acte de semblable nature, fait de la part d'un défendeur, produit les mêmes conséquences sur l'interruption, comme indiquant, de sa part, une renonciation au droit de se prévaloir du temps qui a déjà couru ; que l'expiration des délais n'est fatale que lorsque le défendeur a manifesté l'intention de s'en prévaloir ; que, lorsque la péremption s'acquiert par le fait et la négligence des deux parties, les juges peuvent se dispenser de la prononcer ; que, lorsque la partie qui invoque la prescription, a mis son adversaire dans l'impossibilité de suivre le procès, la demande en péremption ne peut pas être accueillie ; qu'une partie qui a été admise à une preuve, et qui *par sa négligence, a laissé écouler trois ans sans procéder à son enquête, n'est pas recevable à invoquer la péremption ;* que la remise successive d'une cause sur la demande de l'avoué du demandeur en péremption interrompait la péremption ; que la péremption est interrompue par un appel de la cause à l'instance, et, en certains cas, que l'inscription de la cause, sur le rôle général des causes, est suffisante, tant qu'elle subsiste, pour empêcher la péremption, quoiqu'il n'y eût pas d'acte signifié pendant 3 ans. Maintenant examinons l'état dans lequel la cause se présente devant nous. Il est admis que les demandeurs ont fait, en temps raisonnable, leur enquête et que le défendeur n'a pas fait la sienne, quoiqu'il ait été mis en demeure de la faire, et qu'un jour ait été fixé à cet effet. La dernière procédure, telle que certifiée par le protonotaire, a eu lieu le 28 septembre 1868, au moyen d'une continuation de l'enquête du défendeur, du 12 juin 1868 au 28 sept. 1868, et de ce dernier jour au 29, et du 29 au 30, et tout cela sous la sanction du juge présidant aux enquêtes. Ces entrées sont portées au plumitif, et il est admis que ces entrées "jusqu'au 28 septembre 1868, inclusivement, sont de nature à interrompre la prescription ; aussi, est-ce à compter de ce dernier jour, que le défendeur prétend que les trois ans ont commencé à courir, et le certificat du protonotaire est dans ce sens. Mais on voit, par

une entrée au rôle spécial des enquêtes, mais qui ne se trouve pas reproduite au plumitif, que, les 29, 30 et 31 octobre 1868, la cause a été appelée, l'un et l'autre des dits jours, et ce sous la sanction du juge alors présidant aux enquêtes. Le défendeur prétend que cet appel ne constitue pas une procédure utile ou valable. Mais les demandeurs produisent l'affidavit de leur avocat, tendant à prouver des *circonstances bien importantes*, savoir que l'enquête du défendeur a été continuée de temps à autre, à la demande expresse des avocats du défendeur, ou de quelque autre personne le représentant, et que l'enquête du défendeur n'a jamais été ainsi continuée à la demande des demandeurs, ou de leur avocat. Il jure, de plus, qu'en consentant à la continuation de l'enquête du défendeur, de jour en jour, jusqu'au 31 octobre 1868, inclusivement, lui, l'avocat des demandeurs, était présent à l'audience, à chaque jour d'enquête, aux fins d'assister à l'audition des témoins du défendeur, et de les transquestionner. Je crois la position des demandeurs bien bonne, et leur donnant droit de se plaindre du jugement qui renvoie leur instance, sauf à se pourvoir, il est vrai, et sans frais, mais qui les expose à perdre leur droit d'action, par la prescription, ou un recours effectif, par la perte des gages et sûretés qu'ils avaient en vertu de leur action. Je crois que l'on peut appliquer dans cette cause, les discours et les principes que j'ai signalés plus haut, comme tirés des commentateurs ci-dessus indiqués, savoir que les demandeurs ont fait, d'un côté, tout ce qui dépendait d'eux pour obtenir une adjudication finale de leur cause, et que si trois années se sont écoulées sans aucune procédure utile, la faute ne leur peut être imputée, mais bien au défendeur dont l'enquête a été fixée, qui n'y a jamais procédé, et qui, par des continuations constantes de son enquête, faites à demande, a pu endormir les demandeurs, et les laisser dans un état de sécurité dont ils ne se sont réveillés qu'en apprenant qu'on demandait la péremption de leur instance. J'argumente, pour un instant, comme si les procédures des 29, 30 et 31 octobre 1868 n'étaient pas de ces procédures utiles tendant à perpétuer l'instance, et je dis que, suivant les décisions que l'on trouvera dans les autorités que j'ai citées, dans le cas de négligence même commune des deux parties de procéder, le défendeur ne peut obtenir la péremption, et, à plus forte raison, dans un cas comme celui-ci où il est juré (et ce fait n'est pas contredit par le défendeur ni par le dossier) que c'est à la demande constante des procureurs du défendeur que la cause a été continuée jusqu'au 31 octobre 1868. On connaît la libéralité proverbiale des membres du barreau les uns vis-à-vis des autres ; on sait que, sans l'exercice de cette libéralité, la profession, surtout à cette partie qui est la plus onéreuse

comme la plus difficile, savoir l'enquête, serait un pur métier au lieu d'une noble profession. Un jour, c'est le demandeur qui a besoin de faveurs que le défendeur lui accorde, non sans, peut-être, l'espoir de se voir rendre la pareille, lorsque son enquête, pour une raison ou pour une autre, sera brusquement et inévitablement arrêtée par l'absence, indisposition ou occupation étrangère de l'avocat. On sait le nombre des tribunaux devant lesquels un avocat est souvent obligé de comparaître, pour ne pas perdre ou indisposer son client trop empressé; l'on sait que les membres du barreau prennent une large part dans les affaires publiques et politiques, sous forme d'élections et de contestations d'élections, et s'il fallait bannir la libéralité de la profession, et défendre à un avocat de se prêter à la remise d'une cause, la profession serait chose impossible. Mais je prétends que les demandeurs en cette cause ont en leur faveur une procédure utile et de nature à montrer qu'ils n'ont jamais eu l'intention de laisser acquérir la péremption d'instance. D'abord, ils ont fait toute leur enquête, et ils sont prêts à soumettre leur cause ; le défendeur, si en réalité il veut que les demandeurs n'aient aucun droit d'action contre lui, peut soumettre la cause au tribunal, en faire sa preuve, tel qu'il lui a été non seulement permis, mais enjoint, et cependant il n'en fait rien. Ensuite vient la procédure du 30 au 31 octobre ; à mon sens, indépendamment de l'affidavit de M. Hearn, cette procédure a couvert la prescription, car c'est un appel de la cause, sous la présidence du juge dont le nom se trouve en toutes lettres, comme ayant ordonné cette continuation ; c'est, à mon avis, une procédure effective qui a dû être prise à l'instance de l'une ou de l'autre des parties, et dans leur intérêt commun, dans l'intérêt des demandeurs, pour couvrir ou interrompre la prescription, dans l'intérêt du défendeur, pour lui permettre la preuve de sa défense, si elle est sérieuse et fondée. Dans le doute, vu la défaveur qui toujours se rattache à de telles demandes de péremption d'instance, ne devrait-on pas faire peser la balance en faveur du demandeur ? Je crois que oui. Aujourd'hui, et surtout depuis 1857, qu'un demandeur n'est pas seul *dominus litis*, c'est-à-dire que le défendeur a, sur l'obligation des progrès de la cause, les mêmes pouvoirs qu'avait le demandeur, qui seul pouvait forcer les procédures en répliquant à la défense, en inscrivant aux enquêtes et au mérite, et qui, de cette manière, pouvait indéfiniment tenir son adversaire en cause, ne peut-on pas dire qu'en accordant, comme dans le cas présent, une péremption d'instance, on punirait le demandeur, pour la faute volontaire et réfléchie du défendeur ? En vain dira-t-on qu'il faut mettre une fin aux procès : la péremption de l'instance ne périme que l'instance, et non le droit ; c'est plutôt perpétuer les actions que d'en

périmer l'instance, pour en permettre l'instance par un second procès. Considérant donc que les trois années nécessaires pour acquérir en faveur du défendeur, n'étaient pas écoulées lorsqu'il a fait sa demande de péremption, et que, d'ailleurs, le demandeur avait, de son côté, fait tout ce qu'il était en son pouvoir de faire, pour parvenir à l'adjudication finale de sa cause, et que c'est au défendeur que l'on doit faire le reproche d'avoir laissé écouler les trois années, je suis d'opinion qu'il y a erreur dans le jugement qui a accordé la péremption, et je suis d'opinion de le renverser.

MEREDITH, C. J., dit : In this case, plaintiff complains of a judgment declaring his action perempted, in consequence of no proceedings having been had during three years. The motion bears date the 2nd Oct. 1871, and the certificate of the prothonotary establishes " that there have been no proceedings in this case since the 28th day of September, 1868. It appears, however, that, subsequently to the day last mentioned, the case, being on the *Rôle d'Enquête*, was called several times by the prothonotary, and the question which this case presents, is as to whether the mere calling of a case by the prothonotary, whether regularly or irregularly, is sufficient to prevent an action from being perempted. The record establishes that, on the 12th June, 1868, the case was continued to the 28th September, for defendant's enquête. On the 28th September, it was again continued to the 29th of September. This was the last continuance in the case. It was afterwards called on the 29th and 30th of September, without anything being done by any of the parties, and without any continuance by the Court. We now arrive at the three years upon which the defendants rely, and which commenced upon the 2nd October, 1869. Subsequently to that time, namely on the 29th, 30th and 31st October, the case again appears to have been called without anything having been done by the parties, and without there being any continuance by the Court. By the Rule of practice n° 45 it is provided " that, if more than one day shall elapse " without any proceeding or application, in a cause on the Rôle d'Enquête, " without the same being specially continued to a day certain, no proceeding or application shall thereafter be taken or received, without notice of at least one day to the adverse party." The contention of the plaintiff is that the calling of this case, by the prothonotary, in the month of October, 1868, prevented the three years from commencing on the 2nd of October, as asserted by the defendant. But, when the case was so called by the prothonotary, in October, as has been already shown, " more than one day had elapsed without any proceeding or application in such case, and without the same being specially

continued to a day certain," and therefore, under Rule 45, the prothonotary ought not to have called the case, and the calling of the case by the prothonotary, not only without authority, but in direct opposition to the rules of practice, could not, I think, affect the rights of the parties, any more than if their names had been mentioned in the court by a mere stranger. Our attention has been called to an arrêt of the Court of Grenoble, dated the 24th January, 1812, by which it appears to have been decided: "Que la péremption de l'instance est interrompue par un appel de la cause à l'audience." Dalloz., Dict. de Jurispr., verbo "Péremption, n° 144, p. 848. [Same arrêt referred to 18 Vol. Journal des Avoués, p. 501], see also same word, in Dalloz, n° 174. But I find that, by two more recent arrêts, it has been decided: "Que l'appel d'une cause, "lors de l'appel général du rôle de la chambre, qui a lieu "d'office, et par mesure d'ordre, à la première audience de "rentrée, ne constitue pas un acte interruptif de la péremp-"tion, à moins qu'il ne soit établi que, lors de cet appel, il a "été fait, par l'une ou par l'autre des parties quelque décla-"ration, ou posé quelque fait qui manifestât l'intention de faire "des actes de poursuite." Dalloz, Rép., Vol. 35, p. 867, verbo Péremption, n° 196. See also Carré et Chauveau, Vol. 3, p. 425. "La péremption n'est pas interrompue.... par des bulletins de causes envoyées par le greffier aux avoués." Paris, 25 août 1832, Journal des Avoués, tome 43, p. 508, et 20 février 1836, tome 50, p. 253. See, also, Dalloz, Dic. de Jur., vol. 3, verbo Péremption, n°s 154-155. Our attention was also called to an affidavit made by the learned counsel for the plaintiff. In the first part of that affidavit, it is stated "that the defen-"dant's enquête was continued from time to time, at the ex-"press request of the defendant's attornies, or some other gent-"leman representing them, and was never continued at the "request of the plaintiff or deponent." The last continuance of the defendant's enquête appears, as already mentioned, to have been before the commencement of the three years upon which the defendant relies, and therefore this part of the affidavit does not seem to me important. The learned counsel for the plaintiff, in the second part of his affidavit, alleges "that, in consenting to continue the defendant's enquête from "the time the same was fixed until the 31st. day of Oct. 1868 "inclusively. Deponent was present in Court upon each "enquête day, the said cause was called from the Roll, in "order to be present at the examination of any witness the "defendant might produce, and to cross-examine the said wit-"ness, and, frequently, upon these occasions, at great person-"al inconvenience to deponent, who was the attorney for "the plaintiff in this cause." According to this affidavit

which is not contradicted in any way, the case seems to be one of great hardship for the plaintiff, and, if, consistently with my duty, I could afford the plaintiff relief, I would be glad to do so; but, as a matter of law, the affidavit shows that the counsel of the plaintiff was present when the case was called, in the month of October, 1868, but that he did not say or do any thing whatever on this occasion; and I do not think that his *mere presence* when the case was called, tends (in a legal point of view) to improve the position of his client. The learned counsel for the plaintiff cited also an arrêt of the Cour Royale de Rouen, of the 5th July, 1828, deciding that: " Lorsque la péremption a lieu par le fait et la négligence des deux parties, les juges peuvent se dispenser de la prononcer." Journal des Avoués, Vol. 38, p. 215. (See also Dalloz, Dict. de Jur., vol. 35, verbo Péremption, n° 207.) But the rapport of this case is followed by the accompanying note. " En l'absence de toute loi sur la péremption, cet arrêt " formerait jurisprudence, parce qu'il est basé sur un principe " d'équité; mais il faut dire que, sous l'empire du *Code de* " *Procédure, il viole le texte formel de la loi.*" Carré et Chauveau also refer, in terms of disapprobation, to the arrêt last cited, and say that the art. 397 of the French *Code de Procédure*, which is no stronger than the art. 454 of our Code, " contient une règle trop générale, pour admettre d'autres exceptions que le cas de dol ou de fraude." Carré et Chauveau, vol. 3, p. 398. The Court of Cassation, by an arrêt on the 9th August, 1837, have defined " actes valables pour interrompre la péremption," being " les actes de poursuite qui émanent d'une partie en cause, qui interviennent dans son intérêt et qui ont pour objet la continuation de l'instance:" 3 Carré et Chauveau, 424, and at p. 428, the same authors speak of " actes présents ou autorisés par la loi" as being " actes valables." This definition appears to me to be just, and bearing it, and the general principles of law on this subject, in mind, it appears to me impossible to maintain that an unauthorised and irregular calling of the case, by the prothonotary, which was not accompanied or followed by any declaration or act, either of the plaintiff or defendant, or by any order of the court, can be deemed a proceeding in the case, sufficient to affect the rights of the parties, either by preventing a *péremption d'instance*, or otherwise. For these reasons, I cannot avoid the conclusion that the judgment under revision must be confirmed.

STUART, J., dit: Though the demand for péremption d'instance may be one which is looked upon with disfavor, still the law is imperative, mere lapse of time operates peremption, and, after notice of motion asking it is made, the Court can grant no remedy. I hold that we cannot consider

the affidavit fyled on behalf of the plaintiff. The record and plumitif can alone guide us, for, by the record and plumitif, the Court is bound. With the entries in the roll or register from which the cases inscribed at enquête are called, we have nothing to do, and, if the plumitif does not state the facts correctly, the proper course was to apply to have it corrected. Holding, as I do, that the record and plumitif are the only sources from which we can derive information, in matter of this description, and the last proceeding appearing thereby being according to me of the 28 September, 1868, the case must be declared perempted. (3 R. L., p. 446 ; 4 R. L., p. 240 ; et 2 R. C., p., 111.)

HEARN, M. A., pour demandeur.

HOLT et IRVINE, pour défendeur.

VOITURIER.—RESPONSABILITE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 9 septembre 1869.

Présents : DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., LORANGER, J. *ad hoc*, et JOHNSON, J. *ad hoc*.

SÉVÈRE GÉLINAS, demandeur en cour de Circuit, Appelant, et la COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC DU CANADA, défenderesse en C. C., intimée.

Jugé :—Que lorsque c'est par la négligence et la faute des employés du voiturier, que des marchandises qu'il s'est obligé de transporter à un endroit déterminé ont été transportées ailleurs, et qu'il y a négligence de la part du voiturier en ne faisant pas revenir ces marchandises aussitôt que l'erreur est constatée, ce voiturier est responsable des dommages éprouvés par les marchandises.

Que l'erreur dans la désignation de la Compagnie du Grand-Tronc du chemin de fer du Canada, poursuivie comme la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, n'est pas suffisante pour donner lieu à une exception à la forme, et qu'un jugement rendu contre la compagnie ainsi désignée ne sera pas renversé en appel.

Le 11 avril 1867, la Cour de Circuit pour le district de Montréal, BERTHELOT, J., a rendu le jugement suivant : " La Cour considérant que c'est par la négligence et la faute des employés de la défenderesse que la caisse d'effets et marchandises que cette dernière s'était obligée de transporter pour le demandeur à un nommé Jules Tremblay, en la paroisse de Ste-Anne, district de Montréal, le ou vers le 14 avril 1866, a été transportée à Ste-Anne, district de Kamouraska, et qu'il y a eu négligence de la part de la défenderesse, en ne faisant

pas revenir à Montréal la dite caisse de marchandises aussitôt qu'il a pu être constaté que la personne à qui elle était adressée ne résidait pas à Ste-Anne, district de Kamouraska. Considérant que ce n'est que le onze juin 1866, après le rapport de la présente action, que la défenderesse a offert ou fait offrir au demandeur la dite caisse de marchandises et effets et qu'elle a renouvelé les mêmes offres par son plaidoyer ; La Cour procédant à faire droit sur la contestation ainsi formulée, et considérant que d'après la preuve les marchandises contenues dans la dite caisse ont subi sur leur valeur une diminution de sept louis, dix chelins, a condamné la défenderesse à payer au dit demandeur la dite somme de sept louis, dix chelins, avec intérêt sur icelle à compter de ce jour, et ordonne à la dite défenderesse de remettre sans délai, au dit demandeur, la dite caisse de marchandises et effets, le tout avec dépens comme dans une action au-dessous de vingt louis." Le 30 octobre 1868, la Cour Supérieure siégeant en Revision à Montréal. MONDELET, J., BERTHELOT, J. (dissident), MONK, J., a renversé le jugement de la Cour de Circuit par le jugement suivant : " La Cour Supérieure, siégeant à Montréal, présentement en Cour de Revision, ayant entendu les parties sur le jugement rendu le 11 avril 1867 par la Cour de Circuit pour le district de Montréal ; Considérant qu'il n'existe, ni de fait ni par la loi, aucune compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, et, par conséquent, que cette Cour ne peut reconnaître comme tenue en aucune manière, vis-à-vis et en faveur du demandeur, la défenderesse telle que dénommée en la déclaration du demandeur, et au bref de sommation émané en cette cause ; Considérant que, sous ce rapport, l'exception produite en cette cause par les procureurs de et au nom de la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, sur qui le bref de sommation émané en cette cause a été signifié est bien fondée en fait et en loi ; Considérant d'ailleurs, au mérite, que s'il y a eu de la négligence et des méprises dans la transmission des marchandises en question, cette négligence et ces méprises dont il y a preuve, ont été de la part du demandeur et de ses employés, qui ont donné et fourni à "La Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada" une adresse erronée, savoir une direction de transmettre les marchandises en question à Jules Tremblay, *Ste-Anne Station*, laquelle station est dans le district de Kamouraska, et est une station distincte et différente de *St. Ann's Station*, laquelle est dans le district de Montréal, où le demandeur prétend à tort qu'auraient dû être transmises les dites marchandises, attendu que la Compagnie mentionnée en dernier lieu, n'avait aucune discrétion à exercer à l'égard de la dite adresse que la dite Compagnie mentionnée en dernier lieu n'avait aucun droit de changer ni

modifier, d'autant plus que les deux stations sus-mentionnées sont connues du public et indiquées aux tableaux de la dite Compagnie mentionnée en dernier lieu qui est en droit de faire touchant cela, tels règlements; Considérant que sous tous rapports le demandeur a injustement refusé les offres de la dite Compagnie mentionnée en dernier lieu; Considérant, par conséquent, qu'il y a erreur dans le jugement dont est appel, savoir le dit jugement du 11 avril 1867, cette Cour infirme, casse et met au néant, le dit jugement, et rendant celui qu'aurait dû rendre la dite Cour de Circuit, maintient l'exception produite par la dite "Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada" et déboute l'action du demandeur avec dépens." L'honorable juge BERTHELOT ne concourt pas dans ce jugement.

La Cour d'Appel, par son jugement, a confirmé le jugement de la Cour de Circuit.

SÉVÈRE RIVARD, avocat de l'appelant.

CARTIER & POMINVILLE, avocats de l'intimée.

LIBELLE.—RESPONSABILITE.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 27 novembre 1871.

Présent: MEREDITH, J. en C.

GAUTHIER *vs* AMYOT.

Jugé:—Qu'une personne a un recours distinct contre chacun de ceux qui ont participé à la publication d'un libelle contre elle, mais elle ne peut avoir qu'une seule compensation. (3 R. L., p. 446; 2 R. C., p. 111.)

INTERVENTION.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 27 novembre 1871.

Présent: MEREDITH, J. en C.

FRASER *vs* POULIOT, et LAVOIE, intervenant.

Jugé:—Qu'une partie intervenante doit faire signifier sa requête en intervention à toutes les parties dans la cause, tant celles qui ont comparu que celles qui ont fait défaut. La Cour peut étendre le délai de trois jours accordé pour cette signification. Les moyens d'intervention doivent être signifiés au demandeur et au défendeur. (3 R. L., p. 446; 2 R. C., p. 111.)

CAPIAS.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 9 décembre 1871.

Présent : TASCHEREAU, J.

CASAVANT *vs* PATENAUDE.

Jugé :—Que quand les moyens allégués par l'affidavit pour l'obtention d'un capias sont que le défendeur a recélé ou récèle ses biens, créances et effets, il n'est pas nécessaire d'en donner les raisons. (3 R. L., p. 446; 2 R. C., p. 111.)

TEMOIN.—ASSIGNATION.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 9 décembre 1871.

Présent : TASCHEREAU, J.

PAULET *vs* LARIVIÈRE.

Jugé :—Que pour obliger un témoin à se rendre en Cour, il faut lui offrir ses dépenses, aller et retour. (3 R. L., p. 446 ; 2 R. C., p. 111.)

CAUTIONNEMENT POUR FRAIS.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 11 décembre 1871.

Présent : STUART, J.

MANTHA *vs* COGHLAN.

Jugé :—Que lorsqu'une partie a droit de demander caution pour les frais, elle peut soit présenter sa requête en vacance dans les quatre jours, ou en donner avis dans ce délai et ensuite la demander par motion au terme suivant. Le Juge STUART a déclaré avoir consulté le Juge TASCHEREAU. (3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 111 ; 13 R. L., p. 682.)

OPPOSITION A FIN D'ANNULER.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 7 mars 1872.

Présent : TASCHEREAU, J.

MANTHA *vs* COGHLAN, et FRASER, opposant.

Jugé :—Que lorsque l'affidavit produit avec une opposition à fin d'annuler n'est pas assermenté par l'opposant, le déposant doit déclarer dans cet affidavit qu'il est dûment autorisé à cet égard. Il fut permis à l'opposant d'amender l'affidavit. (2 R. C., p. 238.)

CAUTIONNEMENT POUR FRAIS.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 29 décembre 1871.

Présent : MEREDITH, J. en C.

GRACE *vs* CRAWFORD.

Jugé :—Que le maître d'un vaisseau étranger, qui a son domicile hors de la province, mais qui est temporairement dans ses limites, lors de l'institution de l'action, doit fournir caution lorsqu'il est demandeur. (3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 111.)

RESILIATION DE BAIL.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 29 décembre 1871.

Présent : TASCHEREAU, J.

ANDERSON *vs* WURTELE.

Jugé :—Qu'il n'y a pas d'action contre un syndic, sous l'acte de faillite, pour résilier un bail fait au failli, avant sa faillite, parce que les lieux ne sont pas garnis de meubles suffisants pour pour répondre du loyer. (3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 111.)

TUTEUR AD HOC.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 29 décembre 1871.

Présent: TASCHEREAU, J.

BROUSSEAU *vs* BÉDARD.

Jugé:—Qu'un tuteur *ad hoc* ne peut intenter une action, pour un mineur qui n'a pas de tuteur, pour l'inexécution d'une promesse de mariage, et le pourrait-il, qu'il devrait d'abord faire enregistrer l'acte de tutelle. (3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 112; 14 R. L., p. 554.)

HONORAIRES DU SHERIF.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 29 décembre 1871.

Présent: TASCHEREAU, J.

MILLER *vs* LAMBERT.

Jugé:—Qu'un shérif ne peut exiger que les honoraires d'un contrat, pour toutes les propriétés vendues à la même personne, dans la même vente. (3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 112.)

PROCUREUR AD LITEM.—DEPENS.

COUR DE CIRCUIT, Québec, 26 décembre 1871.

Présent: TASCHEREAU, J.

PICARD *vs* GOSSELIN.

Jugé:—Que lorsque le demandeur et le défendeur ont réglé leur procès entre eux, le consentement du procureur du demandeur, qui a demandé distraction de frais, et qui n'a pas été payé d'iceux, et le demandeur étant insolvable, il y a preuve de mauvaise foi, et le procureur du demandeur doit avoir jugement pour les frais distraits en sa faveur. (3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 112.)

DEPENS.—EXECUTION.

COUR DE CIRCUIT, Québec, 26 décembre 1871.

Présent : TASCHEREAU, J.

LANGEVIN *vs* MARTIN.

Jugé :—Que le mémoire de frais dans une cause contestée doit être taxé avant l'émanation de l'exécution pour les frais. (3 R. L., p. 447 ; 2 R. C., p. 237.)

INTERPRETATION D'OBLIGATION.—BILLET PROMISSOIRE.

COUR SUPÉRIEURE (EN REVISION), Montréal, 29 avril 1871.

Présents : MONDELET, J. (dissident), MACKAY, J., TORRANCE, J.

BURNETT *vs* MONAGHAN *et al.*

Lanctot, l'endosseur d'un billet de Monaghan, dû le 11 février, donna au porteur de ce billet le mémorandum suivant : "Mon billet devenant dû le 10 courant, bon pour dix jours après date." Le billet auquel il référait devenait dû le onze. Il n'y avait pas d'autre billet. Il ne fut protesté que le 24 février. Jugé par la Cour de Circuit, Saint-Hyacinthe, que l'endosseur était responsable, et ce jugement fut confirmé en revision. (3 R. L., p. 448 ; 1 R. C., p. 473.)

PLAIDOYER.—PROCEDURE.

COUR SUPÉRIEURE (EN REVISION), Montréal, 29 avril 1871.

Présents : MONDELET, J. (dissident), MACKAY, J., TORRANCE, J.

KINGLEY *vs* DUNLOP.

Jugé :—Qu'une réplique spéciale est admissible, sans la permission de la Cour. (3 R. L., p. 448 ; 1 R. C., p. 473.)

Rights of a pew-holder in St. Andrew's Church, Montreal.—Refusal to continue lease to a pew-holder by Trustees.—Damages.

SUPREME COURT OF CANADA, 28th June, 1877.

On appeal from the Court of Queen's Bench for Lower Canada (appeal side).

Present: THE CHIEF JUSTICE RICHARDS and RITCHIE, STRONG, TASCHEREAU, FOURNIER and HENRY, JJ.

JAMES JOHNSTON, Appellant, *and* THE MINISTER and TRUSTEES of St. Andrew's Church, Montreal, Respondents.

J., an elder and member of the Congregation of St. Andrew's Church, Montreal, had been a pew-holder in St. Andrew's Church continuously from 1867 to 1872 inclusive. In 1869 and 1872 he occupied pew n° 68, and received for the rental of 1872 a receipt in the following words: "Montreal, January 9th, 1872. $66 50. Received from James Johnston the sum of sixty-six dollars 50 cents, being rent of first-class pew n° 68, in St. Andrew's Church, Beaver Hall, for the year 1872. For the Trustees, J. Clements." On the 7th December, 1872, the Trustees notified J. that they would not let him a pew for the following year. J thereupon tendered them the rental for the next year, in advance. On several occasions in 1873, and while still an elder and member of the congregation, he was disturbed in the possession of pew n° 68, by the Respondents, the pew having been placarded "For Strangers," strangers seated in it, his books and cushions removed, &c. For these torts he brought an action against Respondents, claiming $10,000 damages. *Held:*—that J., being an elder and member of the Congregation of St. Andrew's Church, Montreal, as such lessee, having tendered the rent in advance, was, under the by-laws, custom and usage, and constitution of St. Andrew's Church, entitled to a continuance of his lease of the pew for the year 1873, and that reasonable, but not vindictive, damages should be allowed, viz., $300. (The Chief Justice and STRONG, J., dissenting.)

Appeal from the Court of Queen's Bench for Lower Canada (Appeal side) confirming (1) the judgment of the Superior Court for Lower Canada, sitting in the district of Montreal, dismissing an action for damages brought by Appellant against the Respondents for refusing to allow him to continue in the occupation of pew n° 68 in St. Andrew's Church, in the city of Montreal. In his declaration the plaintiff alleged: 1st. That from 1867 to 1873, inclusive and continuously, he was lessee of pews from the defendants in St. Andrew's Church, Montreal. 2nd. That he was the legal lessee, *holder* and occupant of pew n° 68 for the year 1872. 3rd. That by his previous leasing and pewholding he became and was a *pew-holder* in St. Andrew's Church, under the 10th

(1) DORION, C. J., and RAMSAY, J., dissenting.

by-law in the Act of Incorporation of defendants and amendments. 4th. That his holding of pew n° 68 for the year 1872, was by *verbal* lease. 5th. That he was an elder and member of session of the church. 6th. That he was the legal lessee of said pew 68, for the year commencing 1st January, 1873, and ending 31st December, 1873, by tacit renewal. 7th. That defendants declined to let plaintiff a pew for the year commencing 1st January, 1873. 8th. That plaintiff, on the 20th December, 1872, and on the first juridical day of 1873, tendered the amount of rental to the defendants notarially for a pew for the year 1873, and that defendants refused to let "said pew 68, or any other pew in the said church, to plaintiff." 9th. That plaintiff being the legal lessee and holder of pew 68 for the year 1873, the defendants annoyed and disturbed him in his use and occupation of it, by pasting upon it printed placards containing the words "for strangers," by removing his books and placing other books in it, by discommoding him by placing strangers in it without his consent, by removing his cushions and hassocks from it to his warehouse. 10th. That the defendants acted "as aforesaid, maliciously and knowingly, and with intent to bring "plaintiff into contempt, ridicule, disgrace, &c.," and that "by reason of the said illegal, unjust, scandalous, malicious "and defamatory conduct of defendants, plaintiff hath been "and is greatly injured in his good name, fame and reputation, &c.; and hath, by reason of all the said premises, "suffered loss and damage, the whole to the damage of the "said plaintiff at Montreal aforesaid, of ten thousand dollars "currency of Canada;" and concluded as follows: "Wherefore plaintiff making option of a trial by jury, and praying "*acte* of said option, further prays *acte* of the sufficiency of "his said tenders for rental for said pew made to defendants "previous to the institution of this action for the said year, "commencing the first day of January, 1873, and ending the "31st day of December, 1873, as also of the tender and "deposit herewith made and renewed, and further prays that "the defendants may be adjudged and condemned to pay and "satisfy to plaintiff the sum of ten thousand dollars, with "interest and costs, out of the amount herewith deposited, in "so far as it may be sufficient." To this declaration the defendants pleaded: First, the general issue; and secondly, a special plea averring: 1st. That plaintiff was not a pew-holder or lessee of a pew in St. Andrew's Church after the 31st December, 1872. 2nd. That they had a right to refuse pew 68 for the year 1873. 3rd. That by the by-laws, customs and practice in the church, the pews are let each year and from year to year, and the lease expires at the end of

each year; that there is no continuation without a consent, and no notice required to discontinue. 4th. That it was undesirable and inexpedient to let pew 68 to plaintiff for the year commencing the 1st day of January, 1873, or for any other time, and in the exercise of their discretion, and in good faith, without malice, or any other than conscientious motives, and with a desire to fulfil their duties, and for the preservation of peace and harmony in the congregation, the defendants did, to wit, on the 7th day of December, 1872, decide and determine not to let a pew to plaintiff. 5th. That on the 25th December, 1872, the congregation, in a general meeting, at which plaintiff was present, and in the proceedings whereof he participated, confirmed this action of the trustees. 6th. That the plaintiff then and thereafter acquiesced in said decision of the Defendants, and admitted that he was not the lessee of pew n° 68, and the defendants thereafter desired to accommodate strangers in said pew, there being no other pew in the church available for the purpose, but the plaintiff wrongfully disturbed and interrupted the use of the said pew by strangers and injured and caused damage in the premises of the defendants; but himself has suffered no damage whatever in the premises; and that the defendants, in the whole matter, acted in good faith and in accordance with the practice, by-laws, rules and regulations of the said church. The plaintiff's answer and replication were general. Upon these issues the parties went to proof, and judgment was given in favour of respondents, by the Superior Court on the 30th December, 1873, JOHNSON, J., and confirmed in appeal, on the 3rd February, 1876, DORION, C. J. (dissenting), RAMSAY, J. (dissenting), MONK, J., SANBORN, J., and TESSIER, J.

Here follow the remarks of the Judge in the Superior Court:

JOHNSON, J.: The plaintiff complains, that, being a pewholder in St. Andrew's Church, in this city, for the year 1873, he has been maliciously disturbed in the occupation of his pew; and, in fact, driven from the church, and injured, and brought into contempt, by the defendants, from whom he asks a condemnation for $10,000 damages. The circumstances under which this action has arisen are peculiar and painful. The plaintiff is evidently acting under strong feeling, whether of injury or of resentment. The defendants resolutely maintain they have acted within the limits of their right. I shall offer no opinion upon anything but the strict legal rights and liabilities of the parties; but, to do this intelligibly, requires reference to their respective pretensions, and to the ground on which they rest. The plaintiff represents

that he has attended St. Andrew's Church, ever since 1867, during all which time he has leased and occupied one or more pews in it; that, from 1st January, 1872, to the 31st of December of that year, he was the lessee and holder of pew n° 68, paying annual rent for it, to the amount of $66.50; that he was, therefore, a pew-holder, under the 10th by-law of the corporation of the church, and held under a verbal lease; that, on the 7th December, 1872, plaintiff received notice from defendants that they declined to let him a pew for the following year; whereupon, he addressed to them a letter expressing his wish to renew the lease of his pew for another year; but, being again informed that he could not get it, he caused a tender of $66.50 to be made to the treasurer of defendants, as rent for the year to come, which was, however, refused; that officer further declining to let plaintiff a pew for any sum whatever. Subsequently, on the 27th December, he again, through a notary, tendered the money, and required delivery of the pew, and again met with a refusal; that, on the 2nd January, 1873, pew rents being payable annually in advance, plaintiff repeated the same request, with the same result; that, notwithstanding these refusals, plaintiff persisted in attending the church, and, sitting in pew n° 68, on New Year's Day, 1873, and occupied it for the first ten days of the month, without any interference by defendants; by which the lease was, as plaintiff contends, renewed by *tacite reconduction;* that, after the first ten days of the new year, during January, February, March and April, defendants maliciously disturbed and molested plaintiff in his enjoyment and occupation of pew n° 68, which, however, he continued to hold under most disagreeable circumstances—such as having his books removed, and others put there for the use of strangers; having the cushions and hassocks sent down to his office, having strangers shown into his pew, and having a printed placard with the words, "for strangers," stuck upon it. The plaintiff then proceeds to say that, notwithstanding all these things, he persisted in occupying his pew, up to the bringing of his action, in June last. He then reverts to something that had occurred in March, 1873. The books that had been put in the pew 68, for the use of strangers, having been removed by Johnston, he shortly afterwards got the following letter from the Secretary of the Church: "Sir, It having been brought to the notice of the trustees of St. Andrew's Church, that you removed the books out of the strangers' pew, the Secretary was requested to write to you, desiring you, for the future, not to remove the books placed in this pew, by the trustees, for the use of strangers. Yours truly, J. WARDLAW, Se-

cretary." Up to this point, in the recital of the plaintiff's wrongs, it is quite intelligible that he contends for two things: 1st, that he was lawfully the tenant of pew n° 68, after the 1st January, 1873; and, 2nd, that defendants, being without right in what they did, moreover, did it in a vexatious manner, entitling him to greater sympathy, and heavier damages. If they really were, or even if he thought they were wrongs that he had to complain of (which is the one question to be hereafter considered), it is quite conceivable that plaintiff should deem himself entitled to complain of them; but it is not so easy to understand, under these circumstances, why he should continue to complain that, having received the Secretary's letter, certainly, a very civil one on the face of it, he answered it on the 6th March, reasserting his rights, and received no reply to his remonstrances. He complains alike when the defendants do write to him, and when they do not; and, as if determined to have as many complaints as possible, he proceeds still further to set up in his declaration, that, after this, again on the 7th of May last, he wrote still another letter to defendants, and that they have not even taken any notice of that. So that we have before us, on plaintiff's side, an assertion of right on his part, and of a violation of it by defendants, not only by what they did, but by what they refrained from doing. They once let him a pew in their church, for a year, he says, and as long as he continues to pay the rent in advance he continues to hold that pew; that, when, in the exercise of what they considered their right, defendants put out his books, returned his hassocks, and stuck up a notice that the pew was for strangers, and supplied it with books for their use, they were using means that denote malice on their part: and not only that, but that when Johnston ejected the books, he has a right to complain of them for writing him a letter on the subject; and when he writes to them he has an equal right to complain if he gets no answer. The defendants encounter this action by pleading, 1st. that plaintiff was not lessee of the pew n° 68, after 31st December, 1872, and they had a right to refuse to let it to him for the next year. 2nd. that, under the by-laws, custom and practice of the church, the pews are let each year, and for one year only, and defendants are under no obligation to continue the leases, nor is there any continuation of them without their consent, nor any notice required of their termination. 3rdly. that the notice of the 7th of December was unnecessary: and plaintiff frequently acknowledged defendants' right to dispense with notice, and admitted that he was not the lessee. 4th. that, in the exercise of a discretionary power, and in good faith, and for the sake

of peace and harmony in the congregation, they determined not to re-let the pew to plaintiff; and their determination has been ratified by the congregation, in general meeting, on the 25th December, 1872, at which meeting plaintiff participated, and admitted he was without right to the pew. 5thly. the defendants put in issue the truth of the plaintiff's allegations, and expressly deny any malice on their part. In the view that I take of this case, I must say that I think much evidence, and much argument have been expended unnecessarily. I do not consider that it presents any question as to the power of disfranchisement, or of amotion. I have had time fully to consider the matter, and I adhere to the opinion that I intimated at the trial, when I asked, whether there was in reality more than one question before the Court, viz: "Had the defendants a right to do as they did?" For if they had, plaintiff cannot complain that they exercised it, unless such exercise was a mere cloak for express malice; and, if they had not, all the best motives in the world would not give it. If, after the 1st of January, 1873, pew n° 68 was legally in the possession of defendants to do as they pleased with it, it is obvious that they might put out of it anybody else's property that they found there, and might placard it to let or for the use of strangers; but, if, all this time, the law gave this pew to plaintiff, as a consequence of the nature or the terms of his previous lease of it, acts of ownership by defendants would be unauthorized and offensive. The fact that defendants gave notice, on the 7th of December, that the pew would not be re-let for the following year is unquestionable. The reasons they may have had for coming to this determination, whether they are good ones or bad ones, may serve to characterize their conduct; but cannot change the fact itself. The plaintiff knew, on the 7th of December, that the pew he occupied in St. Andrew's Church would not be let to him after the expiration of the year, as far as defendants could settle that question. He must then rely upon the nature and terms of his previous contract to hold it against their will; and he does so. He says he had a verbal lease; that it entitled him, by law and usage, to hold the pew as long as he continued to pay in advance, in the manner prescribed by the by-laws of the church; that defendants let him know that he could not have it when the year was up, but that he defied them. He went there as usual, and, for some days, the opening days of the year, the pre-eminent season of peace and good-will, defendants would not openly assert their rights, and this he construed for a time to mean that they acquiesced in his view of their mutual obligations; but he is soon undeceived: for, after a very short interval of

seasonable forbearance on their part, they openly exercise ownership, and give him plainly to understand that he has no right there. The plaintiff must shew that he had a right, either, 1st, by the express terms of an unexpired lease; or, 2ndly, by the tacit continuation of it; or 3rdly, by the law and invariable usage of the church. The plaintiff produced, at the enquête, on the 4th November, three papers with a list of exhibits describing them. The name given to these papers is unimportant. We have to look at what they make proof of; and they undeniably make proof, as between these parties, that plaintiff rented successively three pews from defendants. So much is this the case, that it is observable in the words of the descriptive list of these exhibits which plaintiff himself furnishes, that he calls the first paper, "A *lease* for pew 68, in St. Andrew's Church, for the year 1869." Then the word "lease" is barred by a stroke of the pen, and the word "receipt" is substituted. The reason of this alteration is manifest. The plaintiff, in his declaration, had set out that he held under a verbal lease, and to admit that he held under a written one would have bound him to its terms. But however this may be, the fact or series of facts is established. He paid pew rent in 1869, for pew n° 68. For the year 1870, no payment is proved; but, in 1871, there is proof of the payment of $66.50, for pew n° 66; and, in 1872, there is also proof that he paid the same sum for pew n° 68, which is the one he last occupied. This last receipt dated January 9th, 1872, acknowledges receipt of the money "*being for rent of 1st class pew n° 68, in St. Andrew's Church, Beaver Hall, for the year* 1872." If this is not evidence of the intention of the parties (at least as far as it goes) it would be difficult to say what does constitute evidence. I do not mean to say that it must necessarily exclude, under all circumstances, positive and clear proof, of an invariable usage entitling plaintiff to a renewal of the lease on the same terms; but that is a separate question; and, in the absence of legal evidence of this usage (a point I will presently notice), this paper, whether called "lease" or "receipt," conclusively shows that the money was taken for a specific thing that was given, viz: the enjoyment of the pew for the year 1872, and no longer. We must then apply the law which, in such case, is found in Art. 1658: "The lease, if written, terminates of course, and without notice, at the expiration of the term agreed upon." So much, then, for the terms of the lease. Then, as to *tacite reconduction:* this pretension is equally unfounded. There can be no *tacite reconduction,* except under a presumption of the consent of both parties, and the very contrary is made decisively appa-

rent by the notice of the 7th of December; the fact of plaintiff being suffered, at New Year's time, to sit in the pew, though in the absence of notice, it might be important if not decisive, can have no weight under the circumstances. The plaintiff is therefore driven to rest his case upon the law and usage of the church, and, in this attempt, I think he has completely failed. We must not confound a voluntary organization like this one, exercising corporate powers, under certain regulations, with the Church in Scotland from which it sprung. We have not imported the Scottish Parish Church and all its usages here. It is because *we had not got these things* that we were obliged to shift for ourselves, and get incorporated and agree among ourselves how we should be governed, all which appears to have been well and wisely done. The fact so highly creditable to St. Andrew's Church, that, in few or no instances, have refusals been given to renew leases, as long as the rent is paid in advance, is a very distinct thing from the invariable obligation to renew them in all cases. It merely shows that the congregation has hitherto been harmonious and that this is the first time a discordant note has been heard. I hold therefore, in the present case, that defendants have established their right under the terms of the lease, and I am therefore relieved from considering their reasons for exercising it, and I entirely fail to see any indication of express malice. According to this view of the matter, I ought properly to decline noticing this subject any farther; and I certainly shall do so, as far as the merits of that question are concerned; but, as mere information for the parties, which may not be entirely useless to them and as disclosing the general principles upon which courts of justice act *in pari materia*, I would refer to a book published in New York, in 1868, by Murray Hoffman, upon the ecclesiastical law of that State. It treats of questions connected with the incorporation of religious societies under the statutes of that State, questions which, the author observes, are often influenced by the ecclesiastical system of the church, or body, in connection with which they arise; and it contains an historical notice of all those churches which had a place of any importance in the colony before the revolution. At pages 275-6, the principle will be found laid down, both by the courts of several of the States, and by the Lord Chancellor of England, in the case of Forbes vs Steven, in the House of Lords, L. R., 10 Eq., 178, that courts will not interfere with the determination of the majority of the body of which the complaining party is a voluntary member, except in certain strictly defined cases of disposal or misappropriation of property in trust;

and it is only when civil rights as to property are involved that the secular tribunals will examine so far as to see that the fundamental rules of law have been observed. These principles have guided me in disposing of the present case; and having satisfied myself that, under the law applicable to the terms of his lease, the plaintiff has suffered no violation of his right, his action for damages for such violation must be dismissed with costs.

Here follow the remarks of the Judges in appeal:

RAMSAY, J. *dissenting*: This appeal is from a judgment of the Superior Court, dismissing an action of damages brought by appellant against the respondents for refusing, without justifiable grounds, to allow him to continue in the occupation of pew No. 68, in St.-Andrew's Church, in this city. The respondents, defendants in the Court below, are a corporate body, under the terms of an Act, 1849, 12th Vic., c. 154. The preamble of that Act sets forth sundry reasons for its being passed, into the correctness of all of which it is not necessary now to enter. Suffice it to say that the original body, as recognized by that preamble, was the congregation worshipping in a church commonly called St. Andrew's Church, situated in St. Peter Street, Montreal, and destined "for the public worship and exercise of the religion of the Church of Scotland." As they were not a corporate body, they acted by two sureties, the late Alexander Rea and William Hunter, in whom the property was vested for the *benefit and behoof* of the said church *and congregation*, and for no other purpose whatsoever. Rea dying, at a general meeting of the whole congregation, other trustees were appointed for holding the said property along with the said William Hunter, the then surviving trustee. From time to time the *congregation* named other trustees till at length the trust appears to have centred in the Rev. Alexander Mathieson, D. D., John Smith, John Boston, William Edmonstone, John Frothingham and James Gilmour, trustees of the said Church, and these gentlemen, the minister and trustees, petitioned Parliament and obtained the Act in question. The history of this body prior to its incorporation, thus legislatively established is not without importance, for the dispositions of the Act are not perfectly clear. By section one it is the minister and trustees who are incorporated and they have the power to make, alter and amend such *(sic)* by-laws, ordinances and regulations as shall not be contrary to the constitution and by-laws of the Province, the Act of incorporation, or to the constitution of the Church of Scotland as established by law in Scotland. But in spite of this disposition of section one, it does not appear the minister and trustees constituted the whole corporation. In other words corpora-

tors' rights existed elsewhere, which really reduced the Minister and Trustees to the condition of administrators of the corporated estate, and legislators subject to the threefold proviso above mentioned. They were not limited by the objects of the corporation only, but they were subject to deprivation by removal and other causes, and they could not fill up the vacancies occurring. There was then a body superior to them, and who had inalienable rights. There is some difficulty in defining who their constituents were. Section 5, which describes the general course of proceeding with respect to the filling of the offices of Minister and Trustees, says "it shall be supplied by such person or persons as shall be elected by a majority of the proprietors of one year's standing, to wit, of pews in the said Church, not in arrear of pew rent, at a meeting to be convened as hereinafter mentioned." Section 6 enacts how the meeting is to be convened in case of the vacancy happening by the death, or removal or change of residence of the minister, and how it is to be composed. It is to be called by the Kirk Session and to be composed of "proprietors, pewholders and members of the said church, not in arrear of rent." And this meeting is to elect a committee of nine, *by a plurality of votes*, evidently of this meeting, of which six shall be proprietors of, at least, one year's standing, in full communion with the church; and the other three may be pewholders, who have paid rent for three years, in full communion. Section 7 enacts: These trustees shall be chosen from proprietors in communion with the church, by proprietors not in arrear of rent. It is not said whether communicants or not. Setting aside section 5, which appears to be needless, and looking at the dispositions of sections 6 and 7, we find several persons recognized by the Act as having rights. Proprietors of one year's standing, in communion with the church; proprietors not in arrear of rent; pewholders not in arrear of rent; members of the said church not in arrear of rent; pewholders who have paid rent for three years. The condition of proprietors and pewholders is clear enough, but who form the class of "members of the church?" It seems to me, it must be the communicants and persons attending the services of the church, more loosely described in the preamble as the "worshippers." This view is further sustained by the 12th by-law, which is in these words, "The term congregation in these by-laws implies the proprietors of pews, pewholders, *members of a full communion with the Church and regular sitters*, whose names are entered in the Church books, collectively." We have, then, a body of somewhat undefined extent, having rights in the corporation, and the members of which are chiefly distinguishable by the community of their religious belief, and from the fact that they worship

together. The appellant, plaintiff in the Court below, is a member of the Church of Scotland as it exists in Canada, and particularly does he fall into the category of being a member of the particular Church erected for the public worship and exercise of the religion of the Church of Scotland, and incorporated under the name and style of "Ministers and Trustees of St. Andrew's Church, Montreal." In addition to this, he was pewholder in the said Church, and not only from January 1871, to the 31st of December, 1872, he was the occupant of the pew No. 68, he moreover held an official position of a spiritual character in connection with that very congregation, perfectly well known to the ecclesiastical law of the Church of Scotland, recognized by the act of 1849, which spiritual office is held by that law *ad vitam*, or *ad culpam*. He was, therefore, indisputably a corporator, and, as such, had common rights with the other corporators, subject to the statutes and the by-laws. I may here add that it is not for a moment pretended that his position as a worshipper, as a communicant, or as an elder, could be in any way lawfully affected by any action of the Trustees; in fact it is clearly established, and unquestionably the law of the Church of Scotland, recognized by the acts of incorporation, that in matter of conduct he was only amenable to the kirk session. But is it contended that the Trustees could refuse a member of the church, already a pew-holder, he not being under any disability, financial or otherwise, but on the contrary having duly paid his pew rent for the past, and tendering it for the future in advance, according to the rules and by-laws. Of course if the trustees can do this arbitrarily and without assigning any cause, there is an end of the matter, and Mr. Johnston had no remedy; and though something new like this was advanced in the pleas and at the Bar, this extreme position was not at first unequivocally taken up, nor does it appear to be confidently relied on. In their notice of the 7th of December, informing appellant that he could not have his pew, a reason is ostensibly given. The notice is in these words: "It was resolved. That, in order to sustain the action of the congregation taken in regard to Mr. James Johnston, at its meeting on the evening of the 4th of November last, the trustees do now decline to let a pew to Mr. James Johnston for the ensuing year." Now, in order to form some idea of whether the desire to sustain the action of the congregation on the 4th of November is a *bona fide* reason, it becomes necessary to enquire what the action of the congregation on the 4th of November was. We are enabled to satisfy ourselves on this point completely, for we have been furnished with a minute of the proceedings, and we have also elaborate testimony as

to an altercation which took place at the meeting, and which explains the latter part of the minute, and the observations of the Chairman. The minute then goes on to say that, after considerable discussion, it was moved, seconded, and resolved: "That, in virtue of the fact that Mr. Johnston has not acted harmoniously with his brother Elders he be requested to resign his position as Elder." The motive, then, of the Trustees, in refusing appellant a pew, was to force him to resign as an Elder. No one will, for a moment, pretend that the deposing of Elders was a portion of the duties of the Trustees. and they were, therefore, using the power conferred on them for one purpose, arbitrarily and vexatiously, to gain another end. What renders this peculiarly objectionable in the present case, is the fact that the Minister, the Chairman of the meeting of the 4th November, who denounced Mr. Johnston to the meeting, and who was the person with whom appellant had an altercation on that occasion and others, it would seem was himself one of the Trustees. In short, it looked as if the Trustees determined to coerce appellant into a resignation of his Eldership, because he had offended a Trustee. But their excuse is no better, legally speaking, if deprived of this suspicion, for the meeting of the 4th November had no more rights to summon appellant to resign his Eldership than the Trustees had the right to coerce him into it. It may not be altogether without importance to note that, on the 8th November, four days after the order which sought to compel appellant to resign his position as Elder, Mr. Laing, the chairman of both meetings, wrote a letter to Mr. Johnston, urging on every possible consideration, for his wife's sake, for his own, and above all "for his soul's sake," to bend before the storm which Mr. Laing himself had directed against him. We have not to enquire whether Mr. Laing feared that a new prosecution in the kirk sessions would be as fruitless as on a former occasion; but, to say the least of it, the proceeding exhibits an eagerness which it would have been more prudent to conceal, if it could not be overcome. Unsatisfactory as is the reason given by the Trustees on the 7th December, for refusing appellant a pew, that pleaded in the action is still more curious. They no longer desire to sustain the action of the congregation, because appellant did not work "harmoniously with his brother Elders," but they say that, "*to the best of their judgment*, it had become undesirable and inexpedient to let the said pew, No. 68, to the plaintiff for the year commencing the 1st January 1873." This plea, then, is a return to the pretension of the respondents' arbitrary right to refuse to a member of the corporation the common right to lease a pew.

But, as it has been said, this was not relied on, for we have evidence of all the squabbling which took place (the rights and wrongs of which it would perhaps not be very easy to balance), and we have superadded alleged improprieties of conduct of Mr. Johnston in Church, not alleged, not amounting to a great deal, and which, even if they had been more important, were not within the jurisdiction of the trustees, but of the kirk session. The respondents' argument at the bar amounts to this: That a church in a colony is nothing more than a voluntary association, from which the members may be removed at the pleasure of the administrative body, or by the members, and this without any reason, at least so he understood it. In support of this new, and as even a more extreme case, the case of a member recently expelled from a London club was cited. It is not altogether easy to seize the precise value of "a voluntary association" as an absolute term; but it seems to me to be singularly infelicitous when used to signify the association of persons for religious purposes. Not one man in a hundred chooses his religion, and consequently I cannot see any kind of analogy between the tie that binds coreligionists together, and that which exists between the members of a social club. The case of a man being refused a box in a theatre would have been more near the question from the respondents' point of view. But even if applicable, the club cases do not bear out respondents' pretensions. All that has ever been said is that, in a club established for social purposes, a member may be expelled according to the By-Laws and in good faith. In the first of these cases reported, Hopkinson *vs* The Marquis of Exeter, L. R., 5 Eq., 63, Lord Romilly said, p. 67: "These clubs are very peculiar institutions. They are societies of gentlemen who meet principally for social purposes, sometimes of a literary nature, sometimes to promote political objects, as in the Conservative or the Reform Club. But the principal objects for which they are designed are social, the others are only secondary. It is, therefore, necessary that there should be a good understanding between all the members, and that nothing should occur that is likely to disturb the good feeling that ought to subsist between them. It follows that a club is a partnership of a kind different from any other." The master of the roll then goes on to show that the nature of such a partnership required the existence of a by-law of a very stringent nature for the removal of objectionable members. The case of Richardson-Gardner *vs* Freemantle, (Fisher's Dig., Vo. Club, sec. 1871), was decided on the same principle. It may, however, be said there is no by-law limiting the rights of the trustees from which it can be decided that they have exceeded

their powers, and that no conclusion can be arrived at from the laws and usages of the Church in Scotland, because, for the parish churches, the seats are distributed under a parochial system, and, in the chapels of ease, the matter is regulated according to a model adopted by the General Assembly in 1826. But can it be maintained seriously that, because the congregation of Saint-Andrew's Church has had so little foresight as not to reduce to writing a special rule on this matter, we are, therefore, to presume an understanding, among its members, of a system which never could have been approved by reasonable people. However desirable it may be to get rid of Mr. Johnston, it is evident that those who are against him, would hesitate to affirm a resolution to the effect that the trustees might, at their discretion and without cause, discontinue the lease of a pew to any pewholder. We see, then, in the cases invoked as a parallel, that, without cause even, the majority could not exclude a member. There must be the by-law, common to all, and cause together. Respondents felt their weakness, and they say that they have not excluded appellant from worship, and that they have only denied him a pew. It seems to me this is a disingenuous pretext. As a commoner, he had an equal right to all the advantages of the church—of a pew if one was vacant—to his pew while he fulfilled the conditions imposed in reference to a new comer—*a fortiori* in preference to strangers. I have already said that I thought the illustration of a social club in some respects unfortunate, but as it has been selected by respondents to maintain their position, at the risk of appearing trivial, I shall give an example which has at all events, the merit of being entirely in point. A member of a club orders his dinner. The committee want to get rid of him, because he had a quarrel with a popular member, and they decline to let him have his dinner, so that he may be induced to resign. Would not an action lie for this trespass? And what should we say of a defence of this sort on the part of the club? "We never expelled you from the club, you were permitted to wander about the club, read the news-papers, and pick up a precarious subsistance from the plate of biscuits, but we are not obliged to give you dinner, because you have no vested right in any particular mutton chop or potato." Ridiculous as this case may appear, the answer I put into the mouths of the club committee, is not more absurb than that of the corporation of Saint-Andrew's Church. To contend that if Mr. Johnston had not been driven from the church, other persons would have left it, seems to me merely to avow that there were other people in the congregation, open to the same kind of reproach the majority had

directed against Mr. Johnston. To resume then, the assertions that Mr. Johnston had interrupted the services of the church, had insulted the clergyman, and not worked harmoniously with his brother elders, are neither here nor there in this suit. If the Trustees are irresponsible, they are of no consequence, and if they have to justify without a decision of the kirk session their opinion was of no avail. In their factum the respondents try to make another point. They affect to consider the action as an action of common lease. This pretension appears to me to be on a par with the whole proceedings of the Trustees. The word lease is certainly used through the action, and a point is made that appellant had *tacite reconduction*. It is plain that there was no contract of ordinary lease, and that the law of *tacite reconduction* does not apply; but the action does not necessarily depend on that. The whole story is set forth in the declaration, and that is all that is required in our system of pleading. Appellant expressly says that he was a corporator, a pewholder for years, and a member of the kirk session; that he had had pew 68 for the current year; that he desired to continue and tendered the rent in advance, and that the plaintiffs knowingly and maliciously, and in order to bring appellant into contempt, refused to let him have the pew. The respondents perfectly understood that this was the main question, and they answered it as well as they could. They set up the by-laws, customs and usage of the said Church. (The by-laws do not touch the matter, and the usages and customs of the Church were against them.) They plead that it had become undesirable and inexpedient to let the said pew to appellant (not less a special excuse because a bad one), and they conclude by avering that "in the whole they acted in good faith and in accordance with the practice and by-laws, rules and regulations of the said Church." It is precisely on this issue thus presented the judgment will go, from which I dissent. Why then pretend that it is a question of pleading? And if it was only a question of whether the lease of a pew was a common lease or not, why try to prove that Mrs. This or Mrs. That had been all but terrified into a faint by the eccentricities of Mr. Johnston? It is not too plain that this illegal evidence was dragged in to bolster up an impossible justification? I trust no one will be deluded by this shallow artifice; what this case in effect decides is that every member of every congregation holds his pew at will of the trustees or the churchwardens. I think then, the appellant is entitled to some damages, but they should be little more than nominal. In the first place, he has not proved any special damages, and his conduct was not such as to entitle him to any exemplary

damages. Although the conduct of the trustees appears to me to be illegal, they were no doubt exposed to a species of obstructiveness which was almost turbulent. The accusation that he had called Mr. Laing a liar, if not correct as to the words used, was certainly justified by the only inference which could be drawn from Mr. Johnston's words. He accused Mr. Laing not only of untruthfulness by saying that the reverse of what Mr. Laing had stated was true, and that Mr. Laing knew it, but he also accused him of a deceitful manœuvre. How far such an accusation in such a place, made without foundation, is open to ecclesiastical censure, is a question I am not prepared to decide; but it certainly, as a gross provocation, decreases the appellant's right to damages, and I would give him 50s. and costs in the Court below, and the costs of his appeal.

DORION, C. J., said he had also the misfortune to differ from the majority. The contention of the respondents was that the Trustees are the proprietors of the Church, and do whatever they please with it, just as the proprietors of a house can; and that they can say any year to the pewholders that they, the trustees, will not lease pews to them, just as the proprietor of several houses may give notice to one or more of his tenants that they cannot have their house for another year. His Honour could not come to that conclusion. The trustees are, no doubt, the proprietors. The congregation is a voluntary association, but, like all other associations, there is either an implicit or express contract when parties join it. When a person was admitted into a church what was the implied contract? It was that, as long as he wished to remain a member of the Church, and conducted himself according to the rules of the Church, he should have all the advantages which pertained to members. It was not understood that he was liable to be turned out at the pleasure of the trustees. In the Scotch Church, there was a body to judge of infringements of the rules of the Church. A man might be expelled from the church altogether, but it was not the business of the trustees to do that. It was in evidence that the pews were disposed of to the members, and whenever a man got a pew he was entitled to keep it as long as he wished, by paying the rent. His Honour did not deny that Mr. Johnston could have been expelled from the Church, and thereby from his pew. But that was not the course adopted here. Mr. Johnston might have been obstructive; he might have deserved to be expelled, but that was another thing. His expulsion could only be effected by the proper authorities not by the trustees. If these trustees could exclude him from St Andrew's Church, the trustees of some other Church might exclude him from their Church, and

Mr. Johnston might have to go to Quebec in order to be permitted to attend church. There was an implied contract when Mr. Johnston joined the church, that he should have all the advantages of a member of the church. Of course, if the church required some particular pews for the performance of public service, his Honour did not say but that they would have the right to take them. But he would say this: that the Trustees must admit all the members of the church on equal terms. As long as Mr. Johnston had not been deprived of his rights as a member, he could not be excluded from his privileges as such. The witnesses stated that they knew of no instance of an elder being deprived of his right to a pew. If Mr. Johnston made a disturbance in the church he could be expelled. His Honour did not say but that the Trustees might have had a right to put Mr. Johnston out of the church altogether if he disturbed public worship, but the evidence only referred to his having obstructed meetings, not to his conduct in church at all. He found a notice on his pew "for strangers only." Books for strangers were placed in the pew, and he carried them elsewhere. But the real cause for depriving him of his pew was his conduct at meetings. There ought to be a tribunal to regulate that. It had been contended at the argument that there was tacit reconduction. His Honour did not agree with that. All the authors were agreed that a pew was not like a house. It was not to be governed by the rules which applied to leases of other property. The word "lease" was used for want of a better term, but the pewholder really had no possession of the pew; nothing but the right to use it at public worship. Therefore it was not a property like a house.

SANBORN, J., giving the judgment of the Court:—This is an action whereby the appellant demands of the respondents, as a body corporate and politic, the sum of $10,000 as damages. His action is based upon the pretension that he was entitled to the use, as a lessee, of a certain pew in Saint-Andrew's Church, in Montreal, from the first of January, 1873, to the first of January, 1874, being pew numbered 68. Appellant alleges that he was lessee of a pew or a pewholder from 1867 to 1873, and of this particular pew numbered 68 during the year 1872, and that he tendered to the respondents, in advance, the rent for said pew No. 68, being $66.50. This tender was made on the 20th December, 1872. It appears that the appellant had had difficulties with the congregation, and that they had found his participation in the business affairs of the congregation so disagreeable that the trustees on the 7th December, 1872, resolved not to lease to appellant a pew for the ensuing year. This was apparently

done to prevent appellant possessing the right of a pewholder under article 10 of the by-laws, which declare "that any person, who should lease a pew from the trustees for one year, and pay the rent in advance, shall be considered a pewholder. The rent of pews and sittings is to be paid annually, in advance from the first of January, and is to be considered then due." It is contended that this pew was held under verbal lease, and that the appellant had a right to three months' notice of the cessation of said lease, and not having had this, he was the lessee and rightful holder, as lessee of said pew, for the year 1873, having offered the rent in advance, and that he had been troubled in the possession of said pew by respondents, who had caused his cushions and books to be removed and the pew to be labelled for strangers, and strangers to be placed therein, and that the appellant had been by the action of respondents, put to contumely and disgrace, and subjected to great pain of mind and annoyance, for which respondents are responsible. It must be observed that the appellant treats the respondents as the parties, with whom he contracted, and as the responsible parties, having control of the temporalities of the church and congregation. Without reference to any incidental questions that arise in the case, the appellant's action must depend upon his being a lessee, and the law relating to lessors and lessees applying to pews in a church like Saint-Andrew's Church in Montreal, governed according to the laws and usages of the Presbyterian Church of Scotland, as far as those usages have been proved in the cases. It may be remarked that pews are not classed as property in the strict sense of the word. "Parishioners acquire a *quasi* property in the seats, or area, for the special purpose of Divine Service." 1 Bell's Dictionary, 293. "The right which is sometimes acquired by private persons in the seats of a church is not, in strict speech, a right of property, but is confined to the special purpose of attending Divine Service, and may be taken from the acquirer if he removes to another parish, and if the increase of the parishioners, to all of whom the common use of the church belongs, makes the division of the area necessary." Erskine's "Principles of the law of Scotland," p. 116. This has reference to the pew owners, and in parish churches in Scotland. In Saint-Andrew's Church some persons have a proprietory interest in pews, others, such as appellant, hold only by lease, having no ownership in a pew. As the rights, which ownership of pews gives to the owner, is peculiar, and not subject to many of the ordinary incidents of property, so what is termed lease is not an ordinary kind of lease. It is a means of contributing to the support of the Gospel. It, in this case, gives a voice in

the appointment of trustees, who are annually chosen to administer the temporalities of the church and congregation. It cannot well be subject to *tacite reconduction*, because the occupancy is only when services are held, and if from any cause they were omitted for one Sabbath at the commencement of the year, there would be no means of establishing either a holding over, or *tacite reconduction*. The trustees are not lessors in the ordinary sense, because the funds derived from pew rent are only received in trust for the benefit of the congregation. The *droit de gagerie* could not well exist or be exercised, as the lessee could not be expected to garnish the pew to secure the rent. Pothier, "Louage", No. 14, says: "On tolère néanmoins le louage des bancs et des chaises dans les églises. On peut même dire que ce n'est pas proprement un contrat de louage, et que ce qu'on donne n'est pas donné comme le prix d'usage de ces choses, qui ne sont pas appréciables, mais comme une contribution aux charges de la fabrique." If this is a lease, it is not one which falls under the application of Art. 1657 C. C. It is not such a verbal lease as is contemplated by that article. It is the uncertainty of the term of the lease, which necessitates the three months' notice to terminate it. This was fully discussed in the case of Webster *vs* Lamontagne, decided in this Court, 21st September, 1874 (1). In this case there was no tacit renewal. The pew No. 68 had only been leased in 1872, and the rent was paid in advance, and a receipt taken, specifying the rent for one year. This was in conformity with the by-laws, and appellant, as a party interested, must be presumed to have known it without such receipt. Before the expiration of the year, respondents notified appellant that they would not lease him a pew for the next year. This was quite sufficient, if it were treated as an ordinary lease, to prevent a contract of *tacite reconduction*. This appears to have been an exceptional proceeding on the part of respondents, and without grave reasons it would seem as offensive as it is admitted to have been unprecedented. The question, however, which we have to determine, is not one of taste or propriety, or even of justice, but one of right. As I shall have occasion further to remark upon the powers of the trustees of this Church, I will only say here that I consider they had, during their term of office, control of the Church property, and the

(1) Le locateur ne peut expulser son locataire qui occupe par tacite reconduction les lieux loués, sans lui donner un congé dans les délais voulus par la loi, savoir un congé de trois mois. Art. 1609 C. C. (*Webster* et *Lamontagne*, C. B. R., en appel, Montréal, 24 septembre 1874, DORION, J. EN C., MONK, J., TASCHEREAU, J., RAMSAY, J., et SANBORN, J., infirmant le jugement de C. S., Montréal, 19 mai 1874, TORRANCE, J., 18 J., 152; 19 J., 106.)

administration of the temporalities of the Church, and as such had a right to rent pews, and the discretion to determine who should, and who should not, become lessees. This case, as it is presented, and the facts proved, according to my understanding of it, give this Court no power to inquire into the discipline of the Church, or the relations of the appellant as an elder of the Church. These are spiritual matters entirely distinct from the administration of church property, and could only be considered, under any circumstances, in order to enforce mutual contracts made by by-laws or resolutions of agreement, to which all parties assent in becoming a member of a church. The appellant bases his claim entirely upon the fact of his being a lessee from respondents, and he seeks to enforce an agreement with respondents and demands of them damages for the breach of such alleged contract. He claims no prescriptive right or faculty; he does not even claim under a three years occupancy, from which he might contend that he had a right to a pew in Saint-Andrew's Church so long as he remained a member of the Church or congregation, but he claims damages for respondents refusing to lease him the particular pew, No. 68; he does not at all base his pretensions upon the fact that he is a member of the Church or an elder in the Church; and we can only determine his claim as he presented it. The Presbyterian Church in Canada being an outgrowth of the Presbyterian Church of Scotland, like all other Protestant churches here, is a mere voluntary association, and the members and adherents of that Church may acquire rights, as well from the terms of its constitution as from the usages of the Church of Scotland, from which their policy originated, when adopted by them. These rights and usages when proved and invoked doubtless may be enforced by civil law by virtue of the contract of association. This was clearly settled by the judgments of the Privy Council in the case of Long *vs* the Bishop of Cape Town, 9 L. J. N. S., p. 809, and in re Bishop of Natal, 11 L. J. N. S., p. 353, when it was decided, "that in places where there is no Church established by law, the Church of England is in the same relation with any other religious body, in no better but in no worse position, and the members may adopt, as the members of any other commission may adopt, rules for enforcing discipline within their body, which will be binding on those who, expressly or by implication, have assented to them." This places the Presbyterian Church here, in the same position as it is in the United States, and there is an obvious difference, as was remarked by the Honourable Judge, who rendered judgment in the Court below between the position of a

member of Saint-Andrew's Church in Montreal and that of a member, as parishioner, of the Established Church of Scotland. The church here is not a church for any particular area as a parish, but has only to do with those who voluntarily become members of it. Where the church is affiliated with the state, and a member or adherent has rights as resident of a particular parish, the loss of which affects his legal status as a citizen the case is very different from this when no such relations exist. The cases decided in many of the United States Courts, and particularly in the State of New-York are very numerous, determining almost every variety of questions that can arise between churches and church corporations and the members and adherents. It has been determined in cases of incorporated Presbyterian churches, under a similar Act to that under which respondents are incorporated, that petitioners represent the church and congregation in the same sense as bank directors represent a bank, and have control of all the temporalities of the church and church property during the continuance of their office. The doctrine has been well settled that the trustees and not the congregation have full control of the church property. This will be found, amongst other cases, in German Reformed Church *vs* Buche, 5 N. Y. Rep., p. 666, (Sanford); Law vs Cipperly, 7 Paige, 281. Petty & Trustees &c. vs Tooker et al., 7 Smith's N. Y. Rep., p. 267. Hanlan *vs* First Reformed Dutch Church (New Jersey) 4 U. S. Digest, p. 452. Madison Avenue Baptist Church *vs* Baptist Church in Oliver street, 3 Robertson, N. Y. Rep., 597. In the case of Robertson *vs* Bullions, Kernan's 11 N. Y. Rep., 265, the relations and powers of the trustees of a corporation of a Presbyterian church, very similar to the corporation in Saint-Andrew's Church, are fully discussed. From the view taken by me of this case, as presented, it is unnecessary to decide whether the trustees have exceeded their powers or whether the action taken by them was justifiable under the circumstances, but if we were compelled to say whether they had the power to do what they did, I should have no hesitation to say they had. There can be no difficulty as between them and the congregation because their action was approved by the congregation. If the appellant had any remedy, it would be to assert his right as a member and officer in the church to a seat therein, as a faculty, and his conclusions should be, to be assigned a pew or maintained in the possession of a pew, not for damages for breach of a contract. But had it been presented in this form I should find great difficulty in coming to his relief. Where the church is a voluntary association and a person may withdraw from it at pleasure, so far as his civil rights is concerned, I cannot well see how it can be denied to

the large majority of the congregation that they may separate from, in other words refuse him participation in the advantages of the church, and of the reasons to justify them in doing so, they must be the judges. Of course where there is a contract or implied contract by the constitution, to which all have assented, the rules adopted must be observed. I think the judgment correct and ought to be confirmed which dismisses the appellant's action.

MONK, J., did not desire to add much to what had fallen from his colleague. Mr. Justice Sanborn had so clearly expressed the view which he entertained, that he would simply state the grounds on which he concurred in the judgment. The court had to do simply with the question of law and fact raised in the case. Adhering strictly to the points raised by the pleadings, he would remark that Mr. Johnston wanted three things. First, he wanted this Court to declare that there was a lease, and that he was entitled to notice. And if there was any difficulty about the notice, he wished the Court to declare that there was tacit reconduction because he occupied the pew for eight or ten days against the will of the trustees and the congregation. Upon the declaration, the Court had to declare whether the trustees had a right to terminate the occupancy of a pew. The occupation of a pew could not be viewed as a lease. The occupant got a *droit d'usage* for a year; it terminated at the end of the year. Whether it was a lease or a *droit d'usage* it expired on the 1st January. Mr. Johnston was so entirely aware of this, that he applied to the trustees for the continuation of his lease of pew 68 for another year, and offered to pay the rent. This was a recognition that the trustees had this right of exclusion, and so they had. They had control over the temporalities of the Church. If they had not, who had ? Mr. Johnston recognized the right, and now he said, though he did recognize it, he had a right to the pew, notwithstanding the refusal of the trustees to go on for another year; and if not, there was tacit reconduction. But if he occupied this pew beyond the year, he did so in a sanctuary where it is not always convenient to bring in a policeman and have a fight during the services. The trustees took every precaution; they wrote to him; they warned him; they put up notices on the pew. Nevertheless Mr. Johnston persisted in going to this pew, and he created serious disturbance in the Church. His pretensions that he had a lease, or that there was tacit reconduction, did not apply for a moment. It was proved that Mr. Johnston, long before the action of the trustees was taken, did conduct himself in a very excited manner. It did not involve moral wrong; but he

was a very eccentric man. He was disturbing the Church. The congregation met on the 4th November, and said they could not allow this to go on. The Trustees were abundantly justified in their course, and the judgment dismissing the action should be confirmed.

TESSIER, J., concurring, considered the case as one of strict law. The plaintiff had brought an action on a lease; had he proved it? There was neither a written or a verbal lease. There was simply a receipt for rent. There was only a permission to occupy.

Judgment confirmed, Dorion, C. J., and Ramsay, J., dissenting.

D. MACMASTER, Counsel for Appellant: The Appellant complains of a tort, and asks for damages on three grounds: 1st. Because of the refusal of the respondents to lease or assign him "a pew" in St. Andrew's Church. 2nd. Because of their refusal to lease or assign him pew 68 for the year 1873. 3rd. Because having complied with all the formalities necessary to insure the continuance of his pewholding and the lease of pew 68, and being, according to his contention, the legal lessee and pewholder of that pew for the year 1873, he was molested and disturbed in his use and occupation of it by the respondents who, placarding it "for strangers," placed strangers in it without his consent and against his will to an extent to deprive himself and his family of the use and occupation of it; removed his cushions and books from it and sent them to the warehouse of his firm with a carter, and otherwise questioned his title and brought him into ridicule. He alleges that he has "by reason of all the said premises suffered loss and damages to the extent of $10,000." The issue raised by the Plaintiff is much broader than that to which the Defendants have attempted to restrict him, and to that to which the Honorable Judges, adhering to the judgment of the Courts below, have restricted. The respondents by their resolution "declined to let a pew to Mr. James Johnston for the next year" (1873). Appellant relies upon: 1st. His right as a pewholder in St. Andrew's Church from 1867 to 1872 inclusive, under the tenth by-law of the church, as interpreted by the usage and customs prevailing in St. Andrew's Church. 2nd. His rights as a lessee of pew 68 for the year 1872, by a *verbal lease* under the law of the Province (C. C., art. 1657). 3rd. His rights as a commoner and corporator derived from his being a member of the congregation owning the church property administered by the Respondents, and 4th. His rights and privileges as an elder and member of St. Andrew's Church, under the constitution of the Church of Scotland. His allegations called for an adjudication upon all these points, and upon all and each of them

he relied for the maintainance of his claim for damages. The Plaintiff's allegations also raise the issue that he was entitled to a continuance of his lease for the year 1873 by *tacite reconduction*, under Article 1609 of the Civil Code of Lower Canada; this contention he now waives, relying upon the four propositions stated. The germ of the issue is, whether the Appellant was entitled to hold and occupy a pew in St. Andrew's Church for the year 1873, or had the trustees the right to refuse him a pew for the year, 1. The plaintiff was entitled to a pew for the year 1873 under the tenth by-law of the church, and the customs and usages prevailing in it. "Any person who shall lease a pew from the trustees for one year and pay the rent in advance shall be considered a pewholder. The lease of a pew and sittings are to be paid annually in advance from the first January and are considered to be then due, &c." (By-law 10.)

[Chief Justice RICHARDS; "Did they refuse him a pew or pew 68 ?"]

Mr. MACMASTER: "Both my Lord; he alleges that they refused to lease him that pew or any other pew, and the Respondents contend and plead that they did 'decide and determine not to let a pew to the Plaintiff.'" The quality of pewholder was acquired by the payment of one year's rent in advance. The by-law plainly has reference to a permanent occupation, and it is proved that it was so construed by the congregation. The evidence clearly established that when a person had once paid his rent in advance, he retained his pew from year to year as a matter of right, without reference to the trustees and that as a matter of practice, the pews did not revert to the trustees at the end of each year. No express leasing of pews to the plaintiff is proved. The parties are presumed to have contracted with reference to the prevailing custom. 2 Parsons, on contracts (1). In doubtful cases usage may be referred to, in the construction of a Statute, as affording a contemporaneous exposition. *Dunbar* vs *Countess of Roxborough* (2). *Noble* vs *Durell*, (3) usages become consensual laws. Brown's Law of Usage and Customs (1875) (4). In this case the well-established custom of continuous pew occupation emanated into contract. 2. The plaintiff was entitled, under the law of the Province, to the lease of pew 68, for the year 1873. His lease was verbal. No written lease is proved by the Res-

(1) Sections 543-4.

(2) Cl. & Fin., 335.

(3) 3 Durnford & E. R., p. 271.

(4) P. 28.

pondents. He paid his rental on the 9th of January, 1872, for pew 68, and received a receipt signed by the church officer. The Court of Original Jurisdiction held this receipt to be a written lease, and that the tenure expired at the end of the year 1872. "The lease, if written, terminates, of course, and without notice, at the expiration of the term agreed upon," (1) a simple receipt acknowledging the payment of a sum of money for a specific thing, for a specific time, signed by only one of the parties, is not a contract, much less a written contract, though it may be evidence of a contract written or verbal. The receipt of the money for the time specified is not inconsistent with the existence of either a written or a verbal lease for a much longer period. In this case the lease was undoubtedly *verbal*, but the term agreed upon not being proved, is presumptively one reconciliable with the provisions of Article 10 of the by-laws, which seems to contemplate continuous pew tenancy, so long as the pewholder pays his rent in advance. Interpreted by usage, the term is *uncertain* as to its duration, dependent on the payment of pew rent annually in advance; but, "when the term of a lease is *uncertain*, or the lease is verbal, or presumed, as provided in article 1608 (three separate conditions) neither of the parties can terminate it without giving notice of it to the other, with a delay of three months, if the rent be payable at the term of three or more months, &c." (2). The Plaintiff, under the law of the Province, was then by reason of the term of his lease being *uncertain*, and by reason further of the lease itself being *verbal*, entitled to a notice of three months to terminate. This notice he did not receive, and the lease remained undetermined, and continued during the year 1873. There are no provisions in our law which exempt pews or church seats from the ordinary rules of lease relating to houses and other immovable property. The rules contained in this chapter relating to houses extend also to warehouses, shops and manufactories, and to all immovable property other than farms and rural estates, in so far as they can be made to apply." (3) Pew 68 is proved to be fastened to the floor with nails for a permanency. It is immovable by destination (4). 3. The appellant was entitled to a pew, and could not be deprived of a seat in the church, under the Act of Incorporation (5) and the by-laws made thereunder. He was a

(1) C. C. L. C., 1658.

(2) C. C. L. C., 1657.

(3) C. C. L. C., 1645.

(4) C. C. L. C., 379 and 380.

(5) 12 Vict., cap. 154.

member of the congregation, and had rights as a commoner and corporator in the church property administered by the Respondents. The church property was held and administered by the Respondents, and by their predecessors "for the use and behoof of the congregation." The congregation purchased and owned the church lot and building. A pewholder was a member of the congregation (by-law 12) and a joint owner of the church property. He was a constituent of the Respondents, who, for the sake of convenience, were entrusted with the supervision and general management of the temporal affairs of the church. They had no absolute or arbitrary rights. They were the mere servants of the congregation in temporal matters. They perfunctorily leased the pews as they became vacant from any cause, and collected the rent also. They had no extraordinary or exceptional powers. Their authority is expressly restricted by the Statute incorporating them. They "may make, establish and put into execution, alter or repeal such by-laws, rules, ordinances or regulations as shall not be contrary to the constitution and laws of this Province, or to the provisions of this Act, or to the constitution of the Church of Scotland, as in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, called Scotland, now (1849) by laws established, and as may appear to the said Corporation necessary or expedient for the interests thereof." They had no authority to exclude the Plaintiff from the church in which he had a legal interest and right of property. By analogy of reasoning, as explained by the learned Chief Justice in the Court of Queen's Bench, they might have excluded the whole congregation and have closed the church. 4. The Appellant was entitled to a pew by reason of his rights and privileges as an elder and member of the church, under its act of incorporation. The congregation of Saint-Andrew's Church expressly subjected themselves to and prohibited themselves departing from the constitution of the Church of Scotland, as in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland called Scotland now (1849) by law established." They, furthermore, by their first by-law, enact: "This church and congregation now in connection with the established Church of Scotland, and adhering to the standards thereof, declare that they shall continue to adhere to the said standards and maintain the form of worship and government of said Church." In virtue of these enactments and of by-law 18, it is plain that the members of the congregation intended to subject themselves to the constitution, standards and forms of church government of the Church of Scotland, as then established in Scotland. They are presumed to have obtained legislation intelligently and with reference to the

existing Statutes in Britain. The Church of Scotland is one of the established Churches of the United Kingdom. (1) The Church is recognized by the Statutes of Canada (2) as well as the act of Incorporation of Saint-Andrew's Church. At the time of the passing of the latter Statute (1849) there existed, and there still exists in Great Britain, a Statute 7 and 8 Vic., Chap. 44, Sec. 8 and 9, which provided for the establishment of "*quoad sacra*" churches in Scotland, in which the Elders are entitled to a pew in the church. The Plaintiff alleges his quality of Elder and the Rev. Gavin Lang, for the Defendants, declares that *quoad sacra* churches are governed in very much the same way as Churches here. The Imperial Statute last cited is entitled to recognition here. The Civil Code of Lower Canada (3) provides for reference to the Statutes of the United Kingdom. The Plaintiff, as an Elder and spiritual officer of Saint-Andrew's Church, was a member of the kirk Session, a body entirely independent of the Respondents, having cognizance of the spiritual affairs of the Church. If he were guilty of any offence against the spiritual laws he might be tried by the kirk Session and not by the Respondents. The kirk Session alone has power to exercise discipline for ecclesiastical offences. Heale's practice (4); Cook's styles of procedure in the Church Courts (5); Duncan's Ecclesiastical laws of Scotland. (6) The offence complained of against Appellant was that " he did not work harmoniously with the minister and his brother elders—not a very serious accusation under the Republican system recognized by the Presbyterian Church. This resolution was passed on the 4th of November, 1872. The Trustees made the resolution the motive of their determination to refuse the Plaintiff a pew. It is clear that the Plaintiff's failure to work harmoniously with his minister and his brother elders, was no ground for depriving him of his civil rights, and that the trustees acted *ultra vires*. It is also plain that he had been guilty of no offence entailing forfeiture of privileges for which he was amenable to spiritual censure—otherwise he would have been subjected to the discipline of the kirk Session. The previous attempts at disposing or suspending

(1) Imperial Statutes, 5 Anne (1706), Chap. 8, Art. 25.

(2) 18 Vic., Chap. 2, and by 7 George IV, Chap. 2, Sec. 1.

(3) Art. 1207.

(4) pp. 9 and 10.

(5) p. 1.

(6) p. 211.

the Appellant had terminated disadvantageously to the Session, in the Synod—the highest Court of the Church, where the Appellant maintained his position and obtained a reversal of the judgment of suspension pronounced against him. The authorities seemed, however, determined to exclude him arbitrarily from the church, and the failure of the kirk Session to secure this end in their previous venture, seems to have acted as a stimulant to the Respondents without any sufficient ground whatever to deprive him of his civil rights. It is to be regretted that this attempt was accompanied with a series of petty, though distressing annoyances, extremely irritating to a sensitive man, evincing on the part of Respondents a dearth of charity dishonoring to the Christian profession. These facts are referred to as bearing upon the question of damages. Under the constitution of the Church of Scotland, the Plaintiff, in virtue of his Eldership, was entitled to the privilege of a pew (1); such was the rule in this country also. Depriving an Elder of a pew was never heard of, either in this country or in Scotland, according to the testimony of the reverend gentlemen examined on both sides. Rev. Robert Campbell says it is contrary to the spirit of the Church of Scotland. The action of the Trustees is without ecclesiastical precedent. In England, every member of a Church is entitled to a pew. (2) The law of France is similar (3). In Lower Canada the *concessionnaire* (allottee) is entitled to a continuance of his lease so long as he pays his rent; and his wife, after his death, is entitled to continue the pew on the same terms: See Langevin, Manuel des Paroisses (4); Beaudry, Code des Curés (5). "Toute personne majeure Catholique Romaine domiciliée dans la paroisse *a droit d'avoir un banc dans l'église*:" Langevin, Manuel des Paroisses (6). Plaintiff submits that for each of the four considerations mentioned he was entitled to a judgment in his favor, and in view of the aggravating character of the torts of Respondents, and their wanton invasion of his rights, to exemplary damages.

(1) Duncan's Ecclesiastical Laws of Scotland, pp. 202, 204, 206, 207.

(2) Burns' Ecclesiastical Law, vol. 1, p. 358, s. 3; Haggard's Consist. R., p. 317; Heale's Law of Church Seats, London, 1872, Book Second, pp. 31, 32, 48 and 49.

(3) Denizart, v° "Banc dans les Eglises," p. 174, sec. 7; p. 175, sec. 8.

(4) p. 27.

(5) pp. 236 and 242.

(6) p. 28.

The Appellant submitted the following authorities in support of his claim for damages against the Respondents: Mayne, on Damages (1); 10th Jur., N. S., part 2nd (2); *Yarborough* vs *Bank of England* (3); *Stevens* vs *Midland Railway Co.* (4); *Lawson* vs *Bank of London* (5); *Green* vs *London General Omnibus Company* (6); Civil Code of Lower Canada (7); *Brown* v. *City of Montreal* (8); *Long* v. *Bishop of Capetown* (9); *Brown* v. *Le Curé et les Marguilliers de la Paroisse de Montréal* (10); *Forbes* v. *Eden* (11).

Mr. *W. H. Kerr*, Q. C., Counsel for Appellant, followed: If one of the objects of the congregation, in getting their Act of Incorporation, was to give to the trustees power to administer for their benefit the temporal affairs of the church, it cannot be denied that at the same time they declared that they would continue to adhere to the standards of the Church of Scotland, and maintain the form of worship and government of said Church. It therefore becomes necessary to look into what was the form of worship and usages of said Church. Now assimilating Saint-Andrew's Church with a parish church, and its constituent congregation of pewholders as parishioners, etc., under the parochial system, authorities from the common law and from the civil law of the province are not wanting to sustain the rightful claim of the Appellant to continued pew occupation during his congregational connection and membership of the Church as a pewholder, and it was held in *Forbes* v. *Eden* (12), per Lord Colonsay, that a "Court of Law will interfere with the rules of even a voluntary association to protect the civil rights or interests of individuals which may be infringed." Citing from parallel parish laws: "Every man who settles as a householder (here,

(1) Pages 1 to 10.

(2) Page 499.

(3) 16 East, 6.

(4) 18 Jur., N. S., 932.

(5) 2 Jur., N. S., 716.

(6) 6 Jur., N. S., 228.

(7) Art. 356.

(8) 17 L. C. Jur., 46; 23 R. J. R. Q., 69, 548 et 549.

(9) 1 Moore's P. C. C., N. S., 411.

(10) L. R., 6, P. C. Ap., 159; 21 R. J. R. Q., 169, 525, 531, 534 à 557.

(11) L. R., 1 Sc. Ap. 568 et seq.

(12) L. R., 1 Sc. Ap., pp. 568, 569.

who joins the constituted Church and Congregation) has a right to call upon the parish for a convenient seat." *Groves and Wright* v. *Rector of Hornsey* (1). In Quebec the same rule is followed. The parallelism between the parish rights and the congregational member rights of Saint-Andrew's Church are near and plain. The intention of the members of the congregation, it is evident, was to import into Saint-Andrew's Church all the rules of the Scotch Church which could be imported. Now in Scotland one of the greatest rights of a parishioner is the right of attending public worship and the right to a seat in the church. Here by using the word *congregation* instead of the word *parish*, it may be argued that Saint-Andrew's Church is the parish church for its own congregation. Moreover, in this case Appellant's right to holding a pew as a member of the congregation was recognized, and, according to the usage and custom of the church, he could not be deprived of this right except by the sentence of a Spiritual Court. It will be contended that the receipt for the rent limited the term of the lease to one year. The receipt is an act done subsequently to the agreement between Respondents and Appellant, and all that can be said of it is that it is indicative of a verbal lease. In which case under Civil Code, Article 1657, Appellant was entitled to a notice of three months. The Respondents have no arbitrary power to refuse a lease of a pew to a member of the congregation. If there is any doubt as to the character of the lease, we are entitled to refer to usage and custom. But where a Statute is express as to some points and silent as to others, usage may well supply the defects, if not inconsistent with the express directions of the Statute: See *Noble* v. *Durell* (2), *United States* v. *Macdaniel* (3), and other authorities collected in Parsons on Contracts, Vol. 2. And hence these proved usages become consensual laws in the way to become chapters of law in the unwritten rules of the country, binding upon the parties to them. "These usages are proved by evidence "like a fact, and when proved it is held in law it has an "obligatory character in relation to certain executed trans-"actions. Its existence will raise the presumption that the "parties to a contract acted in conformity with its terms." (4)

(1) 4 Haggard's Consist. R., 194.

(2) 3 Durn. & E., p. 271.

(3) 7 Peters R., p. 15.

(4) See Per Nelson, J., in *Allan* v. *Merchant Bank*, 15 Wend and Note to 3 Lansing R. 94, 95, cited by Browne, Law of Usages and Customs 1875, p. 28.

The proved custom and usage are manifestly undeniable and form not only part of the original contract between the parties, but may be read with the 10th by-law as supplementary, not contradicting it, and may be given as follows: " Any person who shall lease a pew from the Trustees for one " year, and pay the rent in advance, shall be considered a " pewholder. The rents of pews and sittings are to be paid " annually in advance, from the first day of January, and are " considered to be then due; the current year is included " when in these by-laws it is stated as a qualification that " the individuals must have paid rent for three years and are " members of three years standing, *and the pewholder shall* " *be entitled to continue in the occupation of his pew from* " *year to year, by paying his yearly rent in advance as* " *heretofore directed.*" The supplemented by-law is not only the rule of the contract between the parties, but the constituent of the pewholder's title to the possession of his pew, which cannot be diverted from him by the arbitrary or discretionary exercise of trust power, and which is defeasible by the act alone of the pewholder, by his voluntary surrender or by his criminal misconduct subjecting him to deprivation of his pew tenancy by the proceedings at law: Because his possession is in the nature of a life tenancy so long as he continues his connection with the church, in the same way as the right of the parishioner to his pew concession continues during his connection with his parish. " Of course when the right to a pew has been created by a lease for a defined period, it will terminate at the expiration of that period, but when the pew has been sold to a purchaser, his right, unless surrendered, will continue as long as the church stands and is used for church purposes. On the death of the owner, it devolves upon either his heirs, or legatees, or devisees, or upon his personal representatives." Relations of Civil Law to Church Polity.... Strong, 1874-75, page 130.

The learned Counsel then referred to the following articles of the Civil Code, which he thought applicable to the present case, viz.: Art. 1657, 1608 and 1642, and concluded by submitting that Appellant was not only entitled to a sitting but to a pew, and that he could not be deprived of it except by excommunication or by a new division being deemed necessary.

Mr. C. P. DAVIDSON, Q. C., and Mr. CROSS, Q. C., Counsels for Respondents: The only two contracts relied on by Plaintiff, as stated in his declaration, are: 1st. A legal verbal lease. 2nd. A continuance of that lease by *tacite reconduction* or by verbal lease for want of notice. His conclusions are for damages for having been molested in his occupation and enjoy-

ment of pew n° 68. The controversy is therefore solely as to his rights to occupy that particular pew. If Appellant wishes now to widen the issue and say he was entitled to a pew generally, failure on his part to prove his contracts ought not to turn against us if it should be shewn that usage and custom were not in favor of Respondents. The first point, therefore, Respondents contend is that the declaration must contain all the causes of action, and no adjudication can be beyond its conclusions, and on this point will refer to Art. 17, 18, 20 and 50, of the Civil Code of Procedure. Now as to the nature of this holding of Mr. JOHNSTON. Was it a lease? If so, was it a written lease? A verbal lease, if the holding of pews in a church fall within the provisions of the Civil Code, relating to the lease of houses or real estate, would have entitled Appellant to three months' previous notice of its termination, while a tacit renewal would have taken place by his remaining in possession more than eight days after the expiration of the lease, without any opposition or notice on the part of the Respondents. The written receipt is "for the year 1872," and it obviated the necessity of giving the three months' notice. Evidence of verbal lease does not exist, and by By-law n° 10 no member or adherent could become a pewholder in St. Andrew's Church without prepayment of rent; so we find Appellant on the 9th January, 1872, renewing the lease of pew n° 68, paying its rental, and receiving a written contract for its enjoyment during the next ensuing year. Now under Civil Code, Art. 1658, leases if written, terminate of course, and without notice. But it is impossible to apply to the lease of a pew the law applicable to ordinary leases. The Court below has unanimously held that it was such a contract as could not be brought within the articles of the Code. In the case of *Richard* v. the *Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Quebec* (1), C. J. Sir L. H. Lafontaine, in his judgment at p. 269, remarks :—" The concessions of pews are made for a fixed term. It is in the interest of the Fabrique and of the parties concerned, including the Appellant, that it should be so because this tends to assure equally for a fixed term the receipt of the revenue derived therefrom. The Fabrique is, by these means, put in a condition to fulfil the engagements of their administration. The Fabrique would be deprived of this advantage, if the clause in question was other than *comminatoire*, and if it was necessary in each case, to give notice, so as to put the lessee of each pew in default." In this case the occupant had failed to pay his rent in advance, and the Church beadle ejected him from his

(1) 4 R. J. R. Q., 260, and 12 R. J. R. Q., 469.

pew. 5 American Rep., (Albany); Kincaid's Appeal (1) The rights of pew owners in church discussed *arguendo*; 2 Pardovan (Hill's Institutes) (2); *Auger* vs *Gingras*, Stuart's Rep., "A quasi possession *qui ne consiste que dans des droits* (3);" 1 Bell's Dictionary (4); Strong's Relations of Civil Laws to Church Polity (5). As to securing any new rights by holding possession for eight days after the 1st January, 1873, it is difficult how such a claim can be urged in the face of the facts of record and of Appellant's case, as stated by himself. He had notice of the resolution passed by the trustees on the 1st of December. He was present and voted at a meeting of the congregation held on the 25th of the same month, when a motion was carried endorsing the action of the trustees. He himself complains that respondents refused the tenders of rent made with his protests of the 20th and 27th December, 1872, and 2nd January, 1873. The evidence of more than one witness gives a positive denial to the pretension of acquiescence. Moreover, obedience to the articles of the Code previously referred to ceases to be a necessity if the lease of pews cannot be assimilated to that of houses or of other real estate, and an action for disturbance in the enjoyment of a pew cannot be maintained without title. *Auger* vs *Gingras*, Stuart's Rep. (6); 1 Ferrière, Dic. des Termes de Prat., &c., (7); Jousse, Traité du Gouvernement Spirituel et Temporel des Paroisses (8); Beaudry, Code des Curés (9); 1 Maréchal (10); *Stocks* vs *Booth* (11). Possession for above sixty years of a pew in a church is not a sufficient title to maintain an action upon the case for disturbance in the enjoyment of it. Woodfall, Landlord and Tenant (12); Prideaux on Churchwardens (13); Smith, The Parish (14); *Pettman* vs *Bridger* (15); 2 Phill. Ecc. Law (16); Rogers (17). It cannot be said that the act of respondents was *ultra vires*. The control of pews is a temporal matter. It is proved that the practice was that all pews

(1) P. 382.

(2) P. 508.

(3) P. 135; 2 R. J. R. Q., 66.

(4) P. 203.

(5) P. 126.

(6) P. 135; 2 R. J. R. Q., 66.

(7) Vo. Banc d'Eglise.

(8) P. 55.

(9) P. 37.

(10) P. 73.

(11) 1 Durnford and East, P. 428.

(12) P. 540.

(13) P. 260.

(14) P. 408.

(15) 1 Phil. Eccl. Rep., 91.

(16) P. 515.

(17) P. 170.

come once a year within the control of the respondents, so that objectionable persons might be refused renewals of their holdings. The choice of pewholders so belongs to the temporalities of the church, that it cannot be interfered with by the session. The by-laws give power to the trustees to let pews, and by the 9th article it is provided that all buyers of forfeited pews must be approved of by the trustees. By the 3rd article, all moneys are to be received and paid " by order of the trustees only." The minister, and members of the church of very long standing, declare that the respondents did not act *ultra vires*. On this point of the case were cited 2 Pardovan, (Hill's Institutes) (1); Durand de Maillane, *vo.* "*Banc*" (2); *Burton* vs *Henson et al.*, (3); *Cooper* vs *First Presbyterian Church of Sandy Hill.* (4). This case, like all others found in the American Reports, is founded on title. Hoffman's Ecc. Laws of the State of N.-Y. (5). But appellant claims his right as a spiritual right. If so, he should have addressed himself to an Ecclesiastical Court. The decision of the Trustees in exercising their power over a temporality of the church, must be considered as final. The appellant, it is contended, had rights as a member of the congregation. This is doubtful, for he was not a corporator, so far as Trustees were concerned, as the election was by the vote of the proprietors. The appellant has not been in continuous possession of a pew for three years, and he could not be on a committee to appoint a minister. Now, were not the Trustees justified in not renewing the lease, or, in other words, what is necessary to justify their act? [On this point Counsel referred to Grant on Corporations (6); and Angell and Ames on Corporations (7); and also to the evidence of Dr Campbell, one of the Trustees and connected with the church for forty years, Rev. Gavin Lang, Dennistown, Macdonald, Hunter, Mitchell, John O'Gilvy and Morgan.] Of the nineteen witnesses examined on behalf of appellant, only one, the Rev. Mr. Campbell, has ventured to assert even the qualified belief that it is not in accordance with the "spirit" of the Church of Scotland to refuse a member a pew. But his

(1) Pages 523, 528.

(2) P. 272.

(3) 10 M. & W., 104.

(4) 32 Barbour's N. Y. Rep., 222.

(5) Pages 171, 247 and 251.

(6) P. 246.

(7) Par. 411.

opinion is admittedly "founded on the parochial system," and he qualifies it by saying that "the Trustees would not be justified in refusing him a pew *so long* as he behaves himself civilly." But we urge also that appellant acquiesced in jurisdiction of respondents, although he has taken objection to the decision arrived at. The letter of the 10th December, 1872; the resolution of the congregational meeting of 25th December, 1872, on which he voted; the letter of 29th May, 1873; pieces 4 and 5 of record being demands upon respondents to exercise their powers in appellant s favour, constitute an acquiescence, such as bars Mr. Johnston from contending that session or trustees had no right to refuse him a pew. [See Brice, Ultra Vires (1); Hoffman's Ecc. Laws of the State of N.-Y. (2); *Dumner* vs *Corporation of Chippenham* (3).] All decisions opposed are based on the parochial system. The system followed in the province of Quebec, where parishioners are compelled to pay tithes, cannot be assimilated to that of St. Andrew's Church, the contrast could hardly be more striking than between these Churches. Respondents conclude by praying for confirmation of the judgment of the Courts below:—1st. Because the appellant has alleged want of sufficient notice to quit, and tacit renewal, as the sole grounds in support of an alleged verbal lease; whereas the articles of the Code relating to lease do not apply to pews. 2nd. Because appellant's holding of pew n° 68 terminated on 1st December, 1872. 3rd. Because the respondents, in the exercise of a rightful discretion, on the 7th of December, 1872, determined to refuse appellant the occupation of pew No. 68 during 1873, and because that determination was ratified and confirmed by the congregation on the 25th December following. 4th. Because Appellant has not set out any title to said pew; has not questioned the power of the Trustees in the premises; has not asserted any jurisdiction on the part of the Session; has not alleged himself to be a member of the congregation, or that he has been deprived of or disturbed in any spiritual right, or that he was refused a pew generally. 5th. Because the renting of pews, collection of revenues and determination of holdings, are inseparable powers, and all of a purely temporal kind. 6th. Because there is no evidence of record legally connecting the Respondents with the four series of acts complained of, and because Appellant has not proven damages. 7th. Because the Superior Court

(1) Pages 131, 275.

(2) P. 279.

(3) 14 Ves., page 251.

first, and afterwards the Court of Queen's Bench, have found the facts and the law in this case to be in favor of Respondendents. 8th. Because Appellant's action has been rightfully dismissed with costs.

Mr. *Kerr*, Q. C., in reply, explained the difference between a servitude in the Province of Quebec, and an easement. The laws of lease and hire as contained in the Code, were applicable to all kinds of tenure "all corporeal things might be leased or hired" (1); even incorporeal things might be leased or hired (2). The allegations of the Plaintiff's declaration were sufficiently wide to enable the Courts to adjudicate on all the points raised by him (3): upon the whole he contended that the appellant was entitled to a judgment in his favour.

The Chief JUSTICE: The statute under which defendants were created a Corporation, 12 Vic., cap. 154, recites that the ground on which St. Andrew's Church was erected for the public worship and exercise of the religion of the Church of Scotland, in Montreal, was purchased by Alexander Rae and William Hunter, as trustees, for the congregation worshipping in the said church, and held under a deed dated 3rd May, 1805, for the benefit and behoof of the said church, and the congregation thereof, and for no other purposes. The statute further recited the purchase of certain lots forming part of the Beaver Hall property, in the city of Montreal, by certain trustees of the said church, for the use and behoof of the said congregation of the said church, and on which there was then being built a church suitable for the increased numbers of the said congregation. The inconvenience of the trustees not having a corporate capacity was also referred to, and the Legislature proceeded to constitute the then existing trustees (who are named) a body corporate and politic, by the name of "The Minister and Trustees of St. Andrew's Church, Montreal." They were authorized to make, establish, and put in execution, alter or repeal such by-laws, rules, &c., as shall not be contrary to the Constitution and laws of the province, or to the provisions of the Act, or to the Constitution of the Church of Scotland, as established in Scotland, as may appear to the Corporation necessary or expedient for the interests thereof. Three of the members of the Corporation to form a quorum, for all matters to be done and disposed of by the Corporation. Section 2: The Corporation were to hold, stand, and be possessed of the lots of

(1) Civil Code, L. C. 1605.

(2) Civil Code, L. C., 1606.

(3) Code Civ. Proc., L. C., Part. 20.

ground, with the buildings thereon, forever, for the several limitations, trusts, provisions and uses declared and expressed in respect of the same by the deeds of sale referred to, and the declaration by Alexander Rae and William Hunter (made before notaries) and by the terms under which the trustees were elected. Section 3 : The Corporation were authorized to sell all, or any portion of, the property held in trust by them, but only on a requisition signed by three-fourths of the proprietors of pews in the church, of at least one year's standing, and not in arrear of rent and at the time residing in the parish of Montreal ; and no sale or alienation shall be valid unless sanctioned by three-fourths of the proprietors, qualified as aforesaid. Section 5 provides for filling up vacancies in the Corporation. When the vacancy is occasioned by the death, removal, or change of residence of the minister, the succeeding minister shall fill the vacancy. When the vacancy is in the number of the lay members, the same shall be supplied by the votes of such persons as shall be elected to fill the same, by a majority of the votes of the proprietors of pews in the said church, of one year's standing, not in arrear of pew rent, at a meeting to be convened as thereafter provided. Section 6 : Whenever a vacancy occurs in the office of minister of the church, a meeting is to be called of the *proprietors, pewholders* and *members* of the church *not in arrear of rent* for the purpose of taking the steps necessary for supplying the vacancy by electing a committee of nine, of whom six shall be proprietors of at least one year's standing, and in full communion with the church, and the remaining three may be pewholders who have *paid rent for three years* preceding their election, and are in full communion with the church ; who shall have full power to take such steps as to them may seem best adapted for speedily obtaining a minister to the said church. Under Section 7 : to fill the vacancies as to the lay trustees – a meeting is to be called of the proprietors not in arrear of rent, on a day to be named, for the purpose of supplying such vacancy or vacancies by a person or persons who are *proprietors in communion* with the said church. Section 8 provides : for the calling of public meetings of proprietors or *pewholders*, on a requisition signed by 20 *proprietors* or *pewholders*. Under the amending Act, passed 27th May, 1857, Cap. 191, it was provided, Sec. 1, that the trustees, save the minister, should go out of office the 25th December then next ; and by Sec. 2 : an annual general meeting of the proprietors of pews is to be held on the 25th December in every year, and by Sec. 3 : six trustees shall be elected at the first annual meeting after the passing of the Act. Sec. 4 : Two trustees to retire annually. The by-laws of the church were put in

evidence. They appear to have been passed on the 11th March 1851. Under Article 2, the trustees were to call a general *meeting of the congregation*, to be held annually on the 25th December. Two auditors were to be appointed by those present, say of proprietors of at least one year's standing, and not in arrear of rent, and pewholders who have paid rent for the two years preceding, one of which auditors must be a proprietor, and the other may be a pewholder, *both* qualified as above. Article 3: At the general meeting of the congregation the members present, qualified as above, shall elect a treasurer. Art. 4: In appointing a committee to select a minister, all proprietors *in right of property possessed* not less than one year, and not in arrear of pew rent, shall be entitled to vote, and also all members of not less than three years' standing, one at least of which shall have been a member in full communion, and not in arrear of pew rent, shall be entitled to vote. It was understood that there should be only one vote for each pew. *Where two or more persons so qualified* should occupy a pew, they should give but one vote, and in case of disagreement as to who should vote, they should have no vote. No proprietor or pewholder was to have more than one vote. Section 6 of the Act, is referred to. Article 9: Every person having purchased a pew, and having paid for the same, and who shall produce a deed, duly executed by the trustees, is a proprietor, and entitled to all the privileges of a proprietor. Proprietors not in arrear for rent may transfer their pew, but no transfer is to be valid except on the express condition of the new proprietors being approved of by the trustees, and subscribing to the by-laws. Any proprietor who does not pay the annual rent fixed on his pew, agreeably to his deed, for the space of two years shall be considered as having forfeited his pew in the church, and after notice, the trustees may sell the same to the highest bidder, and the proceeds of the same shall be applied to pay the rent due, and the surplus shall be paid to the last proprietor. Article 10: Any person who shall lease a pew from the trustees for one year, and pay the rent in advance, shall be considered a pewholder. The rents of pews and sittings are to be paid annually in advance from the 1st day of January, and are to be considered due. The current year is included, wherein the by-laws it is stated as a qualification, that the individuals must have paid rent for three years, and are members of three years' standing, &c. Article 11: The trustees are empowered to sell all pews in possession of the church, at such times and upset prices as they may decide on, but not for a less sum than two years of the fixed annual rent announts to, and subject to an annual rent over and beside the purchase money, and all deeds granted shall contain a clause that the annual rents

may be augmented or increased by the trustees, according as they may deem the wants of the congregation require; they having obtained the sanction of two-thirds of proprietors of pews of at least one full year in possession, not in arrear of rent, at the time residing within the Parish of Montreal. Article 12: The congregation in these by-laws implies the proprietors of pews, pewholders, members in full communion with the church, and regular sitters whose names are entered in the church books, *collectively*. Article 13: The term church in these by-laws, referring to persons, comprehends those members of the congregation, collectively, who are in full communion. Article 15: The trustees are to enter in a book, to be kept for that purpose, the names of the *proprietors* of pews, *pewholders* and sitters; when more than one individual rents a pew they shall give their names to the trustees, that they may be entered on the roll of the congregation. Article 14: The trustees, previous to the election of a trustee, or the election committees for selecting a minister, shall make out lists or rolls of the *proprietors* and *members* qualified to be trustees, or to vote on the election of trustees or members of committees for the selection of a minister, or to vote in the election of such committees. In the view I take of this case, it will not be necessary to consider, or express any opinion on unfortunate differences that have occurred between the Plaintiff and the congregation of St. Andrew's Church. The right of a parishoner to a seat in a parish church in England and Scotland being based on the fact that the nation assumes to provide for the spiritual instruction of the people, cannot be asserted in relation to the members of religious congregations in this country, which have none of the rights of established churches and must be regarded as voluntary associations. The right to a pew in a church must be considered in the nature of an easement. The proprietor for the time being has a right to occupy it at meetings of the congregation for religious purposes, but he could not destroy it or erect beneath it a cellar or place of deposit for goods, or use it for like purposes. His rights being of a limited character may be subject to modifications which would not attach to other interests coming out of lands. The fee simple in the property, in this as in most of the churches of this country, is vested in the trustees whether under the name of trustees or minister and churchwardens, and they hold according to the various rights declared by the conveyances to them, or the acts of the Legislature incorporating them. The plaintiff occupied a pew in the church for several years, and occupied one in 1869, described as "are a pew n° 68 in St. Andrew's Church, Beaver Hall." The rent for the year was $75. He took the pew

in dispute, and began to occupy it in January, 1872 and obtained a receipt for the rent dated the 9th January, 1872. Plaintiff produced and gave it in evidence, it reads: "Received "from James Johnston the sum of sixty six 50/100 dollars "being for rent of first class pew n° 68, in St. Andrew's Church, "Beaver Hall, for the year 1872. For the Trustees, J. Clements." Under the By-laws the rents are to be paid annually in advance, that taken in connection with the receipt shows that this letting was at all events for one year certain. Mr. Justice Sanborn, in his judgment says: "If this is a lease it is not "one which falls within the application of Article 1657 C. C. "It is not such a verbal lease as is contemplated by that "article. It is the uncertainty of the term of the lease which "necessitates the three months notice to terminate it." This was fully discussed and determined in the case of *Webster* v. *Lamontagne*, decided in this Court in 1874, *suprà* p. 48. In this case there was no tacit renewal. The pew No. 68 had only been leased in 1872, and the rent was paid in advance, and a receipt taken specifying the rent for one year. This was in conformity with the By-laws, and Appellant, as a party interested, must have been presumed to have known it without such receipt. Before the expiration of the year Respondents notified Appellant that they would not lease him a pew for the next year. This was quite sufficient if it were treated as an ordinary lease to prevent a contract of *tacite reconduction*. I don't understand that any of the learned judges before whom the case came, thought the Article 1657 of the code applied, nor do they think, as I understand their judgments, that there was a *tacite reconduction*. The Plaintiff's right must then be based on the simple ground that he had a right to have a lease for the year 1873 of the pew No. 68, he being willing to pay the rent in advance for it. If we were to decide he was entitled to three months' notice to terminate the lease because it was a verbal one, I apprehend this would not be satisfactory to the Appellant or to those who contend that the holders of pews have the right to a renewal of their leases from year to year on payment of the rent suggested. If this be the correct view, all the trustees would be required to do to terminate the lease, would be to give three months' notice, according to Article 1657, and there would be no difficulty and necessity of presumed or added conditions to the leases or licenses to occupy. It is not contended there is any express provision in the Statute or By-laws giving the right to pewholders not proprietors, to have a renewal of their *leases*, as they are called, and that right must be implied from the nature of the interest which the pewholders have as members of the church

or from usage. As I have already intimated, I do not think there can be any analogy drawn from the right to occupy seats in the parish churches in Scotland, the right to a seat being based on a different principle there,—there are no pew *rents*, as such, and the minister being supported from other sources, whilst, in Saint-Andrew's Church, the rents of pews are appropriated to the payment of the minister's stipend. The rights of proprietors seem to be defined by the Statute, and by By-laws adopted by the Corporation under the Statute. They alone can vote for trustees. In selecting a committee of nine for the purpose of choosing a minister, six of the number must be proprietors, every person having purchased a pew in the church, having paid for the same, and who shall produce a deed duly executed by the trustees is a proprietor, and entitled to the privileges of a proprietor as specified by the By-law. Proprietors not in arrear of rent may transfer their pews by sale, gift or will, but no transfer to be valid *except on the express condition of the new proprietors being approved by the trustees.* A proprietor who refuses or neglects to pay the annual rent fixed on his pew agreeably to the deed for two years, shall forfeit his pew; and the trustees, having given two weeks notice of the forfeiture, may sell the pew to the highest bidder, provided the bidder be approved by the trustees. The proceeds of sale to be applied to the payment of the rent, and any surplus to be paid to the last proprietor. I think we may fairly assume that it was not intended that pewholders should have greater privileges than proprietors. There is nothing in the by-laws or Act of Incorporation giving them the right to continue to hold a pew beyond the year for which it is leased, nothing said about their being entitled to a renewal of the lease of a pew, though reference is made to pewholders who have paid rent for three years. Suppose a pewholder neglects to pay his rent, can he continue to hold the pew? If not, how is he to be dispossessed of it? and when? Is he to have a reasonable time after the end of the year to pay the rent for the next year, which is payable in advance, and in the mean time is he a "pewholder"? And is the pew to be considered in his possession? Or is the pew in the possession of the trustees? When is it to be considered in the possession of the trustees that they may sell it if they think proper? No provision is made as to these matters by the by-laws. If the *pewholder* has the right of his own mere will to continue to occupy the pew for an indefinite period, the trustees would be very much embarrassed in carrying on the affairs of the Corporation. It might be for the interest of the Corporation to sell the pews that had been leased, and yet if the pewholder claimed

to have his lease renewed from time to time, this would create difficulty. It might be necessary to raise the rents in order to pay the stipend of the minister, yet no provision is made for that purpose, as far as the pewholders are concerned; but when the pews are sold the deeds are to contain a clause that the annual rents may be augmented or decreased by the trustees, according as they may deem the wants of the congregation require, first obtaining the sanction of two thirds of the proprietors of pews, of at least a year in possession, and not in arrear of rent, residing within the parish of Montreal. There are other alterations as to the occupation of seats, that the change of time and circumstances might render it desirable to make, such as making the seats free, in relation to which this perpetual right of renewal (if I may use the term) of the pewholder would very much embarrass the management of the church. Suppose the pewholder paying the pew rent regularly, and not joining any other congregation, very seldom, if ever, attended church; must the trustees continue to let him have the pew, when there were other persons desirous of obtaining it, who would occupy it constantly? If it be considered that the pews are let for a year and the trustees re-let for each year, then none of these difficulties will arise. Whenever circumstances require a change in the mode of letting or occupying the pews, or the increase or diminution of the rent, such changes may be made at any time after the end of the year for which the leases are current. It is not to be presumed that this power will be exercised capriciously, or to the prejudice of the congregation worshipping in the church. The most favoured parties in the congregation are subject to the exercise of this discretion of the trustees, as to whom they may sell their pews. When selling pews they can exercise their discretion as to whom they will sell them, and I see no reason why they should not exercise that discretion as to whom they may lease pews. By giving to the pewholders the right which the leasing of the pew and paying of the rent for one year secures to them, you leave the trustees free to act as may be considered advantageous for the benefit of the congregation. Any reasonable or necessary changes may be made at the end of the year, when each pewholder has had what he has bargained and paid for, the use of the pew for the year. In this view no difficulty could arise; no discussion, whether what was about to be done was reasonable, or done at a reasonable time, in a reasonable manner, and no law suits or unpleasant litigation, bringing the matters of the congregation before the Courts. These domestic affairs would be settled in their own forum, and in a more seemly manner than by legal proceedings,

which produce discontent, anger and ill-feeling. If the right to a lease for another year had been claimed by a pewholder the next year after the By-laws had been passed, and the trustees had refused to grant it, I am satisfied it would have been held, that there was no doubt that the pewholder, having leased the pew for one year, and paid his rent for that period, and having obtained the receipt, could not claim as a right to have the same pew granted to him for another year at the same rent, without the consent of the trustees. If that wou'd have been the effect, then why should the Appellant, who must be held as to this particular pew, to have taken it for the year 1872 (he not holding it for 1871), be considered entitled to claim the lease of it as a right for 1873? I can see no satisfactory reason why it should be so held. It is argued, however, because pewholders for the last twenty-five years or more in Saint-Andrew's Church have had their leases renewed, therefore it must be conceded as a right. No doubt usage is a strong point to take in these matters, but when the usage may be accounted for quite consistently with the claim of right set up, and when it has not been exercised in a manner to show it has been claimed and admitted as of right, you may show facts and circumstances which would prove that the right claimed was not intended to be granted as claimed. I have endeavored to show that the right claimed by the pewholders could not have been intended to be granted to them, by showing how carefully the rights of the trustees have been guarded in relation to "proprietors;" and if the rights now claimed by the pewholders had been intended to be granted to them, more minute provisions would have been made as to enforcing the rights of the trustees against them, and matters would not have been left in such a chaotic state as it appears to me they would be in, if the views contended for by the Appellant are allowed to prevail. The fact that the congregation worshipping at Saint-Andrew's Church for more than 25 years past, have acted harmoniously, and been so united that the trustees have not had occasion to refuse to renew the lease of a pew to any pewholder who desired it, does not, to my mind, prove that it was because the pewholders had a right to claim this renewal as of right, but shews that the trustees, acting as reasonable men did what they thought was right for the interest of the congregation and what was likely to ensure harmony. It is possible this may go on now for another quarter of a century or more without having any difficulty. It is only when the exigency arises making it necessary to exercise the right to refuse to let a pewholder have for another year, a pew which he has occupied perhaps for several years, that the right of

the trustees to refuse becomes known to the congregation in such a way as to attract attention. The giving of the right to occupy for another year, each year, through the receipt given for the rent, is not all inconsistent with exercising the right to refuse to continue giving such right. It was necessary they should rent the pews to raise the revenue to pay the stipend of the minister; and the fact that the occupant of the pew wanted it for another year, and was willing to pay the rent, was a reason why they should let him have it. It was not necessary or desirable, merely to show their right to refuse to let for another year, that they should capriciously annoy pewholders by refusing to renew the letting to them. I do not think it is contended that the trustees could compel a pewholder to continue to hold the pew after the end of the year, though they might wish to do so, and though they may have refused to let it to another applicant, anticipating that the former holder would continue to occupy it. It seems to me that the doctrines contended for by the Appellant would give many important rights, options and privileges to the pewholder without corresponding obligations, and cast burdens and restraints on the trustees which they never undertook to submit to, and which it is not for the interests of the congregation they should bear. Giving to the pewholder the right to occupy the pew for the year for which he bargained and paid for, he has what in my judgment it was intended he should have, and you have the trustees free to manage the business of the congregation entrusted to their care, in the manner which may be best calculated to further the objects for which the Respondents were incorporated. This view would settle the rights of the parties on intelligible legal grounds. In the evidence of one of the clergymen called for Appellant, it was stated that they had not legislated on the subject of the rights of parties to pews, and therefore they must be governed by the principles of the Church of Scotland. The Church of Scotland lays down the rule that every man in the parish has rights in the parish church, and unless he makes himself offensive to the church his rights cannot be interfered with. It is founded on the parochial system. If a person were to apply for admittance into a Presbyterian church, and were notoriously objectionable, yet if he profess adherence to the principles of the Church of Scotland, the trustees would be bound to give him a pew if they had one at their disposal. The Rev. Mr. Lang, the minister in charge, said:—"There is a time at the end of each year when all the pews in the church virtually revert to the trustees; that does not include the pews owned by proprietors." One of the trustees said:—"The trustees have always contended that the

pews are rented from year to year; and that the lease of each pew ends with the year, and can only be renewed with the consent of the trustees either tacit or expressed." He has known cases in which parties have grumbled on being deprived of their pews in that way. The notice of the annual meeting intimates that the trustees or their representatives will be on hand to lease the pews of the church. It was customary to continue a tenant in his pew as long as he pays rent regularly. The trustees consider they have a sort of discretion in regard to the letting of pews, "our right has never been questioned before, that I know of, to refuse a pewholder a pew." Another minister, speaking of the church in which he is the minister, says:—"The managers (in his church) have duties very similar to the trustees in Saint-Andrew's Church. The managers have the sole power over the pews, and can let them to whomsoever they please. As I understand it, the managers have the power to eject a member from his pew. I have no doubt of it." Many members of the congregation stated the custom to be, that you paid the rent and you were supposed to keep possession of your pew; the receipt given was for the rent for the year. Some said they understood that any person paying his pew rent, got his pew on paying from year to year. The pews are continued by the payment of the rent in advance. There seems to be no doubt that the trustees have exercised the discretion so far as to refuse to continue single letting in pews, when a pew was wanted for a family. The pew occupied by Appellant in 1871 was owned by Mr. Mackenzie, who sold it, and Appellant wanted the trustees to refuse to approve of the sale; they, however, declined doing so, but compelled the young men who had sittings in No. 68 to leave that seat in order to give it to Appellant. I understand these young men had paid for the sittings just as the pewholders paid for their pews, but when the occasion, in their discretion, called for the exercise of the right to refuse to renew the letting of the seat, the trustees exercised it. When the necessity, as in this case, for the exercise of their right to refuse to renew the letting of a pew arose, they, in their discretion, exercised it, and refused to renew the letting of this pew to Appellant, and, as already intimated, I think they had the right to do so. I have not been able to see all the cases and authorities cited on the argument to show that the right to refuse a member of a religious society a seat in a church belonging to the body, is one which rests with the congregation alone, and that the exercise of their discretion will not be reviewed by legal tribunals. Many of the decided cases go to the full extent contended for. As I do not

consider it necessary to go into that question in deciding this case, I express no decided opinion upon it. I consider that the Plaintiff here claims that he had a right to the pew in question; and, in the view I take of the law, he had not such right under the Act incorporating Defendants and their by-laws, and therefore his action fails and this appeal should be dismissed.

RITCHIE, J :—I have given this case a great deal of consideration and have felt, throughout the argument and during my investigation, that it is surrounded with a great many difficulties, and my mind has doubted and fluctuated from time to time; but, after most careful consideration, I have arrived at the conclusion that the principle which Chief Justice Dorion, in the Court below, put forward, is the correct one. The church which has given rise to this unhappy controversy, dates its origin as far back as 1805. The 12 Vict. cap. 154, incorporating the minister and trustees of Saint-Andrew's Church, Montreal, passed 30th May, 1849, recites that: "Whereas the ground in Saint-Peter's Street, Montreal, "upon which the church for the public worship and exercise "of the religion of the Church of Scotland, in the City of "Montreal, commonly called "Saint-Andrew's Church," is "erected, was purchased by the late Alexander Rae and "William Hunter, as trustees for the congregation worship-"ping in the said church, under a deed executed in their "favor on the third day of May, 1805, before Guy and Barron, "Notaries Public, and held by them (the said Alexander Rae "and William Hunter,) according to their declaration of date, "14th July, 1805, made before the said Notaries *for the* "*benefit and behoof of the said church and the congregation* "*thereof, and for no other purpose whatsoever*, and is parti-"cularly described in the aforesaid deed of sale and declara-"tion." It appears to have been found afterwards that the church was too small for the accommodation of the congregation, and that incorporation was desirable, and the Act, after reciting the election from time to time of trustees, and specifying the names of the then trustees, further recited that as such trustees by deed, passed before J. J. Gibb and colleague Notaries Public, bearing date at Montreal the 4th December, 1847, they acquired by purchase from Edwin Atwater, "those certain lots of land (particularly describing "them) *for the use and behoof of the said congregation of* "*the said church, and on which there is now being built a* "*church suitable for the increased numbers of the said con-*"*gregation*," and after reciting that the trustees were not a body corporate, and that the trustees had represented the inconveniences resulting from the want of a corporate capa-

city, and that it had become necessary to sell the church in Saint-Peter's Street, and provide a larger building for their accommodation; the minister, trustees and their successors were constituted a body corporate with perpetual succession, with power to make such rules, ordinances and regulations as should not be contrary to the constitution and laws of this Province, or to the provisions of this Act or *to the constitution* of the *Church of Scotland*, as in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland called Scotland, now by law established, and as might appear to the said corporation necessary or expedient for the interests thereof: and it was also enacted. "Article 2: That the several lots of "ground, together with the buildings thereon erected, by the "trustees aforesaid, shall be holden by the said Corporation "to stand and be possessed thereof for ever to and for the "several *limitations, trusts, provisions and uses declared and* "*expressed in respect of the same in and by the above referred* "*to deeds of sale and declaration by the said Alexander Rae* "*and William Hunter, as also by the terms under which the* "*said trustees are elected.*" Thus only the site of the church was changed, and after making provision for the corporation accepting and holding real estate to a certain amount, for alienating the buildings on Saint-Peter's Street and other lands on certain conditions, for raising money by way of mortgage, for the filling of certain vacancies in the Corporation, the Act proceeds to provide for the filling of a vacancy in the office of minister of the church, Article 6: "and whenever a vacancy happens it is the duty of the kirk Session "to require a meeting of the proprietors, pewholders and "members of the said church, not in arrear of rent, for the "purpose of taking the steps necessary for supplying such "vacancy, by electing a Committee of nine by plurality of "votes, of which six shall be proprietors of at least one year's "standing, and the remaining three may be pewholders who "have paid rent for three years preceding their election, and "are in full communion with the said church, and shall have "full power to take such steps as to them may seem best "adapted for speedily obtaining a minister, &c., &c." Under the Act of Incorporation certain by-laws were adopted. Article I provides that "This church and congregation, now in connection with the Established Church of Scotland and adhering to the standards thereof, declare that they shall continue to adhere to the said standards, and maintain the form of worship and government of said Church." Article II.—"The trustees shall call a general meeting of the congregation, annually, to be held on the twenty-fifth day of December—or should that day fall on a Sabbath, then on the following day,

—notice of which must be given from the precentor's desk on the two preceding Sabbaths; at which meeting the trustees shall lay before the congregation a statement of all accounts and financial matters connected with the church and congregation. Two auditors shall be appointed by those present,—say of proprietors of at least on year's standing and not in arrear of rent, and *pewholders who have paid rent for the two years preceding*,—one of which auditors must be a proprietor, and the other may be a pewholder, both *qualified as above*, to whom the accounts shall be submitted for examination. And provided, that upon the report of the auditors, or on other grounds, it may appear that the funds of the church, or any portion thereof, shall have been misapplied, the proprietors, or ten of them, may call a general meeting of the congregation to consider the same; and if any defalcation be found, they shall be empowered to take such steps as they may see proper to secure the interests of the congregation." Article III.—"At the general meeting of the congregation, the members present, qualified as above, shall elect a treasurer who shall receive and pay all moneys, by order of the trustees only; he shall prepare a statement of his intromissions, to be laid before the general annual meeting. He shall also furnish the trustees with a statement of the funds in his hands whenever they shall require it." Article X.—"Any person who shall lease a pew from the trustees for one year, and pay the rent in advance shall be considered a pewholder; the rents of pews and sittings are to be paid annually in advance from the first day of January, and are considered to be then due; the current year is included when in these by-laws it is stated as a qualification that the individuals must have paid rent for three years, and are members of three years' standing," &c. Article XII.—"The term congregation in these by-laws implies the proprietors of pews, pewholders, members in full communion with the church, and regular sitters, whose names are entered in the church books collectively." Article XV.—"The trustees shall enter in a book, kept for the purpose, the names of the proprietors of pews, pew holders and sitters; when more than one individual rents a pew, they shall all give their names to the trustees that they may be entered on the roll of the congregation." Article XXI.—"Every person, whether proprietor, pewholder, sitter, or member of this church, shall, before they can be competent to elect or be elected to any office, or to have any share in the management of this church, subscribe the by-laws." It is clear, from these provisions, that this church was for the benefit of the congregation according to the form of worship and government of the Established

Church of Scotland. It is very much to be regretted, that either in this Act or in the by-laws, which were passed in 1851, provisions affecting questions which have arisen in this case had not been put on a footing more clearly enunciated. It is evident that this church was not vested in these trustees for the purpose of letting or not letting, for the purpose of doing with reference to the congregation worshipping in it as might seem right in their own eyes, but they held the church for the use and behoof of the congregation at large, and they had no arbitrary discretion in the matter, nor right to treat the church as if it were their private property; either to gratify their own feelings or carry out their own individual views. To find out what rights the congregation had in this church, may we not fairly, must we not rather, look at what rights congregations have in the Church of Scotland, according to the form of worship and government of that Church. As judicial notice cannot be taken of what the rules and regulations of that Church are, they must be proved. It is to be regretted that in this action this was not proved in a clearer manner, so that it could be easily understood, and we could be guided in the matter by something more distinct than appears in this case. The very words of the minister of this church, quoted by the learned Chief Justice, show how little reliance can be placed upon that clergyman's idea of what the duties of these trustees were when he says they had "a sort of discretion." What is the meaning of a "*sort* of discretion? They must have a legal discretion or none at all. The evidence of Rev. Mr. Campbell puts it on a more intelligible footing. He says, in effect, the rights in this church and the congregation are as near as may be, analogous to those of the Church of Scotland in Scotland, and the rights of a congregation there; and he says, that there the congregations are never deprived of their seats; that there such a thing as depriving an elder of the church of his seat was never heard of. so long as he was a member of the congregation; and taking the whole evidence together, I can arrive at no other conclusion than that for a period of seventy years, the constant and uniform usage and practice of this church has been that, so long as a party continued in good standing in the church and paid his rent in advance, he had the lease of his pew continued as a matter of course, and that the standing of a member of the church is a matter to be determined by the church courts and not by the trustees. Chief Justice DORION, in his judgment (which I understand is, on this point, quite concurred in by my learned Brothers on this Bench from Quebec), shows that this is no unusual tenure in Quebec, for he says: " under the parochial organization which pre-

" vails in Quebec, with reference to Roman Catholic churches " the right of the lessee of a pew to retain it as long as he " resides in the parish on payment of the annual rent origi- " nally agreed upon, unless there be a written agreement to " the contrary, is undoubted." The contention, therefore, is not novel, that in this church the pews are let to the congregation, the rent being payable in advance; that when the rent is paid in advance the lessee continues to have the right of occupying the pew until some good cause can be shewn why he should be deprived of it, and thereby of the benefit secured to the members of the congregation by the first deed and the Statute passed in 1849. The members of the congregation are certainly entitled to the use of the church, and I can see nothing unreasonable in the mode of allotment and holding of seats in conformity with the usage proved in this case to have existed, and which Chief Justice DORION, as we have seen, says was in accordance with the parochial organisation of the largest church in the Province of Quebec. Nor does this system appear to have produced any inconvenience or to have in any way interfered with the accommodation or orderly and convenient seating of all for whose benefit the church was organized and incorporated. On the contrary, the reasons are very obvious to my mind why the trustees should not have an arbitrary right to deprive members of the congregation of church privileges, by depriving them of pews and so enabling them practically to hold the church not for *the use and behoof* of the congregation, but for those only whom they may, from time to time, choose to permit to enjoy its use, and which system appears to have worked without the occurrence of any one of all those numerous difficulties suggested by the learned Chief Justice as possible to arise. I may mention also, I find in these by-laws the idea of continuity of occupancy of pewholders clearly recongnized, and certain rights and privileges given, as for instance: Whoever paid rent for two preceding years is enabled to elect certain officers in the church. It is to be observed also, that instead of saying that the trustees shall make fresh agreements each year for renting the pews for each and every year, Article 10 declares that any persons who shall lease or rent pews and sittings, are to pay for them annually in advance. That provision could not be necessary if they were to be leased every year, the clause would then be meaningless. If they were leased only for a year, and paid for in advance, there would be an end of the matter; but it says " the rents of pews and sittings are to be paid annually in advance." What does that mean ? It means, I think, that having got the right of pre-emption or tenant right—if I may use the term—they go on exercising it,

paying from year to year in advance, and if they do not pay in advance they forfeit the right to the occupancy of the pew. How could it be considered due, if it all rests on one indivisible agreement to be made each and every year ? There would be nothing due, in that case, until the agreement was made, nothing due if the rent must be paid in advance. The Act of incorporation and by-laws, fixing the qualifications of pewholders as electors as those holding pews for more than one year, in connection with the usage of the church, strengthen me in the conclusion at which I have arrived. It may be, all the difficulties suggested by the learned Chief Justice may arise, but they have not arisen in this church in seventy-three years, and it is clear the present difficulties did not arise from any of those causes put forward by the learned Chief Justice, but from the trustees (and possibly a majority of the congregation also) desiring to do indirectly what they could not do legally and directly. It is absolutely necessary that I should make some reference to the unhappy differences which occurred. Otherwise I should not do so. One reason why I refer to them is to show there was no cause why the Plaintiff should be deprived of his pew; and another is, it affects the damages to be awarded to this case. I trace the whole of these difficulties to the action of the minister of the church in changing the forms or modes of worship in the church, which was distasteful to the Appellant in this suit and to others, a minority in the church. I know historically, I know individually, as a member of a church, and I know judicially, as having been called upon to decide questions growing out of difficulties arising from cases of that sort, that there is nothing more calculated to introduce an inharmonious spirit in a church, than departing from ancient usages of the church, and adopting forms and observances that the congregations are not accustomed to. If parties are in the minority under such circumstances; while I do not mean to say there may not be such changes as they might not be bound to submit to, I think their feelings—nay, even what may be regarded as prejudices—ought to be dealt with leniently. It appears, growing out of these changes, other difficulties arose. There is no doubt the Appellant in this case put forward a statement without sufficient foundation, though he says he had information which he supposed to be accurate at the time, and he certainly did contradict his minister with reference to a question of fact, in a manner and under circumstances that I do not think any body would approve of, because, before he ventured to contradict another pointely and unequivocally, he should have been well assured he had used all means to obtain information to justify him in putting forward a con-

tradiction of that kind; but, though he was wrong in that contradiction, I think the gentleman who aggravated him was far more wrong when he, openly, at a public meeting of the church, said that that man had called his minister a liar. That is a term which I think no man is justified in putting into the mouth of another, unless that other has actually used the very expression itself, because, though it may be that a man may contradict another, under the conviction that the statement made is erroneous or incorrect, still, to say the statement is erroneous or incorrect is far different from telling the person who is contradicted that he is "a liar." If the Plaintiff, really, honestly, and sincerely believed the statement to be incorrect, and it was a matter material to the discussion in the church at that time, it seems to me he would be wanting in independence if he had not pointed out its incorrectness, but he should have taken good care that his information was accurate, and the manner in which he put forward the contradiction should have been carefully guarded. After that, there seems to have been other discussions, and, then, the trustees appear to have desired to get rid of the Plaintiff as an elder of the church. Now, so far as the evidence in this case goes, it appears that, as to elders of the church, the trustees have nothing to do, either with reference to their conduct or office, or to their displacement from office; that they are subject alone to the jurisdiction of the Church Courts, and to be tried and removed by their decrees. And it seems also that, for any misconduct of a member of the congregation, he may be brought before the proper courts, and have the matter duly investigated and duly tried, and, if tried, dealt with as those courts, in their discretion, may judge right and proper, but that the trustees, as such, have no power or right to deal with the matter. It appears that Mr Johnston was tried before a Church Court, and was at first condemned; but, upon appeal to a higher church tribunal, he was entirely acquitted, and remained in his office of elder, not in any way subject to the control of the minister, or dismissal by the trustees. But it appears they, and a large majority of the congregation, were desirous of getting rid of him as an elder. If they wished to get rid of him legally and properly, they had a perfect right to take such action as would properly accomplish that object, but I cannot assent to the proposition, that to accomplish what they could not do legally, they had a right to pursue another course, and refuse to allow him to occupy his pew, and to continue a pewholder, and thereby prevent him from continuing to be a member of the congregation. They could not do indirectly, in that way, what they failed to accomplish directly through the

instrumentality of the Courts established in the church for adjudicating on such matters. When they adopted that course, they were not, in my opinion, exercising a reasonable or a legal discretion — they were not withholding the pew from Mr Johnston for any reasonable, legitimate or proper cause; they were simply endeavouring to gratify their own feeling, with regard to his (in their opinion) obnoxious position in the church as an elder. They were endeavouring to use the power they had in the church as trustees, in a manner which, I think, the laws of the Church of Scotland, the original deed of the church, the charter of the church, and the articles of the church never contemplated, and in a manner not justified by any precedent in the church, but directly contrary to the uniform usage and practice of the church from its foundation. I cannot think it was ever contemplated that trustees should coerce or turn out an elder of that church, by using a power over the pews in the way in which they did in this case. I make this observation here more particularly with reference to damages; for the very circumstances of their feeling, and avowing, they were accomplishing an object in that way which they had tried before and could not accomplish by legal means, rendered their conduct all the more irregular, and in my opinion, improper. The way in which they carried out their purpose was equally objectionable. Considering the Plaintiff was an elder in the church; considering the number of years he was a member of the congregation, and his position in the church; sending, without any notice, by a common carter, all those articles used in his pew in the church, and putting them into his place of business, was not treatment such as he should have expected. He was an officer of the church (for an elder is a high officer), and this conduct was certainly not what he had a right to expect. This, and the placarding of his pew afterwards, was all done with one object evidently, to drive him from the eldership, if not from the church. If he had done any thing to entitle him to be driven from his eldership and from the church, that should have been established in the spiritual tribunals of the church, and not by the trustees in the way in which they have, so contrary to the spirit of the laws and government of the church. In view of all these circumstances, I am constrained to the conclusion that the Plaintiff has been wronged, in being practically turned out of this church, when he ought not to have been. I think this Court ought so to decide, and adjudge him such reasonable damages as while not of a vindictive character, will serve to warn persons situated as these trustees, against such an improper exercise of the duties of their office. There is no more delicate position than that of an officer of a church who exercises such functions as

these. Every man loves his church; every man feels that he will almost lose his life rather than his rights in his church, and if there is anything in this world calculated to arouse a man's feelings—and laudably so, for it is between him and his God—it seems to be an interference between him and his God, or the worship of his God, at all events. Therefore, I say it is that men's feelings are always keen on matters of this kind, and in persons in office in a church should not in disregard of their duty, deprive people wrongfully of their rights in the church. If they do, they must expect to be mulcted in such damages as will prevent a recurrence of the wrong doing. There is nothing more unseemly than a congregation at variance among themselves. It is at variance with the principles and doctrines inculcated in the church—with the life and doctrines of the blessed Saviour they go there to worship. We should do everything in our power, in adjudicating cases of this kind, to prevent these difficulties arising, and if the result of this judgment should be such that these difficulties which have been so strongly pointed out by His Lordship the Chief Justice (which, I humbly think, have not arisen in this case to justify the action of the trustees), should become apparent, all I can say is, if the regulations of this church and the laws of the Church of Scotland are not sufficiently elastic to meet these cases, I am perfectly sure the right has never been refused to any church (in our province at all events) to make such rules and regulations for the management of their affairs as a body, as they may think right and proper, and may to the Legislature seem reasonable. Regretting I am called upon to adjudicate upon this case; regretting the observations which, in the solemn discharge of my duty, I am called upon to make, I trust that all parties will re-consider this matter, and that it will lead to an amicable arrangement among them. I believe the Plaintiff had the right, when he had the pew for one year, to keep it so long as he continued paying pew rent in advance, unless, indeed, some good cause, which it is not necessary for me to specify, should be shown for depriving him of it. I will not say there may not be many matters referred to which might not be sufficient for suspending him. I do not say that might not be done, but it is sufficient for me to say nothing appears in this case that warrants the trustees, in my opinion, in depriving him of the right to have that pew when he was willing to pay for it annually in advance. Under these circumstances, I think the judgment of the Court below should be reversed, and the Defendants in this case should be condemned to pay $300 damages, with full costs in all the Courts.

STRONG, J.: This action is, as I read the declaration, brought to recover damages for disturbing the Plaintiff in his enjoyment of pew n° 68, in St. Andrew's Church, in the city of Montreal. It is confined to the wrong alleged to have been done to the Plaintiff in respect of this particular pew, and does not make the case that Plaintiff was illegally excluded from the church altogether; and, if it had made such a case the evidence clearly would not have supported that pretension. It becomes material then to ascertain, in the first place, what was the Plaintiff's title to the pew 68, at the time of the disturbance of Plaintiff's possession, in the month of January, 1873. The opinion I have formed, after consulting all the authorities cited in the factums and at the Bar, and several others, is that the contract entered into between the Plaintiff and the Defendants, the trustees, under which the Plaintiff occupied this pew n° 68, during the year 1872, was a verbal lease — a character which the Plaintiff himself attributes to it in his declaration. The Plaintiff then proves a title precisely as he alleges it in his declaration, as a lessee for the year ending on the 31st December, 1872, under a verbal contract with the Defendant, at a rental of $66.50. By the law of the Province of the Quebec, a lease for a short term, less than nine years....entirely unlike such a contract in English law.... gives no right of property to the lessee, but constitutes merely a personal contract between the parties. There is, therefore, much less difficulty than in the case of a similar contract governed by the laws of England, in holding that the right of use of a pew, which involves no interest in the property in the church or in the pew itself, may be made the subject of a lease. The absolute sale of a right to use a pew has been held in England to confer no right of property in the soil, but merely a right in the nature of an easement or servitude, though, of course, not an easement or servitude proper (*Hinde* vs *Charlton*) (1) Article 1608 of the Civil Code of Lower Canada contains a provision not in terms expressed in the Code Napoléon, though it appears to be universally considered as the law of France also: " Incorporeal things may be leased or hired, " except such as are inseparably attached to the person. If at- " tached to a corporeal thing, as a right of servitude, they can " only be leased with such thing." There seems, then, no reason why a contract conferring a right to use a pew in the manner in which such property is generally used, namely, by occupancy during divine service, should not be as much a lease as the right to work a mine or quarry, or the right conferred by contract on a particular person, not amounting to

(1) L. R., 2 C. P., p. 104.

a servitude in favor of another property, to use a right of way or passage. In all these cases, I find several of the commentators on the Code Napoléon, treating the contract as a lease. Marcadé, on Article 1713 of the Code Civil, at p. 442 (7th edition) says: " On ne loue pas une église, un cimetière, " une place publique, une grande route, un fleuve; mais on " loue très bien *des places dans une église*, des emplacements " d'étalages de marchands sur la voie publique, le droit de " récolter les fruits et l'herbe d'un cimetière, le droit de pêche " dans un fleuve." Other authorities are to be found to the same effect. I can see, therefore, no objection to attributing to the contract which the Plaintiff entered into, for the occupancy of the pew for the year 1872, the denomination and character of a lease as the Plaintiff himself has done. Then if it is a lease, one of the learned counsel for the Appellants, M. Kerr, whilst he concedes that the notice of the 7th December made *tacite reconduction* impossible, invokes Article 1657 of the Civil Code (L. C.), which, he says, must apply to all verbal leases, whether made for fixed and certain term or not. According to the strict letter of article 1657, three months' notice would be in all cases necessary to put an end to a verbal lease, even though it should be proved or admitted (as in the present case) to have been for a term certain. The Article 1657 is almost identical with Article 1736 of the French Code, which only differs in requiring notice to be given, according to the customs of the place, instead of fixing an invariable delay of three months; and the commissioners of the Code in their Report (4th Report, p. 29), say of the Article that " it is based partly " upon Article 1736, C. N., but goes beyond it in specifying " the delay of the notice required to be given." Then the commentators seem to be all of accord that the Article 1736 was inaccurately drawn, and that notice was only necessary in the case of a verbal lease for an uncertain term, and consequently where the duration of the lease is ascertained, though the contract may be verbal, the Article does not apply. Marcadé after discussing this Article, comes to the conclusion: " Il faut donc dire que le congé sera ou ne sera " pas nécessaire, selon que la convention (écrite ou verbale, peu " importe), laisse, ou non, indéfinie la durée du bail." (1) See also Duvergier (2); Duranton, (3); Troplong (4); Zachariæ

(1) Vol. 6, Page 481;

(2) T. 18, no. 485;

(3) T. 17, no 116;

(4) Du louage, no 404;

(1); Demante, (2); and Laurent (3). This, I gather from the judgment of Mr. Justice SANBORN, was also discussed and decided in the case of *Webster* vs *Lamontagne* (4), though the report of that case in the Lower Canada Jurist does not show that very clearly. The lease was, of course, subject to the requirements, as to proof, of article 1233, and as the rental was upwards of $50 it could not have been established by the testimony of witnesses; all difficulty on this head is, however, removed by the clear admission of the Plaintiff. The consequence is that the lease came to an end, without any notice, on the 31st December, 1872, at which date, in my opinion, the Plaintiff ceased to have any legal right to occupy the pew n° 68. The Plaintiff seems to have considered himself, that his right terminated at the end of the year, for, as Mr. Justice MONK points out, his tender of the rent for 1873 implied a recognition by him of the necessity for a new lease on which to found his title to the continued occupancy of the pew. Nothing is to be found in the Act of Incorporation, or in the by-laws made persuant to it, giving colour to the contention that a contract for the lease of a pew for a year shall be construed not to mean what the parties agreed to, but shall be intended to be a lease for an indeterminate period, possibly for the life of the lessee. Then, with reference to the usage applicable to the holders of pews in the Roman Catholic Churches in Lower Canada, upon which the judgment of the learned Chief Justice of the Court of Queen's Bench proceeds, I would venture, with great deference to an authority of so much weight, to suggest that in the cases to which the Chief Justice refers, the lease of the pew being indeterminate as to duration, custom has provided for that, on which the parties have been silent, and has annexed to the contract the term that the lessee shall have the occupation of it as long as he resides in the parish, but I do not understand, from the statement of the law, which the Chief Justice gives in his judgment, that the usage would override the express contract of the parties, and that in a case like the present, where there was a lease of a pew for a year certain, this usage would entitle the lessee to insist on a right of occupancy as long as he remained a parishioner. Moreover, I should doubt, though on this point I hesitate to express an opinion, whether the rules applicable to the parish

(1) Par Massé & Vergé, T. 4, no 383, Note 11;

(2) T. 7, Pages 268, 269;

(3) T. 25, Page 349;

(4) 19 L. C. Jur., p. 106, and *suprà*, p. 48.

churches in Lower Canada would apply at all to the congregation of a voluntary religious body, regulated by an Act of the Legislature similar to that which forms the organic law of the Respondents' corporation. As to the law applicable in Scotland to pews in churches belonging to the Established Church there, I find no reference to that law or usage, either in the Act of Parliament or in the by-laws, and I am at a loss to understand any principle on which customs prevalent in Scotland can be imported into this contract of lease, in such a manner as to override the express agreement of the parties. If it could be shown that these rules as to the occupation of pews in churches of the Scotch Establishment, had been expressly or by implication adopted by the Corporation of Saint-Andrew's Church, they would, of course, have an important bearing, and the law of Scotland might be made applicable, but there is no evidence to show any such adoption, and, therefore, the rights of pewholders, in this church, are to be assimilated, rather to those of other voluntary religious associations, than to those of pewholders in Scotland. Then it has been argued that some usage or custom not to disturb a pewholding lessee in the occupation of his pew, has existed within Saint-Andrew's Church itself. Some testimony has been given by witnesses who rather state their own opinions on the subject than prove the fact of such a usage, which is, of course, not the proper way to prove a custom. Moreover, what these witnesses speak of, as to this usage of continuing leases, is to be referred rather to courtesy and good feeling than to right, so that, even if it were admissible to affect the rights of the parties in this way, the evidence would fall very far short of establishing any binding custom. But surely as matter of law it is out of the question to say that a lease having been made for a fixed term of one year, such a lease can be prolonged indefinitely by the proof of any usage or custom. Articles 1017 and 1024 of the Civil Code of Lower Canada, certainly do provide for a reference to usage in the interpretation of contracts. Article 1017 provides: "The customary clauses must be supplied in contracts, although they "be not expressed." And Article 1024: "The obligation of a "contract extends not only to what is expressed in it, but "also to all the consequences which, by equity, usage or law, "are incident to the contract, according to its nature." But these articles only mean that all natural incidents and consequences flowing from the expressed agreement of the parties may be added to it by proof of usage. It is not meant that the express contracts of parties may be overruled or extended by usage. Larombière, in his commentary on Article 1160 of the Code Napoléon (corresponding to Article 1017 of

the Civil Code of Quebec) states this very decisively. He says: (Obligations, vol. I, p. 629): " Mais uniquement destiné à " suppléer le silence du contrat, l'usage ne peut prévaloir " contre les prévisions expresses des parties, ni contre les " dispositions formelles de la loi. Celles-ci commandent, " celles-là dérogent, et toutes deux retirent à l'usage une " puissance qu'il ne peut et ne doit exercer qu'en l'absence " d'un texte explicite de la loi, ou d'une clause dérogatoire des " contractants." I consider it just as much beyond the power of the Plaintiff to control or add anything inconsistent to the terms of the lease, as if, instead of it having been made verbally, it had been made in the most solemn and authentic manner known to the law, by a notarial instrument, in which the contract of the parties was recorded as a lease for one year, and *no longer*. Surely, in that case, violence could not be done to the agreement of the parties by any evidence of usage or custom, however clear and decisive. Referring to the authorities on English law, the rule as to annexing incidents to mercantile contracts or leases, by evidence of custom or usage, is governed in that jurisprudence by principles precisely similar to those I have mentioned. (1) If the Respondents had a right to take possession of the pew, their manner of exercising that right, provided they were guilty of no excess, cannot be called in question. This is in accordance with a well known rule of the Roman law, which, I apprehend, finds a place in all systems of jurisprudence. (2) There can, therefore, be no enquiry *quo animo* a party exercises his undoubted right. At all events, this is the law of England (3), and I find the law laid down in precisely the same terms in a reported decision of the Court of Queen's Bench for Lower Canada (4). I think the appeal should be dismissed, with costs.

TASCHEREAU, J.: The appellant, as a member of the congregation of Saint-Andrew's Church, Montreal, brought against the Respondents, in the Superior Court, in that city, an action upon the case, complaining of their refusal to allow him to continue, in 1873, in the peaceful occupation of a certain pew, known as No. 68, in the church above mentioned. He alleges, in his declaration, that, from the year 1867 to 1873, he was lessee of that pew, from the Respondents, at a

(1) Leake, on Contracts, pp. 111-115; *Webb* vs *Plummer*, 2 B. & Ald., 746; *Clarke* vs. *Roystone*, 13 M. & W., 752.

(2) Dig. de Reg. Jur., L. 151.

(3) William's notes to Saunders, pp. 18, 19.

(4) *David* vs *Thomas*, 1 L. C. Jurist, p. 69, and 22 R. J. R. Q., p. 285.

yearly rent of $66.50, which sum he paid them regularly, and that he thus became and was a pewholder, under the tenth by-law made under the Act of Incorporation of Defendants, and amendments thereto. That his holding of pew No. 68 for the year 1872 was *by verbal lease.* He further alleges that, on the 7th December, 1872, he received from Respondents a notice that they declined to re-let him a pew for the year commencing the 1st day of January, 1873, which notice was in the following words, to wit:.... "Montreal, 7th December, "1872. Extract from the minutes of meeting of the trustees "of Saint-Andrew's Church, held in the vestry, on Saturday "the 7th December, inst. It was resolved: That, in order to "sustain the action of the congregation, taken in regard to "Mr. James Johnston, at its meeting on the evening of the "4th November last, the trustees do now decline to let a pew "to Mr. James Johnston for the ensuing year. Carried,—Mr. "A. Buntin, dissenting. (Signed) James Wardlow, Saint "Andrew's Church, Secretary. To James Johnston, Esq., "Montreal." The Appellant alleges, also, that, on receiving this notice, he wrote a friendly letter to Respondents, saying that he was anxious to continue the lease of his pew for another year. and that, on being informed that they would not let him a pew, he caused a legal tender of $66.50 to be made to Respondents, on or about 20th December, 1872, as rental for the year commencing about 1st January, 1872, which tender was refused by Respondents, who further refused to let him a pew for any sum. He alleges that this was followed by a notarial protest of the same date, and by another on the first juridical day of January, 1873, with a renewal of tender, which was refused by Respondents, with a declaration that they would not let the said pew, or any other pew, to the Appellant. He alleges, further, that notwithstanding said refusal, as an elder and a member of Session of the church, he was present at Divine Service, on the first day of January, 1873, and occupied the pew in question, and continued to occupy it during the first ten days of January, without objection or interference by or on the part of the Respondents, and that he thus became the legal lessee of pew 68 for the year 1873, by tacit renewal (*tacite reconduction.*) He then states that, subsequently to the 10th January, 1873, he was molested by Respondents in the occupation of his pew, to such an extent, that Appellant's family was driven from attendance at Divine Service in said church, and that he had to put up with the presence of strangers in his pew, seated there by order of the Respondents. That Respondents had his cushions and books removed from the pew, and put and pasted in his pew placards with the words "For strangers"

printed thereon, and, in fact, by several other acts that they treated Appellant as having no right to the occupation of the pew, and did, in fact, act with intent to bring the Appellant into contempt and ridicule, and to force him to leave the church, to his damage of $10,000. The Respondents pleaded that Appellant was no longer a pewholder after the 31st December, 1872, alleging their right to refuse to lease a pew to Appellant, and that, according to the by-laws of the church, they were under no obligation to continue the lease, and, moreover, that they were justified in so doing, by a desire for the preservation of peace, and that they acted in good faith. The facts proved in the case justify the averments of Appellant's Declaration, and, moreover, establish that the Respondents are a corporate body, by virtue of Chap. 154, 12 Vict., which grants them the property, the administration of the temporalities of the church, for the use and advantage of the congregation. Now, it appears that, in the year 1872, the Appellant gave offence to certain members of the congregation. He was then requested to retire from the eldership, and, having refused, the several resolutions above alluded to were passed, and, as the result of his grievances, the Appellant brought the present action. He has been unfortunate in the Superior Court, and, on appeal to the Court of Queen's Bench, the Court, by a majority of one out of five judges, has confirmed the judgment which dismissed his action. I must here admit that the receipt for the rent constitutes a lease of that pew for the year commencing 1st January, 1872, and ending 31st December, 1872. Such a lease, under general terms, would terminate with the year, and a *tacite reconduction* could not for a moment be inferred, according to Article 1657 of Civil Code; but I am of opinion that the rule of law applicable, according to our Civil Code, to a lease of an immoveable property, is not applicable to a lease of a pew. The Appellant contends that, according to the rules of the church, being a member of the congregation and an elder, he was entitled, each year, to the lease of a pew, on payment of the yearly rent, and could not be deprived of that right without a fair trial, by a competent tribunal, not composed of persons such as the trustees, whose authority he energetically denies, but of the kirk Session. I adopt in this cause this view of the Appellant. It is undeniable that, according to the usage of that church, a member, once a lessee of a pew, can continue to hold it, by paying the usual rent and remaining a member of the church, unless he be guilty of immoral behaviour, and, in that case, the member can only be deprived of his pew by the kirk Session. They alone were entitled to pass a vote of censure against the Appellant, and settle the

difficulty. Moreover, the Respondents are mere trustees, to be compared to procurators and agents, with the very limited powers given to them by the constitution and by-laws of the church,.... and nowhere can I find such extraordinary powers as those claimed by the Respondents as trustees. The 10th Article of the by-laws, read in connection with the 9th Article, clearly shews that, once lessee of a pew, a member of the congregation, by paying the annual rent and conforming to the rules of the congregation, is entitled to all the privileges belonging to the proprietors. Now, as to the merits of the case relating to the justification set up by Respondents, I admit that the language of the Appellant towards his minister was not the most polite, having flatly contradicted him on a question of facts; but some allowance must be made for the excitement of the moment; and, if he was somewhat wrong in the beginning, his fault was certainly more than compensated and atoned for, by the petty annoyance he was subjected to on the part of the trustees, and specially by the unfair and illegal resolution to deprive him of the right to a pew. Having no authority, in the capacity in which they acted, to refuse to re-let pew No. 68, or any other pew, which was tantamount to an excommunication from his church, the conduct and language of the trustees, towards a man of character and energy, must have been very offensive, and of a nature to wound his feelings. I am therefore disposed to allow the appeal. I am of opinion that Appellant was entitled to his pew, and could not be deprived of it in this manner, so long as he paid the rent and remained a member of the corporation, unless he be expelled by the kirk Session. I would allow him $300 damages, for the ill-treatment and vexations he has been subjected to, by the conduct of the Respondents, with full costs in all the Courts.

FOURNIER, J.: L'appelant a, depuis l'année 1867, jusqu'à l'année 1872 inclusivement, continuellement occupé un banc dans l'église Saint-André de Montréal. En 1872, il occupait légalement le banc No. 68, comme membre de cette congrégation, en vertu d'un bail verbal qui lui avait été consenti par les intimés, à raison de $66.50 par année, payable d'avance suivant les règlements adoptés pour la régie des affaires de cette congrégation et l'acte de 12 Vict., ch. 154, qui l'a érigée en corporation. La qualité de locataire de banc (pewholder) lui donne, en vertu de l'article 12 de ces règlements, tous les droits et privilèges appartenant aux locataires de bancs (pewholders), suivant la constitution, les règlements, la pratique, et les coutumes de l'église Saint-André depuis son établissement. En 1871, l'appelant fut élu un des officiers spirituels (elder) et occupa cette position jusqu'à l'époque du grief dont

il se plaint dans sa déclaration. Le 7 décembre 1872, les intimés lui firent remettre l'avis suivant: "It was resolved that " in order to sustain the action of the congregation taken in " regard to Mr. James Johnston (the Appellant) at its meet- " ing of the 4th November last, the trustees do now decline " to let a pew to him for the ensuing year. Carried, Mr. A. " Buntin dissenting." L'appelant, nonobstant cet avis, informa les intimés qu'il entendait conserver la jouissance de son banc. Afin de se conformer à l'obligation de payer d'avance, il fit faire deux fois, en décembre 1872, et, une autre fois, le 2 janvier 1873, jour de l'échéance, des offres réelles du montant du loyer du banc en question. Malgré le refus de ces offres, il continua d'occuper le banc pendant quelque temps; mais les syndics, ayant fait mettre des placards imprimés, indiquant qu'ils avaient mis ce banc à la disposition des étrangers, dont quelques-uns prirent possession malgré l'Appelant, ayant de plus fait enlever les coussins et les livres de l'Appelant, qu'ils firent transporter à son bureau d'affaires, ce dernier se trouva enfin forcé d'abandonner son banc pour éviter un plus grand scandale. Les Intimés ont plaidé, par dénégation générale, et aussi par exception, qu'il n'avait qu'un bail d'un an pour le banc n° 68, et qu'ils avaient le droit de refuser de le lui louer pour une autre année, invoquant spécialement l'usage, de la manière suivante : " That according to the by-laws, customs and prac- " tice of the said Church, the pews therein are let each year, " and from year to year, and without notice for their termina- " tion ; that there was no continuation of his lease, and they " were under no obligation to continue the lease to him." Ils ajoutaient qu'ils n'avaient pas jugé à propos de lui louer un banc pour l'année 1873, ni pour aucun autre temps ; que, le 7 décembre, ils avaient dans leur discrétion décidé de ne pas lui louer de banc, décision qui fut confirmée dans une assemblée générale de la congrégation. La prétention de l'Appelant est, d'après ce qui précède, que, comme membre de la congrégation, et comme locataire de bancs pendant plusieurs années, les Intimés n'avaient pas le droit de le priver de son banc, tant qu'il se conformerait à la condition de payer d'avance. Il prétend de plus que, faute d'avis conformément à l'article 1657 du Code Civil, il y a eu continuation de son bail, par tacite reconduction. La difficulté en cette cause repose entièrement sur la nature du bail fait à l'Appelant par les Intimés dans l'église de St-André à Montréal, d'un banc d'église, sans qu'il ait été fait de conditions spéciales entre les parties. On ne peut considérer comme des baux les différents reçus donnés à l'Appelant, pour constater le paiement de son loyer pendant les cinq années qu'il a occupé un banc dans cette église. Ils sont tous dans la même forme, je ne citerai que le dernier:

...." St. Andrew's Church. No. 1.... $ 66.50 Montreal, Jan. " 9th.' 1872. Received from James Johnston the sum of sixty " six $\frac{50}{100}$ dollars, being rent of first class pew No. 68 in St. " Andrew's Church, Beaver Hall, *for the year "1872"*. Ce reçu ne fait preuve que du paiement pour 1872 ; il ne contient aucune expression qui puisse faire voir quelle est la durée du bail qu'il fait nécessairement supposer. S'il y avait eu un bail par écrit de ce banc pour dix ans, pour la même somme, payable annuellement et d'avance, le reçu aurait-il été conçu dans une autre forme ? Certainement non. Le bail intervenu entre les parties en cette cause n'a pas été mis par écrit. Il est en preuve que ce n'est pas l'usage de les faire ainsi. Le seul article des règlements concernant les baux est l'article 10 ainsi conçu : " Any person who shall lease a pew from the " Trustees, for one year, and pay the rent in advance, shall be " considered a Pewholder." Le terme d'une année mentionné dans cet article n'est pas pour déterminer la durée du bail, en déclarant qu'il ne sera pas de plus d'une année, mais il n'est là évidemment que pour définir la qualité de *locataire* de banc *(pewholder)* qui donne à celui qui la possède le droit d'être considéré comme membre de l'église. Le même article parlant d'une autre catégorie de membres, ceux qui ont droit de voter à l'élection du comité chargé du choix d'un ministre, déclare qu'ils devront avoir payé trois années de loyer ; mais là encore c'est pour définir une qualification, non pas pour fixer la durée du bail. Au contraire, l'obligation de payer annuellement et d'avance n'implique-t-elle pas que le bail doit avoir une durée indéfinie ? Il n'y a rien, ni dans ces règlements, ni dans l'acte d'incorporation qui fasse voir qu'on a eu l'intention de déterminer la durée des baux. Ce silence n'exclut pas certainement le droit des syndics de faire des règlements sur ce sujet, mais il indique clairement qu'on n'a pas voulu en faire, parce que l'on a sans doute agi sur la présomption que celui qui loue un banc, le prend pour tout le temps qu'il sera membre de la congrégation. Il n'est pas supposé devoir changer d'église comme de logement. On n'a pas fixé le terme du bail parce que l'on a considéré que de sa nature il doit être pour un terme indéfini ; on n'y a mis qu'une seule condition, le paiement d'avance. Jusqu'ici c'est ainsi que le règlement a été interprété et mis en pratique. La preuve établit ce fait de la manière la plus complète. La prétention des intimés que c'est l'usage de louer les bancs annuellement a été contredite de la manière la plus formelle. Bien au contraire, il est prouvé au delà de tout doute, que de tout temps l'usage invoqué par l'Appelant a prévalu. Je considère la preuve sur ce point comme suffisante pour me justifier d'arriver à la conclusion que le bail fait à l'Appelant, en l'absence de toute

preuve contraire, est conforme à l'usage constant depuis l'existence de la congrégation. Dans l'acte d'incorporation, pouvoir est donné aux syndics de faire des règlements, etc., pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux lois de la province, ou aux autres dispositions de l'acte d'incorporation ou à la constitution de l'Église d'Écosse telle qu'établie par la loi, en Écosse. L'article 1er des règlements déclare que l'église de St-André conservera la forme de culte et de gouvernement de la dite Église Établie d'Écosse. Cette déclaration ne justifie-t-elle pas de recourir aux usages suivis dans cette église concernant la location des bancs et d'en faire l'application dans ce cas ? Je le crois, pourvu qu'il n'y ait point conflit entre ces usages et les lois du pays. Il n'en existe certainement pas. Car d'après la preuve faite en cette cause les usages suivis à ce sujet en Écosse différaient peu de ceux qui le sont généralement dans la Province de Québec. Ils ne sont en contradiction directe avec aucune des lois de cette province. Pour expliquer un contrat, on peut invoquer l'usage tel que le permet le code civil, qui a conservé la maxime du droit romain : *In contractibus tacitè insunt quæ sunt moris et consuetudinis.* En consultant ces usages d'après la preuve, on voit que l'église St-André a adopté celui de l'Église d'Écosse, de louer les bancs à des membres de la congrégation, sans terme défini, à la condition de payer le loyer d'avance. Pour toutes ces raisons tirées de la nature du bail, de l'usage de louer les bancs dans l'église St-André, de l'usage suivi en Écosse, et que l'on peut invoquer dans les circonstances particulières de cette cause, je crois que l'Appelant était légalement en possession du banc n° 68, dont il a été injustement dépossédé. Cette manière d'apprécier la nature du bail en question étant incompatible avec l'idée d'une *tacite reconduction*, je rejette la prétention émise à ce sujet par l'Appelant. Les Intimés ont essayé, mais en vain, de prouver que la conduite de l'appelant dans les assemblées de la congrégation et de l'église avait été telle qu'ils étaient justifiables de lui enlever son banc. Comme les faits ont été mentionnés en détail par ceux qui m'ont précédé, je m'abstiendrai de les répéter. Si la conduite de l'appelant méritait une censure, ce n'était pas aux intimés à la lui infliger, mais c'est devant un tribunal spirituel, le kirk Session, qu'il devait être traduit pour en répondre. Cet avancé n'a été fait par les intimés, que pour essayer de pallier l'abus de pouvoir qu'ils ont commis par leur résolution du 7 décembre, refusant de louer un banc à l'appelant pour supporter l'action de la congrégation et le forcer de résigner sa charge d'*elder* et le priver du droit de prendre part aux affaires de l'église. C'est pour arriver à ce résultat qu'ils ont eu recours à l'expédient de lui refuser un

banc, le mettant de cette manière hors de l'église. Mais les intimés, oubliant qu'ils ne sont que des administrateurs, prétendent qu'eux seuls forment la corporation et que l'appelant ni aucun autre ne peuvent réclamer l'exercice d'aucun droit comme membre de la congrégation (corporator). Cependant ils dérivent leur pouvoir de ces mêmes membres qu'ils prétendent n'avoir aucun droit; ils ne sont que leurs agents, soumis, dans bien des cas, au contrôle des assemblées dont les membres sont les vrais propriétaires de l'église. Je répèterai à ce sujet les paroles de l'honorable juge en chef Dorion: "As "commoners, the members of this congregation have certain "rights resulting from the implied contract entered into "when they joined the congregation, and of which they can-"not be deprived arbitrarily by the Respondents. Among "these rights is that of obtaining seats and pews on the same "terms and conditions as all the other members of the con-"gregation, and of retaining them as long as they submit to "the rules and usages of the Church." Pour ces motifs, je concours dans le jugement infirmant celui de la Cour du Banc de la Reine renvoyant l'action de l'appelant, et je suis d'avis que les intimés doivent être condamnés à payer $300 de dommages, avec tous les frais tant en Cour Inférieure que dans cette Cour.

HENRY, J.: The Appellant having been in the legal possession of a pew (No. 68) in Saint-Andrew's Church, Montreal; during the year 1872, and during the months of January, February, March and April, 1873, complains of being disturbed in his possession thereof, on several occasions during the months named by the Respondents, they having removed his books, cushions, &c., therefrom, and by placing placards therein intimating that the pew should be reserved for strangers. The Appellant is shown to be one of the congregation for whom the Respondents, as Trustees, held the title of the church (1). He had been the holder of pews in the church for several years, and of the one in question (No. 68) during the years 1869 and 1872. The church having been burnt in October, 1869, and not rebuilt and occupied till November, 1870, the Appellant occupied No. 66 instead of No. 68, from that time till the end of 1871, returning to No. 68 in January, 1872. The rents of the pews were paid annually, but no written leases were granted, and no letting was annually made, but those in possession continued from year to year to pay the rent, sometimes but not generally in advance. The Respondents contend that under these circumstances the leases terminate every year, that no notice to

(1) See Art. 12 of the by-laws.

quit is necessary, and that they, as trustees, could be justified, the day after the expiration of the year, in turning out, without any previous legal notice to quit, without any other legal justification or necessary explanations, the books and furniture of any of the pewholders. If they have that abstract right, we cannot, in an action like the present one withhold from them the defence which that right enabled them to set up. The arbitrary and improper exercise of a right so peculiar as that claimed, would lead to the most unpleasant consequences, and the existence of it would enable the trustees, without legal restraint, to unseat and drive from their pews any number of the pewholders they pleased to injure, without a moment's notice. All that would be necessary for them would be on the first day of January, in any year, to say to A, B, C, or D: "We have decided that although you are an elder and communicant of the church, and one of the parties for whom we are trustees, you shall no longer hold a seat in the church." Can any one say that such should be the relative position occupied by Respondents and those for whose use they hold the title in trust? The Respondents do not avowedly claim that position, but give a reason for the commission of the acts complained of, and make an insufficient attempt at a justification. Their justification for the acts complained of, on the ground of alleged improper conduct of Appellant, must wholly fail, for neither the law nor the constitution of the church, empowers them to refuse the continued occupation of a pew to which the party holding it was otherwise entitled, because they *might* have objections to his moral character or conduct. By their plea they attempt a justification on the ground that to the best of their judgment, before the 31st of December, 1872, it had become undesirable and inexpedient to let the said pew No. 68 to the Appellant for the year commencing the first day of January 1873, or for any other time, and in the exercise of their discretion, and in good faith, without malice or any other than conscientious motives, and with a desire to fulfil their duties, and for the preservation of peace and harmony in the congregation, the Respondents did, to wit, on the 7th day of December, 1872, decide and determine not to let *a pew* (that is, any pew) to the Appellant. For the sake of the Respondents, it is, perhaps, to be regretted that it having become "undesirable and inexpedient, to the best of their judgment," to give any sitting in his own name in the church, does not constitute them the judges in such a case; nor does it allow them, "in the exercise of their discretion," to take the stand they did; and although they acted in good faith and without malice, &c., there is no justification under this plea; and it is

to be further regretted that the course they adopted (conscientiously, no doubt), resulted, as in many other cases where arbitrary power is exercised or attempted to be used, in lessening instead of increasing the peace and harmony of the congregation. The by-laws and constitution of their church directly vested the power, not in the trustees (who are frequently not persons capable of deciding questions of moral conduct, &c., or versed in church discipline), but in the session and by appeal, in the Synod. The Appellant had recently been deposed as an elder by the Session, but the Synod reversed the action of that body; and, at the time of the refusal to him of a seat in the church, he was, by the rules of that church, and by a decision of its highest court, an elder in full standing, and one in regard to whom the trustees had no right to exercise their judgment or discretion so far as to refuse him a seat for the reasons pleaded; and if, in their judgment, in a matter in which they had no legal control, they thought it "undesirable and inexpedient" not to leave the Appellant in the enjoyment of his rights, but invaded them, they must abide the consequences; and if, by attempting to usurp power that properly belonged to other bodies in the church, and by disregarding the action of the Synod, whose decision should have been respected, they have produced litigation and otherwise increased discord and want of harmony in the congregation, it is but what might have been expected. The attempt by the Respondents and the Session to disrate the Appellant having failed, we can only conclude that the attempt to do so should not have been made; and if the Appellant, after the judgment of the Synod, acted improperly, a fresh case, before the proper authorities, should have been brought; but to permit the trustees, who merely hold the title for the benefit of the congregation, and who have limited powers only, as their dealing with it, to decide upon the conduct of one of its members, and an elder too, and thereupon deprive him of a pew or seat in his church, would be to strike at the root of all proper church government, and create an *imperium in imperio* calculated to create all sorts of strifes and conflicts. Having thus disposed of this justification, I will now consider the case as presented by the other pleadings. Much has been said at the several arguments of this case, a good deal of irrelevant testimony introduced, and many points discussed, in the judgments rendered in this case previous to the appeal to this Court; but many of those points and arguments, and a great portion of the evidence, I consider unnecessary to refer to in my view of the law that must govern the decision. The Appellant claims that he was rightfully in the possession of the pew in question when the

trespasses and wrongs were committed, 1st. Because, having been in possession in 1872, he was entitled to three months' notice to quit, and without which he could hold over for the year 1873, during which year the trespasses complained of were committed. 2nd. That having continued in possession eight days after the first of January, 1873, under art. 1609 Civil Code Lower Canada, he could hold possession on paying the annual rent in due time for that year by *tacite reconduction*. The Respondents deny the correctness of these positions and contend, as to the first, that no notice to quit was necessary, and, secondly, that, they having given the notice of the 7th December, 1872, and subsequently refused to receive the rent, there was no *tacite reconduction*. I am of opinion that there was no renewal of the lease by *tacite reconduction*, and that the notice referred to, and the refusal to receive the rent, destroy the Appellant's contention on that point. See articles 1609 and 1610 Civil Code (L. C.). I will, therefore, proceed to consider the Appellant's first position, and in doing so must, in the first place, solve the question as to the *nature* of his holding. Was it by a lease? I feel bound to decide that it was, and by a *verbal one*, for the receipt for the rent for 1872 does not constitute a lease. It is merely an acknowledgement of the receipt of the rent for the year, signed *on behalf* of the treasurer, and would not be incompatible with a holding by lease, written or unwritten, for life, or from year to year, or otherwise. Besides the treasurer had no authority to lease or let pews or make any contract therefor. The letting was a verbal one by the Respondents, as trustees, to the Appellant, but it has been adjudged that, if it were a lease, it was not of the ordinary kind. Mr. Justice SANBORN properly says:...."In St. Andrew's Church in Montreal some persons "have a *proprietary* interest in pews...others, as Appellant, "hold only by *lease*, having no ownership in a pew;" and adds:...."As the rights which ownership of pews gives to "the owner are peculiar, and not subject to many of the or-"dinary incidents of property, so what is termed *lease* is not "an ordinary kind of lease." And further: "It is a means of "contributing to the support of the Gospel." I cannot conceive that in the relation of the parties here now, the *object* for which the pews are let, or the purpose for which the rent is applied, can in any way affect the character of the holding, or that *the application of the rents* can in any way affect the rights of the tenant who pays them; nor can it legally affect those rights, whether they are merely trustees or owners; nor are the trustees the less lessors in the ordinary sense, as between them and their tenants, because the funds derived from pew rents are only received in trust for the

benefit of the congregation, and as "means of contributing to the support of the Gospel." In support of the view taken by him, Mr. Justice SANBORN quotes Pothier (Louage No. 4). who says:...."On tolère néanmoins le louage des bancs et "des chaises dans les églises; on peut dire que ce n'est pas "proprement un contrat de louage, et ce qu'on donne n'est pas "donné comme le prix d'usage de ces choses qui ne sont pas "(*not applicable*, as the Judge quotes him, but *appreciable*), "mais comme une contribution aux charges de la fabrique." This doctrine is held and may be properly applicable to churches under the laws of France and to roman catholic churches in Lower Canada, and be totally inapplicable to churches held by a civil corporation like the one in this case. In this and other countries, churches are owned by one or more persons not necessarily belonging to the same religion as those who worship in them, and surely the doctrine of Pothier cannot be held applicable to them. If owned by a civil corporation, the same principles, I take it, would govern, as if owned by an individual, except as being the trustees and those for whom they hold. But if French law is to be enforced in one respect, why not take it in its integrity and comprehensiveness? We would then have, under the French and Lower Canadian parochial organization which prevails with respect to the Roman Catholic Church, and even under the jurisprudence in England and Scotland in regard to the Established Church there, to decree to the Appellant, as lessee of the pew in 1872, the right to retain it as long as he resides at Montreal, on payment of the rent originally agreed upon, subject to the right of the Respondents as trustees, with the sanction of the two-thirds of the Congregation, to raise or lower it. In that view the Appellant's action would be sustainable to recover by law compensation for the damages done to him. The trustees in this case hold the titles, and although restrained in some respects, they have the ordinary powers of trustees to lease; and can do so "within the terms "of the constitution and by-laws and as incident to their title. "Corporations aggregate may make what estates they please "in their church or other lands." (1) When that power is so exercised by them, I can see no difference in principle by which their leases would, as between them and their lessees, be different from other leases by other trustees, or be subject to the application to them of different rules of law. The lessee in either case obtains the right of possession and user for the time, and pays the rent agreed on. The trusts are declared by the conveyances, the acts of incorporation, and

(1) 2 Step., Com., 733.

its amendment and the by-laws, and the trustees have to account in the ordinary way to their *cestui que trust.* After full consideration of the position of the Respondents, in regard to their lessees, I can come to no other conclusion than that it is one incident to any ordinary civil corporation and that the Court, without in the slightest degree trenching on the religious rights, privileges or responsibilities of the trustees or congregation, or with any discretionary power of the former, is empowered and bound to deal with the subject matter, as one purely of civil contract, and in that view to consider and adjudge the rights of parties as in regard to the proprietorship and leasehold of pews. The exercise of this power will not trench on the rights of spiritual jurisdiction, nor will it in any way affect the contracting powers of the trustees. It only, in this case, is invoked to decide *upon the contract made,* and for an unlawful interference with the rights of the Appellant under it. To sustain the proposition that the Appellant held by lease, and not a mere easement or licence, it is necessary, first, to show that the subject matter is capable of being leased, and if there be no legal prohibition, the understanding and expressed views upon that point of the parties themselves, may aid in ascertaining their respective rights under the circumstances. A lease is well defined at Common Law to be: "A conveyance by which a man grants lands or tenements to another for life, for years, or at will" (1). In ordinary legal intendment, tenement includes not only land, but rents, commons, and several other rights and interests issuing out of, or concerning lands (2). By article 1605 C. C. (L. C.): "All corporeal things may be leased or "hired, except such as are excluded by their special destin-"ation, and those which are necessarily consumed by the use "made of them." By article 1606: "Incorporeal things may "also be leased or hired, except such as are inseparably at-"tached to the person, &c." The pew in this case is, in my opinion, a subject of article 1605, and under that article may be leased for any term within the trust. If a subject of article 1606, it might also be leased. By the 10th article of the by-laws: "Any person who shall *lease* a pew from the trus-"tees for one year, and pay the rent in advance, shall be con-"sidered a pew-holder. The rents of pews and sittings are to "be paid annually in advance, from the 1st day of January, "and are to be considered then due, &c." I have before stated that in regard to the church temporalities, the corporation here not being an ecclesiastical one, but the creature of a

(1) Step., Com., 512.

(2) 1 Step., Com., 170.

special act of incorporation, partakes of the character of all ordinary civil corporations, and I have so decided after an exhaustive search for the leading principles to determine that point. If correct in the positions taken, it necessarily follows that the trustees had power to lease for a year, or for years, the pews in the church, and that the party leasing from them got a leasehold title, and not a mere easement or license to occupy and use, which was revokable. The right acquired by the Appellant was not, therefore, an easement; an easement lies not in livery, but in grant; and a freehold interest cannot be created or passed otherwise than by deed; "and the "right of *profit d prendre*, if enjoyed by a holding of a cer-"tain other estate, is regarded in the light of an easement "appurtenant to such estate; whereas, if it belongs to an in-"dividual distinct from any ownership of other lands, it "takes the character of *an interest or estate in the lands itself*, "rather than that of a proper easement in or out of the "same." (Washburn, on Easements (1); *Grinstead vs Marlowe*) (2). "Easements, that is such as stated, being interests "in land, can only be acquired by grant, and ordinarily, by "deed, or what is deemed to be equivalent thereto, a parol "license being insufficient for the purpose." (Washburn, on Easements, (3). "No servitude can be established without a "title; possession even immemorial is insufficient for that "purpose." (4). "As regards servitudes the destination made "by the proprietor is equivalent to a title, but only when it "is in writing, and the nature, the extent and the situation "of the servitude are specified." (5). A parol license being revokable, no term of holding could be created, and therefore the holding by the Appellant cannot be an easement or under a mere license. His holding must, therefore, be as a lessee under a verbal lease. It is now the settled legal doctrine that a corporation, just as the Respondents' corporation in this case, has all such authority as will conduce to the attainment of its ends, save such as are, by direct provision in its act of incorporation or other constating instruments, or by necessary inference from the same denied it. (Bryce, on *Ultra Vires*. 38 *et seq.*, where some decisions are quoted.) "Ownership is the right of enjoying and of disposing of things "in the most absolute manner, provided that no use be made

(1). P. 7.

(2). 4 T. R., 717.

(3). P. 18.

(4). C. C. L. C., 549.

(5). C. C. L. C., 551.

VRAMELI GROMMATE

"of them which is prohibited by law or by regulations." (1) Then, I take it that not only had the Respondents as trustees, by the express terms of the by-laws, by the Civil Code, but also by the late decisions, the power of granting leases of pews, and that such would bind the congregation their *cestui que trust.* I will apply but two more tests : 1st. Could not the Appellant have had recourse for damages, if the Respondents, during the year 1872, had ejected him from the occupation of the pew, or have interfered with his proper use of it ? Having received the rent, would they not be estopped from saying he held only by "license," when their contract was irrevokable for that year ? Were they not bound, under the 3rd section of article 1612 of the Civil Code, to give "peaceable enjoyment, &c., during the continuance of the lease ?" And 2ndly. Had not the Respondents, in the language of article 1619, for the payment of their rent and obligations of the lease, a *privileged right* upon the moveable effects which are found upon the property leased, upon which they had a *privileged claim* for any rent falling due. Having disposed of the question as to the lease, the next point for consideration is the *nature* of the lettings as to the term granted. I have already characterized them as ordinary leases, and can find no law to make them otherwise. We have now to consider the nature of the holding of the pews for over forty-nine years up to 1872. The trustees let the pews originally for a year, and for rent in advance, and the pewholders, whether the rent was paid or not in advance, were allowed to become lessees for a second year by *tacite reconduction* and so on from year to year. Art. 1609 provides : "If the lessee "remain in possession more than eight days after the expira-"tion of the lease, without any opposition or notice on the "part of the lessor, a tacit renewal of the lease takes place "for another year, or the term for which such lease was "made, if less than a year, and the lessee cannot thereafter "leave the premises, or be ejected from them, unless notice has "been given with the delay required by law." This article clearly applies to all holders of a pew for over a year. The Appellant was a lessee of No 68 for two years ('68-'69), and during the latter year was clearly entitled to notice. He resumed possession of it in 1872, having occupied No 66 in 1871 at the same rate as he previously paid, without any new bargain or arrangement, so far as appears. What then was, under all the circumstances, the nature of the holding under the contract ? Would it not be a fair inference that he resumed his former position as to No 68 and which was the

(1). C. C., L. C., 406.

same as that of all other pewholders who held for over a year? And was it not the true understanding of the parties that his occupation should be identical with all the other pewholders? Did not the Respondents virtually say: "The rule and practice is to let pews, for rent payable annually, in advance, and you shall have the same tenure as all the others, which is a holding as long as you pay the rent in proper time; and we having now adjudged you as a fit person to hold a pew, you can, by paying the rent in advance, continue to hold the pew until we give you notice to quit, or you are declared by the proper authorities not a fit person to do so?" I feel satisfied that, had such been submitted for the consideration of a jury in an English Court, and they found that such was the implied contract, the verdict would be sustained, and I have found no law or rule which would prevent a Judge in Lower Canada finding the same under the Code of Civil Procedure. In that case the Appellant would be entitled to a legal notice to quit. It is not, however, necessary, in my opinion, to decide positively that point; although, did the determination of the lease depend solely on it, I would not have any hesitation to do so. That in *all* cases of verbal leases, and where the term is uncertain, a notice is necessary, appear to me unquestionable. By article 1657: "When the term of a lease is uncertain, or "*the lease is verbal*, or presumed as provided in article 1608, "neither of the parties can terminate it without giving notice "to the other, with a delay of three months, if the rent be "payable at terms of three or more months; if the rent be "payable at terms of less than three months, the delay is to "be regulated according to article 1642." *When the term of the lease was uncertain.* This is clearly applicable to a written lease where the term is not stated, and under which a party may hold by the year, quarter, month or otherwise. It is also applicable to verbal leases, where the term is not originally agreed upon, for the word "lease" applies to both; and nothing further was necessary to be provided for by the Code, unless a distinction were intended to be made otherwise between *written* and *verbal* leases. The Code evidently was intended to go further, and adds, "or the lease is verbal," a comprehensive term embracing all verbal leases, and so plainly mandatory that I feel bound to the consideration that, for good reasons (one of which may have been, not to leave so important a right as the ending of a lease to be resolved by verbal proof, subject, as it would be, to conflicting evidence), the framers of the Code used the words advisedly, and that they, in the employment of words so plain, and the Legislature, in adopting them, intended them to apply to *all* cases of verbal leases, and to those where the term is uncer-

tain. Such being my opinion, I am necessarily bound to declare that, as no legal notice was given to the Appellant, as required by the Code in the case of verbal leases, and where the term is uncertain, as I maintain it was in this case, the Respondents were not justified in the trespasses and grievances committed by them, and that the appeal should be allowed, with costs, and that the Respondents should be adjudged to pay to the Appellant the sum of $300, damages for the injuries complained of. Appeal allowed. (18 J., p. 113; 1 R. Cour Suprême, p. 235).

D. MACMASTER, Attorney for Appellant.

CROSS, QUINN and DAVIDSON, Attorney for Respondents.

PETITION FOR LEAVE TO APPEAL.

PRIVY COUNCIL, 10 December, 1877.

On appeal from the Supreme Court of Canada.

Present: The Lord Chancellor (Lord CAIRNS), Sir JAMES W. COLVILE, Sir BARNES PEACOCK, Sir MONTAGUE E. SMITH, and Sir ROBERT P. COLLIER.

In the matter of a cause in the Supreme Court of Canada, entitled JAMES JOHNSTON, appellant, *and* the MINISTERS and TRUSTEES of ST. ANDREW'S CHURCH, MONTREAL, respondents.

Although Her Majesty's prerogative to allow an appeal is preserved by Canadian Act, 38 Vict., c. 11, s. 47, their Lordships declined to advise its exercise in a case where the amount at issue was only $300, and where the issue between the parties related simply to the legal construction and effect of a particular contract, and where no general principle was invoked, and no other cases were necessarily affected by the decision complained of.

This was a petition by the above-named respondents, the ministers and trustees of *St. Andrew's Church, Montreal*, for leave to appeal from a judgment of the Supreme Court of *Canada*, (June 28, 1877) under the circumstances mentioned in the judgment printed below.

DEANE, Q. C., and GIBBS, for the petitioners, submitted that although under Canadian Act, 38 Vict., c.11, s. 47, there was no appeal as of right from the judgment of the Court below, yet that they were not deprived thereby of an appeal should Her Majesty be pleased to grant them leave for that purpose by virtue of the royal prerogative. Reference

was made to *Cuvillier* vs. *Aylwin* (1); *In re Louis Marois* (2); *Boswell* vs. *Kilborn* (3). Assuming the Crown has a prerogative, they submitted that this was a case for its exercise. The question raised was whether respondents appointed under a statute had power to dispossess a pewholder of his pew at the end of his year. [The Lord Chancellor: That is a question of construction of an existing contract. Future contracts can be remodelled. What is the importance of this case to justify special indulgence?] See statute and by-laws, under which the trustees obtained rights which they contend they exercised rightly: 12 Vict., c. 154, s. 1, by-laws made thereunder on March 11, 1851, 1, 2, 9, 10 and 12. There was a difference of opinion between the Courts below, and the case applies to all other pewholders under existing arrangements.

The judgment of their Lordships was delivered by the Lord Chancellor: This is an application for the exercise by Her Majesty, of her prerogative for the purpose of allowing an appeal to be brought from a judgment of the Supreme Court of *Canada*. The circumstances under which that judgment

(1). Lorsqu'une loi de la colonie a limité le droit d'appel à un montant déterminé, le Conseil Privé ne recevra pas d'appel dans une cause d'un montant inférieur à celui mentionné dans cette loi. (*Cuvillier* et *Aylwin*, Conseil Privé, 29 novembre 1832, 1 R. J. R. Q., 391).

(2). La loi S. B.-C. de 1794, 34 Geo. III, ch. 6, porte, art. 30, que le jugement de la Cour d'Appel dans la province " sera final dans toutes les causes " où la matière en litige n'excèdera pas la somme de £500 sterling". L'art. 43 de la même loi porte que rien de contenu dans cette loi ne sera interprété comme dérogeant à une prérogative quelconque de la couronne. En vertu de Sa prérogative, Sa Majesté peut accorder l'appel dans une cause au-dessous de £500, où le débiteur est condamné, comme membre d'une société incorporée, pour un dépôt fait à la société par le demandeur, si d'autres déposants ont aussi intenté des poursuites contre lui pour des dépôts semblables et pour un montant total excédant de beaucoup £500, quoique le débiteur condamné n'y ait pas un droit absolu aux termes de l'art. 30 ci-dessus mentionné, lequel permet l'appel dans les matières qui peuvent affecter les droits futurs des parties, le jugement dans la première cause, s'il n'était pas infirmé, ayant l'effet de préjuger les autres. Art. 68 C. P. C. de 1897 (*In re Marois et al.*, Conseil Privé, 10 février 1862, 10 R. J. R. Q., 133).

(3). Par l'art. 30 de la loi du Conseil Législatif du Bas-Canada, 34 Geo. III, ch. 6, appelée " l'Acte de Judicature," il y a appel de la Cour d'Appel du Canada, à Sa Majesté en son conseil, lorsque la matière en litige excède £500 sterling. Cette disposition a été continuée après la substitution de la Cour du Banc de la Reine à la Cour d'Appel, par la loi du Conseil Législatif du Canada, 12 Vict, ch. 37. Lorsque, dans une action pour violation d'un contrat, un verdict a été rendu pour £600 courant (au-dessous de £500 sterling), et que la Cour du Banc de la Reine du Canada a refusé la permission d'appeler en Angleterre, parce que la somme était au-dessous de la valeur appelable, sur demande spéciale à Sa Majesté en conseil, pour permission d'appeler, l'appel sera accordé, par les motifs que, par la loi du Canada, le jugement portait intérêt, ce qui élevait la matière en litige à la valeur appelable ; que des questions importantes de droit maritime étaient soulevées et qu'une poursuite d'une nature semblable était encore pendante. (*Boswell* et *Kilborn et al.*, Conseil Privé, 1er février 1859, 10 R. J. R. Q., 215).

was given are these: A person of the name of *Johnston* commenced an action in 1873 in the Superior Court of the district of *Montreal* against the present petitioners, who are the minister and the trustees of *St. Andrew's Church, Montreal.* The object of that action was to recover damages for what may be called a disturbance in the occupation of a pew in the church. The declaration stated that the plaintiff was lessee of a pew in *St. Andrew's Church* for several years, and a pew-holder under a bye-law made by the trustees of the church. The by-law referred to is the 10th, and it provided that "Any person who shall lease a pew from the trustees for one year and pay the rent in advance, shall be considered a pew-holder; the rents of pews and sittings are to be paid annually in advance from the first day of January, and are considered to be then due." The declaration then stated further that he was the legal lessee of the pew No 68 for and during the year from the 1st. of January to the 31st. of December, 1872, by verbal lease, and that on the 7th of December, 1872, he received a notice from the trustees that they declined to re-let the pew to him for the year commencing the 1st of January 1873; that he did not receive sufficient legal notice, and that he became the legal lesee of the pew for the year commencing the 1st of January, 1873, and ending the 31st of December, 1873, by the tacit renewal by law provided. Then he complained that the trustees had inflicted damage on his good name and reputation by removing his books from the pew, and his hassocks, and by placing strangers in the pew, and he claimed damages $10,000. On the other hand the present petitioners, the trustees, by their pleas averred, in the first place, that the plaintiff was not lessee of the pew No 68 after the 31st of December, 1872, and that they had a right to refuse to lease it to him after that day; and, secondly, that according to the by-laws, custom, and practice in the church, the pews were let each year and from year to year, and the trustees were under no obligation to continue the lease, nor was there any continuation thereof without their consent, nor was any notice required of the termination thereof. Then, that when the plaintiff received the notice of the 7th of December, 1872, and frequently afterwards, he ackowledged the right of the trustees to refuse to let him the pew, and waived any pretensions to notice. Then, that the action of the trustees of the 7th of December, 1872, was ratified by the congregation at a general meeting at which the plaintiff was present, and in the proceedings whereof he participated; and, finally, that all other acts and proceedings had been done in good faith. That being the cause of action, and those the issues raised, the Superior Court of the district of *Montreal*

gave judgment dismissing the action, with costs; and thereupon there was an appeal by the plaintiff *Johnston* to the Court of Queen's Bench for the Province of *Quebec*, the appeal side; and on the 3rd of February, 1876, the Court of Appeal gave judgment (there being a division of opinion, and a majority of three, and a minority of two), supporting the decision of the primary Court. There had thus been the opinion of two Courts taken. Then the plaintiff in the action, *Johnston*, appealed to the Supreme Court of *Canada*, the Court of Appeal for the Dominion of *Canada*, established by the Colonial Act, 38 Vict., c. 11. That Supreme Court gave judgment on the 28th of June, 1877, and the judgment of the Supreme Court allowed the appeal, reversed the judgments of the Courts below, and ordered the trustees to be condemned to pay to the plaintiff *Johnston* the sum of $300, for damages, together with costs in all Courts. It is with reference to that last judgment that the present petition is presented. The petitioners assume that from it they would not have an appeal as a matter of right, but they ask to be allowed to have an appeal by the prerogative of Her Majesty. The first question is, is there in this case a power, notwithstanding the Canadian Act, to allow, if Her Majesty should be so advised, such an appeal. Now I will read the section of the Canadian Act. It is the 47th section :—" The judgment of the Supreme Court shall in all cases be final and conclusive, and no appeal shall be brought from any judgment or order of the Supreme Court to any Court of Appeal established by the Parliament of *Great Britain* and *Ireland*, by which appeals or petitions to Her Majesty in Council may be ordered to be heard, saving any right which Her Majesty may be graciously pleased to exercise by virtue of Her Royal prerogative." That section consists of three parts; the second or intermediate part of the section contains the negative words, "no appeal shall be brought,"*et cetera*. Those words their Lordships may leave out of consideration, because they refer to what may be called the hypothetical establishment of a Court by the Parliament of *Great Britain* and *Ireland*, by which Court appeals from the colonies are supposed to be ordered to be heard; and inasmuch as no Court of that kind has been established, that part of the section may be omitted from our consideration. I will read it, therefore, as if the section ran thus: " The judgment of the Supreme Court shall in all cases be final and conclusive, saving any right which Her Majesty may be graciously pleased to exercise by virtue of Her royal prerogative." Now their Lordships have no doubt whatever that assuming, as the petitioners do assume, that their power of appeal as a matter of right is not continued, still that Her Majesty's pre-

rogative to allow an appeal, if so advised, is left entirely untouched and preserved by this section. Therefore their Lordships would have no hesitation, in a proprer case, in advising Her Majesty to allow an appeal upon a judgment of this Court. But the question remains, assuming that there is the power to allow an appeal, is this a case in which the special prerogative of Her Majesty should be exercised ? Upon that point their Lordships have been unable to discover any adequate grounds for the special exercise of the prerogative. With regard to the particular amount at issue between the trustees on the one side, and the plaintiff in the action on the other, that of course is the amount of damage which the trustees have been ordered to pay, namely, the sum of $300, a sum far short of the appealable value which has been defined in Canadian cases ; and therefore if the particular value alone is looked to there is not that amount of injury which would justify any special interposition of the prerogative. Then is there any general principle affecting a number of other cases established by the decision, which should lead their Lordships to overlook the small amount of damage in the particular case ? As already pointed out, the issue beween the parties appears to have been simply an issue upon the legal construction and effect of a particular contract, a contract for the occupation of the pew in question. So far as the declaration and the pleas are concerned, the question apparently raised between the parties was, both of them admitting that the tenure of the pew might properly be styled a lease, whether a pewholder was entitled, under a certain clause in the Civil Code of *Canada*, to three months' notice to quit, by reason of it having been a verbal lease. It is sufficient, with regard to a contest of that kind, to say that the decision of the Court below may either have been right or wrong. Their Lordships express no opinion whatever upon the point, but, whether right or wrong, it is not a decision which can have any bearing or which can occasion any inconvenience with respect to a large number of other cases. If there is any want of perspicuity in the terms under which the pews in this church at present are let, if there be any words in the by-laws of the trustees as to the letting of the pews which have caused a difference of opinion between the judges of the courts, all that can be most easily remedied, before any other annual letting of the pews, by an alteration of the words of the by-laws. And it appears to their Lordships that it would be a departure from the principles which should guide them, when advising Her Majesty as to when an appeal should be allowed, to advise that an appeal should be allowed merely for the purpose of testing the accuracy of the construction put upon

a particular document, which document, if it affects any number of other cases, can be altered at the will of the party who asks for the exercise of the prerogative in allowing an appeal. Their Lordships, therefore, cannot, either from the magnitude of the particular case, or from the effect which this decision may have upon a number of other cases, think that this is a case in which they should advise Her Majesty to allow the appeal which is asked for. They therefore must recommend Her Majesty not to assent to the prayer of this petition, but to dismiss it. (3 L. R., P. C., p. 159; 37 L. T., 556).

Sollicitors for Petitioners: WILDE, BERGER, MOORE & WILDE.

VENTE.—CRAINTE DE TROUBLE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION, Montréal, 30 juin 1871.

Présents: MONDELET, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J.

ADAMS *vs* MCCREADY.

Jugé: Confirmant le jugement de C, S., Montréal, 18 mars 1871, MACKAY, J., que l'acquéreur d'un immeuble qui a joui pendant dix ans, à titre de propriétaire, d'un immeuble grevé d'hypothèques par son vendeur, ne peut refuser le paiement d'aucune partie du prix de vente pour cause de crainte de trouble résultant de l'existence de ces hypothèques, la prescription les ayant éteintes quant à lui. (3 R L.,448; 2 R. L,. 736; 1 R. C., 243, 473.)

OPPOSITION A VENDITIONI EXPONAS.

QUEEN'S BENGH, APPEAL SIDE, Quebec, June 1860.
Before: LAFONTAINE, Chief-Justice, AYLWIN, DUVAL, MONDELET and BADGLEY, Justices.

ATKINS *et ux.*, appellants, *and* THE QUEBEC BUILDING SOCIETY, respondents.

Jugé: 1o. Qu'une opposition à fin d'annuler, peut être faite à un *writ* de *venditioni exponas*, quand telle opposition est fondée sur une nullité supposée du *writ* même ou sur quelque irrégularité des procédures sur icelui.

2o. Que l'opposant en pareil cas n'est pas tenu d'obtenir le *fiat* d'un juge avant que son opposition puisse être reçue.

This was an appeal from a judgment rendered by the Superior Court, at Quebec, on the 4th day of november 1859,

7 R. J. R. Q., 312, dismissing the opposition *à fin d'annuler* of appellants upon a motion by respondents to that effect, without permitting appellant to proceed to a hearing upon their opposition. It appeared from the factum of the parties in the case that a judgment had been obtained by the respondents, against appellants, so far back as the month of december 1856, and that, in consequence, in the month of may following, an execution had been issued against certain immovable property. An opposition *à fin d'annuler* was put in by Thornton R. Smith and Harriet Watts; this, however, was dismissed, upon a demurrer of respondents; but opposants were permitted to file an opposition *à fin de distraire*, upon the same grounds as the first opposition. Respondents declared their intention not to contest this latter opposition, and moved that opposants should proceed to judgment on their opposition in due course of law; and, in default of so doing, within three days from the date of such order, that the opposition be declared null. In december 1858, appellants signified their intention of contesting the opposition of Smith *et al.* In the course of the proceedings which followed, respondents moved that the opposition *à fin de distraire* be declared null, inasmuch as opposants had neglected to proceed to judgment upon the same, within the delay prescribed by the Court. This motion was, however, dismissed, and a judgment was rendered, at the same time, granting the conclusions of the opposition *à fin de distraire*, in question. A writ of *venditioni exponas* was then issued by respondents against the property already seized in virtue of a writ of *fieri facias*. To this writ appellants filed their opposition *à fin d'annuler*, which was dismissed as already mentioned.

PARKIN, for appellant, maintained that the proceedings of respondents, in following up their execution by a writ of *venditioni exponas*, instead of an *alias fieri facias* giving a new and correct description of the property seized, was an obvious nullity. The reasons of the opposition were based upon the invalidity of the writ of *venditioni exponas*. From this fact, it was evident that the enactment of the 41 Geo. III, which had been cited by respondents, could have no application in the present case, inasmuch as it assumed the existence of a valid writ of *venditioni exponas*, and contemplated causes of opposition arising extrinsically, never intending to enact the absurdity that such a writ, however defective, could, under no circumstance, be set aside. Moreover, the Courts had always taken this view of the matter by maintaining oppositions to annul such writs, for causes arising from the invalidity of the writ itself.

ALLEYN, for respondents, contended that a party defendant

had no right to file an opposition *à fin d'annuler* to a writ of *venditioni exponas*, without having obtained an order, or *fiat*, from a judge, previous to so doing. The 41 Geo. III, ch. 7, sec. 11, stated in positive terms that "no opposition *à fin* " *d'annuler* shall be received by the sheriff to the sale of any " immovable property which may be had by virtue of any " writ of *venditioni exponas*." The law was, in consequence, quite clear on that point, and the appellants were not authorized by law to file any such opposition. If this were not so, the ends of justice would be frustrated, as defendants, and others interested, would have it in their power to delay the execution of judgments to an indefinite period.

Sir L. H. LaFontaine, Bart., Juge-en-Chef, *dissentiente*: —Saisie immobilière pratiquée sur les défendeurs, appelants. D'abord, opposition *à fin d'annuler* de la part de T. R. Smith et sa femme. Cette opposition fut renvoyée, mais le jugement leur permettait de loger une opposition *à fin de distraire*; ce qui fut fait, et cette nouvelle opposition fut maintenue. Trois pieds de terrains furent distraits au profit de Smith et de sa femme, et mainlevée de la saisie, *pro tanto*, fut donnée par le jugement à ces opposants, mais mainlevée n'est pas donnée aux défendeurs de la saisie elle-même. Ainsi elle continue de tenir pour la partie du terrain non distraite. Il y avait lieu à l'émission d'un *venditioni exponas*. A ce nouveau bref d'exécution, régulièrement émis à mon avis, les défendeurs ont fait une opposition *à fin d'annuler*. Le moyen de nullité qu'on y invoque, me paraît être bien futile, car la première saisie, comme je l'ai déjà remarqué, tenait encore. Mais ce n'est pas encore là précisément la question à décider. L'opposition a été déboutée sur motion des demandeurs. Le jugement n'est pas motivé. On pourrait peut-être en inférer que le juge a adopté les motifs énoncés dans la motion, 1o. absence de la permission d'un juge de recevoir l'opposition, permission qu'il est nécessaire d'obtenir, dit-on, quand il s'agit d'un *venditioni exponas*, 2o. les moyens énoncés dans l'opposition ne justifient pas une opposition à un *venditioni exponas*; 3o. ladite opposition est illégale et contraire à la loi; d'un autre côté, les intimés nous disent, dans leur factum, que la seule question qui ait été jugée est celle de la permission ou de l'ordre du juge. Le statut de 1801 porte qu'il ne sera pas reçu d'opposition dans le cas de *venditioni exponas*. Néanmoins on paraît avoir apporté un tempérament à cette défense. La jurisprudence a permis de recevoir une telle opposition, quand elle est fondée sur des causes inhérentes au *venditioni exponas* même, ou survenues après son émission. Mais en pareil cas, on exige le *fiat* ou l'ordre d'un juge. Cela me paraît être juste. Cette jurisprudence est en quelque sorte sanctionnée

par cette Cour dans une cause de *Fournier* et *Russell.* Ainsi, je suis porté à dire que le jugement dont est appel devrait être confirmé.

AYLWIN, Justice, *dissentiente*: I feel justified, in the present instance, in remarking that nothing can be more pernicious than the practice of permitting the making of the unlimited number of oppositions, which are now so commonly used for the mere purpose of delaying the proceedings of justice after judgment. Fifty years ago, the Court of King's Bench resolved not to receive any oppositions made to writs of *venditioni exponas*; at a latter period, it was decided not to receive them unless accompanied by an affidavit. In our own days, the evil has attained such a magnitude that it would be only a just and proper proceeding on the part of the legislature of the country to interfere and put a stop, once for all, to a system which, undoubtedly, affords the debtor every facility of cheating his creditor. I feel fully satisfied that the opposition *à fin d'annuler* of the respondent in this cause, is frivolous and vexatious, and that it should be dismissed. I dissent, therefore, from the judgment of the Court in the present appeal.

MONDELET, Justice: As to the first question: Is there, or is there not, such a thing as a valid opposition to a *venditioni exponas* when there is some intrinsic vice or nullity in the writ itself, or in the proceedings inherent thereto? If the affirmative be conceded, and surely no one can reasonably doubt it, then the first question being disposed of, we come to the next: 2o. Is the *fiat* of the judge necessary? Not a word about that in the law: 41 Geo. III, c. 7, sec. 11: "No "opposition *à fin d'annuler* shall be received by the sheriff, "to the sale of any immovable property which may be had by "virtue of any writ of *venditioni exponas.*" If the prohibition be such that, in no case whatsoever, any opposition can be made, then, of course, the *fiat* of a judge is a nullity, a direct violation of the law, and the sheriff should disregard it, he being, of course, bound to obey the law, and not the judge who breaks the law in such a flagrant way. But if, as I apprehend, such an opposition is, of right, receivable, when the writ of *venditioni exponas*, or the proceedings thereupon, are *entachés de vices et de nullités*, it becomes a necessity for the party to file an opposition, and that necessity plainly dispenses with such a useless and uncalled for formality as the *fiat* of a judge, which is not required by the rules of practice in the Superior Court with respect to any kind of opposition. Then a third question arises: Could the Superior Court dispose, upon a mere motion, of such an important question as that of the right of filing an opposition to a *ven-*

ditioni exponas, and also as to whether the *fiat* is indispensable? I hold that it cannot be done in such an off-handed way (1). When an opposition is put in, in a merely irregular way, though there is a right to dismiss it when regularly done, I admit that such an irregularity may be adjudicated upon by a motion; but when a question of law arises, of the character of the present, there should be an issue in law, and such—in the district of Montreal at least—has always been the practice. Whether or not it is usual, in any case, to obtain a *fiat* from a judge, is not a circumstance which would in any case justify the peremptory dismissal, upon a motion, of an opposition to a *venditioni exponas*. It has been received by the sheriff, it is before the Court, interests of some magnitude are therein set forth and claimed to be adjudicated upon; and, forsooth, the Court, instead of waiting until an issue is regularly raised upon such a claim, summarily dismisses the opposition, without assigning any reason, but very probably (if we are to believe both parties) for the sole reason that what no law requires has not been done. I, therefore, am of opinion, that the judgment should be reversed, and the parties ordered to proceed in joining issue in the regular and usual way.

DUVAL, Justice: The applicability of the act 41 Geo. III, cap. 7, sec. 11, has been discussed at considerable length in the case now before the Court, but I do not see that it can, by any means, be said to apply to it in a prohibitory sense. It is a perfectly well understood maxim that an opposition to a *venditioni exponas* cannot attack proceedings, nor open up matters, previous to judgment. It must relate totally to the writ itself, or to the proceedings upon the writ. I must say that I fail to discover that an opportunity for fraud, with

(1). D'après l'usage établi à Québec, une opposition ne peut être renvoyée sur motion que pour défaut de forme ou irrégularité dans la procédure, comme, par exemple, lorsqu'elle a été produite après le temps, si elle ne contient pas élection de domicile, si les pièces n'ont pas été produites à temps, si elle n'est pas accompagnée d'un affidavit ou si l'affidavit est insuffisant, et autres raisons analogues. Quant au défaut d'allégués suffisants en droit pour maintenir les conclusions, c'est par défense en droit que la question doit être soulevée, et quant aux allégués fondés sur des faits à prouver, l'opposant doit avoir l'occasion de le faire. Il paraît que l'usage est contraire à Montréal où l'on est dans l'habitude de décider du mérite d'une opposition sur une simple motion. Passe pour les questions de droit qui s'élèvent sur les allégués mêmes de l'opposition, mais quant aux allégués de fait que l'opposant demande à prouver, il devrait avoir moyen de le faire, si toutefois il peut montrer que, prouvés, ils peuvent lui faire obtenir les conclusions de son opposition. La motion à Montréal, devant la cour, doit avoir le même effet qu'une défense en droit, laquelle admet comme prouvés tous les faits allégués et soulève seulement la question de savoir si, étant prouvés, ils sont susceptibles des conclusions qu'on en tire. (*Fournier* et *Russell*, C. B. R., en appel, Montréal, 13 mars 1857, opinion de CARON, J., 5 R. J. R. Q., 211)

impunity, is thereby allowed the opposant; he is merely allowed an opportunity of proving the truth of his allegation relative to the intrinsic nullity of the writ of *venditioni exponas* itself, or the irregularity of the proceedings thereupon. For those reasons, I concur in the judgment of the Court, and I am of opinion that the judgment of the Court below should be reversed.

Judgment of the Superior Court reversed accordingly. (10 *D. J. B. C.*, p. 333)

ANDERSON and PARKIN, for appellants.

ALLEYN, R., for respondent.

OPPOSITION A LA VENTE DES IMMEUBLES.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,

Montréal, 9 septembre 1864.

Présents: DUVAL, J. en C., AYLWIN, J., MEREDITH, J., MONDELET, J., dissident, et DRUMMOND, J., dissident.

LA COMPAGNIE DE DÉPOT ET DE PRÊT DU HAUT-CANADA, demanderesse en cour inférieure, appelante, *et* MOISE JULIEN, défendeur en cour inférieure, et STEPHEN MAY, opposant en cour inférieure, intimés.

Jugé: Qu'un juge en chambre peut permettre la production d'une opposition à fin d'annuler, dans les quinze jours précédant celui fixé pour la vente (art. 651 C. P. C. de 1867, et art. 728 C. P. C. de 1897.)

Le 31 décembre 1856, par acte d'obligation, passé devant Doucet et son confrère, notaires, l'opposant emprunte de l'appelante une somme de $4,000, et hypothèque, comme sûreté du paiement du capital, des intérêts at autres accessoires, trois terres, deux emplacements, et la moitié indivise d'un moulin à farine, tous situés dans le district de Beauharnois. Le 31 décembre 1859, l'appelante ayant poursuivi l'intimé pour le recouvrement de ladite créance, devant la Cour Supérieure de Montréal, dans une cause No 697, obtient jugement en conséquence. Le 15 novembre 1859, par acte devant Isaacson et son confrère, notaires, l'opposant fait une vente à Moïse Julien, de Québec, de ladite moitié indivise du moulin; et, en 1860, l'appelante obtient jugement en déclaration d'hypothèque dans la présente cause, contre Julien, qui délaisse en justice, aux risque, péril et fortune de l'intimé. Le 25 janvier 1861, l'appelante fait saisir le moulin sur le curateur au délaissement,

Adolphe-A. Pelletier, en vertu d'un *writ* de *fieri facias de terris*, dont elle arrêta elle-même l'exécution. Plus tard, elle fit décerner un *venditioni exponas*, qui fut annulé sur une opposition de l'intimé. Enfin, le 24 novembre 1862, elle fit saisir une troisième fois le moulin en question, en vertu d'un *aliàs writ fieri facias de terris*, et le fit annoncer pour être vendu par le shérif pour le district de Beauharnois, le 16 avril 1863. Le 13 avril 1863, c'est-à-dire trois jours avant celui fixé pour la vente, l'intimé produit au bureau du shérif une opposition *à fin d'annuler*, accompagnée d'un affidavit, suivant les règles de pratique et d'un ordre de sursis de l'honorable S. C. MONK, juge-assistant, " enjoignant à Louis Hainault, le shérif " chargé de l'exécution du *writ aliàs fieri facias*, de suspen- " dre ses procédures sur icelui, et de faire rapport à cette " Cour en conséquence." L'intimé, après avoir fait le récit des faits précédents, allègue dans son opposition, que l'une des terres et l'un des emplacements hypothéqués en faveur de l'appelante avaient été vendus, dans la cause No 697, pour £307 ; que les autres terres et emplacements non vendus, à part le moulin, sont plus que suffisants pour payer la balance de la créance, capital, intérêts et frais ; que, d'ailleurs, l'opposant, seule partie réellement intéressée contre la demanderesse, a intérêt, comme meunier par état, de faire vendre ses terres et emplacements avant le moulin ; que, pour cette raison, il avait indiqué souvent, et même par acte de sommation et protêt, en date du 24 mars 1862, signifié à l'appelante par le ministère de Hétu et son confrère, notaires, et au shérif de Beauharnois, par le ministère de Brossoit et son confrère, notaires, l'ordre dans lequel il voulait que les immeubles hypothéqués soient vendus, et que son désir et sa volonté étaient que les terres et les emplacements fussent vendus les premiers, et ensuite le moulin en question ; que, même l'appelante était convenue, avec l'intimé, de faire vendre le moulin après tous les autres immeubles ; qu'enfin, malgré les droits de l'intimé et la promesse de l'appelante de faire vendre le moulin en dernier lieu, l'appelante, dans le seul but de ruiner l'intimé et sa famille, a fait saisir le moulin, en vertu de *l'aliàs writ fieri facias*, pour être vendu le 16 avril 1863, tandis que la vente des autres immeubles, non encore vendus (une des terres ayant auparavant été vendue pour £307, comme il est dit plus haut), et saisis dans l'autre cause No 697, est fixée au mois de juin 1863. Puis, l'intimé conclut à l'effet de faire mettre au néant ledit *aliàs writ fieri facias de terris*, et d'obliger le shérif de procéder à la vente dans l'ordre voulu par l'intimé. Le shérif ayant rapporté le bref *aliàs fieri facias de terris*, l'appelante, au terme d'avril dernier, demanda, *par motion*, le renvoi de l'opposition dans les termes suivants :

" That the opposition *à fin d'annuler*, which was made and " filed by Stephen May, on the thirteenth day of april in- " stant, be dismissed with costs, inasmuch as it was irregular- " ly and illegally lodged in the hands of the sheriff of the dis- " trict of Beauharnois, within the fifteen days next before " the day fixed for the sale of the immoveable property seiz- " ed, the said opposition having been filed on the thirteenth " day of april instant, and the sale having been fixed and ad- " vertised to take place on the sixteenth day of april in- " stant." L'argument eut lieu devant le juge BADGLEY, qui, le 30 avril 1863, rendit jugement, rejetant la motion avec dépens.

On peut trouver le motivé de ce jugement, en référant au 12e volume des R. J. R. Q., p. 97. On y verra que le tribunal inférieur n'a pas cru devoir considérer le mérite de l'opposition, puisqu'il était d'opinion que la chose ne pouvait se faire qu'après contestation liée. " Supposant donc," a continué son honneur, " que les moyens d'opposition invoqués soient bien " fondés, le juge qui l'a accordée en chambre, dans les quinze " jours précédant celui fixé pour la vente, avait-il pouvoir de " le faire? Je n'hésite pas à me décider pour l'affirmative ; la " pratique de ce district a toujours, en effet, reconnu au juge " un pouvoir discrétionnaire dans ces cas ; et ce serait com- " mettre souvent une grande injustice envers les parties, que " de leur refuser le moyen de faire valoir leurs droits." C'est de ce jugement interlocutoire dont appel est interjeté.

MOYENS DE L'APPELANT: Neither the opposition nor the affidavit, which was sworn to on the 10th, alleged or showed that the cause of opposition had arisen, or that the opposition could not have been made previous to the fifteen days next before the day fixed for the sale. The sheriff having suspended his proceedings and returned the execution, appellants moved that the opposition should be dismissed, inasmuch as it had been irregularly produced and received by the sheriff during the fifteen days previous to the day fixed for the sale. The Superior Court, presided over by Mr Justice BADGLEY who, in pronouncing the judgment, remarked that it was the practice of the court to allow an opposition to be made after the usual delay, when good cause was shown, and when it could not be put in earlier, and that this applied to the present case, dismissed appellant's motion with costs. The 15th section of the 85th chapter of the Consolidated Statute of Lower Canada enacts that: " No opposition to the sale of an " immovable property, seized by the sheriff by virtue of a " writ of execution, shall be lodged in the hands of the said " sheriff or received by him, except previous to the fifteen " days next before the day fixed for the sale and adjudication

" thereof." " Where the Legislature has used words of a plain and definite import (says Dwarris, p. 703), it would be very dangerous to put upon them a construction which would amount to holding that the legislature did not mean what it has expressed, and judges are not to presume the intentions of the legislature, but to collect them from the words of the Act of Parliament." In this case, the text of the law is quite plain and clear, and no discretionary power whatever is given, or can be assumed, by the judges, who must therefore direct their conduct not " by the crooked cord of discretion, " but by the golden net wand of the law." Where a court or a judge is authorized to exercise a certain discretion, it must be according to the rules of law and justice, and not to private opinion, *discretio est discernere per legem, quod sit justum*, for otherwise, as was recently and well observed by one of the judges of this court, in giving judgment in the cause of *Kinney* and *Perkins*, " the discretion might be a very " great indiscretion." Judges and litigants are bound to take the Act of Parliament as the legislature have made it, and it positively enjoins in plain words that no opposition shall be made or received during the fifteen days previous to the sale.

MOYENS DE L'INTIMÉ : La cause, telle qu'elle a été présentée devant cette cour, donne naissance à plusieurs questions importantes : 1o. Est-il, dans quelques cas, permis de s'opposer, par opposition à fin d'annuler, à la vente d'immeubles dans les quinze jours qui précèdent le jour fixé pour la vente ? 2o. Le juge a-t-il un pouvoir discrétionnaire dans ces cas ? 3o. Quel est l'effet de l'ordre de sursis ou du *fiat* du juge ? 4o. Une opposition, même non-accompagnée d'un ordre du juge, et ainsi produite dans les délais défendus, peut-elle être renvoyée par motion ? Enfin, en supposant que le juge n'ait pas de pouvoir discrétionnaire, ou que les raisons énoncées dans l'opposition puissent être examinées sur une simple motion, ces raisons sont-elles suffisantes pour la maintenir et justifier sa production dans les quinze jours qui précèdent la vente ? *Sur le premier point*, savoir, si dans aucun cas, l'on peut produire, dans les quinze jours qui précèdent celui de la vente d'immeubles, une opposition à fin d'annuler, l'on dira, pour l'appelante, que la loi 41 George III, ch. 7, art. 11, ou les Statuts Réfondus du Bas-Canada, ch. 85, art. 15, le prohibent expressément, comme ils prohibent également toute opposition à un bref de *venditioni exponas*. Cela est vrai, car cette disposition est ainsi conçue : " Nulle opposition à la vente " d'un immeuble saisi par le shérif sur un bref d'exécution, " soit à fin d'annuler ladite saisie, soit à fin de distraire le " tout ou partie des biens saisis, ou à fin de charge ou servi-

" tude sur lesdits biens, ne sera logée entre les mains dudit " shérif ou reçue par lui, à moins que ce ne soit avant les " quinze jours précédant celui fixé pour la vente et adjudica- " tion desdits biens." Bien plus, la Cour Supérieure de Québec, le juge STUART siégeant, paraît avoir décidé, le 8 juillet 1861, en faveur de l'appelante, dans une cause de *Joseph vs. Donnelly*, et *Monaghan et al.*, opposants (1). Dans ce cas, le savant juge a cru devoir suivre la lettre stricte et rigoureuse de la loi. Suivant lui, la partie en défaut n'a aucun moyen d'être relevée, et tout recours est éteint. C'est du moins, ce que l'on peut induire du motivé du jugement rendu, et uniquement appuyé sur la défense du statut. Cependant, il faut remarquer que, dans cette espèce, il s'agissait d'une opposition *à fin de distraire* qualifiée par l'opposant, et le jugement d'opposition à fin d'annuler, parce qu'on revendiquait tout l'immeuble saisi, et qu'il n'était pas question d'une *opposition à fin d'annuler* basée sur irrégularité des procédures; et, ainsi, le précédent en question n'a que peu de rapport avec la présente cause. D'ailleurs, cette décision ne paraît pas équitable ni conforme à l'esprit de la loi. Le statut, en effet, tant à l'égard des oppositions au *writ* de *fieri facias* qu'à celles au *venditioni exponas*, a voulu, surtout, apporter une limite à la production répétée d'oppositions frivoles, et faites dans le seul but d'entraver la prompte administration de la justice. Mais, certainement, qu'il n'a pas eu l'intention d'enlever à une partie, qui a des droits incontestables de s'opposer à la vente d'un immeuble saisi, tous moyens d'obtenir justice; autrement il en résulterait souvent de grandes injustices, une mauvaise administration judiciaire, et, quelquefois même, des nullités de décret; et ce serait bien le cas de dire *summum jus, summa injuria.* Je suppose, par exemple, que le shérif néglige de faire les trois annonces de vente à la porte de l'église, à l'un des trois dimanches consécutifs qui précèdent la vente, le saisi n'aura-t-il pas alors le droit de s'opposer à la vente? Oui, dira-t-on; la loi souffre ici exception. Eh bien! nombre de cas, aussi favorables que celui-là, peuvent être supposés où la nécessité doit causer de pareilles exceptions et une interprétation aussi libérale du statut. Ainsi donc, il y a des cas où l'on peut faire des oppositions à la vente d'immeubles sur un *writ* de *fieri facias*, dans les quinze jours qui précèdent celui de la vente; et, dans ce cas, comme dans celui du *writ* de *venditioni exponas*, l'on peut, ce semble, poser, comme règle générale,

(1) Une opposition à la saisie d'un immeuble ne peut, même avec la permission d'un juge, être produite après le quinzième jour avant celui fixé pour la vente. Arts. 651 et 652 C. P. C. de 1867, et art. 721, 727, 728 et 729 C. P. C., de 1897. (*Joseph* vs *Donnelly*, et *Monaghan et al.*, opps., C. S., Québec, 8 juillet 1861, STUART, J., 10 R. J. R. Q., 384.)

que toute opposition, basée sur des raisons survenues dans les quinze jours, ou provenant du fait du saisissant lui-même, pendant l'exécution du jugement, ou inhérente à l'émission ou à l'exécution du *writ*, doit recevoir exception et être admise dans les quinze jours qui précèdent la vente. Aussi, la pratique suivie dans tout le Bas-Canada et passée, l'on peut dire, en jurisprudence, a-t-elle apporté un tempérament à la défense de la loi ? Souvent, et depuis longtemps, des oppositions sont admises par les tribunaux, quoique produites dans le délai prohibé; et, même dans la présente affaire, quatre oppositions ont été produites tant dans cette cause que dans l'autre cause No 697, dont il est parlé plus haut, et ont toutes été admises avec dépens par l'appelante elle-même, quoique toutes fussent reçues dans les quinze jours précédant celui de la vente. Ce n'est qu'à l'occasion de l'opposition, dont il est ici question, qu'elle s'est ravisée, et qu'elle s'en rapporte quand même à la lettre stricte du statut. L'intimé espère cependant que cette cour n'adoptera pas sa manière d'interpréter la loi, mais qu'elle donnera à cette dernière l'interprétation juste et raisonnable qui a été consacrée dans les appels de *Fournier* et *Russell* (1), et *Atkins & ux.* et *The Quebec Building So-*

(1) La sec. 11 du ch. 7 des S. B.-C. de 1801, 41 Geo. 3, décrétait que : " Aucune opposition à la vente d'aucuns immeubles saisis par le shérif sous un writ ou ordre d'exécution, soit à fin d'annuler ladite saisie, ou à fin de distraire le tout ou partie des biens saisis, ou à fin de charges ou servitudes sur lesdits biens, ne pourra être logée entre les mains dudit shérif et reçue, sinon avant les quinze jours précédant celui fixé pour la vente et adjudication desdits biens : et aucune telle opposition de la nature ci-dessus, ne sera reçue par le shérif sur la vente d'un immeuble qui aura lieu en vertu d'un writ de *Venditioni Exponas*, quand toutes les premières annonces et avertissements de la vente en vertu de la première exécution, auront été faits et remplis suivant la loi. Pourvu toujours, que le shérif fera mention dans son avertissement de la vente dudit immeuble, que telle opposition ne sera pas reçue dans les quinze jours avant la vente, comme ci-dessus statué. Pourvu aussi, que celui qui aura négligé de faire telle opposition avant les quinze jours comme ci-dessus dit, sera toujours à temps de convertir son droit à ladite opposition, en opposition à fin de conserver sur le produit de la vente desdits biens, laquelle il pourra toujours filer dans le délai fixé pour loger telle opposition à fin de conserver." Cette section prohibe expressément la production d'une opposition à fin d'annuler sur un bref de *Venditioni Exponas*, il est vrai ; mais il faut l'interpréter d'une manière raisonnable et dire que, pour ne pas retarder indéfiniment la vente des immeubles saisis dans une cause, l'on a ordonné que sur le bref de *Fieri Facias*, en vertu duquel se fait la saisie, il était bon d'exiger qu'on produisit, sur ce premier bref, toutes les oppositions ayant pour effet d'arrêter la vente, afin qu'on pût les faire décider toutes ensemble, et non les unes après les autres ; mais ce ne pourrait être que celles qui étaient possibles alors et dont le sujet était né et existant à cette époque, et non celles qui peuvent être fondées sur des raisons survenues depuis et qui n'existaient pas avant l'émission du *Venditioni Exponas*, ou qui sont inhérentes à l'émission ou à l'exécution de ce bref. Nombre de cas peuvent être supposés, où toute autre interprétation de la loi serait absurde et injuste. D'où il résulte qu'il y a des cas où l'on peut faire des oppositions à la vente d'immeubles sur bref de *venditioni exponas*. (*Fournier* et *Russell*, C. B. R., en appel, Montréal, 13 mars 1857, LAFONTAINE, J. en c., AYLWIN, J., DUVAL, J., et CARON, J., 5 R. J. R. Q., 207.)

ciety, suprà, p. 109. Maintenant qui doit être le juge de ces cas ? Qui autorisera la production de l'opposition, et pourra décider provisoirement de la suffisance des moyens d'opposition ? Tel est le 2me point à considérer. Sera-ce l'opposant lui-même qui en décidera ? Mais il me semble qu'il est trop préjugé et intéressé pour exercer une sage discrétion et faire respecter la lettre du statut tout en ayant égard aux raisons d'opposition. Evidemment, si la partie peut elle-même, et de son chef, s'opposer à la vente de l'immeuble dans le délai défendu, les abus que le législateur a voulu anéantir renaîtront, et le système d'oppositions à l'indéfini, si préjudiciable aux fins de la justice, prévaudrait plus que jamais. Dans ces circonstances, il paraîtrait juste que la partie s'adresse à un juge de la Cour Supérieure, qui, après avoir pris communication des moyens d'opposition, l'accorde ou le refuse à sa discrétion. S'il n'y a pas un mot dans la loi qui exige la formalité de l'ordre d'un juge, il n'y en a certainement pas qui la défende, et ce que la loi ne défend pas, elle le permet. Bien plus, elle l'autorise ; de droit commun, en effet, un juge a le pouvoir d'ordonner aux officiers de la cour de surseoir à l'exécution des ordres qui en émanent. Enfin, la pratique invariablement suivie en pareil cas, comme elle est pareillement dans tous les cas où une partie désire se faire relever d'un défaut acquis contre elle, par exemple, dans le cas de forclusion de plaider et autres, la pratique, dis-je, a toujours été d'obtenir le *fiat* ou l'ordre du juge. L'intimé a suivi cette pratique, et a obtenu en vacance et en chambre un ordre de sursis de l'asst.-juge MONK. Partant de ce principe que le juge a un pouvoir discrétionnaire dans les cas supposés, l'intimé soutient humblement que l'ordre de sursis a l'effet d'amener régulièrement l'opposition devant la cour. Le juge en exerçant ainsi sa discrétion n'a pas outrepassé ses pouvoirs. Il commande au shérif de suspendre ses procédures, commandement qu'il peut faire, puisque, de droit commun, le juge a droit d'ordonner aux officiers de la cour de surseoir à l'exécution des ordres qui en émanent. C'est donc régulièrement qu'il a été enjoint au shérif de rapporter ses procédures devant le tribunal. C'est donc régulièrement que l'opposition a été rapportée en conséquence. Comment alors cette même cour peut-elle reviser cet ordre, et déclarer l'opposition irrégulière. Evidemment elle manque de juridiction ; et tout ce qu'elle peut faire c'est de prendre connaissance de la cause sur contestation liée. En supposant même que le juge n'a pas de pouvoir discrétionnaire, que son ordre étant une nullité absolue, ne lie pas la cour, ou en d'autres termes, qu'il n'y a pas d'ordre de sursis, l'opposition à fin d'annuler, produite dans le délai prohibé peut-elle être renvoyée *par motion* ? Tel est le 4me point à considérer. Il est admis que l'op-

position peut être produite suivant que les moyens d'opposition sont suffisants en loi ou non. L'opposition ainsi produite ne peut donc être renvoyée qu'autant que les moyens, qui y sont invoqués, sont insuffisants. Et d'après quelle loi peut-on prendre connaissance, *par motion*, de la suffisance des allégués d'une action ou d'une opposition qui équivaut à une action, et décider, sans contestation liée, des questions quelquefois de la plus haute importance. Assurément c'est un abus qu'on s'efforce d'introduire, et qui n'est pas autorisé même par les lois anglaises, d'où nous vient cet acte de procédure. Comme le remarquait M. le juge CARON, en rendant le jugement pour la cour dans la cause de *Fournier* et *Russell* (5 R. J. R. Q., 211, et *suprà*, p. 113), " quant au défaut d'allégués suffisants " en droit pour maintenir les conclusions, c'est par *demurrer*, " comme dans le cas d'action, que la question doit être soule- " vée." Cette doctrine a été encore sanctionnée par cette cour, dans la cause de *Atkins* et *The Quebec Building Society*, *suprà* p. 109. Il n'est pas hors d'intérêt de reproduire ici les remarques que fit dans cette cause M. le juge MONDELET. Quoiqu'il s'agit alors d'un *venditioni exponas* et non d'un *fieri facias*, ces observations n'ont pas moins de rapport à la présente espèce, puisque la prohibition de la loi est la même dans les deux cas. En demandant si la Cour Supérieure peut disposer, sur une simple motion, d'une question aussi importante que celle de savoir s'il y a lieu de s'opposer à un *venditioni exponas*, et si le *fiat* du juge est nécessaire, son honneur s'exprime ainsi : "I hold that it cannot be done in " such an off handed way. When an opposition is put in, " in a merely irregular way, though there is a right to " dismiss it when regularly done, I admit that such an irre- " gularity may be adjudicated upon by a motion; but when a " question of law arises, of the character of the present, there " should be an issue in law, and such, in the district of Mont- " real, at least, has always been the practice. Whether, or not, " it is usual, in any case, to obtain a *fiat* from a judge, is not " a circumstance which would, in any case, justifiy the pe- " remptory dismissal, upon a motion, of an opposition to a " *venditioni exponas*. It has been received by the sheriff, it is " before the court, interest of some magnitude are therein set " forth and claimed to be adjudicated upon; and, forsooth, " the court, instead of waiting until an issue is regularly " raised upon such a claim summarily dismiss the opposition, " without assigning any reason, but very probably (if we are " to believe both parties) for the sole reason that what no " law requires has not been done. I therefore am of opinion, " that the judgment should be reversed, and the parties be " ordered to proceed in joining issue in the regular and usual

" way " (*suprà* p. 113). Ces raisons n'ont pas d'ailleurs été contestées par l'appelante en cour inférieure. Elle les a admises, et la seule raison qu'elle a apportée, c'est celle qui est écrite dans sa motion, savoir : la nullité de l'ordre du juge, intervenu en violation directe de la loi, parce que, disait-elle, on ne peut, dans aucun cas, produire une opposition dans les quize jours qui précèdent la vente. Enfin, tout en supposant que l'ordre de sursis du juge pût être mis de côté, que la suffisance des raisons de l'opposition pût être considérée aussi bien par motion que par *demurrer ou défense au fond en droit*, l'intimé soutient encore humblement qu'il doit avoir l'occasion de prouver les allégués fondés sur des faits, et bien suffisants pour justifier la production de l'opposition ; il doit avoir l'opportunité d'établir que, par acte de sommation et protêt, il a indiqué à l'appelante et au shérif l'ordre dans lequel il voulait que ses immeubles fussent vendus ; que l'appelante elle-même est convenue avec l'intimé de cet ordre ; que ce n'est que longtemps après l'émission de *l'aliàs writ* de *fieri facias* que les terres ont été saisies pour être vendues longtemps après le moulin, et enfin, que, sur la terre vendue avant l'émission de *l'aliàs writ*, elle a reçu la somme de £307 à compte de son jugement, de laquelle somme elle ne donne aucun crédit dans ledit *aliàs writ*. Il ne paraît pas douteux que l'intimé doive avoir le droit de faire la preuve de tous ces faits, si importants pour lui et réellement d'une nature trop grave pour être rejetés sommairement par motion. Si les procédures ont été suspendues, si des délais sont encourus, c'est la faute de l'appelante elle-même. Elle aurait dû procéder à une exécution régulière, admettre l'acompte, et suivre sa convention et l'ordre de vente qui lui a été indiqué.

La majorité de la Cour d'Appel, MONDELET, J., et DRUMMOND, J., dissidents, a confirmé le jugement de la Cour Supérieure. (33 J., p. 306.)

HENRY JUDAH, avocat de l'appelante.

D. GIROUARD, avocat de l'intimé.

TAXES MUNICIPALES.—OBLIGATION PERSONNELLE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Montréal, 30 juin 1871.

Présents : MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J.

CORPORATION DE MONTRÉAL *vs* DONEGANI.

Madame Selby et son frère firent à leur père une donation de l'usufruit de certains immeubles :

Jugé : Qu'ils ne sont pas, pour cela, déchargés de l'obligation de payer les taxes de la cité. (3 R. L., 448 ; 1 R. C., 473.)

GARDIEN.—SAISIE REVENDICATION.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION.

Montréal, 30 septembre 1871.

Présents : MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J.

WHYTE *vs* BISSON *et al.*

Jugé: Qu'un gardien a le droit de revendiquer les effets mis sous sa garde, et qui sont saisis par un tiers.

PER CURIAM : Un gardien, en vertu d'un bref pour cession compulsoire, sous l'acte de Faillite, a le droit de prendre une saisie revendication entre l'huissier saisissant et le créancier, qui, quoique connaissant l'émission du bref en liquidation, persiste à retenir les biens de l'insolvable sous un bref d'exécution ordinaire (dans cette cause un bref de saisie-gagerie). L'huissier Mercier fut condamné, conjointement et séparément, avec le locateur, à remettre les biens au gardien, et à payer les frais. La Cour, *suo et proprio motu*, ordonna que Mercier fut rayé de la liste des huissiers de la Cour Supérieure. (3 R. L., 449 ; 1 R. C., 474).

DOMMAGES.—SEDUCTION.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 29 avril 1871.

Présent : BERTHELOT, J.

LAVOIE *vs* LAVOIE.

La demanderesse, sachant que le défendeur était marié, le poursuivi en dommages, pour séduction.

Jugé : Qu'il n'y a pas d'action dans un cas semblable. (3 R. L., 450 ; 1 R. C., 475.)

BILLET A ORDRE.—ENDOSSEUR.—RESPONSABILITE.—FAUX.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 29 avril 1871.

Présent : TORRANCE, J.

LAINÉ *vs* CLARKE.

Le mot "mois" qui avait été omis dans un billet, après le mot "trois," y fut inséré par le porteur, sans la connaissance de l'endosseur :

Jugé : Que cela ne constitue pas un faux, et que l'endosseur est responsable. (3 R. L., 450 ; 1 R. C., 475.)

CORPORATION MUNICIPALE.—RESPONSABILITE.—NUISANCE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 29 avril 1871.

Présent: MONDELET, J.

MAGUIRE *vs* LA CITÉ DE MONTRÉAL.

Jugé: Qu'une corporation n'est pas responsable pour la négligence de ceux qui laissent des obstructions dans les rues, s'il appert que le conducteur d'une voiture qui en a souffert, aurait pu éviter ces obstructions. (3 R. L., 450; 1 R. C., 475.)

BAIL.—LOUAGE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 29 avril 1871.

Présent: MACKAY, J.

VALLÉE *vs* KENNEDY.

Jugé: Que la clause dans un bail, défendant de sous-louer sans le consentement du bailleur, ne donne pas droit à la résiliation immédiate du bail, et que la cour accordera d'abord au défendeur un délai pour remettre les choses dans le même état qu'avant le bail. (1)

Dans cette cause, le sous-locataire avait déguerpi avant la reddition du jugement. Le défendeur n'a été condamné qu'à payer les frais. (3 R. L., 450; 1 R. C., 475.)

COMPAGNIE INCORPOREE.—ACTIONS.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 30 septembre 1871.

Présent: MONDELET, J.

MASSAWIPPI VALLEY R. R. CO. *vs* WALKER.

Jugé: Qu'aucun versement ne peut être demandé, sur des actions dans une compagnie incorporée, à moins que les conditions préalables à telle demande n'aient été remplies. (3 R. L., 450; 1 R. C., 475.)

(1) Voyez art. 1638 C. C.

CORPORATION MUNICIPALES.—BILLET A ORDRE.—TAXES.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 30 septembre 1871.

Présent: MACKAY, J.

DUMAINE *vs* LA CORPORATION DE MONTRÉAL.

Jugé: Que le trésorier d'une cité n'a pas le droit d'accepter un billet en paiement des taxes de cette cité. (3 R. L., 451; 1 R. C., 475.)

VOITURIER.—RESPONSABILITE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, décembre 1872.

Présents: DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

THE GRAND TRUNK RAILWAY Co., appelante, *et* CAMPBELL, intimé.

Jugé: Que, nonobstant l'avis de conditions spéciales, donné par le voiturier et limitant sa responsabilité, il est comptable du dommage causé par sa faute ou celle de ceux dont il est responsable. (1)

Appeal from a judgment of the Circuit Court, at Montreal, of the 30th september 1871, TORRANCE, J. Plaintiff's action was brought to recover $150, as damages suffered by plaintiff, and claimed from defendants. Plaintiff bought in London, Ont., in june 1870, two vehicles, one called " a buggy," and the other " a carriage," both with curtains and aprons complete; and, on the 14th june 1870, delivered these two vehicles to defendants, at London, to be conveyed to Montreal. These vehicles arrived in Montreal, about the 22nd day of the same month. They were injured and damaged on the way down, while in charge of defendants, and the curtains and aprons of both vehicles were not delivered to plaintiff in Montreal, but were missing. The receipt given by Thompson, the shipper at London, was in the following words: " GRAND " TRUNK RAILWAY, London station, June 14th 1870. Received " from W. J. Thompson, the undermentioned property, in ap- " parent good order, addressed to S. C. Campbell, Montreal, " to be sent by *The Grand Trunk Railway Company of* " *Canada*, subject to the terms and conditions stated upon

(1) V. art. 1676 C. C.

" the other side, and agreed to by this shipping note deliver-
" ed to the company, at the time of giving the receipt therefor.
" 1 carriage with cover, 1 buggy with cover, 2 poles, 1 pair of
" shafts." On the other side was the following among other conditions: "No. 19. Vehicles, except when tightly boxed,
" taken entirely at the owner's risk of damage from fire, the
" the weather, and all other contingencies." Upon this receipt and upon this condition, the Grand Trunk based its defence to the action; there was also an allegation that they were not guilty of negligence, as alleged. Respondent Campbell met this species of law issue by citing art. 1676, which says:
" Notice by carriers, of special conditions limiting their liabi-
" lity, is binding only upon persons to whom it is made
" known; *and notwithstanding such notice and the knowl-*
" *edge thereof, carriers are liable whenever it is proved that*
" *the damage is caused by their fault or the fault of those for*
" *whom they are responsible.*" In this instance, the vehicles were not boxed, but placed on open platform, the usual place where carriages so conveyed were put. The covering was not very strong, but, on the contrary, rather slight for such a distance. It was furnished by Thompson, the consignor.

Notwithstanding the clause, in the receipt given by Thompson to the railway, and the 19th condition, the court below was of opinion that there was a presumption of negligence against the company, and that they were bound to rebut that presumption. The company was condemned accordingly. The Court of Appeals took the same view, and confirmed the judgment.

BADGLEY et MONK, J.J., dissented, holding that proof of negligence, under the circumstances, rested with the owner of the vehicles, and that, in consequence of the conditions to the bill of lading, no presumption of negligence could exist against the company in this case. This was a special contract which the parties could legally enter into, in regard to their liability, and even then, that the company could be held liable only for gross negligence, that *Campbell* did not prove any negligence for which appellants could be held liable in this case. (3 R. L., 451; 1 R. C., 475; 3 R. C., 49.)

BAIL.—TAXES MUNICIPALES.—RUE.—EXPROPRIATION.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 9 juin 1871.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., MONK, J., et DRUMMOND, J.

SHAW *et* LAFRAMBOISE.

Jugé : Que la clause d'un bail, par laquelle le locataire a promis payer toutes les taxes sur la propriété louée, ordinaires et extraordinaires, prévues et imprévues, pendant la durée du bail, ne comprend pas les taxes pour l'élargissement des rues, pour lesquelles le propriétaire a reçu compensation. DUVAL, J. en c., et CARON, J., dissidents. (3 R. L., 451 ; 1 R. C., 476.)

CORPORATION MUNICIPALE.—RESPONSABILITE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 6 septembre 1871.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

CORPORATION D'EATON *et* ROGERS.

Jugé : Que les corporations municipales sont responsables des dommages causés par un accident, sur un pont qui n'était pas pont public, mais qui était considéré comme tel. (3 R. L., 451 ; 20 R. L., 73 ; 1 R. C., 476)

LETTRE DE CHANGE.—PROTET.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Québec, 19 juin 1871.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

HARRIS *et* SCHWOB *et al.*

La déclaration, en cette cause, alléguait que, le 27 août 1870, C. et J. Lortie, avaient fait leur lettre de change, à trois jours, sur J. Redpath & Fils, Montréal, qu'ils remirent à Harris, qui, le 29, l'endossa et la remit à Schwob et autres ; que ces derniers la présentèrent pour acceptation le 1er septembre suivant, laquelle fut refusée, et qu'elle fut protestée pour non acceptation le 8 septembre.

Jugé : Que les demandeurs n'avaient pas usé d'une diligence légale et convenable, pour la présentation et le protêt de la lettre. BADGLEY, J., dissident. (3 R. L., 453 ; 1 R. C., 478.)

PROCEDURE.—DELAI.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Québec, 19 juin 1871.

Présents : DUVAL, J. en C., CAKON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

POULIN *et* WURTELE.

Le bref de sommation fut signifié à l'appelant, défendeur en Cour Supérieure, le 4 novembre, le 15 de ce mois étant le jour du rapport, et son domicile étant à une distance de 19½ milles du palais de justice, à Québec, où il lui était ordonné de comparaître

Jugé : Que, sous l'article 75 C. P. C. de 1867, la signification est valable, le délai entre la signification et le rapport étant suffisant ; et qu'il doit y avoir cinq lieues complètes, en sus des premières cinq lieues, pour donner au défendeur le droit à un jour additionnel (1). (3 R. L., 453 ; 1 R. C., 479.)

SEPARATION DE CORPS.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Québec, 19 juin 1871.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

VILLENEUVE *et* BÉDARD.

Jugé : Que la démence, la folie et la fureur du mari ne sont pas des motifs qui peuvent justifier une demande en séparation de corps de la part de la femme. (2) DUVAL, J. en C., et DRUMMOND, J., dissidents. (3 R. L., 453 ; 1 R. C., 479.)

(1) L'article 75 C. P. C. de 1867 était en ces termes :

" 75. Dans les causes ordinaires, le délai d'assignation est de dix jours intermédiaires entre le jour de la signification et celui fixé pour la comparution, lorsque la distance du domicile du défendeur au lieu des séances du tribunal n'excède pas cinq lieues.

" Dans les demandes à raison d'usurpation d'office et dans celles pour bref de la nature de *mandamus*, *prohibition* et *scire facias*, le délai d'assignation est de trois jours.

" Dans les poursuites entre locateurs et locataires, le délai d'assignation n'est que d'un seul jour.

" Lorsque la distance excède cinq lieues, le délai est augmenté d'un jour à raison de chaque cinq lieues additionnelles."

Voy. article 149 C. P. C. de 1897.

(2). Voy. art. 186 et suiv. C. C.

PRESCRIPTION.—PAIEMENT.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION, Québec, 4 mai 1871.

Présents: MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J.

HALL *vs* DEVANY.

Jugé : Qu'un paiement, à compte du capital ou de l'intérêt, interrompt la prescription, et que, dans les affaires commerciales, avant le Code, la preuve testimoniale était admissible; que le paiement, toutefois, doit être accompagné de circonstances de nature à justifier le jury d'en inférer une promesse de payer la balance; que, conséquemment, un paiement à compte, fait par une personne qui réclame un autre crédit de £20, est dans tous les cas, une reconnaissance de la dette, moins £20. (1) (3 R. L., 453; 1 R. C., 479.)

TERRES DE LA COURONNE.—ACTION EN DECLARATION D'HYPOTHEQUE.—DONATION.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Québec, 4 mai 1871.

Présents: MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J.

BÉLANGER *vs* BLAIS.

Jugé : Que, lorsqu'une personne a occupé, sans titre, des terrains appartenant à la Couronne, et qu'elle y a fait des améliorations; lorsqu'elle les a ensuite cédés par donation, à la charge d'une rente viagère, pour la sûreté du payement de laquelle le donateur a pris hypothèque sur ces terrains; lorsque le donataire, à son tour, après avoir reçu du gouvernement un billet d'occupation, les a vendus à un tiers, qui connaissait la donation, et qui a obtenu, en son propre nom, des lettres patentes de la Couronne, le donateur est bien fondé à intenter, contre ce tiers, l'action en déclaration d'hypothèque.

Le demandeur occupait, sans titre, partie des terres non concédées de la Couronne, et il fit sur icelle des améliorations considérables. Plus tard, il la céda par donation dûment enregistrée, à un nommé Sansouci, sujette à une rente viagère, pour sûreté du paiement de laquelle Sansouci hypothéqua l'immeuble en question. Sansouci obtint du gouvernement un billet d'occupation, et, subséquemment, il vendit au défendeur, qui avait connaissance de la donation. Le défendeur obtint ensuite, en son propre nom, des lettres patentes de la Couronne. L'action du demandeur est en déclaration d'hypothèque contre Blais. Jugement pour le demandeur. MEREDITH, J. en C., dissident. (3 R. L., 454; 1 R. C., 479.)

(1) V. art. 1233, 1235 et 2227 C. C.

BILLET A ORDRE.—PROCLAMATION.

COUR SUPÉRIEURE EN REVISION, Québec, 28 juin 1871.

Présents : MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J.

JOSEPH *vs* TURCOTTE.

Avant la proclamation prohibant le cours de la monnaie d'argent américaine, le défendeur fit son billet, en faveur du demandeur, payable en monnaie d'argent, au pair. Le billet devint dû après cette proclamation.

Jugé : Que la proclamation n'affectait pas les contrats existants, et que l'offre qui aurait été acceptée, avant cette proclamation, était valide après. STUART, J., dissident. (3 R. L., 454 ; 1 R. C., 479.)

ACTION HYPOTHECAIRE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION, Québec, 28 juin 1871.

Présents : MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J.

PACAUD *vs* PROVENCHER.

Jugé : Qu'il n'y a pas lieu à l'action hypothécaire, sur un transport qui n'a pas été signifié au débiteur originaire (1). (3 R. L., 454 ; 1 R. C., 480.)

CAPIAS.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION, Québec, 28 juin 1871.

Présents : MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J.

MILOT *vs* CHAGNON.

Jugé : Que, lorsqu'il y a cause probable et raisonnable pour l'émission du *capias*, il n'y a pas lieu à des dommages, quoique le *capias* ait été cassé pour défaut de formalités. (2) (3 R. L., 454 ; 1 R. C., 380.)

(1). Voyez art. 1571 C. C.

(2). Voyez art. 796 C. P. C. de 1867 et art. 893 C. P. C. de 1897.

ACTION EN DOMMAGES.—AVIS.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Québec, 28 juin 1871.

Présents : MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J.

BASIN *vs* LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE SAINT-ANSELME

Jugé : Qu'un avis doit être donné aux commissaires d'écoles, avant qu'une action en dommages soit intentée contre eux. (3 R. L., 454 ; 1 R. C., 480.)

DESISTEMENT.—PAIEMENT DES FRAIS.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Québec, 5 octobre 1871.

Présents : MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J.

SHEPPARD *vs* DAWSON, *et* DAWSON, opposant.

Jugé : Qu'aux termes de l'art. 453 C. P. C. (1), la partie demanderesse, qui a discontinué ses procédures, doit payer les frais encourus par son adversaire, avant de pouvoir poursuivre de nouveau, et que l'obligation de payer les frais ne peut être accomplie dans une cause que par le paiement actuel, et non par la compensation. STUART, J., dissident. (3 R. L., 454 ; 1 R. C., 480.)

CREANCIER CHIROGRAPHAIRE.—ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 8 avril 1871.

Présent : STUART, J.

HUNT *vs* THE HOME INS. CO.

Jugé : Qu'un créancier chirographaire n'a pas d'intérêt assurable dans le fonds de magasin de son débiteur, et ne peut tenir une assurance contre l'incendie sur icelui. (3 R. L., 455 ; 1 R. C., 480.)

(1). Art. 278 C. P. C. de 1897.

DISTRIBUTION SUPPLEMENTAIRE.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 6 mai 1871.

Présent: TASCHEREAU, J.

TARDIF *vs* GINGRAS, *et* JOBIN, contestant.

Jugé: Qu'une distribution supplémentaire sera ordonnée, après l'homologation d'un rapport, sur preuve d'erreur dans le certificat du régistrateur, et qu'aucune hypothèque n'existe en faveur de la personne colloquée. (3 R. L., 455; 1 R. C., 480.)

PROCEDURE.—PLAIDOYER.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 7 octobre 1871

Présent: STUART, J.

LEMESURIER *vs* RITCHIE.

Jugé: Que, lorsque le défendeur, à une action sur billet, a plaidé défaut des timbres requis par la loi, et que le tribunal a permis au demandeur, sur paiement des frais, d'apposer les timbres voulus, le défendeur a droit de plaider de nouveau.

Le défendeur plaida à l'action en cette cause que les billets, sur lesquels l'action était basée, n'étaient pas revêtus des timbres voulus par la loi. Motion de la part du demandeur, qu'il lui soit permis d'y apposer les timbres requis. Accordée sur paiement des frais, avec droit au défendeur de plaider *de novo*. (3 R L., 455; 1 R. C., 481.)

CAPIAS.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 7 octobre 1871.

Présent: STUART, J.

PAQUET *vs* MCNAB.

Jugé: Que la raison donnée par le demandeur, dans son affidavit pour *capias*, pour croire que le défendeur, domicilié hors de la Province, est sur le point de la quitter, avec intention, etc., " que le défendeur est prêt de partir, dans son bâtiment, pour faire voile pour l'Europe, ou autres parties du monde," est insuffisante. (3 R. L., 456; 1 R. C., 481.)

LESSOR'S PRIVILEGE.—VERBAL LEASE.

COURT OF KING'S BENCH, Montreal, 20th october 1826.

RICARD *vs* SAINT-DENIS.

Held: That, where the lease was a verbal one, the lessor's privilege could only be claimed for three months expired, and the current one. (1). (3 R. L., 456; 1 R. C., 481.)

LANDLORD'S PRIVILEGE.

COURT OF KING'S BENCH, Montreal, 20th february 1828.

WILSON *vs* SPENCER, *and* SMITH, opposant.

Held: Where opposition *à fin de conserver* was put in to money paid on a landlord's claim for rent, after issue of execution, but before sale, on the ground that the privilege extended only to the proceeds of the sale; that, as the money paid in represented the goods seized, the opposition must be dismissed. (2)

Judgment for rent, on *saisie-gagerie.* Execution issued, sale of goods advertised, but money paid before sale, or on the day fixed, and returned into Court: opposant claimed a dividend, on the ground of defendant's insolvency, and founded her demand on the circumstance of the goods not having been sold, but the debt paid, and there being no privilege upon money paid upon an execution for rent, but only on the proceeds of the sale of goods seized upon the premises and sold.

PER CURIAM: Judgment must go for the plaintiff, and the opposition dismissed, on the ground that the money levied or paid represented the goods which had been seized, they having been given up and discharged in consequence. (3 R. L., 456; 1 R. C., 481.)

(1) Notre ancien droit, avant le Code, est ainsi constaté dans l'article 2005, tel qu'il a été inséré dans le Code, par les codificateurs, comme repoduisant cet ancien droit:

"2005. Le privilège du locateur s'étend à tout le loyer échu et à échoir en vertu d'un bail en forme authentique; si le bail n'est pas en forme authentique, le privilège n'existe que pour trois termes échus et pour tout ce qui reste de l'année courante."

Cet article a été amendé, depuis, par le Statut de Québec de 1898, 61 Victoria, chap. 46, art. 1; mais l'amendement n'affecte pas la question décidée par cette cause.

(2) V. art. 1619 C. C.

CESSION DE BIENS.

COURT OF KING'S BENCH, Montreal, 1818.

Present : PYKE, J.

GATES *et al. vs* ANOTHER.

Held: That an assignment of bankrupt estate vests in the assignees, who may bring action thereon in their own name without notice ; that no notice of assignment is necessary, when debt remains due and not attached by other creditors, even on common assignments. (1) (3 R. L., 456 ; 1 R. C., 481.)

DECRET.—OPPOSITION A FIN DE DISTRAIRE.—ENCHERISSEUR.

COURT OF KING'S BENCH, Montreal, 1828.

OLIVIER *vs* BELANGER.

Held: On an opposition *à fin de distraire*, filed on the ground that the only bidders were the crier and the bailiff: that the sale must have been made, or a new writ issued, and that defendant had no right to complain of there being no bidders, as he could have procured them.

PER CURIAM: Sale must have been made, or a new writ issued. Plaintiff had a right to bid either for himself or another, and the *saisi* had no right to complain, if there are no bidders; he should have procured them. There is no necessity that there should be there, two or more than one, if no friend appears. Opposition dismissed. (3 R. L., 457 ; 1 R. C., 481.)

RIVIERE NAVIGABLE.—OBSTRUCTION.

COURT OF KING'S BENCH, Montreal 1828.

Coram PYKE, J.

STEIN *vs* SEATH.

Held: That no person can obstruct a navigable river, with impunity. (2)

PER CURIAM: Action for obstructing a navigable river. No person can obstruct a navigable river with impunity, and award plaintiff £50, for injury done his raft. The removal not ordered, as the obstruction became more properly the object of public prosecution, and that part of the demand dismissed. (3 R. L., 457 ; 1 R. C., 482.)

(1) V. art. 1571 C. C.

(2) Voyez art. 400 C. C.

FAILLITE.

COURT OE APPEALS, april 1830.

MCKENZIE *and* QUEBEC BANK.

Held: That, when a trader in business ceases and his debts remain unpaid, this is a *faillite* which would exclude all preference (1). 3 R. L., 457; 1 R. C., 482.)

SAISIE CONSERVATOIRE.

COUR D'APPEL, avril 1830.

FROST *et al. et* CAMERON, *et* GRAY *et al.*, tiers saisis.

Jugé: Que, lorsqu'une dette est due par le tiers saisi au défendeur, et qu'elle ne peut être exigée qu'après qu'un avis en aura été donné, la saisie-arrêt pratiquée par le demandeur, créancier du défendeur, sera déclarée bien fondée, mais à la condition qu'avis soit donné au tiers saisi, en conformité de la convention intervenue entre lui et le défendeur.

Attachment by *saisie-arrêt*, of monies of defendant, in the hands of *tiers saisis*. Judgment of the court below reversed. The court were of opinion that the delay stipulated in favour of the *tiers saisis*, that they should not be held to pay what they owed to respondent, until after six months' notice had been given to them, could not affect the rights of respondent's creditors, who were entitled, under their judgment, to attach all the debts and property of their debtor, however held, or in what manner due. That, here, the money in the hands of *tiers saisis* was a debt they owed to respondent, the nature of which could not be varied by the delay allowed for the payment of it; and, as all that *tiers saisis* could demand was a six months' notice before they were bound to pay, the appellants here were entitled to obtain the money on giving that notice. In this there could be no injustice; a contrary principle might lead to it. (3 R. L., 457; 1 R. C., 482.)

(1) V. art. 17 & 23 C. C.

FRAUDE.—CREANCIER.

COUR D'APPEL, avril 1830.

MONTGOMERY *et* PRICE.

Jugé: Que, lorsqu'un créancier s'empare des biens de son débiteur, en fraude des autres créanciers, il peut être condamné à leur en payer la valeur.

On declaration made by Alexander C. Montgomery, as garnishee, which was contested in the Court below, judgment of Court below affirmed. The Court were of opinion that the possession taken by appellant of the debtor's property was a matter which might be brought into discussion by the contestation raised on the declaration made by appellant in the Court below, and, as this possession was in fraud of the creditors, that he was liable to pay to those creditors the full value of that property. That this value having been ascertained, and, it appearing that appellant had disposed of the goods as his own property, the Court had rightly directed that value to be paid by appellant and to be secured for the benefit of the creditors. (3 R. L., 458; 1 R. C., 482.)

PROCES PAR JURY.—BILLET A ORDRE.—LEGATAIRE.—MATIERE COMMERCIALE.

COUR D'APPEL, novembre 1830.

GERRARD *et* HAYS *et al.*

Jugé: Qu'une action, sur un billet à ordre, intentée par un légataire, à laquelle le défendeur plaide, en contestant au demandeur sa qualité de légataire, n'en est pas moins une cause commerciale, qui peut être décidée par le jury. (1)

Action brought by residuary legatees of late David David, for £10,590 16s 5d., amount of promissory note in his favour. Defendant Gerrard denied that respondents were the legal representatives of late David David. A trial by jury was asked and granted.

KERR, J., said that, on the first question, namely, whether this case should be submitted to a jury, the Court were unanimous that this was one of the cases that should go before a jury. The action was brought by persons who were the repre-

(1) Voyez art. 348 C. P. C. de 1867 et art. 421 C. P. C. de 1897.

sentatives of a merchant, based upon a promissory note given by one merchant to another. We must look to the contract at its inception, it was evidently mercantile, and, as to any questions of law that may arise during its investigation, the judge will direct the jury as to what is the law, or they may return a special verdict, and the point of law be reserved for argument,

Chief Justice SEWELL fully agreed as to this being a proper jury case; and repeated the same reasons urged by Mr. Justice KERR on that subject. It would be very dangerous to refer the facts of any case to two different tribunals, because the Court might be of opinion *pro*, and the jury *contra*. That decision, therefore, must be confirmed. (3 R. L., 458; 1 R. C., 482.)

VENTE.—ERREUR.—DOMMAGES.

COUR D'APPEL, 13 juin 1830.

PATTERSON *et* USBORNE.

Jugé : Qu'il y a lieu à l'action en dommages, pour défaut de contenance, bien que le titre indique les tenants et aboutissants, et que la description de l'immeuble soit la même que celle donnée dans tous les titres depuis plus de vingt ans. (1)

As far back as 1809, the premises in question, situate in Hope street, Quebec, were sold by Usborne to Patterson, and were described as 131 feet, towards Hope street. It turned out, however, that there was only 100 feet front, but the back of the premises extended to 175 feet, and the lot contained even more than was intended to be conveyed. Finally, the deed of sale contained a full description of the boundaries on each side, beginning at one described spot, and going round to that spot again. Hence, the present action in damages for the deficiency.

BOWEN, J., considered that the question was whether the deed of sale was a sale by measurement, or not; if by measurement, natural guarantee of the original seller remained. Here, the bounds were not only described, but the measurement, to a single foot, was stated in the deed. This question has already been twice adjudged, and must be determined the same way now as then.

SEWELL, C. J., said the departure from a former judgment,

(1) Voyez art. 1500 et 1501 C. C.

if an erroneous one, was no impeachment of justice: in this instance, he thought, it could not be said that the Court had formerly done wrong. The sale could not be denied to be one by admeasurement, and no one who sells 100 feet as 131 feet can be allowed to take money for that which he does not deliver. Judgment for plaintiff. (3 R. L., 458; 1 R. C., 483.)

DOMMACES.—SEDUCTION.

COUR DU BANC DU ROI, 7 juin 1830.

Présent: SEWELL, J. en C.

FRAISE *et* HARVICKER.

Jugé: Qu'une fille, qui vit habituellement avec un homme, comme sa maîtresse, ne peut intenter l'action pour séduction; qu'elle ne peut que réclamer ce qui est nécessaire pour la subsistance et l'entretien des enfants nés d'une telle union.

SEWELL, J. en C.: Action in damages for seduction. It was with great reluctance the Court was called on to decide similar cases, and could not, in any way, encourage or protect such connections as had been proved to exist in this instance. It was, therefore, impossible that anything could be given in the way of damages for seduction. A woman who submits to evil, in the way of a kept mistress, can claim none: damages for seduction in the first instance are always claimable, but a woman who consents to live in unmarried state with a man is entitled to none. It was quite different, however, with regard to the issue of such connection; the Court was bound, when called on, to interfere and protect them; to see that they were duly supported and taken care of, according to the circumstances of the parties. (3 R. L., 459; 1 R. C., 483.)

FEMME MARIEE.—AUTORISATION MARITALE.

COUR D'APPEL, juillet 1830.

GIBSON *et* HENEY.

Jugé: Que le mari est responsable du coût des choses nécessaires à la vie, achetées par sa femme, même sans son autorisation, mais que la cour peut, néanmoins, retrancher du compte tout ce qui paraît extravagant ou d'un luxe inutile.

Action for £96 10s. 8d., for goods sold and delivered to defendant's wife, 1829. Plea that they were bought without

his authorization, and that the articles were of luxury and extravagance. At *enquête*, it appeared that Mrs Heney was the daughter of the late Hon. Judge Foucher, and the wife of an alderman of the City of Montreal; that articles of dress of similar description as those bought by Mrs Heney, both as to quantity and quality, were worn by ladies in a society below that in which Mr H. allowed his lady to move; that they lived happily together, and had entertained and were entertained by the Governor; that Mr H. generally saw the articles worn by his lady, and, especially, a rich embroidered robe and thread lace trimming, to receive the Governor at her house, and a satin slip and turban, with ostrich feathers, to attend his levee. The Court below reduced the account to £21 11s. 5d., and rejected 4-5th's of the account *as extravagant and luxurious*. In appeal, this judgment was confirmed, the appellants (milliners) being condemned to pay the costs of appeal. The Court cited two cases from *Dallas* and 5 *Taunton*, p. 356, *Bentley* vs *Griffin*. (3 R. L, 460; 1 R. C., 484.)

IMPUTATION.—PAIEMENT.

COUR DU BANC DU ROI, 20 avril 1831.

SIMARD *vs* LYNCH.

Jugé: Que l'imputation des paiements partiels doit se faire sur le capital, et non sur l'intérêt, tant que le capital n'a pas été remboursé. (1) (3 R. L., 460; 1 R. C., 484.)

IMPUTATION.—PAIEMENNT.

COUR DU BANC DU ROI.

DUNN *vs* CAMPBELL, *et al.*

Jugé: Que les paiements doivent être imputés à compte du capital. Instruction sur les conventions, 331; Pothier, N° 544; Argou, 398, 399; Ord. de 1667. (2) (3 R. L., 460; 1 R. C., 484.)

(1) V. art. 1159 C. C.

(2) V. art. 1159 C. C.

FAILLITE.—DECHARGE.

COUR SUPÉRIEURE, 29 décembre 1871.

Coram MACKAY, J.

VILLENEUVE *vs* THOMAS *et al.*

Jugé : Que, sous les dispositions de la loi de faillite de 1869, le négociant, qui se présente en cour pour obtenir sa décharge, doit avoir commercé lors de la passation de cette loi, ou depuis.

Le 22 oct. 1869, le failli étant l'un des employés aux douanes de Sa Majesté, à Montréal, et ayant cessé de faire commerce depuis 1858, fit une cession au syndic officiel T. Sauvageau, en vertu de la loi de faillite du 1er septembre 1869. Un an après cette cession, le failli fit une demande à la Cour Supérieure, à Montréal, le 18 septembre 1871, pour obtenir sa décharge conformément à la loi. Trois de ses créanciers s'y objectèrent, sur le principe que le failli n'était pas commerçant lors de la passation de la loi de faillite de 1869, ni depuis; qu'il n'avait pas commercé depuis 1858, ayant été employé au département des douanes, à Montréal depuis 1860. *Vide* 32 et 33 Vic., c. 16, art. 1, des Statuts Fédéraux.

La Cour a refusé la décharge au failli.

PER CURIAM : In october 1869, Villeneuve made an assignment; he was then a Custom House clerk, but some years before he had been a trader. The contestants oppose his discharge on the ground that, not being a trader, he could not avail himself of the act. In my opinion, since he did not see fit to avail himself of former insolvent acts, he cannot now come under that of 1869. If he had given up trade a very short time before the act came into force, it might be different, but I do not think the act was meant for such case as the present. Application rejected.

Le jugement est motivé comme suit : "The court considering the contestation and *moyens* of Thomas and others, well founded in law and in fact, and well proved, doth maintain it, and seeing that the petitioner Villeneuve, at the date of the *cession* alleged by him, made by him, in october 1860, was not a trader; that, in 1858, and ever since, he has not been a trader; that, consequently, the *cession* by him was idle and of no use to get for him (as if entitled to it) the benefit of a discharge, under the insolvent act of 1869, to avail against Thomas *et al.*; the court rejects said petition for discharge, and orders that no discharge, to avail against Thomas *et al.*, be granted to petitioner who is condemned to

pay Thomas *et al.* the costs of their contestation; and the court, considering that petitioner has not proved the allegations of his petition and the admissions of the contestants cannot help him in his principal demand; considering that, at date of the *cession*, alleged by him, made in october 1869, he was not a trader, within the meaning of the insolvent act of 1869, sanely interpreted, that, consequently, said *cession* made by him was idle, and of no use to get for him a discharge, under insolvent act of 1869; and that, by no law, does he show and prove himself entitled to a discharge; considering that Villeneuve is not entitled to a discharge as claimed, the court rejects said petition." (1) (3 R. L., 442 et 519; 2 R. C., 108 et 233.)

GIROUARD et DUGAS, avocats du failli.

DUHAMEL et RAINVILLE, avocats de Thomas *et al.*, contestants.

FAILLITE.—TEMOIN.

COUR DE CIRCUIT, Sorel, 8 janvier 1872.

Coram T.-K. RAMSAY, J.

G. I. BARTHE *vs* EDOUARD MILLET.

Jugé: Que le failli peut être témoin compétent, dans une cause où son syndic est demandeur, et que les faits de fraude qu'on peut lui reprocher ne peuvent qu'affecter sa crédibilité, et non le rendre incompétent.

PER CURIAM: Il a été décidé, plusieurs fois, à Montréal et ailleurs, que le failli pouvait être témoin dans les causes où son syndic est partie, et même lorsque le failli était partie avant le syndic qui a repris l'instance, et les faits qu'on peut lui reprocher ne peuvent qu'affecter sa crédibilité. (3 R. L., 525.)

A.-E. BRASSARD, avocat du demandeur.

C. GILL, avocat du défendeur.

(1) Voy. 2 Rev. Crit., p. 67; Can. Law Journal, N. S., 301.

EXECUTION.—HUISSIER.—VOIES DE FAIT.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 26 janvier 1872.

Coram CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J.

REGINA *vs* C.-F.-C. MORRISON, *and* S. PAGNUELO.

Jugé: 1. Qu'il suffit qu'un bref d'exécution, émanant d'une Cour compétente, soit apparemment revêtu des formalités nécessaires pour autoriser l'huissier à qui il est adressé, à agir en vertu de ce bref.

2. Que l'avocat qui a conseillé au défendeur de s'opposer à l'exécution d'un bref, même par la force, dans la confiance où il était que ce bref était nul, ne peut être incriminé pour ce conseil illégal.

3. Que celui qui a assailli un huissier, dans l'exécution d'un tel bref, est coupable d'assaut sur un huissier dans l'exécution de ses devoirs.

ÉTAT SOUMIS PAR L'HON. JUGE SICOTTE: Les accusés étaient mis en accusation, le 13 décembre 1870, pour avoir assailli l'huissier Papin dans l'exercice de ses devoirs. Le bref dont l'huissier était porteur, et les oppositions logées en ses mains, font partie des papiers rapportés avec les procédures. Les accusés plaidèrent non-coupables, et, là-dessus, le procès s'instruisit devant le jury. Après la preuve, les accusés firent déclaration qu'ils consentaient à ce que le juge donnât instructions au jury de rapporter un verdict de coupable, et immédiatement M. Girouard, conseil de la défense, et M. Pagnuelo demandèrent que certaines questions de droit énumérées dans la motion produite avec les procédures fussent réservées par le juge, pour la considération de la Cour d'Appel. J'ai alors déclaré que, vu la condition des accusés, je réservais les questions ci-après écrites, et j'ai refusé de faire réserve de quelques-unes des questions proposées, telles qu'elles étaient proposées, et je notai en marge le sens dans lequel la réserve serait faite, en donnant alors lecture de ces notes. Je refusai de réserver les autres questions. Voici les questions réservées. 1. L'*aliàs fieri facias*, dont l'huissier Papin était porteur le 23 sept. dernier, est-il nul ? 2. Le dit *aliàs fieri facias* doit-il être adressé à un huissier, nominativement, ou seulement à un des huissiers d'Iberville, à peine de nullité ? 3. Le dit *aliàs fieri facias* doit-il être adressé au shérif du district d'Iberville, où il doit être exécuté, à peine de nullité ? 4. Les lois concernant la propriété et le mouvement des affaires commerciales donnent très souvent aux créanciers des droits qui peuvent s'exercer par des voies civiles ou criminelles, à l'option du créancier, une question peut alors se présenter, si le fait du débiteur attaquable et

attaqué par la voie criminelle rendrait également l'avocat responsable de participation dans l'offense. Ainsi, l'avocat avisant la résistance à des saisies, parce qu'il les considère illégales, au lieu d'aviser de faire prononcer la nullité par les tribunaux, donne-t-il un conseil dont les conséquences échappent à la censure de la loi criminelle ? 5. L'huissier qui n'aurait pas fait rapport d'oppositions à fin d'annuler au bref d'exécution dont il est porteur, parce qu'il les considère nulles et comme non-avenues, mais n'exploitant pas en vertu de tel bref, fait rapport que les délais fixés pour procéder sont expirés, sans mention des oppositions, et qui serait ensuite chargé d'exécuter un *aliàs* bref émané subséquemment, pour les mêmes causes, et entre les mêmes personnes, doit-il être considéré *in the lawful performance of his duties*, si, lors de la saisie qu'il veut faire, en vertu du nouveau bref, il est assailli par le saisi ? 6. Le saisi qui défend à l'huissier de saisir, lui ordonne de sortir, et qui, vu le refus et la persistance de l'officier à exécuter le bref dont il est porteur, le prend par le bras, cherche à le pousser hors la maison, et qui, voyant cette résistance, va ouvrir la porte, prend de nouveau l'huissier par le bras, et, malgré la résistance de ce dernier, parlant fort, et comme un homme excité, le pousse hors de la maison, est-il coupable du délit d'assaillir l'huissier dans l'exercice de ses devoirs ? Dans la charge au jury, j'ai déclaré que le bref dont l'huissier Papin était porteur était, à sa face, légal, émanant de la cour compétente, et donnant droit à l'huissier de saisir-exécuter, tel qu'il avait voulu faire ; que, si l'huissier avait omis de faire rapport d'oppositions logées dans ses mains contre l'exécution du bref, ce fait pouvait l'assujétir à des censures ou à des punitions par le tribunal d'où le bref émanait, mais ne détruisait pas la légalité du bref et la protection que la loi accorde à l'huissier dans l'exercice de ses devoirs. J'ai aussi déclaré au jury que le saisi qui ferait ce qui est énoncé dans la question serait coupable d'assaut sur un huissier dans l'exécution de ses devoirs, mais qu'il appartenait au jury d'apprécier souverainement le fait même de la résistance et de l'assaut, d'après la preuve, et qu'il était du devoir du jury, nonobstant la demande de la part des accusés de leur donner instructions de rapporter un verdict de coupable, de s'enquérir des faits et de ne pas rapporter un verdict de coupable, si, après l'examen de la preuve, le jury arrivait à la conclusion qu'il n'y avait pas eu d'assaut contre un huissier dans l'exercice de ses devoirs. J'ai aussi déclaré au jury que l'avocat qui conseille une action punissable comme un délit, tel que la résistance par la force à un huissier dans l'exercice de ses devoirs, tombait sous les censures et punitions des lois criminelles. Le jury, après délibération, a

rapporté un verdict de coupable d'assaut simple sur un huissier dans l'exercice de ses devoirs. Je n'ai pas prononcé jugement sur les accusés, et ils sont actuellement sous caution pour attendre la décision de la Cour d'Appel, sur les questions de droit réservées. St Hyacinthe, 27 février 1871. (Signé) L. V. SICOTTE, Juge C. S.

Voici comment la défense soutenait sa position : Les trois premières questions réservées se rapportent à la nullité du bref d'*aliàs fieri facias*, la 1re comprend, dans sa généralité, les nullités de forme. On peut les classer sous cinq chefs. La 1ère question est, d'abord, celle de la validité d'un *aliàs* writ, émané avant d'adjuger sur l'opposition au 1er writ ; la 2ème, celle de savoir si le saisissant pouvait inclure dans l'*aliàs* les frais de la première saisie, contre laquelle il y avait une opposition régulière entre les mains de l'huissier ; la 3ème, celle de savoir si une exécution peut émaner sur un jugement interlocutoire, avant la fin du procès et sans permission de la Cour Supérieure, pouvait être adressée à un autre qu'au shérif d'Iberville ; la 5ème, si l'exécution pouvait être adressée à un huissier, ne devait-elle pas l'être à un huissier nominativement, et suffisait-il de l'adresser à " un des huissiers du district d'Iberville ? "

1. Un *aliàs* peut-il émaner avant que l'opposition à fin d'annuler produite à l'encontre du premier bref soit jugée ? C. P., art. 583 : Les oppositions aux saisies ou aux ventes *opèrent sursis*, si elles sont accompagnées d'une déposition sous serment. Art. 585 : Le shérif doit les rapporter au tribunal sans délai. L'*aliàs* n'étant que la continuation du premier bref, et le sursis aux saisies et aux ventes existant toujours, il semble qu'un *aliàs* ne peut émaner pour recommencer des saisies suspendues par la loi. Telle est, d'ailleurs, la pratique générale (1). 2. A plus forte raison, ne pouvait-on pas inclure dans le 2ème bref, les frais de saisie sur le premier. 3. Une exécution, sur un jugement interlocutoire, peut-elle émaner *de plano*, sans un ordre de la cour ? Si cet ordre est nécessaire, il aurait dû en être fait mention dans le bref (art. 545, § 2, C. P.) (2). La pratique, du moins à Montréal, est contraire à l'émanation d'une telle exécution, à moins que la cour n'ait ordonné l'exécution provisoire. Dans la cause de *Ferguson* et *Gilmour* (3), la cour fut d'avis qu'une exécution

(1) Art. 649 C. P. C. de 1897.

(2) Art. 600, 601 et 642 C. P. C. de 1897.

(3) Lorsqu'un jour a été fixé pour le procès par jury, et qu'au jour fixé, le défendeur a fait motion pour remettre la cause, parce qu'un de ses témoins était absent ; lorsque cette motion lui a été accordée, à la condition de payer au demandeur les frais qu'il avait encourus pour assigner les jurés et ses témoins, et que le défendeur refuse ensuite de payer ces frais, le demandeur

pouvait émaner dans certains cas, avec la permission de la cour, et que, dans l'espèce, elle accorderait une exécution, pour les frais encourus lors de la convocation du premier jury. Le Code ne parle de l'exécution des jugements qu'après l'instruction finale du procès et après le jugement définitif, et il s'exprime toujours comme s'il s'agissait du jugement final. Art. 549, 551 (1). Les autorités semblent contraires au principe de l'exécution d'un jugement interlocutoire dont l'exécution provisoire n'est pas ordonnée, et qui peut toujours être infirmé en appel. 4. L'exécution devait-elle être adressée au shérif du district d'Iberville ? L'art. 545 C. P. est ainsi conçu : "Le jugement du tribunal ne peut " être mis à exécution qu'au moyen d'un bref émanant au " nom du souverain, et adressé au shérif du district (où il doit " être exécuté.)" L'acte d'interprétation de la législature de Québec, de 1868, 31 Vict., c. 7, s. 10, déclare : "No act or " provision of the legislature in any way affects any article " of either of the said Codes, *unless such article is expressly* " *designated for the purpose.*" En 1870, la même législature passa un acte, 33 Vic., c. 17, s. 1, rappelant nommément certains articles du Code de Procédure, tels que les art. 461, 555, 559, etc. (2), permettant d'adresser la saisie exécution à un des huissiers de la Cour Supérieure, mais le statut omit de rappeler nommément l'art. 545, qui déclare que le jugement du tribunal ne peut être mis à exécution qu'au moyen d'un " bref adressé au shérif du district où il doit être exécuté." Est-ce qu'en présence de l'acte de 1868, cet article peut être rappelé sans une mention spéciale ? Le rappel *par implication* serait contraire à notre loi expresse d'interprétation. 5. Si le bref pouvait être adressé à un huissier, ne fallait-il pas y mettre le nom de cet huissier, et même l'entrer dans les livres de la cour, comme cela se pratique et s'est toujours fait à la Cour de Circuit, car, puisque le Code permet de faire opposition *aux saisies ou aux ventes* (art. 580) (3), ne faut-il pas connaître le nom de l'huissier pour lui signifier l'opposition à la saisie, c'est-à-dire avant la saisie ? Nous avons éprouvé cet embarras sur les premiers *writs*, et quand, pour éviter l'avalanche de saisies dont nos clients étaient menacés, nous avons voulu faire opposition de suite, nous n'avons pu connaître qui étaient chargés des *writs*, et ce ne fut qu'après que les 36 sai-

ne peut demander la contrainte par corps, pour le forcer à les payer, mais il a droit à un exécutoire pour ces frais. (*Ferguson vs Gilmour*, C. S., Québec, 1 mars 1855, BOWEN, J. en C., et MEREDITH, J., 4 R. J. R. Q., 462.)

(1) Art. 610 et 612 C. P. C. de 1897.

(2) Art. 116, 617 et 629 C. P. C. de 1897.

(3) Art. 644 C. P. C. de 1897.

sies furent exécutées que nous avons su à qui nous avions affaire. Cette difficulté ne se présente pas avec le shérif qui est un officier connu.

4e QUESTION : Cette question correspond à la 5me réservée par la cour de St-Jean : " L'officier qui contribue, par sa fraude et la violation de ses devoirs, à obtenir illégalement un bref de saisie, et qui est assailli en cherchant à le mettre à exécution, peut-il invoquer la protection que la loi accorde à celui qui est assailli *in the lawful performance of his duty*, et qui est supposé ne pas connaître cette illégalité, ou bien commet-il un *trespass ?*" En d'autres termes, un huissier chargé d'un bref de saisie-exécution, qui reçoit une opposition, et qui, au lieu de la rapporter en cour, la supprime frauduleusement et fait un rapport tronqué au moyen duquel il obtient un *aliàs fieri facias*, commet-il un *trespass*, en cherchant à mettre à exécution cet *aliàs fieri facias*, ou peut-on le considérer *in the lawful performance of his duties ?* Lord DENMAN disait, dans la cause de *Painter & Liverpool Gas Co.*, 3 Ad. and Ellis, p. 444 : " But then the question is, whether " the warrant, though improperly issued, will protect these " parties. A warrant is a justification to officers, because they " are not to canvass the legality of the process they have to " execute. Acts of parliament have been passed for their pro- " tection, founded on that principle ; and it is a just one ; for " it would be absurd that an officer charged with the execu- " tion of a warrant should have to pause, and consider " whether it was regularly issued or not." PATTERSON, J., (id.) : " He (the bailiff) is bound to obey it, and is, therefore, " protected in doing so." Bacon's Abridgment, vo. Trespass, D. 3, p. 660 : "It is laid down by HALE, C. J., that an arrest " of a person under the process of an inferior court, by an " officer of the court, is a false emprisonment, in case the " process were irregularly issued. But it is, in divers books " laid down, that the officer is not in this case liable to an " action of trespass ; for that it would be hard to punish a per- " son *who has done nothing more than execute* the process of " a court *to which he owed obedience.*" Id., p 686. " An action " of trespass does not lie against a sheriff, or his officer, or " against a person who, by the command of either of them, " has assisted him, for anything done by virtue of a writ of " *fieri facias* which issued upon an erroneous judgment, " *because the fault is not, in such a case, in the sheriff or his* " *officer, but in the court or some officer thereof.*" Telles sont les raisons pour lesquelles la loi protège l'huissier dans l'exécution de ses devoirs, mais si, au lieu d'exécuter, il viole ses devoirs, pourra-t-il encore l'invoquer ? Ce serait faire d'un principe de droit favorable au bon ordre une arme dange-

reuse pour la paix publique, et soumettre la fortune et la tranquillité des familles au caprice et à la mauvaise foi du premier venu, qui aura en sa possession un document obtenu et surpris par sa fraude, c'est-à-dire, encore, que sa fraude le protégerait contre les suites de cette même fraude. Si l'on admet la doctrine adoptée par la cour de St-Jean, il faudra aussi en admettre les conséquences que le droit anglais répudie cependant ; ainsi : 1. Si l'huissier exécute la saisie d'une manière illégale, s'il emploie la violence, s'il sort de sa juridiction, il faudrait encore dire : il avait un bref valable dans sa forme, cela suffit. 2. Ou bien, si le bref a été accordé par une cour incompétente, l'huissier n'en devrait pas être responsable. Ce cas est bien plus fort que celui où l'officier public a obtenu, par fraude et illégalement,. le bref dont il cherche à se couvrir. Cependant, dans tous ces cas, sa qualité d'officier public et le bref dont il est porteur ne l'empêche pas d'être un *trespasser*. Considérons bien la position de M. Morrison, qui peut devenir celle de chacun de nous. On prend contre lui et ses cohéritiers, dix-sept brefs d'exécution ; il offre de payer sans condition les 4/5 du montant réclamé, et de déposer la différence en cour, pour attendre le résultat de l'opposition qu'il entend produire ; cette offre est refusée, et *trente-six saisies sont exécutées ;* les défendeurs font des oppositions et les signifient aux huissiers ; tout l'argent est déposé en cour en même temps. Le devoir des officiers saisissants est clairement défini : " *les oppositions aux saisies et aux* " *ventes opèrent sursis, pourvu qu'elles soient accompagnées* " *d'une déposition*... et le shérif ou l'huissier les doit rapporter au tribunal sans délai (art. 583 et 585 C. P.) ; même si l'opposition n'est pas accompagnée de l'affidavit, l'huissier est toujours tenu de la rapporter en cour (Règ. de Pra. 81, p. 20), l'affidavit n'étant requis que pour obtenir la suspension des procédures. Mais ici l'opposition est accompagnée de l'affidavit requis. Les défendeurs ont donc fait tout ce qu'ils pouvaient faire pour se protéger, ils ont employé tous les moyens que la loi leur accordait, mais voilà que l'huissier supprime l'opposition, et obtient, par cette réticence et cette suppression frauduleuse, un *aliàs fieri facias*, et cherche à recommencer ses 36 saisies, en y incluant tous les frais des premières saisies. Que devaient, que pouvaient faire les défendeurs ? Laisser saisir et faire d'autres oppositions qui seraient encore supprimées ? Cet huissier doit être protégé, et pourquoi ? Dira-t-on qu'il est obligé de faire la saisie, et qu'il ne peut faire autrement que d'obéir à l'*aliàs fieri facias ?* Dira-t-on, avec lord DENMAN : " It would be absurd that (Pepin), charged with the execution of a warrant should have to pause and consider whether it was regularly issued

or not ?" Dira-t-on, avec Bacon et HALE, C. J.: " It would be hard to punish a person (Pepin), who has done nothing more than execute the process of a court to which he owed obedience ? ou, " The fault is not (in this case) in the sheriff or his officer, but in the court or some officer thereof." En violant lui-même la loi, Pepin perdait le droit d'invoquer la protection qu'elle accorde à ceux qui lui obéissent et la servent ; Pepin n'était plus dans l'exécution de ses devoirs, mais il les violait et, par là, se rendait coupable d'un mépris de cour, entraînant l'emprisonnement ; il était *trespasser* et, comme tel, passible d'une action en dommages ; enfin, il commettait un crime poursuivable par *indictement*, en conspirant et en agissant dans le but d'entraver l'administration de la justice, et en obtenant frauduleusement de la cour un bref d'exécution dans un but illégal (Cr. P., p. 74 ; Hawkins P. C., p. 216, 217, 219, 230). Il serait contraire au bon sens et au droit naturel de dire que la loi rend cet huissier inviolable, et qu'elle lui abandonne sa proie sans défense. " But, if " (says 1 East. P. C., p. 406) it (the assault) were lawful, and " the party used no more force than was necessary to accom- " plish the purpose, as to defend himself, against a prior as- " sault, or to arrest the other, or make him desist from some " wrongful act or endeavor, or the like ; it is no assault or " battery in the law, and the party may justify the force." D'ailleurs, si l'on se rappelle que l'opposition équivaut à un ordre de sursis, que l'*aliàs fieri facias* n'est que la continuation du premier bref d'exécution, on comprendra, sans peine, que, dans tous les systèmes de législation possibles, l'officier de la cour, qui désobéit à un ordre de suspendre, ne peut invoquer sa désobéissance et sa fraude pour se mettre à l'abri des suites de sa désobéissance même. Aussi trouve-t-on, dans le droit commun de l'Angleterre, que l'huissier qui continue ses procédures, après un ordre ou *injunction* de suspendre, devient un *trespasser* (voir Blackstone, 3 vol., p. 112, 113 ; Jacob's Law Dict., vo. *Injunction*). L'exemple le plus ressemblant au nôtre, que nous ayons trouvé, est rapporté dans 1 Louisiana Condensed Reports, Supreme Court, p. 750 : Un *capias ad satisf.* fut émis le 21 juillet. Le 30 juin 1819, un bref de prohibition avait été accordé contre le juge de paix et le constable. Le constable arrêta le demandeur en vertu de ces brefs de *capias*. Action pour *trespass*, assaut, emprisonnement illégal ; verdict et jugement pour $500, et appel à la Cour Suprême. PORTER, J : " It appearing, by evidence, that " *the execution under which this officer acted, was issued* " *after a prohibition had gone to the magistrate and con-* " *stable inhibiting all further proceedings in this case, I* " *am of opinion that the magistrate and his officers who*

" *disobeyed it, were trespassers.*" " MARTIN and MATTHEWS, " JJ., concurred ; judg. affirmed." Cette décision est fondée sur le droit commun anglais. Voici la page de Jacob auquel on réfère, (Vo. *Injunction*) : " If an attorney proceeds at law " after he is served with an injunction to stay proceedings " on affidavit made thereof, interrogatories are to be exhibit- " ed against him, to which he must answer on oath, and, if it " appears that he was duly served with the injunction, and " hath proceeded afterwards contrary thereto, the Court of " Chancery will commit the attorney to the *fleet* for the con- " tempt (2 Lill. abr., 64)" Voir aussi 7 New Series, p. 1 ; 9 Martin's Rep., 381 : 6 Robinson's (Louisiana) Rep., p. 192. Espinasse, N. P., p. 398 (old no. 399.) " Trespass will not lie " against a mere ministerial officer, for anything done mere- " ly in pursuance of his duty, though it is somewhat in " support of a wrong, but a wrong to which he is in no way " accessory or assenting....as where distress was tortiously " taken, and impounded in the pound, of which one of the " defendants was keeper, and an action was brought against " those who took the distress, and the pound keeper jointly. " This action was held not to lie against him, for he acted " only merely ministerially, and was no way concerned in " the tort. But it was further the opinion of the court in " the case, that, if he had exceeded his duty, and assisted in " the wrong, he would be a party in the trespass, and that, " then, an action would lie against him."

5e QUESTION : *Le client qui s'oppose aux procédures illégales de l'huissier, dans le cas mentionné ci-dessus, d'après l'avis de ses avocats, commet-il un acte criminel, en supposant que l'huissier eût eu le droit de faire la saisie?* Stephen's Cr. law of England, 1863, p. 81 : " No action is " criminal in itself, unless the intent, the mental element of " it, is a state of mind forbidden by law. This state of mind " varies according to the nature of the case. The appropria- " tion of the property of another is not theft, unless it is " felonious. In short, in order to be a crime, an action must " not only be intentional, in the general sense already ex- " plained, but it must be accompanied with a specific inten- " tion forbidden by the law in that particular case. In some " cases this specific intent is defined by the law which " creates the offense, as for example, in the case of wound- " ing with intent to maim or disfigure, but it is more fre- " quently denoted by the general term " malice." Malice may " thus be said to be a necessary ingredient in one form or " other of all crimes whatever, though in some cases it must " assume a particular shape in order to constitute a specific " crime." P. 84. " A man breaks a valuable article, a vase or a

" statue in a shop. If the evidence proved that he had done " so by voluntary and intentional act, it would be presumed " to be a malicious one, unless he could rebut the presump- " tion, but he would be at liberty to rebut it. Suppose, for " instance, he could prove that he supposed that he had the " owner's leave to do what he did, this would be a defence to " an indictment, because it would disprove malice, but the " act would still be unlawful, and would expose the wrong- " doer to a civil action." 1 Bishop Cr. Law, 240: "Thus, to " constitute a larceny there must be an intent to steal, which " involves the knowledge that the property taken does not " belong to the taker; yet, if all the facts concerning the title " are known to the accused, and so the question is one mere- " ly of law, whether the property is his or not, still he may " show that he honestly believed it his, through a misappre- " hension of law. And there are many other cases involving " the same principle. Likewise, in proceedings against " magistrates and other quasi official and sometimes ministe- " rial officers, for acting corruptly in their office, *their misap- " prehensions of the law may be set up in answer to the " charge of corruption*, unless, perhaps, the mistake were " induced by gross carelessness or ignorance." 3 Carr. et P., 409, *Rex* v. *Hall*; Carr. & Marshmann, 306, *The Queen* v. *Reed*; 7 M.&W., 622, *Merry* v. *Green*; Carr. & M., 612, *Regina* v. *Jones*; 7 Wendell's Rep., N. Y., 152, *Jackson* v. *Andrews*; 1 Carr. & Kirwan, 185, *Regina* v. *Mary Good*; 1 Chitty's Rep., *R.* & *Friar*, p. 702; 1 Massachusett's Rep., 227, *Comm.* v. *Shed.*; 1 L. R. Q. B., 1866, p. 405, *Nott* & *Bound*; Archbold's Cr. P., ed. 1871, p. 112: "The court, however, will not ' in general grant a criminal information for an illegal act " committed by a person under a *bonâ fide* conviction that " he was merely exercising a legal right. *R.* v. *Parkins*, 3 B. " & Ald., 668, and also where the applicant is not himself free " from imputation. Lofft, 314; Law Rep., Eng., Q. B., vol. 3, " p. 635, *The Queen* v. *the Mayor of Tewkesbury*: BLACK- " BURN, J.: " From the knowledge of the fact that Blizzard " was mayor and returning officer, was every elector bound " to know as matter of law, that he was disqualified to be " elected? I agree that ignorance of the law does not excuse. " But I think that in *Martindale* v. *Falkner*, MAULE, J., cor- " rectly explains the rule of law. He says; " There is no " presumption in this country that every person knows the " law: it would be contrary to common sense and reason if it " were so." In *Jones* v. *Randall*, DUNNING, *arguendo*, says: " The laws of this country are clear, evident and certain; all " the judges know the laws and knowing them administer " justice with uprightness and integrity." But Lord MANS-

FIELD, in delivering the judgment of the Court, says: " As to " to the certainty of the law mentioned by Mr DUNNING, it " would be very hard upon the profession if the law was so " certain that every body knew it: the misfortune is that it " is so uncertain that it costs much money to know what it is " even in the last resort." It was a necessary ground of the " decision in that case (Cowp., at pp. 38, 40), that a party " may be ignorant of the law. The rule is that ignorance of " the law shall not excuse a man, or relieve him from the " consequences of a crime, or from liability upon a contract. " There are many cases where the giving up a doubtful " point of law has been held to be a good consideration for a " promise to pay money. Numerous other instances might be " cited to show that there may be such a thing as a doubtful " point of law. If there were not, there would be no need of " courts of appeal, the existence of which shows that judges " may be ignorant of law." 1 Bishop Cr. Law, no. 242: "The " wrongful intent being the essence of every crime, it follows " that in all cases where a party without fault or carelessness " is misled concerning facts, and acts as he would be justi- " fied in doing, if the facts were what he believes them to be, " he is legally as he is naturally innocent....the legal rule " is neatly enunciated by Baron PARKE, thus: 'The guilt of " the accused must depend on the circumstances as they ap- " pear to them. The same doctrine prevails in the Scotch " law, as it must of necessity in every system of cultivated " christian jurisprudence." See the following Nos 243-245, and " the cases cited therein. 1 East, P. C., 273." Buller, Law of Trials, p. 15, note a. " For it is the intent, the *quo animo* " accompanied with a present liability to use violence, that " constitute an assault." *Griffin* and *Parsons*, Selvin's *Nisi P. ab* 21, *n.*; 1 Carr. & Kirwan Rep., p. 358, *Anderson & Waistelt et al.* Supposons que le demandeur eût cherché à se prévaloir de l'art. 143 du c. 83 des S. R. B. C., et qu'il eût demandé la contrainte par corps contre M. Morrison, pour avoir, par violence, ou en fermant sa porte, empêché ses effets d'être saisis par Pepin, sur l'*aliàs*, et c'était là que nous l'attendions, quel est le juge qui aurait écouté une semblable demande? Qui est celui plutôt qui ne s'empresserait pas d'ordonner cette contrainte contre Pepin (et peut-être ses complices), pour son faux rapport, sa suppression de l'opposition, et l'obtention frauduleuse de cette exécution. On trouve quelques exemples de consultations sur des points bien moins obscurs, et la cour a toujours admis la preuve de cet avis légal pour établir la bonne foi du client (9 Metcalf's Rep., 368, *Comm.* v. *Rufus B. Bradford*); sans doute, ce n'est pas toujours une preuve suffisante par elle-même, car si le client

avait clairement tort, il serait mal venu à invoquer une consultation illusoire, mais quand la question est naturelle et difficile, quand l'équité est de son côté, quand l'avis est demandé et donné de bonne foi, et qu'il ne s'agit plus que d'une pure et simple question de droit ou de pratique, le juge ne doit-il pas déclarer qu'il n'y a pas lieu à une poursuite criminelle ? L'attorney, en Angleterre, est à l'abri de toute recherche, même civile, pour ses actes et ses procédures, s'il a pris l'avis du *counsel*, à plus forte raison le simple client qui est moins en état que l'attorney de connaître la loi. Pulling's Law of attorneys and sollicitors, 1854, p. 232 : " Advising in " doubtful points of law, indeed, being deemed more peculiar- " ly within the province of barristers, it has been held to be " the duty of the attorney to submit them to the opinion of " counsel, and though it is said that an attorney cannot shift " the responsibility from himself, yet as to matters out of his " province as mere questions of law, the form of the plead- " ings, etc., the assistance of a counsel will generally protect " the attorney from responsibility (*Bracey* v. *Carter*, 12 Ad. " and Ellis, 373 ; *Godfrey* v. *Dalton*, 6 Bingh., 461) ; and even " as to matters peculiarly within his own province, he would " not be liable for an error in case of reasonable doubt, *e. g.*, " misconstruing a doubtful act of Parliament, or rule of " court, etc., and other difficult points." Dans la cause de *Perry* v. *Adams* (1), il me paraît qu'on a correctement énoncé les principes sur la matière. C'était une action pénale contre un étranger qui avait voté à une élection. M. Morris pour le demandeur disait : " Taking then the fact of voting as esta- " blished, what proof did defendant make to show that he was " qualified, or that he had good reason to suppose he was ? " The vague statement of a witness who heard a lawyer tell " him, that he was a good voter. Why was the lawyer not " produced, to say on oath what information was given him " on which to base his opinion ?...The rule of law that *ig-*

(1) Une personne qui, sans posséder les qualités requises par la loi, et, de propos délibéré, a voté à l'élection d'un député au parlement, sera condamnée à payer la somme de $40, et les dépens, à tout individu habile à la poursuivre, comme dans une action pour dette, et, faute de paiement dans le délai fixé par la cour, cette personne sera, en vertu des dispositions du ch. 6 S. R. B. C. de 1861, contraignable par corps. Le fait que cette personne aurait obtenu une opinion légale qu'elle avait qualité pour voter, ne l'empêchera pas d'être condamnée à payer la pénalité imposée à quiconque, délibérément, vote sans avoir les qualités requises par la loi. Les copies certifiées des registres de votation déposées au bureau du registrateur du comté, tel que requis par la loi ci-dessus citée, sont une preuve valide et suffisante des votes qui y sont mentionnés. L'action, ainsi intentée, contre une personne, pour avoir voté, sans posséder les qualités requises par la loi, est une action pour dette, sujette aux règles qui régissent les actions de cette sorte ; par suite, le défendeur est tenu de répondre sur faits et articles. Art. 1203 C. C. (*Perry* v. *Adams*, C. C., Montréal, 30 avril 1864, BERTHELOT, J., 13 R. J. R. Q., 339.)

" *norantia legis neminem excusat*, and it behoved defendant " to make out a very strong case of reasonable belief that he " was entitled to vote, to protect him from the consequences " of what was undoubtedly an illegal vote. This he had failed " to do, and he became liable towards plaintiff in the sum " demanded." " Mr Robertson, for defendant, contended that " the law evidently required a wilful false vote, in order to " subject the voter to the penalty, and that, if a reasonable " ground of belief were shown, the voter must be held " harmless...If he was legally advised, he was entitled to " the presumption that he acted in good faith, and should be " absolved from the penalty which the law plainly attached " only to wilful false voting." BERTHELOT, J: " Defendant " was bound to show that he was legally qualified or had " good reason to believe himself so. This he had failed to do. " There was no proof whatever of qualification, even the pre- " liminary requirement of a residence of 3 years in the " province not having been made out. The proof as to his " having formed his belief of qualification under a legal " opinion was indefinite. That would be to lay open the poll- " books indiscriminately to all comers." Et c'est au juge à décider s'il y avait lieu au doute et si la question est assez difficile pour décharger le client de toute responsabilité. (Pulling, do.) 7 *Dawson & Lloyd*, 194, Exch., *Gooden & Elfick*. Held: " A constable who takes a person into custody impro- " perly, but with the *bonâ fide* intention of doing his duty, " is entitled to the protection given by the 24 Geo. 2, c. 44. s. " 8, of a notice of action, and it is not a question for the jury, " whether he reasonably believed that he was doing his " duty." Buller, Law of Trials, p. 14a (in action of damages for malicious prosecutions), " if the plaintiff do prove malice, " yet if the defendant show a probable cause, he shall have a " verdict, and the judge, not the jury, is to determine whether " he has probable cause."

6e QUESTION: *L'avocat qui dans l'exercice de sa profession aviserait son client de l'illégalité des procédures de l'huissier dans une cause civile, et lui conseillerait de s'y opposer, serait-il responsable criminellement, comme principal, d'un assaut commis en son absence, un mois plus tard sur l'huissier qui chercherait à continuer ses procédures illégales?*

Il semble extraordinaire qu'on puisse poser une pareille question, et, surtout, qu'on la discute sérieusement devant une haute Cour du pays, les prétentions de la poursuite à ce sujet sont si nouvelles et si contraires aux immunités de la profession d'avocat qu'on a peine à les croire sérieuses, et, si elles ont trouvé grâce devant un honorable juge, il n'y eût qu'une

voix dans tout le barreau pour protester contre une semblable doctrine qui choque toutes les idées reçues. On allait autrefois jusqu'à comparer l'avocat à un juge, quoique son ministère s'exerce d'une manière différente : l'un examine, pèse et juge les droits de son client qu'il fera ensuite prévaloir devant le magistrat, celui-ci décide de la validité des prétentions de l'avocat. Tous deux sont nécessaires au repos des familles et de la société, en contribuant à mettre fin aux différends entre les hommes, et, sans eux, on retomberait dans l'état sauvage de la force, ou, pour le moins, il faudrait rétablir le combat judiciaire. Mais quoi, si ces deux officiers de la justice expriment, sur des questions controversées, une opinion différente de celle qu'entretiennent d'autres hommes, qui, peut être, ne sont pas plus instruits, ni plus éclairés qu'eux, ces autres hommes leur demanderont compte de leur opinion, et pourront aller jusqu'à leur en faire un crime ? Je mets le juge, dans ce cas, au même plan que l'avocat, et, évidemment, la même raison, si elle vaut contre l'un, vaut contre l'autre. Si l'avocat qui dit à son client, " on vous persécute illégalement, et le Code vous autorise à empêcher la saisie de vos biens, l'huissier est un *trespasser*, et, comme vous êtes maître chez vous, refusez l'entrée de votre maison à l'huissier qui s'y présente sans droit," si cet avocat, dis-je, dans le cas où il se tromperait, pouvait être recherché criminellement, il y aurait la même raison d'agir contre le juge, qui déclarerait la même chose sur le banc, dans le cas où un autre tribunal trouverait qu'il s'est trompé, et où les plaideurs auraient suivi son conseil. Supposant, par exemple, que l'hon. juge POLETTE, en prononçant sur la règle de Cour contre Pepin, pour faux rapport et suppression de l'opposition, eût déclaré que M. Morrison pourrait mettre Pepin à la porte, s'il se présentait pour saisir sur *aliàs fieri facias*, et que Pepin se présente ensuite pour saisir (car il aurait pu garder ce bref dans sa poche trois mois aussi bien qu'un mois), pourquoi l'hon. juge ne serait-il pas passible d'être poursuivi criminellement comme principal, aussi bien que l'avocat qui, dans son cabinet, n'aurait rien fait de plus. On peut multiplier ses exemples à l'infini. Quand dans les causes de la *Petite rue St-Jacques*, M. Stephens alléguait, dans sa requête pour obtenir un ordre de sursis : " That plaintiff is instructed, by his counsel, that he has a " right to resist, by force, if necessary, all attempts on the " part of the bailiff, or any other, to execute the writ," quelqu'un s'est-il imaginé que ce *counsel* pourrait être recherché criminellement, s'il se trompait, et si le client suivait son conseil ? La même doctrine fut soutenue publiquement devant cette cour dans le factum additionnel de M. Stephens ; s'est-il trouvé un seul juge pour croire que l'avocat se compromet-

tait ? Dans la cause de *Perry & Adams*, 13 R. J. R. Q., 339, M. Morris parle de l'avocat qui a donné l'opinion comme un *irresponsible lawyer*, et tout le monde, dans la cause, avocats et juge, l'ont traité comme tel. Dans la cause de *Commonwealth & Bradford*, 9 Metcalf's Rep., p. 268, qui était une poursuite criminelle, pour avoir voté illégalement à une élection, a-t-on songé à inquiéter l'avocat, " who had advised him that he had a " right to vote." Quelle étrange prétention ; c'est bien le cas de dire, avec le juge en chef SHAW (22 Pickering, p. 476, *Commonwealth* v. *Willard*), au sujet de la doctrine que celui qui achète de la boisson participe au délit de celui qui la vend sans licence. " *No precedent and no authority* has been " shown for such a prosecution, and no such prosecution has " been attempted within the knowledge of the court, although " a similar law has been in force from the foundation of the " government, and thousands of prosecutions and convictions " of sellers have been had under it, most of which have been " sustained by the testimony of buyers. That such a prosecu- " tion is unprecedented shows very strongly what has been " understood to be law upon this subject." Cette remarque, si juste, est tout-à-fait applicable à la cause actuelle ; il n'y a pas de cas que nous sachions où un avocat ait été recherché criminellement, pour un avis donné dans l'exercice de sa profession, sur un point controversé. D'ailleurs, cette doctrine serait contraire à tous les principes sur la responsabilité de l'avocat, ou même du simple *attorney and solicitor*, ou avoué. 3 Esp., N. P., p. 202, *Sedley & Sutherland*, " civil action. for " assault and false emprisonment, brought against, 1. assign- " ees of a bankrupt ; 2. the solicitors under the commission ; " 3. the magistrates. Upon the case being opened, Lord " KENYON said that he thought this action could not be main- " tained against the att'ys, unless it could be proved that " they had gone *beyond the line of their duty*, by which the " plaintiff had suffered. That it would be a case of infinite " hardship, if an attorney, who was instructed to use the " most effectual means to secure parties suspected, should be " subject to actions of tresspass in the fair discharge of his " duties. Law said...That he could prove acts of the attor- " neys, unconnected with their duties as attorneys, *such as a* " *letter written to Dublin, ordering the arrest.* Lord KENYON " said he thought that circumstance only not sufficient. " Plaintiff non-suited. *Harrington & Jennings*, Lofft's Rep., " 188 : " Rule against attorney, for attachment, for not act- " ing according to his duty as such, in forwarding the plain- " tiff's business, he had released the original debtor, and ac- " cepted Hughes in his stead, *per quod* plaintiff amisit her " debt." Mr Justice ASTON : " If Jennings (attorney) acted

" not intentionally ill, but with good design, though event-
" ually unhappy, there is no ground to proceed criminally
" against the attorney. (1) However imprudent it may have
" been, it does not appear to have been done *malo animo*...
" The court will not grant an attachment to a doubtful case."
Mr Justice ASHURST. " The court will not grant an attach-
" ment but in a clear case (of malpractice), nor proceed crim-
" inally where the conduct of a party seems to have been in-
" tended for the best. Rule discharged." *Pitt* v. *Yalden*, 4
Burrow's Rep., 2061. Lord MANSFIELD: " That part of the
" profession which is carried on by attorneys is liberal and
" respectable, as well as useful to the public, when they con-
" duct themselves with honor and integrity, and they ought
" to be protected, where they act to the best of their skill
" and know'edge. But every man is liable to error, and I
" should be very sorry that it should be taken for granted,
" that an attorney is answerable for every error and mistake
" and to be punished for it...Not only counsel, but judges
" may differ, or doubt, or take time to consider. Therefore an
" attorney ought not to be liable, in cases of reasonable
" doubt." *Davis & Jenkins*, H. M. & W., 745, 1 D. & L., 321,
12 L. J., N. S., 386, Exch. Lord ABINGER says: " No action
" lies on against the attorney, unless the declaration charge
" him with acting maliciously." Pulling's Law of attorneys,
p. 224: " But generally speaking this mode of proceeding
" (by attachment or fine) cannot be resorted to for mere
" error in judgment on an attorney's part (*Harrington* v.
" *Jennings*, Loff., 188), or acting contrary to the client's in-
" structions, or being guilty of negligence (anon. Loff., 545;
" *Barker* v. *Butler*, 2 W. Bl., 780." P. 231.." The law steers a
" middle course and lays it down that to render an attorney or
" solicitor answerable for the consequences of a mistake
" (civilly), he must have been grossly atfault, or grossly negli-
" gent, that his offence must amount to *lata culpa* or *crassa*
" *negligentia*. (*Purvis* v. *Landall*, 12 C. and F., 91.)" P. 232.
" Whilst, on the other hand, he is not answerable for error in
" judgment upon points of new occurrence, or of nice or
" doubtful construction, or of such as are usually entrusted to
" men in the higher branch of the profession of the law, it
" has been held that an attorney or solicitor is *not liable for*
" *mistakes on difficult point of law*, for these are inevitable
" even amongst the most skilful, and, as lord MANSFIELD
" observes on this subject: Not only counsel, but judges may

(1) Pulling's Law of attorneys &c., p 227; " It (the court) does not inter-
" fere so much between party and party to settle disputed rights, as *crimin-*
" *ally* to punish by *attachment*, misconduct or disobedience in its officers."

" differ, or doubt, and take time to consider. (*Pitt* v. *Yalden*, " 4 Burr., 206.)" Contre la prétention que le statut ne distingue pas si celui qui conseille un délit est un avocat ou non, on pourrait répondre par le passage suivant de Pulling's law of attorneys, p. 180: " The privileges, therefore, avail " against an immemorial local custom, a charter from the " crown, or the general words of a statute (see cases cited), " for they are regarded as the law of the courts in which " they prevail, and therefore of sufficient force to control the " operation of the common law itself, immemorial custom, or " a general act of parliament. *How taken away or lost.* The " privilege of an attorney may of course be taken away by " the express words of an act of Parliament, or by the con- " struction of an act in which express words are not to be " found (cases cited). Thus the privilege of an attorney to be " sued in his own court only seems to be taken away by the " new county courts act (no privilege except as hereinafter " excepted, shall be allowed to any person to exempt him from " the jurisdiction of any court holden under this act, 9 and " 10 Vic., c. 95, s. 67.)" Le droit français n'est pas moins explicite sur ce sujet. Le Camus, Rep. de Jur., vo. avocat; 9 Toullier, p. 473, 5e ed., à la note. Mollot, Règ. de la prof. d'avocat, règ. 92e: " Il ne répond pas plus de ses conseils que le " magistrat de ses sentences." Nouveau Denizart, vo. avocat. Dupin, Prof. d'avocat, p. 545-6: " Vous demande-t-on quelle " route on suivra pour une opération quelconque, n'indiquez " que la voie la plus sûre, celle qui est littéralement conforme " à la loi; avertissez de toutes les précautions qui sont à " prendre, leur multiplicité ne doit pas effrayer lorsqu'il est " question d'agir, on ne saurait acheter à trop grand prix l'a- " vantage de ne pouvoir être inquiété sur ce que l'on aura " fait, si, etc., etc." Troplong, Mandat, no. 16, p. 26, Exemp. de Responsabilité.

7e QUESTION. *Le simple assaut lui-même tel que constaté, est-il d'une gravité suffisante pour constituer un acte criminel et surtout pour en rendre responsable, comme principal, celui qui un mois auparavant l'aurait conseillé, mais n'y aurait pas été présent et n'y aurait pas autrement participé?* Le révérend M. Morrison a dit à Pepin; *Sortez! Sortez!* et il lui a mis en même temps la main sur le bras. 2 Bishop, Cr. law, no. 39: " If a man does what would ordinarily am- " ount to an insult, but accompanies the doing with words " which show *he has no intention of inflicting a battery,* " *and there is no danger*...he does not become chargeable " with this offense. *Blake* v. *Barnard*, 9 C. & P., 626; Buller, " Law of Trial, loc. cit.)" 1 Bishop, Cr. Law, no. 320: " Again " the thing must be of sufficient magnitude, else the law,

" which as we have had occasion in several instances to see " does not notice small things, will take no account of it as " criminal. *De minimis non curat lex*, is an old and familiar " maxim, which, standing in the foremost rank of legal max- " ims, exerts its influence through every department of our " jurisprudence civil and criminal..." *Rex & Tindall*, 6 Ad. & Ellis, p. 143. " Indictment for a nuisance, by erecting and " continuing piles and planking in a harbour, and thereby " obstructing it and rendering it insecure. Special verdict: " that, by defendant's works, the harbour is in some extreme " cases rendered less secure. Held: That the defendant was " not responsible criminally for consequences so slight, un- " certain and rare, and that a verdict of not guilty must be " entered." 1 Bishop Cr. Law, no. 324. Mais c'est surtout dans ces cas minimes, où l'on n'admet point d'accessoire, et où tout participant est principal, que la loi exige une participation directe chez celui qu'elle en rend responsable. I Bishop, 484; " Of course, in order to charge a person at all, " his intent must have sufficiently concurred with his act; " and upon principles, we have already seen, the accessorial " act must be closer to the principal one, as we ascend into " the lighter misdemeanors." Ainsi, peut-être celui qui, dans une querelle, emploierait quelqu'un pour battre une personne, ou celui qui, présent à une bagarre, pousse quelqu'un à frapper, en lui criant *do it, do it*, pourrait-il être tenu responsable. Lewin's, Crown Rep., vol. 1, p. 17: " If several are " in concert, encouraging one another, and cooperating, they " are all equally guilty, though one only committed the act- " ual assault (per BAYLEY, J.). Lord TENTERDEN, C. J., in a " recent case told the jury, that it was immaterial whether " the defendant actually laid hold of the plaintiff or not; for, " if he was present and encouraged others, he was equally " responsible for the consequences; and that he did so was " sufficiently proved by his exclaiming *do it, do it*." Mais nous ne pensons pas qu'on puisse étendre la doctrine plus loin. 1 Bishop, no. 320. " From the same root *de minimis* " *non curat lex* have sprung up around it other inferior " maxims, one of which, very considerable in its influence, is " *In jure non remota causa sed proxima spectatur*." No. 323: " But, descending from treason to misdemeanors of a " very low grade, the man who does some remote action, or " encourages another, towards the commission of such a mis- " demeanor, or even stands by while another whom he urges " on, does it, is not punishable. (*O'Blennis* v. *State*, 12 Miss- " ouri, 311; *The State* v. *Brady*, 9 Hump., 74; *Rex* v. *Sole-* " *gard*, Andr., 231, 235; *The State* v. *Clemens*, 3 Dev., 472: " *The State* v. *Goode*, 1 Hawks, 463). Between these extreme

" points are numerous shades and degrees, which will best " be seen as we proceed with our main discussion." 22 Pickering, p. 476, *Commonwealth* v. *Willard.* " Willard refused " to testify before the grand jury on an indictment for selling " liquor in violation of a statute ; he had bought it, and would " not criminate himself he said, as the purchaser must have " solicited and counselled the prisoner to sell ; the court com- " mitted him for contempt. On *habeas corpus, Held :* he could " not be indicted himself (although present), for counselling " defendant to sell." SHAW, C. J., p. 478 : " It is difficult to " draw any precise line of distinction between the cases in " which the law holds it a misdemeanor to counsel, entice or " induce another to commit a crime, and where it does not. " In general it has been considered as applying to cases of " felony, though it has been held that it does not depend up- " on the mere legal and technical distinction between felony " and misdemeanor. One consideration, however, is manifest " in all the cases, and that is, that the offence proposed to be " committed, by the counsel, advice or enticement of another, " *is of a high and aggravated character*, tending to breaches " of the peace or *other great disorder or violence*, being what " are usually considered *mala in se* or criminal in them- " selves, in contradistinction to *mala prohibita*, or acts " otherwise indifferent than as they are restrained by posi- " tive law. All the cases cited in support of the objection of " the witness are of this description." P. 479 : " But we know " of no case, where an act which, previously to the statute, " was lawful or indifferent, is prohibited under a small speci- " fic penalty, and where the soliciting or inducing another to " do the act, by which he may incur the penalty, is held to be " itself punishable."

EXPOSÉ DES FAITS ET PRÉTENTIONS DE LA COURONNE : 1870, Août 28, Date d'un *aliàs* bref d'exécution *fieri facias* adressé à un huissier du district d'Iberville v. Messire Morrison seulement pour un total de $260.00. Août 28, Date d'un *aliàs* bref d'exécution *fieri facias* adressé à un huissier du district d'Iberville v. Messire Morrison seulement pour un total de $20.00. Sept. 23, Ce n'est que ce jour-là près d'un mois après leur émanation que l'huissier se présente pour saisir chez M. Morrison, en vertu de ces deux mêmes brefs. Rébellion et assaut sur l'huissier Pepin, par M. Morrison, induit et encouragé par l'accusé Pagnuelo. Déc. 12, Verdict du grand jury à St-Jean, district d'Iberville. Déc. 23, Le petit jury, après une longue enquête et l'autorisation par les accusés au juge de donner instruction au jury de rapporter un verdict de coupable, se retire néanmoins pour délibérer, et revient avec un verdict de coupable. Cependant, le juge de

1re instance aurait réservé certaines questions, et fait clairement comprendre que, " vu le verdict de coupable rapporté par le jury et le censentement ou l'aveu des accusés," tout ce qu'il a voulu et entendu réserver se réduirait à ceci : " Si la résistance et la conduite des accusés étaient légales et justifiables dans les circonstances ? " Or ces circonstances, elles se voient principalement dans les notes du témoignage, sans l'aide desquelles il serait impossible d'expliquer et comprendre ces circonstances, comme le prouve l'ordre donné par cette cour en juin dernier, conformément à la pratique suivie en pareil cas par les tribunaux en Angleterre, *if on the argument it appears that it is (the case) imperfectly stated.* Voir Bell's Crown Cases, t. de 1858-60, ed. 1861, p. 20 ; *Reg.* v. *Hilton*, note marginale et au bas, et p. 24 ; Deasly, t. 1852-56, pp. 276, 390-3, *Reg.* v. *Eagleton* ; id., t. 1856-58, pp. 348, 351, 360, *Reg* v. *Watson.* Cette cour a donc sagement ordonné ce second exposé. En effet, les *aliàs* brefs du 26 août contre lesquels (il faut bien remarquer) aucune opposition n'avait été formée, une procédure quelconque n'avait été adoptée, bien qu'on eût eu près d'un mois pour la faire, faisant voir à leur face qu'ils étaient émanés d'un tribunal compétent et qu'ils en portaient le sceau, rien ne pouvait justifier l'un des accusés de commettre, et l'autre (fut-il même avocat) de conseiller, *counsel, abet,* encourager, etc...l'offense si grave d'un assaut sur un officier de justice dans l'exécution de ses devoirs. Voir S. du Canada de 1866, c. 12, s. 9. Archbold, ed. 1862, p. 551, au bas : " If a writ of execution in civil cases, be correct up-
" on the face of it, etc., so in a case of process out of an infe-
" rior court, as the county court ; (p. 552) the production of
" a warrant good on the face of it, and appearing to be issued
" in a case in which the court had jurisdiction, it is sufficient
" to justify an arrest under it and render the party, if he re-
" sist the arrest, liable to an indictment for an assault upon
" the officer." Russell, on crimes, t. 1, p. 617, ed. américaine 1857 ; Roscoe, on evidence, ed. London, 1861, p. 720. Mais, dira-t-on, on aurait dû, comme autrefois dans le cas de félonie, mettre dans l'*indictement* un chef, *count,* séparé, contre l'accusé Pagnuelo comme accessoire avant le fait et ne pas l'accuser comme principal. Le statut de 1868, déjà cité, dit au contraire que l'accessoire dans le cas de *misdemeanor* sera *indicted and punished as a principal offender.* Comme on le voit, le châtiment devant être le même pour l'accessoire comme pour le principal, la distinction dans l'accusation ou *indictement* devient alors sans objet. *When the principal and accessory are tried together, one being charged as principal and the other as accessory*...(which will now probably never occur), etc. Archbold, p 19, al. 1; idem, p. 9, al. 2 ; p. 8,

al. 1, 2 et 3 ; p. 30, no. 24 ; p. 823, al. 2 ; Russell, t. 1, p. 34, al. 1 et note † ; al. 2, 5 et 6 ; p. 35, note † ; p. 30, III, *an accessory*...etc. ; p. 82, note b ; Greaves, Criminal law acts, 2e ed. London, 1862, p. 18 à 22, et page 27. D'ailleurs il ne faut pas oublier que cette question (qui réellement n'en est pas une) n'a pas été réservée et qu'elle ne pouvait pas l'être, parce que l'accusé Pagnuelo, comme M. Morrison, en consentant à un verdict de coupable, sur l'*indictement* tel que formulé, consentait, par là, à être trouvé coupable comme principal, n'y ayant point d'autre accusation. D'un côté, M. Morrison aurait été avisé par une dernière lettre de l'avocat Barnard, de se bien garder de toute violence, parce qu'il s'exposerait précisément à la condamnation qui vient de l'atteindre. D'un autre côté, il est surabondamment prouvé que l'accusé Pagnuelo, loin de se borner à aviser dans le silence du cabinet, avec ce calme et cette modération qui doivent être au moins l'apanage, sinon l'égide, de l'avocat, la violation des lois du pays, une rébellion en justice, la perpétration d'une " offense manifestement criminelle," aurait au contraire, participé à cet assaut, jusqu'à lui donner un commencement d'exécution, en saisissant l'huissier Pepin par le bras, dans la rue Notre Dame, menaçant de le faire battre, et manifestant, plus tard, en deux circonstances, au moins, la joie et l'approbation d'un partisan passionné, à la nouvelle du succès qui avait suivi et couronné ses menaces, ses mauvais conseils et ses encouragements. " It is a general principle that every man is presumed " to know the laws of the country in which he dwells..." (Bishop, t. 1, p. 238.) " The procurement may be personal, or " through the intervention of a third person...it may also " be direct by counsel, command, or conspiracy, or indirect, " by evincing an *express liking, approbation or assent to*..." Archbold, p. 8, titre *Accessories before the fact*, al. 3. " Moreover, as a question of morals, there are many circumstances " in which we attach more blame to the accessory before the " fact than to his principle." Bishop, t. 1, § 473. " No *counsel* " *or attorney* can justify the using of any deceitful practice " in the maintainance of a client's cause and they are liable to " be severely punished for any misdemeanors of this kind " (Roscoe, p. 642, *Maintenance*; Russell, t. 1, p. 177). Deux *aliàs* brefs d'exécution irréprochables à leur face, quant à la forme, un assaut commis par l'un des accusés, conseillé, encouragé, approuvé et applaudi par l'autre, qui y aurait participé jusqu'au point d'en menacer lui-même l'huissier, voilà tout ce que, et beaucoup plus que la loi exige et requiert pour la culpabilité des deux accusés, et le maintien du verdict prononcé par le petit jury. Mais les accusés ajoutent : Que ces deux *aliàs* brefs ont été obtenus par une fraude à laquel-

le l'huissier Pepin aurait pris part. Ce point n'a pas été non plus réservé par le juge, mais sa réfutation ne demande qu'un instant, et nous la trouvons dans les quelques lignes suivantes, empruntées à Russell, t. 1, p. 617: " So, though the " warrant of a justice of peace be not in strictness lawful... " yet, if the matter be within his jurisdiction, the killing of " the officer executing the warrant will be murder; for it is " not in the power of the officer to dispute the validity of the " warrant, if it be under the seal of the justice. It may be " observed also that in all kinds of process, both civil and " criminal, the falsity of the charge contained in such pro- " cess, will afford no matter of alleviation for killing the " officer, for every man is bound to submit himself to the " regular course of justice, and therefore, in the case of an " escape warrant, the person executing it was held to be un- " der the special protection of the law, though the warrant " had been obtained by gross imposition on the magistrate, " and by false information as to matters suggested in it." (Roscoe, p. 720.) Bien loin de se concerter avec l'avocat des demanderesses, pour pratiquer une fraude, celui-ci lui ayant conseillé de consulter d'autres, l'huissier Pepin s'empressa de le faire. Après s'être adressé d'abord, à l'avocat Thibault, il obtint ensuite du procureur-général, et de l'un des protonotaires de Montréal, l'assurance que les oppositions qu'il leur montra n'étaient rien. Enfin, disent les accusés, il y avait eu deux oppositions, dûment signifiées le quinze d'août, par l'huissier Santoire, à l'huissier Pepin, contre l'exécution des deux brefs du 26 juillet, et, en conséquence, les deux *alids* brefs du 27 août n'ont pu être légalement émanés. Après un examen minutieux de tout le dossier, il a été, enfin, découvert qu'il n'y avait jamais eu d'opposition faite et signifiée à l'huissier Pepin, quant à l'un des deux brefs d'exécution du 26 juillet, pour le district d'Iberville, contre Morrison. En lisant les notes du témoignage, on y voit qu'il a été, il est vrai, signifié à l'huissier Pepin deux oppositions, et pas plus. Puis il en produit une que le greffier a marqué H. " J'ai, dit-il, en outre reçu une autre opposition, avec celle que j'ai produite. Je n'ai pas cette opposition." Le dép.-protonotaire DuBerger, faisant allusion aux deux oppositions, c'est-à-dire aux deux copies, sur lesquelles se lisent les deux retours, ou certificats, des signifiations faites par l'huissier Santoire, à l'huissier Pepin, dit qu'il n'y a eu que deux oppositions produites. Le témoin Piché dit: " Ce qui est au dos de l'opposi- " tion produite par l'huissier Pepin et marquée H, a été écrit " par moi. Je crois que Pepin m'a apporté deux oppositions; " je sais qu'il a été fait deux oppositions, et Pepin a dû me " les apporter." Pepin, en parlant de l'autre opposition (que

celle marquée H et par lui produite) dit que cette autre opposition, par lui remise à Piché, était celle accordée par le juge TORRANCE, signifiée (qu'on le remarque bien) le 5 d'août, et celle-là même qui fut révoquée, le 10 du même mois, par le juge TORRANCE. M. Piché ajoute : " La copie d'opposition qui " m'est montrée, marquée J, doit être copie du double de l'op- " position en ma possession." Ainsi, il est de toute évidence que Piché n'aurait jamais été en possession que d'une seule opposition et d'un double d'icelle, mais non de l'original. Rien n'était plus facile, pour les accusés, que de faire ordonner par la cour, au témoin Piché, la production ou le dépôt en cour de ce double d'opposition, duquel il se déclarait en possession. Il était également facile de faire constater par ce témoin, ainsi que par l'huissier Pepin, et surtout par l'huissier Santoire, si ce double portait quelque timbre. Mais les accusés avaient à dessein omis les timbres requis sur ce double, de même que sur l'opposition marquée M. Voir, quant à la formalité des timbres, les Statuts du Canada pour 1864, c. 5, art. 12, 13, 15 et 29. C'est sur ces deux copies d'opposition, J et K, que Santoire certifie avoir signifié l'original, et non pas un double de chacune d'elles, à Pepin, le 15 d'août, toujours. Le même Santoire, dans son témoignage, dit aussi qu'il a signifié à Pepin deux oppositions (pas plus), c'est-à-dire les deux copies marquées J et K, en lu ilaissant les deux originaux. De tout ce qui précède, il résulte, bien clairement, que, durant le procès, devant le jury, à St-Jean, il ne fut attaché autant d'importance à la pièce marquée H, que parce qu'on la considérait comme l'original de l'une des deux oppositions prétendues faites à l'un des deux brefs du 26 juillet et que, sans cela elle eût été rien dans la cause. Les mots *2e opposition*, au dos de cette pièce, portaient naturellement à penser que cette opposition était bien, en effet, la 2e que les accusés prétendaient avoir faite au 2e des deux brefs du 26 juillet, et, comme elle était moins volumineuse, la plus petite, on l'attribuait au moins considérable (par la somme réclamée de ces deux brefs). Toute l'attention se concentra alors sur l'absence de tout timbre, et l'insuffisance de l'affidavit, et du *jurat* sur cette opposition. Mais, depuis lors, l'examen minutieux de cette opposition ou pièce H a fait apercevoir, à sa 2e page, qu'elle se rapporte à un bref émané le 30 juillet et non le 26. Puis, regardant aux deux copies d'oppositions J et K, au dos desquelles Santoire certifie avoir signifié à Pepin, le 15 d'août, l'original de chacune de ces copies, l'on constate qu'une seule de ces copies se rapporte à l'un des brefs du 26 juillet, tandis que l'autre copie se rapporte à un bref du 30 juillet. Or, comme, d'après tous les témoignages à ce sujet et, notamment, d'après ceux du dép.-protonotaire DuBerger, de

l'huissier Santoire, et les retours de ce dernier, il n'y a jamais eu (après la révocation de l'opposition accordée par le juge TORRANCE) que deux oppositions signifiées à Pepin, il devient évident, puisque l'une d'elles se rapporte au bref du 30 juillet, que l'un des deux brefs du 26 est toujours resté sans opposition, de même que les *aliàs* brefs du 27 d'août. Donc, le 23 septembre, les accusés n'avaient pas l'ombre d'un prétexte pour justifier l'assaut commis, ce jour-là, sur l'huissier Pepin, porteur des deux *aliàs* brefs du 27 d'août et non des brefs du 26 juillet.

BADGLEY, J., dit : Que, dans ce procès instruit devant la Cour Criminelle d'Iberville, le conseil de la défense, à la fin de l'enquête, suggéra au juge de donner sa charge contre les défendeurs, et demanda que certaines questions fussent réservées à la Cour d'Appel. Cette réserve fut faite et le jury rendit un verdict de culpabilité contre les deux accusés. Voici brièvement quels sont les faits : Il paraît qu'une exécution a émané contre Morrison, en vertu d'un jugement obtenu dans une cause où Morrison était défendeur et les dames Dambourgès, demanderesses ; que d'autres exécutions s'ensuivirent et qu'en dernier lieu deux *aliàs* brefs de *fieri facias* émanèrent pour prélever sur les meubles de Morrison certaines sommes d'argent. L'huissier, chargé de ces brefs, se rendit chez Morrison et lui intima l'objet de sa visite ; sur quoi Morrison prit l'huissier par les épaules et l'éconduit ainsi que le recors qui l'accompagnait. De là l'accusation d'assaut. Quand les témoignages furent entendus, le conseil de la défense, volontairement et sans qu'il soit nécessaire, intima au juge SICOTTE, qui présidait le tribunal, qu'il pouvait faire son adresse contre les défendeurs. Au moment de l'assaut Pagnuelo n'était pas présent ; il avait donné quelque avis à Morrison et c'était ce qui l'impliquait dans l'affaire. Il appert à la face même du dossier que Pagnuelo n'a eu rien à faire dans ce qui s'est passé entre Morrison et l'huissier ; il n'était pas sur les lieux et n'avait pu être ni un principal ni un accessoire à ce délit puisqu'il n'y a pas d'accessoires en pareille matière. Il était impossible de mettre un conseil en accusation avec son client, pour un conseil donné au meilleur de sa connaissance, et quoiqu'il soit admis que Pagnuelo dicta à son client comment il devait agir dans certaines circonstances, cet avis ne l'inculpait pas. Il n'y avait par conséquent, rien qui puisse l'incriminer et il doit être libéré du résultat du verdict et libéré immédiatement ; mais, relativement à Morrison, le cas est différent ; la cour considère que l'huissier était chargé d'un bref légal, émané d'une cour compétente et légalement adressé à un huissier de la Cour Supérieure, agissant pour le district d'Iberville. Cet huissier avait

déjà été accomplir le même devoir chez Morrison, qui ne pouvait méconnaître l'huissier chargé d'accomplir un devoir, en vertu d'un bref d'exécution. Le juge après le verdict rendu, réserva certains points. Je ne comprends pas comment quelques-uns de ces points concernant Pagnuelo, ont pu être réservés. Je ne m'occuperai que de la question de la légalité du bref, qui est le premier point. Le bref était-il légal ? S'il était légal, ne devait-il pas être adressé au shérif d'Iberville ? Sinon, ne devait-il pas être adressé à un huissier désigné dans le bref ? La cour considère que le bref était légal, et qu'il était adressé, légalement et proprement, à un huissier pratiquant dans le district d'Iberville. La cour ne pense pas que Morrison puisse être libéré, sur le motif qu'il a agi d'après les conseils de son avocat. Il a agi illégalement, en commettant un assaut sur un huissier dans l'accomplissement de son devoir, et, partant, le verdict contre Morrison doit être maintenu. Je regrette que de telles causes viennent devant nous ; mais il est impossible, d'après la preuve, de justifier Morrison de sa conduite, et quoique la multiplicité des procédures contre lui ait dû l'exaspérer, elles ne peuvent atténuer les faits en cette circonstance.

CARON, J. : L'hon. juge dit que la première impression de la cause l'a fait d'abord opiner contre les deux défendeurs, que les notes qu'il va lire sont le résultat de ses impressions premières, qu'après avoir conféré avec ses honorables collègues, il en est venu à un doute, vis-à-vis de Pagnuelo, et que celui-ci doit en avoir le bénéfice, que, partant, il avait modifié ses opinions quant à Pagnuelo. Le savant juge dit qu'il était chargé par le juge DUVAL de dire qu'il concourrait dans le jugement. Voici les notes qu'il avait d'abord préparées. De la preuve au dossier, de l'aveu des parties, du verdict du jury, et des notes du juge qui a présidé au procès, il résulte d'une manière incontestable que le curé Morrison, l'un des accusés, a commis sur Pepin, l'assaut pour lequel il a été poursuivi, et que cet assaut, avant et après qu'il a été commis, a été conseillé et approuvé par l'autre accusé, Pagnuelo. Les faits admis, et la cause dégagée des nombreux détails inutiles dont elle fourmille, il reste à considérer deux questions bien simples, savoir : Cet assaut, dans les circonstances prouvées, était-il justifiable ? S'il ne l'était pas, l'accusé Pagnuelo pouvait-il être poursuivi criminellement, pour l'avoir conseillé avant, et l'avoir approuvé après ? Pour justifier l'assaut, il est prétendu, de la part des deux accusés, que Pepin s'est présenté chez le curé, en qualité d'huissier, et pour agir comme tel, prétendant être porteur de *writs* d'exécution l'autorisant à saisir les effets qui se trouvaient dans la maison, que ces *writs* d'exécution étaient nuls, pour plusieurs raisons qu'ils allèguent ; que,

vu cette nullité, l'huissier était sans droit d'entrer dans la demeure du curé et que, s'y étant introduit, dans de pareilles circonstances, le curé avait droit de le regarder et de le traiter comme tout autre individu, qui se serait introduit et insisterait à rester chez lui, contre son gré, et malgré sa requisition de se retirer ; que telle était la position de Pepin, lorsque le curé l'a saisi, et l'a poussé vers la porte, sans employer à cet effet plus de violence qu'il n'était nécessaire. Si les faits étaient ainsi, et qu'en réalité Pepin, tout huissier qu'il était, ce serait introduit au presbytère, pour y saisir, sans être porteur des documents requis pour l'autoriser à le faire, nul doute que le curé avait bien droit de le traiter comme il l'a fait, sans que cette conduite pût l'exposer à aucune poursuite criminelle, ou autre ; il aurait été encore bien plus justifiable de le faire, si, comme il est prétendu, les papiers dont Pepin était porteur étaient faux, frauduleusement obtenus, fraude à laquelle il aurait lui-même participé ; mais cette preuve fait entièrement défaut. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans l'examen de toutes les raisons invoquées par les accusés pour établir que l'émanation des *writs*, dont était porteur Pepin lors de l'assaut, était irrégulière et entachée de nullité, qui pourrait bien être démontrée en temps et lieu, devant le tribunal compétent, il suffit pour le moment, de dire que ces *writs* étaient émanés d'une cour compétente, étant apparemment revêtus des formes voulues, de la validité desquelles l'huissier à qui ils étaient confiés, pour exécution, n'était pas tenu de décider ni compétent à le faire. Il suffisait qu'il fut de bonne foi, et qu'il eût raison de croire qu'il était autorisé à saisir, pour avoir droit à la protection de la loi. Sa conduite ne présente rien de blâmable, il paraît avoir agi avec convenance à l'égard du curé. De ce qui précède, il est facile de voir que je suis d'avis qu'il n'y a rien dans la preuve, ni dans les circonstances établies au dossier, qui justifie l'assaut que s'est permis le curé Morrison, qui ne peut prétexter cause d'ignorance, puisqu'il avait par devers lui la lettre de l'un de ses aviseurs légaux, qui le mettait sur ses gardes, et lui prédisait le désagrément qu'il a éprouvé depuis, s'il se portait envers l'huissier à quelque acte de violence. La conviction contre le curé me paraît donc correcte et devoir sortir son effet. Voyons maintenant quant à l'accusé Pagnuelo ; sa qualité de procureur et de conseil le met-elle à l'abri des conséquences de la part qu'il a prise dans l'assaut ? Nul doute sur la question de fait, savoir que Pagnuelo a conseillé au curé de commettre l'assaut ; cette preuve se trouve au dossier, et se tire de l'aveu même du défendeur, et dans la demande qu'il fait au juge d'aviser le jury de rapporter un verdict de culpabilité contre lui. Cette demande de la part des accusés répond à l'objection

faite par Pagnuelo que l'*indictement* aurait dû contenir un allégué l'accusant comme accessoire. Si cette objection était valable, elle aurait dû être faite plutôt ; elle vient trop tard à présent, elle est couverte par la demande faite par les défendeurs : mais, au reste, eût-elle été faite à temps, cette objection était sans fondement aucun ; dans un cas de simple délit, comme le présent, toutes les parties sont mises sur le même pied, elles sont toutes regardées et traitées comme principaux. Le statut cité de la part de la poursuite (c. 72 de 1868) est positif à cet effet et règle la question. Cette objection fondée sur la forme de l'*indictement* est donc sans aucune valeur. Quant au mérite de la question, savoir si, dans les circonstances prouvées, Pagnuelo est responsable criminellement, pour la part qu'il a prise à l'assaut commis, je suis d'avis qu'elle doit être décidée affirmativement ; personne ne prétendra que l'avocat qui, au meilleur de sa connaissance et de bonne foi, donne un avis qu'il croit correct et qui se trouve ne l'être pas, soit passible d'une poursuite criminelle, l'ingrédient principal manque, savoir l'intention sans laquelle il ne peut y avoir crime, ni offense. C'est alors une erreur pour laquelle il peut, d'après les circonstances, être appelé au civil, mais non au criminel. Mais il en est autrement de celui qui conseille une chose mauvaise en soi, et qu'il sait, et ne peut ignorer être telle ; celui-là peut être poursuivi criminellement, si l'offense qu'il a conseillé de commettre est une de celles pour lesquelles une telle poursuite peut être sujette à la juridiction criminelle. Dans ce cas, la qualité de procureur ne le protège pas ; dans le cas de félonie, il est poursuivi comme accessoire, et, dans le cas de simple délit, il est poursuivi et traité à tous égards comme principal. Si telle est la doctrine, comme il est clairement établi, par la preuve et par l'aveu du défendeur Pagnuelo, qu'il a conseillé l'assaut avant qu'il eut été commis et l'a approuvé après, cet assaut pour les raisons données n'est pas justifiable. La seule conclusion à en tirer c'est que le défendeur en agissant ainsi a commis un délit pour lequel il pouvait être traduit devant le tribunal au criminel, ainsi qu'il l'a été ; que la conviction, conforme à la preuve et à l'aveu du défendeur, est, comme celle de l'autre accusé, correcte et légale et doit aussi être confirmée. Telle est l'impression que m'a faite d'abord l'examen de la cause, quant aux deux accusés. J'étais d'avis que tous deux étaient non justifiables dans la conduite qu'ils ont tenue dans l'occasion. C'est aux observations qui m'ont été faites par mes savants confrères, depuis que ces notes ont été écrites, que j'ai cru devoir changer mon opinion quant à l'un des accusés, Pagnuelo. Tous les autres juges étant unanimement d'avis que Pagnuelo doit être acquitté, j'ai dû croire que je me trompais, et, c'est avec un

grand plaisir, étant sous cette impression, que je concours avec eux dans la réponse qu'ils ont donnée aux questions soumises à la cour à l'égard de cette cause. Cette unanimité a élevé dans mon esprit un doute dont il était juste de donner le bénéfice à l'accusé ; j'aurais bien voulu pouvoir en faire autant en faveur de Morrison et déclarer aussi à son égard l'acquittement auquel je concours quant à l'autre, mais d'après la preuve et les circonstances de la cause, malgré la bonne volonté que j'y ai mise, la chose m'a été impossible et je suis resté d'avis que, quant à lui, la conviction doit être maintenue, déclarer correcte et doit sortir son effet, tandis que celle de Pagnuelo doit être déclarée nulle et considérée comme non avenue.

DRUMMOND, J. : Le savant juge qui a présidé le tribunal a envoyé un état de la cause. La cour était d'opinion que cet état n'était pas trop court, mais insuffisant et incomplet ; il a donc été renvoyé pour le faire compléter. Le juge a parlé de la preuve, mais ne l'a pas transmise, et n'en a pas donné une analyse, et il y avait aussi d'autres vides. C'est la première fois je crois, qu'une telle demande a été faite à un juge présidant à un procès, mais la chose est autorisée par notre loi statutaire, se pratique en Angleterre, *in pari materia*, et elle fut faite dans la forme autorisée par un des meilleurs auteurs. Après avoir fait quelques considérations sur ce que le juge SICOTTE a acquiescé à une admission dans un procès criminel, il dit que les juges ont cru de leur devoir d'altérer les questions pour pouvoir y mieux répondre, comme cela se pratique en pareil cas en Angleterre. Il cite *Regina* v. *Perkins*, Denison's Crown Cases. La cour a réduit les six questions à trois. 1. Le bref d'exécution dont était chargé l'huissier était-il nul ou valide ? 2. Si le bref était valide, encore qu'il fut annulable, Morrison est-il justifiable d'avoir résisté ? 3. Pagnuelo, avocat pratiquant, est-il passible de punition, pour avoir conseillé à l'autre défendeur de résister à l'exécution, étant sous l'impression qu'il ne pouvait, par tel bref, être contraint légalement ? Sur la première et la seconde questions, la cour est d'opinion que le bref n'était pas nul, mais correct à sa face même, et, partant, le verdict contre Morrison est bon et valide ; mais, relativement au troisième point, il n'y a rien pour montrer que Pagnuelo n'agissait pas consciencieusement et ne devait pas être protégé par les privilèges de sa profession. Le verdict contre M. Pagnuelo doit donc être annulé.

Voici le jugement de la Cour d'Appel : "On a case reserved. Having taken into consideration the several questions reserved by Justice SICOTTE, who presided at the trial of the abovenamed defendants, accused of having assaulted a bailiff in the execution of his duty, and seeing that the six questions sub-

mitted may be more clearly understood in their application to this case, by condensing them, this court has reduced their number to the following three questions: 1st. Was the writ of execution with which the bailiff Pepin was charged, when assaulted by Morrison, in the execution thereof, void or voidable? 2nd. If the writ was not void, although it may have been voidable, was Morrison liable for indictment, conviction and punishment, for having resisted and assaulted the bailiff in the execution thereof? 3rd. Was the other defendant, Pagnuelo, a practising advocate, barrister and attorney, at the time of the date of the offence charged, liable to indictment, conviction and punishment, for having advised the other defendant to resist the execution of the writ, in the belief that it could not be legally enforced? And this court, in reference to the first two of the questions, being of opinion that, inasmuch as the writ of execution, whether voidable or not, was not void, that, on the contrary, *correct on the face of it;* and, inasmuch as it was issued in a case in which the court had apparently jurisdiction, the defendant Morrison was liable to arrest, indictment, conviction and punishment, for having resisted and committed an assault upon the officer charged with the execution thereof,—doth declare the conviction of Morrison to be good and valid, and doth order that the record of the cause be remitted to the court below, and that, at the next ensuing term thereof, judgment be pronounced against Morrison, upon the said conviction; and in reference to the third question, the court is of opinion that, under the circumstances, there is nothing to show that Pagnuelo, in giving the advice complained of, was not acting conscientiously and should not be protected by the privileges of his profession. The court is of opinion that the conviction recorded against Pagnuelo was and is bad, wrong and unsustained by the law and the facts of the case. And, therefore, the court doth order that an entry be made on the record of the case, by the clerk of the crown for the district of Iberville, to the effect that, in the judgment of this court, Pagnuelo ought not to have been convicted, and that the verdict rendered against him has been by this court, as it now is, set aside, and declared null and void."

The Chief-Justice DUVAL, prevented from being personally present in court when judgment was pronounced, has, in testimony of his concurrence in the present judgment, signed the draft thereof. (3 R. L., 525; 2 R. C., 230.)

J.-J.-C. ABBOTT, pour Morrison et Pagnuelo.

E.-U. PICHÉ, pour la Reine.

FAILLITE.—DECHARGE.—ENQUETE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 21 février 1872.

Coram MACKAY, J.

In re SUTHERLAND, FORCE & Co., faillis, *and* JOHN SUTHERLAND *and* ANTHONY FORCE, requérant décharge ; *In re* BRODEUR & BEAUVAIS, faillis, requérant décharge ; *In re* PRÉFONTAINE & MOISAN, faillis, *et* N. PRÉFONTAINE, requérant décharge ; *In re* LABELLE & QUESNEL, faillis, requérant décharge ; *In re* JAMES JARDINE, faillis, réquérant décharge ; *In re* ANGUS SUTHERLAND, failli, requérant décharge ; *In re* NORBERT FAFARD, failli, requérant décharge.

Jugé : Que, sur la requête à fin de décharge, présentée à la Cour Supérieure, en vertu des art. 105 et 106 de la loi de Faillite de 1869, 32 et 33 Vic., ch. 16, un an après l'exécution de la cession, ou l'émission du bref de saisie-arrêt, le juge peut ordonner, *de proprio motu*, une enquête sur toutes les transactions du failli, l'examiner sous serment, et requérir du syndic un rapport détaillé des affaires du failli, quoique cette demande pour décharge ne soit opposée par aucune partie intéressée.

Dans les causes ci-dessus mentionnées, les faillis avaient présenté à la Cour Supérieure, à Montréal, leur requête à fin de décharge, conformément à l'art. 105 de la loi de Faillite de 1869, 32 et 33 Vict., ch. 16. Après la présentation de cette requête et un délibéré, la Cour Supérieure a ordonné que les faillis comparaissent devant elle, le 26 février 1872, pour être examinés sur les causes de leur faillite, et, de plus, à ce que les syndics officiels fussent enjoints de faire un rapport à la cour de toutes les affaires et transactions du failli. Aucun créancier n'avait contesté ces requêtes.

PER CURIAM : In the matter of John Sutherland and five others, petitioners for discharge in insolvency. There has been too great laxity in the granting of discharges, under the Insolvent Act. Hitherto, it has been done a matter of course, when there has been no opposition. An order is now made, in the case of each application, before the Court, that the insolvents appear on the 26th inst., to be examined by the judge touching their estate and effects, and the management of their business, before their assignment. The assignee, in each case, is also ordered to file, on or before the 27th inst., a report in writing upon the conduct of the insolvent, the state of his books and affairs, before and at the date of his insolvency ; the report to state what were, at the com-

mencement of the proceedings in insolvency, the assets of the bankrupt, what were the debts due by him, what dividend his estate has paid, whether he purchased goods, shortly after the bankruptcy proceedings, which have not been paid for, whether the bankrupt had made a complete delivery of his estate, whether he seems to have been bankrupt long before, and how long before the bankrupcy proceedings referred to in his petition and to what cause the bankruptcy seems attributable.

L'ordre de la cour se lit ainsi qu'il suit: "It is ordered that the insolvent appear to be examined touching his estate and effects, and the management of his affairs and business; the court also requires, from the assignee, to be furnished to the court, on or before the 26th day of February inst., a report in writing upon the conduct of the insolvent, upon the state of his books and affairs, before and at the date of his insolvency, the report to state what were, at the commencement of the proceedings in insolvency, the assets of the bankrupt, what were the debts due by him, what dividend his estate has paid, whether the bankrupt purchased goods shortly before the bankruptcy proceedings, which have not been paid for, and whether the bankrupt has made complete delivery of his estate, whether he seems to have been bankrupt long before, and how long before the bankruptcy proceeding referred to in his petition, and to what cause the bankruptcy seems attributable." (3 R. L., 579).

FEMME SEPAREE DE BIENS.—CAUTIONNEMENT.—ACTION EN REPETITION.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
MONTRÉAL, 22 mars 1873.

Présents: DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

BUCKLEY, défendeur en cour inférieure, appelant, *et* BRUNELLE *et vir*, demanderesse en cour inférieure, intimée.

Jugé: 1° Que la femme séparée de biens, qui, s'étant rendue caution pour son mari, acquitte son cautionnement, a droit de répéter ce qu'elle a ainsi payé;

2° Que, dans une action en répétition, *condictio indebiti*, par une femme séparée de biens, par suite de la nullité de son cautionnement, les intérêts ne lui seront accordés que du jour de l'assignation, lorsque le débiteur des deniers réclamés est de bonne foi.

La demanderesse, épouse séparée de biens, contractuellement, de Hilaire Mathieu, réclamait du défendeur, par

action en répétition de deniers, *condictio indebiti*, la somme de $800.00 en capital, payée au défendeur le 5 septembre 1859, et $512.00, pour intérêts de cette somme payés indûment, en tout $1312.00. Le 6 avril 1857, Hilaire Mathieu consent une obligation devant Taché, N. P., en faveur du défendeur, pour £620, argent prêté. Par le même acte, il transporte au défendeur £400, dus à sa femme par Michel Girard et Pierre Dansereau, et hypothèque deux terres *propres* à sa femme qui, autorisée de son mari, intervient à l'acte et renonce à l'hypothèque qu'elle avait, pour son douaire et autres droits matrimoniaux, sur ces deux terres, y est-il dit, dans cet acte ; car ces terres étaient ses propriétés. Le 8 avril 1857, le défendeur et Mathieu résilient ce transport et acquittent l'obligation, et, par un acte séparé, passé le même jour, Mathieu consent une autre obligation, pour £620, avec hypothèque sur une autre terre située à St-Simon et qu'il avait acquise le 6 avril 1857, des deniers qu'il avait empruntés du défendeur. La demanderesse intervint à cette seconde obligation ; elle se porta caution de son mari et hypothéqua ses deux terres. Le 5 septembre 1859, la demanderesse, autorisée de son mari, transporta au défendeur £200, balance des £400 dus par Girard et Dansereau. Le même jour, 5 septembre 1859, le défendeur donne mainlevée de son hypothèque sur la terre située à St-Simon, ainsi que de l'hypothèque que la demanderesse lui avait donnée sur ses deux terres, par la seconde obligation du 8 avril 1857. Le 18 janvier 1862, le défendeur a reçu de Girard les £200, à lui transportés par la demanderesse par l'acte du 5 septembre 1859. Le 16 janvier 1867, Mathieu fit cession de biens et, le 2 février, il a obtenu sa décharge. Par son action, la demanderesse allègue que son cautionnement, dans l'obligation du 8 avril 1857, est nul, ainsi que le transport du 5 septembre 1859, fait par erreur, pour payer ce cautionnement, et elle réclamait du défendeur les £200 qu'il avait reçus de Girard, plus $512 pour intérêts depuis le 5 septembre 1859 jusqu'au 5 mai 1870, faisant en tout $1312, avec intérêt sur $800, du 5 mai 1870, et sur la balance du jour de l'assignation. Le défendeur a contesté cette action : 1° par la prescription décennale ; 2° par une exception fondée sur les susdits actes qu'il prétendait être valables et par une défense au fond en fait.

Le 31 octobre 1871, la Cour Supérieure, à Montréal, MONDELET, J., a condamné le défendeur à rembourser à la demanderesse la somme de $1312, avec intérêt sur $800, du 5 mai 1870, et sur la balance, du 20 mai 1870, jour de l'assignation, et les dépens.

Ce jugement est motivé comme suit : " la Cour, considérant

que la demanderesse a prouvé les allégations essentielles de la déclaration et, nommément, qu'elle est bien fondée à répéter du défendeur la somme de $1312.00, avec intérêt sur $800, du 5 mai 1870, et sur la balance à compter de l'assignation, et les dépens ; considérant que le droit qu'a la demanderesse de répéter du défendeur, les susdites sommes d'argent, est fondé sur ce que le cautionnement qu'elle a contracté envers le défendeur, pour le paiement à ce dernier, des sommes d'argent qu'il devait au défendeur, est, à l'égard de la demanderesse, nul et de nul effet, attendu qu'elle s'est ainsi obligée, pour une dette personnelle au défendeur, et ce, par erreur et sans cause, ne profitant en aucune manière à la demanderesse. Considérant, de plus, que la demanderesse est bien fondée à demander que l'obligation du 8 avril 1857, reçue à Saint-Hyacinthe, devant Taché, notaire, soit déclarée nulle et de nul effet quant à elle ; et à ce que l'acte de transport, par elle consenti en faveur du défendeur devant St-Germain, notaire, le 5 septembre 1859, soit déclaré avoir été consenti par erreur, sans cause ni considération, soit de même déclaré nul et de nul effet ; et à ce que le défendeur soit condamné à lui payer les sommes d'argent sus-mentionnées : déclare nulle l'obligation du 8 avril 1857, et le transport du 5 septembre 1859, quant à la demanderesse, et condamne le défendeur à payer à la demanderesse la somme de $1312.00, avec intérêt sur celle de $800.00, du 5 mai 1870, et sur la balance, à compter du jour de l'assignation, et les dépens."

Cette décision fut portée en revision par le défendeur, qui prétendait que la demanderesse n'avait pas cautionné une dette purement personnelle à son mari, par erreur et sans cause ; que, l'ayant payé volontairement, elle ne pouvait pas en exiger le remboursement ; qu'elle n'était pas fondée à réclamer des intérêts avant la demande et les intérêts des intérêts. Le défendeur citait : Bréard de Neuville ; Pandectes de Pothier, tome 6, p. 247, 1er alinéa ; note 3, p. 249, 4e al., 5e al., p. 233 ; note 2, p. 265 ; 5e al., p. 257. La demanderesse prétendait que la prohibition de l'article 1361 de notre Code est d'ordre public. 5 *Marcadé*, art. 1340, p. 97 ; 20 R. J. R. Q., 141, *Mercille* et *Fournier et vir.* Elle citait les articles 1047 et 1048 du Code Civil. Le jugement de la cour de première instance fut modifié quant à l'adjudication des intérêts.

PER CURIAM : The points raised here are, whether a wife, separated as to property, has a right to recover back moneys which she had paid to a creditor of her husband, under a deed in which she had practically made herself liable for her husband ; and, if so, from what time does interest run ? There is no doubt about the obligation being contrary to law. Chapter 37, section 55 of the Con. Stat. L. C., declares

such obligations "absolutely null." If the money had been paid voluntarily, she could not have recovered, but here she was under *contrainte* from the precedent obligation. Interest, however, should only run from the demand, as the transaction on Buckley's part was not so contrary to public morals as to incur such a penalty. The judgment below gave interest from the day of payment. In that respect it is reformed and otherwise confirmed.

La Cour de Revision, BERTHELOT, J., MACKAY, J., et BEAUDRY, J., a, le 30 janvier 1872, rendu le jugement suivant: "Considering that there is no error in the said judgment, in declaring null, as regards the female plaintiff, *séparée de biens* from her husband, and so admitted to have been, the obligation of 8th april, 1857, and the *transport* of the 5th september, 1859, and in condemning defendant to repay to female plaintiff the £200 and interest thereon received, by defendant, from Girard on or about the 8th january, 1862, under the *transport* to defendant of the 5th september, 1859; doth confirm said judgment in those respects; but considering that the defendant ought not to have been condemned to pay interest on said £200 and interest, paid by Girard, but from day of service of process in this cause; doth, revising said judgment, alter it in this last respect, and, upon the whole, considering that defendant did not take from Girard but what was due to him, though not from the female plaintiff, according to law; considering that the female plaintiff knew, or had reason to know the law, as well as did the defendant, and made the *transport* referred to, not by error, though it must be held null, made, as it was, by the female plaintiff, to free herself from antecedant obligation, by her to the defendant, without legal cause; considering that defendant is, in the circumstances of this case, not in bad faith, so that he ought to be condemned to pay interest, except from service of process, upon what he is condemned to repay the female plaintiff, of capital or *quasi* capital; doth condemn defendant to pay to female plaintiff $913.70, said sum of $913.70 appearing to the sum equivalent of the £200.00, and interest paid by Girard to defendant; and defendant is condemned to pay interest thereon, from service of process of this cause, till perfect payment."

Le défendeur appela de ce jugement à la Cour du Banc de la Reine.

DORION, pour l'appelant: Le 6 avril 1857, Hilaire Mathieu, le mari de l'intimée, demanderesse en cour inférieure, consentit une obligation, devant Taché, notaire, en faveur de l'appelant, défendeur en cour inférieure, pour £620, argent prêté. Par le même acte, il transporta à l'appelant,

comme lui appartenant, une somme de £400 due à l'intimée par Michel Girard et Joseph Dansereau, et il hypothéqua aussi, comme lui appartenant, deux terres qui appartenaient à sa femme séparée de biens d'avec lui. L'intimée, autorisée de son mari, intervint à l'acte, et renonça à toute hypothèque qu'elle pouvait avoir sur ces terres, pour son douaire et autres droits matrimoniaux, quoique, de fait, elle n'eût aucune hypothèque, ces terres étant sa propriété. Deux jours après, le 8 avril 1857, l'appelant, à qui Mathieu, de connivence avec l'intimée, avait transporté une créance et hypothéqué des immeubles qui ne lui appartenaient pas, résilia ce transport et acquitta l'obligation du 6 avril ; et, par un acte séparé, passé le même jour, Mathieu consentit une autre obligation, pour la même somme de £620, avec hypothèque sur une terre située à St-Simon et qu'il avait achetée le 6 avril 1857, des deniers mêmes empruntés de l'appelant. L'intimée intervint à cette seconde obligation, donnée pour remplacer la première. Elle se porta caution de son mari et hypothéqua ses deux terres. Le 5 septembre 1859, l'intimée autorisée de son mari, transporta à l'appelant, pour valeur reçue, £200, balance due par Girard et Dansereau, sur celle de £400, que Mathieu avait cédée à l'appelant par l'acte du 6 avril 1857, résilié le 8 avril 1857. Le même jour, 5 septembre 1859, l'appelant donna mainlevée de l'hypothèque qu'il avait sur la terre située à St-Simon et que Mathieu lui avait hypothéquée, ainsi que de celle que l'intimée lui avait donnée sur les deux terres, par l'obligation du 8 avril 1857. Le 18 janvier 1862, l'appelant reçut de Girard les £200 que lui avait transportés l'intimée, par l'acte du 5 septembre 1859. Le 16 janvier 1867, Mathieu fit cession de ses biens, sous la loi de faillite 1864, et, le 2 février 1869, il obtint sa décharge. Tous ces faits sont prouvés par des actes authentiques, et par l'admission des parties. L'intimée, alléguant que le cautionnement qu'elle avait donné pour son mari, dans l'obligation du 8 avril 1857, était nul, que le transport du 5 septembre 1859, avait été fait par erreur, pour payer ce cautionnement, et qu'il était également nul, poursuivit l'appelant, pour recouvrer les $800 qu'il avait reçues de Girard, en vertu de ce transport, plus $512 pour intérêts depuis le 5 septembre 1859, faisant en tout $1312, avec intérêt du 5 mai 1870, sur $800 et, sur la balance, du jour de l'assignation. L'appelant croit qu'il aurait dû être entièrement déchargé de la demande en répétition formée contre lui. De là le présent appel, qui soulève deux questions, l'une de fait, et l'autre de droit. En fait, est-il vrai que ce soit pour une dette purement personnelle à son mari, par erreur et sans cause, que l'intimée a consenti le cautionnement du 8 avril 1857 ? Et, lors même

que ce cautionnement aurait été nul, et que l'appelant n'aurait pu exiger devant une cour de justice le paiement de la dette cautionnée, l'intimée l'ayant payé volontairement, peut-elle, en droit, exiger le remboursement de ce qu'elle a ainsi payé ? Sur la première de ces deux questions, l'appelant soumet : 1° Que, bien qu'une femme mariée ne puisse s'obliger, avec ou pour son mari, qu'en qualité de commune (code civil, art. 1301), cependant, rien n'empêche que la femme commune ou séparée ne cède ses biens, ou les créances qui lui sont dues, même pour acquitter les dettes de son mari. Bréard de Neuville, dans sa traduction des Pandectes de Pothier, t. 6, p. 247, 1er al. : " On a ensuite rejeté cette comparaison, parce qu'une femme ne s'oblige pas en déclarant son débiteur " (déclarant, c'est-à-dire en déléguant son débiteur). Note 3, au bas de la même page : " Elle aliène sa créance, mais ne contracte pas d'obligation. Enfin, le sénatus-consulte Velléien ne défend pas aux femmes d'aliéner leurs biens, mais seulement de s'obliger ou d'engager leurs biens." Quoique le sénatus-consulte Velléien n'ait jamais été en vigueur ici, ce passage, comme règle d'interprétation, est parfaitement applicable à l'article 1301 du Code, et à la clause 55 du ch. 37 des Statuts Refondus du Bas-Canada. Le même auteur, p. 249, 4e al. : " Il importe peu, etc., 5e al. : " Si une femme, en intervenant, a délégué un de ses débiteurs, le sénatus-consulte n'est pas applicable." Voir aussi note 1ère, au bas de la même page. Le transport de la somme de £400 que Mathieu, le mari de l'intimée, fit de son consentement, par l'acte du 6 avril 1857, auquel elle était partie, était valable, comme si elle l'eût fait elle-même. Le Merle, des fins de non-recevoir, pp. 144, 186, 7, 8, 191, 192, 193, 194, 195 et 199. Bréard de Neuville, t. 6, p. 233 ; note 2, p. 265, 5e al. Par ce transport du 6 avril 1857, l'appelant était devenu propriétaire de cette créance de £400, l'obligation du 8 avril 1857, avec cautionnement, ayant été donnée pour remplacer l'obligation et le transport du 6 avril, la cause de l'obligation du 8 avril a été, pour partie, la résiliation du transport de £400, contenu dans la première obligation. Or, comme par cette résiliation, l'intimée est rentrée dans l'exercice de son droit de recouvrer cette créance, elle était personnellement intéressée dans cette transaction. Son intérêt était une considération suffisante pour rendre son cautionnement valable, du moins, jusqu'à concurrence des £400 qui lui furent rétrocédés par la résiliation de l'acte du 6 avril 1857. Bréard de Neuville, traduction des Pandectes de Pothier, t. 6, p. 257, 5e al. : " De même, si une femme est intervenue pour quelqu'un, mais dans une affaire où elle a profité de cette intervention, l'exception du sénatus-consulte n'a plus lieu, n'en étant pas

devenue plus pauvre." *Ibidem*, p. 261, n° 27 ; p. 263, 1er, 2e 3e, 4e, 5e, 6e, 7e al. Le code ne défend pas à la femme mariée de s'obliger pour ses propres intérêts, mais il lui défend de s'obliger pour les affaires de son mari. L'on ne doit donc pas dire, comme l'a fait le jugement du 31 octobre 1871, confirmé par celui du 30 janvier 1872, que l'intimée s'est obligée, par l'acte du 8 avril 1857, pour une *dette personnelle de son mari, et sans cause ;* puisqu'il y avait une cause valable, jusqu'à concurrence de £400, et qu'elle n'a en tout payé que £200. 2° Le mari de l'intimée, en hypothéquant, comme lui appartenant, des immeubles de sa femme, par l'acte du 6 avril 1857, s'est rendu coupable d'une fraude à l'égard de l'appelant. L'intimée a elle-même participé à cette fraude, en renonçant à ses prétendues hypothèques, pour douaire et autres droits matrimoniaux, et en faisant croire à l'appelant que les immeubles hypothéqués appartenaient à son mari. Cette fraude les rendait tous deux sujets à des poursuites pour *misdemeanor, et passibles d'amende et d'emprisonnement.* Statuts du Canada, 16 Vic., ch. 206, s. 8 ; Statuts Refondus du Bas-Canada, c. 37, s. 114. L'intimée pouvait s'obliger, comme elle l'a fait par l'acte du 8 avril 1857, pour soustraire son mari et, à plus forte raison, pour se soustraire elle-même, aux poursuites et aux condamnations dont ils étaient menacés. Telle était la jurisprudence sous le sénatus-consulte Velléien, dont les dispositions avaient plus de portée, et étaient plus rigoureuses que l'art. 1301 du Code Civil. Répertoire de Jurisprudence, vo. sénatus-consulte Velléien, p. 197, n° 12. 1ère col., 1er et 2e al. 3° Si l'on veut appliquer à cette cause la jurisprudence établie sous l'empire du sénatus-consulte Velléien, il faut encore dire que l'intimée, ayant participé à la fraude commise par son mari, n'aurait pu revendiquer les immeubles qu'il avait hypothéqués comme lui appartenant, ni la créance qu'il avait transportée comme sienne, par l'acte du 6 avril, et qu'ayant remplacé cette obligation du 6 avril par le cautionnement du 8 avril, moins onéreux pour elle, puisqu'il ne contient pas le transport de £400 cédés par le premier acte, elle ne peut faire annuler son cautionnement, puisqu'elle ne pouvait faire annuler l'acte du 6 avril : la règle étant que la fraude de la femme la privait des avantages du sénatus-consulte Velléien. Répertoire de Jurisprudence, vo. sénatus consulte Velléien, p. 196. Bréard de Neuville, t. 6, p. 233, 5e al. : " Si un créancier sachant (1) que " votre père engageait un fonds de terre de sa femme pour sa

(1) "*S'il ne l'eût pas su* (le créancier), la femme en dissimulant que ce fonds de terre lui appartenait, aurait trompé le créancier, et le sénatus-consulte Velléien n'aurait pas lieu, comme on le verra ci-après, n° 31."

" propre dette, l'a accepté pour gage, même avec le con-
" sentement de la femme, le sénatus-consulte s'oppose en ce
" qu'en vendant ce fonds, il en ait transmis la propriété, etc."
Le même, p. 265. 4°. L'appelant n'a reçu que £200, c'est-à-dire, moitié de la somme qui lui avait été transportée par l'acte du 6 avril, et qu'il aurait pu recouvrer en entier, s'il n'avait pas consenti à résilier ce transport. L'intimé n'a donc rien souffert, au contraire, elle a bénéficié par la transaction au moyen de laquelle l'obligation du 6 avril a été remplacée par celle du 8 du même mois. Il ne peut donc pas y avoir lieu en sa faveur à l'action *condictio indebiti*, qui est un recours donné à ceux qui ont payé sans cause. Pothier, t. 5, p. 109, nos 156 et 157. Bréard de Neuville, t. 6, p. 257 : " L'exception du sénatus-consulte n'a pas lieu, la femme n'en étant pas devenue plus pauvre." Il est évident, par ce qui a été dit plus haut, que le cautionnement donné par l'intimée, dans l'acte du 8 avril 1857, n'était pas un cautionnement sans cause, mais qu'au contraire elle a bénéficié, par ce cautionnement, qui l'a rendue propriétaire d'une créance de £400 qu'elle avait aliénée par l'acte du 6 avril. L'intimée n'aurait pu souffrir de cette transaction, que dans le cas où elle aurait été appelée à payer le montant entier de son cautionnement, ou, dans tous les cas, plus que les £400 rétrocédés. Il n'est donc pas exact de dire que l'intimée ne s'est obligée que pour son mari et sans cause. Mais, en supposant qu'il n'y aurait pas eu de cause valable pour le cautionnement de l'intimée et qu'elle aurait payé une dette à laquelle on ne pouvait la contraindre, pourrait-elle, dans ce cas, répéter ce qu'elle aurait ainsi payé ? Cela se rapporte à la seconde question dont la solution dépend de principes qui ne sont pas douteux. La répétition ne peut avoir lieu que lorsque la personne qui a payé, l'a fait par erreur, sans aucune obligation, soit civile, soit naturelle. Pothier, obligations, nos 192, 195 et 196 ; Le même, *condictio indebiti*, no 156. Larombière, traité des obligations, t. 5, p. 635. " Il
" faut, en outre, qu'il n'existe à son égard aucune obligation
" naturelle, aucun devoir de conscience, d'honneur." Larombière, t. 5, p. 621, nos 20 et 21, p. 631, n° 26. " Il n'y a pas que
" l'existence d'une obligation naturelle, d'un devoir de cons-
" cience, d'honneur, de piété, qui puisse servir de cause au paie-
" ment et empêcher la répétition, il suffit d'un esprit de libé-
" ralité." Duranton, t. 10, nos 331 et 339. Id., t. 13, p. 682. Ainsi l'on ne peut répéter la somme payée pour un pari, pour une dette de jeu. Le mineur ne peut répéter la somme payée depuis qu'il est devenu majeur, pour dettes contractées pendant sa minorité. La femme qui a payé une dette contractée sans l'autorisation de son mari, ou avec cette autorisation,

dans les coutumes où la femme sous puissance de mari ne peut s'obliger, ne peut répéter ce qu'elle a payé. Domat, liv. 2, titre 7, sec. 1, n° 11 ; t. 1, p. 466-7 de l'éd. 8e. L'art. 177 du code déclare que la femme même non commune, ne peut s'obliger sans le concours de son mari. L'art. 183 dit : " Le dé- " faut d'autorisation du mari.... comporte une nullité que " rien ne peut couvrir." L'art. 1301 est en ces termes : " La " femme ne peut s'obliger avec ou pour son mari, qu'en qua- " lité de commune ; toute autre obligation qu'elle contracte " ainsi en autre qualité est nulle et sans effet." Ainsi, dans les deux cas, il y a même prohibition, même sanction ; c'est-à-dire que, dans l'un ou l'autre cas, la loi prononce la nullité de l'acte. Lorsque la femme contracte sans l'autorisation de son mari, il n'y a pas de répétition ; pourquoi veut-on qu'elle ait lieu lorsque la femme s'oblige avec ou pour son mari ? D'un autre côté, la législation moderne nous fournit une disposition parfaitement analogue à celle contenue dans l'art. 1301 du code civil. Cette disposition se trouve dans l'art. 2412 du code de la Louisiane, dont les termes sont comme suit : Art. 2412. " La femme, soit commune, soit séparée de biens, par " contrat ou par jugement, ne peut s'obliger valablement, ni " pour son mari, ni conjointement avec lui, pour les dettes par " lui contractées avant ou depuis le *mariage*." Les cours de la Louisiane ont jugé que, d'après cet article, une obligation naturelle était une cause suffisante pour le paiement qui avait été fait, et formait une fin de non-recevoir contre toute demande en répétition. *Boivers* vs. *Hale*, 14 Louisiana Annual Reports, p. 419. Une femme, qui avait donné ses billets, pour des arrérages de loyer dûs par son mari, et qui les avait tous payé moins un, poursuivit, pour se faire rembourser ce qu'elle avait payé, et se faire relever de l'obligation qu'elle avait contractée par le billet non payé. La cour renvoya sa demande, quant aux billets qu'elle avait payés, et lui accorda ses conclusions quant au billet non payé. Cette décision confirmée en appel, prouve que, " quoiqu'un créancier ne puisse exiger le " paiement de l'obligation qu'une femme a contractée pour " son mari, celle-ci ne peut répéter ce qu'elle a payé sur cette " même obligation." On ne peut rien citer, à l'encontre de la décision qui vient d'être mentionnée, si ce n'est ce qui se pratiquait sous l'empire du sénatus-consulte Valléien, qui n'a jamais été en vigueur ici, et dont les dispositions s'appliquent aux filles et aux veuves tout aussi bien qu'aux femmes mariées, démontrant que, non seulement il contenait d'autres dispositions que celles contenues dans le Code, mais aussi qu'il avait été fait pour un état de société bien différent du nôtre. Du reste si l'on veut appliquer ici les règles du sénatus-consulte Valléien, il faut les appliquer dans leur intégralité, com-

me on le faisait dans les pays de droit écrit et à la Louisiane. Alors, il faut reconnaître les nombreuses exceptions où la femme ne pouvait invoquer le sénatus-consulte Velléien, et que l'on trouve énumérées dans le Répertoire de Guyot, vo. sénatus-consulte Velléien, pp. 196 et suivantes; exceptions, dont plusieurs sont applicables à l'intimée. Mais, pour répéter ce qui a été payé, il faut prouver que le paiement a été fait par erreur, lors même que c'est par erreur de droit, car l'erreur, même l'erreur de droit, ne se présume jamais. Lorsque celui qui a payé par erreur de droit, a payé ce qui n'était pas dû, comme dans ce cas, il n'y a aucun motif pour payer, c'est à celui qui a reçu à prouver que celui qui a payé a voulu lui faire un don; mais, lorsque c'est une dette réelle qui a été payée, et que le créancier n'a fait que recevoir ce qui lui était dû, c'est à celui qui a payé à prouver qu'il a payé par erreur, et il ne lui suffit pas de prouver que la dette n'était pas due par lui. Cette preuve, lorsqu'il s'agit d'une erreur de droit, est sans doute difficile à faire, mais elle est de rigueur, autrement, une foule de paiements, faits en connaissance de cause, pourraient être annulés, sur le simple allégué de la partie, qu'ils ont été faits par erreur. Larombière, t. 5, p. 636, 3e al.; p. 637, no 32, 2e al.: " Mais il y a cette différence entre l'er-
" reur de fait et l'erreur de droit, que celle-ci ne se présume
" jamais, et que celui qui l'invoque, doit toujours la prouver.
" Personne n'est en effet, jusqu'à preuve contraire, censé igno-
" rer la loi." Dans cette cause, l'intimée a compris qu'elle ne pouvait recouvrer sans prouver l'erreur, et elle a produit un témoin, son beau-frère, qui dit que, quelques jours avant de porter son action, elle lui a dit qu'elle ne savait pas qu'elle avait le droit de répéter ce qu'elle avait payé à l'appelant. L'intimée ne pouvait ainsi, par sa propre déclaration, faite quelques jours seulement avant l'institution de son action, prouver son erreur. De plus, cette déclaration est pour le moins suspecte, puisqu'elle est contredite par le fait qu'elle avait déjà, auparavant, contesté trois actions portées contre elle, en se fondant sur ce qu'elle s'était obligée pour son mari. L'existence de ces contestations est admise. Il ne peut non plus y avoir répétition de la somme payée par erreur, lorsque le créancier, à raison de ce paiement, a supprimé son titre, ou perdu l'occasion de se faire payer. Code Civil, art. 1048; Larombière, t. 5, p. 647, no 10; Duranton, t. 13, no 685; Teulet, t. 1, p. 465, no 11. Dans l'espèce actuelle, l'appelant a donné quittance à Mathieu, le mari de l'intimée; il a déchargé les hypothèques qu'il avait sur sa propriété qui a été vendue depuis; plus de dix ans après ce paiement, Mathieu a obtenu sa décharge, en vertu de la loi des faillites; pendant tout ce temps, l'intimée n'a fait aucune démarche pour faire mettre

de côté le paiement qu'elle prétend avoir fait par erreur. Ces faits établissent une fin de non-recevoir que l'appelant est, d'après les autorités ci-dessus, bien fondé à opposer à l'intimée. Le jugement de la Cour de Revision doit donc être infirmé: 1o Parce que le paiement fait par l'intimée avait une cause valable dans le cautionnement du 8 avril 1857, qui avait remplacé son obligation du 6 avril. 2o Parce qu'en supposant qu'il n'y aurait pas eu d'obligation civile, l'intimée a contracté, par les actes du 6 avril et du 8 avril 1857, une obligation naturelle qui était une cause suffisante pour le paiement qu'elle a fait. 3o Parce que l'intimée n'a pas prouvé qu'elle eût payé par erreur et sans cause. 4o Parce que, lors de la demande en répétition, l'appelant, à raison du paiement à lui fait par l'intimée, avait supprimé son titre de créance contre Mathieu, et perdu tout recours contre lui.

H.-F. RAINVILLE, pour l'intimée: La cour inférieure rendit jugement en faveur de la demanderesse, suivant les conclusions de sa demande. Ce jugement porté devant la Cour de Revision fut réformé. Cette cour n'accorda que la somme principale, et retrancha les intérêts. La demanderesse acquiesça à ce jugement; mais le défendeur crut, malgré l'autorité de deux jugements prononcés à l'unanimité contre lui, devoir soumettre sa cause à l'appréciation de cette Cour. Voici les faits qui ont donné naissance à cette action. Le 8 avril 1857, Hilaire Mathieu, l'époux de l'intimée, consentit, en faveur de l'appelant, une obligation pour £620. L'intimé comparut à cet acte, se porta *caution solidaire* pour son mari, et hypothéqua, pour garantie du paiement de cette somme, un immeuble à elle propre. Le 5 septembre 1859, l'intimée transporta à l'appelant une créance de $800, à elle due par Girard et Dansereau; cette créance formait partie du prix d'un de ses propres aliénés. Le 18 janvier 1862, Girard et Dansereau payèrent à l'appelant la somme de $800, et les intérêts accrus jusqu'alors. L'acte de transport ne mentionne pas la considération pour laquelle il a été consenti; mais l'appelant, par sa réponse à la 3e articulation de faits de l'intimée, admet que cette somme de $800 lui a été transportée, pour acquitter d'autant l'intimée sur son cautionnement, donné pour son mari, en sa faveur, par l'acte du 8 avril 1857. L'intimée allègue tous ces faits dans son action: nullité de son cautionnement, paiement par erreur d'une somme qu'elle ne devait pas, &c. Elle conclut en conséquence à la répétition de ce qu'elle a payé. L'appelant a plaidé, d'abord, par une exception de prescription, prétendant que l'action était prescrite par le laps de dix ans. Par une seconde exception, il a plaidé: que, le 6 avril 1857, Hilaire Mathieu avait consenti en sa faveur une obligation pour la somme de £620; que, par cet acte, il avait hypothéqué deux immeubles

appartenant à sa femme, lui avait transporté £400 dus par Girard et Dansereau, créance qui était propre à l'intimée ; que cette dernière avait comparu à cet acte, et avait renoncé à son douaire, et à toutes hypothèques qu'elle pouvait avoir sur les immeubles en question ; que, par suite de cet acte, Hilaire Mathieu s'était rendu coupable de stellionat, en hypothéquant des propriétés qui ne lui appartenaient pas, et qu'il s'était, par là, assujéti à l'emprisonnement ; que l'intimée avait participé à la fraude pratiquée par son mari, et avait trompé l'appelant, en ne lui dévoilant pas ses droits de propriété sur les immeubles qu'elle laissait hypothéquer par son mari ; que l'acte du 8 avril avait été consenti pour remplacer celui du 6 avril, et comme transaction sur ce dernier dans l'intérêt de l'intimée, pour soustraire son mari à la prison ; enfin, que l'intimée ayant payé, elle n'avait aucune action en répétition, en tant qu'elle acquittait une dette naturelle : il concluait en conséquence, au débouté de l'action. A ces deux exceptions, l'intimée a répondu spécialement ; mais, en réalité, ces réponses spéciales se réduisent à des réponses générales. La première question qui se présente en cette cause est de savoir si l'action de l'intimée n'était pas prescrite. La première objection que nous présentons à cette exception est que, en vertu de l'art. 2234 de notre Code : " *La prescription ne* " *court pas contre la femme mariée*, dans tous les cas où l'ac- " tion contre le débiteur *réfléchirait* contre le mari." Dans le cas qui nous occupe, il n'y a donc pas de prescription possible contre l'intimée, tant qu'elle sera sous puissance de mari. En second lieu l'action de l'intimée n'est pas basée sur l'art. 2258 de notre Code, article qui n'a trait qu'aux contrats simplement *annulables*, mais bien sur les articles 989 et 990, qui ont rapport aux contrats *nuls*. " Le contrat sans considéra- " tion, ou fondé sur une considération illégale, est sans effet," dit l'art. 989 ; " et la considération est *illégale*," ajoute l'art. 990, " quand elle est *prohibée* par la loi." Or, le cautionnement que l'intimée a donné pour son mari, par l'acte du 8 avril 1857, est prohibé par l'art. 1301 de notre Code, qui le déclare *nul et sans effet*. De là il suit, que ce cautionnement étant basé sur une cause *illégale* et *prohibée* par la loi, ne donne pas seulement lieu à une action en *nullité*, mais qu'il est de plein droit frappé de *nullité absolue ; nullité* d'où résultent trois conséquences directement opposées à celle que l'on peut déduire de la simple *annulabilité*, 1o. Qu'elle est proposable par toute personne intéressée : *e. g.*, dans le cas actuel, par l'appelant qui aurait pu poursuivre le mari de l'intimée, malgré le paiement fait par cette dernière, et opposer à l'exception du paiement, la nullité du cautionnement, et, par suite, la nullité du paiement fait en exécution de ce cau-

tionnement. 2o. Qu'elle est proposable, non seulement pendant 10 ans, mais pendant 30 ans. 3o. Qu'elle n'est susceptible de s'effacer par aucune ratification ou confirmation. Demolombe, oblig., t. 1, p. 361, n° 381 ; Marc., art. 1304, n° 881, vol. 4, p. 659 ; Guyot, Rép., vo. nullité, § 7, p 266 et seq. L'exception de prescription de l'appelant n'est donc pas tenable. La seconde question qui se présente est de savoir si une femme mariée, encore sous puissance, qui paie le cautionnement qu'elle avait donné pour son mari, en faveur d'un tiers, peut poursuivre en répétition, *Condictio indebiti*. La solution de cette question dépend, en grande partie, de celle de savoir qu'elle est la *nature* de l'obligation que contracte une femme, en cautionnant la dette de son mari. L'art. 1301 de notre Code déclare ce cautionnement "*nul et sans effet*": il ne peut donc y avoir aucune obligation civile, par suite d'un semblable cautionnement. Le doute sur ce point n'est pas possible. Mais, nous allons plus loin, et nous émettons, comme proposition légale, que ce cautionnement est tellement *nul*, qu'il n'oblige pas la femme, *même naturellement*. En droit romain, la classe des obligations naturelles était bien autrement considérable que dans notre droit ; là, toute obligation qui n'était pas contractée d'après les formes sacramentelles réglées par la loi, n'était que *naturelle*. Si les mots sacramentels de la stipulation (*spondes ne ? spondeo*) avaient été prononcés, il y avait obligation civile, quand même le consentement aurait été entaché d'erreur, de dol ou de violence, ou même, encore, que le promettant eût été mineur ou autrement incapable. Mais sans ces mots, *seuls générateurs du droit*, il n'y avait qu'obligation naturelle, quand même le consentement aurait été exempt de tous vices et aurait été positivement avoué. Dans notre droit, au contraire, on a abandonné les mots pour les choses, et toute obligation conventionnelle peut se former par le simple consentement : notre loi reconnaît, en principe, toutes les obligations que reconnaît l'équité. " Ainsi, pour ce qui est des obligations des incapables, il faut " bien se garder de croire qu'une telle obligation, une fois qu'- " elle est annulée, continue de constituer, aux yeux de la loi, " une *obligation naturelle*. Quand notre législateur déclare " nulle la promesse du mineur, de l'interdit ou de la femme " mariée, ce n'est pas avec la pensée qu'elle est *valable en* " *équité* (car, s'il avait cette pensée, il l'a déclarerait *valable* " *en droit*) ; c'est précisément parce qu'il lui semble que ceux " qui l'ont contractée, n'étaient pas dans les conditions vou- " lues pour s'obliger raisonnablement. S'il la déclare *nulle* " *civilement*, c'est parce qu'il la présume *nulle naturellement*. " Il suit de là que, dans l'esprit de notre loi française, la pro- " messe que l'incapable a fait annuler, se trouve inexistante en

" équité comme en droit, et ne présente pas plus d'obligation " *naturelle* que d'obligaition *civile.*" Marc., art. 1272, no 752, vol. 4, p. 573 et 574; Ib., art. 1235, nos 669 et 670, vol. 4, 512 et seq.; Duranton, Oblig., no 12; Poth., Oblig., no 52. Aussi, notre loi déclare-t-elle l'obligation du mineur, de la femme etc., valide jusqu'à concurrence de ce dont ils ont profité; ils sont tenus *civilement*, parce qu'ils le sont *naturellement.* Poth., Oblig., no 193. Mais il n'en est pas de même dans le cas du cautionnement d'une femme pour son mari. Elle ne tire aucun avantage ni bénéfice de son obligation, et la loi présume que son engagement n'a été donné que sous la pression de la volonté maritale, et que son consentement n'est autre que celui de son mari. Si donc l'art. 1301 de notre code déclare " *nul et sans effet* " le cautionnement de la femme en faveur de son mari, c'est parce qu'il présume que le consentement de la femme n'a pas été volontaire, et n'est que le résultat d'une fraude concertée entre son mari et le créancier; il ne peut pas y avoir là d'obligation naturelle, du moins, la loi ne pourra jamais la reconnaître. " Aussi," dit Marcadé, " il " faut bien se garder de ranger au nombre des obligations " *naturelles*, celles dont l'invalidité tient à une défense de la " loi, qui les réprouve et les condamne comme contraire à l'or- " dre public. Il est en effet impossible d'admettre que tout en " prohibant une convention, comme contraire au bon ordre ou " à l'intérêt général, la loi se charge de protéger l'exécution " de cette convention: ce serait mettre le législateur en fla- " grante contradiction avec lui-même." Marc., art. 1235, no 670, vol. 4, p. 513. Et ailleurs, il ajoute: " On a vu que l'obli- " gation naturelle est celle qui existe vraiment en conscience, " quoique à l'insu de la loi (qui la croit sans fondement, et " refuse, dès lors, de la reconnaître) et qui sera sanctionnée " par le législateur, dès qu'un aveu du débiteur viendra en " manifester la réalité et la justice. On a vu, de même, qu'il " ne peut jamais y avoir d'obligation naturelle dans l'engage- " ment que la loi, non contente de ne pas reconnaître, va jus- " qu'à prohiber, parce que, en effet, si la loi peut offrir sa " sanction à l'obligation qui ne lui était pas d'abord suffisam- " ment connue, et *qu'elle connaît mieux plus tard*, elle ne " pourrait l'offrir également à *celle qu'elle sait positivement* " *contraire à ses prescriptions.* En un mot, l'obligation natu- " relle est celle qui, sans être actuellement sanctionnée par la " loi, est cependant susceptible de l'être: or, on ne peut évi- " demment pas reconnaître ce caractère, à l'engagement que " la loi *frappe de prescription.*" Marc., art. 1340, § 2, vol. 5, p. 97; Larombière, oblig., art. 1338, no 8, vol. 4, p. 594. Il est facile de conclure de là que le cautionnement de la femme pour son mari, ne l'engage pas même naturellement; car la

prohibition de l'art. 1301 de notre code est très certainement d'ordre public, et faite dans l'intérêt général. C'est ainsi que l'a toujours compris et déclaré la jurisprudence de nos tribunaux. *Mercille* et *Fournier et vir*, 20 R. J. R. Q., 141, Opinion de M. le Juge MEREDITH. L'art. 1554 du code Nap. contient une prohibition du même genre et du même caractère que celle de l'art. 1301 de notre code · il déclare inaliénable le fonds dotal, même du consentement de la femme. Or, on a toujours regardé cette prohibition de la loi, comme étant d'ordre public. Tropl., Cont. de Mar., no 3269, vol. 4, p. 356. Et la ratification faite par la femme, pendant le mariage, de l'aliénation de son fonds dotal par le mari, a toujours été jugée nulle, comme l'aliénation elle-même ; elle ne peut être opposée à la femme après la dissolution du mariage. Vazeille, Prescrip., t. 2, no 555 ; Dall., p. 25, 1, 180. On a donc raison de regarder la prohibition de notre art. 1301, comme étant d'ordre public, et de traiter comme nulle, la ratification que la femme, encore sous puisssance, ferait de son cautionnement, soit d'une manière tacite, en l'exécutant, soit d'une manière expresse, en le confirmant par un acte formel. Maintenant, si nous remontons aux sources de notre loi, que nous croyons trouver dans le sénatus-consulte Velléien, nous retrouvons encore la même opinion, et dans les jurisconsultes qui l'ont commenté, et dans les nombreux arrêts qui ont été rendus en France, en interprétation de ce sénatus-consulte. Originairement, le Velléien ne défendait qu'une chose à la femme : *intercéder pour son mari.* Plus tard, il lui fut défendu d'intercéder pour quelque personne que ce fut, *pro quacumque persona.* La seule différence entre ces deux dispositions, c'est que, lorsque la femme intercédait pour son mari, son obligation était radicalement nulle, et elle ne pouvait jamais la ratifier, tandis qu'elle le pouvait, si elle intervenait pour toute autre personne. Froland, Mém. sur le Velléien, p. 39 et 123 ; Chabot de l'Allier, vo. Velléien, § 3 ; Salviat, Jurisp. du Parl. de Bord., vo. Velléien, p 424. Aussi, décidait-on, sous l'empire de ce sénatus-consulte, que la femme qui intervenait pour son mari, n'était pas obligée, même *naturellement.* Froland, loc. cit., pp. 131, 355, 356, 364 ; Hugues Doneau, vol. 3, p. 737, no 8. Telle est aussi l'opinion de Cujas, rapportée par D'Aguesseau, vol. 5, p. 497. Si, donc, la prohibition de l'art. 1301 de notre Code, est d'ordre public et entraîne la nullité absolue de l'obligation contractée en contravention à cet article, au point de ne pas même lier *naturellement* la femme qui cautionne pour son mari, il est facile d'arriver à la conclusion que, lorsqu'elle acquitte ce cautionnement par erreur, elle doit avoir l'action en répétition, *Condictio indebiti.* Froland, *loc. cit.*, pp. 163, 357 ; Despeisses, vol. 1, p. 660, no 7 ;

Bacquet, Droits de J., ch. 21, nos 129, 130 et s., vol. 1, p. 234; Guyot, Rép., sén.-cons., Vell., p. 198; Poth., Pandectes, liv. 16, tit. 1, no 38. Et elle avait cette action, dit Dumoulin, soit qu'elle eût payé par erreur de droit ou par erreur de fait: *si solverit, sive per errorem juris, sive facti.* Dumoulin, vol. 3, p. 659. En vain l'on opposerait que l'intimée a ratifier et confirmé son cautionnement, en a reconnu la validité, en l'exécutant, cette ratification est aussi nulle que le cautionnement lui-même. Un acte nul ne peut pas être confirmé ni ratifié: la raison dit assez, en effet, qu'on ne peut pas ratifier ce qui n'existe pas: le néant ne peut pas plus être confirmé, qu'il ne peut être détruit: *quod non est confirmari nequit.* Marc., art. 1338, § 1, vol. 5, p. 89 et s.; Id., art. 1304, § 4, vol. 4, p. 665 et s.; Larombière, oblig., art. 1338, nos 12 et 13, vol. 4, p. 598 et s. Mais admettons, pour un instant, que l'intimée, par suite du cautionnement qu'elle a donné pour son mari en faveur de l'appelant, se soit obligée naturellement; nous soumettons que la ratification de ce cautionnement, ratification que l'on prétend faire découler de l'exécution, le paiement est tout aussi nul que le cautionnement lui même, car cette ratification n'a pas été faite dans un temps utile. En effet, c'est un principe fondamental, en matière de ratification, que l'exécution, ou le fait quelconque d'où l'on veut induire la ratification, se soit accompli à une époque où le débiteur avait toute sa *capacité*, et dans un temps où *aucune des causes qui font annuler les conventions primitives n'existaient plus*, puisque, sans cela, la confirmation ne serait pas plus valide que l'obligation elle-même. Marc., art. 1338. § 3, vol. 5, p. 93; Roll. de Villarg., vo. Ratification, no 60; Toull., vol. 8, no 504; Poth., Proc. Civ., no 744. " Règle générale," dit Larombière, " les actes de ratification ne peuvent efficacement intervenir, " que lorsque la partie de qui ils émanent peut, régulièrement " et valablement, contracter l'obligation à laquelle ils s'appli- " quent, sous les divers rapports du consentement, de la *capa-* " *cité*, de l'*objet* et de la *cause*." Larombière, Oblig., art. 1338, no 15, vol. 4, p. 602, S'il s'agit d'un vice de capacité, l'obligation ne pourra être confirmée par les femmes mariées *qu'après la dissolution* du mariage. Larombière, *loc cit.*, no 16. Il en est de même des vices de *cause* qui entachent l'obligation, soit parce qu'elle est contraire aux bonnes mœurs, à l'ordre public, ou *aux prohibitions de la loi.* Comme la nullité dont l'obligation est frappée, se fonde sur des motifs d'intérêt général, *tant que ces motifs subsistent*, l'engagement ne peut être valablement confirmé par aucune des parties. Le même vice qui l'infecte se communiquerait à l'instant même, à l'acte de confirmation. Larombière, *loc. cit.*, no 8. Donc, lorsque l'intimée a fait le transport du 5 septembre 1859, pour payer

l'appelant de son cautionnement, elle ne pouvait pas ratifier sa première obligation, puisqu'elle était encore sous puissance de mari et, par conséquent, soumise à la prohibition de l'art. 1301 de notre code. Nous ne croyons pas avoir besoin de mentionner que, sous l'empire du Velléien, toute ratification expresse ou tacite, de l'intercession de la femme, était radicalement nulle. Froland, *loc. cit.*, p. 140, 162, 163 et 331. Et Froland soutient que cette ratification était nulle, même si elle était faite par la femme, pendant sa viduité. Il en est de même à la Louisiane, où l'art. 2412 du Code de cet Etat a une disposition analogue à celle de l'art. 1301 de notre Code. Ann. Louis. Rep., p. 628. Vainement argumenterait-on que le mineur ou la femme mariée qui contracte, sans autorisation, peut ratifier son obligation : cela n'est vrai que lorsque la ratification est faite par le mineur devenu majeur, et par la femme devenue veuve ; c'est-à-dire lorsqu'ils ont recouvré leur capacité. Domat, liv. 2, t. 7, sec. XI, et liv. 1, sec. V, art. 889. Mais tel n'est pas le cas pour la femme qui cautionne son mari. Son obligation n'est pas nulle par suite d'incapacité soit civile, soit naturelle, mais parce que la *cause* de son obligation est vicieuse, défendue et prohibée par la loi. Aussi longtemps que les motifs de cette prohibition subsisteront, l'obligation ne pourra être valablement confirmée. Donc, toute ratification expresse ou tacite, du vivant du mari, est radicalement nulle, aussi nulle que l'obligation elle-même. Froland, *loc. cit.*, p. 130 et 131. Mais l'intimée peut-elle répéter ce qu'elle a payé ? Nous entrons dans le vif de la question : mais à l'aide des principes que nous venons d'exposer, cette question est à moitié résolue. Son droit est soumis aux dispositions des arts 1047 et 1048 de notre Code, qui reproduisent presque textuellement les arts 1376 et 1377 du C. Nap. Ces deux articles prévoient deux cas bien distincts. Dans l'art. 1047, celui qui a reçu le paiement (paiement purement apparent) n'était pas créancier ; il ne lui était rien dû, c'est à un autre que la chose était due, ou même, elle n'était due à personne. Au contraire, dans l'art. 1048, celui qui a reçu le paiement était vraiment créancier : seulement, ce n'est pas celui qui a payé qui était débiteur. Nous croyons que les parties en cette cause se trouvent soumises à l'art. 1047, et que c'est par les dispositions de cet article que l'on doit décider si l'appelant est ou non obligé de restituer ce qu'il a reçu de l'intimée ; et, dans ce cas, la restitution doit avoir lieu, soit qu'il ait reçu par erreur de droit ou de fait, et soit que l'intimée sût ou non qu'elle ne devait pas. Marc., art. 1371, § 1, vol. 5, p. 254 et 255. Pour arriver à cette conclusion, il s'agit de déterminer ce que l'intimée a payé. Le paiement n'est rien autre chose que l'exécution d'une obligation. Or, quelle obli-

gation l'intimée a-t-elle éxécutée ou voulue exécuter ? Evidemment le cautionnement qu'elle avait donné pour son mari, et rien autre chose. Elle n'a pas voulu payer la dette de son mari ; elle n'a voulu que se libérer de son cautionnement, et, si elle n'avait pas été liée, ou si elle ne s'était pas cru liée, par ce cautionnement, il y a tout lieu de croire qu'elle n'aurait jamais payé, du moins, on doit le présumer ; si donc, comme nous l'avons démontré, ce cautionnement n'engageait l'intimée, ni civilement, ni naturellement, l'appelant n'était aucunement créancier, et il est obligé à la restitution, sans s'occuper de la question de savoir si l'intimée a payé par erreur ou non et si l'appelant se croyait ou non créancier. Marc., *loc. cit.* Admettons maintenant que la question doit se décider d'après les dispositions de l'art. 1048, nous soutenons encore que, même dans ce cas, l'intimée a droit de répéter ce qu'elle a payé se croyant *erronément* débitrice. D'abord, nous posons comme maxime certaine et incontestable, que l'erreur de droit aussi bien que l'erreur de fait donnent également lieu à la répétition. Cette question ne souffre plus de difficulté aujourd'hui et l'opinion contraire de Pothier (*Condictio indebiti*, no 162) nous paraît une erreur certaine. Marc., art. 1377, § 2, vol. 5, p. 255 ; Duranton, t. 10, no 128 ; Toull., t. 6, no 75, et t. 11, no 63 ; Solon, Nullités, t. 1, no 205 : D'Aguesseau, vol. 5, p. 475 et 476. Bien que la dette soit due *naturellement*, la répétition a encore lieu, si cette dette n'a été payée que par *erreur*. " La répétition n'est pas admise à l'égard des obliga- " tions *naturelles* qui ont été *volontairement* acquittées," dit " l'art. 1140 de notre code, lequel reproduit l'art. 1235 du C. Nap. Or, rien n'est plus opposé à la *volonté* que l'erreur. Donc &c. Roll. de Vill., vo. Répétition, n° 58 et s. ; Dur., oblig., nos 671 et 678. " Notre art, 1235 "(C. C., Bas-Canada, art. 1140), dit Marcadé, " demande pour refuser la répétition, " que le débiteur ait payé *volontairement*, c'est-à-dire en con- " naissance de cause, sachant bien que sa dette était *pure-* " *ment naturelle* et ne pouvait pas être exigée. S'il en était " autrement, si le débiteur n'avait payé que par erreur, se " croyant *lié civilement*, son paiement ne prouverait plus qu'il " veut reconnaître sa dette naturelle." Marc., art. 1235, nos 670 et 671, vol. 4, p. 513 et s. D'Aguesseau soutient la même opinion et cite à l'appui de sa thèse, précisément le cas du sénatus-consulte Velléien, parce que dans ce cas, dit-il, l'exception est établie en faveur de la femme et non en haine du créancier. " La résolution de cette question," ajoute-t-il, " serait encore plus facile si l'on adoptait l'opinion de Cujas " qui soutient que la femme n'était pas même obligée naturel- " lement." D'Aguesseau, vol. 5, p. 497. D'ailleurs, c'est un principe qui est passé à l'état de maxime en jurisprudence

que l'erreur de droit ne nuit pas aux femmes sous puissance de mari, non plus qu'aux mineurs, tant qu'ils sont en minorité. Hugues Doneau, vol. 3, p. 1130, no 10; Arrêts du Parl. de Provence, p. 176; D'Aguesseau, vol. 5, p. 497 et s. L'on dira, et c'est une objection qui peut paraître sérieuse à première vue : " La loi ne défend à la femme que de cautionner " son mari et non pas de payer pour lui." Oui, mais cela n'est vrai que lorsqu'elle paie sans s'être précédemment obligée. *Cùm prius obligata non esset.* Car lorsque la femme s'est obligée pour son mari, la loi présume, lorsqu'elle paie, qu'elle n'entend pas payer pour son mari, mais bien pour elle-même. Aussi, depuis la première loi romaine, promulguée sous Auguste, jusqu'au dernier des arrêts rendus en France, sur cette question, il n'est pas un auteur, pas un tribunal, qui n'ait décidé que la femme eût, dans ce cas, droit à l'action en répétition. Code, Loi 9, Ad. sén.-cons. Vell.; Pothier, Pand., liv. 16, titre 1, no 38; Bacquet, Droits de Justice, ch. 21, no 129, vol. 1, p. 234; Poth., *Condict. Indeb.*, no 144, vol. 5, p. 105, (Ed. Bug.); Despeisses, vol. 1, p. 660, no 7; Hugues Doneau, vol. 3, p. 725, nos 12 et 13; Dumoulin, vol. 3, p. 659. " La femme," dit Guyot, " qui s'étant cautionnée, pour un " capital qu'elle a payé, ignorant qu'elle eût l'exception du " Velléien, peut s'en servir ensuite, pour répéter ce qu'elle a " indûment payé." Guyot, Rép, vo. sen.-cons. Vell., p. 198, col. 2me: Brillon, Dict des Arrêts, vo. Vell., p. 826, no 6; Salviat, Jurisp. du Parl. de Bordeaux, vo. Velléien. Froland, dans ses mémoires sur le sénatus-consulte Velléien, a traité cette question *ex professo* et soutient que la femme, dans l'espèce en question, a, sans contredit, l'action en répétition. Froland, p. 154, 163, 330 à 376. L'action de l'intimée était donc bien fondée; mais il y a une condition; il faut qu'elle ait payé ignorant qu'elle eût droit de se faire relever de son cautionnement: *Senatus consulti beneficio munitam se ignorans.* La question se réduit à savoir, à qui incombe la preuve de la confirmation ou ratification d'une obligation frappée de nullité: car le paiement, dans le cas qui nous occupe, n'est rien autre chose qu'une ratification tacite du cautionnement que l'intimée avait donné pour son mari en faveur de l'appelant. Supposant que ce cautionnement produisit une obligation naturelle (ce que nous n'admettons toutefois, que par forme d'argumentation); supposant encore que l'intimée, lors du paiement, le 5 septembre 1859, fût dans les conditions voulues par la loi pour pouvoir ratifier son cautionnement (nous avons démontré qu'elle ne l'était pas), nous soumettons que, même dans ce cas, pour écarter son action, il incombait à l'appelant de prouver que lors de ce paiement, l'intimée connaissait que son cautionnement *était nul, que la dette était*

purement naturelle (si toutefois elle l'était) et qu'elle ne pouvait être exigée par la loi. " En effet," dit Marcadé, " puisque " c'est au créancier, dans le cas même où il rapporterait un " acte contenant confirmation expresse, mais sans spécifier le " vice qu'on a entendu couvrir, *d'établir que le débiteur a* " *bien connu ce vice et entendu le réparer, à plus forte rai-* " *son* serait-ce à lui de faire cette même justification, dans le " cas où il argumenterait seulement d'une ratification tacite " résultant de l'exécution : la doctrine contraire de Toullier, " Merlin et Rolland de Villargues, nous paraît comme à " Zachariae, une *erreur certaine.*" Marc., art. 1338, § 4, vol. 5, p. 93. " *Quid,*" dit Pothier, " lorsqu'il est incertain si celui qui a " payé ce qu'il ne devait pas, ignorait ou savait qu'il ne le devait pas." " Il faut, dans le doute," répond-il, " présumer " qu'il l'ignorait et lui accorder la répétition : car c'est le cas de " la règle de droit : *In re obscura meliùs est favere petitioni,* " *quam adventitio lucro.*" Poth., *Condict. Indeb.*, n° 161. " Si le demandeur," dit Molitor, " prouve le fait du paiement, " et que ce paiement était indu, il doit, pour ce qui est de " l'erreur, en être cru à son serment : car cette preuve n'est " que très supplétoire." Molitor, des oblig. en Dr. Rom., vol. 2, p. 262, n° 860. Comment croire, en effet, que l'intimée a payé en connaissance de cause ? Tout fait présumer que, depuis le commencement jusqu'à la fin, elle n'a été que l'esclave des désirs de son mari. Ce dernier faisait toutes espèces de transactions, engageait les biens de sa femme, faisait rédiger les actes dans lesquels il la faisait intervenir comme sa caution, sans lui en avoir parlé, puis la conduisait chez le notaire pour signer tout ce qu'il lui disait de signer ; si bien, qu'il a, par ce moyen, engagé et dissipé tous les biens de sa femme, lui laissant espérer qu'il rembourserait dans un avenir plus ou moins éloigné. L'intimée a attendu tant qu'elle a eu l'espoir que son mari paierait : ce n'est que lorsqu'elle eût perdu toute espérance qu'elle recourut aux tribunaux, et son action doit être reçue avec d'autant plus de faveur, qu'elle a été la victime de la pression de l'autorité maritale. L'acte de transport du 5 septembre 1859, pour mieux cacher la fraude, ne mentionne même pas qu'il était consenti pour acquitter l'intimée de son cautionnement ; si bien qu'une fois l'appelant mort, elle était dans l'impossibilité de faire aucune preuve à ce sujet. De là, nous concluons que l'appelant savait que l'intimée n'était aucunement liée par son cautionnement. D'ailleurs, il admet lui-même dans sa déposition, que son avocat l'avait averti que ce cautionnement était nul. Cette connaissance le constituait en *mauvaise foi.* L'appelant ne peut donc pas se plaindre avec raison qu'il a anéanti son titre contre le mari de l'intimée, en lui accordant une décharge :

car il n'était pas de bonne foi lorsqu'il lui a donné quittance, ainsi que l'exige l'art. 1048 de notre Code. " Et, nous disons, " avec Froland, p. 364, lorsqu'il a accepté le cautionnement " de l'intimée, il a dû savoir que, suivant le sén.-cons. Vel- " léien, elle ne contractait aucune obligation, qu'il ne pouvait " lui demander aucune chose ; qu'elle n'était engagée ni " civilement, ni naturellement envers lui... ; que le paiement " qu'elle en ferait serait nul, comme le cautionnement lui- " même, et que, par conséquent, elle serait en droit de répéter " les sommes payées..." Aussi, sous l'empire du Velléien, le contrat d'intercession de la femme pour son mari, était tellement nul, que le créancier était remis en ses premiers droits et pouvait agir contre le vrai débiteur, par suite de la répétition de la femme *sans égard à la décharge que le créancier lui avait donnée.* Bacquet, ch. 21, n° 131, vol. 1, p. 234 ; Ferrière, Dict. de Droit, vo. Velléien. Il ne reste plus que la question de savoir si l'acte du 6 avril 1857 peut influer sur celui du 8 avril 1857, deux jours plus tard, et rendre valide le cautionnement de l'intimée : en d'autres termes, si l'acte du 6 avril est la cause de celui du 8, et si ce dernier a été passé pour couvrir les illégalités du premier. L'appelant, en cour inférieure, a paru attacher une assez grande importance à ce point, sans cependant, croyons-nous, le regarder comme décisif. Quant à nous, nous n'y attachons pas la moindre importance et, à notre point de vue, l'acte du 8 avril ne nous paraît qu'une seconde fraude qu'on voulait commettre vis-à-vis l'intimée, pour cacher la première perpétrée par l'acte du 6 avril. L'appelant prétend que, sous l'empire du Velléien, la femme qui laissait son mari hypothéquer ses propres sans réclamer commettait une fraude vis-à-vis du créancier, fraude qui ne lui permettait pas d'invoquer, par la suite, le bénéfice du sénatus-consulte. Nous l'admettons pour le moment ; mais il fallait pour cela qu'il n'y eut aucune négligence de la part du créancier pour s'assurer si le mari était bien en réalité le propriétaire ; car, s'il savait ou devait savoir que la femme était propriétaire, cette dernière n'était pas obligée et pouvait invoquer le bénéfice de la loi. Despeisses, t. 1, p. 248, col. 2e ; Pothier, Pand., livr. 16, titre 1, n° 31 ; Bréard de Neuville, vol. 6, p. 265. Or, voit-on dans toute cette affaire, le moindre indice que l'intimée ait voulu tromper ou frauder l'appelant ? Aucunement, tout au contraire, il est établi par la preuve que, lorsque l'intimée a signée l'acte du 6 avril, elle n'a pas vu l'appelant, et qu'elle ne l'avait pas même vu auparavant. Le notaire a préparé l'acte, a fait signer l'appelant et le mari ; puis ce dernier a conduit sa femme chez le notaire pour signer cet acte ; et elle a donné sa renonciation à toutes

hypothèques qu'elle pouvait avoir sur les biens que son mari grevait par le même acte, sans trop savoir probablement ce qu'on lui faisait faire. Il paraîtrait que, lorsque le notaire s'aperçut qu'il y avait une erreur dans l'acte du 6 avril, il fit venir le mari de l'intimée et l'appelant, et leur fit résilier cet acte. Il est bon de remarquer qu'on n'a pas même pris la peine de faire comparaître l'intimée à cet acte de résiliation : preuve que l'appelant ne la considérait pas comme son obligée, et comme ayant commis une fraude à son égard, par son silence sur ses droits de propriété, puisqu'il n'a pas même pris la peine de la faire comparaître à cet acte, et de lui faire donner une déclaration à cet effet. L'acte du 8 avril ne mentionne rien de semblable. Il ne mentionne pas non plus que l'intimée cautionnait l'obligation de son mari, par le fait qu'elle se reconnaissait liée envers l'appelant par l'acte du 6 avril. Non, elle comparaît au dernier acte, comme elle avait comparu au premier, esclave de la volonté maritale. On a dit que l'acte du 8 avril avait été passé comme transaction sur celui du 6, et pour sauver de la prison le mari de l'intimée. Mais cela n'existe que dans l'imagination de l'appelant et dans ses plaidoyers, mais nullement dans la preuve. Il n'en a même jamais été question. Toute la preuve qui existe au dossier à ce sujet, résulte de l'admission de l'intimée que l'acte du 8 avril a été consenti, pour remplacer celui du 6, par suite de *l'erreur que le notaire avait commise dans ce dernier acte.* C'est là la seule cause de l'acte du 8 avril, et si l'appelant veut en trouver une autre, c'est à lui à la prouver. Enfin l'appelant a jugé lui-même l'acte du 6 avril, en le résiliant sans la participation de l'intimée. Ce tribunal ne peut mieux faire que de confirmer ce jugement de l'appelant en considérant, comme lui, l'acte du 6 avril comme n'engageant aucunement l'intimée. Il ne pourra se plaindre si la justice se rend à son opinion. Si la Cour adoptait les vues de l'appelant, il suffirait à un créancier astucieux de faire consentir une obligation par le mari, et de lui faire hypothéquer les propres de sa femme, en faisant intervenir cette dernière pour renoncer à ses hypothèques sur ces immeubles ; et pour éluder et frauder la loi, faire résilier cet acte et se faire ensuite consentir une obligation par la femme. La chose serait trop facile pour que la loi se prête à une semblable manœuvre. Résumons : 1° Le cautionnement donné par l'intimée est nul et sans effet. 2° Ce cautionnement n'a produit aucune obligation civile. 3° Pas même d'obligation naturelle. 4° Ce cautionnement, étant frappé de nullité absolue, ne pouvait être ratifié : *quod nullum est confirmari nequit.* 5° Aurait-il pu l'être, l'intimée ne pouvait le ratifier, tant qu'elle était sous puissance de mari. 6° En supposant que l'intimée

eût été capable de ratifier ce cautionnement, elle ne l'a fait que par erreur. 7° Les femmes sous puissance de mari, de même que les mineurs, sont restituables, même contre les erreurs *de droit*. 8° L'intimée est présumée n'avoir ratifié son cautionnement que par suite d'erreur. 9° La preuve du contraire, savoir de la connaissance où était l'intimée, des vices qui affectaient ce cautionnement, incombait à l'appelant. 10° L'intimée a payé ce qu'elle ne devait pas. 11° L'appelant a reçu ce qui ne lui était pas dû; et, comme conséquence, l'action de l'intimée est bien fondée. L'intimée a obtenu gain de cause pour le capital et les intérêts: ce jugement a été confirmé à l'unanimité par la Cour de Révision, quant au principal: nous avons la confiance que cette Cour confirmera ces deux jugements avec la même unanimité, du moins, quant au principal.

DRUMMOND J.: La première exception à la demande, celle de prescription, paraît avoir été abandonnée et avec raison, car *contra non valentem et non agentem, nulla currit prescriptio*. L'intimée était sous puissance de mari, on ne pouvait donc invoquer la prescription contre elle. Les autres exceptions à l'action sont résumées comme suit: 1° parce que le paiement fait par l'intimée avait une cause valable, dans le cautionnement du 8 avril 1857, qui avait remplacé son obligation du 6 avril. 2° Parce qu'en supposant qu'il n'y aurait pas eu d'obligation civile, l'intimée a contracté par les actes du 6 et du 8 avril 1857, une obligation naturelle, qui était une cause suffisante pour le paiement qu'elle a fait. 3° Parce que l'intimée n'a pas prouvé qu'elle eût payé par erreur et sans cause. 4° Parce que, lors de la demande de l'intimée, en répétition, l'appelant, à raison du paiement qu'elle lui avait fait, avait supprimé son titre de créance contre Mathieu et perdu tout recours contre lui. Quels sont les articles de notre code ayant rapport au litige? C'est d'abord l'article 989 qui proclame: "Que le contrat sans considération ou fondé sur une considération illégale, est sans effet." Ce n'est que la consécration d'un principe fondamental du droit commun et du droit naturel. Ensuite l'article 1301 qui décrète que "la "femme ne peut s'obliger avec ou pour son mari, qu'en "qualité de commune; toute obligation qu'elle contracte ainsi "en autre qualité est nulle et sans effet." Le premier acte par lequel l'intimée, séparée contractuellement de biens d'avec son mari, se porte caution pour son mari, hypothéquant un propre à elle, pour une dette due par son mari à l'appelant, était donc nul. Le second acte par lequel elle transporte à l'appelant, pour la dette de son mari, une créance formant partie du prix d'un de ses propres aliénés, était également nul. Le paiement à l'appelant par Girard et Dansereau, de la somme

demandée par l'action ($800.00) fut fait pour acquitter d'autant le cautionnement donné par l'intimée pour son mari, par l'acte du 8 avril 1857. Cet acte de cautionnement étant nul, ces deniers, illégalement payés pour son mari, doivent lui être remboursés, ainsi que la Cour Supérieure, siégeant en revision, l'a ordonné. Le jugement dont est appel, doit donc être confirmé suivant mon avis, qui est aussi celui de toute la Cour. Quant à l'affirmation qu'il y avait obligation naturelle de la part de l'intimée, je nie cette proposition. Il ne peut exister aucune obligation naturelle, lorsque la convention est faite en opposition à la loi, et surtout, à une loi d'ordre public, comme celle que l'on invoque. Quant à la suppression du titre de créance contre Mathieu, si ce titre est perdu, la perte en est due à l'appelant, qui a fait des conventions illégales avec son débiteur et la femme de ce dernier. Jugement de la Cour de Revision confirmé. (3 R. L., 695; 21 J., 133).

DORION, DORION & GEOFFRION, pour l'appelant.

DUHAMEL & RAINVILLE, pour l'intimée.

APPEL.—DELAI.

CONSEIL PRIVÉ, 29 novembre 1836.

By petition, from the Court of Appeals for the province of Lower Canada.

AUGUSTIN GADIOUX ST-LOUIS and PIERRE BENJAMIN DUMOULIN, appellants, *and* ANTOINE GADIOUX ST-LOUIS, FREDERICK BETTEZ and DAME MARIE GADIOUX ST-LOUIS, his wife, ANTOINE GADIOUX ST-LOUIS, the younger, and JOSEPH GADIOUX ST-LOUIS, widower, respondents.

Application to dismiss an appeal, on the ground of delay in prosecution, and no certificate being filed, pursuant to the 31st sect. of the Canada Judicature Act, refused, the rule allowing a year and a day for prosecuting an appeal, though usually adhered to, not being imperative upon the King in Council, and respondents having no claim to complain of delay, after laying by themselves eight months without making any application.

This was an application on the part of respondents, for the dismissal of the appeal, under the following circumstances. On the 30th september, 1833, judgment in the Court of King's Bench for the district of Three-Rivers, in the province of Lower Canada, was given, dismissing an action that had been brought by respondents against Augustin Gadioux

St-Louis, and in which P. B. Dumoulin had intervened, the object of which action was, that a canal which had been cut, contrary to the prohibition of respondents, from a point of the river Yamachiche, above a certain grist-mill and carding and fulling-mill of theirs, might be ordered to be closed, and the river and premises restored to the same condition that they were in, before the making of the canal. Respondents, feeling themselves aggrieved by this judgment and order. appealed therefrom to the Court of Appeals for Lower Canada, and, on the 30th April, 1834, the Court of Appeals reversed the judgment of the Court of King's Bench, with costs, and ordered the appellant, Augustin G. St-Louis, within 15 days after the service and signification of a copy of the judgment, to fill up and close the canal, and to restore the lands through which the canal had been cut to the same situation and condition in which they were before the said canal was commenced, so that the waters of the river Yamachiche might run in their natural course: and the Court of Appeals dismissed the intervention of P. B. Dumoulin with costs, and also ordered the record to be remitted to the Court of King's Bench. By an Act made in the 34th year of the reign of his late Majesty, King George the Third, by the Legislature of the province of Lower Canada, called "The Judicature Act," it is, by the 32nd section, enacted: "That in "all cases where an appeal is by law allowed, from the "Court of Appeals for the province of Lower Canada to His "Majesty in Council, no appeal shall be granted or allowed "after the expiration of one year from the date of the "judgment of the Court of Appeals." By the 31st section of the same Act, it is enacted: "That in all cases where an "appeal shall be allowed to His Majesty in Council, exe-"tion shall be suspended for 15 calendar months from the "day on which such appeal is allowed, and from the expi-"ration of that period to the final determination of the said "appeal, if before the expiration of the said 15 months a "certificate shall be filed in the Court of Appeals of the "province, signed by the clerk of His Majesty's Privy "Council, or his deputy, or any other person duly authorized "by him, that such appeal has been lodged, and that pro-"ceedings have been had thereon before His Majesty in His "Privy Council; and if no certificate be produced and filed "in the Provincial Court of Appeals within the said 15 "months, the said appeal shall not longer operate as stay of "judgment and execution, but the party who obtained judg-"ment in the said Provincial Court of Appeals may sue out "execution, as if no such appeal had been made or allowed, "any law, usage or custom to the contrary notwithstanding."

On the said 30th day of April, 1834, appellants applied for leave to appeal from the said judgment of the said Court of Appeals, when permission was granted to them upon the condition of their giving security that they would effectually prosecute their appeal to His Majesty in Council; and, in default of their so doing, it was ordered that the record should be remitted to the Court of King's Bench. Appellants gave the usual and proper securities to prosecute the appeal, but did not proceed to lodge their petition until the 24th july, 1835, nearly 15 months after the allowance of the appeal, and did not file in the Court of Appeals such certificate as is required by the 31st section of the above Act within the 15 months thereby limited, nor had they since taken any further proceedings to prosecute the appeal, or lodged their printed case. On the 15th march, 1836, respondents presented a petition to have the appeal dismissed, on the ground of the delay in the prosecution thereof, and the certificate not having been filed in the Court of Appeals, within 15 months from the allowance of the appeal, pursuant to the Judicature Act. The case stood over by consent of respondents, to allow time for appellants to obtain information from Canada. On the part of appellants, an affidavit was filed by their agent, Alexander Gordon, who, after stating that he presented the original petition of appeal in july, 1834, and afterwards obtained the proper certificate of its being lodged, which he immediately caused to be transmitted in duplicate to appellants in Lower Canada, proceeded to state that he had been informed by a letter from Pierre Benjamin Dumoulin, that an application was some time since made on behalf of respondents to the Court of Appeals in Lower Canada, that the cause should be remitted to the Court below, and that execution should issue as if no appeal had been made, or allowed upon the ground of the certificate not having been lodged within 15 months from the allowance of the appeal. But that Dumoulin succeeded in satisfying the Court of Appeals that the delay complained of had been occasioned by the Judges of the said Court having detained the papers in the cause for some months after the hearing, whereby the official copy of the judgment could not be obtained, and that the Court thereupon discharged the application of respondents with costs, as appeared by the official copy of the order then made annexed to his affidavit. He also stated that the delay in prosecuting the appeal in this country had arisen in consequence of the necessary funds for that purpose not having yet arrived, though he was in expectation of their being furnished in a few weeks.

COLTMAN, K. C., and RENSHAW, for respondents, insisted

that appellants having neglected to bring their appeal until three months after the time prescribed by the 32nd section of the Judicature Act, and not having filed a certificate in accordance with the 31st section of the same Act, were precluded from their right to present or prosecute the appeal; and that the same ought to be dismissed. They cited *Gordon* vs *Lowther*, 2 Lord Raymond, 1447, and *Wilson* vs *Arnold* (1).

WIGHTMAN, for appellants, objected to the application of respondents, relying on the merits disclosed in affidavit of Alexander Gordon, and the delay in making the present application.

Baron PARKE: The rule limiting the period of appeal in this Court to a year and a day, though usually adhered to, is not imperative. The party complaining of delay should not himself lie by and be guilty of delay; if he does so, he has no claim to be heard here. The affidavit of Gordon sufficiently accounts for the certificate not having been filed. Their Lordships are of opinion that this application must be refused, and dismiss the petition. (1 Moore's P. C. R., 143).

(1) The following is a copy of the report and order made in the case of *Wilson* vs *Arnold*, referred to by respondent's counsel:

St. James', 3 december, 1832. Present, etc.: Your Majesty having been pleased, by your Order in Council of the 1st of august last, to refer unto this Committee the humble petition of George Arnold, of Quebec, in the province of Lower Canada, setting forth that on the 20th of february 1828, judgment in the Court of King's Bench, for the district of Quebec, in the province of Lower Canada, was obtained by one William Wilson, against petitioner, for the recovery of a certain lot of ground situate in the lower town of Quebec aforesaid; that petitioner felt himself aggrieved by the said judgment, and appealed therefrom to the Court of Appeals for the said province of Lower Canada, and, on the 27th of July, 1829, the Court of Appeals reversed the judgment of the Court of King's Bench, with costs, and ordered the record to be remitted to the Court of King's Bench; that by an act duly made in the 34th year of the reign of his late Majesty King George the Third, by the Legislature of the said province of Lower Canada, which act has been generally called "The Judicature Act," it is by the 32nd section enacted, that in all cases where an appeal is by law allowed from the Court of Appeals for the province of Lower Canada to His Majesty in his Privy Council, no appeal shall be granted or allowed after the expiration of one year from the date of the judgment of the Court of Appeals; that William Wilson did not apply to the Court of Appeals until eight months and upwards after the judgment of the Court of Appeals had been pronounced, for permission to appeal from their judgment to Your Majesty in Council, and such permission was granted to him on or about the 30th of April, 1830, upon condition of his giving security that he would effectually prosecute his appeal to Your Majesty in Council, and in default of his so doing, it was ordered that the record should be remitted to the Court of King's Bench; that William Wilson gave the usual and proper securities that he would effectually prosecute his said appeal, and answer the condemnation, and pay all such costs and damages as should be awarded by Your Majesty in your Privy Council; that William Wilson did not proceed to prosecute his appeal, or to lodge his petition and appeal to Your Majesty in Council from the judgment of the Court of Appeals with the clerk of Your Majesty's Privy Council, until, as hereinafter mentioned, nearly two years after the allowance

RIVIERE NON NAVIGABLE.—COURS D'EAU.

PRIVY COUNCIL, February 18th 1841.

On appeal from the Court of Appeals of Lower Canada.

Present: Lord BROUGHAM, Mr Baron PARKE, Mr Justice BOSANQUET and the Right Hon. Dr LUSHINGTON.

AUGUSTIN GADIOUX ST-LOUIS and PIERRE BENJAMIN DUMOULIN, appellants, *and* ANTOINE GADIOUX ST-LOUIS, FREDERIC BETTEZ and Dame MARIE GADIOUX ST-LOUIS, his wife, ANTOINE GADIOUX ST-LOUIS, and JOSEPHTE GADIOUX ST-LOUIS, respondents.

Held: The rights of the *seigneur*, in Lower Canada, to the water of an unnavigable river flowing through his *fief* does not entitle one of several *coseigneurs* to divert the waters for his exclusive use, which had been accustomed for eleven years to supply the mills of another of his *coseigneurs*.

The question at issue in this appeal respected the right to the use of the river Yamachiche, a river not navigable, in the district of Three-Rivers, in the province of Lower Canada. By the laws of Lower Canada, the *seigneur* of a *fief* is the proprietor of rivers not navigable, as far as they flow through the seigniory. Appellant, Pierre Benjamin Dumoulin, was one of the *coseigneurs* of the *fief* Gros-Bois, through which the river flows. Respondents were also *coseigneurs* of the *fief*. In the year 1820, respondents, Gadioux St-Louis, erected a grist-mill, and, in the year 1821, he also erected a carding and fulling mill, near the grist-mill, upon his own land,

of such appeal, and more than two years and seven months after the date of the judgment appealed from to Your Majesty in Council; that by the 31st section of the act of the Provincial Legislature of Lower Canada, it is enacted, "That &c."; that William Wilson, not having filed in the Court of Appeals such certificate as is required by the 31st section of the act, within the 15 calendar months thereby limited, it was ordered by the Court of Appeals, on or about the 19th of november, 1831, upon the application of petitioner that the appeal should no longer operate as a stay of execution, and that petitioner, who obtained judgment in the Court of Appeals, should sue out execution as if no such appeal had been made or allowed, and that the record be remitted to the court below with costs; that the record was, in pursuance of the order, remitted to the court of King's Bench, for the purpose of execution being sued out on the judgment of the Court of Appeals, pursuant to the 31st section of the said act of the Provincial Legislature of Lower Canada; that William Wilson did not lodge his petition and appeal to Your Majesty in Council, or obtain or apply for further time for prosecuting his appeal, until the 24th of March, 1832, being four months after petitioner had obtained the order of the 19th day of November, 1831, when the William Wilson lodged a petition and appeal from the judgment of

within the *fief*, and, in order to accumulate a sufficient supply of water, to work them, he caused a dam to be thrown across the river, at a point above the mills. In 1831, appellant, Augustin Gadioux St-Louis, erected a saw-mill, upon the same river, at a point higher up than respondents' mills; and, for the purpose of working this mill, he caused a channel or canal, to be made from a point on the river above respondents' dam, to a point below such dam, whereby a portion of the water was diverted from its natural course, and from flowing over respondents' land, which impeded and, at times, actually stopped the working of respondents' mills. In consequence of this encroachment, upon their rights, respondents, on the 22nd of september 1832, instituted an action in the Court of King's Bench for the district of Three-Rivers, against appellant, Augustin Gadioux St-Louis, for the purpose of having the canal made by him stopped up, and for a prohibition against any future diversion of the water, with damages and costs for the injury already done. Appellant, Pierre Benjamin Dumoulin, intervened in the cause as a person in whose name and right, in his character of *seigneur primitif*, the canal and mill mentioned in the declaration had been made. Appellants then filed their peremptory *exception perpétuelle en droit, et défense au fond en fait*, by which they insisted that appellant, Dumoulin, was *seigneur* of the greater part of the *fief* Gros-Bois, through which the river Yamachiche flows, and that the saw-mill and canal in question were constructed in the *fief* which was the undivided property of appellant, Dumoulin and others, of whom respondents perhaps formed a part, but at the most a very small undivided part; that the river not being a navigable river, appellant Dumoulin had the sole right to the use and enjoyment of the water within

the Court of Appeals with the clerk of Your Majesty's Privy Council, and William Wilson hath not since taken any further proceedings to prosecute his appeal, or lodged his printed case; that petitioner humbly submits that the appeal of William Wilson having been delayed in manner aforesaid, and the petition and appeal not having been lodged with the clerk of Your Majesty's Privy Council within 15 months from the time of the allowance of the appeal, the same ought to be dismissed, and humbly praying that the appeal of William Wilson to Your Majesty in Council, against the judgment of the Court of Appeals in favour of petitioner may be dismissed with costs, or for other relief in the premises.

The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty's order of reference, this day took the petition into consideration, and having heard counsel for petitioner, and also for appellant, William Wilson, thereupon; their Lordships do agree humbly to report, as their opinion to Your Majesty, that the appeal of William Wilson should be dismissed: His Majesty having taken the report into consideration, was pleased by and with the advice of his Privy Council, to approve thereof, and to order, as it is hereby ordered, that the appeal of William Wilson be, and the same is hereby dismissed, this Board, whereof, &c.

his segniory, and to make, or cause to be made, the mill and canal in question; and they insisted that respondents had not even had the right of *banalité* further back than the year 1820; that the mill could never have been considered *banal* by the *censitaires* of the *fief*, and still less by the *coseigneurs*, to whom this undivided right appertained, because, since the year 1820, and several years before, there existed another grist-mill within the *seigneurie*, and that, even, should respondents have acquired the right of *banalité* in the *fief*, and and the right to work their mill by means of the waters (which appellants denied), they could not have any right to more than would be necessary to work their own mill, whereas, there was more than sufficient to work respondents', as well as appellants' mills, all the year round. Appellants moreover, denied that they had ever exercised their right but with the greatest care, and had only taken the surplus water which respondents had no need of, and had cut their canal on a level with respondents' dam, without making, as they were entitled, a dam head for themselves. To this exception respondents filed special answers, insisting that the grist-mill was erected by Antoine Gadioux St-Louis, *seigneur*, at the instance and request of the tenants *censitaires* of the *fief* Gros-Bois, by reason of the neglect and refusal of all the other *coseigneurs* to erect and provide a good and sufficient mill in the *fief*, as appeared by several protests from the tenants, copies of which were appended thereto. Respondents also produced various documents to prove their copartnership of the *seigneurie*, and their several rights therein. Witnesses were examined on both sides, to prove the relative situations of the mills, and to show in what respect respondents were injured by appellants' use of the water. The cause was fully heard in the King's Bench, and the following judgment pronounced:

"The Court, considering that Antoine Gadioux, surnamed St-Louis, one of plaintiffs, and through whose rights the others act in this cause, has and could transmit to the other plaintiffs, only a right of copartnership in the great river Yamachiche; considering that, in erecting a mill on this river, Antoine Gadioux could only acquire, at the most, the right of *banalité*, but not at all, either the possession or the exclusive proprietorship of the river Yamachiche, which is *seigneuriale* and not navigable; considering, lastly, that the intervening party, Pierre Benjamin Dumoulin, being a *coseigneur* of the *seigneurie* of Yamachiche, or Gros-Bois, of this river which runs through it, has the right to use and enjoy the river, according to his share and portion in it, the court has dismissed, and now dismisses, plaintiff's action, with costs, sav-

ing to plaintiff and to the intervening party their legal recourse to regulate and determine for what parts and in what manners, they shall use, jointly or severally, the said river for tne future."

From this judgment, respondents appealed to the Court of Appeals for Lower Canada, and this court, on the 30th april 1834, reversed the judgment of the Court of King's Bench. Here follow the remarks of the Chief Justice of the Court of Appeals.

SEWELL, Ch. J.: The general course of a river or rivulet cannot be diverted or altered without competent authority. This is the general rule, and he that claims a right to change it, in any respect, must show his title to do so, because his claim is an exception to the general rule. The river *Yamachiche* whose waters have given rise to the action now before us is not a navigable river. It is, however, a rivulet included within the limits of the seigniory of *Yamachiche*, and granted to the *seigneur* by the Crown of *France*. But, although by this grant, the *seigneur* acquires a title to the soil over which the rivulet in question flows, yet, of the running water which constitutes the rivulet and is perpetually changing from one moment to another he is not and cannot be proprietor. In that he has and can have by law, no more than a right of usufruct or servitude, while it passes through or before the land which he retains in his possession, a right which enables him to make use of as much as he may require of it for all necessary purposes, but does not authorize him to divert the stream or to use the water to the prejudice of other proprietors above or below him. He can even conduct such portion of the stream as he requires for the amelioration of his property, by canals or otherwise, through the extent of the land which he occupies, but he must return it to the stream before it reaches the confines of his neighbour's estate. (1). In the present case, the act complained of is the diversion of the water from the natural channel of the river before it has passed the lands possessed by appellants, which is the superior estate, and before it reaches the confines of the estate possessed by respondent, which is the inferior estate, and this respondents have effected by digging a canal across a tongue of land which withdraws from the superior estate a certain portion of the water in its passage, and applies it to the service and benefit of the inferior estate of respondents, without the possibility of returning it to the channel of the

(1) 4 Freminville, 513, Arrêt, 12 septembre 1671; Boniface, tom. 4, liv. 9, tit. 2, cap. 4; 5 Pandectes Françaises, 376; 7 Merlin, Questions de Droit, 44; Grainville's Arrêts, 231, 232; 2 Henry's, 825; 3 Kent's Comment, 353.

river in any way that can render it of use or benefit to appellants. It is manifest, therefore, that the legal right of usufruct or servitude to which appellants are entitled, as to all the water of the river in its natural course through or before the land which they occupy, has been infringed. It has, however, been urged in argument, that appellants and respondents being coproprietors *par indivis* of the seigniory of *Yamachiche*, this action cannot be maintained, but this objection is not founded. Whatever the rights of coproprietors may be *par indivis*, they cannot justify the use of the common estate by one to the prejudice of the others, and there is a case in the *Journal des Audiences* in which this principle is thus stated: "*L'un des deux copropriétaires* " *par indivis peut bien se servir de la chose commune entre* " *eux, suivant l'usage auquel elle paraît naturellement desti-* " *née, pouvant même l'appliquer généralement à toutes sortes* " *d'usages licites, que l'autre propriétaire n'a pas intérêt* " *d'empêcher. Un copropriétaire par indivis ne peut donc* " *ni constituer ni acquérir par cette raison sur la chose* " *commune aucun droit de servitude, qui en diminue l'uti-* " *lité avec la liberté de l'autre copropriétaire. Et conformé-* " *nent au même principe, celui à qui appartient un héri-* " *tage voisin d'un autre héritage, qui lui appartient en* " *commun et par indivis, n'a pas droit de faire écouler les* " *eaux du premier de ces héritages en celui-ci, au préjudice* " *du copropriétaire*". (1) For these reasons we are of opinion that the judgment of the court below must be reversed and judgment entered up in favor of the appellants according to the conclusions of the declaration, with costs.

Here follows the judgment of the Court of Appeals:

"It is considered and adjudged that the judgment of the Court of King's Bench for the district of Three-Rivers in this cause, be, and the same is hereby reversed, with costs, and this court proceeding thereupon, doth adjudge, condemn and order Augustin St-Louis, within fifteen days from and after service and signification of a copy of this judgment, to fill up and close the canal in question, and to restore the land through which the canal has been cut to the same situation

(1). Les rives des rivières navigables appartiennent aux personnes dont les terres joignent ces rivières, sujettes cependant à la restriction, en faveur des sujets de Sa Majesté, de la communication libre avec ces rivières pour toutes fins d'utilité publique; et un propriétaire riverain peut intenter une action en complainte contre celui qui le trouble dans la possession de sa grève. Art. 400 C. C. (*Fournier* et *Oliva*, Cour d'Ap., Québec, 17 novembre 1830, 1 R. J. R. Q., 341 et 517.)

Boissonnault et *Oliva*, 11 R. J. R. Q., 191; 4 Jour. des Aud., 198, arrêt 3 août 1689; Merlin, Questions de Droit, vo. Dénonciation de nouvel œuvre, § 6, p. 177, ed. 1828.

and condition in which it was before the canal was commenced, so that the waters of the river Yamachiche may run in the natural course and channel of the said river; and this court doth hereby enjoin Augustin St-Louis not to molest in future Antoine Gadioux St-Louis, in his lawful usufruct and enjoyment of the water of the river of Yamachiche, and doth condemn Augustin St-Louis to pay to appellants all such damages as appellants have sustained, or may sustain, by reason of the cutting and making of the canal, when and so soon as the amount of such damages shall have been liquidated in due course of lay; and, lastly, it is, by this court, considered and adjudged, that the intervention of Pierre Benjamin Dumoulin be, and the same is hereby dismissed, with costs."

Appellants then brought the present appeal, submitting that the decree ought to be reversed for the following reasons: 1. Because by the law of Lower Canada, the *coseigneurs* of a *fief* are entitled to use the waters of unnavigable rivers flowing through their *fief*, and one *coseigneur* has no right to monopolize the same. 2. Because appellant, Pierre Benjamin Dumoulin, was one of the *coseigneurs* of the *fief* Gros-Bois, through which the unnavigable river Yamachiche flows and the mill complained of was erected on the waters of the river within the *fief* aforesaid. 3. Because appellant had a legal right to erect the saw-mill in the place where it is situate, and to use the waters of the river for the working thereof, appellants not claiming any exclusive right to such waters. 4. Because it was proved that appellants' mill might be worked without inconvenience or injury to the mills of respondents, by a proper use of the waters of the river. 5. Because appellants had always been willing, and had proposed to respondents to adopt such regulations with respect to the use of the waters as might enable both appellants and respondents to enjoy the use of the waters for working their mills, without inconvenience or injury to either. 6. Because respondents had refused to assent to any such arrangement, though easy and practicable. 7. Because the grist-mill, in respect of which respondents claim, was not entitled to the privileges of *banalité*, and another grist-mill, situate higher up the river, existed within the *fief* long previous to the erection of respondents' grist-mill, and still continued to exist.

Respondents, however, contended that the decision appealed from was just and proper, for the following reasons: 1. Because the maxim "*sic utere tuo ut alienum non laedas*," is not only founded upon principles of natural justice, but was consonant to the laws of the province. 2. Because, by the cutting and use of appellants' canal, the waters of the river

Yamachiche were to a considerable extent diverted from their natural course, which is over or by respondents' land, and by such diversion respondents were prevented from having the full use and enjoyment of the waters of the river in the manner in which they and their predecessors, owners of the land in respect of which respondents' action was brought, were accustomed to use and enjoy the same previously to the cutting and use of the canal, and, by such diversion of the water, respondents had sustained considerable damage in respect of their aforesaid mills and lands on the said river. 3. Because the respondents' grist-mill was a *banal* mill, grinding the corn of that part of the *fief* Gros-Bois, in which such mill is situate, and respondents were entitled to the full use of the waters of the river, for the purpose of working the same mill. 4. Because, for a period of ten years and upwards, before the commencement of appellants' canal, respondents had had the uninterrupted enjoyment of their mill, with the full flow of the water of the river for the working thereof. 5. Because, according to the evidence in the action, and the law of the land, no other than the judgment now appealed from could have been given, or would have been proper.

BURGE, Q. C., for appellants, and KINDERSLEY, Q. C., and RENSHAW, in support of the judgment of the court below. In the course of the argument, the following authorities were referred to: Merlin's *Rép. Jurisp.*, tit. *Cours d'Eau*: 3 Partida, L. 15 & 16, tit. 32; Dig., lib. 39, tit. i, l. 3; Code Civil, art 644; Denisart's Coll., 4 vol., 294; 2 Bl. Com., 90.

The right honorable Dr LUSHINGTON: The present appeal relates to the right of the contending parties to the use of the waters of the river Yamachiche, a river not navigable, and flowing through the *seigneurie* of Gros-Bois, in Lower-Canada; of that *seigneurie*, Dumoulin, one of appellants, and respondents, are *coseigneurs*. In the year 1820, Antoine Gadioux St-Louis, with the consent of all the proprietors, as well as tenants, and at the instance of at least some of them, erected a grist-mill on his own land; in 1821, a carding and fulling mill, and a dam was thrown across the river, for the purpose of supplying the mills with a sufficient quantity of water; until the month of november 1831, these mills continued to be worked without any obstruction or diminution of the ordinary supply of water. At that period, Augustin Gadioux St-Louis erected a saw-mill on a point higher up the river, and, for the purpose of supplying such mill with water, caused a canal to be made. Respondents, conceiving that such canal intercepted the accustomed flow of water to their mills, thereby preventing them from being worked so beneficially and conveniently as before, in september 1832,

brought an action in the Court of King's Bench of Three-Rivers, against Augustin Gadioux St-Louis. The object of this action was to have the canal stopped up, and all things restored to their former state, and to recover damages for the losses sustained. Dumoulin intervened in this suit, alleging himself to be a partner with appellant, St-Louis, in the saw-mill, and also interested and entitled, as one of the *coseigneurs* of the *fief*. Respondents in their pleadings alleged, among other things, that the corn-mill by them erected in 1820 was a *banal* mill, and entitled to all the privileges of a mill of such character. This averment was denied by appellants, who further stated, that, if it were true, respondents were only entitled to a sufficiency of water to work it, and that, if the waters of the river were properly managed, there would be an overplus of water, to which appellants would be entitled for the use of their mill. Evidence, both written and parol, was produced on behalf of both the litigating parties, and the cause was first heard before the Court of King's Bench, which court, on the 30th september 1833, dismissed the action, on the ground that Dumoulin was entitled to enjoy the river according to his share as a *coseigneur*, and that plaintiffs had claimed an exclusive use; the court also reserved to plaintiffs and to Dumoulin, the intervening party, liberty to resort to the court for the arrangement of their rights. An appeal having been presented to the Provincial Court, that tribunal, on the 30th of april 1834, reversed the decree of the Court of King's Bench, and pronounced according to the prayer of present respondents in their declaration. Their Lordships have now to determine, whether they see any sufficient cause for reversing this last judgment, and first they would observe, that they are satisfied by the evidence, that respondents have suffered some damage by the diverting the waters through the means of the canal for the use of the mills erected in 1831. To what extent that damage has proceeded, they are not called upon to determine in this appeal. The question then is, has appellant Dumoulin shown that he has any right so to use these waters, notwithstanding the loss to respondents? Has he proved that the loss occasioned is *damnum absque injuria?* At the time of the erection of these mills, in 1820 and 1821, he had no right or interest in the waters of the river at all; the mills were erected and worked with the consent of all interested, for some years before Dumoulin acquired any title to the use of the waters. The defence of Dumoulin may be shortly stated to consist—First, of a denial that the mill of respondents is a *banal* mill; second, a justification of his carrying off a part of the supply of water from respondents' mills, on the ground

that he is a *coseigneur* of the *fief*, and as such entitled to share in the use of the waters, even to the extent of depriving respondents, his *coseigneurs*, of the use of a part of their accustomed supply. Now, leaving out of consideration the question of *banal* mill or not, and what was the privilege of *banalité*, it is evident, that if appellant cannot support his latter justification, he must fail altogether. The position he must maintain is this, that as *coseigneur* he has a right to divert the waters, accustomed for eleven years to supply the mills of one of his *coseigneurs*, for the purpose of working his own newly erected mill, and this to an extent to which it is not easy to fix a limit. The proposition carries with it some extraordinary consequences, for, if the law be as stated, another *coseigneur*, having property higher up the river, might build a new mill, and divert the waters from all the existing mills; he is in turn to suffer the same loss, if there should be any *coseigneur*, having land situate still higher up the stream. We are of opinion that appellants have failed to show that the law prevailing in Lower Canada supports any such proposition, and that, therefore, the decree of the Court of Appeals must be affirmed. It may be that appellants have, by the law of Canada, some claim to have the use of the waters regulated by the courts of that country, so that all the *coseigneurs* may have the most beneficial use of the same. If this be so, our judgment will not deprive appellants of any right they may possess to resort to the tribunals of their country for such purpose. All we affirm is, that appellants had no right to take the law in their own hands, inflicting a loss and injury on respondents. Decree affirmed with costs. (Stuart's R. 575; 3 R. de L., 329; 3 Moore's P. C. R., 398.)

BURGE, Q. C., for appellants.

KINDERSLEY, Q. C., and RENSHAW, for respondents.

RIVIERE FLOTTABLE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Montréal, 29 décembre 1871.

Présents: BERTHELOT, J. MACKAY, J., BEAUDRY, J.

BOURQUE *vs* FARWELL *et al.*

Jugé: 1o Que le propriétaire riverain n'a pas le droit d'obstruer le passage, sur une rivière flottable.

2o Qu'une rivière flottable, seulement à certaines saisons de l'année, est assujettie aux lois générales, concernant les rivières flottables. (1)

(1) C. C., art. 400.

Dans sa demande, le demandeur se disait propriétaire du lot de terre no 8, dans le 5ème rang du canton de Wotton, dans le district de St-François, ainsi que du moulin à scie et de l'écluse. Il alléguait que ce lot de terre était traversé par un cours d'eau, sur lequel était construite cette écluse. Il se plaignait de ce que, le 21 avril 1870, les employés des défendeurs avaient coupé et enlevé cette écluse, lui causant des dommages de $75, et la perte de l'usage de son moulin $75, en tout $150.

Les défendeurs, par leur exception péremptoire, alléguèrent que ce prétendu cours d'eau est une branche de la rivière Nicolet, est flottable et, partant, forme une dépendance de la couronne; qu'eux, les défendeurs, ont un moulin, sur la rivière Nicolet, dans le canton de Shipton, et sont engagés largement dans le commerce de bois et que, tous les ans, les défendeurs sont dans l'habitude de faire flotter leur bois, sur cette branche de ladite rivière; que cette écluse est une obstruction au passage du bois confectionné par les défendeurs et une nuisance publique, qui peut être abattue par tout sujet de Sa Majesté, sans formalité de justice (1); que dans le mois d'avril 1870, les défendeurs étaient justifiables de démolir une portion de cette écluse, pour donner passage à leur bois, sur cette rivière flottable. Les témoins des défendeurs, accoutumés à la conduite du bois, sur les rivières, et à cette opération connue sous le nom de "*log driving*," ont constaté que cette branche de la rivière Nicolet, de trente pieds à soixante pieds de largeur en certains endroits, de cinquante à cent soixante-quinze pieds de largeur, en d'autres endroits, est flottable, quoiqu'elle devienne quelquefois à sec, dans les eaux basses, camme la plupart des petites rivières. La Cour du comté de Richmond, siégeant à Danville, district de St-François, le 15 avril 1871, SHORT, J., a renvoyé l'action du demandeur, avec dépens. Son jugement est motivé comme suit:

"The Court, considering that branch of the river Nicolet to be a floatable river and, therefore, a highway appertaining to the public domain, which no person ought or hath any right to obstruct; that the dam, constructed by plaintiff, across that branch of the said river, without a sluice or gateway, to admit the passage through of logs, is an unlawful obstruction and a public nuisance; that plaintiff, though notified before the commission of the act of which he com-

(1) On ne peut réclamer des dommages à raison de la démolition d'un bâtiment qui constitue une nuisance publique. Toute personne peut abattre ou faire disparaître une nuisance publique. Art. 1053 C. C. (*Bienvenu* v. *Coté*, C. S., Montréal, 30 juin 1863, SMITH, J., 13 R. J. R. Q., 296.)

plains, refused to remove any portion of the dam, or to place therein a sluice or gateway, for the passage through of logs; that defendants had an inalienable right to the free use of that branch of the river; that they were possessed of a large quantity of logs, which could not be got down to their mill, in the township of Shipton, in consequence of plaintiff's dam, which obstructed their passage; that defendants, by reason of plaintiff's refusal, were justified in removing a portion of the said dam, to effect a passage for their logs, and that, in so doing, they acted under the direction of plaintiff himself, as to where their men engaged in that operation should begin, and what portion of the dam they might take down, with the least possible injury to plaintiff, in effecting a passage for the logs which could not be driven through the dam, without seriously damaging the same, and thereby occasioning a very heavy pecuniary loss to defendants, doth maintain the exception of defendants and doth dismiss plaintiff's action, with costs."

Ce jugement fut porté en revision, à Montréal, devant trois juges de la Cour Supérieure. Le demandeur s appuya sur les dispositions du chapitre 51 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada. Les défendeurs prétendirent que cette loi statutaire ne s'applique pas aux dépendances de la Couronne. Ils citaient 4 Blackstone's comm., par Chitty, p. 166; 11 R. J. R. Q., 394, *Chapman* vs *Clark et al.*; Ramsay's digest, vo. "Rivers," p. 267, n° 6, et vo. "Servitude," p. 295, n° 1. Ce jugement fut confirmé en revision.

PER CURIAM. The Court holds, that the owner of a property, on the banks of a floating river, has no right to bar the same, by stretching a boom across it, and that a river floatable, only at a certain season of the year, comes *under* the general rule. (3 R. L., 700).

JOUBERT, avocat du demandeur.

GEORGE-S. CARTER, avocat des défendeurs.

PROCEDURE.—REVISION.—TUTEUR.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 30 novembre 1871.

Coram MACKAY, J., TORRANCE, J., BEAUDRY, J.

PILLAR *et al.* *vs* LARUE, tuteur.

Jugé : Que le demandeur, dont l'action a été renvoyée absolument, peut, en revision, demander une modification de ce jugement, aux fins d'obtenir que sa demande ne soit renvoyée que "sauf à se pourvoir."

Le 30 septembre 1871, la Cour Supérieure, à Montréal, BERTHELOT, J., rendit le jugement suivant :

" La Cour, considérant que Narcisse Larue, le tuteur du mineur George Larue, n'avait pas le droit de contracter pour son mineur tel et ainsi que mentionné en la déclaration, sans autorisation judiciaire ; et considérant qu'il n'y a pas de preuve suffisante, au soutien de sa demande ; a renvoyé l'action avec dépens."

Le défendeur ès-qualité de tuteur avait fait défaut. En revision, ce jugement fut confirmé, mais il fut modifié comme suit :

" The Court, considering that there is no error in the judgment of the 30th september 1871, but that, under the circumstances, the judgment ought to have been " *sauf* tel recours que de droit," doth confirm the said judgment with the addition to it, *sauf à se pourvoir*, plaintiffs to pay costs in this Court." (3 R. L., 704.)

APPEL.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, décembre 1870.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

McCARTHY *et* LAFOND.

Jugé : Qu'il y a appel de tout jugement final de la Cour Supérieure.

Sur l'appel d'un jugement final de la Cour Supérieure condamnant le défendeur à payer $30, jugement fut rendu le 8 septembre 1870, à l'unanimité des juges dans le sens de *Bellerose* et *Hart* (1); mais il fut retiré deux jours après avoir été prononcé et, au terme suivant, la cour, DUVAL, J. en C., dissident, rendit un jugement contraire au premier et décida qu'il y a appel de tout jugement final de la Cour Supérieure. (1 R. C., 231).

(1) Dans une action en dommages pour voies de fait, intentée à la Cour de Circuit au montant de $200, il n'y a pas, aux termes de l'art. 1142 C. P. C. de 1867, d'appel à la Cour du Banc de la Reine du jugement de la Cour de Revision qui avait infirmé le jugement de la Cour de Circuit, en rejetant la demande de la somme de $200 et en condamnant le défendeur à payer au demandeur la somme de $10, et les frais d'une action de $120. Art. 44 C.P.C. de 1897. (*Hyacinthe dit Bellerose* et *Hart*, C.B.R., en appel, Montréal, 8 juin

APPEL.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Québec, 19 septembre 1868.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., et DRUMMOND, J.

FILION *et* LE SÉMINAIRE DE QUÉBEC.

Jugé : Qu'il n'y a pas d'appel d'un jugement final de la Cour Supérieure, de la part d'une partie qui se plaint seulement qu'on lui a refusé des frais, quel que soit le montant de ceux-ci ; et que l'appel interjeté en ce cas sera renvoyé, même si la partie adverse ne le demande pas (1). (1 R. C., 231).

APPEL AU CONSEIL PRIVÉ.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL.
Montréal, 4 septembre 1869.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

BURLAND *et* LAROCQUE.

Jugé : Que, pour décider de la valeur de la matière en litige, il ne faut pas avoir égard au montant réclamé par l'action, mais à celui accordé par le jugement. (Art. 1178 C. P. C. de 1867, et art. 68 C. P. C. de 1897.) (1 R. C., 232).

1869, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY et MONK, J., 20 R. J. R. Q., 154).

L'article 1142 C. P. C. de 1867 était en ces termes :

" 1142. Les jugements de la Cour de Circuit sont susceptibles d'appel à la Cour du Banc de la Reine dans les cas suivants :

1. Lorsque la somme ou la valeur de la chose demandée est de cent piastres ou plus, excepté néanmoins dans les poursuites pour le recouvrement de cotisation des écoles ou maisons d'école, ou pour rétribution mensuelle des écoles, et dans celles pour le recouvrement des cotisations imposées pour la construction ou réparation des églises, presbytères et cimetières.

Les causes où les témoignages n'ont pas été pris par écrit ne sont susceptibles d'appel que sur le droit ;

2. Lorsque la demande au-dessous de cent piastres se rapporte à des honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes d'argent payables à Sa Majesté ;

3. Lorsque la demande au-dessous de cent piastres a rapport à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières dans lesquelles les droits futurs des parties peuvent être affectés ;

4. Dans toutes les actions en déclaration d'hypothèque.

Des dispositions particulières règlent l'appel des jugements rendus dans les Iles de la Magdeleine."

(1) Art. 1115 C. P. C. de 1867, et 43 C. P. C. de 1897.

APPEL AU CONSEIL PRIVE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Québec, 18 septembre 1870.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J.

WILSON *et* DEMERS.

Jugé : Que, pour déterminer s'il y a appel au Conseil Privé, il faut uniquement considérer le capital demandé ; qu'il ne faut pas considérer, dans la computation des £500, les intérêts accrus depuis le jour de l'institution de l'action. Art. 1178 C. P. C. de 1867, et art. 68 C. P. C. de 1897. (1 R. C., 232.)

APPEL AU CONSEIL PRIVE.

CONSEIL PRIVÉ, 8 février 1871.

VOYER *et* RICHER.

Jugé : Que, pour déterminer s'il y a appel au Conseil Privé, il faut prendre en considération les intérêts accrus depuis la date de l'action aussi bien que le capital. (1)

Dans cette cause, la Cour du Banc de la Reine, à Québec, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., et BADGLEY, J., avait, le 18 septembre 1870, décidé que, pour déterminer s'il y a appel au Conseil Privé, il ne faut pas tenir compte des intérêts, mais seulement du capital, dans la computation des £500. Permission d'appeler ayant été demandée directement à Sa Majesté en son Conseil Privé, l'appel fut accordé sur le principe qu'il faut considérer les intérêts accrus depuis le jour de l'action aussi bien que le capital. (1 R. C., 232 et 233.)

(1) Art. 1178 C. P. C. de 1867, et art. 68 C. P. C. de 1897.

OPPOSITION.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
Quebec, 18th March 1871.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

MCLAUGHLIN *and* REGINA.

Held: That no opposition lies to the execution of the judgment entered up by the prothonotary, under C. S. L. C., ch. 106, art. 2, on a certificate from the Queen's Bench, that a recognizance is forfeited, on the ground that the proceedings are irregular and opposant should have been called upon to plead and defend before the Superior Court. BADGLEY, J., and DRUMMOND, J., dissenting. (1 R. C., 247.)

MANDAMUS.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
Quebec, 18th March 1871.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

GOUIN *and* DUBORD.

Held: That a *mandamus* will not lie, against a Crown Lands Timber agent, to order him to issue licenses for timber limits. (1 R. C., 248.)

ACTION EN REDDITION DE COMPTE.—INSOLVENT ASSIGNEE.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
Quebec, 18th March 1871.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

FRASER *and* PATTERSON.

Held: That the insolvent has no action against the assignee to his insolvent estate, even after his discharge, to compel him to render an account of his administration; his recourse is by petition or motion, and, if he claims under deeds of composition and discharge, these must have been first deposited with the assignee, to enable him to give notice of the same under the Insolvent Act. (1 R. C., 248.)

APPEAL.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
Quebec, 18th March 1871.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

BURTON *and* YOUNG *et al.*

Held: Where a record had been remitted by the clerk to the court below, in consequence of the certificate not being lodged within six months of the granting of the appeal, that such appeal had been lodged, that the court could not order the prothonotary of the court below to return the record.

An action was instituted against Young and Knight for penalty, which was dismissed. Appeal by plaintiff Burton. Defendants, who had severed in the defence, severed on the appeal. Young died and Knight forced on the case as against him, and judgment was confirmed. No proceedings were taken on the appeal for or against Young or his representatives. Motion by Knight to transmit record to the Superior Court, granted.

Judgment: " Considering that more than six months have elapsed since the appeal to Her Majesty, etc., was allowed, and that no certificate has been filed in this court, as required by law, that such appeal has been lodged, and proceedings had thereon, etc." (1 R. C., 248.)

DELEGATION DE PAIEMENT.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
Montreal, 9th June 1871.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

PROULX *and* DORION.

A intervened in a deed and agreed to pay a debt due to B, not a party to the document. B brings his action for the amount against A, without previous acceptance of the delegation:

Held: That B had no right of action. CARON, J., and MONK, J., dissenting. (1 R. C., 476.)

FEMME MARIEE.—RENONCIATION.—HYPOTHEQUE.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
Quebec, 19th June 1871.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

DE LA GORGENDIÈRE *and* THIBODEAU.

Held: That the 4th Vict., c. 3, art. 36, does not prohibit a wife from renouncing to the exercise of her hypothec for matrimonial rights in property sold by her husband, and such renunciation is valid and binding, though, subsequently, she obtains a *séparation de biens* from her husband. Dissenting: DUVAL, C. J., and DRUMMOND, J. (1 R. C., 478.)

PAIEMENT.—IMPUTATION.

COURT OF KING'S BENCH, Montreal, 1831.

PARKER *vs* RICHARD.

Held: That monies paid must be applied to the payment of the principal, when no application is made. *Rép.*, vo *Imputation*; Argou; Denizart, N.; Pigeau, 608. (1 R. C., 484.)

MANDAMUS.—COMMISSAIRE D'ECOLES.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 22 janvier 1872.

Présents: DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J.

L'HON. P. J. O. CHAUVEAU *et al. et* LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA PAROISSE DE SAINT-FRANÇOIS-DE-SALES.

Un ordre ayant été donné par le ministre de l'instruction publique, contre les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-François-de-Sales, et ces derniers ayant refusé d'y obéir, un bref de *mandamus* fut décerné contre les commissaires d'écoles à la requête du ministre et d'un contribuable, conjointement.

Jugé: Que le ministre de l'instruction publique doit être mis hors le cour sans frais; mais que le bref de *mandamus* doit être maintenu au profit du copoursuivant. BADGLEY, J., dissident, qui était d'opinion que le *mandamus* était indivisible et que, par suite, le rejet du ministre du dossier rendait le bref nul. (2 R. C., 230.)

HABEAS CORPUS.—PRÉVOT DES INCENDIES.—TÉMOIN.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 14 mars 1872.

Présents: DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J.

Ex parte DIXON, req. bref d'*Habeas corpus*.

Jugé: Que la loi provinciale, concernant les prévôts des incendies, n'est pas contraire à la constitution de 1867, parce qu'elle ne touche en rien à la procédure criminelle, matière qui est du ressort exclusif du parlement fédéral; que tout témoin assigné devant les prévôts des incendies peut refuser de répondre à toute question pouvant l'incriminer; que le pouvoir d'emprisonner un individu qu'on soupçonne d'incendiat est exercé par les prévôts en leur qualité de magistrats établis par la législature provinciale qui, par la loi fédérale, a le droit de créer les tribunaux de juridiction criminelle.

Dixon avait été emprisonné sous soupçon d'incendiat par les prévôts des incendies. Il demandait son élargissement pour la raison que le statut provincial, créant les prévôts des incendies, était contraire à la charte de 1867, parce que, disait-il, il touchait à la procédure criminelle, matière qui est du ressort exclusif du parlement d'Ottawa. La cour a décidé: 1o que le statut en question n'a aucun rapport avec la procédure criminelle; 2o que tout témoin, assigné devant les prévôts des incendies, peut refuser de répondre à toute question qui pourrait l'incriminer; 3o que le pouvoir d'emprisonner le défendeur, sous soupçon d'incendiat, est exercé par les prévôts en leur qualité de magistrats établis par la législature provinciale qui, par l'acte fédéral, a le droit de créer les tribunaux de juridiction criminelle. (2 R. C., 231.)

DOMMAGES.—RESPONSABILITÉ.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 18 mars 1872.

Présents: DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J.

THE VICTORIA SKATING RINK *et* BEAUDRY.

Jugé: Que le propriétaire d'un héritage est responsable du dommage causé par la pluie et la neige qui tombent du toit de ses bâtiments sur l'héritage voisin. (1)

(1) Voyez art. 539 C. C.

Les juges BADGLEY et MONK, qui étaient dissidents, exprimèrent l'opinion que les conclusions de l'action (qui, en l'espèce, était à la fois négatoire et en dommages) auraient dû spécifier les ouvrages à faire pour empêcher la chute de la neige; que, d'ailleurs, les allégations et les conclusions de la déclaration n'étaient pas suffisantes. (2 R. C., 231.)

PRIVILEGE DU VENDEUR.—ENREGISTREMENT.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 18 mars 1872.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J.

COLVILLE *et* THE BUILDING SOCIETY.

Le 23 mars 1842, Colville et autres vendirent un immeuble par acte qui ne fut pas enregistré Plus tard, en 1848, cet acte fut récité au long dans un acte de déclaration de l'acheteur, dûment enregistré, mais auquel les vendeurs n'étaient pas parties.

Jugé : Que les vendeurs perdent leur privilège de bailleurs de fonds à l'encontre des créanciers hypothécaires qui ont enregistré même après l'enregistrement de la déclaration de 1848. BADGLEY, J., et MONK, J., dissidents. (1) (2 R. C., 231.)

DOUANE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 18 mars 1872.

Présents : DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et POLETTE, J. *ad hoc.*

MYERS *et* LEWIS.

Jugé : Que, dans le cas de violation des lois de douane, par les officiers du port, *v. g.* de surcharge d'impôts, le recours de l'importateur n'est pas par action contre le percepteur, ou celui qui le remplace, lesquels ne sont que des officiers de la couronne, mais par pétition de droit. DRUMMOND, J. et BADGLEY, J., dissidents. (2 R. C., 232.)

(1) V. art. 2100 C. C.

CAPIAS.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 30 janvier 1872.

Présents : MONDELET, J., BERTHELOT, J., et TORRANCE, J.

LAINÉ *et al. vs* L'HON. H. J. CLARKE.

Jugé : Que la province de Manitoba ne fait pas partie du Canada, aux termes de l'art. 797 C. P. C. et que, par suite, un débiteur qui quitte la province de Québec pour cette partie de la Puissance, ne peut, pour cette seule raison, réclamer d'être exempt d'arrestation en vertu d'un *capias ad respondendum* (1). (2 R. C., 232.)

FAILLITE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 30 janvier 1872.

Présents : MONDELET, J., BERTHELOT, J., et MACKAY, J.

In re SOLMAN *et al. et* SAMUEL, req. décharge, *et* ROBERTSON *et al.*, cont.

Jugé : Que, dans la contestation d'une décharge, c'est au failli à procéder le premier, et à montrer qu'il a rempli les conditions prescrites par la loi de faillite. (2 R. C., 232.)

PENALITE.—ELECTION.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 30 janvier 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

LACROIX *vs* DELISLE.

Jugé: Sur défense en droit, 1o que la sec. 84 de l'"Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," qui a rapport aux lois électorales de la ci-devant Province du Canada, n'ayant pas fait mention des pénalités imposées par le ch. 6 S. R. C., contre les fonctionnaires qui votent aux élections parlementaires, ces pénalités n'existent pas sous le régime fédéral, suivant la maxime : *Expressio unius exclusio est alterius;* 2o qu'à tout événement, dans le cas d'élections provinciales, ces pénalités ne pourraient s'appliquer aux officiers de douane qui relèvent du gouvernement fédéral exclusivement (2). (2 R. C., 233.)

(1) Art. 895 C. P. C. de 1897.

(2) Le même jour, le juge TORRANCE, dans une cause semblable, *Sery v. Delisle*, tout en ordonnant preuve avant faire droit, déclarait qu'il penchait plutôt pour l'opinion contraire à celle du juge BEAUDRY.

LOI FEDERALE.—COMMISSION ROGATOIRE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 29 février 1872.

Présent: TORRANCE, J.

Ex parte SMITH.

Jugé: Que la loi de la Puissance, qui permet l'examen d'un témoin en matières civiles, en vertu d'une commission rogatoire émanée à l'étranger, est d'intérêt international et, par conséquent, de la juridiction du parlement d'Ottawa. (2 R. C., 234.)

ELECTIONS MUNICIPALES.

COUR DE CIRCUIT, L'Assomption, 26 janvier 1871.

Présent: BEAUDRY, J.

HUNEAU *vs* MAGNAN.

Jugé: Que, malgré les dispositions des art. 310, 311 et 349 C. M., le président d'une élection, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, a le droit de proclamer un candidat mis en nomination, qui n'a pas d'opposant, et de procéder à la tenue du poll et à l'enregistrement des voix des électeurs pour les autres candidats; qu'un certain nombre d'électeurs peuvent convenir entre eux que l'on votera par liste ou ticket, et que les voix peuvent être enregistrées pour six candidats, quoique l'électeur n'ait voté que pour un seul candidat, savoir celui dont le nom était en tête du ticket. (2 R. C., 234.)

ELECTION MUNICIPALE.—CAUTIONNEMENT.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 31 janvier 1872.

Présent: BEAUDRY, J.

BROUSSEAU *vs* BROUILLET.

Jugé: Que la requête indiquée en l'art. 349 C. M. ne peut être présentée à la cour avant l'expiration des quinze jours qui suivent la confection du cautionnement, même du consentement des parties, l'art. 350 étant d'ordre public; que, dans l'espèce, la requête ayant été reçue, les parties devront procéder au mérite; que des intervenants, dans une contestation d'élection, ne sont pas obligés de fournir le cautionnement que doivent donner les requérants; que l'on peut attaquer le procès-verbal du président de l'assemblée électorale sans inscription de faux. (2 R. C., 234).

ELECTION MUNICIPALE.—AVIS.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 3 février 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

BROUSSEAU *vs* BROUILLET.

Jugé : Que l'omission de l'avis public requis par l'art. 294 C. M. empêche la tenue de l'assemblée, et cela, même dans le cas où cette omission aurait été commise à dessein par le secrétaire-trésorier, dans le but d'avoir des conseillers nommés par le lieutenant-gouverneur; que le fait que le jour et l'heure de l'assemblée électorale était notoire dans la municipalité et que les électeurs se sont constitués en assemblée aux lieu, jour et heure voulus par le code, en plus grand nombre que les années précédentes, et qu'il n'y a eu aucune injustice réelle, n'a pas l'effet de rendre valide cette assemblée, qui doit être considérée comme n'ayant pas eu lieu; que le défaut de la tenue de l'assemblée, *suivant que prescrit par la loi,* justifie le gouvernement de nommer les conseillers. (2 R. C., 234).

ELECTION MUNICIPALE.

COUR DE CIRCUIT, Sainte-Scholastique, 16 février 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

GLOBENSKY *vs* CHAMPAGNE.

Jugé : Qu'aux termes de l'art. 296 C. M., l'élection des conseillers municipaux ne peut être présidée par un des membres du conseil sortant de fonctions à cette époque ; qu'une élection ainsi présidée doit être déclarée nulle, et une nouvelle élection être ordonnée aux termes de l'art. 361. (2 R. C., 235).

ELECTION MUNICIPALE.—CAUTIONNEMENT.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 26 février 1372.

Présent : MACKAY, J.

TREMBLAY *vs* ROY.

Jugé : Qu'il n'est pas nécessaire de décrire aucune propriété foncière dans le cautionnement d'une seule personne; que, même dans le cas d'irrégularité, la cour permettra la production d'un nouveau cautionnement; que l'on peut se plaindre de la nullité d'une élection, en présentant autant de requêtes qu'il y a de conseillers dont l'élection est contestée. (2 R. C., 235).

ELECTION MUNICIPALE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 5 mars 1872.

Présent : MACKAY, J.

LEGAULT *vs* PAIEMENT.

Jugé : 1° Que le choix d'un président fait à l'unanimité par l'assemblée d'élection, nonobstant la présence du secrétaire-trésorier, est valide et régulier, la loi présumant alors un acquiescement ; 2° que l'on peut discuter à cette assemblée toute matière municipale que les électeurs jugent à propos ; 3° qu'il n'est pas nécessaire de proposer les candidats séparément ; 4° que l'assemblée peut être présidée par une personne qui n'est pas électeur ; 5° que les candidats, pour être validement élus, doivent être d'abord mis en nomination, et, après un intervalle de temps raisonnable, proclamés par le président, en lisant hautement les noms de chaque candidat dans chaque cas ; 6° que le président est tenu de mettre en nomination tous les candidats qui sont proposés, verbalement ou par écrit, par deux électeurs ; 7° que, dans l'espèce, l'élection est nulle, vu que les noms de sept conseillers n'ont été lus qu'une seule fois, " une ou deux minutes " avant onze heures, et qu'avant la fin de cette lecture, ou dans tous les cas avant la fin de la deuxième, s'il y a eu véritablement deux lectures, les électeurs proposèrent d'autres candidats en amendement, proposition qui lui fut rejetée par le président comme venant trop tard ; 8° que l'ancienne doctrine, que la preuve affirmative l'emporte sur celle qui est négative, est fausse ; que cela dépend des circonstances qui sont laissées à l'appréciation du juge. Art. 309 C. M. (2 R. C., 235).

ELECTION MUNICIPALE.—INSCRIPTION DE FAUX.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 4 mars 1872.

Présent : MACKAY, J.

BOILEAU *vs* PROULX.

Jugé : Qu'il n'est pas nécessaire de s'inscrire en faux contre le procès-verbal de l'assemblée électorale. (2 R. C., 236.)

ELECTION MUNICIPALE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 6 mars 1872.

Présent : MACKAY, J.

BOILEAU *vs* PROULX.

Jugé : 1o, que la mise en nomination de candidats, par deux électeurs, qui ne donnent pas leurs noms, ni leurs prénoms, mais qui sont notoirement connus comme tels (dans l'espèce, ils étaient le curé et le membre de la Chambre des Communes pour le comté, résidant dans la municipalité depuis un grand nombre d'années), doit être reçue par le président ; 2o, que c'est au président à demander les noms et prénoms du moteur et du secondeur ; 3o, que les formalités prescrites par le Code, non à peine de nullité, sont, par l'article 16, laissés à la discrétion du juge, qui doit les exiger, suivant qu'il y a injustice ou non pour les parties. (2 R. C., 236.)

ELECTION MUNICIPALE.—CONSEILLER.—ROLE D'EVALUATION.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 12 mars 1872.

Présent : MACKAY, J.

LOISEAU *vs* LACAILLE.

Jugé : 1° Que le seul fait qu'un conseiller a laissé son domicile, ou sa place d'affaires dans la municipalité, rend sa place vacante ; 2° que cette place est alors tellement vacante qu'il n'a plus le droit de siéger à aucune session du conseil ; 3° que, partant, un règlement divisant la municipalité en quartiers électoraux, adopté par quatre conseillers, dont l'un avait ainsi cessé de faire partie du conseil, est d'une nullité absolue ; 4° que l'art. 120 du Code n'a pour but que de protéger les droits des tiers contre le conseil, dans le cas où, par inadvertance, un vote illégal aurait été admis ; 5° que la présence d'un conseiller, à une assemblée du conseil, couvre le défaut d'avis ; 6° que le secrétaire-trésorier ne tient sa charge que sous le bon plaisir du conseil ; 7° que les rôles d'évaluatien de 1870 et 1871 étant hors du contrôle du conseil, l'élection a été validement faite sur le rôle d'évaluation de 1869 ; 8° et qu'enfin, dans l'espèce, ce dernier rôle n'a causé aucun grief, l'élection ne pouvant avoir d'autre résultat même avec le rôle de 1870 ou celui de 1871. (2 R. C., 236).

FEMME MARIEE.—COMMUNAUTE DE BIENS.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 5 février 1872.

Présent : TASCHEREAU, J.

LANGEVIN *vs* GALARNEAU *et ux.*

Jugé: Qu'une femme mariée peut être poursuivie avec son mari, pendant la communauté, pour une dette contractée par le mari et la femme conjointement, et que jugement peut être obtenu contre elle dans cette poursuite. (2 R. C., 237).

PROCEDURE.—PLEA.

SUPERIOR COURT, Montreal, 5th february 1872.

Coram STUART, J.

THE CITY BANK *vs* THE MONTREAL BANK.

Held: That a motion may be granted, to the end that defendants do file a draft or copy of their peremptory exception which had been lost, or a plea to the same effect, and, in default, that plaintiff be permitted to proceed to trial and judgment on the issues raised and perfected on the general issue and the statement of facts. (2 R. C., 237.)

BAIL.

SUPERIOR COURT, Montreal, 27th february 1872.

Coram MEREDITH, C. J.

BELANGER *vs* BALFOUR.

Held: That bail may be put in by leave of the court under art. 824 C. P. C., even after judgment. (2 R. C., 237.)

MEASURE OF DAMAGES.

SUPERIOR COURT, Montreal, 27th february 1872.

Coram MEREDITH, C. J.

BRETON *vs* THE GRAND TRUNK.

In an action for damages for the loss of a trunk, in which action the value of the time lost by plaintiff in making inquiries thereafter was also claimed :

Held : That the value of the property lost was the measure of the damages. (2 R. C., 237.)

PROMISSORY NOTE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 7th march 1872.

Coram TASCHEREAU, J.

PARTRIDGE *vs* MCLEOD.

Held : That, in an action, on a promissory note payable at a particular place therein mentioned, presentment there must be alleged. (2 R. C., 237.)

PROCEDURE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 7th march 1872.

Coram TASCHEREAU, J.

BURROUGHS *vs* BOURGET.

Held : That, when a law issue is raised in a case, by demurrer, the case must be heard thereon before it can be inscribed at *enquête*. (2 R. C., 238).

OPPOSITION A FIN D'ANNULER.—AFFIDAVIT.

SUPERIOR COURT, Montreal, 7th march 1872.

Coram TASCHEREAU, J.

MANTHA *vs* COGHLAN, *and* FRASER, opp.

Held : That, when the affidavit produced with an opposition *à fin d'annuler* is not sworn to by opposant, deponent must state that he is duly authorized in that behalf. (2 R. C., 238).

CAPIAS.

SUPERIOR COURT, Montreal, 12th march 1872.

Coram TASCHEREAU, J.

LEBEL *vs* O'BRIEN.

In an affidavit for *capias*, plaintiff stated that defendant was indebted to him in the sum of £15, *pour effets vendus et livrés à Québec*, and gave no other statement as to the indebtedness. The reasons given for his belief that defendant was about to leave the country, was certain information he had received, but the names of his informants were not given.

Held: that the affidavit was insufficient on both these points, and the *capias* must be guashed. (2 R. C., 238).

INDICTMENT.

COURT OF QUEEN'S BENCH, Montreal, 8th march 1872.

Coram DUVAL, C. J., BADGLEY, J., CARON, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

KERR *and* REGINA.

Held: That, in an indictment for wounding with intent to murder, the offence must be charged to have been committed by the prisoner wilfully, maliciously, and of his malice aforethought; and that judgment will be arrested when indictment is defective in this respect. CARON, J., and DRUMMOND, J., dissenting. (2 R. C., 238).

VERBAL EVIDENCE.—PROPERTY LOST.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
Montreal, 8th march 1872.

Coram DUVAL, C. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

TALBOT *and* BLANCHET.

In an action for the recovery of property lost by plaintiff and found by defendant, the only proof of the finding was the admission of defendant:

Held: That verbal evidence thereof could be adduced without a *commencement de preuve par écrit.* DRUMMOND, J., and MONK, J., dissenting. (2 R. C., 238).

SALE OF MOVABLES.—EVIDENCE.

SUPERIOR COURT, IN REVIEW, Montreal, 30th april 1872.

Coram BERTHELOT, J., TORRANCE, J., and MACKAY, J.

NICHOLS *vs* HIAS.

Held : That the sale of greenbacks, to be delivered in future, can be proved by admissions on *faits et articles* and without any previous writing. MACKAY, J., dissenting. (2 R. C., 475).

SHERIFF.—RESPONSIBILITY.

SUPERIOR COURT, IN REVIEW, Montreal, 30th september 1872.

Coram BERTHELOT, J., TORRANCE, J., and MACKAY, J.

MCDONALD *vs* TACHÉ.

A sheriff, acting under special instructions from the counsel of a seizing creditor, and without malice, seized the land of several parties, not parties in the case. Oppositions were made and were all maintained with costs :

Held : That the sheriff was responsible to the seizing creditor for these costs. (2 R. C., 475).

CAPIAS.—DAMAGES FOR MALICIOUS ARREST.

SUPERIOR COURT, Montreal, 27th june 1872.

Coram MACKAY, J.

FRASER *vs* GERRIE.

Plaintiff brought action of damages, for malicious arret, commencing by a *capias* which was allowed by a judge to issue for $1500. Defendant moved to quash, on the ground of insufficiency of affidavit, and especially because the declaration contained no averment that the criminal proceedings complained of were determined. Plaintiff replied that as defendant was about to leave the country, he was forced to take his action before the determination of the charge.

Held : That the capias was properly issued, and, as the criminal proceedings had since ended, plaintiff's motion to amend the declaration to that effect was granted.

MACKAY, J.: This is a suit for damages for malicious arrest of plaintiff, on a criminal charge, at instance of defendant Gerrie, and the action is commenced by a *capias*, allowed by a judge to issue for $1500. Defendant moves to quash

the *capias* on the ground of insufficiency of affidavit, and specially because the declaration—not containing any averment as to the criminal proceedings being determined, and the said proceedings being in fact still pending at the time that the *capias* was issued — is insufficient in law. Plaintiff replies that, as defendant was about to leave the country, he was forced to take his action before the determination of the charge laid by defendant, and now moves to amend his declaration. I think that the *capias* was well issued, without the allegation as to determination of the criminal proceedings. It would be absurd to say that a man falsely accused and arrested, was bound to allow his accuser to leave the country, and to lose his chances of recovering any satisfaction, because the charge was still pending. Plaintiff, feeling sure of his innocence, and seeing his accuser about to leave, rightly obtained an attachment against him, and the same is maintained, and defendant's motion is rejected, with costs, and the criminal proceedings being now ended, the motion to amend plaintiff's declaration, by adding to it allegation of the criminal proceedings having been determined, and plaintiff discharged from them, is allowed. (2 R. C., 477).

FAILLITE.—DECHARGE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 27th june 1872.

Present: MACKAY, J.

QUESNEL *et al.*, insolvents, petitioners for discharge.

The insolvents petitioned for their discharge, alleging that more than a year had passed since their insolvency, and that, having conformed to the requirements of the law, the judge was bound to grant them a discharge. The parties had made a voluntary assignment, and from that time to the time of application, not one meeting had been called under the Act; there was no public examination of the insolvents, and, in fact, nothing done:

Held: That the petition must be rejected, section 109 not having been conformed to.

MACKAY, J.: Petitioners apply for a discharge, under the Insolvent Act of 1869, alleging that more than a year has passed, and that having conformed to the requirements of the law, the judge is bound to grant them a discharge. But, I consider that the judge has a duty to perform, namely, to see that the proceedings have been regular, and that the bank-

ruptcy law be not used as a mere whitewashing machine. These parties made a voluntary assignment, and, from the date of their cession to the present time, not one meeting had been called under the Act. There has been no public examination of the insolvents, and, in fact, nothing done; yet, the assignee certifies that petitioners have complied with all the requirements of the law. Section 109 has not been conformed to. I have examined the parties, as I shall do on all such applications, and I am not satisfied. Petition for discharge rejected for the present. (2 R. C., 478.)

HERITIERS.—ACCEPTATION DE SUCCESSION.—PROCEDURE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 28th june 1872.

Present: MACKAY, J.

GRANGE *vs* McDONALD.

Suit was brought against nine heirs, for a debt due by their father, and the question raised, upon law issues, were: 1o as to the sufficiency of the allegation of the declaration, it not being asserted that the heirs had accepted the succession; and 2o as to the correctness of bringing the action against the heirs jointly:

Held: 1o That it is the duty of the heirs to show non-acceptance, and, therefore, that it need not be specially alleged in the declaration; acceptation is the general rule.

2o That the suit against the heirs jointly is conformable to the practice of the court. (2 R. C., 478.)

PENSION.—GAGE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 28 june 1872.

Present: TORRANCE, J.

AHERN *vs* McDONALD.

Held: That a boarding house-keeper has no lien on the effects of his boarders, for the payment of the board. (2 R. C., 479.)

VENTE DE LIQUEURS EN CONTRAVENTION DE LA LOI.

SUPERIOR COURT, Montreal, 28th june 1872.

Present: TORRANCE, J.

Ex parte FLOOD.

Held: That a conviction charging defendant with having sold a couple of glasses of beer, without stating the precise measure and specific quantity, is bad. (2 R. C., 479.)

FAILLITE.—CREANCIER HYPOTHECAIRE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 18th september 1872.

Present: MACKAY, J.

HURTEAU, insolvent, *and* STEWART, assignee, *and* BOYER, contesting dividend sheet.

An assignee to an insolvent estate having sold certain lots of land belonging to it, which were mortgaged to B for about $9,000, and to S for $756. paid $3,000 to B and, afterwards, left the country, taking with him some $1300 of the proceeds of the lots. The question which arose was who should suffer the deficiency:

Held: That S, the first mortgaged creditor, was entitled to be paid in full, as far as the proceeds would go.

MACKAY, J.: Hurteau having become bankrupt, Sauvageau was appointed assignee, and sold five lots of land belonging to the insolvent. These lots were bought by Benard and another person. Boyer was a mortgage creditor, holding a mortgage on these lots, and Montmarquet, now represented by Schneider, held another mortgage on part of the property. After Sauvageau sold the lots and received a portion of the price, before a dividend sheet was prepared, he paid Boyer $3000. Soon afterwards, Sauvageau fled the country, taking with him about $1300 of the proceeds of the lots. So there is a deficiency of $1300 to be suffered by somebody. Boyer says that he ought not to be made to bear the whole of it. Boyer's claim altogether was about $9000. He had been collocated for $7300, in part of his claim; Schneider *et al.*, being collocated in full for their claim $756. The question was who should bear the loss of the money stolen. Boyer contended that it was only fair that it should be borne *pro rata* by himself and Schneider, who was the first mortgage creditor. The court could not accept this doctrine. The first mortgage creditor is entitled to be paid from the proceeds of the thing mortgaged to him. The loss of a portion of the thing does not affect him; so long as any portion remains, he is entitled to be paid from that. If an assignee or public officer, after selling lands mortgaged, steal part of the proceeds, but leave some of the remainder, this remainder must go, first, to pay the earliest mortgage creditor, who may say that loss whatever—whether from fire or larceny—can't hurt him; so long as it is only partial, and that enough remains to pay him. There is enough, in the present case, to pay Schneider, out of the proceeds of the lands mortgaged to Montmarquet. Schneider's pretension as first mortgagee was perfectly sound. The award of the assignee which sustained it must, therefore, be confirmed, and the contestation of Boyer dismissed. (2 R. C., 479.)

ARBITRATION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 18th september 1872.

Present: MACKAY, J.

MITCHELL *vs* BUTTERS.

An order for execution was asked from the court, upon an award made under the Corn Exchange Act. Under that act, the Corn Exchange has power to appoint arbitrators, to settle disputes between its members. Certain formalities are prescribed, and, among others, that the arbitrators must be sworn, and that there must be a submission in writing, at the commencement of the proceedings, and within five days after the award itself, all questions connected with it may be reviewed. The award, if confirmed, is then a final one, and execution may issue upon it. The arbitrators made an award against defendant, which was confirmed by the Board of Review. Plaintiff moved for an *exequatur*, and defendant answered, alleging irregularities, among others, that the arbitrators had not been sworn. Defendant, however, had objected to nothing until after the award:

Held: That, as the formalities had not been complied with, plaintiff could not succeed, and the motion would be rejected, but without costs, as defendant had not objected until after he saw what the award was.

MACKAY, J.: In this case, an order for execution was asked from the court, upon an award made under the Corn Exchange Act. Under the act, the Corn Exchange has power to oppoint arbitrators to settle business disputes between its members. Certain formalities are prescribed and, amongst others, that the arbitrators must be sworn, and there must be a submission in writing at the commencement of the proceedings. Within five days after, the award itself, all questions connected with it may be reviewed by the Board of Review. The award, if confirmed, is then to be a finality, and execution may issue upon it. The parties to the present case, having a difference respecting some damaged grain, the question was submitted to arbitration, but the arbitrators were not sworn and there was no submission in writing. The arbitrators, on the 28th of june, made an award against Butters. On the 3rd of july, the Board of Review were in action, on an appeal taken by Butters from the award. On the 8th of july, there seemed to have been an attempt to cure what was defective in the first proceedings. The Board of Review made an award confirming the original award. Mitchell now moved the court for an *exequatur*, and Butters answered that there never was power sufficient to the arbitrators; that they were not sworn; that witnesses were heard before the Board of Review. It appeared that the Board of Review did reopen the case and heard witnesses; they had right to do so. Butters, speculating for an award in his favor, objected to

nothing till after it was rendered. I regret that it is not in the power of the court to order an *exequatur*. Mitchell claims that his award is a special one, under an act of parliament. If so, the formalities imposed by that act must be complied with, one of these is that there must be a submission in writing. The want of a submission prevents the court from granting Mitchell's motion. The award is so vague that, on this account also, Mitchell cannot succeed. An award to warrant an execution ought to read as a finality. The court is disposed to treat arbitrators as favourably as possible, and it is a matter of regret that I must reject the application in this case. I reject the motion, but I do so without costs, because Butters contributed to the want of formalities, and never intimated that he would object; and he should not have resisted the carrying out of the award." (2 R. C., 480.)

QUO WARRANTO.

SUPERIOR COURT, Montreal, 18th september 1872.

Present : MACKAY, J.

PRUDHOMME *et al. vs* PAINCHAUD *et al.*

Action, in the nature of a *Quo warranto*, was brought against five defendants, alleging that they usurped authority, as commissioners for the erection *civile* of parishes, in the diocese of Montreal, and praying that they be ordered to show their authority for so doing. Defendants answered that they were acting under a commission from the lieutenant-governor of Quebec, and also under C. S. L. C., cap. 18. Petitioners replied that, at the time of defendants, commission, others had been appointed, and, by law, no more than five could act. It appeared, however, from the terms of the commission to defendants, that the others were incompetent to act:

Held: That defendants were not interested in the erection of the parish, and had a right to do as they had done.

Five plaintiffs brought five actions, against Painchaud and others, calling themselves commissioners for the civil erection of parishes in the diocese of Montreal. The cases are all pretty much alike. The court, taking up that against C. T. Painchaud, remarked that it was a *quo warranto*, to test the action of C. T. Painchaud, who professed to be one of the commissioners for the civil erection of parishes in the diocese of Montreal. The declaration alleged that there had been commissioners appointed for the erection of parishes; that defendant usurped the authority of a commissioner; and it prayed that defendant be ordered to show his authority, and that it

be declared that he had usurped authority. Defendant answered that he was acting under a commission from the Lieutenant-Governor of Quebec; that he was not acting as a commissioner except for the purposes of the erection *civile* of the parish of Notre-Dame-de-Grâce; that his commission was warranted by chap. 18 of the C. S. L. C., seeing that the other commissioners had declared themselves interested; that petitioners were well aware of this, and of all the facts, and their proceedings were simply vexatious. In answer to this, plaintiff said that five commissioners were already appointed, and more than five could not legally exist. With reference to the appointment of the commissioners, it was to be observed that, in july 1871, when the Lieutenant-Governor issued his commission to defendant and his associates, there was an existing commission to Gravel and others. From the terms of the commission to defendants, it appeared that the original commissioners, having declared themselves incompetent to act, in the matter of the erection of the parish of Notre-Dame-de-Grâce, the Lieutenant-Governor named special commissioners, in the place of those who had so declared themselves incompetent to act. There were various objections raised, one that a writ of *quo warranto* did not lie in a case like this, but the court would pass over this point, inasmuch as it held, on the merits, that plaintiffs could not succeed. Was the erection of this parish of Notre-Dame-de-Grâce to be left undone, because there were no commissioners to act? The appointment of other commissioners had become necessary. It was injurious to nobody, and was not illegal, as his honour read the law. The fact that the Official Gazette did not announce defendants' appointment was of no consequence. It was said, at the final argument, that there was a debt of $400,000, due by the parish of Montreal, and that this was enough to prevent any civil erection of N.-D-de-Grâce; but this debt was not alleged in any of the pleadings, nor was there any proof of such debt. The *requête* of petitioners would be dismissed, with costs, the grounds of the judgment being these:

"That the conclusions of the *requête* could not be granted; that there was nothing about the debt of the parish in the original *requête;* that none exists; that defendants were not proved to be interested in the erection of the new parish, and that they had right to do what they had done; that they show sufficient warrant."

The same judgment passed in the five cases. (2 R. C., 480.)

PENALITE.—ENCANTEUR.

SUPERIOR COURT, Montreal, 20th september 1872.

Present: TORRANCE, J.

BELLEMARE *vs* HUDON.

Action to recover $400 penalty for selling goods by auction without a license:

Held: That, as there were circumstances of mitigation, defendant having acted without the view of making any gain, and merely through friendship to the party, for whom he sold the goods, he will be condemned to pay the lowest amount, $200, and costs. (2 R. C., 482.)

TAXES.—USUFRUITIER.

SUPERIOR COURT, Montreal, 20th september 1872.

Present: BEAUDRY, J.

THE CORPORATION OF MONTREAL *vs* CONTANT.

Held: An *usufruitier* is responsible for the taxes. (2 R. C., 482.)

SAISIE-ARRET.—CAPIAS.—PRIVILEGE DU LOCATEUR.

SUPERIOR COURT, Montreal, september 30th 1872.

Present: MACKAY, J.

O'BRIEN *vs* LAJEUNESSE.

Held: That no *saisie-arrêt*, nor *capias*, can issue, at the suit of the landlord, for future rents, against his tenant, on the ground of diminution of the *meubles meublants*. (2 R. C., 482.)

SOUS-LOCATION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 30th september 1872.

Present: BERTHELOT, J.

In re WRIGHT, insolvent, *and* WHYTE, assignee, petitioner, *and* BEAUDRY, cont. party.

Held: That the prohibitory clause, contained in a lease, not to sublet, nor transfer any portion of his lease, without the written consent of the proprietor, does not apply to a sale in insolvency, under clause 77 of the Insolvent Act of 1869. (2 R. C., 482.)

MANDAT.—AGENT.

COURT OF QUEEN'S BENCH,
Quebec, December Term, 1872.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., and MONK, J.

COMMERCIAL UNION INS. CO., appellants, *and* FOOTE, respondent.

Held: That the special power to publish advertisements was inherent in the office of an agent appointed by an insurance company, to take risks and receive premiums; that such authority was to be presumed; that the advertising was intended to promote the company's business, and that proof of custom, usage or sanction, on the part of the company, was unnecessary.

This was an appeal from a judgment rendered on the eighth day of april last, condemning appellants to pay respondent $116.40, for advertising in the "Quebec Morning Chronicle." Appellants have their principal place of business at Montreal, and, in 1869 and 1870, they had, as their agent, at Quebec, one Benoit Marquette. In december 1869, Marquette, acting in his said quality, caused an advertisement to be published, in respondent's newspaper, for and in the interest of appellants, and it continued to be so published, until march 1870. The time during which the advertisement was published, and the price charged therefor are not in dispute. The point raised by appellants was that respondent, as their agent, exceeded his authority in the matter, and that they are not responsible. Respondent's action was to recover the price of the advertising, which, he alleges, was done by the order of the authorized agent of appellants, and in their interest. The plea was the general issue. The evidence established that the publishing in the "Chronicle," was done at the request of Marquette, that it was he who was debited with the amount in respondent's books; that the account for the printing was sent to him, and of him, repeatedly, it was endeavored to collect the amount, at intervals of three months, running over the period from october 1870 to july 1871. And it was only after these delays that the bill for printing was forwarded to appellants and payment requested of them; that appellants knew nothing about the publishing in the "Chronicle," until august 1871, when they received a letter from Marquette giving them the information, to which they immediately replied, expressing their disapproval of

what he had done. Reference was to the following authorities. Our Code, art. 1727, states that "the mandator is bound "in favor of third persons for the debts of his mandatory, "done in execution and within the powers of the mandate, "and that the mandator is also answerable for acts which "exceed such power, if he have ratified them either ex-"pressly or tacitly." The rule as laid down by writers upon the subject is that the principal is bound by such acts only of the agent as fall within the scope of his power and duties, that the mere existence of the relation of principal and agent, establishes an agency no further than is necessary for the discharge of the duties ordinarily belonging to it. It is so stated in Greenleaf, on evidence, vol. 2, sec. 65, and Pardessus, speaking of the agency which is to be inferred from the employment, says it is "*celles qu'il est d'usage de confier à ceux qui* "*ont de semblables emplois; ainsi le facteur, préposé en* "*termes généraux à un établissement commercial, est auto-*"*risé à tout ce que rend nécessaire la direction qui lui est* "*confiée.*" Smith, in his Mercantile Law, page 170, writes "the rule is that the extent of the agent's authority is (as "between his principal and third parties) to be measured by "the extent of his usual employment."

The judgment of the court below was confirmed by the Chief Justice, CARON & DRUMMOND, JJ., BADGLEY & MONK, JJ., dissenting. It was thus held, as had been decided by the Superior Court, that the special power to publish advertisements was inherent in the office of an agent appointed to take risks and receive premiums; that such an authority is to be presumed; that advertising was intended to promote appellant's business, and that the proof of custom, usage or sanction of appellants was not necessary. (3 R. C., 40.)

COMPETENCE.—BORNAGE.—EXPERTISE.—ACTION EN DOMMAGES.

COURT OF QUEEN'S BENCH, IN APPEAL,

December Term, 1872.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., and MONK, J.

SKEAD, appellant, *and* MCDONNELL, respondent.

In an action of damages for trespass and for cutting timber, etc., on the property of plaintiff, the question turned upon the boundary line, the property of one being in Ontario, and the other in Quebec. The court ordered an *expertise*, to establish whether the timber alleged to have been cut was so cut on one side or the other of the line:

Held: That the court had no power to name experts for the purpose mentioned, the line to be established being in the province of Ontario.

This was an appeal from an interlocutory judgment of the Superior Court, ordering an *expertise*. The declaration of respondent alleged that, while he was the lawful holder of certain timber limits in Ontario, by license from the Crown, under chapter 23 of the Consolidated Statutes of Canada, appellant illegally trespassed upon such limits, and cut down, and carried away timber valued at fourteen hundred dollars. It further alleged that appellant was then in possession of such timber at Quebec, and asked that he be condemned to deliver it up to respondent, or, in default, pay $1400 damages. Appellant pleaded the general issue, and also, specially alleged that all timber cut by him was cut upon his own limits in Ontario, which were adjacent to those held by respondent. The parties went to proof, and respondent having failed to prove that appellant was ever in possession in Lower-Canada, of any timber cut on respondent's limits, modified the conclusions of his declaration, and restricted his action to damages for the alleged trespass. Thus, at the time of the hearing, the action was simply an action of damages, instituted in the province of Quebec, for alleged grievances committed upon real estate, wholly situate in the province of Ontario. The Superior Court, after hearing the argument, being of opinion that respondent had failed to establish his case, in the exercise of its discretionary powers, ordered the *expertise* complained of.

One of the *considérants* of the judgment which was rendered in the court below was as follows: "Doth order *avant* "*faire droit*, that, by *experts* to be agreed upon by the "parties, else named by the court, or by a judge, pursuant to "law, and after consultation in this behalf with the officers "of the Crown Timber Office, the division line be duly estab-"lished and run, and that it be ascertained, by the experts, "whether the timber to which the witness McDonnell refers, "in his evidence in this case, on the part of plaintiff, as hav-"ing been cut by the persons named Hays & Gillesie, defen-"dant's foremen, was cut on one side or on the other side of "the line, and on which side, and to this end the *experts* shall "obtain from McDonnell, or from some other competent per-"son, well posted on the subject, an indication of the spot "where Hays & Gillesie cut said timber, with power to the "*experts* to receive oath one of the other, as also to swear all "witnesses that may be heard before them."

This judgment was reversed by the Court of Queen's Bench. Four of the judges being of opinion that a court, in Lower-Canada, had no authority to name *experts*, for the purposes mentioned in this interlocutory, the line to be established being in the province of Ontario. CARON, J., dissenting. (3 R. C., 42.)

ACTION EN REDDITION DE COMPTE.—EXECUTEURS TESTAMENTAIRES

COURT OF QUEEN'S BENCH, December Term, 1872.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., and MONK, J.

BOSSÉ, appellant, *and* HAMEL, respondent.

The testator, by his will, after making several particular legacies, disseized himself of all his property in favor of his executors, directing that they should act as such, until his will was carried into effect, and died on the same day as the will was made, and the executors became at once seized of all the property left by the testator. At the expiration of a year and a day, the executors were called upon, by the heir-at-law, to render an account. They pleaded that, after they had paid the particular legacies, they had transferred the whole estate to the universal legatee, in usufruct, to the delivery of which the heir-at-law was a party.

Held: That the executors could not be compelled to render any account to the heir-at-law, under the peculiar circumstances of the case (1).

Action by an heir-at-law, against the executors, to render an account of their administration. The executors plead that the whole of the estate, movable and immovable, was bequeathed to a Miss Jourdain, *en usufruit,* and that the heir-at-law, plaintiff in the court below, was present at the *délivrance* and sanctioned this proceeding. Appellants, in the above cause, along with Augustin Jourdain, were, by the last will and testament of the late Charles-François Hamel, named executors. By the first clause in this will, the testator directed that his executors above named should pay all his lawful debts. By a subsequent clause, after making several particular legacies, he directed, as respected the remainder of his property, that his executors should dispose of the same, in such a way as he should desire, by a memorandnm that he would leave with his executors, or one of them. By the ninth clause, the testator disseized himself of all his property in favor of his executors, according to the custom, declaring it to be his will that his executors should act as such until his will should be carried into effect. The testator died on the day the will was executed, and, thereupon, the then executors, above named, became seized of all the movable property left by the testator, and acted as executors. At the expiration of the year and a day, the executors were called upon, by respondent, heir-at-law of the testator, to render their account. This they refused to do and, thereupon, the

(1) Art. 918 C. C.

present action was instituted. Appellants seem to have entertained the opinion that, because a writing styled a *délivrance de legs* in favor of one of the particular legatees, an usufructuary, was signed by the executors, without its being stated therein that any particular sum of money had been paid over a balance established, they were thereby exempted from the obligation imposed by law on all executors to render an account. It will be remarked that respondent was party to the *délivrance*, and that the whole estate was transferred to the universal legatee, *en usufruit*.

The court below, by its judgment rendered the 28th day of december 1869, held the contrary, by condemning the executors above named to render an account. Jourdain, one of the executors, did not appeal from the judgment.

The Court of Appeals were unanimously of opinion that the article of our Code did not apply, and that the executors could not be compelled to render any account to the heir-at-law, under the peculiar circumstances of this case. (3 R. C., 43.)

SAISIE-ARRET.—INTERVENTION.

COURT OF QUEEN'S BENCH, December Term 1872.

Present: DUVAL, C. J., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., and MONK, J.

MICHON, appellant, *and* GAUVREAU, respondent.

Respondent, by writ of attachment before judgment, seized a vessel, in the possession of his debtors, on the stocks, in his ship-yard. Appellant claimed the vessel seized as his property, and respondent joined issue. Subsequently, respondent recovered judgment against his debtor for the amount he claimed and, as the legality of the writ of attachment was contested, as soon as the delay had expired, seized the vessel under a writ of execution. To this seizure, appellant first filed an opposition which was dismissed:

Held: That until the intervention was disposed of, respondent could not cause the vessel to be sold by the sheriff, and that the opposition, therefore, should have been maintained.

Respondent, on the 6th june 1868, issued out of the Superior Court, Quebec, a writ of attachment before judgment, against one François Julien, under which a vessel, then in the possession of the latter, on the stocks, in his ship-yard, was seized. Appellant intervened in that suit, and claims the vessel seized, as his property, under two deeds mentioned in the pleadings, and, upon this intervention, respondent joined issue with appellant. Subsequently, respondent recovered judg-

ment against Julien, for the amount claimed, and, as the latter had contested the legality of the issuing of the writ of attachment, respondent, as soon as the delay to issue execution expired, caused the same vessel to be seized, under a writ of *fieri facias*. To the last mentioned seizure, appellant fyled an opposition, whereby he claimed the vessel as his property. This opposition was, on the 11th day of december last, dismissed by judgment of the Superior Court, and it is from this judgment that the present appeal is taken. The opposition alleges that appellant is proprietor of the vessel seized, under a certain deed, bearing date the 20th march 1868, under which appellant claims as vendee, and, further, that the vessel had been already seized under a writ of attachment before judgment, that an intervention had been filed by appellant, claiming said vessel and asking *mainlevée* of the seizure, which intervention was still undecided.

The judges of the Court of Appeals were unanimously of opinion that, until the intervention was disposed of, respondent could not cause the vessel to be sold by sheriff's sale, and that appellant's opposition should have been maintained. The judgment of the court below was, therefore, reversed. (3 R. C., 44.)

HABEAS CORPUS.—CAUTIONNEMENT.

COURT OF QUEEN'S BENCH, December Term 1872.

Present: DUVAL, Ch. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

Ex parte BAKER, on an application to be admitted to bail.

On a trial for murder, the jury differed in opinion and were discharged. Application was then made by prisoner's counsel, for permission to give bail for his appearance, and take another trial. A writ of *habeas corpus* was allowed and argued at great length.

Held: That the application be granted and accused be admitted to bail.

Baker was accused of murder, at the coroner's inquest, and a verdict of wilful murder was given against him. An indictment for the same crime was submitted to the grand jury, and a true bill was found. He was tried, and the jury differed in opinion and were discharged. It did not appear how the jury were divided, or what was the precise obstacle to their unanimity, the one or the other. Application was made by

prisoner's counsel for permission to give bail, for his appearance to take another trial. A writ of *Habeas Corpus* was allowed, and made returnable before the full court. Upon the return of the writ, PARKYN, Q. C., was heard upon the application at great length. The solicitor general resisted the admission of the accused to bail, as being wholly without precedent, and, in that view, being not only a dangerous innovation, but, also, as likely to lead to an evasion of the law, in a case of great and paramount importance. On the last day of the term, the application was granted and accused admitted to bail, himself for £500, and two securities for £250 each.

MONK, J., concurred, stating, however, that the application was an extraordinary one; that he was induced to concur in the decision rendered by the majority, solely upon the ground that the learned judge who tried the case, and who was then on the Bench, one of his own colleagues, was of opinion that, under all the circumstances of the case, and with which he was necessarily quite familiar, he did not consider it fell under the general rule in these matters, and, that he, the learned judge, was not himself opposed to granting the application. For him (Justice MONK) this expression of opinion, by the learned judge, was, he thought, a sufficient reason, perhaps, for departing from the general rule, and he, therefore, concurred with his colleagues, though not without great hesitation. (3 R. C., 45.)

FAILLITE.—DROITS DE L'ASSOCIE CREANCIER.—SYNDIC.

COURT OF QUEEN'S BENCH, APPEAL SIDE,
December term, 1872.

Present: DUVAL, Ch. J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J.

THE CITY OF GLASGOW BANK, appellant, *and* THOMSON, respondent.

Held: That an insolvent debtor, partner in a commercial firm, composed of himself and another person, may vote on the appointment of an assignee to the estate of his firm, such estate being in insolvency, under a writ of attachment directed against both partners; his only claim being advances made by him, as a partner, to his own firm.

On the 26th october, 1868, the City of Glasgow Bank, being the only creditor of the firm of Arbuckle & Bruce, composed of James Arbuckle & James Bruce, trading at

Montreal, sued out a writ of attachment against their insolvent estate. This proceeding was contested by Robert Watson, styling himself assignee of the estate of James Bruce, upon various grounds which it is not necessary here to specify, since they were all rejected by the judge in insolvency, by the Court of Review and by this Court. Those proceedings being at an end, Kerry Brothers & Crathern creditors of James Bruce, presented a petition to set aside the attachment, but were equally unsuccessful. They prudently retired, after trying whether the fortunes of the Court of Review might not turn in their favor. After two years and four months had thus been consumed, in a matter usually considered to be summary and which certainly ought to be so, a meeting of creditors took place, before TORRANCE, J., on the 3rd day of february last. At this meeting there appeared: The City of Glasgow Bank, creditor for £1423.15 sterling; certain Montreal creditors of James Bruce (one of the insolvents), to the amount of £1450.00, and James Thomson (representing James Arbuckle) not a creditor at all, but holding claims of Arbuckle upon the partnership estate, in which he was one of the partners, to the amount of £6739.16 sterling. The votes of all these parties were taken subject to objection and, on the 4th day of february last, TORRANCE, J., gave judgment, and one of the *considérants*, in that adjudication, disposed of Thomson's pretensions in the following terms:

" Considering, further, that the claim of James Thomson is " the claim of one of the co-partners, against the partnership " of Arbuckle & Bruce, and that the same cannot be allowed " to count in the election of an assignee."

The case was then taken into the Court of Review and the three judges there reversed the ruling of TORRANCE, J. In this latter judgment is to be found the following *considérant.*

" Considering that there is error in the said judgment, to " wit: in excluding the claim of James Thomson, at the meet- " ing of the insolvent's creditors, held in february last, and " in not admitting his vote for Robert Watson to be assignee " of the estate of bankrupts, in this cause, and in declaring " James Court the duly appointed assignee of the said insol- " vents; doth, revising the said judgment, reverse the same, " by the present judgment, and, proceeding to render the " judgment that ought to have been rendered in the pre- " mises; considering that James Thomson had a right to " prove a claim, as in fact he did, at the meeting referred to, " to wit: of the third day of february last, against the " separate estate of James Bruce, one of the firm of Arbuckle

" & Bruce, insolvents, and that Thomson had a right to vote " for assignee to the insolvent estates at the meeting re- " ferred to."

This decision was confirmed by the Court of Appeals, after a rehearing. The Chief Justice and BADGLEY, J., however, dissented from the judgment of the Court. (3 R. C., 47).

FAILLI.—ACTION EN RADIATION D'HYPOTHEQUE.—CERTIFICAT.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Terme de décembre 1872.

Présents: DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J.

GAGNON, appelant, *et* CLOUTIER, intimé.

Jugé: Que le débiteur n'a droit de poursuivre en justice, pour se faire donner par son créancier, un certificat ou acte notarié prouvant l'aquittement de l'hypothèque enregistrée, que si tel certificat lui est refusé par ce dernier.

Le présent appel était d'un jugement rendu en juillet dernier, par la Cour de Circuit du district de Beauce, dans une action en radiation d'hypothèque. En 1863, l'intimé avait obtenu jugement contre l'appelant, pour la somme de £19 de capital, et £7, 1, 10 de frais. Il avait fait enregistrer ce jugement contre les immeubles de l'appelant. Subséquemment, le jugement a été payé, tant le capital que les intérêts et frais, et la seule question qui se présentait était celle de savoir si le débiteur a droit de poursuivre en justice, pour se faire donner par son créancier, un certificat ou acte notarié, prouvant l'acquittement de l'hypthèque enregistrée, avant d'avoir mis son créancier en demeure de lui donner tel certificat. D'abord, l'appelant était-il tenu d'alléguer, dans son action, qu'il avait requis l'ntimé de lui donner quittance, et que ce dernier avait refusé de la lui donner? Les sections 41 et 42 du ch. 37 S. R. B. C. établissent, d'une manière bien évidente, que ce n'est que dans le cas où le créancier refuse de donner à son débiteur tel certificat ou acte notarié, que celui-ci a droit de poursuivre en justice. La section 41 dit: " Toute personne ayant acquitté, en tout ou en partie, " une hypothèque enregistrée, pourra demander à son créan- " cier hypothécaire un acte notarié ou certificat prouvant cet " acquittement partiel ou total,.... et elle aura droit de pour- " suivre en justice pour se faire donner tel certificat, s'il lui

" est refusé, etc., etc." Et la section 42 dit: " Chaque fois " qu'une personne se prétendant créancier aura fait enregis- " trer contre les biens de son prétendu débiteur, tout droit, " privilège ou hypothèque qu'elle réclame, et que le titre sur " lequel ce droit, privilège ou hypothèque est fondé, ne con- " fère en loi aucun tel privilège, etc., etc., et que tel créancier, " après en avoir été dûment requis, refuse de consentir à la " radiation de l'enregistrement de ce titre contre les biens de " tel débiteur, ce dernier pourra alors, par voie d'action, de- " mander que le titre ainsi enregistré soit déclaré nul, etc., " etc., etc." *Vide* 7 Vict., chap. 22, section 8; 25 Vict., chap. 2, section 1; Code Civil, art. 2149: " Si la radiation n'est pas " consentie, elle peut être demandée au tribunal compétent " par le débiteur, etc., etc., etc." Il résulte donc, disait l'intimé, des autorités ci-dessus citées, que l'appelant était tenu d'alléguer, pour donner ouverture à son droit d'action, que l'intimé lui avait refusé un certificat, ou quittance, constatant l'acquittement du droit enregistré. Si l'on admet, prétendit encore l'intimé, que l'appelant était tenu d'alléguer ce fait, de là il s'ensuit qu'il devait le prouver, vu que cet allégué de la déclaration se trouve nié par la défense en fait produite par l'intimé.

Le jugement dont appel a été interjetté en cette cause était rédigé en ces termes: " La Cour, considérant que le débiteur n'a droit de poursuivre en justice, pour se faire donner par son créancier un certificat ou acte notarié prouvant l'acquittement de l'hypothèque enregistrée, que si tel certificat lui est refusé par ce dernier; considérant qu'il n'est aucunement prouvé que le défendeur ait jamais refusé de donner au demandeur un certificat ou quittance constatant que le jugement mentionné dans la déclaration était acquitté et payé (suivant que l'allègue la déclaration), et que, partant, l'action du demandeur est prématurée, puisque le droit d'action, dans la présente circonstance, ne prend naissance que sur le refus du créancier de donner tel certificat, la Cour déboute le défendeur de sa défense au fond en droit, attendu qu'elle n'a aucun rapport quelconque à la difficulté en question, et déboute aussi, avec dépens, le demandeur de son action."

Le jugement a été confirmé à l'unanimité par la Cour d'Appel. Le juge MONK a déclaré qu'il approuvait le jugement de la Cour, principalement sur le fait, d'après son appréciation de la preuve, que le demandeur en cour inférieure n'avait pas établi par une preuve suffisante le paiement du jugement prononcé contre lui, en capital, intérêts et frais. (3 R. C., 50).

MANDAT.—PAIEMENT.—GARANTIE.

PRIVY COUNCIL, 16th may 1837.

Present: Lord WYNFORD, Lord BROUGHAM, Mr Justice BOSANQUET, and the CHIEF JUDGE of the Court of Bankruptcy.

SIDNEY BELLINGHAM and JAMES WALLIS, appellants, *and* NOAH FREER, respondent.

By the old law of France, where the dealing between a principal and his debtor is of such a nature, as to operate simply as a prolongation of time for the payment of the debt, if the surety is not precluded by such dealing, from suing the debtor for his indemnity, he will not be discharged; but if such dealing, between the principal and his debtor, amounts to a present, though but *pro tempore* payment, as the surety cannot then sue the principal debtor, he is discharged from his guaranteeship. A bill of exchange operates, by the law of France, as a real contract, between the drawer and the drawee, and is *effet*, within the meaning of art. 2035 of the Code Civil. Where, therefore, a party became surety upon an agreement for securing certain advances, by future consignments of West-India produce, and after such advances, but before any consignments, the party having contracted to make the same accepted bills to the amount of the advances:

Held: That, inasmuch as such acceptances operated as a *pro tempore* payment of the sums advanced under the agreement, the surety was discharged.

This was an appeal from the judgment of the Court of Appeals for Lower Canada, pronounced on the 15th november 1834, affirming a previous judgment of the Court of King's Bench for the district of Quebec, of the 20th of june 1834, with costs, under the following circumstances: Previous to january 1833, Augustus Charles Freer and Charles Adolphus Holt carried on business, as merchants, and traded at Quebec, in co-partnership, under the style and firm of A. C. Freer & Co., and continued so to do, during the transactions which gave rise to this appeal. Appellants, during the same time, carried on business, as merchants, at Montreal, in co-partnership, under the style and firm of Bellingham & Wallis. On the 7th february 1833, in pursuance of a previous memorandum of the 30th january 1833, the following agreement was entered into, and signed by A. C. Freer & Co., and respondent: "Bellingham & Wallis agree to "advance, within one week, to A. C. Freer & Co., from 1,500 "l. to 2,000 l., as they may require, upon West India produce, "to be consigned to them for sale, on the arrival of the "spring vessels, to the extent, at least, of one-third more "than such advance, to be sold by them, and sales guaranteed "at 3½ *per acct.* commss. with interest on advance. (Signed)

" A. C. Freer & Co. Quebec, 7th february 1833. I hereby " guarantee the fulfilment of the above agreement on the " part of A. C. Freer & Co. (Signed) Noah Freer." On the 12th october 1833, appellants commenced an action against respondent, the guarantee, under the above agreement, for the recovery of 1,626 l. 12 s. 4 d. currency, alleged by appellants to be due to them by respondent, for the non-execution, on the part of Freer & Co., of the agreement. The declaration stated the original memorandum and agreement, and avered, that, on the 1st may, appellants, Bellingham & Wallis, in pursuance of the agreements, paid and advanced to Freer & Co. divers sums of money, amounting to 2,217 l. 9 s. 9 d. But that Freer & Co. had not consigned to them, for sale, any West India produce, upon the terms and conditions of the agreements, but therein made default; and that the sum of 2,217 l. 9 s. 9 d. was entirely due to Bellingham & Wallis, from Freer & Co., who had been requested to pay the same. Yet, that Noah Freer, although often requested, had not paid to Bellingham & Wallis the said sum of 2,217 l. 9 s. 9 d., or any part thereof. Respondent pleaded, first, a special demurrer, which was overruled; and, secondly, the general issue, on which proof was ordered. One witness only (Holt, a partner in the house of Freer & Co.) was called for appellants, who proved the guarantee, by the written documents, as exhibited in the case. He proved the charges on the debit side of an account, between Bellingham & Wallis and Freer & Co., amounting to 2,596 l. 5 s. 9 d. (with the exception of some trifling sums, amounting to 3 l. 7 s. 6 d.), and also, the proceeds, on the credit side of the same account, amounting to 969 l. 12 s. 4 d. to be correct: That Bellingham & Wallis advanced notes and money to Freer & Co., as stated in the account, and that the advances were made in virtue of the written documents referred to: That consignments were not made in may and june, because the cargoes expected were not received, none of any consequence having been received until the 20th july: That, upon being asked by respondent whether Freer & Co. intended sending any more West India produce, on his guarantee, the witness said that they had accepted three drafts of Bellingham & Wallis, for 500 l. each, and should send them enough to cover the balance in their favour, being about 800 l. or 900 l., and which he accordingly did. Several letters of Freer & Co., expressing their desappointment at not being able to make consignments, by reason of the non-arrival of ships, which they had expected, were also given in evidence. The three drafts mentioned by the witness, dated respectively, Montreal, the 25th june, 1st july, and 10th july 1833, were drawn by Bellingham &

Wallis, at 90 days, and were, on the 6th of july, returned to Bellingham et Wallis, accepted by Freer & Co., enclosed in the following letter: "Quebec, 6th july 1833. Gentlemen, " your favour of the 2nd was duly handed to us this evening; " and we may here remark, we should receive them more " regularly should you omit enclosing them to Thomson. We " return you the three drafts accepted, amounting to 1,500 l. " You have undoubtedly been disappointed in not receiving " consignments from us, and we feel much grieved in con- " sequence. But your disappointment cannot be equal to ours. " We have bills of lading, dated 7th may, and not a vessel in " yet. They cannot remain out much longer. Yours truly, " A. C. Freer & Co." Freer & Co. failed, and became insolvent, in august, and the bills were not paid when due. No witness was called, on the part of respondent. The cause having come on to be heard before the Court of King's Bench, the action was dismissed, with costs. Upon which, Bellingham & Wallis appealed to the Court of Appeals for the province of Lower-Canada, by which court, the judgment of the Court of King's Bench was affirmed, with costs of suit. From that judgment of affirmance, the present appeal was made to the King in Council. Appellants relied, for the reversal of the judgment of the court below, upon the following reasons: 1. Because the contract made between A. C. Freer & Co. and appellants, though ultimately resulting in a peculiar demand, was, in its origin, a contract to deliver goods, to be sold by appellants on commission. 2. Because the contract had neither been performed, or released, but the original debtors still remain liable upon it. 3. Because the transaction relating to the three bills of exchange, accepted by A. C. Freer & Co., was wholly collateral to the original contract, and neither discharged or suspended it. 4. Because the transaction cannot amount to more than giving an extension of the time of payment to a principal debtor, which does not, by the law of Canada, extinguish the obligation of a surety. Lastly, because, at any rate, the bills of exchange could only be taken as a payment *pro tanto*, and not as an extinguishment of the whole demand. Respondent, on the other hand, contended, that the judgments of the courts below ought not to be disturbed, for the following reason: Because respondent was, by default of appellants, placed in a worse situation than he would otherwise have been in. And because the judgment of the court below, was fully warranted by the circumstances of the case, as they appeared in evidence.

Mr Sergeant STEPHEN and BURGE, K. C., for appellants: This is purely a question of law, whether there has been such

a dealing, between the creditor and principal debtor, as to discharge respondent, the guarantee: in other words, whether appellants concluded the guaranteeship of respondent, by drawing on Freer & Co., and receiving the acceptances for 1,500 l., instead of waiting the arrival of the consignments, according to the terms of the agreement of the 7th of february 1833. It will be said, on the other side, that bills of exchange having suspended the right of action against the principal, they must also against the surety; and that, that is such a giving of time as discharges the latter from his liability. That depends upon the nature of the obligation in the first instance, and upon the law of France, respecting the release of trustees. By the agreement, appellants were, in consideration of certain advances, to have certain consignments. Now that is a special agreement, and, if a breach of it is committed, would entitle them to an action on the case, and a verdict for unliquidated damages. How can it be argued, that the drawing and acceptance of these bills, could be a bar to such an action. That would be, to hold that the bills so drawn were for a precedent, and special right of action; that they might be pleaded in bar, or as a set-off to an action for special damages, for breach of the agreement; such a position is as contrary to the old law of France as to our law here. There is no pretence for saying that the surety has been, by the transactions in question, placed in a worse situation than he was previously; that alone constitutes the ground of his release. By the old law of France, a surety may bring an action *quid timet* (1); it follows, therefore, that he cannot be released by the mere giving of time. By the civil law, which is the foundation of the old French law, an act of substitution, or, as it is called in the Digest, novation, is never to be presumed (2); the same doctrine is laid down by Pothier (2), Domat (4), Perezius (5), and Vinnius (6); and has been followed in forming the Code Civil, which is in strict conformity with those authorities. By the Code Civil of France, it is declared, that the simple prolongation of the term allowed by the creditor to the principal debtor does not discharge the surety, who may, in such case, sue the debtor,

(1) Domat's Treat. on Civ. Law, trans. by Strahan, A. D. 1722, 1 vol., B. III, tit. 4, sec. 3, art. 3; Pothier, Trans., by Evan, 1 vol., 260-61.

(2) Codex, Lib. VIII, tit. 42, sec. 8.

(3) 1 vol., p. 385.

(4) 1 vol., 401, &c.

(5) Lib. VIII, tit. 45, sec. 556.

(6) Jur. Quaest., Lib. II, ch. 42.

in order to compel payment (1). There is no evidence that appellants ever contemplated altering the terms of the agreement, and thereby releasing the surety, by the drawing of these bills of exchange, even if they amount to a giving of time; there is, therefore, no such discharge as is required by the law of France; and there being no proof of any intended novation, or substitution, of the agreement, the contrary must be presumed. Appellants were, therefore entitled to recover in the court below, and ought now to have their appeal allowed, with costs.

Mr WIGHTMAN, for respondent: The decision of both the courts below is consistent with the French and English law upon the subject. The original contract is for advances, on account of goods to be delivered, and is an ordinary mercantile transaction, payment being secured by sale of the goods consigned. The guarantee is for the fulfilment of that contract. Before the goods are delivered, and, therefore, before the contract is fulfilled, time is given for its completion, by appellant's drawing three successive bills of exchange, and procuring their acceptance by Freer & Co. This is a material a fatal variation of the original contract. For, the bills being available securities, are, for the time they have to run, payment, and are, therefore, not only a substitution for the means of payment provided by the agreement, viz. the sale of the consignments, but are, so long as they are available, payment itself. Now the time they have to run is not defeasable, because, having been accepted, they are available securities, and the postponement, therefore, of the time for the completion of the original contract, has been extended by the drawing and acceptance of the bills; so that it is not as if the creditors had merely said, we give you time, but it is an actual engagement not to sue upon the contract until the bills become due. That is an engagement to give time, and releases the surety. It is expressly stated, by Pothier, that, where a debtor assigns his estate to his creditor, that is a release to the surety, because that is a payment (2). This is a payment *pro tempore*, and must, therefore, operate as a release to the surety; even though the bills should turn out eventually to be worthless, and become dishonoured, yet, so long as they have to run, they are payment. It is not necessary to argue this as a case of novation or substitution, it is simply one of giving time, which according to all the authorities, is a *pro tempore* payment and, therefore, a release to the surety (3).

(1) Art. 2039.

(2) Pothier, pl. 406, n. 2, &c.

(3) *Howell* v. *Jones*, 1 Crow., Mees. & Ros., 97; *Wynne* v. *Raikes*, 5 F. R., 514.

THE CHIEF JUDGE IN BANKRUPTCY : The principal questions in this case, are two, one of fact and the other of law : viz., 1st. Whether there is sufficient evidence to authorize the conclusion, that the bills for 500 l. each were accepted by Freer & Co., on account of their engagement to make consignments to Bellingham & Wallis, for the purpose of covering the advances of Bellingham & Wallis to them ? 2. Whether, supposing the acceptances to have been given upon that account, Noah Freer, the surety, was, thereby, discharged from his liability, as surety, to the amount of these acceptances ? It has indeed, been argued, on the part of plaintiffs, that whatever may be the decision upon these questions, appellants are entitled to a judgment in their favour to a certain amount, since all the proceeds of consignments, amounting to 969 l. 13s. 4d., where added to 1500 l., the amount of the bills fall short of the debit side of the account, viz. 2596 l. 5s. 9d. But it is to be observed, that the declaration states the amount of the advances made in pursuance of the agreements at 2217 l. 9s. 9d. and no more. And this is the sum which plaintiffs seek, by their declaration, to recover of defendant, as guaranteed by him. The consignments, to the amount of 969 l. 13s. 4d., were made to cover the advances, and if to this sum 1500 l., the amount of the bills, be added, the amount of both will exceed 2,217 l. 9s. 9d. by 252 l. 3s. 7d. On the part of defendant also, it has been contended, that the advances do not appear to have been made in strict conformity with the terms of the agreement, and, consequently, that defendant is not bound to make them good. But it is stated in the evidence of the only witness called, and a partner in the house or Freer & Co., that the advances made by Freer & Co. were made in virtue of the written documents referred to. Their Lordships, therefore, do not place any reliance upon this objection, in coming to the conclusion, that the judgment of two courts below ought to be affirmed. Where two courts have concurred in a conclusion of fact, from the evidence before them, or sitting in a part of the King's foreign dominions, have concurred in a matter of foreign law in force there, a court of appeal, in this country, ought to be fully satisfied that their decision is erroneous before it pronounces a judgment of reversal. Upon the question of fact, whether the bills for 1500 l were accepted by Freer & Co. on account of their engagement to make consignment to Bellingham & Wallis, for the purpose of covering the advances of Bellingham & Wallis to them, the relation in which Freer & Co. and Bellingham & Wallis, stood to each other, at the time when the bills were sent by Bellingham & Wallis, for acceptance, and were accepted and returned by Freer & Co. to them, is mate-

rial to be considered. In the origin of the transaction between these parties, Freer & Co. were in want of pecuniary assistance from Bellingham & Wallis, who were to make advances for their accommodation, and Freer & Co. engaged to consign produce for their security. Freer & Co. having been disappointed in the expected arrival of cargoes, and, consequently, unable to fulfil their part of the engagement, they accept bills, sent to them by Bellingham & Wallis, drawn by the latter in favour of themselves. And it is contended, on the part of Bellingham & Wallis, that these bills must be considered as accepted for their accommodation, and not on account of the default of Freer & Co. to fulfil their engagement. But this view of the case supposes an entire reversal of the situation of the parties; and that Freer & Co., who stood in need of accomodation from Bellingham & Wallis, when they were in confident expectation of receiving produce, were in a situation to be asked for, and afford accommodation to Bellingham & Wallis when this expectation had failed. The letter of Freer & Co. which covered the acceptances, leads to a very different conclusion; for, immediately after saying, "we return you the three drafts accepted, amounting to 1500 l.," they add, "you have undoubtedly been disappointed "in not receiving consignment from us, and we feel much "grieved in consequence. But your disappointment cannot be "equal to ours." Is it not evident, from these sentences, following each other, that the bills were accepted on account of the disappointment? Accordingly, Holt, the partner in the house of Freer & Co., and the only witness in the case, and who was called on the part of plaintiffs, states in his evidence, that, when asked about sending goods upon the defendant's guarantee, he said that he had accepted bills for 500 l. each, and should send, and did send, enough to cover the balance; thereby treating the sum due, after deducting 1500l. as the balance remaining to be covered by consignments; which acceptances he appears to complain had not been paid to the credit of Freer & Co., in the account, as they ought to have been. On this point, therefore, their Lordships are of opinion, that sufficient evidence was given to justify the conclusion of fact, that the bills were accepted on account of the insufficiency of consignments to cover the balance of advances. II. The remaining and most material question is, whether Bellingham & Wallis, by taking the acceptances, discharged Noah Freer, the surety, from his liability to pay the balance? This question must be decided by the principles of the French law, which differs, in some respects, from the law of England. There is one rule, however, which is equally recognized by both, namely, that the surety ought not to suffer by the

arrangement which has taken place between the creditor and the principle debtor: *Nemo ex alterius facto prægravari debet.* But the condition of the surety may be differently affected by the same circumstances, under the one law and under the other. In endeavouring to ascertain the bearing of the French law upon the case, we cannot resort to more satisfactory authority than that of Pothier, in whose writings we not only find the principles of the civil law, upon which the law of France is based, illustrated and explained, but are informed of the extent to which those principles have been admitted, and the modifications which they have undergone. By the French law, a surety is allowed, in certain cases, to proceed against the principal debtor for his own indemnity, before he has discharged the debt. Pothier, Traité des Obligations, part. 2, chap. 6, sec. 7, art. 2, no 442, states four cases in which this is allowed: 1. When the surety is sued by the creditor. 2. When the principal debtor is in embarrassed circumstances, *en déroute*; in which case, the surety, though he has not paid, may attach the goods of the principal debtor, in order that they may be answerable for the guarantee which he has entered into. 3. When the principal debtor has bound himself to bring the surety a discharge of his guarantee, within a time certain, which has expired. 4. When, though the principal debtor has not bound himself to discharge the surety from his guarantee within a certain term, yet, if the obligation has continued a considerable time, the security may compel the principal debtor to procure his discharge. This time has since been fixed by the Code Givil at ten years, where the principal obligation has no fixed time. This rule, however, does not prevail, if the principal obligation is such, as in case of guardianship, that it is not of a nature to be extinguished before a determinate period. In these cases, a surety, under the English law, would have no such power to protect himself. It has, therefore, been very fairly argued, that a surety under the French law is not entitled to the same indulgent consideration as a surety under the English law. He cannot, indeed, in all cases, proceed against the principal debtor for his own indemnity, before he has paid the debt, but he may do so, if he perceives that the debtor is falling into embarrassment, though he has not paid, or been called upon to pay. The next thing to be considered is, the relation which subsists between the drawer and acceptor of a bill of exchange. Pothier, *Traité du Contrat de Change*, part. 1, chap. 4., art. 3, no 91, says that the contract between the drawer and drawee of a bill of exchange is considered as a real contract of mandate *mandatum solvendæ pecuniæ*, which takes place and is contracted by the acceptance of the

bill by the drawee. This contract, he says, is tacitly contracted when the drawee is a banker, who has received funds of the drawer, for the acceptance and payment of his bills. And, further, at no 92, that he had been assured by all the merchants, with whom he had conversed, that it was the constant custom, among merchants, that a creditor, for a liquidated sum, in a commercial transaction, may, without waiting for the express consent of his debtor, draw upon him a bill of exchange for the amount; and that, in default of paying it, he (the debtor) is chargeable with costs of protest, reexchange, &c. He says, indeed, that he was surprised to find this practice; but, in justification of it, he adds, that, it being the practice of commerce, one merchant who contracts with another a liquidated sum, in a commercial transaction consents that his creditor may draw for it, upon him, by a bill of exchange, and, though he has not expressed his assent, is considered to have tacitly agreed to it, according to the rule of law, *in contractibus tacitè veniunt quæ sunt moris et consuetudinis.* But this, he says, must be confined to commercial transactions. In no 97, speaking of the rights of action of the drawee against the drawer, to be reimbursed what he may have advanced for the drawer, for the payment of the bill, he says: "The acceptor shall not have this action, if the funds have been remitted to him by the drawer, or if he was the debtor to the drawer to that amount or more, but, nevertheless, in this case, the drawee obliges himself to the acceptor, his debtor, not to exact from him, before the bill becomes due, the amount of the debt, which, to the acceptor, ought to stand in the place of security for the indemnity of the obligation which he has contracted for the drawer by the acceptance." According to this passage, Freer & Co., the debtors of Bellingham & Wallis, to a certain amount, in a commercial transaction, having accepted the drafts of Bellingham & Wallis, the latter contracted an obligation not to sue for the debt, to the amount for which the bills were drawn, until they had become due: *de ne point exiger de lui, avant l'échéance de la lettre, la somme qu'il lui doit; qui doit tenir lieu à l'accepteur de sûreté de l'indemnité de l'obligation qu'il a contractée pour le tireur par l'acceptation.* To answer this question, it is necessary to state rather fully some parts of the first article of the *Traité des Obligations*, Part. II, chap. VI, no 407, on the manner in which guarantees are extinguished. According to which, the obligation, which results from a guarantee, is extinguished—1st. By all the different means by which all obligations are extinguished. 2dly. The extinction of the principal obligation, draws after it the extinction of the guarantees, and discharges the sureties.

3dly. The guarantee is discharged where the creditor, by his own act, has put it out of his own power to transfer his rights of action against any one of his principal debtors, in the transfer of which the surety is interested. 4thly. The author asks, when the creditor has voluntarily received of the debtor any estate (*héritage*) in payment of a sum of money due to him, is the guarantee discharged, though a long time after he be evicted of that estate? As to which case, the ground of doubt, he says, is, that the payment is not valable, not having transfered to him to whom it was made the property in the thing; consequently, the principal obligation remains; whence it seems to follow, that the obligation of the surety ought to remain also; and Basnage reports a case so adjudged. But, notwithstanding these reasons, and though it cannot be denied that the payment, in this case, is not valable, and that the principal obligation remains, it has been adjudged, says Pothier, by cases reported by Basnage (*Traité des Hypothèques*), that the creditor in this case is not allowed to sue the sureties, if, in the mean time, the principal debtor has become insolvent. The decision in this case, is founded on the rule of equity, *Nemo ex alterius facto prægravari debet.* The surety ought not to suffer by the arrangement which has taken place between the creditor and the principal debtor. Now, if in this instance, the creditor were allowed to sue the surety, he would be prejudiced by the arrangement by which the creditor has taken the estate. The creditor, by this arrangement, having taken from the surety the power, by paying the creditor, while the debtor was solvent, of recovering from the debtor the sum for which he had become responsible. He then goes on further to ask, whether, if the creditor had simply given a prolongation of the term of payment to the debtor, and, pending this prolongation, the debtor had become insolvent, the surety could resist the payment? Vinnius, he says, holds the negative. This instance, says Pothier, is very different from the preceding. In the former instance, the gift of the estate in payment having, until the time of the eviction, caused the debt to be apparently paid, such an arrangement had taken from the surety all means of providing for indemnity against his guarantee, even when he might perceive that the affairs of the debtor were beginning to be deranged: for he could not demand of the debtor the discharge of his guarantee, which, as well as the principal debt, appeared to be acquitted; but the simple prolongation of the term given by the creditor to the debtor, which does not cause the debt to be apparently acquitted, does not take from the surety the means of providing for his indemnity, and of suing the principal debtor, if

he perceives that his affairs are beginning to be deranged; *si bona dilapidare coeperit.* The surety, therefore, cannot pretend that the prolongation of the term given to the debtor does him any harm, since, on the contrary, he profits by it. The principles here laid down by Pothier, are clear and intelligible; and they are briefly summed up in the Code Civil, tit. *Cautionnement*, chap. III, which, though not an authority binding in Canada, may be considered, as has been justly argued, in the nature of a commentary on the French law, as laid down by Pothier, respecting those matters in which there is no apparent intention to introduce alteration. We there find it stated, art. 2037: "*La caution est déchargée, "lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges, "du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opé-"rer en faveur de la caution.*" 2038. "*L'acceptation volon-"taire que le créancier a faite d'un immeuble, ou d'un effet "quelconque, en paiement de la dette principale, décharge la "caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.*" 2039. "*La simple prorogation de terme, accordée par le cré-"ancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, "qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au "paiement.*" We have seen that the creditor, by taking acceptances of his debtor, contracts with him, not to sue for the amount of the debt until the bills become due. He cannot, therefore, transfer to the surety any right of suit while the bills are running. But does this prevent the surety himself from suing the principal debtor for his own indemnity, *si bona dilapidare coeperit?* If taking the accepted bills operates as a simple prolongation of the time of payment given to the debtor, the surety may proceed against him; but if taking the accepted bill operates as an apparent payment of the debt due to the drawer, so long as the bills are running, the surety could not commence any suit against the principal debtor; and as the principal debtor in the present case became insolvent, in the interval between the acceptance and the maturity of the bills, the surety would be discharged. Pothier holds that the gift of an estate *(héritage)* in payment of a debt is an apparent payment till eviction; and from the expression in art. 2038 of the Code Civil, "*d'un immeuble ou d'un effet quelconque,*" we can have no hesitation in concluding that the word "*héritage,*" employed by Pothier, was put by way of example only: and that his doctrine applies to property of any sort, given in payment, which is attended with a similar result. There can be no doubt that bills of exchange are property, and that they come within the meaning of the word "*effet*". The bills given in the present case, when received by Bellingham & Wallis, became their prop-

erty, transferable by them to all persons at their pleasure; and the acceptors became bound to pay them, when due, to the holders, whoever they might be. No restriction was imposed upon the negotiation of the bills; nothing appears to show that they were given as mere collateral securities. On the contrary, one of the bills appears, by the indorsements, to have been actually put in circulation by Bellingham & Wallis. They were property of value at the time of the acceptance, and were taken on account of the debt due. That debt, therefore, was, according to the French law (with which the law of England agrees in this respect), apparently paid, until the bills were dishonoured by non-payment at maturity. The consequence of which is, that the surety is discharged. Their Lordships are, therefore, of opinion, that the judgment of the Court of Appeals of the Province of Lower-Canada, affirming the judgment of the Court of King's Bench, ought to be affirmed, with costs of the appeal. (1 Moore's P. C. R., 333.)

Sergeant STEPHEN and BURGE, K. C., for appellants.

WIGHTMAN, for respondent.

COMPETENCE.—CORPORATION MUNICIPALE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 9 mars 1868.

Présents: DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J.

LA CORPORATION DE LA VILLE OU BOURG DE WILLIAM-HENRY, maintenant représentée par le Maire et le Conseil de la Ville de Sorel, demanderesse et intimée en Cour de Circuit, appelante, *vs* JEAN-BAPTISTE GUÉVREMONT, défendeur et appelant en Cour de Circuit, intimé.

Jugé: 1o Qu'il n'appartient pas à une Cour de Circuit, qui a infirmé un jugement d'un juge de paix, de faire exécuter le jugement.

2o. Que la nouvelle corporation de la ville de Sorel, sous le nom de "Le Maire et le Conseil de la Ville de Sorel," en 1860, par la loi 23 Vict., ch. 75, n'est nullement tenue du paiement des dettes de l'ancienne corporation de la ville ou bourg de William-Henry.

Le 6 décembre 1861, l'intimé fit motion devant la Cour d'Appel pour faire déclarer cette cause non-appelable, attendu qu'il n'existait aucun appel en loi du jugement rendu le 12 octobre 1861. La Cour d'Appel ordonna l'émission d'une règle sur cette motion. Le jugement, porté en appel, a été rendu le

12 octobre 1861, par la Cour de Circuit pour le district de Richelieu, maintenant la saisie-arrêt après jugement faite à la requête de l'intimé, pour £5 18s., et condamnant les tiers saisis, locataires de l'appelante, à payer cette somme à l'intimé, pour le montant de ses frais taxés en vertu du jugement rendu en la ci-devant Cour de Circuit, pour le circuit de Berthier, le 23 septembre 1853, sur un appel de la part de l'intimé, d'un jugement rendu à William-Henry, par Jean-Baptiste Lamère, fils, juge de paix, en date du 15 décembre 1852, sur plainte portée devant lui par la corporation de la ville ou bourg de William-Henry, condamnant Jean-Baptiste Guévremont à payer à la corporation une certaine somme y mentionnée, pour les causes y énoncées. Ce jugement de la ci-devant Cour de Circuit, pour le circuit de Berthier, avait infirmé le jugement du juge de paix, et avait débouté la corporation de la ville ou bourg de William-Henry de sa plaiute et l'avait condamné aux dépens, tant sur la plainte portée devant le juge de paix, que sur l'appel. Les frais sur cet appel furent taxés par le député-greffier de la Cour de Circuit, pour le circuit de Berthier, le 23 septembre 1853, à £5 18s. 2d. Le 15 octobre 1860, un *writ* de saisie-arrêt après jugement fut émané de la Cour de Circuit pour le district de Richelieu (qui, avait, par l'opération de la loi, tous les papiers, documents et dossiers de la ci-devant Cour de Circuit, pour le circuit de Berthier), pour le montant de £5, 18s. 2d., pour saisir-arrêter ce que Pierre Clément et Octave Généreux pouvaient devoir à la corporation de la ville ou bourg de William-Henry, alors représentée, dès le 10 mai 1860, par le maire et le conseil de la ville de Sorel. *Vide* 23 Vict., chap. 75, art. 6. Les tiers saisis ayant déclaré qu'ils devaient à la corporation, l'un Pierre Clément, $20, et l'autre, Octave Généreux, $10, la corporation comparut et contesta cette saisie-arrêt par deux exceptions, une exception déclinatoire et une exception péremptoire. Par l'exception déclinatoire, elle prétend que la saisie-arrêt aurait dû être émanée par le juge de paix, et que la Cour de Circuit n'avait aucune juridiction pour émaner cette saisie-arrêt, pour les frais taxés sur l'appel porté devant elle. Par son exception péremptoire, elle prétend, indépendamment de ce que ci-dessus énoncé, que la corporation de la ville ou bourg de William-Henry n'est pas représentée par " le maire et le conseil de la ville de Sorel," qui ne sont pas responsables de ses dettes. La règle ayant été rapportée, les parties furent entendues, sur la question de savoir si la cause était appelable.

Le 3 juin 1867, la Cour d'Appel, LAFONTAINE, J. en chef, DUVAL, J., MEREDITH, J., MONDELET, J., par son jugement, a renvoyé cette règle, avec dépens, sur le principe que les droits futurs de l'appelante étaient liés.

La cause fut ensuite inscrite pour audition au mérite. L'intimé exposait ses prétentions comme suit: Quant au premier point, sur l'exception déclinatoire, il convient de remarquer que la saisie-arrêt a été émané par le tribunal qui avait rendu le jugement du 23 septembre 1852, infirmant le jugement du juge de paix qui, partant, n'avait plus de pouvoir à exercer, et de plus par le seul tribunal investi du pouvoir de faire exécuter son jugement. Sur le second point, il suffit d'observer que, par les dispositions du statut 23 Vict., ch. 75, art. 6, et d'une décision à peu près analogue, 7 R. J. R. Q., 354 (1), il est évident que la ville de Sorel, telle que récemment incorporée en 1860, a succédé tant aux droits des anciens corps publics qui en ont eu l'administration qu'à toutes leurs obligations. En 1847, la législature a créé des municipalités de comté, par la loi 10 et 11 Vict., ch. 7, sanctionnée le 28 juillet 1847, et elle a alors abrogé la loi qui avait pourvu jusqu'alors à la police du bourg de William-Henry (maintenant Sorel), savoir: la loi 4 Geo. 4, chap. 2; et aussi la loi 6 Guill. 4, ch. 46, a été abrogé. Voir l'index des Statuts du Bas-Canada de 1856, page 558, *in fine*. Conséquemment, la ville ou bourg de William-Henry est incorporée en vertu de l'art. 54 de la loi 10 et 11 Vict., ch. 7, en 1848, et elle est devenue "La corporation de la ville ou bourg de William-Henry," conformément aux dispositions de l'art. 58 de la loi 10 et 11 Vict., ch. 7.

Voici la proclamation émanée à ce sujet: "Province du Canada. Par etc. Attendu que, par et en vertu d'un acte du Parlement de la Province du Canada, fait et passé dans la session tenue dans les dixième et onzième années du règne de Sa Majesté, ch. 7, intitulé: *Acte pour faire de meilleures dispositions pour l'établissement d'Autorités Municipales dans le Bas-Canada*, il est, entre autres choses, statué de fait, qu'à la première session d'aucun des conseils municipaux établis par icelui, qui se tiendra après la présentation d'une pétition par les habitants ayant droit de voter aux élections des conseillers municipaux, dans tout village ou ville non incorporé contenant quarante maisons ou plus dans un espace de trente arpents ou acres en superficie, au conseil municipal dans lequel tel village ou ville sera situé, lui demandant de fixer des limites et bornes audit village ou ville pour les fins de cet acte, il sera du

(1) Lorsqu'une société par actions, non-incorporée, se fait constituer en corporation par une loi qui déclare que tous les droits, actions et propriétés passent à la corporation, et que cette dernière devra acquitter toutes les dettes et obligations de l'ancienne société, la société ainsi incorporée est bien fondée à faire requête pour reprendre l'instance comme compagnie incorporée. Art. 437 et 438 C. P. C. de 1867, et art. 269 et 270 C. P. C. de 1897. (*Faribault* v. *Saint-Louis et al.*, et *Cie du Richelieu*, dmdresse par rep. d'instance, C. S., Montréal, 29 mai 1858, DAY, J., 7 R. J. R. Q., 354.)

devoir du conseil de la municipalité du comté de fixer les limites et bornes du village ou de la ville ce requérant, et de les désigner par écrit, et le gouverneur en conseil aura pouvoir, sur réception d'une copie dûment attestée des procédures adoptées par tel conseil de la municipalité du comté, et après avoir constaté la suffisance de la désignation des limites et bornes y mentionnées, de déclarer par proclamation qu'icelles seront les limites et bornes; et qu'il est établi par l'acte que rien de contenu en icelui n'autorisera le conseil d'aucune municipalité à restreindre les limites d'aucune ville, bourg ou village, déja établi par autorité compétente, ainsi que la chose appert plus amplement en référant à l'acte. Et attendu que le conseil municipal du comté de Richelieu, dans le district de Montréal, a, en vertu et en conformité des dispositions de l'acte ci-dessus mentionné et en partie récité, fait un rapport de ses procédures par lequel il décrit et déclare les limites qui devront être assignées à la ville ou bourg de William-Henry, dans le comté de Richelieu, dans le district de Montréal, à l'effet suivant, c'est à savoir: "La ville de " William-Henry comprendra toute cette certaine partie ou " étendue de territoire formant partie du comté de Richelieu, " bornée en devant par la rivière Sorel, autrement appelée " rivière Richelieu ou Chambly, en arrière par une ligne cou- " rant parallèle au côté est du *Royal Square*, dans la ville de " William-Henry, jusqu'à une distance perpendiculaire de là " de cent chaînes, au côté nord par le fleuve St-Laurent, et au " côté sud par une ligne parallèle jusqu'au côté sud du *Royal* " *Square* susdit, jusqu'à une distance de là de cent vingt " chaînes;" et attendu que les limites et bornes ainsi désignées et déclarées ne restreignent pas les limites de la ville ou bourg déjà établies par autorité compétente, et tombent en même point avec les limites et bornes de la ville ou bourg de William-Henry telles que désignées et établies par la proclamation de feu ALFRED CLARKE, alors Lieutenant Gouverneur pour cette partie de la Province du Canada, ci-devant et alors constituant la Province du Bas-Canada, datée au château St-Louis, en la cité de Québec, le 7e jour de mai 1792. Maintenant sachez, qu'en vertu des pouvoirs à moi conférés par l'acte susdit, par et de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Sa Majesté pour la Province du Canada, j'ai jugé convenable de publier cette proclamation, et, par ces présentes, confirme et établi les bornes et limites susdites pour être et demeurer celles de la ville ou bourg de William-Henry, et ai fait, ordonné, constitué, établi et déclaré, et par ces présents fais, ordonne, constitue, établis et déclare que la ville ou bourg de William-Henry sera une ville ou bourg pour toutes les fins municipales, conformément aux dispositions de l'acte

susdit. Et il est de plus ordonné et enjoint, qu'en conformité de l'acte susdit, des copies de cette proclamation seront affichées pendant deux semaines consécutives à la porte de l'Eglise ou place du culte public de la société religieuse la plus nombreuse dans telle paroisse où la ville ou bourg de William-Henry est située, ou à deux des lieux les plus fréquentés, s'il n'y a pas de place de culte public, et une autre copie d'icelle sera transmise au juge de paix qui aura présidé l'assemblée de la ville ou bourg pour être par lui remise au maire de la ville ou bourg quand le conseil de la ville ou bourg sera constitué en la manière réglée par icelui acte. Donnée, etc."

Les choses en restèrent là jusqu'à l'année 1855, où une nouvelle loi municipale a remplacé la loi municipale de 1847, qui avait créé les municipalités de comté et qui avait aboli les anciennes lois de police de Sorel, Trois-Rivières, Hochelaga, etc. Du 10 mai 1848 à 1855, le bourg de William Henry a été incorporé en vertu de la loi de 1847, 10 & 11 Vict., ch. 7, art. 58. En 1855, la loi des municipalités et des chemins du Bas-Canada, 18 Vic., ch. 100, a abrogé la loi municipale de 1847, (mais n'a pas abrogé la loi concernant la police du bourg de William-Henry ; car elle l'avait déjà été en 1847, et il suffit d'examiner attentivement l'art. 5 de la loi de 1855, 18 Vic., ch. 100, pour s'en convaincre). La loi 18 Vic., ch. 100, a été sanctionnée le 30 mai 1855, et, ce jour-là le bourg de William-Henry étant déjà incorporé depuis 1848, il résulte que ce bourg est resté incorporé en vertu des dispositions de l'article 10, alinéa ou paragraphe 3 de la loi de 1855, 18 Vic., ch. 100. En 1860, le bourg de William-Henry est devenu la ville de Sorel, par la loi 23 Vic., ch. 75. Le jugement de la Cour de Circuit, GUY, J., n'a pas déclaré que le bourg de William-Henry n'était pas incorporé sous le nom de " La corporation de la ville ou bourg de William-Henry "; mais, bien au contraire, a maintenu que c'était bien son nom tel qu'incorporé ; puisque cette Cour de Circuit a déclaré, par son jugement, que cette corporation, en passant son règlement du 18 septembre 1852, avait assumé un nom illégal en s'intitulant : " Le conseil de la municipalité de la ville ou bourg de William-Henry, car le jugement est motivé comme suit : " Considérant que le conseil de la *municipalité* de la ville ou bourg de *William-Henry* n'a aucune existence légale, et qu'il ne pouvait également faire et passer, sous cette *dénomination*, aucun règlement, &c." Il faut observer ici que l'appelante, en plaidant devant cette Cour de Circuit, plaidait sous son véritable nom comme suit : " La corporation de la ville ou bourg de William-Henry." Du moment qu'il est démontré que " La corporation de la ville ou bourg de William-Henry " n'a

pas cessé d'exister le 1er juillet 1855, il s'ensuit naturellement que l'article 37 (alinéas ou paragraphes 1er et 5) ne s'applique point, car les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'à certaines parties d'anciennes municipalités morcelées ou anéanties par la loi de 1855, et qui n'ont pas continué à former une corporation sous un nom incorporé quelconque. Conséquemment, le jugement de la Cour de Circuit, rendu le 23 septembre 1853, déclarant le règlement du 18 septembre 1852 nul, et cassant le jugement du juge de paix basé sur ce règlement, a été rendu, conformément à la loi, contre " La corporation de la ville ou bourg de William-Henry " alors en cause. Il est évident que la ville de Sorel incorporée sous le nom de " Le maire et le conseil de la ville de Sorel," en 1860, par la loi 23 Vict., ch. 75, a succédé tant aux droits des anciens corps municipaux, qui en ont eu l'administration, qu'à toutes leurs obligations, et ce, par et en vertu des dispositions de l'article 6 de la loi 23 Vict., ch. 75. *Vide* 7 R. J. R. Q., 354 et suprà, p. 256. La Cour de Circuit a toujours été investie, même sur un appel, du droit d'émettre un bref de saisie-exécution pour faire exécuter son jugement. *Vide* la loi 25 Geo. 3, chap. 2, art. 36, et les différentes lois de judicature qui l'ont suivi ; la loi 23 Vict., ch. 61, article 67, alinéa ou paragraphe 11, sanctionnée le 19 mai 1860, avant l'émission du *writ* de saisie-arrêt ; Statuts Refondus Bas-Canada, ch. 24, art. 67, paragr. 11 ; ch. 83, art. 201.

Le jugement de la Cour du Banc de la Reine, en appel, est motivé comme suit : " La cour, considérant qu'il n'appartient pas à la Cour de Circuit du district de Richelieu, représentant l'ancienne Cour de Circuit de Berthier, mais à la cour de première instance, seule dépositaire du dossier qui lui avait été renvoyé, de faire exécuter le jugement de la Cour de Circuit de Berthier, siégeant en appel. Considérant, de plus, que la corporation de " Le maire et le conseil de la ville de Sorel," quoique chargée, par sa loi d'incorporation, du paiement des dettes du conseil de la ville de Sorel, dont l'existence n'a pas été prouvée, n'est nullement tenue au paiement des dettes de l'ancienne corporation de la ville ou bourg de William-Henry. Considérant, en conséquence, que dans le jugement rendu par la Cour de Circuit du district de Richelieu, le 12 octobre 1861, il y a erreur, cette cour infirme, casse et annule ledit jugement, et déboute l'intimé de son action, avec dépens dans les deux cours." (4 R. L., 44.)

JAMES ARMSTRONG, avocat de l'appelante.

LAFRENAYE, avocat de l'intimé.

LOUAGE DE SERVICES.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 6 avril 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

CÉLINA MARTINEAU *vs* ANGERS *et al.*, *et* ANNA FONTAINE *vs* ANGERS *et al.*

Jugé : Qu'à moins de raisons bien légitimes, un employé ne peut se dispenser de suivre les règlements publics, affichés dans une manufacture pour la bonne administration des affaires de l'établissement

Que, sous ces circonstances, un employé est tenu d'observer un règlement conçu en ces termes : "Toute personne qui laissera son emploi " dans le cours de la semaine, sans donner huit jours d'avis, perdra " l'argent qui lui sera dû."

La demanderesse réclame des défendeurs le salaire de cinq jours et demi d'ouvrage. A cette action, les défendeurs ont plaidé : Qu'ils sont manufacturiers de chaussures, qu'ils emploient au moins deux cents ouvriers, et que, pour la bonne administration de la manufacture, divers avis et règlements ont été publiquement affichés ; que, entre autres avis, le suivant est placardé sur la porte d'entrée : " Toute personne qui laissera son emploi dans le cours de la semaine, sans donner " huit jours d'avis, perdra l'argent qui lui sera dû ; " que la demanderesse n'a donné aucun avis, tel que requis par ce règlement, et que son départ, imprévu et sans raison légitime, a causé de grands dommages aux défendeurs. Conclusions demandant le débouté de l'action, ou au moins jugement sans frais. Lors de l'audition, il fut établi que la demanderesse avait été engagée à la semaine et non à la journée, et il fut admis qu'aucun avis n'avait été donné aux défendeurs de l'intention qu'avait la demanderesse de laisser leur emploi. Les défendeurs établirent que la demanderesse avait connaissance du règlement en question, et que son départ imprévu avait causé des dommages aux défendeurs, en empêchant la confection des ouvrages commandés.

PER CURIAM : Il est bon que l'on sache que la cour ne peut approuver la conduite de la demanderesse. Les grands manufacturiers, qui font gagner le pain à tant de pauvres gens, doivent trouver protection devant les tribunaux, lorsqu'aucune raison légitime ne peut justifier le départ d'un employé ; sans cette protection, les travaux entrepris se trouveraient sans cesse arrêtés, selon le gré des employés et au grand dommage des contractants. S'il est juste que le maître traite bien son employé, il est aussi juste que l'employé suive les

règlements qui sont faits pour la bonne administration des affaires d'une manufacture.

Jugement pour la demanderesse, mais sans frais. (4 R. L., 74.)

BOURGOIN et LACOSTE, pour la demanderesse.

T. et C. C. DE LORIMIER, pour les défendeurs.

PAROISSE.—FABRIQUE.—POUVOIRS DES CURES ET MARGUILLIERS.—AUTORISATION.—PROCEDURES LEGALES.—ADMISSIBILITE DE LA JURISPRUDENCE FRANCAISE.—NULLITE.

PRIVY COUNCIL, 6th march 1875.

Present: The Right Hon. Lord HATHERLY, Sir James W. COLVILE, Sir Robert J. PHILLIMORE, Sir Barnes PEACOCK, Sir Montague E. SMITH and Sir Robert P. COLLIER.

On appeal from the Court of Queen's Bench for the province of Quebec, Canada, appeal side.

LES CURÉ ET MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER-DE-VERCHÈRES *and* LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE VERCHÈRES.

The municipal council of a parish, being about to form a street across the land of the *fabrique* of the parish, the *curé et marguilliers* of the parish, at a meeting at which certain former *marguilliers* were present, but at which no other parishioners were present, resolved to take legal proceedings to restrain the making of such street, and an action was brought for this purpose by the *curé et marguilliers*. The council pleaded that the *curé et marguilliers* were not competent to bring such action:

Held: That the *curé et marguilliers* were not competent to bring such action without the consent of the parishioners, and that the plea was a bar to the action;

That French jurisprudence is to be considered in the construction of Canadian law and the interpretation of Canadian usage, even where it relates to edicts which have not the force of positive law in Canada;

That, in the roman catholic parishes of Lower-Canada, unless a custom to the contrary can be proved, the whole body of parishioners have a right to be consulted in all matters of consequence affecting the parish;

That, by French law, an objection of nullity must be taken before the case reaches the court of final appeal; but that it may be taken either before the judges of the first or second instance;

That, on a question of pleading, the judicial committee will be very reluctant to interfere with the deliberated judgments of the courts below (1).

Appellants are the *fabrique* of the parish of Verchères, in the diocese of Montreal, *i. e.*, the corporation in which is vested the temporalities belonging to the roman catholic church in that parish, and the main question decided in this appeal is as to the persons in whom is vested the right to regulate the acts of this corporation. Respondents are the municipal corporation of the same parish, established under a canadian statute, 23 Vict., ch. 61, which enacts, sect. 12, that the inhabitants of each parish in Lower Canada shall constitute a corporation, and provides for the election of a council to manage the affairs of the municipality. The present action was brought by appellants against respondents under the following circumstances: By the Cons. Stat. of Lower-Canada, ch. 24, (sec. 27, 28, 37, 45, 46 and 50), and several amendment acts (sec. 25 Vict., ch. 14, and later statutes), elaborate provisions are made for the management and powers of local municipalities, and for the making by them of new roads in their different districts. The parish of Verchères contains an unincorporated village, which was erected by order of the municipal council, dated the 10th april 1857. The municipal council of the parish having entertained a proposal for laying out and forming a new street which would pass across a portion of land of the *fabrique* of the parish occupied by the *curé*, between the same and another part occupied by the convent, also belonging to the *fabrique*, public notice was, on the 30th july 1868, given: That, on the following 10th of august, a special meeting of the municipal council would be held for the purpose of considering or reviewing the report *(procès-verbal)* of O. Marin, who had been appointed special superintendent, which report recommended the formation of

(1) Les notables paroissiens, qui sont les paroissiens contribuables, ont tous droit de participer à l'élection des marguilliers, et les curé et marguilliers peuvent être contraints, par *mandamus*, de les appeler aux assemblées convoquées pour cette élection (art. 1022 C. P. C. de 1867, et art. 992 C. P. C. de 1897). Il n'est pas nécessaire que le bref de *mandamus* soit signifié aux marguilliers qu'il s'agit de faire priver de leur office, la signification à la fabrique suffit. Lorsque la fabrique à laquelle un bref de *mandamus* a été adressé a fait rapport qu'elle ne peut obéir à ce bref, pour les raisons qu'elle donne, elle ne peut plus, extrajudiciairement et sans la permission du tribunal, procéder à redresser les griefs dont on se plaint. La fabrique ayant fait rapport, le bref de *mandamus* péremptoire ne peut être délivré qu'après que ce rapport a été déclaré illégal ou insuffisant, et rejeté. L'annonce au prône peut se faire en termes généraux, sans qu'il soit nécessaire d'inviter spécialement les notables. Il peut n'être délivré qu'un seul bref de *mandamus* pour faire déposséder de leur office deux marguilliers élus illégalement et en faire élire deux autres. (*Ex parte Renouf*, req. *mandamus*, C. B. R., Québec, 1845, 2 R. J. R. Q., 30.)

the new street. On the 9th of august 1868, a meeting was held of the *curé* and *marguilliers* of the *fabrique* assisted by certain past *marguilliers* (but to which meeting the parishioners were not summoned, and at which meeting no parishioner was present who was not or had not been a *marguillier*), and at such meeting the *curé* and *marguilliers*, present and past, without the consent of the parishioners, resolved to oppose the formation of the street, and the confirmation *(homologation)* of the report, and professed to authorize Joseph Seguin, the *curé*, to act for and in the name of the *œuvre et fabrique* of the parish of Saint-François-Xavier-de-Verchères, and to constitute him the special attorney of the *œuvre et fabrique* for putting in execution the resolution, and for doing generally all that he should judge necessary for defending and preserving the rights of the *œuvre et fabrique* and those of the *curé*, and preventing the formation of the proposed street over the land of the *fabrique* occupied by the *curé* ; and the meeting, in consequence of what preceded, and of the offer and guarantee thereafter stipulated, professed to empower the *curé* to select such advocates as he should think fit to choose, to act in all causes which might arise relating to the confirmation of the report to the claims of the parties requiring the homologation, or to the rights of the *fabrique* in the matter, either as plaintiffs or as defendants, before all courts of justice, whether of the first instance or otherwise; but it was clearly understood, by the meeting, on the offer of the *curé*, that all the charges to be incurred by the *fabrique*, in relation to the above resolution should be repaid by the *curé*, who had agreed and thereby bound himself to do so. Accordingly, the *curé*, acting on the authority thus conferred, at a meeting of the municipal council, held on the 10th of august 1868, opposed in the name of the *œuvre et fabrique* of the parish of Verchères, the confirmation of the report; but, notwithstanding such opposition, the council confirmed the report, with some variations not material to the question between appellants and respondents decided in this appeal. Thereupon, the *curé* appealed, in the name of *les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier de-Verchères*, to the municipal council of the county of Verchères, against the decision of the local council, confirming the report, but the municipal council of the county, on the 7th september 1868, dismissed the appeal, with costs, and confirmed the report, except so far as it provided that no compensation should be paid to the *fabrique* for their land required for the new street. On the 7th of october 1868, appellants commenced the action against respondents, which is the subject of this appeal. The declaration alleged that appel-

lants had been, for a year and a day, in undisturbed possession of certain land within the limits of the unincorporated village of Verchères; it then recited the proceedings of respondents, and of the municipal council of the county, and alleged that the whole of the proceedings were illegal and void; that, by the proceedings, respondents had troubled appellants in the enjoyment of their land, and further, that respondents were on the point of taking possession of the land, and had given instructions for that purpose. The declaration concluded that the whole of the proceedings should be declared void; that respondents should be prohibited from interfering, for the future, with the enjoyment of the land by appellants; and that they should be compelled to pay to appellants £250, as damages. Respondents, on the 4th of november, filed, first an exception *à fin de non-recevoir*, which alleged that the *curé* and *marguilliers* were only the administrators of the *fabrique*, and could not bring a claim which related to the real property of the *fabrique* without being authorized to do so at a meeting of the parishioners, and that no meeting of the parishioners had been held to authorize the bringing of the action; that respondents were interested in this, because a judgment, if recovered by them, would not bind the *fabrique;* secondly, a plea alleging that the homologating the report was not a trouble entitling the parties to proceed otherwise than by way of appeal to the municipal council of the county; that appellants had so appealed, and that the decision in that appeal was final; thirdly, a plea alleging in effect that their proceedings were regular and legal; fourthly, the general issue. On the 10th of november, appellants demurred to the *fin de non-recevoir*, on the grounds that a meeting of all the parishioners was not required by law, but a meeting of the ancient and new *marguilliers* was sufficient; secondly, because the objection, if valid, could not be taken by respondents, but it was for the parishioners to disavow the proceedings, if taken in their name without sufficient authority. They also filed a special replication to the same plea, alleging that, by a custom of the parish of Verchères, a meeting of the ancient and new *marguilliers* was entitled to give the requisite authority. Appellants also filed replications to the other pleas, which amounted in effect to a joinder of issue. Appellants, by their answers to respondents' articulation of facts, admitted that, in fact, no meeting of parishioners was held, to authorize the bringing of the present action.

Witnesses having been examined for appellants and respondents, both as to the *fin de non-recevoir*, and as to the merits, the action came on to be tried before the Superior

Court at Montreal, BERTHELOT, J., who, on the 30th december 1869, rendered the following judgment:

" La cour, considérant qu'il est établi et existe un usage de temps immémorial, dans la paroisse de Verchères, d'appeler aux assemblées, autres que celles du bureau ordinaire de la fabrique, les paroissiens de ladite paroisse, pour prendre part aux délibérations et aux assemblées des anciens et nouveaux marguilliers de la paroisse; considérant que cet usage n'est pas contraire aux lois du pays, à cet égard. et que les demandeurs, pour s'autoriser à intenter la présente action, ne font apparaître que d'une autorisation prise et adoptée le 9 août 1868, à une assemblée des anciens et nouveaux marguilliers, seulement, de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères, tandis qu'ils devaient être autorisés, à raison de l'usage susdit et de la loi du pays, dans une assemblée convoquée de tous les fabriciens et paroissiens de la paroisse; a maintenu la fin de non-recevoir et rejeté l'action des demandeurs, avec dépens, sauf à se pourvoir de nouveau."

Here follow the remarks of the judge in the first instance:

BERTHELOT, J.: Les demandeurs allèguent que, depuis un temps immémorial, ils étaient en possession d'un terrain situé dans le village et paroisse de Verchères, et faisant partie de plus grande étendue de terrain, sur laquelle se trouve l'église paroissiale; qu'à la suite de diverses procédures et résolutions de la corporation défend resse, il a été résolu de les exproprier d'une partie du terrain en premier lieu mentionné, dans la vue d'y passer une rue, mais que toutes ces procédures sont nulles et illégales, ainsi que celles du comté de Verchères, devant lequel l'appel interjeté par les demandeurs a été rejeté, et que, par ces procédures, les défendeurs apportaient un trouble à la jouissance de ce terrain par les demandeurs, qui concluent à ce que jugement intervienne sur leur action, pour déclarer nulles toutes ces procédures, et à ce qu'il soit fait défense aux défendeurs de les troubler en leur possession. A cette action, les défendeurs ont opposé une fin de non-recevoir, que les demandeurs, comme administrateurs des biens de la fabrique de la paroisse, étaient non-recevables à porter cette action qui, ayant rapport aux biens immobiliers de la fabrique, ne pouvait être portée qu'avec l'autorisation des paroissiens et fabriciens, dans une assemblée convoquée à cet effet, et qu'il n'y avait jamais eu telle assemblée, à l'effet d'autoriser l'action dont l'effet serait d'engager les biens immobiliers de la fabrique, et que le jugement, sur l'action, ne pouvait acquérir force de chose jugée, à défaut d'autorisation suffisante. Les demandeurs ont répondu qu'en droit, l'autorisation des fabriciens et paroissiens n'était pas nécessaire, pour

permettre aux demandeurs d'intenter telle action, et qu'il suffisait d'une assemblée des anciens et des nouveaux marguilliers ; qu'elle n'était pas nécessaire, d'après la loi et l'usage du pays, et, en particulier, d'après l'usage établi dans la paroisse de Verchères, et qu'il suffisait d'une autorisation des anciens et des nouveaux marguilliers, autorisation qu'ils avaient eue le 10 août 1868, à une assemblée, régulièrement convoquée, de la fabrique de la paroisse, où il avait été résolu d'opposer les procédures des défendeurs aux fins susdites, et d'autoriser Messire Séguin, curé de la paroisse, d'agir pour et au nom de la fabrique, avec obligation de la part de ce dernier, de garantir et indemniser la fabrique des frais du procès. Je m'abstiens pour le moment de référer à la contestation relative à la légalité du règlement dont les demandeurs se plaignent. Pour juger le mérite de la fin de non-recevoir, il faut définir quels sont, d'après la loi du pays et l'usage établi et reconnu dans la paroisse de Verchères, les attributions et les pouvoirs des demandeurs et des anciens marguilliers, en assemblée dûment convoquée, et si l'autorisation de ces derniers, aux demandeurs, d'intenter la présente action était suffisante, ou s'il leur fallait l'autorisation d'une assemblée de tous les paroissiens, à raison du caractère de l'action et des conséquences qu'elle entraîne ; je dis l'usage, parce qu'en pareille matière, en l'absence d'aucune loi ou règle positive à l'encontre, c'est l'usage qui doit faire loi et guider le tribunal, et régler la question mue entre les parties. D'abord qu'elle est la loi sur les pouvoirs des marguilliers anciens et nouveaux. Ancien Denisart, vo. Marguilliers, p. 248, no 42 : "Des marguilliers ne peuvent intenter " aucun procès, ni y défendre, faire aucun emploi ni remploi " des deniers appartenant à la fabrique, ni accepter aucune " fondation, sans y être autorisés par une délibération de l'as- " semblée générale ; mais ils peuvent, sans aucune autorisa- " tion particulière, faire les poursuites nécessaires pour le " recouvrement des revenus ordinaires de la fabrique, etc." : Extrait de l'article 24 de l'arrêt de règlement du Parlement de Paris, du 2 août 1737, pour la paroisse de St-Jean-en-Grève, que Durand de Maillane, en son dictionnaire de droit canonique, vo Fabrique, tient comme "important, tant par la " sagesse de ses dispositions, qui n'ont été formées que sur " celles des ordonnances et des arrêts, que parce que si, dans " toutes les paroisses du royaume, on ne peut s'en faire une " règle littérale, à cause de la différence des lieux et des " usages, chacun au moins respectivement y peut puiser des " principes équitables d'administration qui sont toujours des " lois générales." Sans reconnaître cet arrêt de règlement comme une loi positive, il faut toujours bien y avoir égard, comme étant, d'après Durand de Maillane, en accord avec les

ordonnances et arrêts antérieurs, sauf la différence à faire quant aux lieux et aux usages de chaque paroisse. Nouveau Denisart, *verbo* "fabrique", p. 359, § 2: "Des assemblées des "fabriques et d'abord des assemblées du *bureau ordinaire.* "1. Dans un grand nombre de paroisses, les objets d'admi- "nistration des fabriques sont réglés dans deux espèces d'as- "semblées, savoir dans des *assemblées générales*, et dans des "assemblées particulières qu'on appelle assemblées de *bureau* "*ordinaire.* Dans d'autres paroisses, surtout à la campagne, "il n'y a pas de *bureau ordinaire.* Tout ce qui est d'admi- "nistration courante et journalière est dirigé par les marguil- "liers seuls, *les affaires importantes se traitent dans les as-* "*semblées générales de la paroisse.*" L'on verra ci-après combien la dernière partie de cette citation s'applique au cas actuel. Et c'est ici le moment de faire connaître et d'expliquer ce que l'on doit entendre par le bureau ordinaire, et par l'expression des assemblées générales de fabrique. Guyot, Répertoire, *verbo* "Assemblée", nous en donne l'explication, p. 681: "On distingue deux sortes d'assemblées de paroisse; "savoir, les assemblées du *bureau ordinaire* et les *assem-* "*blées générales.* 1. Ce qu'on appelle bureau ordinaire, en "fait de gouvernement des fabriques, est une assemblée com- "posée du curé, des marguilliers en charge et de quelques "*anciens marguilliers.* 2. Les assemblées générales de pa- "roisse sont nécessaires en plusieurs cas, savoir, quand il "s'agit de procéder à l'élection de nouveaux marguilliers, "quand il s'agit d'intenter ou de soutenir quelque procès, ex- "cepté pour le recouvrement des revenus ordinaires." Il me paraît que cette jurisprudence française a été reconnue par les législateurs du pays, ainsi qu'il est pourvu par le ch. 18, art. 45, des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et par l'art. 6 du ch. 52, 29 Victoria. Mais j'ai dit plus haut que la loi la plus sûre et certaine, en pareille matière, est l'usage, si l'on en trouve un d'établi pour la paroisse de Verchères, et c'est ce qui nous est enseigné, tant par la jurisprudence française que par la jurisprudence canadienne, et particulièrement par le jugement en appel dans la cause de *Jarret* et *Senécal*, 21 R. J. R. Q., 187. Maintenant quel est l'usage établi à cet égard, pour la paroisse de Verchères, tant par la preuve écrite que par la preuve verbale des défendeurs. Il me paraît, par la preuve écrite, que, depuis 1724 à 1858, une suite uniforme d'assemblées des marguilliers et paroissiens ont eu lieu pour l'élection des marguilliers, et toutes les affaires particulières et générales de la fabrique. Il est bien vrai que, par une assemblée du 17 de décembre 1843, les marguilliers ont voulu introduire un système différent et ont prétendu pouvoir repousser l'usage antérieur de la convocation des paroissiens aux assem-

blées de fabrique ; mais cette assemblée isolée et leurs protestations en cette occasion n'ont fait que prouver l'usage existant et qui n'a pas été interrompu, ainsi que des assemblées subséquentes le prouvent, état de choses que la preuve testimoniale établit avoir existé depuis grand nombre d'années. Les demandeurs ont produit un grand nombre de délibérations de fabrique des paroisses du pays, pour prouver que l'autorisation de plaider avait été accordée dans des assemblées des anciens et des nouveaux marguilliers seulement ; mais je dois observer que, dans bien de ces cas, il ne s'agissait que de procès ordinaires pour des choses se rattachant immédiatement aux choses de l'administration de la fabrique, et non point pour des choses qui devaient intéresser toute la paroisse. Dans le cas actuel, c'est bien différent ; il s'agit d'un procès en dehors du litige ordinaire ; il s'agit d'arrêter l'action de l'autorité municipale de la paroisse même. Comment pourrait-on dire sincèrement que ce n'est pas le cas de convoquer extraordinairement tous les paroissiens, dans une paroisse surtout où ils sont toujours convoqués pour l'élection des marguilliers. Il me paraît donc, à raison de l'usage que je trouve si bien établi dans la paroisse de Verchères, depuis plus d'un siècle, que l'autorisation donnée aux demandeurs dans une assemblée des anciens et des nouveaux marguilliers, pour intenter et soutenir le procès actuel, est insuffisante et que, par conséquent, la fin de non-recevoir plaidée par les défendeurs doit être maintenue et l'action des demandeurs déboutée.

Appellants, on the 11th of January 1870, appealed to the Court of Queen's Bench at Montreal, and this court, DUVAL, Ch.-J., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., and MONK, J., on the 22nd of march 1872, affirmed the decision of the Superior Court, MONK, J., dissenting. Here follow the remarks of Chief-Justice DUVAL, in the Court of Appeals :

DUVAL, Ch.-J. : Le trouble dont se plaignent les demandeurs est d'un caractère tout spécial, et la fabrique savait que, par son action elle soulevait une question importante au sujet des pouvoirs des corps municipaux, dans la province de Québec. Ce n'était pas un acte de pure administration ; en sorte qu'il fallait consulter la paroisse, et prendre le sentiment d'une assemblée de paroisse. Il est dangereux de permettre aux marguilliers qui ne sont que des mandataires, d'exposer la fabrique à des frais considérables ; or la loi actuelle ne le permet pas.

From the judgment of the Court of Queen's Bench, the present appeal was brought.

H M. BOMPAS and Kenelm DIGBY, for appellants : An action brought by the *fabrique* is properly brought in the name of the *curé* and *marguilliers*. It rests on the other side to sup-

port the plea that the authorization given to appellants was insufficient, by shewing that there exists in Canada, or at least in the parish of Verchères, a positive rule of law that no action can be maintained by the *curé* and *marguilliers*, as representing the *fabrique*, without the consent of the parishioners We contend (1) that no such rule of law exists in Canada generally, or in this parish in particular; and further, that the usage in the parish of Verchères shews affirmatively that the *curé* and *marguilliers* have the entire control of the property and affairs of the *fabrique*; (2) that, even if the *curé* and *marguilliers* are to be regarded either as the managing body of the corporation called the *fabrique*, or as the agents of the Roman Catholic parishioners, they must have the power of bringing such an action as the present, which has for its object only the protection of the property of the *fabrique*; (3) that it is not open to respondents to plead the alleged want of authority in bar of this action. *First*: There is no such general rule of law as is contended for by the other side, requiring the authority of the body of the parishioners. Ecclesiastical history gives no ground for supposing any such rule to have existed in early times. The *fabriques* were originally entirely managed by the bishop and ecclesiastics. In 1312 lay administrators of ecclesiastical property were first introduced at the Council of Vienne. See Fleury's Institutes, vol. 19, p. 225-6. See also the proceedings of the Council of Mayence (A. D. 1549); Coleti's Collection of Councils, vol. 19, p. 1432; of Council of Narbonne (A. D. 1551), vol. 20, p. 1281; of Council of Trent, 22nd session (9th chapter), vol, 20, p. 136; the Decrees (A. D. 1581) of the Provincial Council of Rouen, vol. 21, p. 649. A change gradually came over the management of ecclesiastical property, and the parishioners, or inhabitants, gradually obtained more power. There is, however, no clear evidence as to who took part in the meetings of the *fabrique* until we come to the eighteenth century. Though the lay element was introduced, the bishops never lost their control. The accounts of the lay officers were rendered annually to the bishops, with scarcely an exception. See *Mémoires du Clergé* (an authorized collection of *arrêts*), *tit. Fabrique*. The courts constantly enforced this right. There are several cases where the bishop's consent was asked for in dealing with church property, which was never alienated except under his authority. The bishop alone could create a new parish: see Durand de Maillane's Dictionary, tit. *Fabrique*. It must, however, be conceded that, towards the end of the 17th and beginning of the 18th centuries, in some of the french *fabriques*, a rule similar to that contended for by the other side seems to have existed, and to

have been recognized by some *arrêts de règlement* made for the *fabriques* of various french parishes, by the provincial parliaments. See especially the *arrêt* for the parish of St-Jean-en-Grève, printed in Guyot, tit. *Fabrique*, p. 239, arts. 1, 4, 24. But it is contended that these *arrêts* were not declatory of any rule of common law, they were partly of a legislative character, partly based on the custom of the place to which they applied, and cannot be relied on as evidence of the law of Canada. In fact, so far as they shew the existence of a rule requiring the authorization of the *notables* or other parishioners before bringing an action, they appear to be based on the royal *édits* of april 1683, Isambert, vol. 19, p. 420; august 2, 1687, Isambert, vol. 20, p. 50; october 2, 1703, Isambert, p. 435. See Hericourt, *Lois Ecclésiastiques*, part 3, chap. 4, § 37, who lays down the rule in broad terms, and expressly bases it on the *édit* of 1703. Now, these *édits* are all subsequent to the constitution of the *Conseil Supérieur* of Canada in 1663, and were never registered in Canada. The authority of the *Arrêts de Règlement* as evidence of Canadian law was exhaustively discussed and overthrown by the judgment of LAFONTAINE, C. J., in *Senécal* v. *Jarret* (1). It is therefore contended that there is nothing to show that the rule contended for by the other side was part of the common law brought with them by the first French settlers in Canada. The authorities which will be relied on on the other side: Guyot, tit. *Fabrique*; Denizart, tit. *Fabrique*, and others, are all based on the *Arrêts de Règlement*, which have no force in Canada. We contend that the rules governing this question must be looked for entirely in the usages of the different parishes in Canada. The first important event after the settlement of Canada was the *ordonnance* of Monseigneur Laval, the Vicar General of Nouvelle-France, providing for the

(1) Les arrêts intervenus en France, concernant la présidence des assemblées des fabriciens, sont presque tous, sinon même tous, postérieurs à l'établissement du conseil souverain de Québec et n'y ont pas été enregistrés. Du reste, comment pouvait-on raisonnablement ordonner qu'ils y fussent enregistrés ? Ces arrêts ne portaient pas de règlements qui fussent susceptibles d'une application générale en France. Ils se bornaient à reconnaître l'existence de certains usages locaux et à sanctionner ces usages comme devant avoir force de loi dans les circonscriptions territoriales où ils existaient déjà. Mais ces usages n'étaient pas les mêmes partout. Ils différaient dans chaque paroisse pour ainsi dire. Pour cette raison-là même, les arrêts qui, dans l'occasion, proclamaient leur existence, devaient nécessairement décréter, et décrétaient en effet, des règlements qui différaient les uns des autres ; chacun de ces règlements ne pouvait être, par conséquent, mis pleinement en vigueur que dans la paroisse ou la localité pour laquelle il était fait. Ces raisons empêchent de reconnaître que les arrêts, particuliers à quelques paroisses en France, puissent avoir force de loi en Canada. (*Sénecal* et *Jarret dit Beauregard*, C. B. R., en appel, Montréal, 1er mars 1860, LAFONTAINE, J. en c., prononçant le jugement de la Cour d'Appel, 4 J., 231.)

election of new *marguilliers* by the *marguilliers* in charge, and by former *marguilliers*; extended to Montreal in 1675 (*Edits et Ordonnances*, vol. 2, p. 57) by an ordinance of the *Conseil Supérieur*, declaring that the *marguilliers* are to conform to the usage and practice observed in all the churches in the kingdom of France: "*où il ne se décide rien dans les affaires ordinaires qu'à la pluralité des voix des marguilliers qui sont en charge, et dans les extraordinaires qu'en y appelant les anciens, le curé étant toujours présent.*" It is said that these regulations only applied to particular parishes. We contend, on the other hand, that the customs which really constitute law governing the various *fabriques* took their origin and characteristics from these ordinances, There is a great deal of evidence in the *Edits et Ordonnances*. shewing that, for certain purposes, the parishioners were called together,—especially for the building or repair of the parish church. This, however, was, by the general law, a burden to be borne by the inhabitants generally, and general meetings of the parishioners were no doubt held wherever there was any question connected with a voluntary or forced contribution from them. These meetings are quite distinct from the meetings of the *fabrique*, and the *fabrique* itself is a distinct body from the parish. This is well illustrated by the case of *Comte* v. *Curé and Marguilliers of St-Edouard* (1), where it was held that a judgment obtained against the syndics for money due to the builder of a church, or representatives of the parish, could not be executed against the *fabrique*, although the *fabrique* had taken over the church. In short, wherever matters concern the *fabrique* only, such as the election of new *marguilliers*, the rendering of accounts, the management of the property of the *fabrique*, or the bringing or defending actions relating to it, no further authority than that given in the present case was requisite. Where the pockets of the parishioners were concerned, it was usual to call the parishioners to the meeting of the *fabrique*. This appears to have been the usual practice in Canada, though local usage may have introduced different rules in some parishes. The Canadian Statutes regulating the affairs of the *fabriques* do not recognize the existence of any such general rule of law as is alleged to exist, but are consistent with the fact that different usages prevail in different parishes: see 31 Geo. 3, c. 6; Consol. Stat., c. 18, s. 45; 27 Vict., c. 10; 29 Vict., c. 52, s. 6. The case of *Ex parte Renouf* (2) appears to have proceeded on the notion that the *Arrêts de*

(1) 21 R. J. R Q., 539.

(2) Suprà p. 262.

Règlement were evidence of Canadian law, but, if so, this view was overthrown by the decision of the Court of Queen's Bench in *Sénécal v. Jarret* (1), which decided that regard was to be had, in any case, to local usage. As to the conditions of a valid custom in French law, see Toullier, *Droit Civil Français*, vol. 1, § 158 and seq. Now, the evidence of local usage of the parish of Verchères, so far from establishing the rule contended for by the other side, is conclusive that the practice has been to manage the revenues of the *fabrique* by the *marguilliers* only, and that the consent of the parishioners has never been required, except under the concession made by the bishop of Montreal, in 1843, when the parishioners were admitted to the meetings for the election of new *marguilliers*, and the auditing of accounts. Both before and after that date, the consent of the parishioners had never been required to meetings, when the property or concerns of the *fabrique* had been dealt with. All the meetings at which they have attended are meetings involving some question of a tax or voluntary contribution affecting the parishioners generally. It is, therefore, contended that the rule contended for by the other side is not to be found either in the Ecclesiastical law, nor in the common law of France, nor in that of Canada, nor in the usage of the parish of Verchères. *Secondly*, the bringing of this action is a matter within the competence of the *curé* and *marguilliers*, who are admitted to hold at all events the position of general agents or administrators of the *fabrique* property. All the authorities show that such administrators may bring actions for the protection of the property administered by them, without special authorization: see the *Arrêt de Saint-Jean-en-Grève*, art. 24; Pothier, *Mandat*, nos. 148-152; Troplong, *Mandat*, no 291. *Thirdly*, if there were a want of authority, it is not for respondents to take the objection. (Lord HATHERLEY: No doubt, it has been held that, though an official assignee cannot sue without the consent of the creditors, yet, defendant cannot avail himself of such defence. As against him, it will be presumed that they have given their consent). If a man's name is used to bring a suit, the rule is that he must disavow his attorney, and then the attorney becomes liable for costs: see the Code of Procedure, art. 192 and art. 120, sub-s. 7 (2). Here, the *curé* could have been compelled, by *mandamus*, to summon a meeting, and the meeting could have disavowed the action. (Sir Barnes PEACOCK: It is only the *curé* and *marguilliers* who are suing. How could they

(1) 21 R. J. R. Q., 187.

(2) Art. 251 and 177 C. P. C. of 1897.

call a meeting to disavow their own attorney. If they could disavow, they could appoint, and they cannot disavow the very attorney whom they have appointed.) MATTHEWS, Q. C.: I contend that the *curé* and *marguilliers* are a corporation, and that the parishioners do not belong to that corporation. See Dalloz, *Jurisprudence Générale*, tit. *Désaveu*, ss. 25 and 74. The parishioners could have intervened. See Code of Procedure, art. 155 et seq., or the remedy might be against the *fabrique* as a corporation exceeding the powers under Code of Procedure, art. 997 (1).

MATTHEWS, Q. C., and FREELING, for respondents: The *curé* and *marguilliers* occupy a well-defined position under the French law applicable to this matter which prevails in Canada. They are the agents of the general body of the parishioners, with limited powers; they require special authority to enable them to take action in extraordinary cases. It lies on appellants to show that, under the usage prevailing at Verchères, they are entitled to bring this action, an *onus* of which they have not discharged themselves. It is not denied that, after the *édit* of 1663, which established the *Conseil Supérieur*, any *édit* of the French king required registration before it had the force of law. But the recognized ecclesiastical law of France is in favour of respondents, and may be relied upon in the interpretation of Canadian law and usage. The *Arrêts de Règlement* appear to be applicable only to particular parishes, but it has been held by the French courts, that they declare the common law on the subject. The *fabrique* did not include any persons outside the *curé et fabriciens*. The parish is a *persona juris*, and may hold and transmit property, it acts through the other *persona juris*, the *fabrique*: see Jousse, *Gouvernement Temporel des Paroisses*, pp. 6 et 7. The *fabrique* consists of the *curé* and old and new *marguilliers*, of whom three are in office at one time, the senior being in charge. Only two meetings are convened for the transaction of business, the *bureau ordinaire*, and the general assembly of parishioners: see Denisart, vo. *Fabrique*, pp. 388, 389, 390, and *Arrêt de Règlement pour la Fabrique de Montfermeil*; Ancien Denisart, vo. *Marguillier*, p. 254, no 50; p. 249, no. 49; p. 218, nos 1 and no 8; *Arrêt de Règlement de Montfermeil*, no 9, vo. *Fabrique*, p. 330, no 22. See also Durand de Maillane's *Dict. de Droit Canonique*, art. *Fabrique*, p. 349; Guyot's *Répertoire*, vo. *Fabrique*, p. 239, n. 2; Loyseau, *Traité des Seigneuries*, ch. 11, p. 64, no 68. Their revenues were derived from pew-rents, offerings, &c., and the *curé et marguilliers* may take such legal proceed-

(1) Art. 221 and 978 C. P. C. of 1897.

ings as will enforce the payment of ordinary collections. Otherwise, they cannot sue, nor defend, nor invest money, nor alienate property, without the consent of the parishioners in general asssembly; but they may grant leases, and enforce ordinary collections. As to the right to attend the general assemblies, see Guyot's *Répertoire*, vo. *Marguilliers*, pp. 327, 328; vo. *Fabrique*, pp. 245-6, vo. *Assemblée*, p. 682. As to the circumstances under which it is necessary to convoke the general assembly, see Jousse, *Gouvernement des Paroisses*, pp. 124, 125, 126. The duty of rendering accounts is indicative of the relations between the parties, and implies the right of the parish to control the expenditure. The law defining relations of parish to *fabrique*, viz., that the latter is an agent with most limited powers, dates from behind 1663. Before the cession, there is no case of a *fabrique* suing without authority. Records, statutes and decisions in Canada show that this law has been recognised and enforced there: see *Edit* of 1679; *Edits et Ordonnances* of Canada, vol. 1 (old edition), p. 243; *Edit* of 20 sept. 1721, and march 1722, vol. 1, p. 403. A great number of *arrêts* are to be found in those volumes, directing the assembly of the parishioners for the construction and repair *d'église et de presbytère*: see *Edits et Ordonnances* (new edition), vol. 2, pp. 291 et seq. to 588. For statutes, see 31 Geo. 3, c. 6; 1 Will., 4, c. 31; 2 Vict., c. 29; Consolidated Statutes of Lower-Canada, c. 18: see *Baudry's Code des Curés, Marguilliers et Paroissiens*, p. 270. It is denied that besides the *bureau ordinaire* and the general assembly there is a *tertium quid* called *bureau extraordinaire*. Consolidated Statutes, c. 18, (and see 2 Vict., c. 29) provides for the mode of administration and control of the affairs of the parish: see *Baudry's Code*, p. 199. Though according to *Ex parte Renouf* (1), decided in 1844, only *notables* were entitled to be present at elections of *marguilliers*, still the term includes all the tax-paying members of the parish. By 2 Vict., c. 29, which recognized the existing French law, sect. 2, "freeholders" were first mentioned in lieu of inhabitants. The general assembly of the parishioners is required by sect. 45 of Consol. Stat., c. 18, not merely in elections of *marguilliers*, but for other purposes also. "Resident parishioners being householders" are entitled to vote; and see *Baudry's Code*, p. 302. Besides the general law of France thus demonstrated as recognizing the dependence of the *fabrique* on the parishioners, the decisions since 1844 have also affirmed this responsibility. Appellants in this case admit that their accounts were *ouïs, examinés, arrêtés, clos,*

(1) Suprà, p. 262.

in a general assembly; and on the same principle they had no power to enter on an elaborate and expensive litigation without the consent of the parishioners. Upon the question whether respondent may avail themselves of this want of authority, see *Monseigneur Desautel's Manuel des Curés*, pp. 84, 85 and 86. The parishioners can only go to the court in the name of the *fabrique*, see Rolland de Villargues, *Dictionnaire du Droit Civil*, p. 430, vo. *Autorisation pour plaider*, nos. 9, 10 and 15. Sirey, *Recueil Général* (1816), vol. 16, pt. 1, pp. 104, 96, 271; *Pigeau's Procédure*, vol. 1, p. 77; Dalloz, *Jurisprudence Générale*, vo. *Fabrique des Eglises* (old edition), p. 14, sect. 58; Merlin's *Répertoire*, vo. *Nullité*. As to the question of usage, the view of French law on that subject propounded by the other side is not objected to. But as to the *onus*, it lies upon the other side to displace the general law, and they have not, on the evidence, succeeded in doing so.

BOMPAS replied: Even if the authority of the parishioners were required for the purpose of bringing extraordinary actions, such authority is not required, either in France or Canada, for possessory actions. For the usage in Canada as regards the *fabrique*, see *Baudry's Code des Curés et Marguilliers et Paroissiens*, p. 200. In France, there are three degrees of authority (a), that of the *marguillier* in charge; (b), of the *bureau ordinaire*; (c), of the general assemblies of the *fabrique* or parish, which are one and the same thing. He referred to Nouveau Denisart, vo. *Arrêt*, sec. 5, no. 3; *Merlin's Répertoire*, vo. *Arrêt*, sec. 8; Durand de Maillane, vo. *Fabrique*, p. 3; Guyot, vo. *Fabrique*, p. 245, as regards assemblies; Nouveau Denisart, tit. *Fabrique*, sect. 2, assemblies. As to whether this action came under the head of an extraordinary expense, and, therefore, *ultrà vires* the *bureau ordinaire*, see Rolland de Villargues, vol. 1, p. 430; Pothier, *Traité du Contrat*, p. 234; *Merlin's Répertoire*, tit. *Présomption*, no 12; Troplong, *Droit Civil expliqué du Mandat*, p. 296. There is a broad distinction between possessory actions and actions possessory and petitory: see Code of Civil Procedure, bk. 2, tit, 2, c. 6. The objection to want of authorization could only be taken by respondents if the action were a nullity without it: Consol. Stat., c. 18, s. 45. And a nullity can only be taken into account where a nullity has been expressly declared. Merlin's *Répertoire*, tit. *Nullité*.

The judgment of their Lordships was delivered by Sir Robert PHILLIMORE:

This is an appeal from a judgment given by the Court of Queen's Bench for the province of Quebec, on march 22nd 1872, which affirmed a judgment given by the Superior Court on the 30th december 1869. The village of Verchères, situated

within the limits of the parish of Verchères, was, in the year 1857, erected into an unincorporated village, in the manner prescribed by the Consolidated Statutes of Lower-Canada. The municipal council of this parish having entertained a proposal for forming a new street, which would pass across a portion of land of the *fabrique* of the parish, occupied by the *curé*, between the same and another part occupied by the convent, also belonging to the *fabrique*, public notice was, on the 30th july 1868, given, that, on the following 10th of august, a special meeting of the municipal council would be holden for the purpose of considering or reviewing the report (procès-verbal) of the superintendent, who had recommended the formation of the new street. On the 9 of august 1868, a meeting was holden of the *curé* and *marguilliers* of the *fabrique*, and certain former *marguilliers* of the *fabrique*, but no parishioner who was not or had not been a *marguillier* was summoned to it. This meeting, thus composed, resolved to oppose the formation of the street and the homologation or confirmation of the report, and they appointed the *curé* as the special attorney of the *œuvre et fabrique*, to take the necessary steps to execute their resolution, the *curé* binding himself to defray all charges thereby incurred. On the 10th of august, the next day, the *curé*, acting on this authority, appeared before the municipal council of the parish of Verchères, and opposed the confirmation of the report, but the council affirmed it, with some variations not material to the present case. The *curé* appealed from this decision to the municipal council of the county, and that board, on the 7th of september, dismissed the appeal, with costs, and confirmed the report, except so far as it provided that no compensation should be paid to the *fabrique* for the land required for the new street. In the month of october the *curé* brought an action in the names of appellants, that is: *Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique*, &c., against respondents, that is: *La Corporation de la Paroisse de Verchères*, in the Superior Court, and filed a declaration, in which he prayed that the proceedings of respondents, as to making of the street, might be declared null and illegal, and that respondents might be restrained from disturbing the enjoyment and possession by appellants of their land, and he prayed also for damages. To this action respondents put in a plea known to French jurisprudence as *la fin de non-recevoir*, to the effect that appellants were not competent to bring the action, inasmuch as they were not authorized to do so by the parishioners regularly convened. They also put in further pleas which it is unnecessary to specify. Appellants replied that the authority of the parishioners was not required by law to

enable them to bring the action, but that the authority given by the present and past *marguilliers* was sufficient; they further replied that it was not competent to respondents to raise this question of the *autorisation*, which could only be raised by the parishioners and *fabriciens* disavowing the attorney or the appellants in the action, and that the plea of *fin de non-recevoir* was bad in law; and they also specially replied that the authority of the parishioners to bring the action was not necessary according to the law and custom of the country, and, particularly, according to the usage established in the parish; but that an authority given by the past and present *marguilliers* was sufficient. There were also other replications not affecting the present case. Witnesses were examined on both sides before Justice BERTHELOT, who, on the 30th of december 1869, decided that the evidence did establish a usage in the parish of Verchères to summon all the parishioners to a meeting convened for such a purpose, as the one for which this meeting had been holden by the *curé* and *marguilliers* alone; that such usage was not contrary to the general law, and that respondents were entitled to raise the question as to the want of due *autorisation*. From this judgment there was an appeal to the Court of Queen's Bench, before which tribunal it was twice argued, and the judgment of the Superior Court was affirmed by the opinions of four judges against one. From these judgments the appeal has been presented to Her Majesty in Council. Their Lordships are unfortunately deprived of the written reasons of the majority of the judges in the court below, which have been destroyed by fire; but they have before them the judgment of Justice BERTHELOT, the notes of Justice CARON, and the judgment of the dissentient judge, Justice MONK. Upon the undisputed fact in the case, that the *autorisation*, for the prosecution of this suit, was given by an assembly composed exclusively of the old and new *marguilliers* at which the *curé* presided, the several questions of law, which have been maintained, were raised before the courts below, and have been again insisted upon before their Lordships. They may be concisely stated as follows: First, was the *autorisation* sufficient or the position on which respondents rely, a nullity? Secondly, if insufficient, and a nullity, was it competent to respondents to plead this nullity, or, in the language of the French jurisprudence, *opposer la fin de non-recevoir* to this action? No question on the merits of the case has been decided in the courts below, or is now mooted before their Lordships. The first question, namely, was the *autorisation* sufficient? is the really important and substantial question in the case. Their Lordships have carefully examined the

various authorities which have been cited to them, as well as others upon which it appeared to them that reliance might be placed. It seems to their Lordships proper to make, at the outset, a general observation upon the weight which is due to French jurisprudence and law upon the present question. It has been urged that the *Edit* of 1663, which created the *Conseil Supérieur* in Canada, required that all subsequent *édits* should be registered before they became law in this French colony, and that, therefore, the authorities derived from French law, where this condition was wanting, were of little or no weight. But their Lordthips are of opinion that this proposition is too broadly stated. It is one thing to say that an *édit* required registration before it could become positive law in Canada, and another thing to say that French jurisprudence relating to such *édits* can be of no avail in the construction of Canadian law or interpretation of Canadian usage. It appears to their Lordships that, for these purposes, and so limited, the French jurisprudence has been rightly relied upon by the courts below, and must be considered by their Lordships. It is manifest that the early French colonists must have imported such portions of French law relating to *fabriques*, as were applicable to their new position. Such portions must have constituted the foundation of the unwritten law of custom which sprung up in Canada before positive law was enacted in these matters for the colony. Judge BAUDRY seems to state the matter fairly in his recent work, *Code des Curés et Marguilliers et Paroissiens*, p. 2: "*Un "grand nombre de ces règles dérivent d'ordonnances rendues "depuis 1663, et qui n'ont pas eu force de loi ici, n'ayant pas "été enregistrées au Conseil Supérieur de Québec; cependant, "ces ordonnances sont souvent invoquées dans nos tribu- "naux, du moins comme raison écrite.*" In the absence of any established usage or custom, it is right to consult the authorities of great French jurists like Dénisart and Merlin; and sometimes of French *édits*, which, though directed to a particular *mission* or *paroisse*, not unfrequently, as in the case of the *Arrêt de Saint-Jean-en-Grève*, contained—as Durand de Maillane, in his recital of it at length, expressly points out—a summary of principles applicable to the general subject. In the recent case of *Dame Henriette Brown* v. *Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Notre-Dame de Montréal*, (21 R. J. R. Q., 525, 531, 534, 535, 538, 539, 542, 543, 544, 546, 548, 549, 553, 554, 556, 557), their Lordships had occasion to consider the character and nature of what is called *la fabrique*. But it may be as well to cite upon this subject the definite language of Guyot, *Rép.*, tit. *Fabrique*, art. 24: "*C'est ce qui appartient à une église, tant*

"*pour les fonds et les revenus affectés à l'entretien ou à la* "*réparation de l'église que pour les argenteries et les orne-* "*ments.*"...."*désigne aussi par ce terme de fabrique, le* "*corps ou l'assemblée de ceux qui ont l'administration des* "*fonds et revenus dont on vient de parler.*" It seems that, except in Quebec, parishes were scarcely established in Canada before the year 1679, and that Verchères was constituted a parish as late as 1722; the first appointment of *marguilliers* in that parish appears to have been the next year; and the extracts from registers of this parish show that the parishioners almost immediately exercised the right of choosing the *marguilliers*. The general question, however, as to the nature of the subjects which could legally be dealt with by the *curé* and the *marguilliers* in charge, or by the *curé* and the old and new *marguilliers*, without the consent of the general body of parishioners, appears to have not been strictly inquired into in this parish of Verchères before the year 1830. About that period local circumstances caused the question to be agitated. At first, the ecclesiastical authorities appear to have considered that the intervention of the body of the parishioners, upon almost any subject relating to the *fabrique*, was a gratuitous concession on the part of the bishop to the parishioners, a proposition which has, indeed, in substance, been maintained by the counsel for appellants before their Lordships; but it is now admitted that, on two occasions, at least, the convention of the whole body of the parishioners is required by law, namely, the occasion of electing new *marguilliers*, and the rendering of the accounts by the old *marguilliers*. This is said to be a concession to the parishioners since the year 1843. The fact is, that about this period an important law-suit was commenced, which was decided by the Queen's Bench in 1844-45. The name of the case was "*Ex parte Renouf*", *suprd*, p. 262. The marginal note of the reporter is correct and is as follows: "*Les nota-* "*bles ont droit de participer à l'élection des marguilliers. Les* "*notables sont tous les paroissiens contribuables. Les curé et* "*marguilliers peuvent être contraints d'appeler les notables* "*aux assemblées pour l'élection de marguilliers, au moyen* "*d'un writ de mandamus. Le retour fait par le curé et les* "*marguilliers qu'ils ont offert d'admettre aux assemblées* "*certaines personnes notables par leur état et leur rang, à* "*l'exclusion de la généralité des paroissiens, est déclaré in-* "*suffisant et illégal.*" After this decision, it became impossible to deny that, for certain purposes, the consent of the parishioners was necessary, at all events in parishes in which there was not a custom to the contrary. But the principle upon which the decision is founded is important. It is clearly

to the effect that, in all questions of grave consequence affecting their parish, the parishioners have a right to be consulted. This appears to their Lordships to be the true doctrine derived from the reason of the thing and to be supported by the general analogies of the law relating to *communes*. The argument that the concessions originally flowed from the bishop, and that, therefore, the parishioners have no right in the matter, is really untenable. While the revenues of the parish were derived exclusively from a portion of the *dîmes*; while the civil authority was not resorted to for the purpose of enforcing rates for the maintenance of the services and ornements and property of the church; while what is now kown as the office of *marguillier* was unknown to the civil or municipal law, the argument might have been plausible: but since the corporation called the parish has been legally founded and supported by civil and secular authority, every parishioner has an interest in the management of its property, and the argument is without foundation on principle. Accordingly the books of authority and the sentences of French courts, greatly preponderate in favour of such rights of the parishioners as are claimed in this suit. It is quite consistent with the existence of these rights that the *marguilliers* chosen by the parishioners should be invested with a limited power, sufficient for the transaction of the ordinary business of the parish and for the supply of the ordinary necessities of divine worship. The law can scarcely be stated with more perspicuity than it is in the Nouveau Dénisart (358-9), under the title: *Fabriques des Paroisses.* "*Les fabri-*
"*ques sont réglées dans deux espèces d'assemblées, savoir,*
"*dans les assemblées générales et dans les assemblées parti-*
"*culières que l'on appelle assemblée du bureau ordinaire.*
"*Dans d'autres paroisses, surtout à la campagne, il n'y a*
"*pas de bureau ordinaire. Tout ce qui est d'administration*
"*courante et journalière est dirigé par les marguilliers seuls,*
"*les affaires importantes se traitent dans les assemblées géné-*
"*rales de la paroisse.*" Some reference has already been made to the *arrêt* in the case of *St-Jean-en-Grève*, delivered in 1737, which the learned canonist, Durand de Maillanne, refers to as a collection of the rules of law applicable to the rights of parishioners and the duty of *marguilliers*. It is only necessary to refer to three of the articles of this *arrêt*:
"*Article 20. Sera fait en outre un état de tous les revenus,*
"*tant fixes que casuels de la fabrique, ensemble de toutes les*
"*charges et dépenses d'icelle, tant ordinaires qu'extraordi-*
"*naires, &c. Article 21. Ne sera faite aucune autre dépense*
"*par le marguillier comptable en exercice, que celle mention-*
"*née audit état, si ce n'est qu'il en eût été délibéré dans une*

" *assemblée du bureau ou dans une assemblée générale, ainsi* " *qu'il sera dit ci-après. Article 24. Ne pourront les mar-* " *guilliers entreprendre aucun procès, n'y y défendre, faire* " *aucun emploi ni remploi des deniers appartenant à la* " *fabrique, ni accepter aucunes fondations sans délibération* " *précédente de l'assemblée générale ; sans préjudice néan-* " *moins des poursuites nécessaires pour le recouvrement des* " *revenus ordinaires de la fabrique, pour l'exécution des* " *baux, et pour faire passer des titres nouveaux, pour raison* " *de quoi il en sera délibéré au bureau ordinaire : et dans* " *tous les cas, du procès à intenter ou à soutenir, seront déli-* " *vrées aux procureurs chargés d'occuper, des copies en forme* " *de délibérations, soit du bureau ordinaire, soit de l'assem-* " *blée générale.*" (*Dict. de Droit Can., Durand de Maillanne, tit. Fabrique*). The authority of the ancient Dénisart (vo. *Marguilliers*, p. 248, no 42) is also very pertinent. He says : " *Des marguilliers ne peuvent intenter aucun procès, ni y défendre, faire aucun emploi, ni remploi des deniers appartenant à la fabrique, ni accepter aucune fondation, sans y être autorisés par une délibération de l'assemblée générale ; mais ils peuvent, sans autorisation particulière, faire les poursuites nécessaires pour le recouvrement des revenus ordinaires de la fabrique.*" It would be useless to accumulate further authorities from French writers on this point. It is plain that modern legislation in Canada has been founded upon the basis of this jurisprudence. By the Consolidated Statutes of Lower-Canada (cap. 18, sec. 8) it is enacted that : " Whenever it is required to erect any new parish, to dis- " member or subdivide any parish, or unite two or more par- " ishes, or to alter or modify the bounds, limits or division " lines of any parish already established and erected accord- " ing to law ; or when in any parish or mission, it is required " to construct a parish church or chapel, or chapel of ease or " a sacristy, or other appurtenance of any such church or " chapel, or a parsonage-house and the appurtenances thereof, " or a church-yard, or to alter or repair the same, or any of " them, in any of the said cases, on a petition of a majority of " the inhabitants (being freeholders), interested in them, the " erection, subdivision, dismemberment or union of any parish " or parishes, or in any alteration or modification of the " bounds or limits of any parish, or interested in the con- " struction, or in any alteration or repairs of any church, par- " sonage-house, or church-yard as aforesaid, such petition " being presented to the Roman Catholic Bishop of the dio- " cese, &c." And section 45 enacts : " And for avoiding doubts " as to the person who ought by law to preside at general " parish or *fabrique* meetings for the election of church-

" wardens and other purposes for which parish and *fabrique* " meetings are by law required in the Roman Catholic par- " ishes of Lower-Canada: 1. Every general *fabrique* and " parish meeting for the election of churchwardens and other " purposes for which the law requires general meetings of the " parishioners and members of *fabriques* in the Roman Catholic " parishes of Lower-Canada, shall be presided over by the " *curé* of the parish, or the priest administering the same; " and every proceeding at such meeting shall be entered in " the register of proceedings of such parish in the usual man- " ner and form, notwithstanding any usage or custom to the " contrary which may have been introduced into any parishes. " (23 Vict., cap. 67, sec. 1)." " 2. Every such parish meeting " shall be summoned in the manner usual in the parish. (*Ibid.*, " sec. 2)." " 3. The only persons who shall be entitled to vote " at such parish meetings, when such parish meetings are " necessary to the election of churchwardens, shall be the res- " ident parishioners, being householders. (*Ibid.*, sec. 3)." " 4. " Whenever,etc." " 5. This section shall not affect *fabrique* and " parish meetings which have been held and presided over " contrary to the provisions thereof, and any proceedings " which have been or shall be instituted in consequence of " such meetings, shall be decided as though this section had " not been enacted. (*Ibid.*, sec. 5)." The allegation that a contrary custom prevails in the parish of Verchères remains to be considered. At one time, no doubt, a great variety of custom and usage on this subject prevailed in France; and some variety has existed in Canada. Oral and documentary evidence with respect to the alleged custom in Verchères was produced before the courts below. Their Lordships have examined the schedules and summary taken from the registry on this subject, which form a part of the record before them. There are certainly some errors and omissions in these documents; but their Lordships see no reason to suppose that such errors or omissions were intentional, or that the *curé* is open to any charge of *mala fides* in this matter. But, apart from this circumstance, the courts below held, and, in the opinion of their Lordships, rightly held, not only that no such contrary custom had been established by the evidence, but that a custom of summoning the parishioners on all but the ordinary occasions of the parish was proven. The result of their Lordships' examination of the history of and authorities on the first question is, that the matter of taking legal proceedings with respect to this road, inasmuch as it affected the prorerty of the *fabrique* and incurred the responsibility of a law-suit, was a matter of that gravity and importance which according to principle and authority required the previous

autorisation of the parishioners duly convened for deliberation on the subject; and that there is no sufficient evidence of the existence of any custom in this parish which renders the general law inapplicable to it. The remaining question, namely, whether it was competent to respondents to plead this nullity as a "*a fin de non-recevoir*" is really a question of pleading; and their Lordships would be very reluctant to interfere with the deliberate judgments of the two Canadian courts respecting it. Their Lordships, however, have consulted various authorities on this subject, and find them to be such as fully to warrant the opinion of the judges of the court below. Thus Dalloz, in the earlier edition of his werk (Dalloz, *Jur. Gén. du Royaume, tit. Fabrique des Eglises, tome 8*, p. 14, s. 58): "*Le défaut d'autorisation de la fabri-* "*que produit-il une nullité absolue? L'autorisation est-elle* "*nécessaire pour défendre sur l'appel et pour se pourvoir en* "*cassation? Nous nous en référons à ce que nous avons dit* "*sur ces questions au mot Communes,*" *section 2.* It is obvious that no distinction in principle upon this question of pleading can be taken between the cases of the *fabrique* and the *commune*, and, accordingly, following this reference, their Lordships find that in his later edition of 1848, the author, under the title *Commune*, tit. 5, c. 13, observes, first (No 1764): "*Effet de défaut d'autorisation à l'égard de la com-* "*mune: Le défendeur poursuivi par une commune non* "*autorisée à cet effet, peut envoyer devant l'autorité judici-* "*aire une fin de non-recevoir tirée de l'incapacité de son* "*adversaire, et les tribunaux doivent accueillir cette excep-* "*tion, alors qu'elle est justifiée.*" Further on, in paragraph 1779, he considers: "*Effet du défaut d'autorisation à l'égard* "*de l'adversaire de la commune: Si le défendeur actionné* "*par une commune non autorisée, soit par suite d'un refus* "*du Conseil de préfecture, soit parce qu'elle aura négligé de* "*s'adresser à ce conseil, oppose la fin de non-recevoir, tirée* "*de cette violation des formes, la commune doit être déclarée* "*non-recevable.*" Dalloz examines at length the question whether, if *la fin de non-recevoir* has not been invoked, the adversary of the *commune* can avail himself of the nullity resulting from the defect of *autorisation*. He observes that there have formerly been three schools of opinion upon this subject. According to one school this defect produced an absolute nullity, and could be alleged at any stage of the cause, even before the Court of Cassation. According to the second school the exception must have been taken before the judges of first instance. Between these two schools of opinion came the third, of which Merlin was, in fact, the founder, and which ultimately triumphed. This distinguished French jurist

arrived at the conclusion that the objection must have been taken before the case reached the Court of Cassation, either before the judges of the first or second instance. This has now become the law of France, and the whole matter is thus summed up by Dalloz: "*Ainsi et pour résumer ce que nous* "*venons de dire, le pourvoi en cassation, fondé sur ce défaut* "*d'autorisation, ne peut être ouvert à l'adversaire de la com-* "*mune qu'autant que ce moyen a été proposé en première* "*instance ou en appel; mais il peut être invoqué devant les* "*juges du second dégré, quoiqu'il ne l'ait pas été en pre-* "*mière instance, à moins que la partie n'y ait renoncé* "*expressément ou tacitement.*" (Par. 1786.) Merlin in his *Répertoire de Jurisprudence, titre Nullité*, § 2: "*Par qui les* "*nullités peuvent-illes être alléguées,*" says: "1. *On distin-* "*gue, sur cette question, deux sortes de nullités, l'une absolue,* "*l'autre relative. La première peut être alléguée par toutes* "*sortes de personnes; la seconde ne peut l'être que par ceux* "*en faveur de qui elle a été prononcée....Cette nullité* "(namely, the first) *peut être objectée, non seulement par la* "*partie publique, mais encore par toutes sortes de person-* "*nes, sans qu'on puisse leur opposer qu'elles se prévalent du* "*droit d'un tiers; et le juge peut y prendre égard d'office* "*quand personne ne la proposerait.*" And so Rolland de Villargues, in his comparatively recent work *Dictionnaire du Droit Civil, titre Autorisation pour plaider*, observes: "*Le défaut d'autorisation peut être opposé per toutes les parties, et même d'office, en tout état de cause, et il vicie tous les actes de la procédure d'une nullité radicale. Il s'agit ici d'une formalité qui est d'ordre public et substantiel.*" A category which embraces the present case. "*Le point,*" this author adds, "*est constant,*" and he refers to several judgments of the Court of Cassation in support of his opinion. Other authorities might be cited to the same effect. Upon the whole, their Lordships are of opinion that, upon both questions, the Canadian courts have come to a right decision, and that this appeal ought to be dismissed with costs. And they will humbly advise Her Majesty to this effect. (19 J., 141; 4 R. L., 87; 6 R. L., 691; 2 R. C., 232; 6 L., R. P. C., 330; 44 L. J., P. C., 34; 32 L. T., 178.)

BISCHOFF, BOMPAS & BISCHOFF, attorneys for appellants.

MATTHEWS and FREELING, attorneys for respondent.

DESAVEU.—APPEL.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 2 décembre 1861.

Présents: LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., DUVAL, J., MEREDITH, J., MONDELET, J.

LES CURÉ ET MARGUILLIERS DE L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINTE-ANNE-DE-VARENNES, appelants, *et* L'ÉVÊQUE CATHOLIQUE ROMAIN DE MONTRÉAL, intimé.

Jugé: Que, sur un désaveu produit en appel, dans une instance qui est pendante, la Cour d'Appel peut ordonner une enquête, cour tenante, sur la contestation soulevée par tel désaveu, attendu que c'est le tribunal saisi de l'instance qui doit entendre cette enquête.

Le 26 octobre 1860, les appelants produisirent au greffe des appels, à Montréal, une demande en désaveu contre leurs avocats et procureurs en loi. Les avocats désavoués produisirent des réponses au désaveu, lesquelles réponses consistaient dans une exception à la forme, dans des fins de non-recevoir, dans des exceptions péremptoires et dans une défense au fond en fait. Entre autres moyens invoqués par les avocats désavoués, ils alléguaient qu'ils n'avaient occupés que sur la demande formelle des appelants qui avaient fourni les cautions sur l'appel; que les prédécesseurs, *de facto*, des appelants avaient employé les défendeurs en désaveu comme leurs avocats et procureurs en loi, le 3 septembre 1857, en leur remettant la copie de l'exploit d'assignation et autres documents; qu'à une assemblée de la paroisse tenue le 30 août 1857, les prédécesseurs des appelants furent autorisés à contester l'acte sur lequel l'action était basée, et que le désaveu n'avait pas été autorisé par la paroisse.

LAFONTAINE, J. en C.: Lafrenaye et Papin, avocats et procureurs des défendeurs en cour de première instance, ont interjeté appel du jugement qui avait condamné leurs clients. Le 25 mai 1860, il logèrent au greffe de cette cour un acte de délibération de la fabrique, en date du 29 avril précédent, ainsi que l'acte de la signification qui leur en avait été faite le premier mai, et demandèrent acte de la déclaration qu'ils firent alors, qu'en conséquence des procédures contenues dans l'acte de délibération, ils se retiraient de la procédure comme avocats et procureurs des appelants, et n'entendaient plus occuper comme tels à l'avenir pour eux dans la présente cause. Le 1er juin suivant, il présentèrent, cour tenante, le susdit désistement, et acte de cette déclaration leur fut donné

par cette cour le 8 juin. L'acte de délibération désavouait et la défense faite en cour de première instance, et l'appel interjeté, et autorisait le marguillier en charge d'alors " d'employer un avocat, si besoin il y avait, pour faire valoir devant toute cour la présente délibération dans l'intérêt de cette fabrique." Le 2 juin 1860, les appelants avaient fait motion, demandant acte de constitution qu'ils avaient faite et renouvelaient de Loranger & Frères, comme leurs procureurs et avocats, au lieu et place de Lafrenaye et Papin, qui s'étaient retirés de la cause, et qu'en conséquence il fut permis aux appelants de comparaître par le ministère de leurs procureurs et avocats, MM. Loranger. Cette motion fut accordée le 4 juin. Avec leur motion du 2 juin, MM. Loranger ont produit une copie de la susdite délibération, de plus une procuration devant notaires, passée le 25 mai 1860, dans laquelle se trouve relatée en substance cette délibération ; et ensuite, par cette procuration, Michel Senécal, le marguillier en charge, constitue MM. Loranger, procureurs et avocats de la fabrique, " à l'effet d'adopter les procédures nécessaires devant la Cour du Banc de la Reine, siégeant en juridiction d'appel, ou toute autre cour, pour faire valoir la délibération ci-haut mentionnée, par acquiescement du jugement rendu par la Cour Supérieure, ou toute autre procédure que les procureurs et avocats trouveront convenables d'adopter. Le 26 octobre 1860, l'honorable Thomas J. J. Loranger se présente au greffe de cette cour et y produit, en vertu d'une procuration spéciale, du 2 juin précédent, un désaveu de Lafrenaye et Papin, désavouant " tous et chacun les procédés faits devant cette Cour du Banc de la Reine, siégeant en juridiction civile d'appel, par Lafrenaye et Papin, pour et au nom des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique, sur l'appel ; " se réservant le droit de désavouer plus tard toutes les procédures faites devant la Cour Supérieure. Puis " il conclut à ce que le désaveu soit déclaré valable, que toutes les procédures et pièces de procédures faites par Lafrenaye et Papin soient déclarées nulles, et à ce que Lafrenaye et Papin soient condamnés aux dépens tant des actes désavoués que de ceux à faire sur le présent désaveu. Suit l'ordonnance du juge MONDELET, donnée le même jour, de faire signifier le désaveu, puis l'acte de cette signification. Le 1er décembre 1860, motion des appelants pour rétablir le dossier, à raison de ce que leur motion du 2 juin et les deux pièces produites à son appui étaient adhérées. Le 4, cette motion est accordée. Le même jour 4 décembre, motion de la part des défendeurs en désaveu, pour faire rejeter la requête en désaveu ; puis, le 7, ils retirent cette motion, et la cause est, en conséquence, rayée du rôle des délibérés. Le 27 février 1861, Lafrenaye et Papin produisent leurs réponses au désa-

veu, lesquelles réponses consistent dans une exception à la forme, dans des fins de non-recevoir, dans des exceptions péremptoires, et dans une défense au fond en fait. Plusieurs pièces sont en même temps produites à l'appui. Le 8 juin 1861, réponses et répliques des demandeurs en désaveu. Le 31 août 1861, les demandeurs en désaveu inscrivent la cause pour audition sur le mérite du désaveu, lundi le 2 septembre suivant. Dans l'exception à la forme, dans les fins de non-recevoir, dans les exceptions péremptoires, il y a des moyens ou des allégations de faits, aucune enquête n'a eu lieu. Aussi les appelants, lors de l'audition de la cause, ont-ils suggéré qu'une enquête fut ordonnée par cette cour. C'est la première fois, je pense, que la question soulevée par ce désaveu se présente ici, et dans le fait c'est la seule, pour ainsi dire, qui a fait à l'audience l'objet de la discussion. A mes yeux elle ne souffre pas de difficulté. Un désaveu, lorsqu'il y a lieu de le faire dans une instance pendante, doit être fait devant le tribunal saisi de l'instance, et non ailleurs. Si le désaveu doit entraîner une enquête, il s'ensuit que cette enquête doit avoir lieu devant ce même tribunal. C'est donc à ce tribunal à l'ordonner. Je suis d'avis que l'enquête soit fixée pour avoir lieu dans le présent terme, ou dans le terme prochain de cette cour.

Le jugement est comme suit : " La cour ordonne avant de " faire droit, que les parties procèdent à leur enquête, cour " tenante."

Le 3 décembre 1861, les désavouants demandèrent acte de la déclaration qu'ils faisaient qu'ils n'avaient point de témoins à faire entendre et qu'ils déclaraient leur enquête close. Par acte d'accord et conventions, reçu à Montréal, Jobin, N. P., le 26 septembre 1862, le désaveu fut discontinué le 1er décembre 1862, en Cour d'Appel qui en accorda acte, chaque partie payant ses frais. (4 R. L., 127.)

LORANGER & FRÈRES, avocats des demandeurs en désaveu.

CASSIDY, avocat des défendeurs en désaveu.

ACTE D'ACCUSATION.—RECEL.—FAILLITE.

COUR DU BANC DE LA REINE, DISTRICT DE RICHELIEU, JURIDICTION CRIMINELLE.

SOREL, 2 mai 1872.

Présent : MONK, J.

LA REINE *vs* THÉODORE PATOILLE.

Jugé : Qu'un acte d'accusation rédigé en ces termes : "Les jurés de Notre Souveraine Dame la Reine déclarent, sous leur serment, que

Théodore Patoille, ci-devant de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, dans le district de Richelieu, commerçant, et maintenant de la ville de Joliette, dans les comté et district de Joliette, dans les trente jours qui ont précédé l'exécution d'un acte de cession de biens, fait par le dit Théodore Patoille, le 3 novembre 1871, en la ville de Berthier, dans le district de Richelieu, devant Huguenin, notaire de la ville de Berthier, en vertu de l'acte de faillite de 1869, à Jean-Octave Chalut, notaire de la ville de Berthier, et syndic d'office du comté de Berthier, en sa qualité de syndic d'office du comté de Berthier, savoir: le ou vers le 26 octobre 1871, Théodore Patoille, étant alors en faillite et ses biens sujets aux dispositions de l'acte de faillite de 1869, a, en la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, dans le district de Richelieu, avec l'intention de frauder ses créanciers et d'éluder leurs droits, enlevé, caché et détourné une partie de ses biens, de la valeur de plus de $50, contre la forme du statut, en pareil cas, fait et pourvu, et contre la paix de Notre Souveraine Dame la Reine, Sa Couronne et Sa Dignité," est mauvais et sera cassé sur motion.

Le 1er mai 1872, les grands jurés du district de Richelieu présentèrent l'acte d'accusation mentionné plus haut. L'accusé, par son procureur, fit motion "que l'acte d'accusation dirigé contre lui et rapporté comme fondé par les grands jurés, le 1er mai courant, soit mis de côté, annulé et cassé, pour entre autres raisons et motifs, les suivants, savoir: 1o Parce que l'acte d'accusation ne comporte l'énonciation d'aucun crime ou délit punissable par aucune loi en vigueur en cette province. 2o Parce que l'acte d'accusation comporte que Patoille aurait enlevé, caché et détourné une partie de ses biens, sans aucunement spécifier quels biens il a ainsi enlevés, cachés et détournés, et sans énumérer la valeur de ces biens. 3o Parce que l'acte d'accusation est trop vague et ne peut servir de base à l'instruction d'aucune poursuite criminelle contre l'accusé. 4o Parce que l'acte d'accusation ne fait pas voir que Patoille était en faillite le 20 octobre 1871." La motion est accordée pour les raisons en deuxième lieu mentionnées en icelle. (4 R. L., 131.)

G. A. CHAMPAGNE, avocat du défendeur.

FABRIQUE.—CURE.—MARGUILLIER.—USAGE.—ELECTION.—ASSEMBLEE.—PRESIDENCE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 1er mars 1860.

Présents: LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., DUVAL, J., et MONDELET, J. A.

SENÉCAL, défendeur en cour inférieure, appelant, *et* JARRET dit BEAUREGARD, demandeur en cour inférieure, intimé.

Jugé: Qu'il n'existe, dans le Bas-Canada, aucune loi écrite positive qui donne le droit ou réglemente l'exercice du droit de présider les assemblées tenues pour élir des marguilliers;

Que le droit de présider ces assemblées est uniquement réglé par l'usage qui fait loi en pareil cas, comme en tout ce qui concerne les abriques et les matières ecclésiastiques;

Que, lorsqu'il est établi que, dans une paroisse, le curé a, de tout temps, présidé ces assemblées, recueilli les voix et proclamé le marguillier élu, l'élection d'un marguillier, faite à une assemblée ainsi présidée par le curé, sera déclarée légale, et, par suite, une élection de marguillier faite à une assemblée présidée par le marguillier comptable ou en charge qui, de fait, n'a jamais présidé de telles assemblées, sera déclarée illégale;

Que l'ancien droit ecclésiastique de la France est celui du Bas-Canada.

Par sa requête libellée, l'intimé se plaignait de l'usurpation faite par l'appelant de la charge de nouveau marguillier au préjudice de l'intimé qui avait été légalement élu marguillier, sous la présidence du marguillier en charge et comptable, le 27 décembre 1857, à une grande majorité; l'appelant usurpant cette charge sous le prétexte qu'il avait été élu tel marguillier, le même jour, sous la présidence du curé de la paroisse. L'intimé, par sa requête, alléguait qu'ayant été déclaré élu marguillier par le marguillier en charge, il aurait été dûment installé en la manière ordinaire, sans opposition, dans le banc-d'œuvre de l'église de la paroisse de Varennes, le dimanche 1er février 1858; que, le dimanche suivant, l'appelant s'était illégalement emparé de la place de l'intimé dans le banc-d'œuvre, et l'aurait occupée durant le Service Divin du matin et aurait toujours continué à s'en emparer. L'intimé concluait par sa requête à ce que son élection, comme nouveau marguillier, fut déclarée valable, à l'expulsion de l'appelant du banc-d'œuvre et au paiement de la pénalité de £100 avec dépens. Par sa réponse à cette requête libellée, l'appelant prétendait avoir été légalement élu nouveau marguillier à l'assemblée tenue sous la présidence du curé qui, conformément à la loi et à l'usage immémorial et constamment suivi dans les paroisses du diocèse de Montréal, et nommément dans celle de Sainte-Anne-de-Varennes, a le droit de présider telles assemblées. L'appelant alléguait en outre que l'élection de l'intimé était nulle, et il concluait au renvoi de la requête libellée. Les deux élections eurent lieu le même jour dans la sacristie, l'une sous la présidence du marguillier en charge, et l'autre sous la présidence du curé de la paroisse, et des procès-verbaux de ces deux élections furent produits. La Cour Supérieure à Montréal, le 30 octobre 1858, accorda à l'intimé partie des conclusions de sa requête libellée en annulant l'élection de l'appelant comme nouveau marguillier de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes. Ce jugement est comme suit:

" La cour, considérant qu'il appert par les témoignages que " l'assemblée des marguilliers et notables, tenue le 27 de

" décembre 1857, en la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes, " dans le district de Montréal, à laquelle assemblée Michel " Senécal, fils de Louis, allègue avoir été dûment élu marguil- " lier de la paroisse, n'a pas été présidée par le marguillier en " charge ou autre marguillier de l'œuvre et fabrique alors et " là présent ; et vu que l'assemblée a été présidée par Messire " Joseph Desautels, prêtre, curé de la paroisse de Sainte- " Anne-de-Varennes, malgré l'objection dûment faite à telle " présidence, l'élection de Michel Senécal, fils de Louis, " comme marguillier de l'œuvre et fabrique de la paroisse de " Sainte-Anne-de-Varennes, est nulle ; Et considérant qu'il " y a preuve légale de l'élection de Jarret dit Beauregard, " ordonne à Michel Senécal, fils de Louis, d'abandonner " et laisser immédiatement la charge de marguillier de " l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varen- " nes, et lui défend d'assumer et remplir à l'avenir les fonc- " tions de marguillier de l'œuvre et fabrique de Varennes ; " évince Michel Senécal, fils de Louis, de la charge de mar- " guillier, et le condamne à payer les frais."

Appel fut interjeté de ce jugement en vertu de l'art. 61 de l'Acte de Judicature de 1858, 22 Vict., ch. 5.

CHERRIER, DORION et DORION, pour l'appelant : L'intimé prétendait avoir été dûment élu marguillier de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes, et qu'au contraire l'appelant, maintenant en possession de cette charge, n'avait pas été lui-même régulièrement élu, a, par sa requête libellée, demandé que l'élection de ce dernier fut déclarée illégale et nulle, et qu'en conséquence il lui fut ordonné d'abandonner cette charge, qu'il en fut exclu et lui fut défendu d'en exercer à l'avenir les fonctions, concluant en outre que l'intimé fut déclaré avoir droit d'exercer la charge depuis le 1er janvier 1858 et en fut en conséquence mis en possession. L'intimé a fait valoir contre l'élection de l'appelant les griefs suivants : que l'élection s'est faite dans une assemblée présidée par le curé de la paroisse, que la majorité, au lieu de se prononcer en faveur de l'appelant, comme celui-ci le prétend, s'est prononcé en faveur de l'intimé. L'appelant a répondu à la requête libellée, que dans une assemblée des marguilliers nouveaux et anciens et des paroissiens de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes, dûment convoquée pour l'élection d'un marguillier pour l'œuvre et fabrique de la paroisse, et présidée par le curé, conformément à la loi et à l'usage immémorial et constamment suivi dans les paroisses du diocèse de Montréal, et nommément dans celle de Varennes, il a légalement été élu par la grande majorité de l'assemblée, marguillier de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes, en remplacement d'Ambroise Savaria qui sortait de

charge. L'intimé a produit une réplique générale. Des faits de la cause tels qu'ils ont été établis par l'enquête, il résulte que l'appelant a réellement eu la majorité des voix dans l'assemblée et que cette assemblée a été présidée par le curé conformément à l'usage du diocèse de Montréal et de la paroisse de Varennes en particulier, usage qui a été prouvé avoir existé de tout temps. Il est encore établi que le marguillier en charge a réclamé le droit de présider à l'encontre du curé qui a prétendu que c'était, au contraire, lui qui devait présider, d'accord en cela avec la majorité de l'assemblée. Ainsi la seule question, dans cette instance, était de savoir qui, du curé ou du marguillier en charge, devait présider l'assemblée, quand tous deux en réclamaient le droit, et c'est aussi la seule que le tribunal inférieur ait décidée, ayant déclaré nulle l'élection de l'appelant, parce qu'elle avait eu lieu dans une assemblée présidée par le curé et non par le marguillier en charge. La solution de la question jugée par le tribunal inférieur se trouve dans les propositions suivantes que l'appelant se propose d'établir d'une manière aussi succinte que possible. 1o Il n'y a aucune loi générale, aucun règlement particulier, en vigueur dans le pays, qui accorde au marguillier en charge le droit de présider les assemblées de marguilliers ou de paroisse. 2o En l'absence de telle loi ou de tel règlement l'usage constamment suivi dans les paroisses du diocèse doit servir de règle, et si le curé, en vertu de cet usage, est en possession de la présidence, comme il l'est dans la paroisse de Varennes, il doit y être maintenu. Quant à la première de ces propositions, il est à remarquer que c'est à ceux qui prétendent que la présidence, dans les assemblées de marguilliers ou de paroissiens, appartient de droit au marguillier comptable, à citer les lois ou règlements sur lesquels ils se fondent pour la lui décerner, quand l'usage la lui refuse. Pour se flatter de réussir ils doivent opposer à cet usage un titre formel fondé sur une loi positive et qui aurait eu l'effet d'abolir cet usage devenu lui-même loi. Aussi les partisans de la présidence du marguillier comptable, ne trouvant aucun titre dans aucune loi générale, croyant le découvrir dans divers arrêts de règlement du parlement de Paris faits pour des paroisses de son ressort. Il ne s'agit donc, pour l'appelant, que d'examiner quelle est l'autorité de ces arrêts de règlement en Canada, et de s'assurer si on peut regarder leurs dispositions comme faisant partie de sa législation. Il est évident que ces arrêts de règlement, postérieurs à la création du Conseil Supérieur et qui n'y ont jamais été enregistrés, n'ont, en Canada, aucune autorité comme dispositions législatives ou quasi législatives; expression dont on peut se servir en parlant de règlements qui n'émanent pas de l'autorité souveraine, mais seulement de celle des parle-

ments français. Non seulement leur effet ne s'étendait pas au delà du ressort du parlement qui les avait rendus, mais même au delà des limites des paroisses pour lesquelles ils avaient été spécialement rédigés. Si, en France, quelques auteurs ont cru pouvoir étendre ces dispositions à d'autres paroisses, et les proposer comme règles d'analogie où ces règlements n'étaient pas en vigueur, ce n'était qu'autant que leurs dispositions n'étaient pas contraires aux usages de ces paroisses, car comme le remarque Durand de Maillane, vo. Fabrique, p. 3, en parlant du règlement de Saint-Jean-en-Grève: " On ne peut s'en faire une règle littérale, à cause de la diffé- " rence des lieux et des usages," l'auteur ajoutant que sur les matières de fabrique, il n'y a aucune loi générale. C'est également avec cette restriction qu'il faut adopter ce que Dénizart, vo. Marguillier, no 49, dit d'un autre arrêt de règlement, celui pour Montfermeil, qui devait servir de règle aux paroisses de campagne du ressort du parlement de Paris. Rien ne prouve mieux que l'application de ces règlements, dans les paroisses pour lesquelles ils n'avaient pas été faits, devait être modifiée par les circonstances et l'usage, que cette indication de deux règlements différents comme devant servir tous deux de règle pour les paroisses qui n'en avaient pas. Cet égard, aux usages, du reste, ne peut surprendre, quand on sait qu'en droit canonique, les usages d'une paroisse doivent faire loi tant qu'ils n'ont pas été proscrits expressément par le législateur. Le règlement pour Montfermeil, pas plus que celui de Saint-Jean-en-Grève, ne pouvait être invoqué dans les campagnes comme règle positive et obligatoire. D'ailleurs, la diversité des dispositions de ces règlements, et souvent même leur opposition, exclut toute idée qu'on ait pu les regarder, même en France, comme devant servir de règle générale et uniforme dans les paroisses dont ils n'étaient pas expressément destinés à régir les fabriques. Beaucoup de paroisses avaient chacune leur règlement particulier. Dans la seule ville de Paris, il y avait trois différents arrêts de règlement pour les paroisses Saint-Jean-en-Grève, Sainte-Marguerite et Saint-Louis-en-l'Isle. Cette diversité, au reste, fait voir que ces arrêts n'étaient qu'une compilation faite d'après des usages locaux antérieurement suivis. Ainsi l'arrêt pour Montfermeil porte qu'il a été calqué sur les usages de la paroisse, et si on a cru pouvoir en invoquer les dispositions pour les campagnes, c'est que sans doute elles étaient plus conformes que d'autres aux usages de la campagne. Dès lors il n'est pas surprenant de voir Monseigneur Affre dans son traité de l'Administration des Paroisses, introduction, pages 13 et 14, après avoir remarqué que, peu d'années avant la révolution, les parlements multipliaient les arrêts de règlement sur l'administration des fabri-

ques dire: " Ces arrêts, accordés la plupart sur requête, " avaient consacré des usages locaux qui variaient à l'infini et " loin de servir de règle sûre, plusieurs pouvaient égarer ceux " qui auraient voulu en faire l'application à de paroisses ré- " gies par des usages contraires." Il ajoute " que les usages " avaient tellement force de loi à cette époque que les juges " s'y référaient souvent pour justifier leurs décisions." Il suffit de lire quelques-uns de ces arrêts de règlement pour se convaincre que plusieurs de leurs dispositions ne sont aucunement adaptées à l'état de nos fabriques en Canada, et susceptibles de s'appliquer à leur régie. Il en est même quelques-uns qui contiennent des dispositions qui seraient regardées en Canada, comme étranges, telles que celles qui se trouvent dans ceux pour Montfermeil et Gatines, et prescrivent aux marguilliers de remplir les fonctions de bedeau, dans l'absence de ces derniers, de présenter la chappe au célébrant, d'allumer les cierges, porter le feu pour les encensements, etc. Quant à la présidence des assemblées de paroisses, ces arrêts de règlement ne sont pas non plus uniformes, car il en est, comme celui de Saint-Jean-en-Grève, cité par Jousse en son traité de l'Administration des Paroisses, p. 343, qui la défèrent à des marguilliers d'honneur choisis dans certaines classes de la société et nommés premiers marguilliers, sans y appeler les marguilliers comptables, les seuls que nos usages reconnaissent. Au milieu des dispositions disparates que les arrêts de règlement offrent, ceux qui les invoquent devront nous expliquer, pourquoi ils adoptent plutôt telle de ces dispositions qui favorise leurs prétentions, que telle autre qui y répugne comme celle qui exige que les marguilliers élus sachent lire et écrire. Ainsi, sous quelque rapport qu'on les envisage, ces arrêts ne peuvent l'emporter sur nos usages, pas plus relativement à la présidence des assemblées qu'à tout autre objet du ressort des fabriques. Maintenant, si l'on écarte l'autorité des arrêts de règlement, on peut demander à l'intimé sur quoi il pourra fonder sa prétention de faire présider les assemblées par le marguillier en charge à l'exclusion du curé, car c'est à celui qui réclame un privilège, une prérogative comme celle de la présidence, à prouver son titre du moment qu'il n'est pas admis. On ne saurait prétendre que ce droit de présider est inhérent à la charge même de marguillier comptable, puisqu'en France il était accordé à des marguilliers d'honneur, aux seigneurs et aux curés même. Si les assemblées de marguilliers et de paroisse ne pouvaient être présidées que par le plus ancien marguillier de l'œuvre, celui qui est en exercice, ce tribunal n'aurait pas confirmé la validité d'une assemblée, comme il l'a fait dans une cause où la *Fabrique de Châteauguay* était concernée. L'appelant Reid prétendait que l'assem-

blée dans laquelle la poursuite avait été autorisée, n'avait pas été tenue suivant la loi, c'est-à-dire convoquée et *présidée* par le marguillier en charge. La Cour d'Appel a jugé que l'assemblée avait été régulièrement tenue. *Vide Reid*, appelant, et *Les curé et marguilliers de Châteauguay*, intimés (1). L'induction que l'on doit tirer de cette décision, c'est que le droit de présider les assemblées n'est pas un attribut nécessaire et essentiel de la charge de marguillier comptable, et qu'il peut être exercé par d'autres, tel que le curé; ce qui suffit pour établir que le marguillier en charge doit fonder son droit sur quelque autre titre que celui qui dérive de ses fonctions, un titre tel qu'une loi ou l'usage qui en tient lieu peut seul donner. Si l'intimé ne peut se prévaloir d'aucune autorité semblable, l'appelant peut invoquer, indépendamment de l'usage qui lui suffit, comme on le verra plus tard, des autorités, des lois mêmes du pays, qui supposent dans la personne du curé le droit qu'on prétend lui enlever, celui de présider. Dans plusieurs des ordonnances des intendants du pays, qui avaient rapport à la convocation d'assemblées de paroissiens, pour construction et réparation d'églises et de presbytères, c'est le curé qui est nommé le premier, qui convoque l'assemblée. qui en indique le jour, c'est lui qui en dresse l'acte, c'est lui enfin qui y joue le premier rôle et qui évidemment y préside. Est-il à présumer que si le curé n'avait pas été en possession du droit de présider les assemblées ordinaires de paroisses tenues pour des objets de fabrique, on aurait songé à lui faire jouer ce rôle dans des assemblées dont le but était plus étranger à ses fonctions, celles de paroissiens, convoquées pour la construction d'églises ou de presbytères? Dans aucune de ces ordonnances, il n'est question du marguillier comptable comme devant les présider. Comment imaginer que, si on eût reconnu au marguillier le droit de présider en général les assemblées de fabrique et de paroisse, on l'eût exclu de la présidence de celles dont on vient de parler? D'un autre côté, en France, ces dernières étaient présidées par le maire qui y jouait le premier et l'unique rôle. En Canada, le curé en a été président, parce que déjà il présidait les assemblées ordinaires de paroisses; présidence qui a été depuis reconnue et confirmée par les ordonnances et les lois du pays qui, depuis la cession, ont pourvu aux moyens d'ériger les

(1) On ne peut changer l'usage et la destination d'un banc d'église, sans une délibération du corps de la fabrique. L'assemblée des paroissiens, pour autoriser la fabrique à poursuivre pour recouvrer un banc illégalement vendu ou concédé, peut être convoquée et présidée par le curé. (*Reid* et *Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de Châteauguay*, C. B. R., en appel, Montréal, 1er juillet 1856, LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., DUVAL, J., et CARON, J., confirmant le jugement de C. S., Montréal, 5 R. J. R. Q., 113.)

églises et les presbytères. *Vide* l'ordonnance du Conseil Législatif, 31 Georde III, 1791, chap. 6, art. 4 ; l'ordonnance 2 Victoria, 1839, ch. 29, art. 10. Si, sous la domination française, les curés n'avaient pas présidé de semblables assemblées et qu'au contraire, elles l'eussent été par des marguilliers, et que l'on eût cru devoir changer cet ordre de choses, on trouverait quelque part l'explication de ce changement ; il en serait resté quelque trace. L'on peut dire sans craindre de se tromper que les ordonnances et les règlements émanés de l'autorité civile comme de l'autorité ecclésiastique, non seulement donnent au curé la première place, mais reconnaissent son droit de présider, car on n'y trouve aucune trace de cette distinction introduite par certains arrêts de règlement, entre la préséance et la présidence, distinction singulière et anomale par rapport au curé. Mais quand le curé, pour se maintenir dans le droit de présider les assemblées de marguilliers et de paroissiens, n'aurait d'autre titre ou d'autre autorité que l'usage, cet usage, dans les principes du droit canonique qui règle les matières de fabrique, suffit pour qu'on ne puisse l'en dépouiller. C'est ce qu'on va démontrer par la seconde proposition qui a pour objet de faire voir que, dans l'absence d'une loi ou d'un règlement formel et obligatoire sur le droit de présider les assemblées de paroisses et de fabriques, l'usage doit en tenir lieu et suffit pour le conférer et l'assurer au curé. Cette proposition ne souffre pas plus de difficulté que la première. L'influence et l'autorité de l'usage sont encore moins susceptibles d'être contestées en jurisprudence canonique qu'en jurisprudence civile. On peut même ajouter que dans les matières de fabrique, l'usage est la principale règle, l'unique même, pour résoudre et décider la plupart des questions qui s'y rattachent. Cette autorité de l'usage en France, comme en Canada, s'explique par l'absence de toute loi générale destinée à régler d'une manière uniforme l'administration des fabriques, et à faire disparaître des usages locaux, qui non seulement se sont perpétués, mais ont été même reconnus par l'autorité législative. On se rappelle le passage de Monseigneur Affre cité plus haut sur la force de ces usages locaux, et qui peut également ici recevoir son application. Le même auteur ajoute, dans un autre endroit, en parlant d'objets de fabrique, p. 70, en note, que " dans l'ancien droit, il n'y avait rien d'uniforme." Champeaux, dans son traité du Droit Civil et Ecclésiastique, tome 1er, p. 252, au sujet de l'arrêt du parlement de Paris du 18 avril 1562, des lettres patentes du 4 septembre 1619, et autres lois, qui avaient rapport à la règle des fabriques dit : " La plupart de ces mesures ou n'étaient conçues " qu'en termes vagues et généraux, ou ne réglaient que quelques " points particuliers ; en outre elles ne recevaient pas leur

" exécution dans tout le royaume. Il en résulta l'introduction " *d'une foule d'usages différents* qui se convertirent en règle- " ments particuliers." On conçoit qu'en Canada l'usage a dû avoir encore plus d'autorité, s'il est possible qu'en France, par suite de l'impossibilité où l'on se trouvait souvent de faire l'application de la législation française à un état de société nouveau, et différent sous une foule de rapports de celui qu'on rencontre dans les vieux pays. En Canada, l'usage devait nécessairement créer, par rapport à une foule d'objets, un droit particulier que les tribunaux ont dû respecter comme ils l'ont fait. On verra par les autorités citées par l'appelant combien sont nombreux les objets de fabrique qui n'étaient réglés que par l'usage, et leur variété n'est pas moins remarquable que l'autorité et l'influence que les canonistes les plus célèbres se sont accordés à attribuer à la coutume. Quant au pouvoir de l'usage en général, nous allons ajouter à l'opinion de Monseigneur Affre et de M. Champeaux, celles de deux canonistes éminents. Suivant eux, la coutume fait règle par préférence à toute autre loi. Le premier, Vannespen, veut qu'on considère d'abord la coutume et possession non interrompues dont il ne veut pas qu'on s'écarte, et ce n'est que quand l'usage est incertain, qu'il veut qu'on recoure aux synodes et aux ordonnances des princes. (Vannespen, *Ecclesiasticum universum*, t. 1er, p. 37.) Le second, Gibert, commentant Vannespen, dit qu'il faut examiner quel est l'usage, au défaut d'usage, les lois des conciles du pays et les ordonnances du prince. (Gibert, *Corpus juris canonici*, t. 2, p. 945.) Non seulement ces auteurs mettent l'usage au-dessus des arrêts, mais même au-dessus des lois de l'église et du prince, et, sous ce rapport, leur sentiment ne diffère pas de celui des jurisconsultes qui ont écrit sur le droit civil, puisque ces derniers attribuent dans les mêmes conditions, assez d'empire à l'usage pour abolir la loi et lui reconnaissent le pouvoir de se substituer souvent à ses dispositions les plus formelles. Quant aux matières de fabrique en particulier, les jurisconsultes qui sont cités journellement dans nos tribunaux tiennent le même langage que les canonistes. Guyot dit: "qu'il faut toujours consulter l'usage." Répertoire, vo. Marguillier, tome 11, p. 328, col. 1ère. Suivant Jousse, "le curé doit se conformer aux statuts du diocèse et à l'usage de la paroisse." Gouvernement spirituel et temporel des paroisses, p. 6. Telle est la puissance de l'usage que ceux mêmes qui invoqueraient les arrêts de règlement contre les usages, seraient contraints d'invoquer l'usage contre les arrêts sur une foule d'objets. Ainsi, si l'on demandait à ceux qui en appellent aux arrêts de règlement pour Montfermeil et Gatines, pourquoi les marguilliers, dans beaucoup d'autres paroisses, ne font pas les fonctions de bedeaux en l'absence de ces derniers,

pourquoi ils ne viennent pas présenter la chappe au célébrant, allumer les cierges, qu'auraient-ils à répondre, si ce n'est que l'usage y est contraire ? Aussi les auteurs qui prétendent étendre l'autorité des arrêts de règlement aux paroisses pour lesquelles ils n'ont pas été faits, sont forcés d'admettre que cela ne peut avoir lieu qu'en ayant égard à la différence des lieux et usages, comme on l'a remarqué plus haut. Il serait fastidieux de faire ici l'énumération de tous les objets qui dans les matières de fabrique, sont réglés par l'usage, quoique bien propre à faire ressortir cette vérité que, si l'usage n'est pas l'unique règle des fabriques, elle est la plus générale et la plus respectée. Les citations de l'appelant ne laisseront pas de doute à cet égard. Quant aux questions de préséance et de présidence en particulier, elles sont également réglées par l'usage. Dénisart, en disant que les lois et les jurisconsultes ont établi que lorsqu'il s'agit de rang et de *préséance*, il faut suivre ce que l'usage et la loi municipale ont établi, entend appliquer cette maxime à la présidence même. C'est ce qui résulte évidemment des mots *présidence* et *préséance* placés à la tête de son article ; vo. préséance, t. 3, p. 746, no 6. On lit dans le Répertoire de Guyot, à l'occasion de l'arrêt d'Houplin, la question suivante posée par l'auteur de l'article : " Mais si, " dans l'espèce de l'arrêt d'Houplin, le curé avait été en pos- " session de signer avant le seigneur, aurait-il dû y être main- " tenu ?" Voici la réponse, elle est conforme à tout ce que l'on a dit de la force de l'usage : " Nous ne voyons rien qui puisse " nous empêcher d'adopter l'affirmative, la prescription sert de " titre dans toutes les matières où elle n'est rejetée ni par une " loi expresse ni par les principes, etc." Répertoire de Jurisprudence, vo. Fabrique, t. 7, p. 255, 256. On ne saurait dire ici qu'il est contre les principes que le curé préside des assemblées de paroisse, puisque la législature du pays lui confère expressément ce droit relativement à celles de ces assemblées qui sont convoquées pour l'érection d'églises ou de presbytères. Boyer, après s'être prononcé en faveur de la présidence du marguillier, ne le fait qu'avec la restriction que le curé ne soit pas en possession de présider. " Il n'est pas contraire à " l'ordre des choses," dit cet auteur, " qu'un curé préside une " assemblée de laïques, qu'il recueille les suffrages et qu'il " dicte le délibéré ; c'est l'usage d'une grande province (la " Normandie), c'était l'usage primitif, et lorsqu'il s'est con- " servé dans une paroisse, les cours l'y maintiennent. Elles " considèrent que le curé, parce qu'il est honoré du sacerdoce, " n'a pas perdu les privilèges de citoyen, et que, d'ailleurs, il " n'est pas étranger à son état de présider une assemblée " occupée de l'administration des biens de l'église." Boyer, Principes sur l'administration temporelle des Paroisses, t. 1er,

sec. 2, chap. 1, p. 291. Le même auteur avait dit auparavant, page 285 : "Jusqu'à ce qu'il y ait une loi qui établisse l'uni-" formité sur les matières de présidence, les usages locaux " doivent être suivis avec une exactitude scrupuleuse." Ces considérations, la législature du Canada les a adoptées, elles les a sanctionnées de son autorité suprême, en maintenant expressément le curé président des assemblées de paroisses, ayant pour objet l'érection d'églises. C'est la preuve la plus forte qu'on puisse apporter pour maintenir qu'en Canada l'usage, comme la prescription qui en résulte, doivent avoir tout leur effet et que les principes de notre législation ne s'y opposent aucunement. Si quelques auteurs comme Boyer lui-même, ont pu dire que, de droit commun et généralement, la présidence appartenait au marguillier, ils n'ont pu, en émettant cette opinion, avoir en vue que les arrêts de règlement ou les usages qui existaient là où ils écrivaient, puisque Boyer ajoute qu'il faut respecter l'usage contraire. En Canada, on peut dire que, de droit commun, la présidence est dévolue aux curés, puisqu'elle est fondée sur un usage qui remonte à l'origine même de la colonie, qui s'est étendu à toutes les paroisses, qui a été aussi constant qu'uniforme et s'est perpétué jusqu'à nos jours. Cet usage s'explique, en outre, par l'état de société de la Nouvelle-France. Il existait dans les paroisses du diocèse de Québec, quand ce diocèse comprenait tout le Bas-Canada ; depuis que le diocèse de Montréal en a été détaché, il s'est maintenu dans les paroisses de ce diocèse sans réclamation, à bien peu d'exception près ; enfin il a acquis une telle notoriété que personne ne peut l'ignorer. Quant à la paroisse de Varennes en particulier, il est prouvé que de tout temps le curé y a présidé les assemblées de fabrique et de paroisse, sans que l'on ait tenté de faire voir que dans aucun temps le marguillier en charge ait exercé ce droit. Ce n'est qu'à une époque comparativement très récente que l'on a prétendu enlever aux curés cette prérogative. Cette question a, dit-on, été jugée pour la paroisse des Trois-Rivières dans l'année 1831. Il est difficile, sans connaître l'espèce dans laquelle cette décision a été donnée et les motifs de la cour qui l'a prononcée, de s'assurer si la question a été jugée *in terminis*. Dans ce district, la Cour Supérieure a décidé la question en faveur du marguillier en charge, dans deux causes, dans celle-ci, soumise de nouveau à ce tribunal, et dans une autre dont il n'y a eu aucun appel, c'est celle de *Damour et autres* contre *Guingues*, paroisse Sainte-Philomène (1). Mais en consul-

(1) Par la loi, le curé n'a pas droit de présider. C'est le premier marguillier ou, en son absence, le second qui préside. Le curé a le droit d'occuper la place d'honneur. L'usage d'accorder la présidence au curé n'existe pas d'une manière universelle. Il n'existe aucune prescription contre les droits des

tant les autorités invoquées dans ces causes on verra que ceux des auteurs qui sont favorables au marguillier et donnent les motifs de leur opinion s'appuyent principalement sur les arrêts de règlement que l'on a démontré n'avoir aucune force en Canada. Quant à l'assertion qui se trouve dans l'exposé des motifs du jugement dans l'une de ces causes que "le Registre des délibérations courantes doit être remis au marguillier comptable en exercice," il est à propos de remarquer que, dans nos usages, il n'existe pas de registre des délibérations courantes, c'est-à-dire de registre qui renferme seulement les délibérations qui ont rapport à la police intérieure de la paroisse, et dans lequel sont consignés les actes qui peuvent être d'un usage journalier pour le marguillier. Jousse, p. 178. C'est ce registre des affaires courantes qui doit être remis au marguillier. Il n'existe dans nos fabriques qu'un seul registre des délibérations. C'est dans ce registre qu'on inscrit les élections de marguilliers, les autorisations pour plaider, pour aliéner, enfin tous les actes qui intéressent la fabrique sans distinction des affaires courantes ou de celles qui ne le sont pas. Le registre des délibérations désigné dans les arrêts de règlement sous le non de registre courant, est un registre tout-à-fait distinct de celui tenu dans nos fabriques et que nous nommons simplement registre des délibérations, lequel fait partie des archives de la fabrique et y doit être conservé avec soin. *Vide* Jousse, p. 176, et aussi l'article 38 du règlement pour Saint-Jean-en-Grève cité par Jousse, p. 357, et l'article 37 du règlement pour Saint-Louis-en-l'Isle, idem, p. 387 ; on y trouve la distinction entre le registre courant et le registre des délibérations en général. Lorsqu'il s'est agi de produire dans les cours des extraits des délibérations du seul registre tenu dans nos paroisses, n'ont-ils pas toujours été délivrés et expédiés par le curé, le seul dépositaire de ce registre, le seul en position d'en donner des extraits en qualité de président des assemblées de fabrique ou de paroisse, qui y sont enregistrés? A-t-on jamais vu aucun de ces extraits délivré par le marguillier en charge ? Nouvelle preuve de l'usage qui les a toujours exclus du droit de présider ces assemblées. Maintenant il serait facile à l'appelant de démontrer que cet usage est non seulement conforme à l'usage pri-

notables, qui sont reconnus par la loi, et l'usage ne peut pas mettre la loi de côté. Dans le district de Québec, sur des questions analogues, l'usage n'a été d'aucun effet, et la loi a toujours repris son empire, lorsque les notables se sont adressés aux tribunaux du pays. En France, lorsque le marguillier qui présidait était incapable de rédiger les procédures, on employait un notaire pour dresser le procès-verbal, et rien dans la loi n'empêche ceci en Canada. La présidence du curé nonobstant les protestations d'une partie des notables, rend l'assemblée nulle. (*Damour et al.* v. *Guingues*, C. S., Montréal, 28 février 1857, SMITH, J., MONDELET, J., et CHABOT, J., 1 J., 94.)

mitif de ce pays, mais encore à l'usage primitif en France, comme le remarque Boyer ; qu'il était même une nécessité de l'état de société qui a régné dans la colonie, où les marguilliers, surtout dans les campagnes, étaient choisis dans une classe privée du bienfait de l'éducation élémentaire et étaient par là même incapables de présider et de diriger des assemblées souvent nombreuses dont les délibérations ont trait aux intérêts de toute une paroisse et peuvent embrasser une variété d'objets. Aussi l'on n'est pas surpris de voir nombre d'arrêts de règlement qui décernent la présidence aux marguilliers, exiger comme condition essentielle de leur admission à cette charge, l'obligation de savoir lire et écrire. Pour expliquer l'introduction d'un usage favorable au curé, il n'est pas besoin de remarquer que le Canada s'est trouvé pendant quelque temps sous la juridiction du parlement de Rouen, dans le ressort duquel les curés étaient en possession de présider. Quant à la juridiction de ce parlement en Canada, *vide* Garneau, Histoire du Canada, vol, 1er, p. 337, ch. 4, 1ère édit; Henry's, tome 1er, p. 257, Evêques *in Partibus*, 86e question. On pourrait aussi ajouter que cette présidence du curé est d'accord avec la nature de ces assemblées, qui, en Canada, ont été envisagées comme assemblées ecclésiastiques par l'intendant Duchesneau, plus conforme à la nature des biens administrés, puisqu'ils sont regardés comme biens ecclésiastiques. Nouveau Denisart, vo. Fabrique, tome 8, § 1, p. 358, no 3, dont les revenus sont sous le contrôle de l'évêque (Boyer, dans l'ouvrage déjà cité, tome 2, p. 23, 24, 25), enfin plus conformes aux matières traitées dans ces assemblées, puisqu'elles ont souvent rapport au culte divin, aux dépenses duquel les fabriques sont tenues de pourvoir. Ce sont autant d'objets sur lesquels il est très raisonnable que les ecclésiastiques aient plus d'autorité et d'influence que de simples séculiers. Toutes ces circonstances ne concourent-elles pas à prouver que ces assemblées doivent êt e présidées plutôt par des ecclésiastiques que par des laïques ? On pourrait enfin observer que l'usage qui consacre le droit du curé de présider n'offre pas la distinction introduite par les arrêts de règlement entre la préséance et la présidence, distinction qui tout en lui conservant la première place, lui fait jouer un rôle passif, un rôle secondaire qui ne saurait se concilier avec la dignité sacerdotale et le respect dont les institutions françaises avaient environné le clergé. Edit de 1695 et les notes de Champeaux dans son Recueil du Droit Civil et Ecclésiastique, tome 1er, pages 218-219. L'anomalie qu'on vient de signaler serait ici d'autant plus frappante, que le curé, par nos lois municipales, doit présider ses paroissiens chaque fois qu'ils sont convoqués pour construction d'églises ou de presbytères. Mais pourquoi s'arrêter à ces

considérations, quand on peut en faire valoir à l'appui de la présidence du curé de plus décisives encore et qui se tirent de nos lois municipales et de nos usages. On peut les résumer dans ce peu de mots. Pour exercer légalement un privilège, une prérogative quelconque, il faut un titre qui ait sa source soit dans une loi positive, ou dans une possession et un usage constants. Le marguillier ne peut, en ce pays, se fonder sur aucune loi, encore moins sur l'usage pour réclamer la présidence, le curé, au contraire, peut invoquer des ordonnances et des règlements émanés des autorités civiles et ecclésiastiques, qui supposent et reconnaissent son droit de présider, et surtout il peut invoquer un usage aussi constant qu'uniforme et qui prévalait même en France sur le croit commun, comme le remarque Boyer, vol. 1er, p. 286. Aussi cet usage suffit-il pour qu'on ne puisse être admis à contester son droit. L'appelant peut donc nourrir l'espoir que le jugement dont il a interjeté appel sera infirmé, et qu'aux yeux de ce tribunal son élection régulière sous tous les rapports, ne saurait être affectée parce que l'assemblée qui l'a élu, a été présidée par le curé de la paroisse comme toutes celles qui l'avaient précédée. Aussi, se flatte-t-il qu'il sera maintenu dans la charge qu'il tient de la confiance de ses co-paroissiens. Cette décision en confirmant l'état de chose actuel contribuera puissamment à faire régner l'ordre et l'harmonie dans les assemblées de fabriques et de paroisses. Du reste, ces corporations, pour être sous le contrôle salutaire du clergé, n'en ont pas été moins administrées en général, au coin d'une bonne économie et de la plus parfaite honnêteté. Telle est l'opinion de l'historien du Canada. Garneau, Histoire du Canada, tome 1er, p. 358, 360, 1ère édition.

Autorités invoquées par l'appelant: Quant aux ordonnances des intendants, qui avaient rapport aux assemblées de paroisses pour construction et réparation d'églises, *vide* Recueil des Édits et Ordonnances, édit. 8e, tome 2, p. 447, Ordonnance du 25 janvier 1716; p. 572, jugement du 26 mars 1745; p. 575, jugement du 22 avril 1745; p. 588, jugement du 24 juillet 1749; tome 3, p. 232, jugement du 21 avril 1727; p. 329, jugement du 14 septembre 1739; p, 335, jugement du 18 janvier 1742; p. 372, jugement du 23 octobre 1748; p. 373, 374, jugement du 9 novembre 1748; c'est le curé qui, d'après ces ordonnances, est nommé le premier, convoque les assemblées, en fixe le jour, souvent en dresse l'acte et remplit en général les fonctions de président. Nos lois municipales en conférant la présidence de semblables assemblées au curé, n'ont fait que confirmer les anciens usages. Du reste, en France même, il arrivait souvent que les curés présidaient les assemblées de fabriques ou de paroisses. Durand de Maillane, Dic-

tionnaire de Droit Canonique, vo. Droits Honorifiques, tome 2, p. 421, 422. Arrêt du parlement de Toulouse, du 14 juillet 1769. On y trouve la décision suivante : " auxquelles clôtures des comptes de marguilliers et administrateurs les curés de Pailhés, Menay, Pujagon et Madière, présideront chacun en droit soi conformément à l'article XVII de l'Edit de 1695, etc. Gibert, Institutions Ecclésiastiques, édit. de 1760, 1 vol. 4e : " Ils (les curés) ont droit de présider à l'élection des marguilliers." De Combes, Recueil tiré des Procédures civiles de l'officialité de Paris, tome 2, chapitre 3, p. 346. On y trouve la formule suivante de l'acte d'élection d'un marguillier. " L'an " 1694, le dimanche, dernier jour de février, après la convo- " cation au prône, issue de vêpres, au son de la cloche en la " manière accoutumée, moi, Germain des Mar, prêtre, curé de " Moussigné et de la Frette, son annexe, me suis transporté " dans le lieu de la Frette pour élire un marguillier, pour " recevoir les deniers de la fabrique dudit lieu, et faire la " dépense ; après la collection des voix a été nommé Pierre " Frémont pour exercer et faire ladite charge par les habi- " tants et les témoins qui ont signé les jour et an que dessus." La formule d'acceptation avec l'assignation commence ainsi : " Mtre Germain des Mar, prêtre et curé de la paroisse de Mousigné." Ce qui indique évidemment que le curé jouait le premier rôle et présidait à l'assemblée où était nommé le marguillier. Boyer, Principes sur l'administration temporelle des Paroisses, tome 1er, p. 287. L'auteur cite des arrêts en faveur de la présidence du curé et nommément celui du 21 février 1784. Et en parlant de ce dernier arrêt, il ajoute : " Le parle- " ment accordait la présidence à la *possession alléguée par le* " *curé*, et non au droit attaché à son caractère." Ainsi, cet arrêt du parlement de Paris confirme la prétention des appelants, qu'ils fondent sur l'usage et la possession du curé en Canada, de présider. L'arrêt de règlement pour la paroisse de Courcité, du 7 septembre 1758, (Code des Curés, t. 3, p. 333), et celui pour la paroisse de Guiry, du 27 août 1763 (id. 381), donnent la présidence au seigneur, au justicier de préférence au marguillier. Il résulte des autorités ci-dessus, que le droit de présider les assemblées de fabrique n'est pas nécessairement attaché à la qualité de marguillier comptable, puisqu'en France elles étaient présidées tantôt par le seigneur, tantôt par le marguillier d'honneur et tantôt par le curé même, comme en Canada.

Autorité de l'usage relativement à une variété d'objets en matière de fabriques : Durand de Maillane, Dictionnaire de droit Canonique, vo. Cloches, tome 1er, p. 516, col. 1ère. Cependant à l'égard de l'usage de la sonnerie et de son emploi, on doit suivre l'*usage* de chaque église. Rousseau de La Combe,

Jurisprudence Canonique, vo. Cloches, p. 145, col. 1ère. A Paris, le profit de la sonnerie appartient à l'œuvre ou fabrique, c'est le droit commun ; cependant ailleurs il faut consulter l'usage. Ainsi l'usage l'emporte sur le droit commun. Héricourt, Lois Ecclésiastiques de France, troisième partie, ch. 9, page 542 ; Des Droits Honorifiques, col. 2. Il faut donc là-dessus (les Droits Honorifiques) consulter l'usage. Ancien Denisart, vo. Marguillier, tome 3, p. 242, no 8. Election d'un marchand comme marguillier, déclarée nulle, parce que l'usage étant de ne déférer cette qualité qu'aux personnes notables, on ne devait pas y nommer un marchand, quoique riche. Sallé, Code des Curés, tome 1er, p. 84. D'après les ordonnances, déclarations et édits que l'auteur cite, les paroissiens en général sont chargés de l'obligation de loger le curé. " Cependant, " dans l'*usage*, ajoute l'auteur, on distingue les paroisses des " villes, d'avec celles de la campagne. Dans les premières, ce " sont les fabriques qui sont tenues de fournir le logement du " curé, quand elles ont des revenus suffisants." De Combes, Recueil tiré des procédures civiles de l'officialité de Paris, tome 2, ch. 3, p. 404, cite un arrêt de règlement qui ordonne que les assemblées pour les affaires de la fabrique de la paroisse de Sainte-Croix, se feront en la *manière accoutumée*. Code des Curés, tome 3, ch. 4, p. 243. Le procureur général, à l'occasion de l'arrêt de règlement pour la fabrique de Montfermeil du 25 mai 1745, dit " qu'il a cru seulement devoir y " ajouter ce qui lui a paru spécialement nécessaire à la " paroisse dont il s'agit, relativement à des usages particu- " liers dont il a été instruit par des mémoires qui lui ont été " remis." Voici donc des usages sanctionnés par un arrêt de règlement même. L'ordonnance de George III, ch. 6, 1791, relative à la construction et réparation des églises, se réfère à la loi et à la *coutume* antérieure à la conquête, art. 1 et 3. Lucet, Principes du Droit Canonique universel ou Manuel du Canoniste, tit. 5, ch. 1, p. 15 et 16 : " Leur élection (celle des " marguilliers) dépend de *la coutume* ou de la volonté des " fondateurs. Mais l'usage presque général et un très grand " nombre de conciles veulent que le curé intervienne toujours " dans cette élection." " Néanmoins, il est quelquefois exclu " par une loi expresse de la fondation ou par une *coutume* " *ancienne et non interrompue*, et dans ce cas, le pasteur " exclu doit représenter aux électeurs qu'ils ne peuvent choi- " sir que ceux qu'ils jugeront, devant Dieu, les plus convena- " bles pour administrer comme il faut, les biens de l'église et " des pauvres. Ils (les marguilliers) prêtent ce serment (celui " dont l'auteur a parlé plus haut), tantôt entre les mains du " curé, tantôt entre celles du magistrat ou d'un premier offi- " cier, suivant que l'ordonne la *coutume* de chaque paroisse."

L'auteur remarque, en note, que d'après le droit ecclésiastique de France, il ne paraît pas que les curés soient exclus nulle part de l'élection des marguilliers. Guyot, Répertoire de Jurisprudence, vo. Marguillier, tome 12, p. 328, col. 1ère. " Il faut toujours consulter l'usage." On pourrait multiplier davantage les autorités sur ce point, mais celles-ci suffisent pour prouver que l'usage dans les matières de fabriques est la principale, sinon l'unique règle que les tribunaux doivent suivre. Les parlements y avaient égard dans les règlements qu'ils faisaient, et dans ce pays où les tribunaux n'ont pas le droit de faire des règlements sur ces matières, ils ne peuvent avoir d'autre règle que l'usage pour décider les questions qui y ont rapport. Les règlements émanés de l'autorité ecclésiastique, comme ceux émanés de l'autorité civile, en ce pays, reconnaissent le droit du curé de présider les assemblées de fabriques. Les statuts synodaux du diocèse de Québec qui doivent servir de règle, suivant Jousse lui-même, p. 6, sans dire formellement que c'est au curé à présider, supposent par leurs différentes dispositions que c'est lui qui doit exercer ce droit ; *vide* le Rituel du diocèse de Québec, publié en 1703, à Paris, et les statuts synodaux, 9 novembre 1690, qu'il contient. Aucune dépense extraordinaire ne peut se faire sans le consentement du curé, rien d'important ne se fait sans lui. Il signe tout ; c'est à lui à faire élire les marguilliers, conséquemment c'est à lui à convoquer l'assemblée où on les élit. La formule même de compte que rend le marguillier " compte que rend pardevant M. le Curé ou l'Archidiacre " qui, lui-même représente l'Evêque, ne peut laisser de doute qu'il ne doive présider l'assemblée où il reçoit les comptes. Le curé doit toujours aussi être présent à tout, présence qui est également obligatoire d'après le règlement du Conseil Supérieur du 12 février 1675. Recueil des Edits et Ordonnances, tome 2, p. 57, édition 8e. Il est à remarquer que, quand le curé est nommé le premier, comme il l'est dans plusieurs des actes émanés de l'autorité civile et ecclésiastique en ce pays, il a par là-même, le droit de présider ; car, de droit commun, celui qui a la préséance, a également la présidence, à moins que par une disposition expresse et anomale comme celle de plusieurs des arrêts de règlement, on ne divise les fonctions de la présidence entre le curé et le marguillier comptable. Quant au droit des évêques de faire des ordonnances sur des objets de fabrique, *vide* Champeaux, Droit Ecclésiastique, tome 1er, p. 235 et 236. l'Edit de 1695, cité par l'auteur, art. 36, et les autres ordonnances et édits antérieurs, cités aussi par l'auteur. Quant à la convocation des assemblées, on ne peut rien induire du mode dont elle se fait, en faveur de la présidence du marguillier. Ce mode variait suivant les règlements, et dans leur absence

était réglé par l'usage qui en cela, comme pour tout autre objet de fabrique, servait de règle. Boyer, tome 1, tit. 2, sect. 2, p. 311. L'auteur, même page, *in fine*, ajoute qu'il paraît que le curé pourrait avoir la prétention de convoquer, de son chef, dans les paroisses où il préside, les assemblées en vertu d'un règlement ou d'un *usage particulier*. Ainsi, le curé, en Canada, pourrait avoir cette prétention, puisqu'il est en possession de présider. Du reste, c'est lui qui convoque l'assemblée au prône, le rôle du marguillier se borne à demander cette convocation. D'ailleurs, le droit de convoquer n'est pas tellement lié à celui de présider qu'il n'en puisse être séparé, puisque Boyer, *ibid.*, p. 312, en note, remarque qu'en Normandie, les curés président les assemblées quand il n'y a pas de marguillier d'honneur, et, cependant, c'est le second marguillier en charge qui convoque, ce qui, néanmoins, ne lui donne pas le droit de présider. De ce que les fabriques sont des corps laïcs, on ne peut en conclure que leurs assemblées ne peuvent être présidées par des ecclésiastiques. En France, combien d'assemblées laïques comme les assemblées de charité, celles concernant les hôpitaux et autres, étaient présidées par des ecclésiastiques. Jousse, p. 471, règlement du 4 novembre 1763, pour Saint-Barthélemy, article 6. Durand de Maillane, vo. Hôpital, tome 2, p. 194. Déclaration du 11 décembre 1698, article 10. Aussi Boyer, tome 2, p. 191, dit-il expressément, qu'il n'est pas contre l'ordre des choses qu'un curé préside une asssemblée de laïcs. En ce pays, cette présidence ne saurait être contre l'ordre, puisque la loi confère expressément au curé la présidence des assemblées de paroisses convoquées pour construction ou réparations d'églises. Il serait donc absurde de prétendre qu'il est contre les principes de notre législation qu'un ecclésiastique préside une assemblée laïque. L'intimé a prétendu que le curé, n'étant que le premier fabricien, ne pouvait être le premier marguillier. En supposant la chose vraie, il ne s'ensuivrait pas que le curé ne pourrait pas présider. Mais le parlement de Paris reconnaissait au contraire le curé comme le premier marguillier, puisque, par son arrêt du 29 mai 1727, il a jugé qu'en sa qualité de *premier marguillier*, le curé ne pouvait reprendre un procès, s'il était désavoué par tous les marguilliers et les habitants. Jousse, p. 174. L'intimé a encore invoqué l'arrêt rendu pour la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, le 23 juillet 1707, (Code des Curés, tome 4. p. 258). Cet arrêt ne peut être cité comme favorable à ses prétentions. Le curé n'était pas en possession de présider, c'était au contraire le premier marguillier qui était en possession de proposer, de recueillir les voix, enfin, de présider. Aussi, le curé, en faveur de qui l'arrêt a été rendu, n'avait-il pas réclamé ce droit. Que le marguillier ait été maintenu dans sa pos-

session, que l'usage de la paroisse ait été respecté, rien de plus juste, puisqu'il en faut toujours revenir à l'usage sur le droit de présider, et d'autant plus à celui suivi en Canada, que, suivant Boyer, il est conforme à l'usage primitif et que, quand il s'est conservé dans une paroisse, les tribunaux le respectent.

Citations de l'intimé: Les arrêts de règlement rendus en France concernant les fabriques, depuis l'établissement du Conseil Supérieur de Québec, étaient conformes à *l'ancien droit*, et nommément, celui rendu pour la paroisse de Saint-Jean en-Grève. L'abbé Affre, p. 445, note 1, éd. de 1835; De Champeaux, 1 vol., p. 251. Les deux arrêts exceptionnels, cités par l'appelant, pour démontrer que ces arrêts ne reposent pas sur le *droit commun*, mais sur les usages locaux, sont l'arrêt du parlement de Rouen et celui du parlement de Toulouse. Or, (quant au premier) en Normandie, plusieurs causes particulières existaient qui faisaient exception au droit commun de la France, de même que sa coutume excluant la communauté de biens y faisait exception. Voir ces motifs dans le 1er vol. de Maréchal, éd. de 1762, pp. 272, 273. Mais, encore faut-il observer qu'en Normandie il y avait des assemblées du *bureau ordinaire dans les campagnes*, ce qui n'avait lieu dans les autres provinces, que pour les *villes*. Nouv. Den., vo. Fabriques des paroisses, § 4, no 4, p. 363; Merlin, vo. Assemblée, § 4, p. 109. Encore, dans ces assemblées du *bureau ordinaire*, en Normandie, le curé ne présidait pas de droit, mais seulement en l'absence du marguillier d'honneur. Nouv. Dén., *loco citato*. Quand aux *assemblées générales*, en Normandie, comme dans toutes les autres provinces de la France, le curé n'en était pas le président. Nouveau Den., *loco citato*. Quant au second arrêt cité comme exception au droit commun; celui du parlement de Toulouse, cité par Durand de Maillane, vo. Droits honorifiques, il suffit de remarquer qu'en Provence, il n'existait pas alors de fabriques régulièrement organisées et distinctes des communautés d'habitants. 1 vol. De Champeaux, p. 251, à la note. Dans cet arrêt du parlement de Toulouse, le seigneur est déclaré être le président des assemblées qui servaient tant aux fabriques qu'aux communautés en Provence. Durand de Maillane, Droits honorifiques. Quant à la présidence des curés, *en droit soi*, mentionnée en cet arrêt, ce n'est que pour la reddition des comptes des marguilliers, et cette présidence est basée sur l'art. 17 de l'Edit de 1695 qui ne donne pas cette présidence; mais seulement le droit de *revoir* et *d'examiner* les comptes des fabriques ainsi que le remarque l'auteur de l'ancien Denisart, vo. Fabriques, no 23, p 389. Evidemment il y erreur dans cet arrêt, et l'abbé de Boyer le reconnaît. De Boyer, 1 vol., p. 285. A part de ces deux arrêts *exceptionnels*,

dont l'un est entaché d'erreur, et dont l'autre ne donne la présidence au curé qu'en l'absence du marguillier d'honneur, tous les autres arrêts constatent le droit commun de la France. Celui du 23 juillet 1707 pour la paroisse de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, avait été rendu par l'ordonnance de l'archevêque de Paris en date du 1er novembre 1698, en sorte que les autorités ecclésiastiques ont elles-mêmes concouru à la formation de ce droit commun. Jousse, Gouv. des paroisses, page 179, § 12, no 3; Mémoires du Clergé, 3 tome, p. 1156, et p. 1225, éd. de 1716. En France, la présidence n'était pas même reconnue par les lois pour les hôpitaux et ladreries. L'abbé Fleury, Inst. au droit Eccl., 1 vol., p. 506; Jousse, sur l'Edit de 1695, p. 427, art. 11 de la Décln de Ls XIV, du 12 déc. 1698. Les fabriques sont des corps laïcs et des gens de mainmorte. Jousse, p. 5 et 6; Durand de Maillane, tome 3, vo. Fabrique, p. 346; Anc. Den., vo. Fabriques, p. 329. Les biens des fabriques sont des biens ecclésiastiques, quant à *leur destination*, mais seulement dans ce sens, qu'ils *participent aux privilèges dont jouissent les biens du clergé;* c'est-à-dire qu'ils sont exempts des droits d'aides, de taxes, de cotisations, etc. Anc. Den., vo. Fabriques, no 10, 11, etc. Mais leur administration est *temporelle;* et tout ce qui dépend de cette administration est porté devant le juge royal. Jousse, sur l'Edit de 1695, art. 17. pp. 107, 109. Le curé n'est que le premier fabricien et n'est donc pas le premier des marguilliers. Les marguilliers étant au-dessus des fabriciens qui ont le droit de les élire et formant le corps exécutifs des fabriciens, il est tout naturel de dire que le premier des fabriciens ne saurait être leur président. Jousse p. 287, no 10. Les registres sont autant sous la garde des marguilliers que du curé. Jousse, p. 175, 176. L'extrait des registres, donné par le premier marguillier serait aussi authentique que celui que le curé donnerait. L'abbé De Boyer, 1 vol., p. 282, 326, 327 et 333; L'abbé Affre, p. 77, éd. de 1835. En France, les procès-verbaux des délibérations étaient redigés tantôt par un secrétaire, tantôt par un notaire. 1 vol. l'abbé De Boyer, pp. 282, 327, 331, 333, 335, 337; 2 Code des Curés, p. 324, arrêt du 11 avril 1690, p. 326, le notaire au Châtelet Carnet préposé, &c., &c.; Rép. de Guyot, vo. Marguillier, note 1, p. 327, formule, &c. Le droit de convoquer réside dans la personne du premier marguillier. En Canada comme en France. Jousse, p. 121; 1 vol. Boyer, p. 312-315. Or le droit de convoquer comporte le droit de présider. 1 vol. Boyer, p. 312; Wilcox, on Corporations, no 69, p. 45. Ceci résulte de ce que le marguillier sortant est obligé de se faire remplacer. Rép. de Guyot, vo. Marguillier, p. 329, 1ère col., 6 al.; L'abbé Afire, p. 16, éd. 1845; L'abbé Boyer, p. 5 et 6, et le marguillier sortant a le droit de proposer son

successeur. L'abbé Affre, *loco citato*. Mais si l'élection était faite sans opposition, elle serait bonne. 1 vol. De Boyer, p. 318, et il cite Henrys. L'usage n'était pas toujours suivi en France. 1 vol. l'abbé Fleury, p. 47 ; Papon, liv. 3, p. 227 ; Nouv. Den., vo. Fabriques des paroisses, p. 364, no 5. Il faut que cet usage soit fondé sur les *jugements*. L'abbé Fleury, 1 vol., 47. Or des jugements ont été rendus en Canada, dans tous les anciens districts, accordant la présidence au premier marguillier ; à Montréal : *Lefebvre* vs *Thibert* (1) ; *Damour* vs *Guingues* (2) ; *Brodeur* vs *Senécal* (3). La possession était aussi mise de côté. Anc. Den., vo. Fabrique, no 19, 2e col., 1er al. En Canada, l'usage n'a pas prévalu quand il s'est agi d'appeler les notables aux assemblées. *Mandamus* quant à la paroisse de Saint-Hyacinthe et autres paroisses.

LAFONTAINE, J. en C. : L'intimé était le demandeur en cour de première instance. Prétendant avoir été légalement élu marguillier de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Varennes, et qu'au contraire l'appelant, qui était en possession de cette charge, n'avait pas été lui-même régulièrement élu, il présenta une requête à l'effet de faire déclarer nulle l'élection de ce dernier, puis de faire déclarer que lui, l'intimé, avait le droit d'exercer la charge de marguillier depuis le 1er janvier 1858. Le curé de Varennes convoqua l'assemblée des paroissiens en la manière ordinaire. Au jour fixé, deux personnes réclamèrent le droit de présider, le curé et le marguillier en charge. Dans le fait, il n'y eut qu'une assemblée. Le curé déclara l'appelant dûment élu, et le marguillier en charge qui croyait avoir le droit de présider, en fit autant de son côté et déclara l'intimé dûment élu. Le curé rédigea acte de son élection, et le marguillier en charge fit rédiger acte de la sienne par un notaire. La seule question de droit soumise à notre décision est celle de savoir qui, du curé ou du marguillier, a le droit de présider en pareil cas. Le demandeur a, dans sa requête, non seulement prétendu s'appuyer sur une loi quelconque, qui pouvait se trouver écrite quelque part, étendant son empire sur tout le Bas-Canada, et donnant expressément la présidence aux marguilliers à l'exclusion des curés, mais il a encore invoqué l'usage *immémorial* suivi en Canada. Il a très bien fait, car l'usage qui fait loi très souvent, surtout en ce qui concerne les fabriques et les matières ecclésiastiques, était sa seule ancre de salut, s'il ne réussissait pas à mettre le doigt sur cette prétendue loi écrite, mentionnée d'une manière un peu vague dans sa requête. De loi écrite, expresse, à l'aide de

(1) Cette cause n'est pas rapportée.

(2) *Suprà*, p. 298.

(3) Cette cause n'est pas rapportée.

laquelle l'intimé voudrait soutenir sa prétention, il n'y en a pas. Quelques lois écrites que nous possédons en Canada, et qui, par analogie, peuvent avoir trait à la question, ont été, il est vrai, promulguées par notre législature. Mais ces lois, loin de venir au secours de l'intimé, militent en faveur de son adversaire, c'est-à-dire que ces lois reconnaissent le droit des curés de présider. Je les citerai bientôt. L'intimé s'est reposé sur quelques arrêts de règlement intervenus pour quelques paroisses en France. Ces arrêts sont presque tous, sinon même tous, postérieurs à l'établissement du conseil souverain de Québec, et n'y ont pas été enregistrés. Du reste, comment pouvait-on raisonnablement ordonner qu'ils y fussent enregistrés ? Ces arrêts ne portaient pas de règlements qui fussent susceptibles d'une application générale en France. Ils se bornaient à reconnaître l'existence de certains usages locaux, et à sanctionner ces usages comme devant avoir force de loi dans les circonscriptions territoriales où ils existaient déjà. Mais ces usages n'étaient pas les mêmes partout. Ils différaient dans chaque paroisse pour ainsi dire. Pour cette raison là-même, les arrêts qui, dans l'occasion, proclamaient leur existence, devaient nécessairement décréter, et décrétaient en effet, des règlements qui différaient les uns des autres, chacun de ces règlements ne pouvant être, par conséqnent, mis pleinement en vigueur que dans la paroisse ou la localité pour laquelle il était fait. Lequel de ces arrêts de règlement, particuliers à certaines paroisses en France, devrons-nous adopter, pour venir au secours de l'intimé ? Si nous adoptons l'un, nous devons nécessairement rejeter l'autre. D'un autre côté, si l'on nous propose d'adopter le dernier, l'on doit nécessairement s'attendre au rejet du premier. Nous sommes donc dans l'impossibilité de faire un choix ; et si nous sommes dans cette impossibilité, c'est parce que les arrêts qu'on présente à notre adoption (en nous disant, prenez, en voici un, en voici un autre, ils sont différents, il est vrai, mais prenez toujours), n'établissent pas une règle qui soit ou puisse être susceptible d'une application générale, universelle. Mais, il y a plus, c'est que l'intimé, en nous proposant d'adopter soit l'un, soit l'autre de ces règlements, ne nous propose pas de l'adopter en entier. Il veut que l'on n'adopte que la partie qui ne répugne pas au sentiment qu'il a de sa dignité, bien ou mal entendue. Il ne veut pas entendre parler de la partie de l'un de ces règlements, qui, si elle était adopter en Canada, l'asservirait, dans l'occasion, à remplir le rôle de simple bedeau. Les raisons que je viens de donner m'empêchent de reconnaître que les arrêts particuliers à quelques paroisses en France, que l'intimé nous a cités, puissent avoir force de loi en Canada. L'intimé n'a donc pas réussi à établir l'existence d'une loi

écrite, positive, qui vienne appuyer sa prétention. Il lui reste, néanmoins, le second moyen énoncé dans sa requête, celui fondé sur l'usage. L'usage est un fait qu'il faut constater d'une manière ou d'une autre, avant que l'on puisse reconnaître qu'il a, ou qu'il aura force de loi. Sur ce point, le savant avocat de l'intimé, qui a très habilement soutenu la cause de son client, est trop candide pour ne pas admettre qu'il a complètement failli à prouver que l'usage fut en sa faveur. Non seulement, au dire des témoins de l'appelant, mais encore au dire des témoins de l'intimé, l'usage constant, invariable, a été et est que, dans la paroisse de Varennes, ainsi que dans presque toutes (sinon même toutes) les autres paroisses du pays, les assemblées tenues aux fins de nommer ou élire les marguilliers, ont été et sont encore présidées par les curés. Ainsi la preuve de l'usage en cette matière, est acquise, non à l'intimé, mais bien à son adversaire ; et elle est acquise à celui-ci de la manière la plus ample et la plus claire qu'il soit possible de concevoir. Il est pleinement démontré que, dans la paroisse de Varennes, l'occasion dont il s'agit a été la première où l'on ait tenté de mettre en question le droit du curé de présider. Le curé de Varennes était donc dans la possession de ce droit depuis l'établissement de cette paroisse. J'ai dit plus haut que nous avions des lois écrites qui, par analogie, venaient au secours de l'appelant. Ces lois n'ont fait que consacrer une règle constamment mise en pratique dans ce pays sous la domination française, et reconnue par divers jugements des tribunaux existant à cette époque. Je n'en citerai que quelques-uns ; mais comme, par leurs dates, ils se rapprochent du temps de changement de domination, et qu'en outre, ils sont presque tous uniformes, ils serviront mieux à rendre raison des deux lois portées sur la matière depuis ce changement de domination. Il y a le jugement de l'intendant Hocquart du 5 juillet 1732 : " l'acte d'assemblée des habitants ", des habitants de Saint-François-de-Sales-en-l'Ile-Jésus, " fait en présence du " Sieur Jean Lyon de Saint-Ferréol, supérieur des Missions " de Québec, &c." Jugement de l'intendant Bigot, du 23 octobre 1748 : " Nous, ayant égard à ladite requête, ordonnons " que, par ledit Sieur curé, il sera incessamment convoqué une " assemblée des habitants de ladite paroisse, &c., de laquelle " assemblée il sera dressé acte par ledit Sieur curé." Jugement du même intendant constatant qu'un état de répartition était signé par le curé comme étant celui qui avait présidé à sa confection. Jugement du même intendant, du 14 janvier 1749, constatant un fait semblable ; autre jugement du même intendant, du 10 juin 1749. Tous ces jugements, et plusieurs autres que l'on pourrai citer, lesquels ne concernent, il est vrai, que les constructions ou réparations d'églises et de

presbytères, établissent au delà de tout doute, que les assemblées requises à cet effet étaient tenues, presque toutes, en la présence du curé, ou d'un autre ecclésiastique délégué exprès, et que le curé, ou cet ecclésiastique, y jouait le principal rôle, c'est-à-dire qu'il présidait et rédigeait l'acte constatant le résultat des délibérations. Nous n'y voyons jamais les marguilliers remplir ce rôle principal ; nous ne les voyons pas même, dans aucune occasion, appelés le moins du monde à le faire. Tel était l'état de choses existant, lorsqu'est arrivé le changement de domination, état de choses qui a dû se continuer jusqu'à la promulgation de l'ordonnance du Conseil Législatif, de 1791, chap. 6, concernant la construction ou la réparation des églises, &c., dans laquelle ordonnance, il est dit expressément que les assemblées convoquées pour ces objets seront présidées par les curés, disposition qui est reproduite dans l'ordonnance du Conseil Spécial de 1839, ch. 29, sur le même sujet. L'introduction, en Canada, du principe sur lequel se repose l'appelant, n'a rien qui doive surprendre. L'usage avait établi en Normandie la présidence du curé. Les premiers habitants du Canada étaient pour la plupart originaires de cette province. En outre, nous avons été pendant quelque temps, régulièrement ou irrégulièrement, sous la juridiction du parlement de Rouen, et de plus, sous la juridiction de l'archevêque de Rouen. Le journal manuscrit des RR. PP. Jésuites, dont l'original est à Québec, nous apprend que, "le 15 août 1653, "fut annoncé le jubilé, sous l'autorité de Monseigneur l'Ar-"chevêque de Rouen, qui en avait ici envoyé le mandement "de le publier. Son mandement doit être conservé dans les "archives comme *pièce authentique de la continuation de* "*possession* que le susdit seigneur archevêque a déjà prise par "quelques autres actes du gouvernement spirituel de ce pays. "Cette publication toutefois du jubilé sous son nom et auto-"rité, est," ajoute le même journal, "le premier acte qui ait "paru notoirement dans le pays, qui est d'autant plus authen-"tique qu'il s'est fait en la présence du gouverneur, etc." Tout cela peut rendre compte de l'introduction, dès le commencement de la colonie, de l'usage de la présidence du curé. Du reste, cette présidence n'a rien qui soit contraire à l'exercice des droits des fabriciens. Le curé est peut-être la seule personne qui, par sa position, présente le caractère d'un officier impartial, qui ne doit point prendre part aux luttes, ni pour l'un ni pour l'autre des partis. Il est en quelque sorte (pour emprunter le langage de nos institutions modernes), un officier rapporteur en titre, agissant *ex officio*, comme le font, dans d'autres occasions, certains autres officiers publics. Je dois m'abstenir d'en dire davantage sur la question de droit, car je ne pourrais le faire sans m'approprier la plus grande

partie de l'habile factum du savant conseil de l'appelant, dont j'approuve presque tous les raisonnements. Je les approuve d'autant plus que je vois avec plaisir qu'il a puisé tous les principes qu'il a énoncés et soutenus, exclusivement dans l'ancien droit ecclésiastique de la France, qui est celui du Bas-Canada, et, par conséquent, celui d'après lequel nous avons fait serment de juger. Jugement confirmé à l'unanimité. (4 J., 213.)

CHERRIER, DORION & DORION, avocats de l'appelant.

LAFRENAYE & PAPIN, avocats de l'intimé.

DOMMAGES.—SAISIE-ARRET AVANT JUGEMENT.—PROTONOTAIRE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,

MONTRÉAL, 22 juin 1874.

Présents: TASCHEREAU, J., RAMSAY, J., SANBORN, J., et LORANGER, J. *ad hoc*.

HUGH MCLENNAN *et al.*, demandeurs en cour de première instance, appelants, *et* RENÉ-AUGUSTE-RICHARD HUBERT *et al.*, défendeurs en cour de première instance, intimés.

Jugé: Que le protonotaire n'est pas responsable des dommages causés par l'émission illégale d'un bref de saisie-arrêt avant jugement, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il ait agi de mauvaise foi, ou sans cause raisonnable ou probable.

Le 30 et le 31 octobre 1871, les demandeurs donnèrent aux défendeurs l'avis requis par l'article 22 du Code de Procédure Civile, quant à l'action en dommages qu'ils avaient l'intention d'intenter contre eux, à raison de certains actes par eux faits dans l'exercice de leurs fonctions, comme greffiers de la Cour de Circuit pour le district de Montréal. Par leur action, les demandeurs réclament des défendeurs, en leur qualité de greffiers conjoints de la Cour de Circuit, des dommages au montant de $300, parce que les défendeurs ont émis illégalement un bref de saisie-arrêt avant jugement de la Cour de Circuit pour le district de Montréal contre une barge appartenant aux demandeurs. Par leur déclaration, les demandeurs alléguaient que, sur un affidavit insuffisant de A. Marcile, un bref de saisie-arrêt avant jugement avait été émis, à la réquisition de ce dernier, sans allégation suffisante, et contrairement à la loi qui attribue bien un privilège au maître et à l'équipage pour gages durant le dernier voyage, mais ne leur accorde aucune saisie conservatoire ni aucune saisie-arrêt

avant jugement. Les demandeurs, de plus, alléguaient qu'ils avaient fait déclarer cette saisie-arrêt illégale, sur leur motion à cet effet, et que les défendeurs, comme greffiers conjoints, étaient tenus de savoir que, sur cette question, quant au droit du maître ou de l'équipage de saisir-arrêter le bâtiment pour gages, la loi ne leur donne pas le pouvoir de saisir-arrêter avant jugement une barge pour le paiement de tels gages; suivant les décisions qui ont été rendus précédemment par la Cour Supérieure, en revision, à Montréal, dans les causes de *Delisle* v. *l'Ecuyer* (1), et *Dagenais* v. *Douglas* (2). Les défendeurs contestèrent cette action, par diverses défenses, et entre autres, par une défense au fond en droit. Par cette dernière défense, les défendeurs prétendent que les demandeurs n'ont aucun droit d'action contre eux; qu'ils sont, par la loi, tenus, sur la demande qui leur en est faite par l'avocat, accompagnée d'un affidavit, d'accorder, suivant l'article 2383 du Code Civil, la saisie-arrêt en question. Que les défendeurs ne sont pas juges de la valeur légale de la suffisance de l'affidavit.

Le 22 mars 1872, la Cour Supérieure, MACKAY, J., a renvoyé la défense en droit.

MACKAY, J.: This is an action of damages against the prothonotary, for issuing a seizure, against plaintiff's barges, without sufficient cause. It is alleged that the affidavit was insufficient to justify an attachment before judgment, and that the prothonotary should have known that the Court of Review had decided that a seaman had no right to an attachment on a vessel for his wages. And, besides, that he has a privilege only for his wages for the last voyage, and it is not alleged that this was for the last voyage. A demurrer is filed to the action, but I consider the declaration, if proved, to be sufficient to justify a judgment. Demurrer dismissed.

La cause fut ensuite plaidée au fond devant la Cour Supérieure, TORRANCE, J., qui le 30 novembre 1872, débouta le demandeur de son action.

TORRANCE, J.: "The declaration sets out that the prothonotary, in a certain case for $7, in the Circuit Court, improvidently issued a writ of *saisie-arrêt* on an affidavit in the following words: "That a barge was about to leave the port of Montreal to go to the United States, and that, without the

(1) 22 R. J. R. Q., 311.

(2) Le capitaine d'une barge n'a pas le droit de la faire saisir pour ses gages du dernier voyage, par saisie conservatoire, sans donner l'affidavit requis par l'art. 834 C. P. C. (art. 931 C. P. C. de 1897), même s'il a un privilège sur cette barge. Il n'est pas dans le cas du dernier équipeur. (*Dagenais* v. *Douglas et al.*, C. S. R., Montréal, 31 octobre 1871, MONDELET, J., dissident, MACKAY, J., et CARON, J., confirmant le jugement de C. C., Montréal, 30 décembre 1870, BERTHELOT, J., 22 R. J. R. Q., 311.)

benefit of a *saisie-arrêt*, to stop the barge, plaintiff might lose his debt and sustain damage." Upon this affidavit, the clerk of the court issued a *saisie-arrêt* before judgment, and, under this writ, the barge was stopped in the act of passing through the canal. She was one of a convoy of barges on the way to the United-States, and the whole convoy was stopped for ten hours. Plaintiffs, who are proprietors of the barge, say they disbursed a sum of between $60 and $70, and, besides that, suffered damages, in all, about $300. They now charge the prothonotary with having issued the *saisie-arrêt* without reasonable or probable cause; that they did it in ignorance of the law, which they ought to have known, as settled in the case of *Delisle* and *Lécuyer*, and in *Dagenais* and *Douglas;* and that, under the circumstances of the case, there was such great *laches* on their part, that they ought to pay these damages. The function which the prothonotary performed here may be regarded as a *quasi* judicial one, and, in a case of *Carter* and *Burland*, the court has already, to day. decided that a magistrate is not liable, where there is no malice or misconduct on his part. Broom's Maxims show that, even inferior magistrates cannot be called into question for a simple error. It is better that an individual should occasionally suffer wrong than that the course of justice should be impeded by constant apprehension on the part of those who have to administer it. The question raised here as to the issue of the *saisie-arrêt* is one upon which different judges have held different views, and is it to be said that a prothonotary is liable, because he does not refuse to give out a warrant of *saisie-arrêt* on what, at least, appeared to be a sufficient affidavit? In this case, after the return of the process into court, the attachment was at once quashed without any resistance in the case. Upon the whole, the court considers that plaintiff has failed to prove that the *saisie-arrêt* issued without reasonable and probable cause, and the action is dismissed, with costs."

C'est de ce dernier jugement dont est appel.

GIROUARD & DUGAS, for appellants: This is an action in damages, brought against Hubert, Papineau & Honey, joint prothonotaries of the Superior Court, and also joint clerks of the Circuit Court for Lower-Canada, sitting in and for the district of Montreal, for having issued a *saisie-arrêt* before judgment, "illegally and without any probable or reasonable cause." On the 4th of september 1871, the barge "Guard" was in the port of Montreal, in tow of steamer "Relief", together with nine other barges, on their way to the United-States. One Alphonse Marcile, alleging that some wages were due him by one Albert Couvrette, barge captain, made the

following affidavit before Papineau, one of the defendants, as joint clerk of the Circuit Court: "*Que le défendeur lui est* "*endetté en la somme de sept dollars et vingt-cinq cents,* "*étant pour gages comme matelot, à bord de la barge portant* "*le nom de....,et que cette barge est sur le point de quitter le* "*port de Montréal, pour aller aux Etats-Unis d'Amérique,* "*et que, sans le bénéfice d'un bref de saisie-arrêt avant juge-* "*ment, pour saisir et arrêter cette barge, son grément, ainsi* "*que sa charge, le demandeur perdra sa créance et souffrira du dommage.*" Upon this affidavit, Papineau ordered the issuing of a writ of *saisie-arrêt avant jugement* commanding any bailiff of the Superior Court "*de saisir et arrêter tous les biens, créances et effets d'Albert Couvrette, capitaine de barge, de la paroisse de Sainte-Cécile, district de Beauharnois, et particulièrement, une barge et son grément et sa charge: ladite barge connue sous le nom de "Guard", maintenant et momentanément dans le port de Montréal.*" The attachment of the barge was made on the same day, 4th september 1871, when the last barge of the tow of the steamer "Relief" was locking in the canal basin, in the port of Montreal. The consequence was a detention of the whole tow during ten hours, causing to the owners, the appellants, a damage of three hundred dollars, $100 for the steamer, and $20 for each barge, without reference to consequential damages. This special damage is proved beyond any doubt, and would have been still greater had the barge seized been left behind. On the 13th september, the day following the return day of the writ, Couvrette moved that the same be quashed, upon the ground that the affidavit of plaintiff did not contain any of the substantial averments required by law for the issuing of a writ of attachement before judgment; and, on the following day, 14th september, this motion was granted, with costs. Appellants (owners of the said steamer and barges, who were running the same for their own account and benefit at the time of the seizure, Couvrette and the other captains being only their agents and *employés* for that purpose), at once gave them notice of an action to recover those damages, as required by law, alleging that they had acted "illegally and without any reasonable or probable cause." The present demand is such action. The defendants pleaded: Firstly, a *défense en droit*, in which they set forth that 1o, "*Les défen-* "*deurs, comme protonotaires et greffiers, sont tenus, sur la* "*demande qui leur en est faite par l'avocat de la partie,* "*accompagnée d'un affidavit sérieux et de bonne foi, d'ac-* "*corder des brefs de saisie-arrêt avant jugement, et autres* "*brefs du même genre, et qu'ils ne sont pas, et ne sauraient* "*se constituer juges de la valeur légale et de la suffisance ou*

" *insuffisance de tel affidavit ; 2o, que les défendeurs, comme* " *protonotaires, &c., sont tenus d'accorder des writs de saisie* " *conservatoire, pour le paiement des gages des matelots, en* " *vertu de l'article 2253 du Code Civil, et qu'ils ne sont pas,* " *et ne sauraient être juges de la valeur légale, et de la suffi-* " *sance ou insuffisance de tel affidavit.*" Secondly, a plea to the merits, in which they say that, at the time of Marcile's seizure, the question as to whether a seaman had a right to obtain a *saisie conservatoire* for his wages, due on the last voyage, was controverted and is still unsettled ; that, in fact, the wages due to Marcile were for the last voyage, and, finally, that defendants had acted in good faith, *de bonne foi et sans négligence ou impéritie.* Thirdly, a general denegation. The demurrer was dismissed by MACKAY, J. At *enquête*, the appellants fully made out their case. They proved even gross negligence and incapacity on the part of Papineau. " *Nous considérons,*" he said, " *l'affidavit comme l'œuvre* " *du déposant et de l'avocat, et ne le lisons pas : nous* " *consi-* " *dérant comme responsables seulement du jurat et de la ma-* " *nière d'administrer le serment.*" For the reputation sake of our prothonotary's office, it must be stated that Papineau's notion of the prothonotary's duties does not agree with that of his colleague, Hubert. " *Depuis,*" he said, *que je suis l'un* " *des greffiers, je n'ai jamais généralement assermenté d'affi-* " *davits pour obtention de writs spéciaux, tels que de saisie-* " *arrêt avant jugement ou de revendication sans les avoir* " *examinés et lus.*" The defendants proved nothing, not even that any wages were due to the seizing plaintiff, Marcile. The case was heard upon its merits before Justice TORRANCE, who dismissed plaintiff's action. What is the nature of a prothonotary of the Superior Court or clerk of the Circuit Court ? Is he a ministerial or judicial officer, or both ? What is the responsibility of a ministerial officer of a court of justice ? Even, if he is to be considered as performing *quasi* judicial functions, is he, in the present case, exempt from any civil responsibility ? In other words, even supposing that the protection granted to the judges of the Superior Court extends to the prothonotary of said court, will a judge be civilly liable in a case like the present one ? Finally, what is the civil responsibility of judges ? A striking feature of this case is that the plea is contradictory, and the judgment of Justice TORRANCE is at variance with the plea. Defendants pleaded that they are not judges, that they had no discretion in the matter, and Justice TORRANCE holds they were performing *quasi* judicial functions. In the first part of their plea, defendants contend that they are bound to issue writs *saisie-arrêt* before judgment, *capias ad respondendum*,

etc., whenever demanded by an advocate, supported by an affidavit *sérieux et de bonne foi*, and, in the latter part, they set forth that they are bound to do so without "*se constituer* "*juges de la valeur légale et de la suffisance ou insuffisance* "*de tel affidavit.*" But who is to decide that the affidavit is *de bonne foi et sérieux*, if the prothonotary is not bound to take cognizance of the same? Hubert's notion of the duties of the prothonotary is the only correct one, and there is no doubt that Papineau, in issuing *saisies-arrêts* and writs of a like nature, without even taking the trouble of reading the affidavits, is guilty of a gross neglect, for which all defendants are responsible. It is, indeed, a matter not of discretion with, but of imperative duty for the prothonotary of the court to issue writs of *saisie-arrêt* before judgment in all cases *provided* by law, and the want of power to exercise such a discretion is the very reason why he is a ministerial officer only, has none of the characteristics of judicial officers, and is always responsible not for mere clerical mistakes or irregularities, but for omissions, neglect and total or partial want of performing the duties of his office. Under the French *régime*, the *greffiers* were mere ministerial officers, and, as such, were civilly liable for their acts and those of their clerks who were appointed by them. "*Un officier ministériel*," says Boncenne, *Proc. Civ.*, vol. 1, p. 583, "*est celui qui* "*est nommé par le roi, pour prêter son ministère aux magis-* "*trats ou aux parties. Tels sont les avoués, les greffiers, les* "*notaires, les commissaires-priseurs et les huissiers....En* "*général, les officiers ministériels répondent des dommages* "*résultant des fautes qu'ils commettent dans l'exercice de* "*leur profession.*" Ferrière, vo. *Greffiers:* "*Ils sont respon-* "*sables de leurs clercs ou commis, mais ils ne peuvent, pour* "*raison de ce, être poursuivis que civilement.*" See also *Journal du Palais*, vo. *Commis-Greffiers*, no 158; Rolland, vo. *Greffier*, no 28; *Dict. du Notariat*, vo. *Greffier*, no 45; Merlin, vo. *Nullité.* "*Les officiers ministériels*," says Toullier, vol. 7, p. 265, "*sont les greffiers, les avoués et les huissiers.*" Toullier, vol. 11, p. 254, note (1), further remarks: "*La réparation des* "*torts causés par impéritie s'applique aux avoués, huissiers,* "*aux notaires, greffiers*," etc. In France, under the old as well as under the new *régime*, *greffiers* were called upon to perform most of the duties imposed upon them in Lower-Canada; they were bound to keep proper registers of the judgments and proceedings of the court, obey the orders of the judges, issue summons, in conformity with such orders or the requirements of law, receive and adjudicate upon all demands for the appointment of tutors and curators, and, in some of the provinces, execute testaments and last wills, and

proceed with inventories of deceased. The prothonotary or clerk of our courts has no greater powers, except perhaps that of rendering judgments in certain cases by default. Still this judgment does not become the judgment of the court, till the expiration of a certain lapse of time. C. P. C. 465 (1). Article 92 declares that, in actions by default, founded upon bills, notes, etc., the prothonotary may, in vacation, *draw up* a judgment in the name of the court, but this judgment does not become the judgment of the court till after the expiration of the time fixed for filing opposition (2). So, even in this particular instance, it cannot correctly be said that the prothonotary is performing judicial or *quasi* judicial functions; again, to use the words of our code, he *draws up* a judgment in the name of the court, not in the exercise of a discretionary power, but in the performance of an imperative duty imposed upon him by the express provisions of the law. Like all other ministerial officers, he is, therefore, responsible for any manifest violation of his duties, whether defined by law or by the courts, whether the injury is occasioned by an unjustifiable misunderstanding of the judgment of the court or by a clear misapprehension of the law; because again in so doing, he is guilty of a great want of private judgment, and public officers are required to bestow upon the performance of their duties, at least, that care, diligence, attention and knowledge, which all citizens are bound to apply in the ordinary acts of life. Article 1053 of our Civil Code says: "*Every person* capable of discerning right from wrong is "responsible for the damage caused by his fault to another, "whether by positive act, imprudence, *neglect or want of* "*skill.*" Appellants are not aware that the law has made an exception to this principle of eternal justice in favor of prothonotaries and clerks of courts of justice. Defendants understand so well that they are governed by it, that their sole plea is that they have acted in good faith, without neglect or want of skill, *de bonne foi, sans négligence ou impéritie.* In England and the United-States, the same rule is laid down. "It is well settled, under the English system," says Sedgwick, on *Damages*, ed. 1858, p. 532, "that sheriffs and other "ministerial officers, in case of neglect or violation of duty, "are responsible to the party aggrieved in a civil action." Shearman and Redfield, on *Negligence*, sec. 156: "Where the "duty of a public officer is absolute, certain and imperative, "involving merely the execution of a set task, in other "words, is simply *ministerial*, he is liable in damages to any

(1) Art. 33 C. P. C. de 1897.

(2) Art. 532 C. P. C. de 1897.

" one specially injured, either by his omitting to perform the " task, or by performing it *negligently* or *unskillfully*." " Clerks of courts," they say, on p. 343, " of counties and " towns, prothonotaries, registrars of deeds, and other like " officers, belong to that class of ministerial officers to which " we have referred on a previous page." (§ 156.) The ordinary cases, in which questions of responsibility of public officers have arisen, in England, the United-States and Canada, are suits against notaries, architects, collectors of customs, for over-charges, and illegal forfeitures, against sheriffs, either for negligence, as the escape of parties arrested on legal process, for taking insufficient security, under a *capias ad respondendum*, for neglect to seize or preserve property on execution, for an excess of their powers, excessive distress, etc. Gwynne, *on Sheriffs*, ed. 1849, p. 416; *McClure* vs *Shepherd*, 3 R. J. R. Q., 118; *Leverson* vs *Cunningham* and *Boston*, 12 R. J. R. Q., 57; *Irwin* vs *Boston*, 23 R. J. R. Q., 157. Applying these principles to the present case, defendants will be found guilty of neglect and gross violation of their duties. Our Code of Civil procedure, art. 834-838 (1), declares that the prothonotary shall issue a writ of *saisie-arrêt* before judgment: 1o in the case of *dernier équipeur*; 2o in all cases where plaintiff produces an affidavit establishing that defendant is *personally* indebted to him in a sum exceeding $5; that defendant *absconds*, etc., or is *secreting* his property, with intent to defraud, etc. In the affidavit of Marcile, the word *personally* and the particulars of the debt are omitted, which omissions have often been held to be fatal to the writ, but are not perhaps sufficient to make the clerk of the court civilly responsible. The clerk of the court in effect does not guarantee as to the sufficiency of the affidavit, but he guarantees that there is an affidavit, that is, an affidavit containing the very substance and essence of the requirements of the law. In the case under consideration, the prothonotary has clearly acted without any jurisdiction, and has been guilty of a gross violation of his ministerial duties. He was bound to take communication of the affidavit, and exercising (not his discretion, as he has none) his own judgment, he was bound to see that the affidavit was establishing the requirements of the code, before issuing the writ. If it substantially warranted it, he was bound to give it, for, as already observed, he has no discretion to exercise; he is a mere ministerial officer. If without any sufficient reason he refuses the writ; he may be compelled to issue the same, even by *mandamus*; and whether he gives or refuses it, he acts

(1) Art. 931, 932, 933, 934 et 939 C. P. C. de 1897.

at his own peril: in both cases he is bound to act in a prudent and skillful manner. If, in a case like the present, the clerk of the court is not personally liable for the wrong inflicted, then the opinion of Papineau, that the prothonotary is not bound to take communication of the affidavit, is correct, and a defendant arrested upon a mere blank piece of paper, or a sham affidavit, will be without remedy. If such a pretension be law, what becomes of the liberty and property of the subject! To bring a citizen to disgrace and misery, an unscrupulous and irresponsible individual will only be required to append his signature to a sheet of written paper, purporting to be an affidavit, wherein anything except what the law requires may be said, and to swear to it before the clerk of the court! But, say defendants, we did not intend to issue a writ of *saisie-arrêt* under article 834 of the Code of Civil Procedure, but a *saisie conservatoire* under article 2383 of the Civil Code, declaring that "there is a privilege upon "vessels for the payment of the wages of the master and "crew for the last voyage," that, for years, it had been customary to issue attachments of this nature in favor of seamen, and that, in fact, at the time of the issuing of the seizure of Marcile, it was and still is questionable whether a seaman is not entitled to a *saisie conservatoire* for his wages during the last voyage. Do the facts support this plea? Has the affidavit at least the appearance of an affidavit for a *saisie conservatoire*? Justice TORRANCE held that it "appeared to be a sufficient affidavit." But the affidavit shows, 1stly, that a writ of *saisie-arrêt avant jugement* was demanded. 2ndly. It is not alleged that defendant Couvrette was the captain of the barge, nor that plaintiff Marcile was a seaman on board of the same. 3dly. The name of the barge is left in blank. 4thly. It is not established that the wages due had been incurred on board the barge. 5thly. That they were for the last voyage. The affidavit discloses the fact that the debt was an ordinary personal debt. 6thly. The writ is not a writ of *saisie conservatoire*, that is, in the nature of a *saisie revendication*, but a *saisie-arrêt avant jugement* in the usual form, commanding the bailiff to seize the goods, chattels, effects and debts of defendant Couvrette, and, more particularly, the barge "Guard," then in the port of Montreal. Nothing in the proceedings warrants, however, the supposition that she was not in the possession of a third party. And now as to the alleged controversy of the question as to whether a seaman can obtain a *saisie conservatoire* for the payment of his wages for the last voyage, appellants have alleged, in their declaration, that the point had been then recently decided at Montreal, by Justice BERTHELOT, on the

30th day of december 1870, in a case of *Dugenais* vs *Douglas et al.*, since confirmed in review, and by the Court of Review on the 30th day of march 1871, about six months previously, contrary to the pretensions of the *navigateurs*, as per copies of judgments filed and certified by defendants themselves. These decisions are in conformity with the settled jurisprudence of the province: *Reid* vs *Porteous*, 22 R. J. R. Q., 91; *Jasmin* vs *Lafantaisie*, 22 R. J. R. Q., 92; *Dubeau* vs *Robertson*, 22 R. J., R. Q., 311 and 447. Defendants have filed a copy of judgment rendered by Justice BERTHELOT, on the 1st day of february 1872, in a case of *Laplante* vs *Mulligan*, to establish a contrary view. But on referring to a copy of the affidavit, also produced, it will appear that the affidavit contained all the necessary averments for a *saisie-arrêt*, to wit, absconding from the province with intent to defraud, etc. If, however, reference can be made to decisions rendered since the issuing of the seizure of Marcile, it suffices to refer to the case of *Graham* vs *Coté*, decided by this honorable court on the 22nd day of january 1871, to be convinced that no such *saisie conservatoire* exists under our present Code of Practice (1). No contrary decision can defendants quote, but the opinion of Justice MONK, who, in 1864, when sitting as a judge holding the Circuit Court in Montreal, rejected a motion to quash a *saisie conservatoire* issued in favor of a seaman. This isolated precedent, however worthy of respect it may be, cannot be sufficient justification for defendants to disregard a jurisprudence of upwards of 30 years, established by the majority of the judges of the country, and to violate the express enactments of the code. Even, up to the promulgation of the code, if the practice of our courts had been to issue and maintain *saisies conservatoires* of the nature under

(1) La saisje conservatoire, saisie avant jugement, est de droit positif étroit et exceptionnel; elle ne peut s'exercer que dans les cas spécialement prévus par la loi. Ainsi, l'homme de *cage*, qui, avec d'autres, a travaillé, pendant l'hiver, à manufacturer des billots qu'ils mettent en *cage*, au printemps, pour les descendre au marché par eau, ne peut, par voie de saisie conservatoire, saisir cette *cage* pour assurer le paiement de ses gages. Il ne pourrait faire pratiquer une saisie-arrêt avant jugement qu'en donnant l'affidavit requis par l'art. 834 C. P. C. (art. 931 et 933 C. P. C. de 1897). Il n'a pas droit à la saisie conservatoire, quoiqu'il puisse avoir un privilège sur les billots ainsi manufacturés et descendus par lui; et il ne pourrait conserver ce privilège, si toutefois il l'a, qu'au moyen de la saisie-arrêt indiquée au Code de Procédure, vu que c'est la seule qui existe maintenant. (*Graham* et *Coté*, C. B. R., en appel, Montréal, 22 janvier 1872, CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., infirmant le jugement de C. S. R., Montréal, 30 mars 1871, MONDELET, J., BERTHELOT, J., et TORRANCE, J., laquelle avait jugé que non seulement l'homme de *cage* avait, comme ouvrier, un privilège sur les billots, mais encore qu'il avait, pour le paiement de ses gages, un droit de rétention qu'il pouvait exercer, par saisie conservatoire, sur le bois ainsi manufacturé. Le jugement de la Cour de Revision confirmait le jugement de C. C., Montréal, 11 novembre 1870, MACKAY, J., 22 R. J. R. Q., 445.)

consideration, the prothonotary would, in this case, be liable, because no judge can authorize him to do a thing expressly forbidden by the code, and here the case of *Andrews* vs *Morris*, 1 Q. B., 3, may be quoted as quite in point. In this case, the clerk of the court ordered the arrest of Andrews, without an order of the court. If the arrest had been made under such an order, it would have been valid; and although it appeared that a *practice had prevailed, with the concurrence of the judges*, that the clerk should issue attachments of that kind without any order, it was held that, in doing so, he was *usurping a power* which the judges could not confer upon him, and he was consequently condemned for trespass. Therefore, even supposing that the affidavit was establishing all the necessary averments for a *saisie conservatoire*, and that the writ issued was in fact a *saisie conservatoire* and not an ordinary *saisie-arrêt avant jugement*, it seems clear that defendants became guilty of gross neglect of their duties and of contempt of the decisions of the courts, by placing their own interpretation of the law above the well settled jurisprudence of the province, and by issuing writs, the existence of which had been denied in the very court and the very district in which they are sitting. Justice TORRANCE entertains in this case a view different from that of Justice MACKAY, and, relying on Broom's Maxims and on his decision in the case of *Carter* vs *Burland*, he holds that "the function which the prothonotary performed here may be regarded as a *quasi* judicial one." In the case of *Carter* vs *Burland* it does not appear that the magistrate, although acting through bad faith and malice, had committed an injustice. Our courts have, moreover, often decided that magistrates were civilly liable to any party aggrieved for their neglect and want of skill. This principle was expressly maintained in the late case of *Lacombe* vs *Sainte-Marie et al.* An information for perjury, contained in three depositions prepared by counsel, was laid before two justices of the peace before arrest. After the arrest, no examination was made of witnesses, nor did the accused confess; yet he was committed to jail, there to be kept till discharged by course of law. The accused was discharged on *Habeas Corpus*, and afterwards for want of prosecution. Action in damages against the justices for $5000. Held, reversing the judgment of the Superior Court (TORRANCE, J.), that the commitment *not being based upon information reduced to writing before the magistrate*, was null, and that the magistrates were responsible for the false arrest. Judgment for $100 and costs. MACKAY, BERTHELOT and BEAUDRY, JJ., 22 R. J. R. Q., 103. On reference to Broom's *Legal Maxims*, edition 1864, p. 63-64, it will

be seen that the principle laid down by Justice TORRANCE is not supported by the authorities. Public officers performing *quasi* judicial functions, in fact all those engaged in the administration of justice, *every body, whatever be its name, are bound to obey where the law neither confers judicial power nor any discretion at all, but requires certain things to be done; and with the exception of the Legislature and its branches, every body is liable for the consequences of disobedience.* "This principle," it is further observed by Broom, "applies where persons, required to perform ministerial acts, "*are at the same time invested with the judicial character.*" This language is plain enough, and fully supports the last proposition of appellants, that had the *saisie-arrêt* of Marcile been issued by an officer invested with the judicial character, he would still be liable in damages, because in this particular case there was no discretion to exercise. Nay, more, a judge ordering the issue of a *saisie-arrêt* under the circumstances, would likewise be responsible, because 1o. the wrong would have been caused by his neglect and want of skill, and 2o. because he would have acted without any jurisdiction in the premises. Under the French law, there cannot be any doubt that public officers performing judicial or *quasi* judicial functions are accountable in damages for their neglect and gross violation of their duties. Article 8, tit. 1, of the *ordonnance* of 1667, enacts: "*Déclarons tous arrêts et jugements qui* "*seront donnés contre la disposition de nos ordonnances,* "*édits et déclarations, nuls et de nul effet et valeur, et les* "*juges qui les auront rendus, responsables des dommages et* "*intérêts des parties, ainsi qu'il sera avisé.*" Besides this general enactment, the *ordonnances* and several other declarations, edicts, etc., specify many cases in which judges may be tried by reason of their judicial acts. The *ordonnance de Blois*, art. 147, declares that they will be answerable "*lors-*"*qu'ils auront jugé par dol, fraude ou concussion, ou que* "*les cours trouveront qu'il y a faute manifeste du juge,* "*pour laquelle il doit être condamné en son nom.*" The judge in default is to be tried in a special manner, known as *la prise à partie*, a proceeding which permitted the aggrieved party to summon the judge to answer for his proceedings before a superior tribunal. In the case of a *prise à partie* against the judges of courts of final jurisdiction, the complaint is to be made to the Privy Council. The *prise à partie* can only be made against a judge; *greffiers* and other public officers performing ministerial or judicial functions or both are responsible in a direct ordinary action. "*Il résulte de* "*toutes ces lois,*" observes Pigeau, vol. 1, p. 372, "*que la* "*prise à partie ne doit avoir lieu en général que dans les*

" *cas de dol, fraude ou concussion, contravention aux lois ou* " *faute manifeste, etc. Ainsi, elle ne doit pas être admise* " *pour erreur dans le fait ou le droit.*" In his commentaries on the *ordonnance* of 1667, page 444, Jousse says that the *prise à partie* lies " *dans les cas d'abus d'autorité, comme* " *lorsque le jage excède son pouvoir, en connaissant des* " *affaires qui ne sont pas de sa compétence.*" Such has been the law in France for centuries. See Toullier, *Dr. Civil*, vol. 11, p. 251 *et seq ; Code de Procédure*, art. 505 ; Sirey, *Codes Annotés* (Gilbert's ed), *Code de Proc.*, p. 348 ; Pothier, *Proc. Civile*, p. 152 ; Merlin, vo. *Garantie des Fonctionnaires Publics* ; Guyot, vo. *Juge* ; Jousse, p. 444-446 ; Serpillon, *Ord. de 1667*, p. 473-477. The reason of these enactments against judges is thus given by Toullier, vol. 11, p. 268 : " *Lorsque le* " *préjudice causé par la faute grossière, par l'ignorance* " *crasse d'un juge, peut-être intérieurement méchant, est* " *irréparable, il serait évidemment injuste et contraire au* " *droit naturel de refuser à la partie lésée un moyen de* " *réparation par la prise à partie. Tout fait quelconque de* " *l'homme qui cause du préjudice à autrui, oblige celui par* " *la faute duquel il est arrivé, à le réparer,*" dit l'art. 1382 ; " il ne dit pas seulement " par *le dol ou la fraude* de qui il est " arrivé." Merlin, vo. *Quasi Délit*, no 11 : " *Le juge est cou-* " *pable d'ignorer ou de violer la loi, car en se chargeant de* " *la fonction de juger, il a promis les qualités nécessaires* " *pour la bien remplir. Il ne faut pas entendre par impru-* " *dence dans le juge, une inhabilité absolue ; car alors sa* " *faute serait plus qu'un quasi délit, il suffit qu'il se soit* " *écarté de ces règles dont le bon sens ordinaire doit garantir* " *un magistrat.*" There is no doubt that this law defining the responsibility of judges was in force in this province up to the time of the cession to Great Britain. It is in our Statute book, *Ed. et Ord.*, vol. 1, p. 184, 185 ; it was enforced by the highest court in the colony in the celebrated case of the *prise à partie* of the Governor, reported at page 55, vol. 2 of the *Edits et Ord.* It is true that its provisions have not been reproduced in our Code of Civil Procedure, but, at the same time, it must also be admitted that they have not been repealed. The repeal was not express ; and, in face of article 1360 (1), how can it it be pretended that it is tacit and implied. That article says : " The laws concerning procedure in " force at the time of the coming into force of this code, are " abrogated : 1. In all cases in which this code contains any " provision having expressly or impliedly that effect ; 2. In " all cases in which such laws are contrary to or inconsistent

(1) Art. 1 C. P. C. de 1897.

" with any provision of this code, or in which express pro-
" vision is made by this code upon the particular matter to
" which such laws relate." But not only the Code of Procedure contains nothing contrary or inconsistent with the *prise à partie* or the old law concerning the responsibility of judges; the Civil Code by expressly declaring in article 1053 that every person is responsible for *the damage caused by his fault* to another, *whether by positive act, imprudence, neglect, or want of skill*, has affirmed in a general, but in a most positive manner, the principles of the old French law on the subject under discussion. It may perhaps be asserted the *Act respecting the independence of the judges* (C. S. L. C., c. 81) has virtually repealed this old French law. That statute contains, however, no such provision. It declares that the judiciary shall be independent from the executive power; it enacts that the judges shall not be removed except by impeachment, upon the address of the House of Commons and of the Senate of the Dominion; but it does not say that they will be above the law which it is their duty to administer; it does not contain a single word concerning their civil responsibility to the public. That act clearly has reference to their removal and recusation only, and to nothing else. It may be said finally that the responsibility of the judges of a british colony is to be governed by the rules of the English law. But the question under consideration is not a question of political law affecting the Crown; it is a question of private right or wrong, in short, of private civil law which should be decided according to the principles of the municipal laws of each colony. And again, what is the rule of the English law concerning the responsibility of judges? Does it hold that they are legally *impeccables*, as Justice FLETCHER argued in a case for damages brought against himself, and reported in 1 R. J. R. Q., 254 (1). Appellants will merely quote from a leading case decided in 1850. *Houlden* v. *Smith*, 14 Q. B., 851, per PATTESON, J.: "Here the facts of the case, which
" were before defendant, and could not be unknown to him,
" showed that he had no jurisdiction; and his mistaking the
" law as applied to those facts cannot give him even a *primâ*
" *facie* jurisdiction, or semblance of any." . . . . Although it is
" clear that the judge of a Court of Record is not answerable
" at common law in an action for an erroneous judgment, or

(1) Les tribunaux sont incompétents à connaître d'une action en dommages intentée contre un juge, pour des actes faits par lui en sa qualité, non plus que des jugements rendus par une cour, même de juridiction inférieure, et relatifs à des mépris de cour commis contre elle, hors de sa présence; et une semblable action sera rejetée sur exception déclinatoire. (*Dickerson* v. *Fletcher*, C. B. R., Trois-Rivières, 29 janvier 1828, 1 R. J. R. Q., 254.)

" for the act of any officer of the court, wrongfully done, not " in pursuance to, though under color of, a judgment of a " court, yet we have found no authority for saying that he is " not answerable in an action for an act done by his com- " mand and authority when he has no jurisdiction." In this case the judge had jurisdiction over the demand, but not to execute judgment, as ordered by him. See *Carratt* v. *Morley*, 1 Q. B., 18; *Watson* v. *Bodell*, 14 M. & W., 57; *Miller* v. *Seare*, 2 W. Bl., 1141; *Calder* v. *Halket*, 3 Moore's P. C., 28; *Taaffe* v. *Downs*, ibid, 36, note (a); *Lowther* v. *The Earl of Radnor*, 8 East, 113; *Pike* v. *Carter*, 3 Bing., 78; *Newbould*, 3 E. L., 4 E, 455; *Weaver* v. *Price*, 3 B. and Ad., 409; *Danbony* v. *Cooper*, 10 B. & C., 237; *Fernley* v. *Worthington*, 1 M. & G., 391; *Pricket* v. *Gratex*, 8 Q. B., 1020; *Leary* v. *Patrick*, 14 Q. B., 266; *Day* v. *King*, 5 A. & E., 359; Shearman and Redfield on Negligence, p. 195-224. In a case of *Gugy* v. *Kerr*, decided many years ago in this province, Chief Justice SEWELL thus laid down the same rule: " When the " members who constitute a court of justice, of limited author- " ity, err in their judgment, when they are acting within the " extent of their jurisdiction, they are not amenable individ- " ually for their conduct in any shape whatever; *but if they* " *assume to themselves a jurisdiction or authority which* " *they have not by law*, they become liable to the parties " aggrieved, and responsible to them for the consequences of " their misconduct." (2). What can defendants now urge to

(2) Lorsque, en agissant dans les limites de leur juridiction, les juges d'un tribunal de juridiction limitée commettent quelque erreur dans leur jugement, ils ne sont, en aucune façon, comptables de leur conduite à des particuliers, mais s'ils assument une juridiction ou une autorité qu'ils n'ont pas par la loi, ils sont responsables envers les parties lésées des conséquences de leur conduite illégale. Quand ils agissent dans l'exercice d'une juridiction légale, ils agissent comme juges, et ils ne seraient pas indépendants dans l'administration de la justice, s'ils n'étaient protégés. On ne peut donc rémédier aux erreurs qu'ils commettent que par l'appel; il n'y a pas d'autre recours: mais quand ils assument une juridiction à laquelle ils n'ont pas droit, ils cessent, *quoad hoc*, d'être juges, et leurs procédures étant faites, dans ce cas, *coram non judice*, ils n'ont pas droit à l'exemption de responsabilité envers les particuliers, exemption par laquelle les juges sont protégés, dans l'intérêt public, lorsqu'ils agissent dans les limites de leur juridiction, et ils sont comptables envers les parties lésées, en des dommages qui peuvent être recouvrés par action devant les tribunaux de juridiction supérieure. Dans une action en dommages de cette nature, la déclaration ne doit pas se borner à faire voir l'exercice impropre de la juridiction, elle doit aussi faire voir l'exercice d'une juridiction qui n'existe pas, parce qu'autrement le tribunal supérieur ne peut intervenir. Tout tribunal doit nécessairement avoir juridiction sur ses officiers, et il peut les suspendre s'ils ne paient pas les honoraires qu'ils doivent payer. Si le tribunal leur ordonne de payer des honoraires qu'ils ne doivent pas payer, il y a erreur dans le jugement et exercice impropre de leur juridiction; et, dans ce cas, le seul recours est l'appel, et non l'action en dommages contre le juge. La Cour de Vice-Amirauté peut suspendre un avocat pratiquant devant elle, s'ils ne paie aux autres officiers de

claim an exemption from responsibility? If they are mere ministerial officers, they are answerable. If they are performing *quasi* judicial functions, they are likewise liable. Finally, if they are to be considered as judges, they are still responsible, because, according to the principles of the French law, they have acted *par imprudence, négligence et impéritie*, or according to the principles of the English law, they have exceeded their authority and had no jurisdiction whatever in the matter.

E. BARNARD, for respondents: Respondents, in their capacity of prothonotary, issued a writ of *saisie conservatoire* against the barge "Guard" belonging to appellants, for the security of the wages of one of the men working on board of her. Under this writ the barge "Guard" was seized and detained for ten hours, and the convoy of which she formed part was also detained for the same space of time, although the seizure effected applied to the barge "Guard" only, and appellants now pretend that they suffered damage in consequence to the amount of $300 altogether. This writ was afterwards set aside by the court, and the action dismissed upon motion, the case not being defended, the counsel of plaintiff having stated to the court that his client not having paid him his fees as promised, the action should be dismissed. Appellants, on the other hand, while they do not attempt to explain how the action came to be dismissed on a motion, assert that the *saisie conservatoire* was rightly quashed on account of the defects in the affidavit: 1st, because in law there is no conservatory process before judgment to secure the privilege given by art. 2383 to the master and crew for the wages of the last voyage; 2nd, because the writ was not a writ of *saisie conservatoire*, but a writ of *saisie-arrêt avant jugement*; 3rd, because the affidavit did not even allege that the wages claimed were for the last voyage. And appellants assert that, under the circumstances, the prothonotary are liable for the whole damage. With regard to the third and last objection to the affidavit, it is proved that the wages claimed were really for the last voyage. As to the second objection, the blank writ used was that of an ordinary *saisie-*

la cour les honoraires auxquels cette cour juge qu'ils ont droit, et l'avocat n'a pas de recours par action en dommages contre le juge, même quand ce dernier l'a forcé à payer des honoraires qui n'étaient pas dus; il n'a que l'appel. (*Gugy* v. *Kerr*, C. B. R., Québec, 20 février 1828, SEWELL, J. en C., 1 R. J. R. Q., 264.)

Lorsque des juges de paix n'ont reçu qu'une autorité restreinte, ils ne peuvent l'étendre à des objets en dehors de leur juridiction, en déclarant comme un fait ce qui ne l'est pas: et leur mandat, en ce cas, ne peut protéger l'officier qui a agi en vertu d'icelui. (Affaire du vaisseau *Haidee*, C. de V.-Amir., 31 janvier 1860, BLACK, J., 10 D. T. B. C., 101.)

arrêt avant jugement, the clerk who prepared the writ omitting to make it applicable to the barge "Guard" only; but, in point of fact, plaintiff never intended to seize, and never did seize, anything else under that writ than the barge "Guard." The only possible cause of complaint against the prothonotary is therefore reduced to this: that they issued a writ of *saisie conservatoire*, which was afterwards quashed on the ground that although, in law, there is a privilege, there is no *saisie conservatoire avant jugement* to secure it. Upon that point appellants insist that the Court of Review had just rendered a decision in the case of *Dagenais* and *Douglas* in that sense, that the Court of Appeals has since taken the same view of the law, and that, therefore, the prothonotary have committed a gross error in law. It turns out, however, that the decision in question of the Court of Appeals was influenced by the fact that the wages claimed were not for the last voyage, and that decision, moreover, was not rendered when the writ now in question was issued. As to the judgment rendered by the Court of Review, it is not even proved to have been known to Papineau when he issued the writ. It seems that, to give to a judgment so rendered, upon a question admitted by all to be a very doubtful one, the force of a rule of practice forbidding the prothonotary from issuing such writs in future, would not be reasonable, and respondents therefore respectfully submit that whatever view may be taken of the law respecting the responsibility of the prothonotary, whether they be considered as ministerial officers having no power to decide contested points, or be looked upon as persons acting in a judicial or *quasi* judicial capacity, the judgment of the court below dismissing the action should be confirmed. Under these circumstances it is unnecessary to advert to the proposition of the appellants which would make the respondents responsible for the damage caused by the detention of the convoy. It is evident, at all events, that damages such as these are altogether too indirect and remote to form the basis of a legal demand.

SANBORN, J., while not dissenting, could not but censure the prothonotary for issuing a writ without reading the affidavit. He held that the prothonotary is bound to see that the affidavit is apparently sufficient to justify the issuing of the writ asked for.

RAMSAY, J., remarked that the broad rule is that there must be no bad faith on the part of the officer. Here there was nothing to indicate the existence of bad faith, and therefore he thought the prothonotary must be relieved from all responsibility.

TASCHEREAU, J. : La question soulevée sur cet appel est assez intéressante. Elle se résout dans la suivante : 1o. Les greffiers de la Cour de Circuit sont-ils en loi responsables des dommages causés à une partie par suite de l'émission contre cette partie, par les greffiers, d'un bref de saisie-arrêt simple à la demande d'un tiers, représenté par un avocat, lorsque l'affidavit, en vertu duquel ce bref a été émis, était insuffisant en loi pour les justifier à l'émettre. 2o. Elle se résout aussi dans cette autre, savoir : Si les faits de la cause sont de nature à justifier les greffiers et à les exonérer de tout blâme sérieux. Examinant d'abord la 1ère question d'une manière abstraite, j'avoue qu'il est impossible de se dissimuler que les greffiers, en les supposant revêtus d'un pouvoir judiciaire *ad hoc*, tombent sous l'empire d une loi, généralement admise dans tous les pays, qui déclare que toutes les jurisdictions limitées qui assument un pouvoir qu'ils n'ont pas, ou qui l'excèdent, ou qui l'exercent de manière à blesser les intérêts des justiciables, peuvent être recherchés en dommages et, comme tels, en peuvent être déclarés passibles, à moins d'une loi spéciale les protégeant dans des circonstances données. Avec cette base, voyons quels sont les pouvoirs possédés par les greffiers, et par eux exercés en décernant un bref de *capias*, ou de saisie-arrêt, contre les biens d'un défendeur. Ils me semblent être ministériels d'abord, avec une addition de fonction quasi judiciaire ; ils sont chargés, sur la production ou l'offre d'un affidavit suffisant, d'émettre le bref de *capias* ou de saisie-arrêt, dont une partie leur fait demande contre l'autre ; ils ont donc à examiner cet affidavit pour voir s'il contient les allégations exigées par le Code de Procédure avant que d'émettre le bref, et en cela ils ont un pouvoir judiciaire limité, et, ensuite, vient l'exercice de leurs fonctions ministérielles, qui n'est que l'émission du bref dont ils doivent surveiller l'exécution en bonne et due forme. Ils ont donc une double responsabilité, celle de l'exercice de leur fonction quasi judiciaire, et celle de l'exercice de leur fonction ministérielle. S'ils faillissent notablement dans l'exercice de l'une ou l'autre de ces fonctions, ils peuvent être recherchés en dommages. Les autorités dans ce sens sont cités au factum des appelants, et y sont commentées de manière à ne pas laisser de doute sur la responsabilité des greffiers, et comme juges, et comme simples officiers ministériels. Je ne prétends pas discuter ici une question que je considère assez oiseuse quoiqu'elle soit remplie d'intérêt ; c'est celle de savoir si les juges des tribunaux supérieurs, ayant une juridiction illimitée comme ceux des juges de la Cour du Banc de la Reine et de la Cour Supérieure, peuvent être poursuivis. Comme partie intéressée, je me refuse, quant à présent, à exprimer mon opinion sur cet intéressant sujet, mais

qu'il me soit permis de dire que les autorités consultées font, et avec raison, une distinction importante entre les tribunaux d'une juridiction limitée et les tribunaux possédant une juridiction illimitée. Les autorités, sans assurer l'impunité à ces derniers par la voie des poursuites ordinaires, indiquent les moyens de réparation et le recours des parties contre des juges criminels. En Angleterre, une décision que l'on trouve au 4 vol. du *Lower-Canada Law Journal*, page 103, comme tirée du *Law Times*, nous donne la mesure du recours qu'un plaideur aurait contre un juge en Angleterre, qui, dans un procès devant un jury, se serait permis des remarques non justifiables contre une partie, équivalent même à un libelle de la part du juge. Le droit d'action fut dénié comme contraire à l'ordre public, et à la saine et impartiale administration de la justice: "Quel juge," dit le juge présidant au procès, "pourrait exercer avec indépendance et librement, et sans crainte des conséquences, ses importantes fonctions, s'il était à chaque heure du jour exposé à la crainte d'une poursuite, etc., de la part de tous ceux qu'il aurait pu condamner ?" Pour en revenir à nos greffiers, je n'hésite pas à dire que, comme exerçant une juridiction très limitée, ils doivent l'exercer avec prudence, et avec les connaissances que l'on doit attendre de personnes chargées de fonctions aussi importantes que celles qu'ils remplissent habituellement. Ceci me conduit à examiner la question de savoir si ces messieurs ont ou non rempli leur charge d'une manière légale ou non, et s'ils ont encouru quelque censure. Les reproches que les appelants font aux intimés, sont que l'affidavit sur lequel ils ont émis le bref de saisie dont ils se plaignent, n'était pas conforme à l'article 834 du Code de Procédure Civile; que cet affidavit ne constatait pas l'existence d'une créance personnelle du demandeur contre le défendeur, que le défendeur se cachait ou était sur le point de quitter la province, ou recélait ses biens, ou était sur le point de les recéler. Les intimés ont prétendu que ce n'était qu'une saisie conservatoire que le demandeur avait voulu prendre, que l'affidavit qu'il avait produit était à toutes fins suffisant pour obtenir au moins cette saisie conservatoire, se fondant sur l'article 834 qui déclare que, dans le cas de dernier équipeur, il suffit pour venir en aide à cette espèce de plaideur de déclarer que sans le bénéfice d'un bref de saisie, le demandeur perdrait sa dette, ou souffrirait des dommages. Encore ici les intimés sont en défaut, on ne trouve, dans aucune partie de l'affidavit émis, aucune allégation propre à nous faire envisager le demandeur comme dernier équipeur, et, de fait, on n'y trouve pas le moindre indice d'une intention du demandeur de se laisser considérer comme tel; au contraire, on n'y trouve qu'un affidavit pour obtenir une

saisie-arrêt, à la demande d'un matelot, contre celui qui est censé l'avoir employé à bord d'une embarcation dont il ne donne pas même le nom, et sur lequel affidavit est émise une saisie-arrêt, ostensiblement, contre tous les biens et effets du défendeur, et aussi contre la barge qui s'y trouve portée sous le nom de *Guard*, non que l'on ne trouve pas en l'affidavit. C'est un affidavit insuffisant, je dois le dire, et qui, avec raison, a été mis de côté par le tribunal de première instance qui, en même temps, a non seulement annulé la saisie, mais renvoyé l'action sur une simple motion. Le jugement annulant la saisie est inattaquable, et comme il ne s'agit que de cette procédure, je ne dirai rien de cette partie du jugement renvoyant l'action *in toto*. Admettant donc l'insuffisance de l'affidavit, et le bien jugé de la cour inférieure en annulant la saisie, voyons si les défendeurs sont passibles des dommages. Nul doute que, par suite de la saisie de la barge en question, les appelants ont souffert $300 de dommages, mais contre qui peuvent-ils les réclamer ? Contre les intimés ? je dirais oui de prime abord : comme juges et officiers ministériels ils ne doivent pas émettre un bref sur un affidavit insuffisant ; mais nous avons dans nos statuts, et notamment au chapitre 101 des S. R. B.-C., un acte qui fait loi en cette matière et qui exonère tous les officiers judiciaires ministériels et autres fonctionnaires publics, qui peuvent avoir erré et compromis les droits de leurs justiciables par une assomption de juridiction, ou par l'exercice illégal de leurs fonctions, de toute responsabilité sous forme de dommages et intérêts civils, lorsque ces fonctionnaires, en faisant ces actes, ont agi de bonne foi, même dans le cas où ils auraient excédé leurs pouvoirs ou leur juridiction et auraient clairement agi contre la loi. Avec une telle législation on peut en venir à une conclusion assez facile en la présente cause. Les défendeurs ne sont pas présumés avoir agi de mauvaise foi, au contraire, leur bonne foi apparaît. Ces messieurs, croyant avoir à rencontrer une demande d'un bref de saisie conservatoire, l'ont émis sur cet affidavit. Ils se sont sans doute trompés, les tribunaux les plus élevés du pays avaient déclaré, et avec raison je crois, que telle saisie conservatoire n'existait pas, que d'après le Code de Procédure ce mode d'exécution n'était pas prévu, et conséquemment qu'il ne pouvait être exercé. Mais d'un autre côté, la jurisprudence avant le code semblait justifier ce mode de recours, et on peut citer plusieurs décisions dans ce cens, antérieures au code, et depuis même ; en consultant le vol. 3 de la Rev. Légale, p. 571, et le vol. 4, p. 3 (1), on verra que, si les greffiers ont erré et mal interprété la loi et les règles de la

(1) 22 R. J. R. Q., 445, *Graham* et *Côté*.

procédure, ils se trouvent en compagnie très respectable. Ces faits les constituent de bonne foi et enlèvent toute idée de la faute grave, du fait de négligence et de mauvaise foi qu'on leur reproche. En un mot ils ont, suivant moi, agi ayant une cause probable et raisonnable d'en agir ainsi. Les appelants ont cependant insisté, et avec une certaine plausibilité, sur le fait que celui des défendeurs qui avait émis le bref de saisie n'avait pas lu l'affidavit, et que les défendeurs ne lisaient jamais ces affidavits. Je ne puis prendre à la lettre cet aveu : il a été probablement arraché à ce défendeur dans la chaleur de la discussion entre un avocat habile et zélé et une partie interrogée comme témoin dans la cause. Mais qu'en réalité l'affidavit ait été ou non lu par le greffier, toujours est-il certain que nous avons devant nous un affidavit écrit, signé par la partie, présenté par l'avocat de la partie, et sur lequel cet avocat demande un bref de saisie ; nous ne pouvons mettre de côté cet affidavit sur le principe que le greffier ne l'aurait pas lu, si en réalité on y trouve des allégations telles que des personnes d'un esprit sérieux et de bonne foi auraient pu interpréter comme les justifiant de l'émission d'un tel bref, surtout en face des décisions assez contradictoires rendues par les tribunaux du pays en pareilles matières. Sous un autre point de vue, les défendeurs sont excusables et non passibles de dommages ; quoiqu'ils aient violé les règles de la procédure, ils viennent de bonne foi et nous disent, nous avons agi de bonne foi, nous nous considérons simples officiers ministériels, et du moment qu'on nous présente un affidavit, nous devons l'accepter et émettre le bref. Cette prétention est probablement exorbitante, mais le ch. 101 de nos S. R. B.-C. déclare que même l'infraction et l'ignorance évidente de la loi sont justifiées par la bonne foi. En conséquence, je ne vois pas comment les intimés pouvaient être condamnés. Si j'eusse siégé en cour inférieure, j'aurais probablement renvoyé l'action sans frais, mais en Cour d'Appel, j'ai une grande objection, à moins de cause grave, à infirmer un jugement que je considère légal sur une simple question de frais.

Judgment confirmed, " considering that there is no error in " the judgment appealed from, etc." (4 R. L., 140 ; 22 J., 294 ; 23 J., 273 ; 3 R. C., 74.)

GIROUARD & DUGAS, for appellants.

E. BARNARD, for respondents.

MANDAT.—SHERIF.—ACTION EN REDDITION DE COMPTE.

PRIVY COUNCIL, 30th november 1844.

Present: Lord LANGDALE, Lord CAMPBELL, Baron PARKE, the Right Hon. Dr LUSHINGTON and the Right Hon. T. PEMBERTON.

FRANCES ERMATINGER, appellant, *and* BARTHOLOMEW-CONRAD-AUGUSTUS GUGY, respondent.

A, being the clerk and manager of B, the sheriff of Montreal, received and paid, in that capacity, various sums of money, on B's account, in the course of the business of the office. B brought an action against the representatives of A, for an account of the receipts and application of the monies which passed through A's hands, while in B's office.

Held: in such circumstances, by the Judicial Committee, reversing the judgment of the Court of Appeals of Lower-Canada, that such action would not lie against A's representatives. Appeal abated by the death of respondent, whose heirs renounced the succession and a curator having been appointed by the court below, to the vacant succession, the appeal was revived against such curator.

Respondent was the curator of the vacant succession of the Honourable Lewis Gugy, deceased, who, previous to the year 1837, was the sheriff of the district of Montreal, in the province of Lower-Canada. Appellant was the widow and tutrix of the infant children of Francis Perry, who was employed by Lewis Gugy, as principal clerk and manager of the business of the sheriff's office: and, as such, permitted to draw cheques in the name of the sheriff. The question in the appeal was, whether the representatives of Perry were liable to account for the receipts and application of the sums of money which passed through his hands in the office, during the period of his being such managing clerk. On the 1st of february 1837, Lewis Gugy instituted an action in the Court of King's Bench, for the district of Montreal, against appellant, in her quality of tutrix to Jemima Perry, Charles-Ermatinger Perry and Francis Perry, the minor children, issue of her marriage with the late Francis Perry, and his heirs-at-law; for an account of all fees, emoluments and sums of money received by him, and of all business done by him, as such managing clerk and agent, and for payment of such value as, upon rendering such account, should appear due to Lewis Gugy. By the declaration in the action, plaintiff sets forth, in substance, that the late Francis Perry, for a long space of time previous to his decease, was, on the retainer of him, and by his appointment, his députy, and did exercise the

office of deputy-sheriff, and became and was, upon the like retainer and appointment, his agent, attorney, clerk, book-keeper and receiver; and that, as such deputy-sheriff, or as such agent, attorney, clerk, book-keeper and receiver, he, Francis Perry, did receive into his hands divers fees, emoluments, sum and sums of money, belonging or payable to him, Lewis Gugy, as such sheriff, and did various matters of business relative to the affairs and duties of the late respondent, as such sheriff: that Francis Perry had died intestate, leaving Jemima Perry, Charles-Ermatinger Perry and Francis Perry, his minor children, his heirs-at-law: and, although, by the law of the land, Francis Perry was bound to render a just and faithful account of all fees, emoluments and sums of money received by him and of all business done by him, as such managing clerk and agent, yet, although thereunto often requested, he did not, at any time, during his life, render any such account; and that appellant, his widow, had not, since the decease of Francis Perry, although thereunto often requested, rendered to him, Lewis Gugy, any such account, but refused so to do. Appellant filed a plea of exception, and a plea of the general issue; these pleas were as follows: "And defendant, for plea to the action and declaration of plaintiff, not admitting any of the allegations in the declaration contained to be true, by this, her exception, saith that Francis Perry was, for a long time, to wit: for and during the time specified in the declaration, the deputy of plaintiff, then sheriff of the district of Montreal, and did keep and superintend the keeping of the books of account of plaintiff, as sheriff, and, during the said time, did receive and pay out for plaintiff, large sums of money; that the receipts and payments are entered and specified in the books of account, and in certain vouchers and receipts, all of which have ever been and still remain in the possession of plaintiff, and that defendant, by reason thereof, cannot, nor is she bound by law to render an account of the said monies, in manner and form as the same hath been demanded, in and by the action and declaration; wherefore she prays judgment, that her exception may be maintained and that the action may be hence dismissed, with costs; and defendant, without waiver of any matter or thing by her, in the cause heretofore pleaded, for further plea in this behalf, saith that all the allegations in plaintiff's declaration contained are, and each of them is, unfounded in fact, false and untrue; wherefore defendant prays that the action may be hence dismissed with costs." The following admission was agreed on: "The parties in this cause admit the statement in the plea firstly pleaded contained to be true, and that it be considered and

held to be evidence in the cause, with this exception, that plaintiff does not admit the accuracy or sufficiency of the books and accounts, but only that he has them in his possession." Plaintiff, by his answer to defendant's plea of exception, admitted that the facts therein set forth were true: without this that the books of account, so kept by Perry, were correct, alleging, as he thereby expressly did, that the books and accounts were incorrect and insufficient; that he was ready and willing to place them in the hands of appellant, and, persisting in the conclusions of his declaration, and by his answer to appellant's plea, respondent generally alleged the truth of the matters stated in his declaration. Evidence was gone into on both sides, and, at the *enquête*, upon the filing of exhibits, it was admitted by the parties that Francis Perry departed this life at New York, in the United States of America, some time in july or august then last past, that certain cheques (which were produced and filed), were produced to show the mode in which Perry drew cheques for plaintiff, and that most of the cheques were charged to the persons in whose favour they were drawn; and that Perry received from plaintiff a yearly salary of £250 currency. It appeared from the evidence of plaintiff, that Perry, as the confidential clerk of plaintiff, was allowed to draw cheques in his name, upon the Bank of Montreal, where his money was placed, and that plaintiff himself also drew cheques in his own name upon the bank. It appeared, also, from defendant's witnesses, that plaintiff was generally attendant in his office, in which the business of the sheriff and particularly the pecuniary matters relating thereto, was carried on, and that all the books of account and all the transactions of the office, were open to the superintendence of plaintiff; that Perry always conducted himself as liable to be controlled by plaintiff, and that the money received in the office was always at the control and subject to the disposal of plaintiff; that the accounts received and from time to time remaining in the office unapplied, were (with the exception of the process-money which was taken by plaintiff) placed in the Bank of Montreal, to the account of plaintiff; that, on the decease of Perry, the books and papers in the office were taken possession of by respondent, as representing the late plaintiff. From the examination of appellant on the *faits et articles*, it appeared that Perry kept no books or accounts, except a book relating to his private affairs and access to which was offered to plaintiff by appellant.

On the 20th day of february 1838, the cause was heard in the Court of King's Bench and judgment pronounced,

whereby it was declared that, "adjudging upon the merits of the action of plaintiff, the court doth dismiss the same with costs in favour of defendant, saving to plaintiff his recourse as he may be advised."

From this judgment plaintiff appealed to the Provincial Court of Appeals for Lower-Canada. The appeal was heard was heard on the 30th of july 1839, when that court reversed the judgment of the Court of King's Bench, and "adjudged that respondent (the now appellant) should, in her quality of tutrix, make and render to appellant a true and faithful account of all and every the fees, emoluments, sum and sums of money received by the late Francis Perry, as the deputy, agent, attorney, clerk, book-keeper and receiver of appellant, as sheriff of the district of Montreal, in anywise concerning the transactions, writs, processes, oppositions, proceedings, matters and things performed, done and executed or returned by the late Francis Perry, for or on the behalf of appellant, as sheriff, as aforesaid, and generally of the whole administration by the late Francis Perry, had of the affairs, matters and things aforesaid, which account should be supported by all necessary and proper vouchers, evidence and documents and should pay and satisfy to appellant such balance or sum of money as, upon the rendering of such account, should appear due to appellant, with interest; and in default of rendering such account, defendant, in her said quality, was thereby adjudged and condemned to pay and satisfy to appellant the sum of £5000, for and instead of the balance, sum and sums of money which, if such account were rendered, might be coming and due to appellant; that the account be so made and rendered within the period of six months next after the day upon which appellant shall have delivered over to respondent, in her said quality, the books, papers, vouchers, documents and receipts, relating to the office of sheriff, as aforesaid, between the 1st day of february 1827 and the 16th of july 1836, when the late Francis Perry ceased to have the management and gestion of the affairs and business of appellant in the office of sheriff, as aforesaid and which have in any manner or way, come into the custody, power or possession of appellant or his agent or agents, or others acting for or under him and which in any way related to the business and transactions with regard to or in respect of the office of sheriff. And Frances Ermatinger, in her said quality, was thereby required, held and adjudged to give security to the satisfaction of one of the judges of the Court of King's Bench, to return the same when and so soon as final judgment shall have been rendered upon the account."

From this judgment the present appeal was brought. Pend-

ing the appeal, respondent died and his heirs and also his widow, having renounced succession and the same having, in consequence, become vacant, respondent was, by an order of the Court of Queen's Bench of the district of Montreal, duly appointed curator of the vacant succession; whereupon, he presented a petition to Her Majesty in Council, praying that the appeal and the proceedings therein might be revived and that he, as such curator, might be a party thereto and stand as respondent in the place of the late respondent.

Charles BULLER, in support of the petition, produced the certificate from the Court of Queen's Bench, of the heirs and the widow having renounced the succession and the appointment of petitioner as curator to the vacant succession and moved that the same might be revived, which was ordered accordingly.

The appeal now came on for hearing.

TEED, Q. C., and RENSHAW, for appellant: It is impossible that the judgment of the Court of Appeals can be supported. An action of account cannot be maintained: the parties did not stand in the relation of principal and agent. Perry was only a clerk and servant, in the employment of the sheriff, and any sums of money received by him in the course of his employment, in the office of the sheriff, became and were, on such receipt, at the control and subject to the sheriff's disposition as the principal in the office; and being in such control, Perry cannot be held answerable for their application. It is shown by the evidence in the action, that the late sheriff did, in his own person, apply and appropriate some of the sums received by Perry during the period of his employment in his office and appellant has no means of knowing what sums of money or to what amount, were so applied or appropriated by the sheriff. He was present in his office during all the period for which Perry was employed therein and had during that period, possession and inspection or opportunity of inspection, of all books and accounts kept in relation to the business of the office and the receipts and payments on account thereof, and had, therefore, full knowledge of all matters and transactions which took place in the office. It is not pretended that appellant has any books, accounts or documents relating to the receipts and payments of Perry, during his employment in the office, or any adequate or satisfactory means of ascertaining what were his receipts and payments. The late sheriff, upon the decease of Perry, retained and kept possession of the books, papers and vouchers relating to the receipts and payments on account of the office and appellant has no means of being satisfied that the whole of the books, papers and receipts relating to such payments,

would be forthcoming and available in taking the account as directed by the judgment of the Court of Appeals, and in ascertaining the balance thereon, or that such of the books and accounts relating to the receipts and payments, as would be forthcoming and available, would be in the same state as they were in at the time when the employment of Perry in the office ceased. We submit, therefore, that the judgment of the Court of Appeals is contrary to the law of the province, and the account directed cannot be taken upon any fair or equitable principle. But, even if any subject of account does exist between the estate of Perry and the late sheriff, which we insist is not the case, the direction of the judgment of the Court of Appeals is not proper with reference to such account; it is more extensive in its nature than any which ought to be taken between the parties. *Edwards* v. *Lord Chadworth* (1).

Charles BULLER and FLEMING, for respondent: According to the laws of Lower-Canada, Perry's act as agent bound himself and his legal representatives duly to account with his employer for his receipts, disbursements and general administration, and he and they are liable to pay and discharge the balance which upon a full examination of the accounts between him and his employer, should be ascertained to be due. The ordinance of Louis XIV, A. D. 1667, title 29, "*De la reddition des comptes*," art. 1 (2), is conclusive upon this obligation. "*Les tuteurs, procureurs, curateurs, fermiers judiciaires, séquestres, gardiens et autres qui auront administré les biens d'autrui, seront tenus de rendre compte aussitôt que leur gestion sera finie: et seront toujours réputés comptables encore que le compte soit clos et arrêté, jusqu'à ce qu'ils aient payé le reliquat, s'il en est dû, et remis toutes les pièces justificatives.*" Sallé, in his *Esprit des Ordonnances de Louis XIV* (3), lays it down that this ordinance obliges all persons who have the management and administration of the property of others, duly to account; and that the fact of administering the affairs of the principal, imposes upon the agent or person employed, the obligation of duly accounting to his employer. Pothier, tit. "*Du Contrat de Mandat*," chap. 2, no 51; Domat (lib. 1, tit. 15, sec. 3 and 8), and Loisel (lib. 1, tit. 5), states the law on the duties and obligations of an agent to the same effect. The passage from Pothier (no 61) expressly mentions an action similar to that brought by the late respondent, as the proper mode of enfor-

(1) 8 Ves., 46.

(2) Isambert, Anciennes Lois Françaises, vol. 18, p. 158.

(3) Vol. 1, pp. 352 and 353.

cing the claims of the principal against the agent: "*De l'obligation, que contracte le mandataire par le contrat de mandat, naît l'action mandati directa qu'a le mandant contre le mandataire, aux fins que, dans le cas auquel le mandataire, sans une juste cause d'empêchement, aurait manqué d'exécuter le mandat dont il s'est chargé, il soit condamné envers le mandant aux dommages et intérêts résultant de l'inexécution du mandat, comme il a été dit en l'article premier; et que, dans le cas, auquel il aurait exécuté le mandat, il soit condamné à en rendre compte au mandant et à lui remettre ce qu'il en retient, suivant ce qu'il a été dit en l'article précédent.*" And under the same title, no 64, Pothier adds: "*Cette action peut s'intenter non seulement par le mandant, mais par ses héritiers et autres successeurs, et elle peut pareillement s'intenter non seulement contre le mandataire, mais contre ses héritiers; car quoique le mandat finisse par la mort du mandataire et que les héritiers du mandataire ne succèdent pas à l'obligation que le mandataire avait contractée d'exécuter le mandat lorsque le mandataire est mort, avant que d'avoir été en demeure et d'avoir eu le loisir de l'exécuter: au contraire, lorsque le mandataire n'est mort qu'après avoir exécuté le mandat, au moins en partie, ou qu'après avoir été en demeure de l'exécuter, ses héritiers succèdent à l'obligation de rendre compte de sa gestion ou à celle des dommages et intérêts résultant de la demeure en laquelle a été le défunt d'exécuter le mandat dont il s'était chargé.*" These authorities clearly establish that the duty to account and discharge the balance due, necessarily results from the relation between the agent and his principal; that the obligation to account and pay the amount due by the agent devolves on his decease, upon his legal representatives; and that an action to account is the proper proceeding to be taken by the principal to enforce that obligation. The sole question, therefore. is, whether the first plea pleaded by appellant, affords any answer to the late respondent's action. The plea is pleaded to the whole of the declaration; but to that part of it which consists of a demand for the payment of the balance which should be found due to the late respondent, it cannot be alleged that that plea or those reasons afford any answer; because, whether the books of account were or not in the late respondent's custody, and whether the monies of the late respondent were or not legally in his possession, the agent must have been equally liable to make good such sums belonging to the late respondent as he had applied to his own use or for his own purposes. We, therefore, submit that this plea does not extend to or cover the demand made by the declaration and that the plea is, for that

reason, altogether insufficient. But, independently of this ground of objection, the plea affords no answer to the demand for an account. It appears upon the record that the late respondent offered the books and all other accounts, vouchers and papers, which had been in the possession of Francis Perry at the time he ceased to act for him, to appellant, to enable her to make out the account. The custody of those documents being with the late respondent at the time he brought the action, formed, therefore, no impediment to the due rendering of the account. As to the objection, that appellant could not know or be assured that the documents were in the same state as at the time of Francis Perry's decease, it is altogether futile, as the late respondent might, according to the laws of Lower-Canada, have been examined and appellant was, in fact, examined in this action. The allegation that the materials necessary for the preparation of the account demanded are in the custody of plaintiff, can never exonerate a defendant from liability to account for balance due by him. Such an allegation may form a ground for giving defendant leave to examine those materials and time to enable him to do so; but it cannot be a sufficient reason for the dismissal of plaintiff's action, as insisted upon by appellant's first plea. It does not, in fact, allege a defence to the action. The argument of appellant, that the monies received by Francis Perry were received by him as clerk to the late respondent and that they were in the possession, under the control and at the disposal of the late respondent, does not appear material to or to aid the first plea of appellant, and is certainly no bar to the late respondent's demand. A similar statement might be made as a defence to every proceeding brought by a principal against his agent, as the possession of the agent is legally that of the principal; and if the monies received are placed in a bank to the credit of the principal, he undoubtedly has the control of them, although, as in the present case, he may permit and authorise the agent to draw cheques for and to receive sums from that account to an unlimited amount. It cannot be pretended that the agent would not be liable to account for such sums as he so drew out and received; nor can such reason form an answer to an action of account which would, of course, extend to such monies as the agent received on behalf of his principal and which the agent never placed under the control or at the disposal of his principal. We submit, therefore, that the last mentioned ground of defence is altogether insufficient and that it has no bearing upon the question between the parties to the action. Appellant in the court below altogether failed in supporting her plea of the general issue.

The Earl of Hardwiche v. *Vernon* (1): *Lupton* v. *White* (2); *Massey* v. *Banner* (3).

Lord CAMPBELL: The question in this appeal is, whether Perry's representatives are liable in an action which is in the nature of an action of account, brought by Gugy, his late employer. This depends upon the relation subsisting between the parties, whether in fact they were agent and principal or master and servant. There is no doubt that where a person is employed by another to transact business for his employer and is allowed to have money in his hands, in the character of agent or clerk, he is liable to account for such money. But there is a great difference between a party so circumstanced and one who, being immediately under the eye of his employer and subject to his daily control, keeping, in fact, not his own, but his employer's accounts, entering them in his master's books and giving over the vouchers and receipts to his custody. Whether such a dealing can constitute the relation of agent and principal, so as to make the former liable to an action or bill for account, must depend on the especial facts of the case; *primâ facie*, such liability would not exist. In this case it appears to their Lordships that it is sufficiently established by the pleadings and evidence, that Perry was only the clerk of Gugy, the sheriff, and that there is no pretence for calling him the deputy-sheriff. Now, in such character, it is true that he received and paid large sums on account of his employer and it is alleged, as the ground of the action, that he did not account for such sums. But the books in which all his transactions were entered were in the office of the sheriff, open at any time to his inspection and as he was in the daily habit of attending the office, he must be considered to have been cognizant of their contents. The vouchers and receipts and banker's book were all in his custody, and were so during the whole time of Perry being employed by him; and after nearly ten years' employment and acquiescence in these accounts, it is too late to seek to open them in an action for an account. Their Lordships think that no action of account can be sustained, in the circumstances of this case; and, therefore, that the decision of the Court of King's Bench was right and ought to have been affirmed. Their Lordships give no opinion as to the right of respondent to any other remedy he may be advised to seek, by bill or otherwise; but they will advise Her Majesty to reverse the

(1) 14 Ves., 505.

(2) 15 Ves., 432.

(3) 4 Mad., 413, 1 Jac. & Wal., 241.

decision of the Court of Appeals and to affirm that of the Court of King's Bench of Lower-Canada. (5 Moore's P. C. Rep., 1).

MANDAT.—PROCUREUR.

SUPERIOR COURT, IN REVIEW,

Montreal, 28th february 1873.

Present: MACKAY, J. TORRANCE, J., and BEAUDRY, J.

HART *vs* MCDOUGALL.

Held: That the *mandat* could be revoked at any time, without right to mandatary to complain (1).

BEAUDRY, J., dissenting, said the action was by a lawyer, who acted as agent and attorney for defendant, the proprietor of certain lands in the Eastern Townships. His honor regarded the present claim for a balance of account as well founded, and thought the judgment should be reversed.

MACKAY, J.: Defendant is a proprietor of lands in the Eastern Townships and an absentee. On the 1st august 1868, he appointed plaintiff his attorney, to collect his revenues and attend as an agent to his business. The agency lasted till february 1st 1869, when it was revoked. The plaintiff, afterwards, instituted this suit for the recovery of $309, balance alleged due him upon his account. Defendant pleads that he owes nothing; that plaintiff accepted the management of defendant's estate on a commission of 7 per cent on collections, for his services; that receipts by plaintiff of monies of defendant more than cover all just claims of plaintiff, nevertheless, to prevent trouble and by way of precaution, defendant offers $50 more to plaintiff, with costs of Circuit Court. Plaintiff replies by a general denial (answer) to the pleas, and files also a special answer, to the effect that the agreement for a commission of 7 per cent on collections, pleaded by defendant, cannot be maintained, because, on the 1st of august 1868, defendant gave plaintiff a power of attorney to make these collections and, only a few months later, to wit: on the 1st of february 1869, defendant, without assigning any cause or reason, revoked said power of attorney, by appointing a new attorney and totally deprived plaintiff of realizing anything under the agreement. The judgment

(1) Art. 1756 C. C.

appealed from finds that plaintiff's receipts with the $50 added, more than extinguish any just claim of plaintiff; defendant is condemned in the $50 with costs of Circuit Court; but plaintiff is condemned to pay the costs of contestation. Upon hearing of the case in revision, as in his special answer, Hart made grievance of having been discharged from the agency suddenly. But there is nothing in this, for he was not a hired servant or agent hired for a fixed term. He was free to take other employment and to carry on his profession. His *mandat* could be revoked at any time, without right to him to complain. It was also urged that items had been overlooked by the judge *a quo*, for instance, $68.31. But, taking up all the accounts and crediting plaintiff with all that he is entitled to, even the $68. 31, and with 7 per cent commission on receipts and $82.45 for his bill of costs, we find, nevertheless, that, by the result of the judment *a quo*, plaintiff has gotten as much as he was or is entitled to. So that judgment is confirmed in its *dispositif*. The *considérants* will be altered to conform to our findings. (3 R. C., 66.)

EXPERTISE.—COMMISSION DEL CREDERE.

SUPEIOR COURT, IN REVIEW, Montreal, 28th February 1873.

Present: MACKAY, J., TORRANCE, J., and BEAUDRY, J.

JOHN YOUNG *et al. vs* CONVERSE, *and e contra.*

Plaintiffs were commission merchants, and used to advance money to Converse, to carry on his rope works, plaintiffs to have the making of all sales, and to have a *del credere* commission of five per cent; also seven per cent interest on moneys due them. In June 1866, the agreement ended, and. afterwards, differences arose in settling accounts. In 1867, plaintiffs sued Converse for a balance alleged to be due them. Defendant resisted, objecting to different items in plaintiffs' account, and pleaded that, instead of his being in debt to plaintiffs, the latter owed him a certain sum for which defendant brought incidental demand. The court ordered the case to be referred to an accountant, with authority to hear the parties, etc.

Held: That that reference was *ultrà vires* of the court that ordered it;

That the very nature of *del credere* commission is that the merchant making it become insurer.

MACKAY, J.: Plaintiffs are commission merchants, and used to advance money to Converse, to carry on his rope works, plaintiffs to have the making of all sales, and to have a *del credere* commission of five per cent.; also seven per cent.

interest on moneys due them. In june 1866, the agreement ended and, afterwards, differences arose in settling accounts. Plaintiffs, at last, in 1867, sued Converse for $3365. balance alleged due them. Defendant resisted, objecting to different items in plaintiffs' accounts, claimed credits beyond what plaintiffs were allowing, and pleaded that, instead of his being in debt to plaintiffs, the latter owed him $3329 with interest at 7 per cent. from 30th june 1866, for which defendant brings incidental demand. The parties went to proof and argument, when the learned judge, who heard the case, ordered it, on the 30th january 1872, to be referred to John G. Dinning, as accountant, with authority to hear the parties, examine the record and accounts, and to report as to whether certain sales of cordage made to one Dinning of Quebec were guaranteed by plaintiffs: also whether a sale to Harvey & Bolton, of Chicago, was so guaranteed; what amount is due, &c. Dinning proceeded to his operations, the plaintiffs refusing to go before him, and, on the 14th march, he filed his report, which is very formal, as execution of the work that was assigned to him. Converse moved to homologate the report, while the plaintiffs moved that it should be set aside, upon the ground that the reference, as made to Dinning, was *ultrà vires* of the Court or judge who ordered it, and the report itself illegal. By the final judgment of may 1872, now appealed from, Converse's motion was granted; plaintiffs' was rejected; plaintiffs' action was dismissed, and the incidental demand maintained to the extent of $3197.97, with interest at 7 per cent. from 30th june 1866; the learned judge *a quo* evidently basing his judgment upon Dinning's report. Plaintiffs and incidental defendants inscribe in revision, and we have to determine, first, as to the validity of the reference to Dinning, as made. We are unanimously of opinion that that reference was *ultrà vires* of the Court that ordered it. Dinning has questions purely of law put to him for his report. This cannot be allowed, and his report is by us now rejected. There remains, in consequence, to be disposed of the case generally upon the merits. The parties addressed themselves, in debate before us, to three things principally. 1st. The correctness of the charge of $1894.34, for the Dinning note. The sale to Dinning, of Quebec, for which the note was taken, never mind how, or by whom the sale was made, we find to have been guaranteed by plaintiffs. It was credited to Converse. Plaintiffs proved upon the note against Dinning's bankrupt estate, and now we hold that they can't charge back the note against Converse. *Del credere* commission was charged by plaintiffs upon the sale. The very nature of such a charge is

that the merchant making it becomes an insurer. See Troplong, *Cautionnement*, 37. Plaintiffs here were insurers of Converse, they wrote this down; they might have done otherwise and kept this affair in suspense had they pleased, but they did not. 2nd. The correctness of the charge of $2400 for commissions on hemp purchases, and sales of cordage by Converse himself. This is charged in june 1866. This was not referred for report to Dinning, and was apparently disallowed by the judgment *a quo*, and we think with reason. 3rd. The right of defendant to the $1408.75 claimed as short credit on the Harvey & Bolton transaction. The sale to Harvey & Bolton, in november 1865, was repudiated aferwards by them. The sum of $4045.63 was credited to Converse in plaintiffs' exhibit n° 8, october 1866, in respect of this, as being the result of that transaction, but we find that, really, Converse is entitled to $1408.75 more, for plaintiffs must be held to have guaranteed this sale too. Plaintiffs drew on Harvey & Bolton for the amount of the sale; they accepted, but refused to take the rope afterwards, throwing it back upon plaintiffs, who sold it at Chicago. It was argued that Converse's silence, after receipt of the last accounts current rendered by plaintiffs, is tantamount to an admission of the correctness of the accounts, *v. g.*, the 24th october 1868, account stated the Chicago loss, crediting Converse with only $4045 in respect of that transaction, and Converse made no objection till august 1867. Yet Converse is not yet estopped from objecting; his silence is not fatal to him. Massé, *Dr. Com.*, n° 1461 to 1470. Upon the whole, except in so far as setting aside Dinning's report, we see no reason to disturb the condemnation of plaintiffs towards the incidental plaintiff, to the same amount as by the judgment complained of, and plaintiffs' principal demand will stand dismissed. Costs of Superior Court against plaintiffs and incidental defendant. The costs here divided. (3 R. C., 67).

INTERVENTION.—VENTE.

SUPERIOR COURT, IN REVIEW, Montreal, 28th february 1872

Present: MACKAY, J., TORRANCE, J., and BEAUDRY, J.

ENGLAND *et ux.* *vs* THE CORPORATION OF ROXTON, *and* KEARNEY, intervening party.

Held: That, where the conclusions are, that the title to land of a third party be declared utterly null, that party, not previously sum-

moned, may intervene, if he sees fit, to repel such conclusions, and it is not answer against him, upon which his intervention shall be dismissed, to say that the judgment would not prejudice him.

MACKAY, J.: On the 6th february 1866, a tax sale took place (under the Municipal Act) of lands in Roxton. On the 12th of february 1868, a deed was executed to Kearney by the secretary-treasurer, for a lot of land bought at the sale. On the 23rd of august 1867, plaintiffs, former owners, they say, of the land, sued the corporation of Roxton for $300 damages, as for having illegally sold it. Plaintiffs, Francis England and Jane Ruiter, his wife, say that, on the 6th of february 1864, they had paid all taxes; that they never had any notice of the sale proposed; that there always had been upon the land enough movables to pay the taxes and that these ought to have been discussed before the land could be resorted to, and that the sale to Kearney was null. They conclude for damages and that the deed to Kearney be declared null, and the plaintiffs put into possession of the land, the east half of n° six in the first range of Roxton. Defendants plead that the land was regularly taxed; that it was assessed as John Ruiter's, who was apparently owner; that all requisite formalities were observed and that over two years having passed, plaintiffs' action is barred. Art. 61 of chap. 24 of C. S. of Lower-Canada, regulates sales for taxes. Sub-section 12 says that the deed of sale executed after two years shall transfer to the purchaser all the original holder's rights, and purge the property from all privileges and hypothecs; and 27 Vic., chap. 9, of 1863, by art. 11, orders that every action to annul any sale made under section 61 of cap. 24 C. S. of L. C., shall be brought within two years next after the adjudication at the tax sale. Was Kearney to keep quiet, knowing of the conclusions that the plaintiffs were taking against his title and land? We think he was not, whether his title was weak or strong. He might interfere, for he has the interest requisite under art. 154, Code of Procedure (1). He did intervene, but his intervention has been dismissed. His conclusions of intervention are peculiar; they are: That plaintiffs' action be declared prescribed and barred and that it be dismissed. Is plaintiffs' action against defendant prescribed? Has Kearney a title valid against plaintiffs from the fact of over two years having passed? Suppose that plaintiffs prove that they had paid all taxes and that John Ruiter did not own the land, may Kearney's title, not the less, be held good? The Superior Court will pass upon these questions. Had Kearney merely asked that, as to him and plain-

(1) Art. 220 C. P. C. of 1897.

tiffs' claim to his land, the action should be dismissed, it would have been better. He seems to conclude for defendants as well as for himself. But as the minor is comprehended in the major, Kearney's conclusions, though over large, are not fatal to him. They are *plus petita*, that's all, and ought to have been treated so, (as in *Foley* vs *Elliott*). Plaintiffs ask to be put into possession of the land that Kearney has bought; his title first to be declared null. Plaintiffs' plea to the intervention says that the *intervenant* has no interest at all in the cause, because no conclusions are against him. The judgment reads: "Considering that, inasmuch as plaintiffs "have not proceeded in this suit against the intervening "party, no judgment affecting his rights could or can be "therein rendered, and that intervention on his part was, "therefore, unnecessary." We cannot agree; where conclusions are as here, that the title to land of a third party be declared utterly null, surely that party not previously summoned may intervene, if he sees fit, to repel such conclusions, and it is not answer against him, upon which his intervention shall be dismissed; "you needed not intervene; had you "remained quiet, though your title might have been declared "null, this could not hurt you; it could not be *res judicata* "against you." We are unanimously of opinion that the judgment complained of should be reversed, and that the *intervenant* Kearney be allowed a standing in the cause. (3 R. C., 69.)

CUMUL DE CAUSES D'ACTION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 18th september 1872.

Present: MACKAY, J.

GRIFFIN *vs* MOLSON *et al.*

Held: That plaintiff was not bound to make option between the causes of action demanded;
That the ordinance of 1667 was favourable to joining together several causes of action.

MACKAY, J.: In this case there were some forty defendants, of whom twelve have pleaded, six by dilatory pleas, and the rest by demurrers. Plaintiff complains of certain transactions of defendants, Molson and others, in connection with the Moisic Company, a company which worked an iron mine down the river. The company, which at first promised

well, got into difficulties; and plaintiff charged improper conduct against Molson, alleging that the shareholders were cajoled by him. And that Molson, by suits against the company, judgments fraudulent and executions, had obtained all of the company's property at a very small part of its value. The allegation of the declaration is that all was contrived by Molson, for the purpose of enriching himself. There were also charges of mismanagement, etc. The conclusions were that the Moisic Company should be held to be dissolved and a curator appointed to it; as to damages, plaintiff claimed them from certain of the defendants only; he asked also that the suits and executions complained of should be declared null and Molson condemned to pay deficiency mentioned of $200,000, money unpaid on his shares of stock. To this action, some of the defendants, as already mentioned, had pleaded by exceptions dilatory and others by demurrers. The reasons of each set of the exceptions were pretty much alike, the principal ground of dilatory exception being that incompatible grounds of action had been joined and that defendants had been improperly sued together by the same sction. Each of defendants seemed to insist on being sued separately. The court was against defendants on this point, and held that plaintiff was not bound to make option between the causes of action as demanded. The ordinance of 1667 was favourable to joining together several causes of action. The exceptions dilatory would, therefore, each, be dismissed, with costs Upon the demurrers the court was also with plaintiff. The declaration was not bad. It was quite right to call on the various defendants therein named. Had plaintiff not served them with process, they might have intervened; as to those of defendants against whom no charges of fraud are, they are all stockholders in the Moisic Company to which plaintiff asks a curator to be appointed. Surely this interests each stockholder. Where was the impropriety of serving them with notice; not asking them to pay costs? Plaintiff just seemed to say this: "Come in and take notice "of what I am doing, or hold your peace." The thing did not seem unreasonable. The demurrers would, therefore, be dismissed. (3 R. C., 71.)

BREACH OF CONTRACT.—DAMAGES.

SUPERIOR COURT, Montreal, 18th september 1872.

Present: TORRANCE, J.

LAFLAMME *vs* LEGAULT dit DESLAURIERS.

Held: That the damage for breach of contract, is to be estimated by the price at the time the contract was broken.

TORRANCE, J.: This was an action of damages, arising from the breach of a contract for the delivery of a quantity of wood. The plaintiff claimed large damages, from not having the wood in the winter, when the price rose very high. This pretension could not be sustained. The rule was well established that the damage was to be estimated by the price at the time the contract was broken. The wood was deliverable in july 1871, and defendant said that he was liable only for $1 a cord, for the 22 cords not delivered; $1 being the difference in price at the time he failed to deliver. The court would sustain the plea, and give judgment for $22, with costs, as in an action *ex parte* for that amount. (3 R. C., 72).

BORNAGE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 30th november 1872.

Present: TORRANCE, J.

LEVESQUE *vs* MCCREADY.

Held: That, in an action between two neighbours, with regard to the boundary line between their properties, the court can give an order for an *arpenteur* to prepare a *plan figuratif* of the property in question, in order that the tribunal may be better prepared to render his judgment.

This is a dispute between two neighbours, with regard to the boundary line between their properties. These actions I regard as of a very delicate character, and I desire to render such a judgment as will stand some chance of not being disturbed, when it goes through the ordeal of another court. In the meantime, I do not feel in a position to decide upon the rights of the parties, and I give an order for an

arpenteur to prepare a *plan figuratif* of the property in question, in order that I may be better prepared to render my judgment. (3 R. C., 76).

LOUAGE.—SAISIE-REVENDICATION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 30th november 1872.

Present: TORRANCE, J.

AVERY *vs* LAWLOR.

Defendant lodged a horse with plaintiff, a livery stable-keeper, to take care of, for which he agreed to pay $17 per month, but, at the end of a week, he took the horse away, and then tendered $4.25, which was at the rate agree upon. Plaintiff refused this offer, alleging that he should be paid at a greater rate for so short a period.

Held: That plaintiff could not recover more than was offered.

TORRANCE, J.: This is a *saisie-revendication* of a horse. In the month of july last, a horse was in the custody of defendant, and, according to the affidavit, was valued at $300. The facts are that, in july last, the horse was given in charge to a livery stable-keeper to be kept. The horse was sick at the time, and was left to be nursed by a veterinary attendant. It was understood that the charge should be at the rate of $17 per month. Plaintiff, just one week after leaving the animal, asked to have him back again. Defendant refused to give up the animal, unless he was paid much more than the proportion for the time he had him in charge. Plaintiff then tendered the sum of $4.25 for the one week, and caused the present proceeding to be taken. Defendant, in answer to the action, contends that he is entitled to more than the amount tendered, and that it is not usual to board a horse at the same rate by the day as by the month. Most of the witnesses say that they would charge a larger proportion. Defendant has cited the 1642 article of the Code, as to lease of houses. But upon the whole, the Court considers that defendant has failed to prove his right to a larger sum than the amount tendered. His plea is therefore overruled, and the judgment declare the *saisie-arrêt* good and valid, and orders the horse to be delivered up to plaintiff within eight days, or in default, defendant to pay $250. (3 R. C., 77).

BAIL.—RESCISION.—LOUAGE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 30th november 1872.

Present: TORRANCE, J.

BALLANTINE *vs* SNOWDON.

Ballantine made a lease with defendant, who was proprietor of a farm in the neighborhood of Montreal, of part of the farm. By the notarial lease, defendant undertook to build for plaintiff, a good farm house and also barns and stable. The farm house was to be ready on the 1st of may. Plaintiff complained of defendant that the house was not ready in time and prayed that the lease be rescinded. Defendant set up a subsequent understanding or agreement by which plaintiff accepted accommodation in lieu of the house.

Held: That plaintiff has made out his case and the rescision of the lease must, therefore, be ordered. (3 R. C., 81.)

BY-LAW.—CONVICTION.—PENALTY.

SUPERIOR COURT, Montreal, 31st january 1873.

Present: MACKAY, J.

Ex parte LACHAPELLE, petitioner for *certiorari.*

Where a conviction was had for repairing a roof with shingles and it was shown that the statute, on which the by-law was based, only mentioned *covering* a roof with shingles:

Held: That the by-law could not go beyond the statutes, and that the conviction was bad.

The petitioner has been condemned by the recorder to pay a fine of $10, and also 10s. costs and to be imprisoned for fifteen days in the common jail, for violation of a by-law of the corporation. The charge against petitioner is that he has repaired certain roofs with shingles in the city limits. The extent of repair is stated to have been a quarter of the superficies of one roof and a third of another. No particular by-law is named by date or number as having been violated. From the time of the passing of 14 and 15 Vict., c. 128, the corporation has had right (with a view to prevent accidents by fire) to prohibit and prevent " the construction of any " wooden buildings, or the covering of any building, of any " kind whatsoever, with shingles." That 14 and 15 Vict, has been amended by various acts. One is 32 Vic., c. 70, of 1869. Its section 17 allows the Corporation, towards enforcing its

by-laws, to enact some things extra, such as condemnations in costs as well as penalties, imprisonment, &c. By a by-law of 15th march 1870, it is ordered, as a former by-law of 1865 had ordered, that no person shall cover, wholly, or in part, any building of any kind with shingles. And, by section 5, no person shall repair or cause to be repaired any roof, of any brick or stone house, with any shingles. The charge against petitioner is not that he has covered any building with shingles, but that he has repaired two roofs of a stone house with shingles. The by-law, under which petitioner has been condemned, is doubtless the one of 15th march 1870. The petitioner's contention before me is, that the conviction of him is illegal, the by-law prohibiting repairing roofs with shingles being unauthorized, the only power in the Corporation being to prevent the covering of buildings with shingles; that, though repairs in shingles are prohibited by by-law, no statute expressly mentions repairs. Says petitioner: "I have "not covered any building with shingles, and, in repairing "my roofs with shingles, I was in my common law right. "Show me statute to prevent me." When we talk of covering a thing, we have for idea a body or surface that shall be covered, covered over its whole surface. The English word "cover" means that. The question is whether the by-law preventing even the repairing of roofs with shingles, is authorized by any statute or law. Allowing even (as some hold) that the intention may prevail over the literal sense of the words of a statute, it can only be where we are able to collect the intention with an amount of clearness or certainty. Is it certain that the Legislature intended to allow the Corporation to prohibit even the repairing of roofs with shingles? They have authorized a prohibition of wooden buildings, or the covering of any building with shingles. Between the covering of a building with shingles, and merely repairing a roof with shingles, there is a distance. This is apparent even from the by-law; else why did the makers of it go beyond prohibiting, in the language of the statute, to add prohibitions of repairs, and to add to the word "covering" the words "wholly, or in part?" The by-law cannot be stronger than the statute. Suppose it had been in the very words of the statute, and that defendant had been charged with violating its prohibition against "covering" any building with shingles, could he have been condemned, as here, for having merely repaired a roof? I think it likely that the Legislature did not intend to prohibit mere repairing. Suppose five or ten shingles requisite for a repair of an old roof, did the Legislature mean to prohibit such repairs? Perhaps they did not; I cannot see that they did. The expression of

the statute does not clearly involve such intention; so the words of it must be followed, and petitioner go free. This may lead to inconveniences and extra risks of fire; but the Legislature is at hand to afford a remedy. It may, if it please, prohibit any application of shingles to roofs, or to repairs of them. Petitioner had the right, before the by-law in question, to repair with shingles. The prosecution was bound to show law that, before the date of the prosecution, had taken away that right. If no such law can be shown there is no offence, nor liability to imprisonment or penalty. I see no such law. Penal laws cannot be extended; so the *certiorari* is to be maintained, and the conviction complained of quashed, with costs to the petitioner. (3 R. C., 87)

FAILLI.—CAUTIONNEMENT.—DECHARGE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 27 février 1872.

Présent: MACKAY, J.

L'HON. PROCUREUR GÉNÉRAL OUIMET, *pro Regina*, dénonciateur, *vs* LAFOND, défendeur.

Jugé: Que le failli n'est pas libéré d'un cautionnement judiciaire, par lui fourni avant la cession, par la décharge accordée par ses créanciers en nombre et en valeur, ainsi que requis par la loi de faillite, et confirmée par la cour (1).

La demande est de la nature d'une information, au profit de la couronne, pour le montant de £100, par suite de la forfaiture du cautionnement donné par le défendeur et un autre, pour la due exécution des devoirs d'huissier de la Cour Supérieure, à Montréal, en faveur de M. E. Mercier. Par cette information commencée le 28 décembre 1871, et produite en cour le 10 janvier 1872, le poursuivant alléguait la forfaiture du cautionnement, *bail bond*, donné le 23 février 1864, par le défendeur et F. Desjardins, par suite de malversation de la part de l'huissier cautionné, dans certaines causes y énoncées dans le cours de l'année 1871. (4 R. L., 142)

(1) 32 et 33 Vict., ch. 16, sec. 100, loi fédérale.

MARIAGE.—IMPUISSANCE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 23 avril 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

Dame MARCELINE LANGEVIN dite BERGEVIN, demanderesse, *vs* F.-X. BARRETTE, défendeur.

Jugé : 1. Qu'un mariage peut être déclaré nul, dix-sept ans après sa célébration, à cause d'impuissance existant lors du mariage, si les parties se sont séparées après sa célébration, et ont depuis vécu séparément, et, aussi, lorsque la partie défenderesse a résidé, depuis cette séparation, en pays étrangers ;

2. Que l'autorité ecclésiastique doit d'abord prononcer la nullité du mariage.

Marceline Langevin dite Bergevin, de Saint-Timothée, et François-Xavier Barrette, instituteur, du même lieu, se sont mariés le 12 novembre 1855 ; mais, après six mois environ de vie commune, ils se sont séparés, et, en janvier 1857, le défendeur a laissé le pays et établi son domicile aux Etats-Unis. Le 26 mars 1872, l'évêque catholique romain de Montréal rendit une sentence dans laquelle, après avoir constaté qu'il a entendu les parties et ouï le rapport des médecins, il déclara le mariage, fait entre catholiques, nul à cause de l'impuissance du défendeur, apparente, manifeste et existant lors du mariage. Le même jour, la demanderesse intenta la présente action, et conclut à ce que, " vu le décret de l'évêque catho- " lique romain de Montréal, le mariage contracté par les par- " ties en cette cause, le 12 novembre 1855, soit déclaré nul, de " nul effet et non avenu à toutes fins et intentions quelcon- " ques, et comme s'il n'avait jamais existé, etc." Le défendeur était alors à Montréal ; l'action fut signifiée personnellement, et, sur requête au juge, sa déposition fut prise le même jour, attendu qu'il devait repartir de suite pour les Etats-Unis. A l'enquête, la demanderesse prouva qu'elle n'était demeurée sous le toit de son mari qu'environ six mois durant la première année de son mariage ; ensuite elle se sépara de lui pour toujours, et, en janvier 1857, le défendeur partit pour les Etats-Unis où il a depuis établi son domicile et où il demeure actuellement. Deux médecins ont témoigné avoir visité la personne du défendeur, le 24 mars dernier, et avoir constaté une impuissance manifeste, apparente et de plus naturelle. Le défendeur admet aussi le fait dans sa déposition sous serment : la demanderesse avait, en outre, dans sa requête et sa déposition qui l'accompagne, juré de tous les

faits de la cause. Lors de la plaidoierie, PAGNUELO, avocat de la demanderesse, attira l'attention de la cour sur le fait que les parties sont mariées depuis dix-sept ans. D'après le Code Civil, art. 117, la partie avec qui l'impuissant a contracté mariage est la seule admise à invoquer cette nullité : " elle n'y est plus recevable, *si elle a laissé passer trois ans sans se plaindre.*" Ces expressions un peu vagues sont précisées par le texte anglais qui se lit comme suit : "*Nor at any time after three years from the marriage.*" Mais le code ne régit pas le cas actuel, qui lui est antérieur, et il a introduit ici un droit nouveau. Les codificateurs l'admettent eux-mêmes dans leur rapport, quoique l'article soit donné comme loi ancienne, c'est-à-dire qu'il n'est pas accompagné des crochets ordinaires qui marquent les amendements à la loi en force lors de la confection du code. Pothier, Contrat de mariage, no 445, cité par les codificateurs comme l'une des sources de cet article, dit que l'époux peut n'être pas recevable dans sa demande quand il a *cohabité* pendant un grand nombre d'années avec l'autre époux, surtout lorsqu'il y a eu des enfants baptisés comme nés de ce mariage, parce qu'il ne serait pas convenable de troubler l'état civil et l'honneur des familles après plusieurs années de silence. Ce silence était considéré alors comme une détermination de la part de l'époux de se soumettre à sa position. Mais aucune époque fatale n'était fixée pour faire prononcer la nullité du mariage ; dans ce cas et quelle que fut la longueur du temps qui se fut écoulée depuis le mariage, l'époux viril était toujours admis à invoquer la nullité, si la cohabitation ne s'était pas prolongée. D'ailleurs l'absence du défendeur mettait l'autre partie dans l'impossibilité de procéder à la preuve du fait; cette preuve n'a pu se faire que deux jours avant la poursuite, lorsque le défendeur s'est volontairement rendu à Montréal pour subir l'examen des médecins, *contra non valentem agere, non currit prescriptio.* Enfin la nullité du mariage a été prononcée par l'autorité religieuse, de sorte que cette cour n'a qu'à donner effet à ce décret en le confirmant pour les effets civils.

Voici le jugement de la cour : " La cour, considérant que la demanderesse a prouvé et établi les allégations de sa présente demande en nullité du mariage qu'elle a contracté avec le défendeur le 12 novembre 1855 et qu'au témoignage même du défendeur, ce dernier a toujours été et est encore, naturellement et d'une manière apparente et manifeste, impuissant à accomplir l'œuvre du mariage ; considérant que l'évêque diocésain a, par son décret, en date du 26 mars 1872, prononcé la nullité absolue du mariage pour les causes sus-énoncées ; déclare et adjuge le susdit mariage nul et de nul effet et non avenu, à toutes fins et intentions quelconques, et comme s'il

n'avait jamais existé, et la demanderesse libre d'en contracter un nouveau, comme si le premier n'avait jamais eu lieu." (4 R. L., 160)

S. PAGNUELO, avocat de la demanderesse.

SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE.—DOMMAGES.—DECLARATION PRIVILEGIEE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 17 mai 1872.

Présent : MACKAY, J.

DURETTE *vs* CARDINAL.

Jugé : Qu'un membre d'une société de bienfaisance a le droit de déclarer, dans une assemblée de cette société, que la personne qui sollicite l'admission dans cette société, *a volé*, même lorsqu'il y a 5 ou 6 ans que la conviction a eu lieu, et qu'une telle déclaration est privilégiée, et ne peut donner lieu à des dommages.

This was an action of damages. On the 3rd november 1866, plaintiff had two bills found against him, for stealing a watch. On the 3rd july 1871, five years afterwards, plaintiff was proposed as member of a certain society, *Union Saint-Joseph*, and plaintiff says that defendant, without any cause, maliciously said to those present: "Don't you know that plaintiff has stolen a watch?" This remark referred to the unfortunate occurence of defendant's youth. Plaintiff alleged that he had since acquired an honest reputation. This is true. The plea was that the remark was privileged; that defendant was a member of the society; that perfect character was required of candidates, and defendant only said what was true, and that he was right in saying what he did. Plaintiff replied that defendant was not to be allowed to prove the truth of the charge, and that defendant was actuated by malice. The evidence showed that eight days' notice was to be given by candidates; when the person who proposed plaintiff came in, defendant who had previously objected to plaintiff's admission, was forced to speak out and tell what he knew. For five or six years, the plaintiff has borne a good character. He had been sent out of the room before he was spoken of, so his feelings were spared, as far as possible. There were none but members present, and the place was a private place. As to the truth of the charge, Shiller proved four convictions against plaintiff and there were other indictments on which plaintiff had pleaded guilty. Plaintiff proposed to get admis-

sion into the society, he had expected that the members would inquire into his antecedents; though christian charity might lead one to take a favorable view of plaintiff's position, after such an "accident" as had happened to him the members, as a matter of duty to their society, would be justified in refusing him the privileges of membership. Plaintiff should never have brought this action; the place was privileged, and the speaking was not in malice, but privileged. Therefore the action must be dismissed. (4 R. L., 223.)

FEMME MARIEE.—DOUAIRE PREFIX.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 17 mai 1872.

Présent: MACKAY, J.

ACKERMAN *vs* GAUTHIER *et vir.*

Jugé: Que la renonciation, faite par une femme à la succession testamentaire de son mari, ne sera pas affectée par le fait que, comme exécutrice du testament, elle aurait reçu une somme d'argent qu'elle se serait appropriée en déduction de son douaire préfix.

The female defendant was the widow of Poulin, but she had married, in second marriage, the other defendant, Thibault, from whom she is *séparée de biens.* She is now sued on a promissory note for $103, which the first husband gave to plaintiff. After giving the note he died, and, by his will, he left the present defendant all his property *à titre universel.* She was also named executrix of the will. Shortly after, she received a certain sum, over $1000, due to Poulin, and preserved silence respecting it. Subsequently, she was sued by plaintiff, on the note, and it was alleged that she had accepted the succession of her deceased husband. She pleaded that she had renounced the legacy on the 21st sept., her husband having died in august preceeding. To this, it was answered that, before this renunciation, she had accepted the succession, by having received a sum from a man named Leclaire. She replied, that she received a sum from one Poulin, but only *ès-qualité* of executrix of deceased's will. The question was whether defendant could be charged to pay this note. The court held in favour of defendant, as in point of fact she was executrix. She had appropriated this money and said not a word about it, yet, this was not fatal to her case. She said she had received it as executrix of the will, and had paid it to herself on account of the sum of £500, *douaire*

préfix settled upon her by marriage contract. It was true she had no right to keep this sum by priority over all the other creditors; she, as executrix, ought to have asked them to come in and divide with her, *au marc la livre*. This, however, could not nullify her renunciation. The action would be dismissed, but without costs. (4 R. L., 224.)

FAILLITE.—CONCORDAT.—COLLOCATION.

SUPERIOR COURT, Montreal, 17th may 1872.

Present: MACKAY, J.

In re CLARK & CLAYTON, insolvents, *and* THE MOLSONS BANK, claimant, *and* BUCHANAN *et al.*, contestants.

Jugé: Qu'un créancier peut réclamer d'un débiteur, lors d'une seconde faillite de ce dernier, tout le montant de la réclamation qu'il avait contre lui lors d'une première faillite, lorsqu'il y a eu concordat, et que le débiteur n'en a pas accompli les conditions.

This was an appeal from the award of an assignee. Clark and Clayton, from the 5th august 1867 to 21st april 1868, were trading as Davie, Clark & Clayton. Then, they assigned to Stewart, assignee, and this bankrupcy ended that co-partnership. Under that assignment, the Molsons Bank proved a claim for $9,785. Davie, Clark & Clayton offered a composition of 10s 6d in the £, got a discharge and their property was given back to them. Then they continued trading as Clark & Clayton. The Molsons Bank received certain sums on account of the composition. In 1869, on the 5th august, Clark & Clayton made a second assignment to R. Watson, and, thereupon, the Molsons Bank filed a claim for the whole amount due at the time of the first assignment, less what had been paid on account. A contestation was raised before the assignee, and it was contended by the contesting creditors, Buchanan, Leckie & Co., that the Molsons Bank could not be allowed to claim more than the *balance due* of the composition. The assignee had sustained this contestation and cut down the claim of the Molsons Bank to $1,712. The Molsons Bank has appealed from this award, and contends that the claim must stand as filed; that the bankrupts having failed to carry out the terms of the first composition, the original claim revived. It was important to observe that the firms of the first bankrupcy and of the second were composed of the same individuals, carrying on

the same business in the same premises. The composition deed referred to is lost, and secondary evidence of its contents have been made. This goes to prove that a condition in it was for revival of the original claims, if the composition was not punctually paid. The court holds that the pretensions of the Molsons Bank, to rank on their original claim, must be sustained, and the award of the assignee reversed, on the ground that the two persons in each bankrupt firm were the same, and that the discharge under the composition deed was not absolute, but conditional, on the terms of the composition being carried out. This not being done, the original claims of creditors revived. Judgment ordering that the Molsons Bank be collocated for $6,362.37. (4 R. L., 225.)

FAILLITE.—DOMMAGES.—AGENCE.—PREUVE.

SUPERIOR COURT, Montreal, 17th may 1872.

Present: MACKAY, J.

MURPHY *vs* THE CANADIAN EXPRESS CO.

Plaintiff had established an agency in New-Brunswick, and his agent there sent him money through the express company. Plaintiff having failed in the interim, the express company retained it in their possession, and the agency was by this means broken up.

Held: That plaintiff was not entitled to recover, as there was no proof of direct damages; and, moreover, the company had a right to retain the money, until the ownership of it was established (1).

MACKAY, J.: This was an action of damages for $1000. Plaintiff alleged that, on the 1st of march 1871, he had established a most valuable business in Saint-John, N. B., having one Cohen to act as agent for a patent there. He says he would have succeeded in pushing the business but for the following circumstances: He sent some goods to Cohen, and Cohen sent him first $50, and afterwards the balance $13 through the express company. It was with reference to this $13 that the whole difficulty occurred. Plaintiff having failed, the company for some time retained the $13. At first, they said they had not it. In the meantime, Cohen sent plaintiff an order for more goods, but plaintiff (not having received the $13 balance) would not send them, plaintiff says that, so, Cohen lost confidence in him, and their connection was broken off. Defendants say that no such damages as pretended can

(1) Art. 1074 C. C

be claimed, that they are too indirect; and that the delay in paying the $13 was justifiable; plaintiff's assignee, Stewart, having made a claim for the money in their hands. They said, moreover, that the business in Saint-John never existed; that Cohen was a man plaintiff would not trust for $13, for it was on account of the company's retaining this $13, that plaintiff would not trust Cohen with any more goods and the agency fell to the ground. They said, further, that plaintiff's patent is worth nothing, and that $1000 profit that plaintiff hoped to make out of it was perfectly visionary. What were the proofs? Cohen was not examined to prove the agency, though he ought to have been. The only witness was plaintiff's son, aged 13, who said his father must have suffered $1,000 loss, by his business being broken off. This is a poor kind of proof. As to the patent, one witness says it was not worth five dollars. The court had to find on this demand for indirect damages (as had been found from all times), that such damages could not be allowed. Besides, if any one really suffered, it was the assignee of Murphy, to whom the $13 really belonged. Action dismissed. (4 R. L., 226.)

DESISTEMENT.—CHOSE JUGEE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Montréal, 30 septembre 1870.

Présents : MONDELET, J., TORRANCE, J., BEAUDRY, J.

SALVAS *vs* GUÉVREMONT.

Jugé : 1° Qu'un désistement d'une partie de la créance réclamée, n'est qu'une " discontinuation " (1), *discontinuance.*

2° Que le désistement n'est pas un abandon du droit de porter une seconde demande et ne produit pas chose jugée (2).

Dans une cause mue et pendante à la Cour Supérieure de Montréal, entre Jean-Baptiste Coutu, demandeur, et Jean-Baptiste Guévremont, défendeur, le demandeur, ayant poursuivi pour le montant de deux billets souscrits en sa faveur par le défendeur, fit, le 20 mai 1864, la motion suivante :

(1) Cette expression que l'on treuve à l'art. 25 du chap. 82 S. R. B. C. est impropre et a été bannie du code de procédure civile de 1867 (art. 275 C. P. C. de 1897).

(2) Art. 450 C. P. C. " Une partie peut en tout temps avant jugement se " désister de sa demande ou procédure, à la condition de payer les frais." (Arts. 451, 452, 453 (Art. 276, 277 et 278 C. P. C. de 1897)

" Motion de la part du demandeur à ce qu'il lui soit donné acte de la déclaration qu'il fait, par les présentes, qu'il se désiste (sans frais en faveur du défendeur ou avec tels frais qu'il plaira à cette honorable cour d'accorder et fixer), de cette partie de sa demande en cette cause qui a trait au billet en date du 14 février 1861 ; et en conséquence il réduit sa présente demande contre le défendeur à la somme de $2,000, étant le montant du billet en date du 25 mai 1860, avec intérêt sur cette somme de $2,000 depuis le 25 mai 1860, et les dépens."

Le 30 juin 1864, la Cour Supérieure à Montréal, BERTHELOT, J., rendit le jugement suivant : " La cour accorde ladite motion, en par le demandeur payant la somme de £3 10s de frais au défendeur ; en conséquence, donne acte au demandeur de sa déclaration qu'il fait par cette motion, qu'il se désiste de cette partie de sa demande qui a trait au billet en date du 14 février 1861, réduisant la demande du demandeur contre le défendeur à la somme de $2,000."

Plus tard, Jean-Baptiste Coutu céda le montant de ce billet ainsi désisté au demandeur en la présente cause, Jean Salvas, lequel poursuivit de nouveau le défendeur pour en recouvrer le montant. Le billet est en ces termes : " Sorel, 14 février 1861, à douze mois de cette date, je promets livrer à J.-B. Coutu, ma terre ou neuf cents livres courant. (Signé) Jean-Baptiste Guévremont." Le défendeur plaida à cette demande par plusieurs exceptions, et, entre autres, par une seconde exception péremptoire, il alléguait en substance ceci : " That true it is that defendant signed the paper writing mentioned in plaintiff's declaration and by him called a note ; that plaintiff cannot have and maintain his present action, because he instituted an action for the recovery of that pretended *créance*, together with another note, but filed a *désistement* of the part of his action claiming that *créance*, and, having renounced to any claim which he might have had upon defendant in virtue of the paper-writing of the 14 february 1861, plaintiff, his *cessionnaire*, cannot have any claim in virtue of the same, and the *désistement* is a *chose jugée* in favor of defendant." Le 24 janvier 1870, la Cour Supérieure pour le Bas-Canada, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, LORANGER, J., rendit le jugement suivant :

" La cour, considérant que, quoiqu'il soit vrai que, dans la règle générale, le désistement pur et simple d'une instance ne s'attaque qu'à la procédure et que la partie qui s'est ainsi désistée peut reprendre cette instance, il n'en est pas moins constant que ce désistement quand il est fait de la demande, et sans réserve, peut s'appliquer au fond du droit, ce qui

implique un abandon du droit de porter une seconde demande et attribue au jugement qui a donné acte de tel désistement l'autorité de la chose jugée, et que cette distinction résulte des circonstances et est entièrement à l'appréciation du tribunal; considérant que, dans l'espèce, il appert au tribunal qu'en se désistant de cette partie de la demande fondée sur le billet qui fait la base du litige, dans l'instance portée à Montréal, devant la Cour Supérieure, par le nommé Jean-Baptiste Coutu, le cédant du demandeur a entendu se désister du fond du droit à lui résultant du billet, et s'est par là interdit la faculté d'intenter une nouvelle demande contre le défendeur, et que le jugement qui lui a donné acte de tel désistement et l'a admis, a créé chose jugée entre les parties au regard du billet, et que le défendeur est bien fondé à opposer le désistement et le jugement à l'action du demandeur cessionnaire de Jean-Baptiste Coutu ; a maintenu et maintient l'exception du défendeur fondée sur le désistement, et a débouté et déboute le demandeur de son action avec dépens."

Le demandeur inscrivit cette cause en revision à Montréal, devant trois juges. Le demandeur, dans son factum en revision, disait que le désistement n'est point une remise de la dette ni une cause d'extinction des obligations. Le désistement remet, de plein droit, les choses au même état qu'elles seraient si la demande ou la procédure n'avait pas eu lieu. Le désistement n'est pas une renonciation absolue aux droits qu'a une partie ; le procureur *ad litem*, sans un mandat spécial de sa partie, ne peut pas renoncer à son droit ni à une créance, au préjudice de la partie qu'il représente. 3 Carré et Chauveau, Proc. Civile, page 187, désistement ; *vide* art. 450 et suiv. C. P. C. de 1867 (art. 275 et suiv. C. P. C. de 1897).

Le jugement de la Cour de Revision qui a infirmé le jugement du juge *a-quo* est motivé comme suit : "The court, now here sitting as a Court of Review, considering that the said discontinuance (*désistement*), made by Jean-Baptiste Coutu, was only a discontinuance of the suit, in so far as it had reference to the sum of £900 currency, mentioned in the paper writing or note of date 24th february 1861, and was not an abandonment of the right of action of Coutu ; considering that plaintiff hath proved the material allegations of his declaration and that Jean-Baptiste Coutu, by transfer of date the 9th february 1865, Précourst, notary, did transfer to plaintiff, the paper-writing *sous seing privé*, styled " billet *promissoire*, écrit ou reconnaissance ", in the declaration of plaintiff, of date 14 february 1861, and signed by defendant ; considering that defendant did fail to prove the allegations of his pleas in this cause ; considering there is error in the judgment of date the 24 january 1870 ; doth reverse the same ; and proceeding

to render the judgment which the Superior Court, in the district of Richelieu, should have rendered, doth reject the pleas of defendant; and doth adjudge and condemn defendant, within one month after the signification upon him of the present judgment, to make option and deliver to plaintiff Jean Salvas "sa terre", to wit: the land on which defendant resided on the 14 february 1861, situated *au Chenal-du-Moine*, in the district of Richelieu, or to pay and satisfy plaintiff, the sum of £900 currency with interest thereon from the 14 february 1865, date of service of process in this cause, and, in default of the defendant within said delay, making said option and delivery of said land, the court doth adjudge and condemn the defendant to pay to plaintiff the sum of £900, with interest and costs." (4 R. L., 233.)

D.-Z. GAUTHIER, avocat du demandeur.

GILL, avocat du défendeur.

GARDIEN.—FRAIS.—OPPOSITION A FIN DE CONSERVER.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 20 mai 1872.

Présent: MACKAY, J.

Dame M.-L. BOUCHER *et vir*, demandeurs, *vs* J.-B. BRAULT *et al.*, défendeurs, *et* J. GRENIER, opposant.

Jugé: Que, sur contestation du compte des frais de garde d'un gardien volontaire, devenu par la force des circonstances gardien nécessaire, et forcé de s'emparer des biens meubles saisis et de les prendre sous sa garde immédiate, ce gardien est bien fondé à faire une opposition à fin de conserver, pour le paiement de ses frais de garde, sur le produit de leur vente, et d'être payé, sur preuve faite, de part et d'autre, du montant que la cour devra apprécier.

Le 7 août 1871, l'opposant produisit une opposition à fin de conserver sur les deniers prélevés par la vente du mobilier du défendeur saisi-gagé par droit de suite, sur ce dernier, et à laquelle saisie-gagerie, l'opposant avait été nommé gardien volontaire par le défendeur, qui partit peu de temps après cette saisie-gagerie, pour les Etats-Unis. L'opposant alléguait qu'il avait fait taxer ses frais, comme gardien, vu qu'il avait été obligé de s'emparer de ce mobilier d'une grande valeur, lors du départ du défendeur du pays, et de le *hangarer*, afin d'attendre l'issue du procès entre les demandeurs et les défendeurs. Cette taxe avait été faite par le protonotaire, *ex parte*, le 24 de juillet 1871, quelques jours avant la vente, à la somme de $168. Les demandeurs et le gardien ne pouvaient

s'entendre sur le *quantum meruit* du montant réclamé par ce dernier, et l'huissier saisissant refusait, dans ces circonstances, de le payer sur le produit de la vente. En conséquence, le gardien crut devoir faire une opposition à fin de conserver, pour le montant de sa taxe comme tel gardien. Le 18 septembre 1871, les demandeurs firent une motion pour faire rejeter cette opposition, comme étant illégale, frivole et vexatoire, et concluant à l'annulation de la taxe du protonotaire, comme étant un excès de pouvoir et d'autorité ; mais cette motion fut renvoyée. Cette opposition fut contestée par les demandeurs, par une exception péremptoire par laquelle les demandeurs prétendaient que l'opposant ne pouvait réclamer que ses déboursés nécessaires : art. 600 et 601 C. P. C. (1) ; C. C. art. 1825, § 4 ; que l'opposant n'avait droit à aucun des honoraires qu'il réclamait, du 12 juillet 1870 au 6 octobre 1870 : 87 jours à $1.00 par jour — $87, ni depuis le 8 octobre 1870 au 25 juillet 1871 ; 291 jours à 50 cents par jour — $145.50. Les demandeurs prétendaient que cette taxation, faite *ex parte*, était nulle ; qu'ayant été faite *avant* la vente, elle était illégale et en contravention aux dispositions de l'art. 600 du Code de Procédure Civile ; qu'aux termes de l'article 1825, le gardien volontaire n'a droit à aucune indemnité, quelle que soit la position critique dans laquelle cette garde l'a placé. L'opposant prétendit que, du moment que le débiteur voulut enlever son mobilier saisi-gagé, aux Etats-Unis, il est devenu forcément un gardien *ex officio* ; qu'agissant dans l'intérêt des demandeurs et de tous les créanciers, il avait réussi à conserver les biens meubles, qui étaient le gage de la créance du loyer dû aux demandeurs, et que les dépenses, par lui faites, l'avaient été dans l'intérêt commun. Il citait l'art. 1994 du Code Civil, et la cause de *Dinning* et *Jeffery* (2). L'opposant prétendait que la taxation des frais *avant* la vente ne peut préjudicier qu'à lui-même, en perdant indubitablement les jours suivants qui doivent s'écouler jusqu'à la date de la vente, et que personne n'a intérêt à s'y objecter ; que, dans le cas où il faut une enquête sur la valeur des frais d'une garde aussi difficile que celle imposée par les circonstances sur l'opposant, il fallait inévitablement une contestation et une preuve régulière sur les prétentions des parties.

(1) Art. 669 et 670 C. P. C. de 1897.

(2) Le gardien d'effets saisis en vertu d'un bref de revendication adressé au shérif, a droit d'action aussi bien contre la partie qui a fait émettre le bref que contre le shérif, pour le recouvrement de ses dépenses encourues, comme gardien, pour la conservation de ces effets. Arts. 847 et 868 C. P. C. de 1867, et art. 626 et 948 C. P. C. de 1897. (*Dinning* et *Jeffery*, C. B. R., en appel, Québec, STUART, J. en C., ROLLAND, J., PANET, J., et AYLWIN, J., nfirmant le jugement de C. S., Québec, 17 décembre 1853, BOWEN, J. en C., et DUVAL, J., 3 R. J. R. Q., 114.)

PER CURIAM : Il a été prouvé dans cette cause que lorsque le gardien (d'abord gardien volontaire) s'est trouvé dans des difficultés, il a demandé à être déchargé et à ce qu'un gardien d'office ou spécial fut nommé, mais que le demandeur s'y est refusé ; que la garde fut ensuite plus difficile, exigeant une surveillance continuelle jour et nuit. Le protonotaire a taxé le gardien, non seulement pour ce temps, mais pour le temps écoulé depuis sa nomination ; la cour a réduit cette taxe et n'a alloué que les frais faits durant le temps de la garde d'office et méritant une rémunération. La cour ne peut accorder au gardien des honoraires pour le temps où il n'avait pas la possession réelle et actuelle des effets saisis.

Le jugement de la cour est motivé comme suit : " La cour, considérant que l'opposant n'a pas droit de réclamer des frais de garde, pour le temps qu'il n'a pas eu la possession réelle des effets saisis dont il était originairement gardien volontaire ; considérant, de plus, que l'opposant n'a pas droit de réclamer raisonnablement plus de $2 par mois pour le loyer d'un hangar pour loger ces effets ; a homologué et homologue le rapport de distribution en déduisant toutefois de la taxe de l'opposant comprise dans l'item n° 5 du rapport de distribution, la somme de $43.50, honoraire que le protonotaire lui avait accordé depuis le 12 juillet au 6 octobre 1870, et a réduit la taxe de l'opposant, pour loyer du hangar, à $20, au lieu de $35.90 ; et condamne chaque partie à payer ses frais de contestation." (4 R. L., 237.)

PAGNUELO, avocat des demandeurs.

A.-W. GRENIER, avocat de l'opposant.

P.-R. LAFRENAYE, conseil.

SAISIE-ARRET AVANT JUGEMENT.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 10 janvier 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

RIOPEL *vs* ARPIN.

Jugé : Qu'un débiteur sur le point de quitter la province, qui va avertir son créancier qu'il part, n'est pas censé agir frauduleusement et dans le but de frauder son créancier, lequel n'a pas droit à une saisie-arrêt avant jugement, lorsqu'il ne s'est pas opposé au départ de son débiteur et qu'il a même favorisé ce départ.

Le demandeur avait une créance contre la défenderesse qui, sur le point de partir pour les Etats-Unis, va trouver le demandeur et lui dit qu'elle voudrait partir et que, quand elle

sera rendue, elle lui enverra de l'argent. Le demandeur l'approuve par son silence, favorise même son départ, en allant avec elle au bureau du chemin de fer acheter son billet de passage, et, au moment du départ, fait saisir avant jugement ses effets dans la gare du Grand-Tronc. La défenderesse plaide qu'elle ne quittait pas la province, dans le but de frauder le demandeur, et prouve les faits relatés plus haut. (4 R. L., 270.)

N. MONGEAU, pour le demandeur.

TRUDEL et DE MONTIGNY, pour la défenderesse.

CERTIORARI.—COMMISSAIRES POUR L'ERECTION CIVILE DES PAROISSES.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 30 avril 1872.

Present : BERTHELOT, J.

Ex parte LA FABRIQUE DE MONTRÉAL, requérant *certiorari*, *et* E. HUDON *et al.*, requérant érection civile, *vs* J. N. A. ARCHAMBAULT *et al*, commissaires.

Jugé : 1o. Que les pouvoirs dévolus et appartenant aux commissaires pour l'érection civile des paroisses, en vertu des dispositions légales de l'art. 4 de l'ordonnance de la 2e Victoria, chap. 29, reproduite en l'art. 11 du chap. 18 des Statuts R. B.-C., et en vertu de la commission sous l'autorité de laquelle ils agissent, ne sont pas des pouvoirs ayant un caractère judiciaire, et qui peuvent donner lieu à être mis en question par voie de *certiorari*.

2o. Que des ordres, jugements et ordonnances, qui ne sont pas d'un caractère final, ne peuvent donner lieu au bref de *certiorari*.

PER CURIAM : Il s'agit, sur cette contestation, de la légalité et de l'effet d'un *writ de certiorari* émané de cette cour, sous l'autorité du juge MONDELET, en date du 11 octobre 1871, ordonnant à Archambault et autres, *se disant* et se qualifiant de commissaires dans le diocèse catholique romain de Montréal, pour les fins du chap. 18 des Statuts Refondns du Bas-Canada, relativement à l'érection civile de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce, et leur enjoignant de transmettre et produire tous les procédures, ordres, ordonnances et jugements par eux rendus, en leur qualité, sur et à la suite du décret canonique de Sa Grandeur Monseigneur Ignace Bourget, du 21 avril 1871, érigeant en paroisse, sous le titre et vocable de Notre-Dame-de-Grâce, dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, par voie de démembrement, partie du

territoire de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal, à la demande de E. Hudon *et al.*, habitants francs-tenanciers résidant sur le territoire de la nouvelle paroisse, y compris l'avis par eux donné le 22 avril 1871, et les ordres et ordonnances et jugements par eux rendus le 14 septembre 1871, sur la requête de Hudon et autres, présents devant les commissaires pour l'érection civile des paroisses dans le district de Montréal, le 28 mai 1871, ainsi que les oppositions faites par les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal. Les raisons principales, affirmées sous serment, dans l'intérêt du curé et des marguilliers, pour obtenir ce bref, sont que, le 14 septembre 1871, jour fixé par les commissaires pour entendre les personnes intéressées, les opposants, par le ministère de Cartier, Pominville et Bétourney, avocats, avaient décliné la juridiction que s'arrogeaient les commissaires dont *ils ne reconnaissaient pas l'autorité*, et leur auraient mis entre les mains *quatre exceptions déclinatoires*, avec demande de les recevoir au dossier de leur procédure, ce qui leur fut refusé par les commissaires ; que les opposants présentèrent de plus aux commissaires *quatre* autres documents, aux fins de faire déclarer aux commissaires, Armand, Masson et Bellerose, s'ils étaient propriétaires dans les limites de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal, et, par conséquent, intéressés en la matière devant eux, afin de pouvoir les récuser, s'il y avait lieu, et que les commissaires refusèrent de recevoir ces quatre documents ; que les opposants présentèrent de plus aux commissaires quatre autres documents, à l'effet de faire déclarer par Archambault, Armand et Bellerose, s'ils avaient déjà exprimé leur opinion et donné leur avis sur les points touchant au mérite de l'érection civile de la nouvelle paroisse, et ce, dès avant la nomination, et de faire leur déclaration à cette égard, pour les récuser ensuite, s'il y avait lieu. Sur le premier motif des opposants, pour obtenir le *bref de certiorari*, je dois dire de suite que ce moyen pouvait venir au soutien d'un bref de *quo warranto*, mais aucunement et nullement au soutien d'un bref de *certiorari*. Sur le second motif, on peut y répondre en disant qu'il aurait fallu que les opposants eussent de plus allégué que les commissaires Armand, Masson et Bellerose étaient propriétaires dans la partie de la nouvelle paroisse que l'on voulait ériger civilement, savoir Notre-Dame-de-Grâce. Car la loi a restreint l'intérêt des habitants, pour cet objet, aux habitants francs tenanciers du territoire à démembrer, c'est-à-dire à ceux qui sont domiciliés et propriétaires de terrains sur ce territoire, ch. 18 S. R. B.-C., art. 8 ; Statuts de 1865, ch. 52, art. 1er. Sur le troisième motif, les commissaires pouvaient ne pas faire la déclaration demandée, s'ils la considé-

raient soit injurieuse soit non pertinente. C'est ce qui a été maintenu par la Cour d'Appel, en décembre 1870, dans la cause Guibord (1), et par la même cour, en septembre 1871, dans la cause de *Gugy* et *Brown*, qui n'est pas rapportée ; et aussi dans une cause à Québec où l'on a voulu récuser les juges STEWART et PANET, dans une cause où il s'agissait de droits seigneuriaux, parce qu'ils étaient seigneurs (2). J'aurais pu éviter d'entrer dans le mérite des motifs de la demande, mais je n'ai pas eu d'objection de démontrer qu'il s'en fallait de beaucoup qu'ils fussent aussi sérieux qu'on l'a prétendu. En outre, l'art. 183 du C. P. est dans ces termes : " La récusa-" tion est proposée par requête qui en contient les moyens, et " elle doit être signée par la partie elle-même, ou par son pro-" cureur, s'il a une procuration spéciale." C'est ce qui n'a pas été observé par les opposants (3). L'article 1220 du Code de Procédure (4) porte qu'il y a lieu au bref de *certiorari* pour faire reviser un jugement rendu, ce qui s'entend d'un jugement final. Autrement les tribunaux inférieurs pourraient être arrêtés, dans l'exécution de leurs devoirs, dès l'origine des procédures dont ils sont saisis, ce qui est contraire à toute idée du remède que l'on entend apporter par ce writ. Les commissaires des procédures desquels on se plaint,

(1) Dans une poursuite pour l'obtention d'un bref de *mandamus*, pour contraindre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique d'une paroisse, à inhumer les restes d'un paroissien catholique décédé, dans le cimetière de la paroisse, les juges catholiques ne peuvent être récusés à cause de leur croyance, et la Cour du Banc de la Reine, siégeant en appel, peut refuser de recevoir une récusation de la majorité des juges de ce tribunal basée sur ce motif. *Brown* et *Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal*, Conseil Privé, 21 novembre 1874, confirmant la décision de C. B. R., en appel, Montréal, 9 décembre 1870, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J. (dissident), BADGLEY, J., et MONK, J., qui avait jugé qu'une requête en récusation ne peut être produite sans la permission du tribunal où préside le juge récusé, et que si cette récusation est injurieuse pour le tribunal, en même temps que futile, ce tribunal peut refuser de la recevoir ; qu'ainsi une requête en récusation de juges, parce qu'ils sont catholiques, et ne peuvent siéger dans une cause pour *mandamus* contre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique d'une paroisse, pour contraindre ces derniers à inhumer dans le cimetière de la paroisse les restes d'un paroissien catholique décédé, ne devra pas être reçue par le tribunal, cette requête en récusation étant injurieuse pour ces juges. (21 R. J. R. Q., p. 169).

(2) La parenté du juge avec quelques-uns des actionnaires d'une association incorporée ne le rend pas incompétent à décider dans une poursuite de cette corporation. On ne doit voir ici que les intérêts d'un être incorporel par rapport auquel aucun dégré de parenté ne peut exister. L'intérêt de l'actionnaire est trop éloigné et indirect pour opérer l'incompétence du juge. L'intérêt individuel et direct du plaideur peut seul rendre le juge incompétent. Art. 179 C. P. C. de 1867, et art. 239 C. P. C. de 1897. (*La Compagnie d'Assurances du Canada* v. *Freeman*, C. B. R., Québec, 1847, 2 R. J. R. Q., 279).

(3) Art. 243 C. P. C. de 1897.

(4) Art. 1292 C. P. C. de 1897.

n'ont jamais rendu aucun jugement à proprement parler, Ils n'ont pas même, aux termes du bref de *certiorari*, été reconnus comme commissaires; ils sont assignés comme *se disant et qualifiant* de commissaires; il aurait fallu reconnaître leur qualité formellement avant de se plaindre de leurs procédures et ordonnances. Devant les tribunaux, personne n'est admis à plaider hypothétiquement; il faut que chacun adopte une proposition définie. Il aurait fallu, par le bref même, admettre formellement la qualité et les pouvoirs des commissaires; sinon qu'on se pourvoie contre eux par un bref de *quo warranto*, ce qui est une toute autre procédure. J'ai eu occasion de m'assurer que les opposants ont de fait, depuis l'émission de leur bref de *certiorari*, procédé par *quo warranto*. Ce que je viens de remarquer n'est qu'en supposant que ces commissaires avaient des pouvoirs d'un caractère judiciaire, car, si leurs pouvoirs ne sont que d'un caractère administratif, ou de simples pouvoirs de commissaires enquêteurs par voie de délégation de l'autorité du gouvernement, il est certain que leurs procédures ne peuvent être attaquées ou mises en question, à la phase surtout où ils en étaient, par voie de *certiorari*, ni par voie de bref de *quo warranto*, ainsi que je le ferai voir ci-après. Sur ce, je dois citer de suite les clauses 11 et 15 du ch. 18 des S. R. B.-C., reproduites de l'ordonnance du Conseil Spécial de la 2me Victoria, ch 29. Aux termes de la clause onzième, s'il y a opposition, et que les commissaires *jugent à propos* de la prendre en considération, ils peuvent procéder à constater les limites et bornes de toute paroisse, démembrement ou réunion de paroisse, et s'enquérir de ce qui a été fait et ordonné par les autorités ecclésiastiques, dont et du tout ils feront *rapport* au gouverneur, en désignant les bornes, limites et démarcations de telles paroisses ou subdivisions de paroisses, ou les changements à faire aux paroisses déjà établies, *déclarant*, de plus, les limites, bornes et démarcations qu'ils croiront être le plus convenable d'assigner pour la commodité des habitants. Et au cas de leur *suggestion* de changements ou modifications au décret canonique, ils *doivent consulter* les autorités ecclésiastiques, ou telle personne par elle nommée à cette fin, et obtenir leur opinion à ce sujet; ce que les commissaires mentionneront *aussi* dans leur rapport, ainsi que toutes remontrances et représentations qu'aucun nombre d'habitants auront cru nécessaire de leur présenter, à l'appui de leurs demandes et réclamations. Il est impossible de ne pas voir et comprendre que, d'après les termes de cette clause, il n'appartient à ces commissaires aucune fonction et devoir d'un caractère judiciaire, car il est évident qu'ils ne sont que de simples commissaires aux fins *d'informer* le gouvernement et rien de plus.

C'est aussi ce qui résulte de l'art. 15 du même statut, clause si décisive de la question que je la rapporte ici textuellement: " Sur le procès-verbal des commissaires, contenant leur rap-" port comme ci-dessus, le gouverneur *pourra* lancer une pro-" clamation, sous le grand sceau de la province, pour l'érection " de telle paroisse pour les fins civiles, et pour la confirma-" tion ou l'établissement et reconnaissance des limites et " bornes d'icelle; laquelle proclamation vaudra comme érec-" tion et confirmation légale, pour toutes fins civiles de la " paroisse, ou des paroisses ou subdivisions de paroisses qui " seront désignées, même de celles qui seraient des démembre-" ments, réunions ou subdivisions de paroisses érigées et re-" connues par l'arrêt de Sa Majesté très-chrétienne en date du " 3 mars 1722, ou par aucunes lettres patentes ou proclama-" tions subséquentes." Des termes de cet article, il résulte que le gouverneur ou le gouvernement n'est aucunement lié par le rapport des commissaires, puisqu'il y est dit que le gouverneur pourra lancer la proclamation confirmative du rapport, de même qu'il peut la retenir, s'il est avéré qu'il a de bonnes raisons pour ne pas l'accorder. C'est à la haute administration du gouvernement qu'il appartient de décider en dernier lieu, et je me donnerai bien garde, comme juge, d'arrêter la marche de la procédure ordonnée par le gouvernement, pour s'informer sur le mérite du décret canonique du 21 avril 1871. Cela ne m'appartient pas dans l'espèce. C'est à l'Etat à s'entendre avec l'Eglise, il n'y a pas lieu à l'intervention judiciaire. L'Eglise représente des intérêts trop sacrés et trop élevés pour qu'il y ait à craindre d'ailleurs que l'Etat ne voudrait pas lui accorder ce qu'elle réclamerait pour l'exercice de ce qui lui appartient à elle seule. Je maintiens donc que les commissaires n'avaient, en vertu de leur commission et de par la loi, aucun devoir à remplir qui soit d'un caractère judiciaire. La même question semble avoir été résolue dans le même sens le 15 mars 1853, à Québec, sur un bref de *certiorari* obtenu par un nommé *Lecours*, habitant franc-tenancier de la paroisse Saint-Joseph-de-la-Pointe-Lévis. (1) L'hono-

(1) Les pouvoirs exercés par les commissaires nommés en vertu de l'ordonnance du Conseil Spécial de 1839, 2 Vict., ch. 29, intitulée " Ordon-" nance concernant l'érection des paroisses, et la construction et réparation " des églises, presbytères et cimetières," ne sont pas, du moins relativement à l'érection et au démembrement des paroisses, des pouvoirs judiciaires sujets à une revision de la Cour Supérieure, au moyen d'un bref de *certiorari*. Le bref de *certiorari* est accordé pour l'évocation des actes judiciaires, non des actes purement ministériels ; par suite, le mandat d'un magistrat ou l'ordre d'un tribunal, ne constituant pas une décision finale, ne peuvent être évoqués par ce bref. Le *certiorari* est de la nature d'un bref d'erreur, évoquant une condamnation devant la Cour Supérieure, où l'on ne peut discuter que les défauts apparents de cette condamnation, ou de quelque partie de la procédure, et les objections qu'on y peut faire. La majorité requise par la loi

rable juge en chef BOWEN, et les deux juges en chef actuels de nos cours, les juges DUVAL et MEREDITH, composaient le tribunal. *Jugé :* "Que les pouvoirs exercés par les commissai-" res nommés en vertu de la 2e Victoria, ch. 29, relativement à " l'érection des paroisses, ne sont pas des pouvoirs judiciaires " sujets à la revision de la Cour Supérieure au moyen d'un " *writ* de *certiorari.*" Le juge en chef DUVAL s'exprimait ainsi : " The *writ of certiorari* is given for the removal of " judicial, not merely *ministerial* acts, and therefore neither " the warrant of a justice, nor an *order* of court, not consti-" tuting a final decision, can be removed by this writ." Puis il citait *Chitty.* Plus loin : " To entitle the party to this writ, " he must show that the commissioners have made an order " constituting a *final* decision. On referring to the *ordon-" nance* 2 Vict., c. 29, we find that the commissioners have no " power to make such an order ; they are ordered to make " a report of their proceedings to the governor." Le juge en chef MEREDITH s'exprimait ainsi : "The powers exercised " by the commissioners, under 4th section of the 2nd Ord., " ch. 29, with respect to the erection and demembrement " of the parishes, are essentially different from those exer-" cised by the same officers, under the 15th section of that " ordonnance, with respect to the confirming or rejecting " of acts of assessment. The powers vested in the commis-" sioners are merely ancillary to those vested in the governor, " and it is the proclamation of the governor, and not the

pour opérer le démembrement d'une paroisse, n'est pas la majorité de toute la paroisse ; mais seulement la majorité de ceux qui sont intéressés dans ce démembrement. Il ne peut y avoir lieu au *certiorari* sur la décision des commissaires à ce sujet, car la Cour Supérieure ne peut s'enquérir d'une question de fait, le bref de *certiorari* ne donnant au tribunal aucun des pouvoirs exercés par un tribunal d'appel. Un *certiorari* ne peut être décerné contre la décision des commissaires nommés en vertu de l'ordonnance de 1839, 2 Vict., ch. 29, relativement à l'érection des paroisses, par le motif que ce bref n'est décerné que pour une décision finale. Les commissaires n'ont qu'à faire rapport au gouverneur, en lui donnant leur avis relativement à l'érection ou au démembrement de la paroisse. Le gouverneur peut suivre ou non cet avis. C'est le gouverneur qui donne la décision finale, et non pas les commissaires. Si les pouvoirs donnés au gouverneur, à cet égard, étaient conférés à un tribunal sujet au contrôle de la Cour Supérienre, il n'y aurait pas lieu à *certiorari*, sur les procédures des commissaires, mais seulement sur la décision finale de ce tribunal. L'art. 4 de l'ordonnance de 1839, 2 Vict., ch. 29, relative à l'érection et au démembrement des paroisses, se lit ainsi qu'il suit : " Lorsqu'il " aura été ainsi rendu, suivant les lois et les formes canoniques suivies et en " usage dans ledit diocèse, un décret d'érection d'une nouvelle paroisse ou " subdivision, démembrement ou réunion de paroisses, ou à l'égard de tous " changements ou modifications de limites, bornes et démarcations de pa-" roisses déjà érigées et établies suivant la loi, alors il sera loisible à la " majorité des habitants francs-tenanciers dans lesdites paroisses ou divi-" sions de paroisses, intéressées dans lesdites érections, démarcations, bornes " et limites fixées par ledit décret canonique, de s'adresser auxdits com-" missaires pour demander la reconnaissance civile dudit décret canonique ;

" report of the commissionners, that avails as a legal erection " or confirmation for all purposes of the parish or parishes, " or subdivision of parishes, therein designated. For these " reason, I am of opinion that the proceedings of the com- " missioners are not of a judicial nature, and, consequently, " that they are not liable to be brought before us by *cer-* " *tiorari* " Je suis heureux de pouvoir citer au soutien du jugement que je vais rendre, l'ouvrage intitulé " Code des Curés, Marguilliers et Paroissiens " par mon confrère, l'hon. juge BEAUDRY, ci-devant lui-même commissaire pour l'érection des paroisses. Il s'exprime ainsi, p. 40 : " Le terme de " juridiction à l'égard des commissaires ne doit pas s'enten- " dre d'une juridiction semblable à celle des tribunaux ; car, " en matière d'érection de paroisse, ils ne sont que de simples " délégués du pouvoir administratif, chargés de s'enquérir des " faits et d'en faire rapport au gouverneur, ainsi qu'on l'ex- " pliquera dans le chapitre suivant. " Puis, au chapitre suivant, le 3e sur la reconnaissance civile des paroisses, le savant juge s'exprime ainsi, p. 51, en commentant l'art. 15 du chap. 18, ci-dessus cité : " Il est loisible aux parties intéressées de " s'adresser au lieutenant-gouverneur pour empêcher l'émis- " sion de la proclamation suivant le rapport des commissaires, " et le gouvernement peut la retenir ou la lancer suivant qu'il " en est avisé par les *officiers en loi de la Couronne.* On " doit observer ici que ces commissaires sont chargés seu- " lement de s'enquérir des matières relatives à l'érection,

" et alors lesdits commissaires pourront procéder à constater l'étendue des " limites et les bornes et démarcations de toute paroisse, subdivision, démem- " brement, et réunion de paroisses, et pourront généralement s'enquérir de " tout ce qui aura été fait et ordonné à ce sujet par les autorités ecclésias- " tiques seules, ou de tous changements et modifications faits par lesdites " autorités aux limites, bornes et démarcations des paroisses ou subdivisions " de paroisses déjà établies et érigées suivant la loi ; dont et du tout lesdits " commissaires feront un rapport au gouverneur, lieutenant-gouverneur ou " personne ayant l'administration du gouvernement pour le temps d'alors ; " dans lequel rapport ils désigneront les bornes, limites et démarcations de " telles paroisses ou subdivisions de paroisses, ou les changements et modi- " fications à faire aux paroisses déjà établies et érigées suivant la loi, " déclarant de plus les limites, bornes et démarcations qu'ils croiront " être le plus convenable d'assigner pour la commodité des habitants : " Pourvu toujours que dans le cas où il deviendrait nécessaire de faire " quelques changements ou modifications à ce qui aurait été réglé et or- " donné par le décret canonique, il sera du devoir desdits commissaires de " consulter les autorités ecclésiastiques ci-dessus mentionnées ou telle per- " sonne qui sera ou pourra être nommée par elles pour cette fin, et d'obtenir " à ce sujet leur opinion, que lesdits commissaires mentionneront aussi dans " leur rapport, ainsi que toutes remontrances et représentations qu'aucun " nombre d'habitants auront cru nécessaire de leur présenter à l'appui de " leurs demandes et réclamations. " L'art. 15 se lit ainsi qu'il suit : " Au " jour fixé pour prendre en considération le susdit acte de cotisation, lesdits " syndics ou la majorité d'entre eux présenteront ledit acte devant lesdits " commissaires pour en demander l'homologation, et l'accompagneront de

" démembrement et union des paroisses, et de *soumettre* leur " *opinion* au gouvernement, qui exerce ensuite son *autorité* " *administrative* après examen du rapport des commissaires. " Ces derniers, dans l'accomplissement de leurs fonctions, " semblent ainsi échapper à la juridiction de surveillance de " la Cour Supérieure et, à leur égard, dans les matières en " question, il ne peut y avoir lieu ni au *certiorari*, ni au " *mandamus*, ni au *quo warranto*. Ils ne relèvent que du " gouvernement qui peut octroyer à toute partie lésée le " remède nécessaire, soit en destituant les commissaires, ou en " leur ordonnant de lui faire rapport, et en lançant sa pro- " clamation ou ses lettres patentes, suivant qu'il le juge " opportun." D'après tout ce que dessus, le seul jugement que je puisse rendre, est de casser le *writ de certiorari* décerné en cette instance. J'ai dit plus haut que je ne croyais pas non plus qu'en pareille matière, il pouvait y avoir lieu au *quo warranto* et je puis citer un cas assez analogue qui s'est présenté en 1863 devant le juge MONK et décidé dans ce sens le 28 août 1863. En vertu du chap. 13 des S. R. B.-C., intitulé " Acte concernant les enquêtes relatives aux affaires publiques, et les avis officiels," Messieurs Lafrenaye et Doherty, avocats, avaient été nommés commissaires aux fins de s'enquérir de certaines charges de malversation supposée dans le greffe de la paix pour le district de Montréal. M. Shiller avait

" preuve par écrit et suffisante du dépôt qui en aura été fait, ainsi que d'un " certificat suffisant de la publication de l'avis ci-dessus mentionné. Et les- " dits commissaires auront toute juridiction, toute autorité et tous pouvoirs " à l'effet d'entendre, juger et décider entre les syndics et les intéressés, en " rejetant, modifiant ou confirmant ledit acte de cotisation en tout ou en " partie, ainsi qu'ils le trouveront juste et raisonnable." Les pouvoirs exercés par les commissaires en vertu de l'art. 4 de l'ordonnance 2 Vict., quant à l'érection et au démembrement des paroisses diffèrent essentiellement de ceux exercés par les mêmes officiers en vertu de l'art. 15 de la même ordonnance, relatif à la confirmation ou au rejet des actes de répartition. Dans ce dernier cas, les commissaires sont expressément autorisés à entendre, juger et décider entre les syndics et les parties intéressées. Les pouvoirs ainsi accordés par cet art. 15 sont évidemment d'une nature judiciaire et par suite, on trouve que des brefs de *certiorari* ont, dans plusieurs cas, été décernés dans le but d'évoquer, devant le tribunal supérieur, les procédures des commissaires faites sous l'empire de cet article. Mais, aux termes de l'art. 4, les commissaires ne sont autorisés qu'à constater les limites, etc., des paroisses ou des subdivisions de paroisses, et à s'enquérir de toutes choses qui peuvent avoir été faites ou ordonnées par les autorités ecclésiastiques et à faire rapport au gouverneur. Les pouvoirs ainsi accordés aux commissaires par cet art. 4 sont simplement subordonnés à ceux accordés au gouverneur. C'est la proclamation du gouverneur, et non pas le rapport des commissaires, qui constitue l'érection légale, ou la confirmation, pour toutes les fins civiles, de la paroisse ou des paroisses, ou de la subdivision des paroisses y désignées. Les procédures des commissaires ne sont pas, à cet égard, des procédures d'une nature judiciaire, et elles ne sont pas sujettes à être évoquées devant le tribunal supérieur par *certiorari*. (*Lecours*, req. *certiorari*, C. S., Québec, 15 mars 1853, BOWEN, J. en C., DUVAL, J., et MEREDITH, J., 3 R. J. R. Q., 462).

obtenu du juge MONK, un bref de *quo warranto* aux fins de s'enquérir de la légalité de la procédure instruite par ces commissaires. Après une longue contestation le bref fut cassé par le juge même qui avait cru devoir l'accorder. Le dernier des motifs du jugement était en ces termes : "Seeing, there-" fore, that this tribunal hath no power or authority in law " to set aside the commission or the proceedings had in per-" suance thereof by said commissioners, doth supersede, quash, " annul, set aside and make void the writ and proceedings in " the *nature of a proceeding* by *quo warranto.*"

Voici mon jugement : " La Cour, considérant que les pouvoirs dévolus et appartenant aux commissaires intimés, en vertu des dispositions légales de l'art. 4 de l'ordonnance de la 2e Vict., chap. 29, reproduit en l'art. 11 du chap. 18 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et en vertu de la commission sous l'autorité de laquelle ils agissent, ne sont pas des pouvoirs ayant un caractère judiciaire et qui peuvent donner lieu à être mis en question par voie du bref de *certiorari ;* considérant, d'ailleurs, que les ordres, jugement et ordonnances, par eux rendus et dont il est fait mention au bref de *certiorari*, ne sont pas d'un caractère final et ne peuvent en aucun cas être attaqués par cette voie ; accorde la règle du 23 février dernier, et casse et annulle, à toutes fins que de droit, le bref de *certiorari*, avec dépens contre lesdits curé et marguilliers ; et il est ordonné que le dossier de la procédure soit remis aux commissaires." (4 R. L., 271).

CONTRAT DE MARIAGE.—ENREGISTREMENT.—FEMME SEPARÉE DE BIENS.

COUR SUPÉRIEURE, MONTRÉAL, 17 mai 1872.

Présent : MACKAY, J.

DE BELLEFEUILLE MCDONALD, failli, *et* HARWOOD, réclamant.

Jugé : Qu'il n'est pas nécessaire que le contrat de mariage soit enregistré pour autoriser la femme, séparée de biens, à jouir, à part, des biens meubles qui lui appartiennent. (1)

PER CURIAM : Petitioner asked to have certain property delivered to her, as hers, she being *séparée de biens* by a marriage contract over ten years old. The petition was con-

(1) Art. 1422 C. C.

tested and, among other things, it was contended that the marriage contract not being registered was null as regards the creditors of the insolvent. The Court holds that the petitioner's marriage contract did not require registration to enable her to keep her property apart from her husband. The furniture and goods claimed have been the wife's for many years. Judgment granting petition and ordering delivery of property to petitioner. (4 R. L., 284).

FEMME MARIEE.—RESPONSABILITE.

COUR SUPÉRIEURE, MONTRÉAL, 17 mai 1872.

Présent: MACKAY, J.

COURCELLES *vs* DUBOIS *et al.*

Jugé: Qu'un marchand épicier, qui a vendu des effets d'épiceries à un mari insolvable, pour l'usage de sa famille, peut en poursuivre le recouvrement contre la femme séparée de biens.

PER CURIAM: This was an action for groceries supplied to a woman who was in very good circumstances, but her husband was addicted to waste and drink. The account had been running some time, and plaintif had originally charged the goods against the husband. The goods furnished included a great deal of liquor *vendue par assiette*, but when plaintiff saw that he could not recover from the husband, he struck the liquor items out of the pass books and made a demand against the wife for the account reduced. The articles sued for where all *bona fide* groceries for the wife and family; part of the account was admitted by female defendant, other part of it had been proved by plaintiff. Judgment for $75.10. (4 R. L., 284; 15 R. L., 56).

CORPORATION MUNICIPALE.—RESPONSABILITE.

COUR SUPÉRIEURE, MONTRÉAL, 17 mai 1872.

Présent: MACKAY, J.

GUIMOND *vs* CORPORATION DE MONTRÉAL.

Jugé: Qu'une personne qui, par curiosité, assiste à un incendie, et qui y reçoit une blessure grave, par un cheval que les pompiers ont laissé sans gardien, a une action en dommages contre la corporation à qui ce cheval appartient.

PER CURIAM: Plaintiff was a blacksmith, and sued for damages, for injuries sustained by him on the 24th october

1869, when he was knocked down by a horse attached to a ladder cart of the corporation, and his arm was broken. During five months he was disabled, and was under medical attendance for four. He now brought an action, and alleged that the horse ran away from being left without a guardian, and taking fright at the fire which was going on at the Unitarian Church. Plaintiff was standing a little off the pavement, in consequence of the large crowd present. He claimed in all $2,000, including $200 loss of usual earnings, $100 for medical attendance, and the balance for permanent injuries and sufferings. There was a plea that the accident was attributable only to plaintiff's curiosity in going to the fire; that he had no reason to be there; that, with ordinary prudence, he would not have suffered. The evidence showed that there was an alarm at the time; that the walls of the church were about to fall. Plaintiff had previously been helping the hosemen to put out the fire, and was standing a little off the pavement, when he was knocked down by the horse and had his arm broken. The horse and cart had been left upon the street without guardian. It was proved that plaintiff was, at the time, earning $8 a week. He claimed to have been permanently injured. The doctor swore that he was more exposed to illness now than formerly. Witnesses differed as to the amount of the damages. One swore that $2,000 would be little enough. On the other hand it was proved, by the corporation, that plaintiff was now cured, and was earning $9 a week, one dollar more than he did before the accident. As to the non-liability of the corporation, the Court could not admit that at all. Even, as the counsel for the corporation would have had a good claim, had he been standing there and injured in the same way, so had this man. As long as there was no law forbidding persons to go to fires, the court must recognize their right to be present, even as curious spectators. This case might be regarded in the same light as one between private individuals. The corporation must be condemned here as in any case where it does damage, as, for instance, by flooding cellars, etc. Plaintiff had a perfect right of action, and his claim must be maintained to the extent of $360 for loss of time, medical attendance, etc. (4 R. L., 285).

RESPONSABILITE.—PERE.—MINEUR.—INJURES VERBALES.

COUR DE CIRCUIT, district de Richelieu, SOREL, mai 1872.

Présent : LORANGER, J.

LOUIS PETRIN, demandeur, *vs* DANIEL LAROCHELLE, défendeur.

Jugé : 1° Que l'on ne peut reprocher, sans motifs légaux, à un condamné qui a subi sa peine, la cause de cette condamnation, comme la condamnation elle même ;

2° Que la vérité de semblable reproche, affirmée sur action en dommages, ne constitue pas de la part du défendeur une justification légale, mais, au contraire, constitue une nouvelle offense ou est une aggravation de la première ;

3° Que, sur action en réparation civile, contre le père, pour le délit du fils mineur, sous l'art. 1054 du Code Civil, la seule preuve qui incombe au demandeur est la peine du délit, dont la loi fait résulter la responsabilité, et que, pour la repousser, il doit prouver l'exception portée par l'article, c'est-à-dire qu'il n'a pas pu empêcher le fait qui a causé le dommage ;

4° Que l'initiative de cette preuve appartient au défendeur, demandeur sur son exception ;

5° Que, s'il y a faute spéciale du père, et que le délit paraisse être la conséquence de la mauvaise éducation du fils mineur, en prouvant qu'il a fait tous ses efforts pour donner une bonne éducation à son enfant, le père sera déchargé de la demande.

PER CURIAM : Un fait assez trivial et d'une occurrence malheureusement commune a donné lieu à ce procès, dont l'instruction a néanmoins fait surgir des questions d'un vif intérêt. Dans une occasion où le tort était, à première vue, du côté du fils mineur du demandeur (puisque malgré les défenses de la femme du défendeur et de son fils aussi mineur, il s'appropriait quelques objets qui se trouvaient sur le terrain du défendeur, prétendant en avoir le droit, lequel droit n'a pas été prouvé, disons-le de suite), le fils mineur du défendeur se serait répandu en jurements et en injures à l'adresse du demandeur, de son fils et de sa famille, les traitant tous de voleurs. Sur ce, action du demandeur, en responsabilité civile, à l'occasion du délit commis par son enfant mineur, au préjudice de celui du demandeur, délit réfléchissant sur le demandeur lui-même, dit la demande. Si le défendeur s'était contenté de faire une défense de non-culpabilité de la part de son fils, et de non-responsabilité de la sienne, sans aggraver l'offense, j'aurais probablement, sur les faits dont la preuve a été faite, débouté le demandeur ou mis les parties hors de cour, mais cette défense a imprimé au litige un caractère de gravité qui en rend la solution plus difficile. Le défendeur plaide " que les enfants des parties se seraient

chicané, et que l'enfant du défendeur, sur les provocations de l'enfant du demandeur, lui aurait dit et répété ce qui se dit et se répète souvent dans le public, contre le demandeur et sa famille ; que le demandeur ne jouit pas et ne peut pas jouir d'un bon caractère, attendu que, par le verdict d'un jury, rendu à la Cour du Banc de la Reine, il y a environ deux ou trois ans, il aurait été trouvé coupable de vol et aurait été condamné à six mois de prison, peine qu'il a subie au vu et su du public ; que le défendeur n'a eu aucune connaissance de la chicane de son fils avec celui du demandeur, et qu'il n'est responsable d'aucun dommage, vis-à-vis du demandeur, et conclut au débouté." Ainsi, suivant le défendeur, le demandeur est sans action, parce que l'enfant du défendeur n'aurait fait que répéter, sur les provocations de l'enfant du demandeur, ce qui se dit dans le public, sur le compte du demandeur et de sa famille, et parce que le demandeur, il y a deux ou trois ans, a été trouvé coupable de vol et a subi la peine de son crime. Je ne puis admettre les conclusions de cette défense, que je trouve immorale et imprégnée d'illégalités, puisqu'elle tend à poser en principe, qu'à celui qui a été trouvé coupable d'une offense par la justice criminelle, on peut, impunément et sans motifs légaux, reprocher sa faute, et que cette faute, perpétuellement attachée à sa personne, doive retomber sur ses enfants, à qui le premier venu pourra la rappeler quand bon lui semblera, c'est, en d'autres mots, nier au délinquant qui a subi sa peine, le droit de rentrer dans la société civile, et lui rendre la réhabilitation impossible. Accorder au défendeur la liberté qu'il s'arroge de faire renaître, à l'égard du demandeur, le souvenir d'une faute expiée, serait permettre aux individus d'être plus rigoureux que la loi qui oublie après avoir puni, et plus implacables, que la justice elle-même, qui, après l'expiation, déposant son glaive, avec la liberté, rend au coupable l'entier exercice de ses droit qui en sont l'apanage, et le remet sous l'égide des lois qui le protègent. Parmi les droits que les lois protègent se trouve, pour le condamné, celui d'invoquer sa réhabilitation qui le met sur le même pied que les autres citoyens, envers lesquels l'imputation d'un fait injurieux, fût-il vrai, si elle n'est faite dans des occasions légales, constitue un délit recherchable en réparation civile, et que la vérité n'excuse pas, qu'elle aggrave même, dans la plupart des cas, car l'absence d'un motif légal fait réputer la malice. Cette vérité du fait imputé fait même supposer à cette malice un caractère plus considérable que s'il n'était pas vrai, et tel est le cas dans l'espèce actuelle, du moins, telle est la présomption de la loi, dont toutes les saines traditions réprouvent la conduite du défendeur. Il est une autre doctrine. C'est qu'une injure impertinemment

prononcée en justice, par une partie, à l'adresse de l'autre, constitue par elle-même un délit punissable par le jugement même rendu dans la cause où elle est proférée, si cette cause est mue sur une action en dommages et intérêts civils pour injures. Elle peut être quelquefois traitée comme injure distincte et nouvelle, quelquefois comme aggravation de la première offense, et, d'autres fois encore, comme réunissant les deux caractères. A l'un ou à l'autre de ces points de vue, si non sous leur triple aspect, la défense du défendeur est donc répréhensible, et il doit en supporter les conséquences. Cependant le jugement, qui va le condamner à des dommages, doit-il avoir pour motif unique la défense, et écarter le fait qui a motivé la demande, savoir l'injure proférée par le fils mineur du défendeur. La preuve seule aurait laissé incertaine la portée de cette injure, mais la défense nous l'a révélée. En appliquant à l'enfant du défendeur l'épithète de voleur, il a voulu répéter, et de fait a répété, ce que tout le monde disait du demandeur et de sa famille, c'est-à-dire, que le chef de cette famille, le demandeur, avait été convaincu de vol. Or, d'après ce qui vient d'être dit, il n'avait pas, dans les circonstances que nous connaissons, le droit de réveiller cette condamnation, et il s'est par là rendu coupable d'un outrage punissable. Le défendeur est-il responsable de cette injure, comme père de son enfant mineur, qu'il n'a pas désavoué et dont il cherche à justifier la conduite. L'article 1054, qui traite de la responsabilité du père, à l'égard des délits causés par ses enfants mineurs, après avoir énoncé la règle générale que le père et, après son décès, la mère, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs, admet, comme exception, *le cas où le père peut prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage.* Notre article est une reproduction de l'article 1384 du Code Napoléon, de sorte que la doctrine des commentateurs sur le Code est applicable au nôtre. Le résumé de cette doctrine est celui-ci. En règle générale, le père est responsable du délit de son fils mineur, et il suffit au demandeur qui en poursuit la réparation d'en prouver la perpétration. C'est au défendeur, qui veut se soustraire à cette responsabilité, à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage ; aux termes de notre article, il devient demandeur sur son exception, et comme tel la preuve lui en incombe. *Exceptio reus fit actor.* Naturellement cette preuve en est une d'inférence, et c'est par les circonstances que les tribunaux jugeront s'il en résulte la présomption que le père a fait ce qu'il a pu pour empêcher le fait imputé, si, par défaut de surveillance et de négligence, il n'a pas négligé l'éducation morale de son enfant, si le délit commis en l'absence du père n'est pas une circonstance qui le

soustrait à la responsabilité. Or ici, le délit accuse une fort mauvaise éducation de la part du fils, et le défendeur n'a fait aucune preuve de sa vigilance pour en donner une bonne à son fils, d'un âge encore tendre, et lui inculquer de meilleurs principes. Les blasphèmes dont ce dernier a accompagné les injures, blasphèmes prononcés en présence de sa mère, qui n'a paru rien faire pour les réprimer, accuse un commencement de dépravation dont le défendeur doit s'imputer la faute. Il doit donc être condamné à des dommages, que j'évalue à $15, et que je le condamne à payer, avec les dépens. Toullier, vol. 11, n° 262 et suivants, p. 364; Marcadé, sur l'art. 1384 du Code Napoléon, vol. 5, p. 280; Duranton, vol. 13, n° 714, p. 731; Demante, vol. 5, n° 365, page 682; Borleux, vol. 4, sur l'art. 1384 du Code Napoléon, p. 765. (1) (4 R. L., 286).

(1) Art. 1054 du Code Civil du Bas-Canada : " Elle est responsable non " seulement du dommage qu'elle cause par sa propre faute, mais encore de " celui causé par la faute de ceux dont elle a le contrôle, et par les choses " qu'elle a sous sa garde ; le père, et après son décès, la mère, sont respon- " sables du dommage causé par leurs enfants mineurs ; les tuteurs sont éga- " lement responsables pour leurs pupilles ; les curateurs ou autres ayant " légalement la garde des insensés, pour le dommage causé par ces derniers ; " l'instituteur et l'artisan, pour le dommage causé par ses élèves ou apprentis, " pendant qu'ils sont sous sa surveillance ; la responsabilité ci-dessus a lieu " seulement lorsque la personne qui y est assujettie ne peut prouver qu'elle " n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage ; les maîtres et les com- " mettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et " ouvriers, dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers sont em- " ployés. " 1384 du Code Napoléon : " On est responsable non seulement du " dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est " causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que " l'on a sous sa garde. Le père, et la mère après le décès du mari, sont res- " ponsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ; " les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et " préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ; les instituteurs " et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le " temps qu'ils sont sous leur surveillance. La responsabilité ci-dessus a lieu, " à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils " n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. " Voir les jugements rendus en France, sur la responsabilité du père au sujet des délits commis par son fils mineur : 1. (PÈRE ET MÈRE) La responsabilité du père et de la mère n'a pas lieu à l'égard des dommages causés par leurs enfants *émancipés*. Toullier, t. 11, n° 277; Dalloz, vo. *Oblig.*, p. 797; Berriat-St-Prix, *Législ. de la chasse*, p. 241.—*Contrà :* Duranton, t. 13, n° 715; Chauveau et Hélie, *Théorie du cod. pén.*, t. 2, p. 291. 2. Un père n'est pas civilement responsable de la mort que son fils mineur a donnée en duel, alors qu'ignorant le duel et ses causes, il n'a pas dépendu de lui de l'empêcher. 7 déc. 1832, Toulouse, S., 33,2, 620; D.,P. 33,2, 146. 3. Ni du délit de maraudage commis dans une forêt par son enfant majeur demeurant avec lui, si d'ailleurs ce dernier n'a pas été préposé par lui. 25 juin 1826, Rej., S., 27,1,56; C.N.,8; D., P., 26, 1,373. 4. Mais le père qui a autorisé son fils *mineur* à chasser est responsable des accidents que celui-ci occasionne à autrui par son imprudence. 2 juin 1840, Caen, [S., 40,2,538; D., P., 41,2,46.] 5. La responsabilité des père et mère ne cesse pas par cela seul qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable, si l'écart de l'enfant peut être attribué au relâchement de la discipline domestique et aux mauvais exemples donnés par les père et mère. 9 mars 1821, Bourges, S., 22,2,238; C. N., 6; D., A., 10.796; *Id.*, 1er avr. 1829,

PROMESSE DE MARIAGE.—DOMMAGES.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 octobre 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

MATHIEU, demandeur, *vs* DLLE ERMELINDE LAFLAMME et JOSEPH-KENMER LAFLAMME, défendeurs.

Jugé : Que les promesses de mariage, formant de véritables obligations de faire, produisent tous les effets des obligations de faire ordinaires et sont soumises aux mêmes règles.

Qu'elles ont effet aussi bien contre une fille majeure, qui a fait une telle promesse que contre un garçon, quand elles sont discontinuées sans causes légitimes.

Que les dommages, résultant de la non-exécution d'une promesse de mariage, ne sont pas seulement les dommages réels, mais peuvent être même les dommages exemplaires suivant le cas.

Que ceux qui, sans causes, dans un but malicieux ou par fraude ou dol, conseillent à des fiancés de briser leur promesse, sont aussi passibles des dommages résultant de cette inexécution.

Le demandeur allègue qu'il est garçon majeur, âgé de 30 ans, résidant à Montréal où il exerce la profession de dentiste depuis plus de 10 ans, et que la défenderesse est fille majeure, âgée de 27 ans ; que, depuis plus d'un an, le demandeur a fréquenté la défenderesse en la paroisse de St-Antoine, à la résidence de son père, l'autre défendeur, avec lequel elle demeure ; que le demandeur et la défenderesse, s'aimant d'un amour mutuel, se sont promis réciproquement, en la demeure de la défenderesse, le 15 mars dernier, de se marier dans le cours de mai dernier ; que depuis, le demandeur a fait des visites fréquentes à la défenderesse qui lui a répété à plusieurs reprises les promesses susdites ; que pour cimenter

Bordeaux, S., 29,2,259 ; C. N., 9 ; D., P., 29,2,216 ; Toullier, t. 11, n° 264 ; Duranton, t. 13, n° 718 ; Delvincourt, t. 3, p. 455 ; Zachariæ, 6, 3, § 447, not. 8 ; Chauveau et Hélie, t. 2, p. 291 ; Dalloz, vo. *Oblig.*, p. 796. 6... Ni par cela seul qu'atteint d'une maladie mortelle au moment de l'action de l'enfant, le père était dans l'impossibilité physique de surveiller son enfant, si, d'ailleurs, n'ignorant pas ses désordres, il n'a pas antérieurement usé des moyens qui étaient en son pouvoir pour réprimer les écarts de l'enfant. 29 mars 1827, Rej., S., 28,1,373 ; C., N., 8 ; D., P., 27,1,397. 7. Le père est responsable du dommage causé par son fils mineur confié aux soins de la mère, alors même qu'il n'habite pas avec son fils, si d'ailleurs il habite à une distance peu considérable : il appartient aux juges du fait de décider, d'après les circonstances, si l'éloignement est de nature à faire disparaître la responsabilité. 16 août 1841, Rej., S., 41,1,751 ; D., P., 41.1,342 ; P., 41,2,621. 8. Et, dans ce cas, le mari ne serait pas fondé à rejeter la faute sur la mère, de laquelle il prétendrait ne pas devoir répondre, si d'ailleurs les juges le déclarent en faute pour avoir laissé son fils sous la direction de son épouse. Même arrêt. 9. Mais la mère, bien que le père existe, est responsable du dommage causé pendant un voyage du père, par ses enfants en bas âge, dont elle prend

cette promesse et cet engagement mutuel, le demandeur a donné, le 1er avril dernier, un anneau que la défenderesse a accepté, en renouvelant son engagement et promettant au demandeur que cet anneau servirait comme alliance le jour de son mariage avec lui ; que le demandeur, comptant sur cet engagement, a continué ses visites à la défenderesse qui, chaque fois, lui a témoigné les marques les plus sincères d'amitié, d'amour et d'affection, et que, lors de la promesse de mariage, la défenderesse, pour donner un nouveau gage de sincérité au demandeur, lui donna un baiser, en lui promettant qu'elle ferait ainsi jusqu'à leur mariage, à chacune de ses visites, à son arrivée et à son départ, et que, de fait, à chacune des visites subséquentes du demandeur la défenderesse a donné un baiser au demandeur à son arrivée et à son départ ; que tous les faits ~~ci-dessus~~ se sont passés à la connaissance de la mère de la défenderesse, et en sa présence et avec son consentement et son assentiment ; que le demandeur a continué ses visites à la défenderesse jusqu'à ou vers le 10 mai dernier, et qu'il a toujours été prêt à exécuter la promesse de mariage et que, lors de sa dernière visite, la défenderesse lui a encore renouvelé ses promesses et ses engagements de mariage, lui promettant en même temps qu'elle irait à Montréal pour achever de faire préparer sa toilette de noce ; que la défenderesse a dit et répété en différents temps, depuis le 15 mars dernier, à St-Antoine et à Montréal, à beaucoup de personnes, qu'elle se mariait avec le demandeur, dans le cours de mai dernier, et que, par ses paroles, la défenderesse a rendu le fait public et connu de tout le monde ; que malgré ses promesses et ses engagements, la défenderesse a toujours agi dans la vue de tromper le demandeur ; qu'en réalité elle ne l'a jamais aimé d'un amour sincère, et qu'elle a toujours feint des sentiments qu'elle n'avait pas, et que, par dol, par fraude, par malice et dans le but de nuire au demandeur, et de le blesser dans sa sen-

soin. Toullier, t. 11, nº 281. 10. Le père est encore responsable du dommage causé par son enfant mineur, habitant chez lui, encore bien qu'au moment de l'accident, l'enfant fût momentanément confié à la surveillance d'un instituteur. 29 déc. 1831, Rej., S., 33,1,655 ; D., P., 33,1,16 ; *Id.*, 4 avril 1846, trib. de Tours, Dr, du 11 avril ; Toullier, t. 11, nº 266 et 267 ; Zachariæ, § 447, not. 4. 11. De ce que la responsabilité des père et mère ou autres, à l'égard du mineur, cesse lorsqu'ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité, il ne s'ensuit pas que les juges doivent admettre nécessairement la preuve testimoniale de tous faits articulés comme tendant à prouver cette impossibilité : en cette matière, comme en toute autre, les juges peuvent refuser d'autoriser la preuve, si les faits articulés ne leur paraissent pas pertinents. 28 fév. 1843, Rej., S., 43,1,330 ; D., P., 43,1, 146 ; P., 43,2,122. 12. Au reste la responsabilité des père et mère n'empêche pas l'enfant d'être tenu personnellement. Toullier, t. 11, nº 271 ; Dalloz, vo. *Oblig.*, p. 707 ; Duranton, nº 797, n'admet cette doctrine qu'autant que l'enfant était d'un âge suffisant pour agir avec discernement.

sibilité, son honneur et sa réputation, a, le 30 mai dernier, renvoyé au demandeur l'anneau, ainsi qu'une alliance et une bague que le demandeur lui avait données comme gages de son amour, lui faisant dire qu'elle ne voulait plus se marier, et que, depuis lors et avant, la défenderesse a toujours refusé d'accomplir ses promesses, sans cause ni raison ; que, depuis le premier mai dernier, la défenderesse s'est laissé fréquenter par un autre jeune homme, avec lequel on répète qu'elle doit se marier ; que la défenderesse a déjà eu des amours avec d'autres gens, et qu'elle leur avait fait faire des promesses de mariage qu'elle a brisées sans cause ni raison ; que le demandeur, connaissant ces faits, avait prévenu la défenderesse de bien réfléchir à l'engagement qu'elle prenait, de ne pas engager sa parole à la légère, qu'il était à ses premières amours, et qu'il ne voudrait pas, pour tout au monde, qu'elle brisât la promesse une fois faite ; que la défenderesse est fille unique, et que son père Joseph-Kenmer Laflamme est un homme jouissant d'une grande fortune ; qu'il a eu connaissance de tous ces faits, les a approuvés, et a donné son plein assentiment, et que, malgré cela, par malice, et dans le but de nuire au demandeur dans son honneur et sa réputation, il a conseillé à sa fille de se faire aimer du demandeur, de se faire donner des présents, et ensuite de le renvoyer ; que, connaissant bien la promesse de mariage que sa fille avait faite au demandeur, il lui a conseillé de rompre ses engagements, et de faire des amours avec un autre, et que c'est sous l'influence et par suite des conseils de Joseph-Kenmer Laflamme que Ermelinde Laflamme a refusé d'accomplir sa promesse de mariage envers le demandeur ; que, se fiant sur cette promesse, le demandeur aurait fait des dépenses d'ameublement, de voyages, pour mille piastres, et qu'il a souffert des dommages dans sa sensibilité, son honneur et sa réputation pour $4,000, faisant $5,000 qu'il réclame de la défenderesse et du défendeur, son père, conjointement. La défenderesse, outre une exception à l'action, a produit une défense au fond en droit à cette partie de l'action qui réclame $4,000, pour dommages causés par suite du refus de la défenderesse de remplir sa promesse de mariage avec le demandeur, et prétend que cette partie de l'action ne peut être maintenue ; parce que le demandeur n'allègue pas et ne fait pas voir que les dommages qu'il réclame au montant de $4,000 soient des dommages réels ; parce qu'en loi il n'existe pas d'action en dommages exemplaires, pour un garçon contre une fille qui refuse de se marier, après avoir promis solennellement de le faire ; parce que le demandeur, en sa déclaration, n'allègue aucune circonstance particulière qui fasse voir qu'il ait droit de réclamer la somme de $4,000. Le défendeur produisit aussi une défense

au fond en droit, par laquelle il prétend qu'en droit le demandeur n'a pas d'action contre le défendeur, non seulement pour dommages exemplaires, mais même pour dommages réels, et que le père de la défenderesse majeure ne peut, dans tous les cas, être responsable des actes de celle-ci.

La Cour, en rendant son jugement, observa qu'en Angleterre ces sortes d'actions, quand les faits sont prouvés, sont infailliblement maintenues. Il ne voit pas pourquoi elles ne seraient pas maintenues sous l'empire du droit français qui s'efforce de réprimer tout ce qui peut faire tort au prochain. Or, dans cette cause, si les faits sont tels que relatés dans la déclaration, ils sont suffisants pour donner droit d'action, et il ne voit pas pourquoi une jeune fille pourrait impunément abuser de la confiance d'un jeune homme qui, avec bonne foi, se fie à une promesse solennelle. Comment pourrait-on prétendre que la victime d'une telle promesse ne serait pas profondément affectée dans sa sensibilité et son honneur. A part les dommages réels qui sont allégués, et dont le demandeur peut faire la preuve, les dommages exemplaires doivent être aussi considérés et proportionnés à la position, au rang, à l'âge du demandeur. La défense en droit de la défenderesse est déboutée avec dépens. Quant au père, la Cour est aussi d'opinion qu'il est responsable des dommages qu'il aurait pu causer par suite d'artifices et de manœuvres frauduleuses concertées avec sa fille pour tromper le demandeur ; il n'est que juste qu'il rende compte de ses actes et du dommage qu'il a pu causer ; c'est l'esprit et la lettre du droit qui nous régit. La défense en droit du défendeur est aussi déboutée. (4 R. L., 371 ; 17 R. L., 596).

DUHAMEL, RAINVILLE et RINFRET, pour le demandeur.

DORION, DORION et GEOFFRION, pour les défendeurs.

ARCHITECTE.—COMMISSION.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 3 mars 1872.

Présent : TORRANCE, J.

POITRAS *vs* DESLAURIERS.

Jugé : Que l'architecte qui a fait des plans et veillé à leur exécution pour la construction d'une maison, à la réquisition du propriétaire de cette maison, n'a droit à aucune commission contre le constructeur sur le prix des ouvrages exécutés ;

Qu'il n'a de recours que contre celui qui l'a employé, à moins d'une convention contraire;

Que le fait, pour un constructeur, d'aller chez l'architecte visiter les plans, et même les emprunter, n'est pas par lui-même une présomption que l'architecte est employé par lui. (4 R. L., 375).

BÉLANGER, DESNOYERS et OUIMET, pour le demandeur.
JETTÉ, ARCHAMBAULT et CHRISTIN, pour le défendeur.

PREUVE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 12 novembre, 187

Présent: BEAUDRY, J.

GIRARD *vs* BRADSTREET.

Jugé: Qu'un tiers peut prouver outre et contrairement à un acte, auquel il n'était pas partie. (4 R. L., 376).

EGLISE PAROISSIALE.—REGISTRE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 28 novembre 1872.

Présent: MACKAY, J.

RÉVÉREND A. MERCIER, CURÉ DE LA PAROISSE CANONIQUE DE ST-JACQUES-LE-MAJEUR, REQUÉRANT L'OCTROI DE REGISTRES.

Jugé: 1° Qu'il y a, dans cette province, des églises succursales, mais qu'on ne peut reconnaître des paroisses succursales.

2° Qu'une église succursale peut obtenir des registres, mais seulement sur la demande du curé de l'église paroissiale.

3° Que l'église d'une paroisse canonique ne peut être considérée comme succursale.

MACKAY, J.: Un démembrement de la paroisse Notre-Dame de Montréal a été effectué, et il y a eu érection canonique d'une paroisse distincte appelée St-Jacques-le-Majeur, dans l'enceinte civile de la paroisse de Notre-Dame, l'église St-Jacques ayant été déclarée église paroissiale de la paroisse canonique de St-Jacques-le-Majeur. Le supérieur de St-Sulpice, le curé de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal et les marguilliers de la fabrique de Notre-Dame-de-Montréal se sont opposés à ce démembrement, qui ne paraît pas avoir

été précédé d'une requête des habitants (franc-tenanciers), tel que voulu par le chap. 18, Stat. Ref. B.-C. Il ne paraît pas, non plus, qu'un avis ait été affiché, de la part du délégué de l'évêque, à la porte de l'église, suivant l'art. 9 du chap. 18 Stat. Ref. B.-C., avant que le délégué (député de l'évêque) ait commencé les opérations dont il fait mention dans son procès-verbal du 20 septembre 1866 et qui a précédé le décret canonique. Par ce décret, il est ordonné que l'église de Notre-Dame sera l'église mère et qu'elle conservera aussi, "au civil, son territoire, ses droits et privilèges paroissiaux, comme si le présent démembrement n'avait pas eu lieu, vu qu'il n'a pour but que le bien spirituel des âmes." Cette réserve en faveur de l'église Notre-Dame est grande. Nous connaissons exactement quels étaient, avant le décret de l'évêque, les droits *au civil* de Notre-Dame. C'était une paroisse érigée canoniquement et civilement. Ses droits n'étaient pas exempts de charges, et nous savons quelles étaient alors ces charges relativement aux registres. Par le décret, il est réglé que la paroisse de St-Jacques-le-Majeur sera considérée pour les baptêmes, mariages, sépultures et autres offices, comme succursale de Notre-Dame. On me demande d'accorder et d'attester des registres pour la paroisse de St-Jacques, pour y enregistrer les naissances, mariages et sépultures dans cette paroisse. Dans quelles circonstances et en faveur de quelles églises, mon office peut-il être invoqué pour telle fin, c'est une question du ressort de la loi civile. La loi sur ce sujet comporte des règlements ayant rapport à la preuve devant les cours de justice, les effets de ces règlements étant simplement temporels. Des extraits de tels registres, régulièrement certifiés, et les registres tenus par la personne autorisée par la loi font preuve d'eux-mêmes. Des registres peuvent bien être tenus dans des paroisses canoniques; mais l'authenticité est le propre seulement des registres civils (1).

(1) Le statut du Bas-Canada de 1795, 35 Geo. III, ch. 4, n'est rien de plus qu'un règlement concernant la preuve, devant les tribunaux de cette province, des naissances, mariages et sépultures; ses effets sont purement temporels et n'affectent pas les intérêts spirituels ni la liberté d'aucune secte ou classe quelconque de chrétiens. Si le caractère dont le ministre est revêtu et les fonctions qu'il exerce tombent sous la lettre et l'intention de ce statut, il a droit de tenir registre; si non, il n'a pas ce droit. Le Statut Impérial de 1774, 14 Geo. III, ch. 83, communément appelé l'Acte de Québec, a décrété que les lois du Canada, en vigueur au temps de la conquête, seraient la règle des décisions dans tous les procès en matière civile; d'où il suit que la loi de la preuve, en cette province, diffère essentiellement de celle d'Angleterre. En cette province, les actes de transport, d'hypothèque, etc., sont faits et passés devant un notaire, qui est un officier public nommé à cette fin par la Couronne, et qui garde minute de tous les actes qu'il reçoit. Le notaire donne à chacune des parties une expédition qu'il certifie être la vraie copie de l'original; ces expéditions font foi en justice jusqu'à inscription de faux. Les dispositions de la loi du Canada à cet égard ne sont pas, cependant, res-

En différents temps, les paroisses purement canoniques se sont adressées à la législature afin d'obtenir des effets civils pour leurs registres. Des paroisses érigées canoniquement ont existé pendant plusieurs années sans érection civile, et quelques-unes ont demandé au parlement leur reconnaissance civile, d'être reconnues comme paroisses pour les fins civiles, sans la confirmation par l'entremise des commissaires réguliers pour l'érection civile des paroisses. Des registres ont été et sont maintenant encore tenus par le propre curé pour la paroisse civile de Notre-Dame-de-Montréal et dans toute son étendue. Puis-je, suivant la loi, telle qu'elle est, nommer une autre personne pour tenir les registres dans ce territoire? Le décret canonique que j'ai devant moi, réserve et laisse à l'église paroissiale de Notre-Dame son territoire et ses droits *au civil*, comme s'il *n'y avait jamais existé de démembrement.* On a insisté sur ce que l'église Saint-Jacques peut avoir des registres d'après ce simple fait que c'est l'église d'une paroisse romaine, catholique et canonique; que, si elle n'y a pas droit à ce titre, elle a droit à ses registres comme succursale de l'église Notre-Dame. D. Masson s'oppose à ce

treintes aux notaires, elles s'étendent à tous les officiers publics qui sont nommés par la Couronne, et qui ont charge de documents publics, tels que les protonotaires de la Cour du Banc du Roi, le secrétaire de la province, etc. Tous les écrits qui font foi par eux-mêmes sont des actes authentiques. La confiance dans un acte authentique est fondée sur ce que le souverain, appréciateur du mérite et du talent de ses sujets, n'aurait point donné d'emploi dans l'ordre public, à l'officier, s'il n'avait eu un témoignage de ses mœurs et de sa capacité; témoignage encore qui se fortifie par l'enquête de vie et de mœurs, et par le serment qui précède sa réception. De ce principe il suit nécessairement que le pouvoir de passer un acte authentique, relativement aux officiers qui le passent, ne peut émaner d'une autre source que de la Couronne; de telle sorte qu'un acte authentique ne peut émaner d'une personne autre que d'un officier public du gouvernement. L'acte authentique est celui qui, étant consigné dans un registre public, ou bien étant émané d'un officier public dans la fonction pour laquelle la loi l'autorise, se trouve revêtu des solennités que la loi a prescrites Les écritures privées sont les actes que font les particuliers, sans le concours d'un officier public. Quiconque fait un acte authentique est le ministre de la loi, et du gouvernement temporel à qui seul il appartient de conférer le pouvoir d'imprimer aux actes l'authenticité. On doit évidemment inférer de là que le droit de tenir registre des baptêmes, mariages et sépultures, avec pouvoir d'en rendre les entrées actes authentiques, dont, par l'Ordonnance civile de 1667, les prêtres des différentes paroisses du Canada étaient revêtus au temps de la conquête, était considéré par la loi, ne leur avoir été conféré, non à raison de leur caractère spirituel ou ecclésiastique, mais parce qu'ils étaient reconnus, par la loi, être les officiers publics du gouvernement temporel. Le ministre de l'Eglise est comme officier public en cette partie; et son acte a autant d'autorité en justice, que la sentence rendue par un juge, ou un contrat passé devant un notaire. Le registre doit seulement être signé par le curé qui a donné la forme à la minute et qui, en cette matière, est le ministre public, non de l'Eglise, car, à cet égard, sa fonction ne serait que spirituelle, mais de la loi et du gouvernement temporel. Le registre des baptêmes, mariages et sépultures, est donc un registre public, et toutes les entrées qui y ont été faites sont des déclarations officielles des faits qu'elles expriment, lesquelles sont

que des registres soient accordés à Saint-Jacques, à quelque titre que ce soit, tandis que Schneider et consors disent : "Si des registres doivent être accordés, ils ne doivent être accordés à Saint-Jacques que comme *succursale* de Notre-Dame." Mais les registres ne sont pas demandés de cette manière. J'examinerai d'abord, si l'église Saint-Jacques a ou n'a pas droit à des registres *comme succursale?* Cette église est-elle une succursale ? Est-elle succursale, tel que voulu par le ch. 112 de la 18e Vict ? Qu'est-ce qu'une église succursale ? Guyot, Répertoire, nous le dit. Telle que, je l'entends, une succursale de Notre-Dame-de-Montréal ne serait autre chose qu'une église dans la paroisse de Notre-Dame ; mais l'église Saint-Jacques est un démembrement de la paroisse Notre-Dame, et elle est elle-même église paroissiale d'une nouvelle paroisse canonique, laquelle paroisse (par le décret canonique) est érigée en succursale de Notre-Dame. La 18 Vict. n'accorde pas de registres aux paroisses appelées succursales, mais à l'église succursale, ou aux églises succursales, dans la paroisse de Notre-Dame, dépendantes de l'église paroissiale de Notre-Dame. La 18 Vict. a en vue les églises succursales dans la paroisse de

déclarées actes authentiques par le statut du Bas-Canada de 1795, 35 Geo. III, ch. 4, art. 1. Cet article contenait la disposition suivante : "Depuis et "après le premier de janvier qui sera dans l'année subséquente à la passation "de cet acte, dans chaque église paroissiale de cette province de la Com-"munion catholique romaine, et aussi dans chaque église protestante ou "congrégation en ladite province, il sera tenu par le recteur, curé, vicaire "ou autre prêtre ou ministre desservant icelles, deux registres de la même "teneur, chacun desquels sera réputé authentique et fera également foi en "justice, sur chacun desquels lesdits recteur, curé, vicaire ou autre prêtre ou "ministre desservant telle paroisse ou telle église protestante ou congré-"gation seront tenus d'enregistrer tout de suite et sans interruption tous "baptêmes, mariages et sépultures aussitôt qu'ils seront par eux faits." Celui qui réclame le droit de tenir registre des baptêmes, mariages et sépultures, prétend, par là même, que les entrées qu'il a faites sont des actes authentiques, et, partant, il doit établir qu'il est officier public. Il ne lui suffit pas de démontrer, "qu'il a été ordonné ministre chrétien en la forme suivie "par les dissidents de l'Eglise d'Angleterre appelés Congrégationalistes, et "qu'il exerce les fonctions cléricales dans une congrégation protestante de "cette secte des dissidents, dans la ville de Québec," il doit encore prouver qu'un ministre ainsi ordonné se trouve compris dans la classe et est revêtu du caractère des prêtres et ministres qu'a eus en vue le statut ; que son caractère ecclésiastique et les fonctions qu'il exerce suffisent en loi pour lui donner le pouvoir de rendre authentiques les inscriptions qu'il ferait dans le registre qu'il réclame, et qu'ils sont tous deux d'institution publique, et non d'origine sectaire ; que l'autorité qu'il tire de son caractère et de ses fonctions émane du gouvernement de la province, et non d'une faible partie de ses habitants ; que le caractère dont il est revêtu est public, et non privé ; qu'il est un officier nommé directement ou indirectement par le roi, et non l'employé d'une société de particuliers désignée sous un nom religieux, non établie mais simplement tolérée par la loi, société qui n'a pas plus le droit de nommer un officier, pour l'exécution d'un acte du parlement, qu'une loge de francs-maçons, ou toute autre association volontaire de même genre. Par l'Ordonnance civile de 1667, qui était la loi en vigueur antérieurement au statut 35 Geo. III, ch. 4, la garde des registres était confiée aux curés de l'Eglise

Notre-Dame-de-Montréal existant en 1855; ce statut ne paraît pas avoir désigné une paroisse succursale ou des paroisses succursales dont il n'a jamais été jusqu'à présent question dans le Bas-Canada. Le statut, par prêtre des églises succursales, n'a jamais voulu parler des curés de paroisses indépendantes de Notre-Dame. Voyez par qui et comment on s'est procuré, en 1864, des registres pour les églises succursales dans cette paroisse de Notre-Dame. Le curé de la paroisse de Notre-Dame les a eus *pour servir à l'enregistrement des actes de baptêmes, mariages et sépultures qui se feront dans telle église (par exemple, dans l'église Saint-Patrice), dans ladite paroisse.* Dans une église succursale véritable, le service est fait par le curé de la paroisse mère, ou par un prêtre nommé par lui; l'église est réellement une dépendance de l'église mère. Mais le décret prive le curé de Notre-Dame d'une partie de sa cure, car la nouvelle paroisse doit être desservie par son curé propre, nommé par l'évêque; (par exemple, dans le cas de l'église Saint-Jacques, M. Mercier est nommé pour être curé de Saint-Jacques). Je passe maintenant à l'autre point. Comme je l'ai dit plus haut, le requé-

catholique romaine, et à leurs successeurs, et à eux seuls. Les curés étaient revêtus de ce pouvoir comme prêtres, reconnus comme tels par la loi, et comme officiers publics dans leurs fonctions respectives. Le statut provincial n'a pas changé le caractère ou la qualité des personnes auxquelles la garde des registres doit être confiée. Il a étendu ce pouvoir de tenir des registres aux ministres protestants, mais il exige encore que toutes les personnes tenant des registres, qu'elles soient catholiques ou protestantes, doivent être des prêtres reconnus comme tels par la loi et officiers publics dans leurs fonctions respectives. L'art. 15 de ce statut décrète que : " telle partie du titre " vingtième de l'Ordonnance de Sa Majesté très chrétienne du mois d'avril, " mil six cent soixante-sept, et de la déclaration de Sadite Majesté très " chrétienne du neuf avril, mil sept cent trente-six, qui concerne la forme et " manière dans laquelle tels registres des baptêmes, mariages et sépultures " doivent être cotés et paraphés, et tenus déposés, et les pénalités imposées " sur ceux qui refusent ou négligent de satisfaire aux dispositions desdites " Ordonnance et déclaration, sont par le présent rappelées, en autant " qu'elles ont rapport auxdits registres seulement," mais elle n'abroge pas l'ordonnance pour ce qui se rattache au caractère et à la qualité des personnes qui doivent avoir la garde des registres et y faire les entrées des baptêmes, mariages et sépultures. En conformité de l'Ordonnance civile de 1667, l'art. 4 dudit statut décrète spécialement que : " telles entrées seront signées sur " les deux registres par celui qui aura fait le mariage;" lequel doit être nécessairement un prêtre reconnu comme tel par la loi, puisque, par le droit du Canada, un mariage ne peut être célébré que par une personne revêtue de ce caractère. L'art. 5 décrète, avec une égale précision, que l'ecclésiastique qui célèbre le service doit signer les entrées des sépultures, ce qui encore implique un clerc auquel on a conféré les ordres sacrés et qui est reconnu comme tel par la loi. Ainsi, le ministre d'une congrégation protestante de dissidents de l'Eglise d'Angleterre, lequel n'est ni officier public ni prêtre reconnu tel par la loi, n'a pas droit de tenir un registre de paroisse des baptêmes, sépultures et mariages. Art. 5499 S. R. Q.; arts. 39 à 78 C. C.; arts. 1311 à 1316 C. P. C. de 1897. (*Ex parte Spratt*, Cour d'Appel, Québec, 20 janvier 1821, confirmant le jugement de C. B. R., Québec, 6 octobre 1816, SEWELL, J. en C., 1 R. J. R. Q., 154).

rant prétend que l'église Saint-Jacques a le droit d'avoir des registres, parce qu'elle est l'église paroissiale d'une paroise canonique catholique-romaine. L'autorité ecclésiastique, d'ériger les paroisses canoniquement, ne peut pas être mise en doute, mais il y a certaines formalités à observer ; autrement cette érection canonique ne peut certainement pas avoir d'effets civils. La reconnaissance civile ne peut être obtenue qu'en suivant les Statuts Refondus du B.-C., chap. 18, ou par un acte particulier du parlement. Le gouvernement civil seul a pouvoir de donner, par son approbation, les effets civils à des érections canoniques. La forme est bien connue : une proclamation du gouverneur confirmant un rapport des commissaires nommés par l'autorité civile. Les cours civiles ne prennent pas connaissance d'une simple érection canonique de paroisse. Personne ne niera que l'autorité civile peut imposer telles conditions préalables, sans l'accomplissement desquelles aucune paroisse ne sera reconnue *au civil*, et cela peut être et coexiste avec une liberté religieuse parfaite et l'exercice aussi parfait de la religion. Il y a différentes espèces de paroisses ; le chap. 19, art. 2, des Statuts Refondus du Bas-Canada le démontre. Il y a des paroisses " non reconnues par la loi civile " et d'autres qui le sont. Il est parfaitement clair que celles qui sont " reconnues par la loi civile," sont les paroisses dont fait mention le chap. 18 des Statuts Refondus du Bas-Canada, art. 10 à 15 inclusivement. Ce n'est que, lorsque, après érection canonique, elle a été constituée paroisse civile *en la manière* prescrite par la loi, qu'une simple paroisse canonique peut être reconnue par l'autorité civile t les tribunaux. Lorsque, dans les cours civiles, nous parlons d'une paroisse, nous entendons une paroisse que, civilement, nous sommes obligés de reconnaître. Les cours civiles ne reconnaissent aucune paroisse, excepté celles érigées civilement. C'est là ce qui a été la règle invariable, et il n'était pas nécessaire, dans le Code Municipal, de définir une paroisse : " tout territoire érigé en paroisse par l'autorité civile." La définition a été insérée *ex majore cautela*. Par les termes " chaque église paroissiale catholique-romaine " dans le Code Civil, art. 42, on peut entendre seulement les églises qui sont reconnues civilement. Ainsi, par " chaque église de paroisse, etc.", dans le chap. 20 des Statuts Refondus du Bas-Canada, on entend chacune de telles églises que nous reconnaissons civilement, en d'autres termes, l'église paroissiale, comme dans le chap. 18 des Statuts Refondus du Bas-Canada, art. 15. Quand les civiliens rédigent un statut, nous présumons qu'ils connaissent la loi civile, et emploient des termes en harmonie avec la loi civile. Celui qui tient le registre est un officier de l'autorité civile. Je ne puis voir de nomination de tel officier,

ou d'emploi pour lui, dans une paroisse qui ne peut être civilement reconnue, selon le décret; et qui ne peut être civilement reconnue, selon la loi civile, jusqu'à l'accomplissement de certaines conditions. Mais nous ne devons pas perdre de vue la question à nous soumise, qui n'est pas tant de savoir si toutes les paroisses érigées simplement canoniquement ont le droit d'avoir des registres, tel que demandé, mais si, en ce cas particulier, la paroisse de Saint-Jacques, tel qu'érigée canoniquement, étant dans l'enceinte de la paroisse Notre-Dame, et érigée avec les restrictions auxquelles j'ai précédemment fait allusion et les réserves en faveur de la paroisse primitive de Notre-Dame, lesquelles sont mentionnées dans le décret canonique, peut avoir des registres de paroisse séparés et distincts. Le décret déclare que cette érection n'est que pour le bien spirituel des âmes. La paroisse Notre-Dame conservera tous les droits au civil qu'elle possède comme si le démembrement n'avait pas eu lieu, dit le décret. Il s'ensuit qu'elle conservera ses registres et qu'au civil ces registres seront tenus, comme avant le décret, par le curé, officier civil pour cette fin. De la façon que j'entends la loi et le décret canonique lui-même, je ne puis nommer M. Mercier, comme curé de Saint-Jacques, pour tenir des registres dans l'enceinte du territoire de la paroisse de Notre-Dame civilement érigée. M. Mercier n'a établi aucun droit ni aucun titre, en aucune façon, pour demander que je paraphe ou atteste des registres ou un registre pour la paroisse ou pour l'église Saint-Jacques. Il n'a pas droit à des registres, comme curé d'une paroisse simplement canonique, provenant d'un démembrement de Notre-Dame tel qu'opéré par le décret canonique de 1866. Il n'y a pas droit comme curé de la paroisse Saint-Jacques, quoique l'on dise que cette paroisse est une *succursale* de Notre-Dame. Des succursales réelles ont existé en cette paroisse de Notre-Dame et avaient leurs registres, et aux mêmes conditions qu'autrefois ces églises peuvent encore en avoir, mais seulement sur demande du curé de la paroisse. (4 R. L., 376; 2 R. C., 444)

LOUAGE DE SERVICES.—GAGES.—COMPENSATION.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 15 nov. 1872.

Présent: JOHNSON J.

MONDOR *vs* PESANT.

Jugé: Qu'un employé au mois qui quitte le service avant la fin de son mois, sans cause légitime, n'a pas droit à ses gages de partie du mois commencé.

Qu'un maître peut plaider compensation du salaire d'un mois terminé par son employé, sans qu'il soit nécessaire de faire une demande incidente, pour les dommages causés par son employé en quittant subitement le service, parce que ces dommages découlent d'une même source par laquelle il demande le paiement de son salaire.

Qu'un juge peut accorder des dommages, quoique le montant n'en soit pas prouvé, quand, d'après la preuve, il voit qu'il y en a eu réellement de soufferts, ce qui est laissé à sa discrétion. (4 R. L., 382.)

ROBIDOUX et BÉIQUE, pour le demandeur.

DE MONTIGNY, pour le défendeur.

DESISTEMENT.—DEPENS.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 9 septembre 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

JOHN WATKINS *et al. vs* WILLIAM DENMAN.

Jugé: Que les arrangements, faits entre les parties avant le rapport d'une action, au sujet du montant de la dette, sans qu'il soit question des frais, lorsque ces arrangements ont pour but de laisser le défendeur sous l'impression que l'affaire est réglée, ôte au demandeur son recours pour les frais contre le défendeur.

Que l'avocat même ayant demandé dans une telle action distraction de frais, ne peut obtenir ses conclusions aux frais contre le défendeur.

Qu'il n'a de recours que contre son propre client.

Le 16 mai 1862 l'action est intentée, faite rapportable le 23 mai suivant. Le 22 mai, le défendeur se rend chez les demandeurs, où l'un d'eux, après déduction faite de $5.00 payées par le défendeur longtemps avant l'institution d'icelle, sur $31.85, montant de l'action, lui donne quittance. Le lendemain, le 23 mai, l'action est rapportée et défaut enregistré. Le 10 juin, le défendeur, requis de payer les frais de l'action, fait motion le 11 juin pour qu'il lui soit permis de comparaître, être relevé du défaut et plaider. Cette motion est accordée le 20 juin. Par la preuve, il appert que, lors de l'entrevue des parties, le 22 mai, il n'a été en aucune manière question des frais : on aurait seulement dit au défendeur, en lui remettant sa quittance, que tout était réglé. Le 9 septembre courant, jugement intervient, accordant au défendeur congé de l'action avec dépens. (4 R. L., 383 et 567.)

R. MACDONNELL, pour les demandeurs.

A. W. GRENIER, pour le défendeur.

LOUAGE.—BAIL.—TACITE RECONDUCTION.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 4 août 1872.

Présent: BEAUDRY, J.

TREMBLAY *vs* FILTEAU.

Jugé: Que la convention, par laquelle le locateur réduit d'une certaine somme, le loyer d'un précédent bail, comprend tacitement la continuation des autres conditions du précédent bail.

Que le locataire qui, par le précédent bail, était chargé des taxes, doit l'être par le nouveau bail, qui ne réduit que le prix du loyer.

Le demandeur a loué au défendeur une certaine maison dont il prit possession en mai 1867. Le bail était pour un an, à raison à $5.50 par mois; le défendeur devant payer les taxes et les cotisations. Avant la fin de l'année, le défendeur remit la maison au demandeur. Celui-ci, quelque temps après, dit au défendeur que, s'il voulait garder la maison, il lui réduirait un écu par mois. Le défendeur continua à occuper la maison pendant quatre années payant très irrégulièrement son loyer. Il quitta en mai 1872, ayant acquitté tous ces arrérages de loyer, mais refusant de payer les taxes et les cotisations. Le demandeur le poursuivit à cette fin, alléguant le bail et ses conditions, l'occupation de la maison par tacite reconduction *ou bail tacite*. Le défendeur plaida que la maison qu'il occupait en vertu du bail ayant été remise, il ne l'avait plus détenue par tacite reconduction, mais bien en vertu d'un nouveau bail verbal, par lequel il aurait convenu de payer cinq piastres par mois, sans qu'il fut mention des taxes et des cotisations. Interrogé sous serment, le défendeur ne put jurer des termes même du nouveau bail verbal, savoir: si le nouveau bail était à raison de $5.00 par mois, ou si le demandeur avait dit qu'il réduirait le loyer d'un écu. Sur question du juge, s'il avait eu, lors du bail, intention de n'être pas obligé aux taxes, il répondit qu'il n'y avait pas pensé. (4 R. L., 384.)

M. DEMONTIGNY, pour le demandeur,

MM. TRUDEL et TAILLON, pour le défendeur.

CAUTION JUDICATUM SOLVI.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 14 septembre 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

DAME ARPIN *vs* RIOPEL.

Jugé : Que l'ordonnance qui permet de plaider *in forma pauparis* n'a trait qu'aux officiers de la cour ; mais n'affecte nullement la partie adverse, qui a droit d'exiger du demandeur absent, qu'il donne caution pour les frais, ou d'en déposer le montant en cour.

La demanderesse a obtenu d'un juge de prendre une action *in forma pauperis*, l'a fait signifier et est actuellement aux Etats-Unis. Le demandeur fait mention pour caution *judicatum solvi*. La demanderesse répond qu'elle a obtenu de plaider *in forma pauperis*, et qu'il n'y a pas lieu à exiger cette caution. Jugement ordonnant le cautionnement. (4 R. L. 385)

VENTE. —PREUVE TESTIMONIALE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 11 septembre 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

GUERNON *vs* LACOMBE.

Jugé : Que l'aveu du défendeur, dans son plaidoyer, qu'il y a eu délivrance de 122 bottes, n'est pas suffisant pour autoriser une preuve verbale de la vente de 800 bottes de foin, à $11.50, mais qu'il faut que le demandeur prouve cette vente par écrit.

Que, pour pouvoir prouver par témoins une vente au-dessus de $50.00, il ne faut pas être seulement commerçant, mais faire commerce des objets qui sont en contestation.

Le demandeur poursuit le défendeur pour dommages et intérêts résultant de l'inexécution d'une convention verbale, alléguant que, vers Noël 1871, le demandeur acheta du défendeur 800 bottes de foin, à raison de $11.50 par cent bottes, livrables immédiatement, le demandeur ayant délai pour payer jusqu'au mois d'avril suivant. Il en a délivré 122 bottes et refuse de délivrer le reste. Le défendeur après une dénégation générale, dit qu'il est faux qu'il ait vendu 800 bottes de foin avec délai, mais pour argent comptant, qu'il a vendu et livré vers la fin de décembre 122 bottes au demandeur qui ne les lui a pas payées. Le demandeur prouve par Césaire

Leclaire, la vente du foin avec délai pour payer jusqu'au mois d'avril, que le témoin était présent à la vente, et que le défendeur a reconnu devant lui que c'était là les termes de la vente, et ajouta " ça fera mon affaire de recevoir mon argent " dans ce temps-là, car j'ai des paiements à faire à cette " époque." Le même témoin prouve qu'il a vu un voyage de ce foin rendu devant la boutique du demandeur, pour y être livré. Le défendeur prétend que la preuve de la vente ne peut pas être faite par témoin, parce que le contrat était au-dessus de la somme de $50. Il faudrait qu'il y eût eu des actes de passés ou un commencement de preuve par écrit. Le demandeur fait alors entendre comme témoin, un nommé Alexandre Courville, qui dépose qu'il se rappelle que le défendeur a vendu ladite quantité de foin au demandeur avec délai pour paiement jusqu'au mois d'avril; qu'à cette vente était présent le demandeur, le défendeur, Césaire Leclaire, un nommé Félix Coursol et lui-même ; et que, quelques jours après, le défendeur a livré au demandeur 122 bottes de foin. A la demande qui lui est faite par la Cour, le témoin dit qu'il ne se rappelle pas dans quel mois cette convention s'est faite et il ne sait pas non plus dans quel mois il est, mais que c'était vers Noël. Les deux témoins prouvent que le demandeur est commerçant, qu'il fait divers commerces, que, cependant, c'était la première fois qu'il avait connaissance qu'il achetât du foin. La Cour maintient l'objection du défendeur, qu'il n'y a pas preuve légale d'une vente de 800 bottes de foin à $11.50; par conséquent, que la preuve testimoniale ne peut être admise, et déboute le demandeur de son action avec dépens. (4 R. L., 385)

VILBON, avocat du demandeur.

JETTÉ et ARCHAMBAULT, avocats du défendeur.

RESPONSABILITE. — DOMMAGES.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 12 septembre 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

DANSEREAU *vs* JAMES *et al.*

Jugé : Que l'employé, qui s'engage comme ouvrier capable de travailler et faire des ouvrages à l'entreprise dans une manufacture, est responsable des dommages faits aux matériaux ou à partie des matériaux, et qu'il doit payer la valeur des matériaux, lorsque les dommages proviennent de sa faute ou de son incapacité.

Que les offres, par les défendeurs, des chaussures endommagées dans tels cas, avec ensemble un équivalent en argent, pour le montant du salaire gagné, sont des offres suffisantes, et que l'acceptation d'icelles

sont une admission et une reconnaissance par l'employé des vices de son ouvrage et du paiement de son travail; en conséquence les offres sont déclarées valables et l'action déboutée.

Le demandeur poursuit les défendeurs pour le recouvrement d'une somme de $5.40, étant le montant de ses gages et de son salaire, pour des travaux de cordonnerie faits à l'entreprise, pour le compte des défendeurs, à leur manufacture. Les défendeurs plaident que le demandeur s'est engagé comme ouvrier capable et habile, et qu'il a gâté et endommagé par sa faute et négligence une certaine quantité de chaussures qui sont maintenant sans valeur quelconque pour les défendeurs : que le demandeur est responsable de tels dommages et qu'il doit payer la valeur des matériaux endommagés ; qu'ils ont offert au demandeur, en paiement pour la valeur de son travail, les chaussures endommagées avec un certain montant en argent que le demandeur avait accepté. Ils renouvellent les mêmes offres par leur plaidoyer. Les défendeurs font la preuve des allégations de leur défense. (4 R. L., 387)

DUHAMEL, RAINVILLE et RINFRET, pour le demandeur.

J.-L. ARCHAMBAULT, pour les défendeurs.

BILLET A ORDRE. — PRESCRIPTION. — PROCEDURE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 octobre 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

FAUCHER *vs* BÉLANGER.

Jugé : Que la prescription d'un billet promissoire ne peut être plaidée, par une défense en droit, mais par une exception péremptoire. (4 R. L., 388)

DAVIDSON, pour le demandeur.

BÉLANGER, DESNOYERS et OUIMET, pour le défendeur.

PEREMPTION D'INSTANCE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 octobre 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

RICHARDSON *vs* TABB.

Jugé : Que l'absence d'un avocat de la province ne constitue pas une cessation des fonctions de son associé, dont parle l'art. 202 C. P. C. (1).

Que la partie qu'il représentait ne se trouve pas, par cette absence, avoir cessé d'être représentée, dans le sens de l'art. 455 C. P. C. (2).

Que, partant, la péremption d'instance court contre la partie dont l'avocat associé est absent, s'il n'a donné avis d'après l'art. 204 (3), qu'il a cessé d'occuper et si son associé est encore avocat dans la cause. (4 R. L., 388)

AFFAIRE COMMERCIALE.—PREUVE.—STATUT DES FRAUDES.

PRIVY COUNCIL, 12th December 1848.

On appeal from the Court of Appeals for the district of Montreal, in Canada.

Present: Lord LANGDALE, Lord CAMPBELL, Mr. Baron PARKE and the Right Hon. T. Pemberton LEIGH.

THOMAS MCKAY, appellant, *and* PETER RUTHERFORD, respondent.

By the Canadian Act 25th Geo. III, ch. 2, passed by the legislature of Lower Canada, for regulating proceedings in the courts of justice in Canada, it is enacted that, in proof of all facts concerning commercial matters, recourse should be had by the courts of civil jurisprudence in the provinces, to the rules of evidence laid down by the laws of England:

Held: That this colonial act revoked so much of the old french law, which formerly prevailed in Canada, and was laid down in the *Ordonnance de Moulins*, passed in the year 1566, and subsequently altered by the *Ordonnance* of 1667, whereby parol evidence was excluded from the proof of all *contrats*, or matters, exceeding the sum of 100 *livres*, except in the case of accident, or where there was a commencement in writing; and that the english law, as to the admission of parol evidence in commercial matters, was substituted.

A contract entered into by persons in Canada with the government commissioner, to supply stone for making a canal, is a commercial matter, and is to be proved by the english law.

An agreement entered into by a contractor, to share in the profits of the undertaking, although the contract was not capable of being completed within a year, is not such an agreement, as by the Statute of Frauds, 29th Car. II, c. 3, s. 4, is required to be in writing, but may be proved by parol evidence.

(1) Art. 261 C. P. C. de 1897.

(2) Art. 280 C. P. C. de 1897.

(3) Art. 263 C. P. C. de 1897.

This was an appeal against a judgment of the Court of Appeals for the district of Montreal, in the colony of Canada, dated the 9th of march 1846, which affirmed a previous judgment of the Court of Queen's Bench for that district, of the 28th of january 1846, in an action, *pro socio*, brought on the 29th of september 1826, in the Court of King's Bench, at Montreal, by respondent, Peter Rutherford, against appellant, Thomas McKay, for an account of the profits of a partnership, between appellant and respondent, and another person, in respect of certain works executed by McKay, under two contracts between McKay and the commissioners of the Lachine canal, and for payment to Rutherford of a third of such profits. The declaration in the action set forth, that, on the 15th of march 1821, by an instrument executed between appellant and respondent, of the one part, and Thomas Porteous, of the other part, after reciting that appellant and respondent had undertaken the construction of a certain public work of great magnitude, at Isle-aux-Noix, and that Porteous, in order to induce His Majesty's government to entrust the execution of the work to appellant and respondent, had become their surety for its fulfilment, and that it had been agreed that Porteous should have one third undivided share of the profits to arise from the undertaking, it was agreed, that appellant should, to the utmost of his power, unremittingly attend at Isle-aux-Noix to the conducting all the mason work and building required in the fulfilment of the contract, and that respondent should exert himself, to the utmost of his power, towards procuring, on the spot, all the materials necessary for carrying on the work: and, in order that the same might be done with the least delay possible, and in the most workmanlike manner, they, appellant and respondent, should both, mutually and reciprocally, aid and assist each other in the management thereof, and they should reside at Isle-aux-Noix for that purpose. That Porteous should have the receipt and expenditure of all the money derived from the government for this object, and that after the execution of the contract, the profits arising from the same should be equally divided among the three parties, and that neither respondent nor appellant should undertake, under any pretext whatever, any other work than the one before mentioned, until the same should be finally completed. That on the 1st january 1822, the Lachine canal being then about to be constructed, appellant was desirous of contracting with the commissioners of that canal, to furnish the stones required for the canal, and to cut and prepare the material; that appellant, respondent and one Henry Griffin, then and there knowing that the contract would not be

granted except to such person as would give security for the performance thereof, did agree together, that appellant should offer to contract with the commissioners for providing the material and performing the work, and should offer as his surety, such person as Griffin should afterwards procure, and induce to become such surety; and it was agreed that Griffin should become surety, or provide other sufficient surety for the fulfilment of the contract, and that Griffin should also procure Porteous to permit respondent and appellant to enter into the agreement for the Lachine canal; and it was further agreed, between appellant, respondent and Griffin, that after the contract and undertaking should have been entered into, between appellant and the commissioners of the Lachine canal, they, appellant and respondent, and Griffin, should be jointly concerned and interested in the contracts and undertakings of appellant with the commissioners, and divide the profits thereof, share and share alike; and that it was further agreed, between appellant, respondent and Griffin, that respondent should give his attention to carry on and complete the works at Isle-aux-Noix, and that appellant should superintend and execute the contracts to be entered into with the commissioners of the Lachine canal; and that it was further agreed that the rights, duties and obligations of appellant, respondent and Griffin, in this association, should, in all things, as nearly as circumstances would permit, be conformable to the aforesaid agreement in writing between appellant and respondent, and Porteous, respecting the works at Isle-aux-Noix. The declaration then averred that Griffin did cause Porteous to permit appellant and respondent to contract for the delivery and cutting of stone for the canal, and that he did procure James Leslie to become surety for the performance of such contracts. Then followed a recital of the contract executed before notaries, on the 21st january 1822, between appellant and the commissioners of the Lachine canal, for the delivery of a quantity of stones, at certain prices therein set forth, to which agreement Leslie became a party, as surety for the fulfilment thereof by appellant; and a recital of another contract, executed before public notaries, on the 26th of june 1822, between appellant and the commissioners of the Lachine canal, to cut the stone required for the locks of the canal, and deliver the same, according to specifications in the agreement set forth, to which contract Leslie also became a party, as surety for the performance thereof by appellant. The declaration, then, after alleging the performance, by respondent, of all things by him to be performed under the agreement between him, respondent, appellant and Griffin, averred the performance of the two contracts

entered into with the commissioners of the Lachine canal, and that, in consequence thereof, appellant received £30,000, and stating a breach of appellant to account for the profits of the undertaking, concluded in the usual form for an account. Appellant, by his plea, admitted the agreement of the 15th of march 1821, between respondent, appellant and Porteous, and alleged, that, on the 23rd of august 1826, by act made and executed before notaries, the respondent appellant and Porteous, did declare that, whereas they jointly had been concerned in certain contracts or agreements made with His Majesty's government, for the performance, by them, of certain public works at Isle-aux-Noix, as appeared by the agreement of the 15th of march 1821, which public works had long since been completed. And that, whereas the parties, in order to settle all their accounts, and reckonings of every descriptions, touching the performance and completion of the public works, and their respective interests therein, did, by act under seal, dated the 8th of july then last past, agree to meet and produce all their accounts and statements, touching and relating to the pursuance and fulfilment of all public works done by them, and on their account, at the Isle-aux-Noix aforesaid, for His Majesty, and of their business and joint concerns at Isle-aux-Noix, and thereunto settle and adjust the whole thereof amicably, under the provisions and conditions set forth and declared in the last mentioned act. And that, whereas they had frequently met, and, after examining all the accounts, &c., and all claims produced by them respectively, relating to the joint concern, they came to the final conclusion and arrangement set forth at the time, at the foot of the last mentioned agreement, whereby it appeared, that, after each party allowing his share of the loss sustained, appellant stood indebted to Porteous in the sum of £51, 16s, 3½d., and respondent stood indebted to Porteous in the sum of £737, 8s, 11d., which sums were then paid, declared to be paid and discharged, and, in consideration of the premises, they, respondent and appellant, and Porteous, acquitted and released, and they did, then and there, in and by the act of the 23rd day of august, reciprocally acquit, release, exonerate and for ever discharge each other of and from every claim, pretension and demand which they ever had, for the works done and performed for His Majesty, at Isle-aux-Noix aforesaid, and, for and by reason of all and every matter, or thing, or transaction formerly had between them, at Isle-aux-Noix aforesaid. And appellant averred, that the agreement and discharge between the parties reciprocally made, was bar to respondent's demand, in so far as the same was founded on the agreement of the 15th of march 1821, or any other

agreement connected therewith, which might have taken place between the parties since that time, such as alleged by respondent in his declaration. Appellant also pleaded the general issue. Respondent, by his replication, as to the allegations in the plea, insisted, that they were untrue, and unfounded in fact, and did not bar his action. To prove his case, respondent, after having put in the agreement of the 15th of march 1821, and the contracts of the 21st of january and the 26th of june 1822, tendered the evidence of Griffin, who was objected to by appellant's counsel, on the ground of interest; but Griffin, having stated that he had executed an acquittance, which finally settled his dealings and obligations towards appellant, by reason of their agreement respecting the contracts, and that respondent had executed, in his favour, a release, and he, Griffin, had executed a release in favour of respondent, the objection to his competency was overruled. Griffin proved that the commissioners of the Lachine canal, having advertised for tenders to furnish stone for the canal, respondent and appellant called on him to join them in the undertaking, and furnish the security required; that, after some conversation on the subject, he consented and procured Leslie to become the security; that tenders were, in consequence, made and accepted by the commissioners, and the contracts entered into. That this arrangement between respondent, appellant and himself, which took place about the latter end of the year 1821, or beginning of the year 1822, comprehended all undertakings that might be thereafter entered into in the works of the Lachine canal, in which they might be jointly interested, and were to be performed on their joint account, upon terms similar to those entered into by respondent, appellant and Porteous, for the performance of the public works, at Isle-aux-Noix. That, according to the agreement between respondent, appellant and him, respondent was to superintend and manage, with the assistance of a foreman, the work undertaken by him, respondent and appellant, and Porteous, with His Majesty's government, at Isle-aux-Noix. That the consideration given by him for participating with respondent and appellant in the two contracts with the commissioners of the Lachine canal were — first, the procuring, from Porteous, his consent to respondent and appellant entering into the contracts, that being required by the agreement of the 15th of march 1821; and, secondly, obtaining security for the performance of the contracts with the commissioners of the Lachine canal, he, Griffin, being also held for an equal portion of any loss that might be sustained, and that the respective shares to be received or borne by him, respondent and appellant, were

equal shares of profit and loss. In confirmation of this evidence, it was proved by Porteous, that, by the government contract, at Isle-aux-Noix, respondent and appellant were bound not to enter into any agreement, until the contract at Isle-aux-Noix was finished, and that, when the contract for the Lachine canal was advertised, respondent and appellant met him, Porteous, at his house, in Montreal, and, after deliberating whether appellant could be spared from the works at Isle-aux-Noix, without loss to the concern, they concluded that respondent could conduct them without appellant, and Porteous agreed, on his part, to allow appellant to contract for the Lachine canal, leaving him to make such arrangement with respondent as they, appellant and respondent, should see fit. It was also proved, by various witnesses, that, after the contracts relating to the Lachine canal had been entered into, appellant quitted Isle-aux-Noix, to superintend the Lachine contracts, and respondent took up his residence entirely at Isle-aux-Noix, and superintended the government contract to its completion. Griffin's evidence was also confirmed by witnesses, who spoke to conversations at different times with appellant, in which expressions were used by appellant, amounting to an admission of respondent having an interest, as partner, in the Lachine contracts, and circumstances most consistent with such a partnership were also sworn to by several persons, and letters from appellant to respondent were also put in, further confirmatory of the existence of the partnership interest. In answer to respondent's case, witnesses were called, on the part of appellant, whose evidence amounted to little more than that they were ignorant of, and had never heard of respondent having any share or interest in the Lachine contracts. Appellant's counsel objected to the reception of parol evidence, to prove the partnership agreement spoken to by Griffin; and the Court of King's Bench, by its judgment of the 19th of february 1831, declared all the oral proof which had been taken on respondent's part, to be illegal and inadmissable, to establish the existence of such a partnership. From this judgment, respondent appealed to the Court of Appeals, which court, on the 20th of january 1837, reversed the decision of the Court of King's Bench, and, being of opinion that a co-partnership had existed, as alleged in the declaration, ordered appellant to render an account, as prayed, and that the record should be remitted to the court below, for further proceedings. Appellant, in conformity with the judgment of the Court of Appeals, rendered an account in the Court of King's Bench, which was formally accepted by respondent; and thereupon, the Court of Queen's Bench, by its judgment of the 28th of

january 1846, adjudged the appellant to pay to respondent the sum of £720, 12s, 4¾d., current money of the province of Canada, together with interest and costs of suit. Against the the judgment of the Court of Queen's Bench, appellant appealed to the Court of Appeals, which court, by its judgment bearing date the 9th of march 1846, affirmed the judgment appealed against. Appellant then appealed to Her Majesty in Council, and the appeal now came on for hearing.

TWISS, Q. C., and HETHERINGTON, for appellant: No such partnership, as is stated in the declaration, was ever constituted respecting the Lachine canal. Griffin alone speaks of the agreement to enter into a partnership, but his evidence is contradicted by respondent's witnesses, and is, in itself, upon the face of it, improbable; but, even if his testimony, is admissible, we submit that no sufficient proof was given in the action, of any such partnership having been constituted. If Griffin's testimony be true, the case then resolves itself into two questions of law: *First*, whether, according to the present law of Canada, the alleged partnership contrat could be proved by parol evidence; and, *secondly*, whether, if the english law of contracts was to prevail, this case was not within the exception contained in the 4th section of the Statute of Frauds (29 Car. II, c. 3), the contract not being capable of being completed within one year. *First*, there can be no doubt that, according to the french law, which was in force in Lower Canada, prior to the passing of the Canadian Act, 25 Geo. III, c. 2, parol evidence would not be admissible to prove the alleged partnership. The law, upon this point, is thus laid down in the Ordonnance de Moulins, in the year 1566 art. 54 (1). "*Pour obvier à multiplication de faits que l'on* "*a vu ci-devant être mis en avant en jugement, sujets à* "*preuve de témoins, et reproche d'iceux, dont adviennent* "*plusieurs inconvénients et involutions de procès: avons* "*ordonné et ordonnons que dorénavant de toutes choses* "*excédant la somme ou valeur de cent livres pour une fois* "*payer, seront passés contrats par-devant notaires et témoins,* "*par lesquels contrats seulement sera faite et reçue toute* "*preuve ès-dites matières, sans recevoir aucune preuve par* "*témoins, outre le contenu au contrat, ni sur ce qui serait* "*allégué avoir été dit ou convenu avant icelui, lors et* "*depuis. En quoi n'entendons exclure les preuves des con-* "*ventions particulières, et autres qui seraient faites par les* "*parties sous leurs seings, sceaux et écritures privées.*" This *Ordonnance* was extended by another *Ordonnance*, passed

(1) *Isambert, Anciennes Lois Françaises, éd.* Paris, 1829, tome 14, p. 203.

in 1667. The second article says (1): "*Seront passés actes par* "*devant notaires, ou sous signature privée, de toutes choses* "*excédant la somme ou valeur de cent livres, même pour* "*dépôts volontaires, et ne sera reçu aucune preuve par* "*témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui* "*serait allégué avoir été dit avant lors ou depuis les actes,* "*encore qu'il s'agit d'une somme ou valeur moindre de cent* "*livres, sans toutefois rien innover pour ce regard, en ce qui* "*s'observe en la justice des juges et consuls des marchands.*" The third article excepts the cases of accidents, and cases where there was a commencement of proof by writing. The *Ordonnance* of 1566 had the word *contrats*, and it is doubtful whether it is not confined to agreements; but this latter *Ordonnance* omits the word *contrats*, and has the word *choses*; and it is clear, from the french authorities, that all things, with the exception of the cases excepted, are within its meaning. Pothier, on *Obligations* (2); Toullier, *Droit Civil Français* (3). Nothing *dehors* the contract is to be received. It was to get rid of the inconvenience arising from the extensive and inconvenient operation of the *ordonnance* of 1667, that the Canadian Act, 25 Geo. III, c. 2, was passed, admitting the rules of evidence as laid down in the courts in England. That part regulating the admission of evidence (art. 10), is in these words: "*Dans la preuve de* "*tout fait concernant les affaires de commerce, on aura* "*recours dans toutes les cours de juridiction civile en cette* "*province, aux formes admises, quant aux témoignages, par* "*les lois anglaises.*" We submit, however, that the operation of this Colonial Act is confined to matters of commerce or commercial contracts. Now, this agreement between the parties was not a commercial affair, it was a mere building contract: until the act 6 Geo. IV, c. 16, builders were not within the bankrupt laws. (Lord CAMPBELL: Whereever capital is to be laid out on any work, and a risk run of profit or loss, it is a commercial venture). (PEMBERTON LEIGH: Each act of buying and selling is an act of commerce; a number of such acts would make a trader). *Secondly*, Rutherford has not brought himself within the rule of the french law, which allows proof *dehors* the written contract. It was not intended by the Canadian Act, 25 Geo. III, c. 2 (4), to let

(1) *Nouveau Commentaire sur l'Ordonnance Civile du mois d'avril* 1667, vol. 1, tit. 20, éd. Paris, 1767; *Isambert*, Anciennes Lois Françaises, vol. 18, p. 137.

(2) By Evans, p. 4, c. 2, arts. 1 and 2.

(3) Tom. 9, tit. 3, c. 6, art. 1, pp. 17, 18.

(4) 1 Rennard's Act and *Ordonnances* of Lower-Canada, 1845.

in parol proof of agreements relating to mercantile matters; but only of facts relating to mercantile matters; and thereby, in effect, get rid of the *ordonnance* of 1667, and leave the french law as it was under the *ordonnance de Moulins*. (Lord CAMPBELL: The court below held, that the law of England, as to the admission of evidence, applied; you argue that the Canadian Act respecting the admission of evidence did not apply, but that the case ought to have been decided by the old french law). Yes. The only remaining point, then, is this: if the english law prevails, then parol evidence was inadmissable, because the contract was not performed within a year. The fourth section of the Statute of frauds, 29 Car. II, c. 3, says that, where an agreement is not to be performed within a year, it cannot be proved by parol evidence. Now here the contract was not performed until the year 1826, and if the contract for the works could not be performed within the year, the same objection would apply to any contract relative to the profits to be derived from the works. *Boydell* v. *Drummond* (1).

MARTIN, Q. C., and TEMPLE appeared for respondent; but their Lordships, without calling upon them, delivered judgment as follows:

Lord CAMPBELL: Having heard the very elaborate and able argument on the part of appellant, their Lordships have come to the clear conclusion that this judgment ought to be affirmed. It is admitted, and very properly admitted, that if the parol evidence be received, and be believed, it supports the declaration; the question between the parties being, whether the declaration is supported or not. Now, if the evidence is received, ought it to be believed? We see no reason why it should not be believed. It has not been discredited by any court to which the case has hitherto been submitted. The Court of Queen's Bench at Montreal thought it was inadmissible, but gave no opinion at all against the credibility of the witnesses. When the case came before the Court of Appeals of Lower-Canada, they thought the evidence was admissible, that it was credible evidence, and that it supported the declaration. We think they came to a right conclusion; for, notwithstanding some discrepancies which appear, there is a strong body of evidence to support the allegation in the declaration, and to show that Rutherford and McKay were to be jointly concerned in this adventure. It is admitte l by appellant's counsel, that if the evidence of Griffin be believed, it supports the case; and we think there is no gross improbability in anything that he states, and he

(1) 11 East., 142; S. C. 2 Camp., 157.

is strongly supported by some facts spoken to by the other witnesses. Then, the great question is, whether the contract which is alleged in the declaration, must be proved by writing? If it must be proved by writing, certainly there has not been that proof given. Now, two questions have been raised. First, with regard to how it would be according to the french law; and, secondly, how it would be with regard to the english law, if the english law is to prevail? Their Lordships are of opinion, that it is unnecessary to consider the first question, with regard to the construction of the *Ordonnance de Moulins*, or of the subsequent *ordonnance* of 1667, because their Lordships are all clearly of opinion, that, according to the Canadian Act. the question is to be determined by the law of England. In the 25th of Geo. III, an act passed the Legislature of Lower-Canada, which was to regulate the proceedings in the courts of justice, and, among other things, it was expressly enacted, that in proof of all facts concerning commercial matters, recourse should be had, in all courts of civil jurisdiction in the province, to the rules of evidence laid down by the laws of England. Is or is not this a case concerning a commercial matter? It seems to us that the legislature intended, that all feudal matters there, which concerned the customs of the canadians, though they are now subject to the rule of England, should remain untouched; and with respect to contracts to be entered into by englishmen who were settled there, or between them and natives, or between natives amongst themselves, all such contracts should be enforced according to the rules and law of England. Now, this is a contract for the making of a canal, whereby a large capital is to be laid out, and a considerable risk is to be run, and we think that it is a matter within the meaning of this section concerning commerce; and that being so, we think, by this enactment, the contract is to be proved by the rules of evidence laid down by the english law. We cannot for a moment listen to the distinction which was attempted at the bar, between proof of a contract, and proof of the performance of a contract. It would be very strange if such a distinction had been made by the legislature of Lower-Canada, but it seems to us, it is not made, because it speaks of all facts concerning commercial matters and the facts by which a contract is constituted, are facts concerning commercial matters, as much as the facts respecting the performance of the contract. That being so, we come to consider whether, according to the law of England, the evidence adduced in support of his declaration is admissible in this cause. Now, it is not disputed that it would be so, unless under the 4th section of the Statute of Frauds

it is inadmissible. The 4th section of the Statute of Frauds enacts : " that no action shall be brought, whereby to charge any executor or administrator upon any special promise, to answer damages out of his own estate ; or to charge any person upon any agreement that is not to be performed within the space of one year from the making thereof, unless the agreement upon which such action shall be brought, or some memorandum, or note thereof, shall be in writing and signed by the party to be charged therewith, or some other person thereunto, to be lawfully authorized." The question, therefore, is, is the agreement which is set out in this declaration, such an agreement as is here struck at, an agreement that is to be performed within the space of a year ? No case has been cited which is at all in point, and none could be cited, because we believe no such case is to be found in the books. *Boydell* v. *Drummond*, and the class of cases to which appellant's counsel referred, are confined to contracts as beeween the contracting parties for the work that is to be done : but this contract is not as between the contracting parties who are to do the work, it is of a totally different nature, namely, as was very properly, and in very correct language, expressed at the bar, this is the vendition of a right. Then, why is it not to be performed within a year ? McKay agreed he would let in Rutherford as a partner. Instead of being performed within a year, it was performed instantly, when the agreement was struck. That being the case, it was not such an agreement as is not to be performed within a year, but it is an agreement which is to be performed instanter. The moment the parties entered into this agreement, they had all the mutual rights and liabilities which belonged to them as joint partners in the concern. Then, the Statute of Frauds not applying to this case, by the law of England, parol evidence would be admissible, and, by the law of England, we think the case must be determined. Their Lordships, therefore, have come to the conclusion, that the judgment of the Court of Appeal was right, and that it ought to be affirmed, with costs. (6 Moore's P. C. Rep., 413.)

PROCEDURE.—FORCLUSION.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 mai 1872.

Présent: BERTHELOT, J.

CORREIL *vs* DUMOUCHEL.

Jugé: Qu'un défendeur qui a été forclos de plaider dans les délais, doit produire, avec la motion par laquelle il demande à être relevé de la forclusion, un affidavit au soutien de cette motion, et son plaidoyer distinct de la motion. (4 R. L., 389.)

POSSESSION PROVISOIRE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 octobre 1872.

Présent: BERTHELOT, J.

Dame DEGROSBOIS, requérante pour envoi en possession.

Jugé: Que la requête pour envoi en possession provisoire doit être accompagnée d'un état constatant non seulement les biens de la succession dans laquelle l'absent a une part, mais aussi la part afférente à l'absent, afin que le tribunal puisse déterminer le montant pour lequel caution devra être donnée par le requérant pour la sûreté de son administration. (4 R. L., 389.)

MOREAU, OUIMET & ST-PIERRE, pour la requérante.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 octobre 1872.

Présent: BERTHELOT, J.

BOWIE *vs* KELLY.

Jugé: Que le rapport d'un huissier ne peut être amendé sur motion de a vocat, concluant à ce qu'il lui soit permis d'amender ce rapport.

Que le rapport d'un huissier ne pouvant être amendé que par lui-m ême, la motion peut demander seulement que l'huissier soit autorisé à amender. (4 R. L., 389.)

TERRES PUBLIQUES.—PERMIS D'OCCUPATION.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL.
Québec, 6 septembre 1872.

Présents : CARON, DRUMMOND, BADGLEY et MONK, JJ.

LOUIS DION, appelant, *et* ALEXIS LAVIGNE, intimé.

Jugé: Que le commissaire des terres publiques a seul, en vertu de la loi de Québec, 23 Victoria, chap 2, art. 20, les pouvoirs, autorité et juridiction, d'annuler un permis d'occupation; que ces attributions n'appartiennent pas à l'assistant commissaire des terres, et que cette annulation du permis d'occupation ne peut être faite qu'après un avis à l'occupant.

L'intimé obtint du gouvernement de la ci-devant province du Canada, le 27 février 1862, un permis d'occupation, *location ticket,* dans le lot de terre no 8, rang 10, du canton d'Arthabaska. Ce permis d'occupation est accordé aux conditions suivantes : " Cette vente, si elle n'est pas désapprouvée par le " commissaire des Terres de la Couronne, est sujette aux con- " ditions suivantes, savoir : L'acquéreur devra prendre pos- " session de la terre ainsi vendue dans les six mois de la date " de la présente vente, et continuer d'y résider et l'occuper, " soit par lui-même, soit par d'autres, pendant au moins deux " ans à compter de ce temps, et, dans le cours de quatre an- " nées au plus, il devra défricher et mettre en culture une " une étendue d'icelle égale à au moins dix acres par chaque " cent acres, et y construire une maison habitable d'au moins " seize pieds sur vingt. Il ne sera coupé de bois, avant l'émis- " sion de la patente, que pour défrichement, chauffage, bâtisses " ou clôtures ; et tout bois coupé contrairement à cette condi- " tion sera considéré comme ayant été coupé sans licence, sur " les terres publiques. Nul transport des droits de l'acqué- " reur ne sera reconnu dans aucun cas où il y aura eu défaut " dans l'accomplissement d'ancune des conditions de la vente. " Les lettres patentes n'émaneront dans aucun cas, avant l'ex- " piration de deux années d'occupation, ni avant l'accomplis- " sement de toutes les conditions, même quand le prix de la " terre sera payé en entier. L'acquéreur s'oblige à payer pour " toutes améliorations utiles qui peuvent se trouver sur la " terre vendue, appartenant à d'autres qu'à lui, sujette aux " licences de bois actuellement en vigueur." Le prix de la vente était $74.40, sur lequel l'intimé paya, en recevant son permis d'occupation, un cinquième du prix. L'intimé produit en outre, une *licence* ou *permis* du gouvernement pour cou-

per du bois de commerce sur ce lot de terre ; le produit de la vente de ces bois lui appartenant intégralement, en vertu de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1860, dont suit copie: " Copy of a Committee of the Honourable the Executive " Council, approved on the 18th december 1860. For permis- " sion to purchaser of lands, to sell the timber thereon, under " certain restrictions. 15,870. On a report dated 7th decem- " ber 1860, from the Honourable the Commissioner of Crown " Lands, recommending that he be authorized to grant per- " mission to *purchaser* of public lands to *cut* and *sell* the " timber growing on the lot purchased by them, provided the " the value of the timber to be cut, be paid into the hands of " the Commissioner of Crown Lands or his agents, to be ap- " plied in *payment* of the purchased money of the lots, when " the terms and conditions of such purchase shall have been " complied with by the purchasers. Such permission to be " granted in such form and manner, subject to such condi- " tions and restrictions as the commissioner may find neces- " sary for the prevention of frauds. The committee advise " that the required authority be given in terms of the above " report. Certified. Signed : W. H. Lee, C. Ex. C." Les acquéreurs de ces terres du gouvernement dans les comtés de Mégantic, Sherbrooke, Stanstead, Arthabaska, Compton, Richmond, Wolf, ne payant pas le prix stipulé aux permis d'occupation, le gouvernement annonça en vente les terres de ces individus, si les arrérages du prix de vente n'étaient pas payés sous un certain délai. Voici l'avis pour le comté d'Arthabaska : " *Avis public* est, par le présent, donné, qu'un offi- " cier de ce département sera présent à Saint-Christophe, " dans le comté d'Arthabaska (Québec), du 14e au 24e jour " de janvier prochain, chaque jour inclusivement, pour s'en- " quérir des réclamations qui pourront être faites pour aucune " des terres publiques non octroyées ci-dessus mentionnées, " qui sont susceptibles *d'être reprises pour défaut de paye- " ment*, dans les cantons de Bulstrode et son augmentation, " Aston et son augmentation, Stanfold et son augmentation, " Arthabaska, Blandford, Chester, Horton, Tingwick et War- " wick. Aucune des terres en question, dont les réclamations " n'auront pas été prouvées et les versements requis, *ou arré- " rages*, selon le cas, n'auront pas été payés, avant midi le 24e " jour de janvier prochain, seront *subséquemment* offertes en " vente, par encan.... Telle terre, cependant, pourra être " réservée de la vente par encan, si le département le jugeait " convenable.... DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COU- " RONNE. Daté 11 décembre 1867." Le 23 *janvier* 1868, l'intimé paya au gouvernement le *deuxième* payement ainsi que tous les intérêts, alors dus et échus. Le gouvernement lui en

donna un *reçu*, et la terre ne fut pas vendue ainsi qu'elle avait été annoncée, et il continua à l'occuper en vertu du *permis* que lui avait donné le gouvernement. L'intimé fit saisir revendiquer du bois de commerce que l'appelant avait fait couper sur ce lot de terre, dans le cours de l'automne et de l'hiver 1869-1870, comme étant sa propriété ; il réclamait cette propriété du bois en vertu des permis d'*occupation*, de la licence et comme occupant le lot de terre depuis au delà de l'an et jour, savoir : depuis le 27 février 1862. L'appelant plaida à l'encontre de la demande et saisie revendication qu'il avait acheté ce lot de terre du gouvernement de Québec, le 23 mars 1869, en vertu d'un *permis* d'occupation qu'il produisit et il ajoutait, que le *permis* d'occupation qui avait été accordé au demandeur, avait été révoqué par le gouvernement et qu'il avait payé, lui, le défendeur, la coupe des bois au gouvernement, et en produisit aussi le reçu. A cette défense, l'intimé répliqua que son *permis* d'occupation n'avait pas été, n'avait pu être légalement révoqué, et que le *permis* d'occupation produit par le défendeur, l'appelant, avait été obtenu collusoirement et qu'il n'était d'aucune valeur. L'intimé prouva : 1o. avoir eu la possession publique et paisible du lot de terre depuis au delà de l'an et jour, savoir : depuis le 27 février 1862 ; 2o. Il prouva son *permis* d'occupation ; le reçu que le gouvernement lui avait donné le 23 janvier 1868 ; la licence qui lui avait été accordée pour couper du bois ; les avis du gouvernement pour la vente des terres, par encan, pour les *arrérages* dus sur le prix de vente. Il prouva de plus qu'il n'y avait jamais eu d'arrêté ministériel, pour autoriser le commissaire des terres à révoquer le *permis* d'occupation accordé à l'intimé ; enfin il prouva avoir offert à l'agent du département des terres, Antoine Gagnon, la somme de $32,28, avant l'institution de son action ; c'était plus que la somme qu'il avait à payer, en vertu de sa licence, s'il eût coupé lui-même le bois. Gagnon lui demandait $66.50, tandis qu'il n'en a fait payer que $55.30 au défendeur, l'appelant. L'intimé produisit au dossier la copie intégrale de la procédure que le département des terres avait suivie pour confisquer la terre. " Je, soussigné, arpenteur juré, certifie qu'à la réquisition d'un " nommé Louis Dion, j'ai été faire l'exploration du lot 8, du " 10e rang du canton d'Arthabaska ; après avoir examiné ce " lot, dans toute sa longueur et largeur, j'ai trouvé seulement " que le bois a été coupé sur une grandeur d'au plus un ar- " pent et demi, il y a encore douze à quatorze gros arbres " debout, sans aucune bâtisse ; *suivant moi*, je considère " qu'il n'y a aucune amélioration de faite sur ce lot. Artha- " baska, 17 mars 1869. Signé A. Gagnon, A. P. March 22nd " 1869. Suggested that the sale of no 8, in the 10th range of

" Arthabaska, to Alexis Lavigne be cancelled and that the
" lot be sold to Louis Dion, who has deposited the first instal-
" ment. (Signe l) — W. F. Collins. Approved (Signed) — G.
" A. Bourgeois, *Ass.-Commissaire.*"

Le 11 septembre 1871, la Cour Supérieure à Arthabaska, rendit le jugement suivant : " La cour considérant que l'acte de vente que le demandeur allègue dans sa déclaration lui avoir été fait par le gouvernement, le 27 février 1862, n'est autre chose, suivant la loi 23 Vic., ch. 2, art. 16, qu'un permis d'occupation ou promesse de vente du lot de terre no 8, dans le 10e rang du canton d'Arthabaska, à lui consenti sous diverses conditions, et nommément : 1o. de payer la balance du prix de ce lot en quatre versements égaux et annuels, avec intérêt de la date du permis ; 2o. de prendre possession du lot dans les six mois de la date du permis et continuer d'y résider et de l'occuper par lui-même ou par d'autres, pendant au moins deux ans à compter de ce temps ; 3o. de défricher et mettre en culture une étendue égale à au moins dix arpents par cent acres et y construire une maison habitable d'au moins seize pieds sur vingt, dans le cours de quatre années au plus ; 4o. que les lettres patentes n'émaneraient, dans aucun cas, avant l'accomplissement de toutes ces conditions, lesquelles conditions sont prouvées dans la cause, et notamment par le témoignage d'Antoine Gagnon, témoin entendu à la réquisition du demandeur lui-même ; que le demandeur n'a aucunement établi avoir rempli les conditions du permis d'occupation ou promesse de vente, mais qu'au contraire il est prouvé : 1o. qu'il n'a payé que les deux premiers versements, tandis que le cinquième et dernier est devenu dû et échu le 27 février 1866 ; 2o qu'il n'a pas occupé le lot de terre par lui-même ni par d'autres ; 3o. qu'il n'y a fait aucun défrichement ni mis aucune partie en culture ; 4o. qu'il n'y a pas construit de maison ; que, sur un rapport d'arpenteur, du 17 mars 1869, qu'il n'y avait pas de défrichement ni de bâtisse sur le lot de terre, il a été suggéré de révoquer la vente ou promesse de vente qui en avait été faite au demandeur et de le revendre au défendeur, cela a été approuvé par l'assistant-commissaire des Terres de la Couronne ; que, le 23 mars 1869, cette vente ou promesse de vente au demandeur a été révoquée, et un permis d'occupation ou promesse de vente accordé au défendeur par l'assistant-commissaire, ainsi qu'il lui était permis de le faire, par l'acte suscité, art. 20, et que le défendeur a commencé à le défricher et même à le cultiver ; que l'assistant commissaire des terres de la Couronne étant nommé pour aider au fonctionnement du département de ces terres, prêtant serment de remplir fidèlement les devoirs de sa charge, ainsi qu'il est pourvu par l'acte ci-dessus cité, art.

2, et devant être publiquement connu comme occupant cet office, doit être présumé avoir été autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par le commissaire des terres de la Couronne à faire les actes qui émanent de lui et qui sont du ressort du département, sans qu'il soit besoin de prouver spécialement une telle autorisation pour chacun de ces actes, qui sont toujours faits sous serment d'office ; qu'ainsi l'assistant commissaire est supposé avoir eu tous les pouvoirs nécessaires pour révoquer le permis d'occupation ou promesse de vente qui avait été accordé au demandeur le 27 février 1862, et pour octroyer celui que le défendeur a obtenu et qu'il invoque par ses deux exceptions péremptoires ; que, par un ordre du gouvernement, en date du 18 décembre 1860, le commissaire des terres de la Couronne est autorisé à accorder permission aux acquéreurs des terres publiques de couper et vendre les bois croissant sur les lots que ces derniers achètent, pourvu que la valeur du bois coupé soit payée au commissaire ou à ses agents, mais en déduction du prix d'acquisition des lots, lorsque les termes et conditions ont été remplis par les acquéreurs, et aux conditions et restrictions que le commissaire juge à propos d'imposer ; que le permis de coupe de bois que le demandeur allègue avoir obtenu le 10 février 1863, et sur lequel il se fonde pour réclamer le bois qu'il revendique en la présente cause, lui a été accordé en vertu de l'ordre, parce qu'il avait obtenu le 27 février de l'année précédente le permis d'occupation ou promesse de vente qu'il cite en sa déclaration, et sous les mêmes conditions que celles stipulées dans le permis d'occupation ou promesse de vente ; que sans son permis d'occupation, le demandeur n'aurait pas pu obtenir celui de coupe de bois, et que la révocation du premier est une revocation virtuelle du second qui ne peut exister sans l'autre, ce second permis n'ayant été accordé que parce que le demandeur avait droit de défricher le lot de terre, de le cultiver et de s'en faire transférer la propriété par lettres patentes, pour lui faciliter les moyens d'en payer le prix ; que, d'ailleurs le demandeur n'a rempli aucune des conditions à lui imposées par ces deux permis ; que ce permis de coupe de bois ne peut pas non plus servir au demandeur comme permission accordée sous l'autorité de l'acte des Statuts Refondus du Bas-Canada, ch. 23, art. 1 et 2, attendu qu'il n'aurait pu durer au delà de douze mois de sa date, et qu'il y avait plus de six ans qu'il existait, lorsque le défendeur a coupé et enlevé le bois que le demandeur réclame ; que le défendeur a payé au gouvernement de cette province le prix de la coupe du bois que le demandeur revendique et que ce bois lui appartient ; qu'il résulte de tout ce que dessus, que le demandeur n'a pas établi sa demande, tandis que le défendeur a prouvé

les allégations essentielles de ses défenses; qu'ainsi la demande du demandeur est mal fondée; par ces motifs, déboute le demandeur de son action, rejette et annulle la saisie revendication et condamne le demandeur aux dépens."

L'intimé interjetta appel à la Cour de Revision à Québec, et cette cour, MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J., le 5 février 1872, infirma le jugement de la Cour Supérieure. Le jugement de la Cour de Revision est motivé ainsi qu'il suit: " La cour, considérant que le demandeur a acheté du gouvernement, le 27 février 1862, le numéro 8 du 10e rang d'Arthabaska en la province de Québec, pour le prix de $59.52, payable en quatre termes annuels de $14.88 chacun, et dont le premier devait se faire le 27 février 1863, et ainsi continuer chaque année jusqu'au paiement final; considérant que le défendeur a pris possession du lot et y a fait certains travaux et a payé au gouvernement de cette province le premier terme et, en janvier 1868 a payé le second terme échu le 27 février 1864 et tous les intérêts échus, et que les officiers du département des terres de la Couronne ont accepté ce paiement sans protestation de leur part; considérant que le demandeur a toujours eu la possession et jouissance du lot de terre jusqu'au moment de l'institution de l'action en cette cause, et qu'il en était en possession pendant l'instance en cette cause; considérant que, pendant la possession et jouissance du demandeur du lot de terre, savoir: en l'hiver des années 1869 et 1870, le défendeur a illégalement et sans droit, coupé et enlevé de ce lot de terre de grandes quantités de bois, etc.; considérant que la vente prétendue faite de ce lot de terre au défendeur par Bourgeois, se qualifiant assistant commissaire des terres de la Couronne, est illégale et n'a conféré aucun titre au défendeur le justifiant à s'emparer comme il l'a fait du lot de terre, et à y couper du bois contre le gré et volonté du demandeur, et que, de plus, il n'y a aucune preuve d'une révocation légalement effectuée de la vente, faite au demandeur le 27 février 1862, du lot de terre, et que, partant, le demandeur n'a jamais été légalement dépossédé du lot de terre, ni privé des droits de son acquisition; considérant que le demandeur pouvait légalement revendiquer le bois en la manière et forme qu'il l'a fait; considérant que le demandeur a prouvé les allégations essentielles de sa demande; considérant qu'il y a erreur dans le jugement soumis en revision, savoir: le jugement rendu le 11 septembre 1871, à Arthabaskaville, en ce que ce jugement renvoie l'action du demandeur avec dépens; casse et annule ledit jugement, et cette cour procédant à rendre le jugement que la Cour Supérieure à Arthabaska aurait dû rendre, déclare le demandeur propriétaire du bois, déclare la saisie révendica-

tion qui en a été faite bonne et valable, condamne le défendeur à remettre le demandeur en possession de ce bois, si mieux n'aime le défendeur payer au demandeur la somme de $159.50 pour valeur du bois, avec dépens."

C'est de ce jugement dont est appel présentement.

PACAUD, pour l'intimé : L'intimé prétend que les conclusions de son action devront lui être accordées, pour entre autres raisons, les suivantes : 1o Parce que, par l'avis donné le 11 décembre 1867, ce *permis* d'occupation ne pouvait être révoqué, que faute de payer les *arrérages* sur le prix de la vente ; 2o Parce que, par le susdit avis, le commissaire des terres devait donner pareil avis public, pour vendre cette terre ; c'était un mode de procédure adopté et *accepté* par les parties contractantes et qui devait être suivi ; 3o parce que l'intimé avait *trois ans* pour faire les améliorations sur le lot de terre, à compter du 23 janvier 1868, jour auquel il avait payé le second acompte et que la prétendue révocation du *permis* a été faite le 29 avril 1869, quand il avait jusqu'au 27 février 1871, " pour défricher et mettre en culture une étendue égale à au moins dix acres pour chaque 100 acres, et pour y construire une maison habitable d'au moins 16 x 20 pieds." 4o Parce que l'intimé n'a pas été notifié des procédures que le commissaire des terres prenait contre lui, et qu'aucun acte de procédure secrète ou arbitraire ne peut ôter des droits acquis à un citoyen ; " il faut une procédure légale, c'est-à-dire " *nisi per legale judicium parium suorum, vel per legem terræ*," magna charta, chap. 29. 5o Parce que l'intimé avait acheté du commissaire des terres de la province du *Canada*, et que les droits de révoquer *ad nutum* le *permis* d'occupation qu'il s'était réservé, ne pouvait être transmis au commissaire des terres de la province de *Québec*, sans le consentement de l'intimé, puisque les garanties accordées à l'intimé auraient été diminuées, changées et altérées, sans sa participation. 6o Parce que, dit la loi, 23 Vic., chap. 2, art. 20: " *si* " *le commissaire des terres de la Couronne est convaincu* " *qu'aucun acquéreur*, etc. ; " or, il n'a jamais été fait de procédure légale pour *convaincre* cet officier public, pour lui permettre d'agir dans le cas actuel ; tout a été fait hors la connaissance de l'intimé et dans l'unique but de le déposséder de son bien. Trois choses sont défectueuses dans cette procédure : 1o absence de légalité, n'ayant point notifié l'intimé de cette procédure ; 2o absence de pouvoir, autorité et juridiction, même chez le commissaire des terres de la province du Canada ; ce cas n'étant pas compris dans l'acte qui conférait au commissaire le droit de révoquer le permis d'occupation ; 3o parce que l'intimé n'était pas en défaut, c'est-à-dire que le délai, pour acquitter ses obligations, n'était pas expiré. 7o

Parce que, pour révoquer le *permis d'occupation*, il fallait nécessairement une procédure pour *convaincre* le commissaire des terres avec lequel il contractait ; aucune autorité ne peut obliger l'intimé à en accepter un autre ; 8o ce n'était pas seulement l'exercice d'une *autorité*, mais d'un sens moral chez le commissaire des terres ; or une législature ne peut pas transmettre le sens moral d'un homme à un autre ; elle n'a jamais pu transmettre le sens moral du commissaire des terres de la province du Canada au commissaire des terres de la province de Québec ; 9o parce qu'il fallait que non seulement le commissaire des terres, lui, et non son assistant, fut *convaincu* de la nécessité et de la justice de son acte, mais que le juge qui, " *sur preuve satisfaisante, accordera son ordre,*" fut aussi lui, *convaincu* ; or, il fallait la même espèce de preuve et pour le commissaire et pour le juge ; or, où trouver un juge assez ignorant de ses devoirs pour accorder " un ordre dans la forme d'un *writ d'Habere facias possessionem* ou *writ de possession*, sans avis à la partie de telle procédure, et que vaudrait l'ordre de tel juge, sur preuve faite sans avis préalable à l'intimé ; 10o parce que l'intimé était dans la possession de cette terre ; personne n'avait le droit de le troubler, encore moins celui de le déposséder par une *voie de fait* ; la loi le protégeait ; l'appelant était obligé de lui remettre sa propriété, le bois qu'il avait bûché, coupé et enlevé sur cette terre : *spoliatus ante omnia restituendus.*

WILFRID LAURIER, pour l'appelant : Toutes les questions que soulève ce litige, tel qu'il existe maintenant devant le tribunal, se reduisent aux deux suivantes que l'appelant affirme comme propositions : 1o Le commissaire des terres de la Couronne a-t-il le droit, de sa propre autorité, d'annuler et révoquer un permis d'occupation ? 2o Si le commissaire a cette autorité, l'assistant commissaire peut-il l'exercer lui-même, comme il l'a fait dans le cas actuel ? Si ces questions sont résolues dans l'affirmative, alors le jugement de la Cour de Revision devra être infirmé, et le jugement de la cour de première instance rétabli dans son intégrité. 1o *Le commissaire des terres de la Couronne a-t-il le droit de révoquer un permis d'occupation ?* Il semble qu'en face de la clause si claire du statut cité plus haut (art. 20, 23 Victoria, ch. 2), cette question ne peut pas être décidée autrement que dans l'affirmative. Si l'on donne aux mots qu'emploie le statut, leur valeur et leur signification propre, le doute n'est pas permis. Cependant la Cour de Revision a affirmé le contraire avec beaucoup d'énergie. S'appuyant tant sur le droit constitutionnel que sur le droit civil, elle a soutenu, contre la lettre du statut, qu'un permis d'occupation ne peut être cancellé qu'en vertu du droit commun du pays ? un vendeur, a-t-elle

dit, pas plus le gouvernement qu'un simple particulier, ne peut pas, de sa propre autorité, résilier un acte de vente ; cet acte ne sera résilié que du consentement des parties, ou judiciairement par les tribunaux. L'appelant confesse de suite que si cette cause doit être jugée, abstraction faite de la législation locale et de la position exceptionnelle du pays, uniquement d'après les principes du droit constitutionnel et du droit civil tels qu'ils nous sont venus de l'Europe, autant vaut pour lui, sans aller plus loin, abandonner sa cause. En effet, au point de vue des purs principes constitutionnels, il y a quelque chose de choquant dans les pouvoirs quasi arbitraires donnés aux commissaires des terres de la Couronne ; au point de vue du droit civil, cette faculté donnée à un vendeur, de pouvoir, *proprio motu*, annuler son contrat, révolte toutes les idées. Cependant, l'on prend en considération la position exceptionnelle du pays ; si l'on considère que ce pays compte à peine une population de cinq millions, lorsqu'il possède un territoire capable de contenir cent millions ; si l'on considère, enfin, que le premier devoir du gouvernement de ce pays est de coloniser le vaste territoire inculte qu'il possède, l'on conviendra que cet état de choses exceptionnel, exige une législation exceptionnelle. Si, d'un autre côté, l'on considère que le droit public de ce pays, tant constitutionnel que civil, nous est venu de l'Europe, que ce droit a été rétabli chez des peuples de mœurs raffinées, d'une condition sociale toute différente de la nôtre, qui n'avaient aucun des besoins que nous avons, qui surtout n'ont jamais eu comme nous, à peupler de vastes domaines incultes, chez qui, au contraire, la population était déjà trop dense, pourrait-on dire que les principes du droit de ces nations s'adapteront au règlement des questions soulevées par notre législation locale dans le but exprès de coloniser ce pays. S'il surgit de telles questions, ne devront-elles pas être décidées d'après notre législation locale, et non pas d'après le droit étranger ? Voilà ce que les juges de la Cour de Revision semblent avoir perdu de vue. Dans l'opinion de l'appelant, ils ont perdu de vue qu'ils sont en Amérique ; ils ont jugé comme s'ils eussent siégé en Europe. C'est donc le droit local statutaire qui doit s'appliquer ici à l'exclusion de tout autre. Or le statut dit positivement que le commissaire des terres aura l'autorité de révoquer tout permis d'occupation, du moment que les conditions n'en auront pas été remplies. Si maintenant l'on examine froidement les choses, ce pouvoir extraordinaire donné au commissaire des terres s'explique et se justifie. Il faut se rappeler d'abord que le porteur d'un permis d'occupation n'a pas *un titre* de propriété. La Cour de Revision a traité le permis d'une vente, comme un contrat synallagmatique entre le gouvernement et

le colon. Voilà encore où, dans l'opinion de l'appelant, la cour a fait erreur. Que le permis entre les mains du colon, ait vis-à-vis des tiers, l'effet d'une vente, ceci n'est pas contesté, mais il n'en est pas moins vrai qu'entre la Couronne et le colon, le permis n'a pas du tout ce caractère. Ce n'est pas une vente, ce n'est pas un contrat synallagmatique, la modicité du prix en fait foi ; il n'y a pas valeur adéquate donnée de part et d'autre, c'est un contrat *innommé*, un acte *sui géneris*, propre au sol d'Amérique et qu'il faut traiter au point de vue du pays où il a été établi. A ce point de vue, les pouvoirs exceptionnels donnés au commissaire des terres n'ont plus rien d'abusif. Le gouvernement ne vend pas ses terres ; il les donne à un prix nominal. Mais il ne s'en départit pas de suite. Le gouvernement exige, au préalable, que le sol soit défriché, mis en culture et que le colon en fasse un établissement. Il se rencontrera nécessairement beaucoup d'acquéreurs de mauvaise foi, qui prendront des permis d'occupation non pas en vue d'établissement, mais dans le but unique de spéculer et de commercer sur les terres publiques. Ils garderont ces terres pendant des années, sans rien faire pour les établir, sans même y couper une branche ; la valeur de ces terres, cependant, s'accroîtra d'elle-même par le seul fait que les terres voisines seront défrichées. Alors le porteur du permis revendra à deux, trois et quatre piastres l'acre, sans avoir rien fait pour améliorer le sol. Il se fait dans les cantons, un grand commerce de ces terres ; cela est prouvé par les témoins de l'intimé ; ce commerce est très préjudiciable, cela ce conçoit ; il tient fermées à la culture, une foule de terres qui seraient défrichées de suite, si elles appartenaient à la Couronne et pouvaient être obtenues au prix et aux conditions ordinaires. L'intention de la loi, c'est que le sol ne soit concédé qu'au colon de bonne foi, qu'à celui qui formera un établissement agricole de plus dans le pays. C'est pour assurer l'exécution de cette intention de la loi, que le commissaire des terres a été revêtu de pouvoirs très étendus il est vrai, mais nécessaires, bien qu'ils doivent toujours paraître choquants à ceux qui les examineront au point de vue des idées reçues, sans tenir compte des temps et des lieux. Du reste, les pouvoirs donnés au commissaire des terres ne sont pas insolites ; il y a des précédents. Nous ne trouverons pas ces précédents en Europe et pour cause ; nous les trouverons en Amérique, chez un peuple aussi ami de la liberté, aussi jaloux de ses droits qu'aucun peuple, qui ait jamais paru sur la terre, aux Etats-Unis. Revised Statutes of Minnesota 1866, ch. 38, sec. 8. " At the time of the sale of any such " lands, the commissioner shall make out and deliver to the " purchaser thereof a certificate in which the said commis-

" sioner shall certify the description of the lands sold, the " quality thereof and the price per acre, the consideration " paid and to be paid therefore, and the time and terms of " payment," &c. Sec. 9. " The certificate shall further set " forth that, in case of the non-payment of the annual inter- " est, due by the first day of june, or within six days there- " after and each and every year, by the purchaser or by any " person claiming under him, then the said certificate shall " from the time of such failure, be utterly void, and the *said* " *commissioner may take possession thereof and resell the* " *same* as hereinafter provided." Revised Statutes of New-York, 1859, ch. 9, title 5, art. 50, 1st vol., p. 548 : " When " such accounts shall be paid in full, the grant shall issue to " such heirs and devisees ; and, in the case of default in the " payment of the moneys due on such account according to " the condition of the grant, the commissioners *may direct* " *the state engineer and surveyor to sell the land in public* " *auction.*" Brightly's Digest of the laws of the United-States, vol. 1, p. 474, Vo. Lands, sec. SS. " Whenever any " person has settled or shall settle and improve a tract of " land, subject at the time of settlement to private entry and " shall intend to purchase the same, under provisions of this " act, such person shall in the first case, within thirty days " next after the date of such settlement, file with the register " of proper district a statement describing the land settled " upon and declaring the intention of such person to claim " the same under the provisions of this act, and shall, where " such settlement is already made within twelve months after " the passage of this act, and when it shall hereafter be made " within the same period after the date of such settlement, " make the proof, affidavit and payment herein required and " if they shall fail to file such written statement as aforesaid, " or shall fail to make such affidavit, proof and payment " within the twelve months aforesaid, the tract of land so " settled and improved shall be subject to the entry of any " other purchaser." (*Loi du Gongrès*, 1841.) Brightly, vol. 2, p. 288, Vo. Lands. Sec. 45. " If, at any time after the fyling " of the affidavit, as required in the second section of this " act, and before the expiration of the five years aforesaid, it " shall be proved, after due notice to the settler, to the satis- " faction of the register of the land office, that the person " having filed such affidavit, shall have actually changed his " or her residence, or abandoned the said land for more than " six months at any time there and, in that event, the land " so entered shall revert to the government." (*Loi du Congrès* 1862.) Cette citation démontre que notre législation n'est pas unique ; notre pays est placé dans une position ana-

logue à celle des Etats-Unis. Les deux pays ont à developper un immense territoire, et les mêmes besoins chez les deux ont fait décréter les mêmes lois. Pour arriver à un grand résultat national, on a dépouillé le citoyen d'une partie de ses droits civiques. Il n'existe qu'une seule différence entre notre statut et la loi du Congrès de 1862, les deux législations donnent à leur officier respectif le pouvoir d'annuler le permis du moment qu'il y a preuve à leur satisfaction (*proved to his satisfaction*) que les conditions n'ont pas été remplies; la différence, c'est qu'aux Etats Unis, la loi exige qu'un avis préalable soit signifié à l'occupant et rien n'est exigé par notre statut. Il faut reconnaître que, sur ce point, la loi des Etats-Unis est supérieure à la nôtre. Il serait plus régulier, plus conforme au droit que l'occupant fut notifié et entendu. A première vue, ce n'est pas sans une certaine irritation que l'on verra un acte annulé sans que celui qui en souffre ait eu occasion de se faire entendre. Il y a là quelque chose qui blesse nos sentiments. Notre droit public déclare que nul ne sera condamné sans être entendu, et que toute sentence ainsi rendue sera d'abord infirmée, quoique au fond elle soit juste et sauf la partie entendue, à rétablir la sentence dans son intégrité première. Cependant il faut reconnaître que notre statut a dérogé au droit commun et qu'il donne au commissaire des terres le droit d'annuler le permis d'occupation sans entendre le porteur. *Lex ità scripta est.* Si le législateur canadien avait entendu que le permis ne fut annulé qu'après notification, à la partie, il aurait fait comme le législateur américain en 1862, il en aurait fait une disposition expresse dans la loi. Est-ce à dire pourtant que, si le commissaire peut agir sommairement, il peut agir injustement? Nullement. Sa décision sera toujours sujette à la revision des tribunaux. Le commissaire peut bien à la vérité sans notification préalable au porteur, annuler un permis, mais il ne peut pas le faire arbitrairement, sans motif, sans raison, suivant la seule inspiration de ses caprices; il ne peut le faire que lorsque les conditions du permis n'ont pas été violées; si elles ont été fidèlement accomplies, alors le porteur pourra se plaindre et les tribunaux interviendront pour infirmer la décision du commissaire et réintégrer le porteur du permis dans ses droits. Si l'intimé avait fait une telle preuve; s'il avait pu démontrer qu'il avait rempli toutes les conditions de son permis, alors la sentence du commissaire devrait être mise au néant, et le permis d'occupation rétabli avec tous ces effets. L'intimé a-t-il fait cette preuve? Il ne l'a pas même essayé. Toute sa plainte, c'est qu'il n'a pas été entendu par le commissaire. Mais s'il l'avait été, le résultat aurait-il été autre? Aurait-il pu établir qu'il avait défriché la terre? qu'il avait bâti une maison

occupé le lot ? Non, son objection est purement technique et spécieuse ; je n'ai pas été entendu. Si cette cause devait être décidée par les principes du droit public, cette objection serait suffisante. En face du droit statutaire elle n'a aucune force. La seule objection qui serait efficace, ce serait la preuve que l'intimé avait rempli les conditions de son permis. Alors, encore une fois, la sentence du commissaire devrait être annulée, mais jusque-là, cette sentence doit être maintenue dans toute sa vigueur. 2o *Si le Commissaire des terres a le pouvoir de révoquer et d'annuler un permis d'occupation, ce pouvoir peut-il également être exercé par l'assistant commissaire ?* L'art. 2 de la 23 V., ch. 2, porte que " Il continuera " d'y avoir un " un assistant commissaire des terres de la " couronne " qui sera nommé de temps à autre, advenant une " vacance, par le gouverneur en conseil — et il remplira, dans " ledit département, les devoirs qui lui seront assignés par le " gouverneur en conseil ou par le commissaire des terres de la " couronne, il présidera le departement et y remplira les " devoirs du commissaire des terres de la couronne, en l'ab- " sence de ce dernier ou advenant une vacance dans la charge " de commissaire, et, avant d'assumer les devoirs de sa charge, " il prêtera serment de les remplir fidèlement, lequel serment " sera administré par le commissaire des terres de la couronne, " ou par quiconque sera nommé par le gouverneur à cette " fin." Cet article a pour but, qu'il n'y ait jamais *d'interrègne* dans le département des terres ; qu'il s'y trouve toujours quelqu'un ayant l'autorité non seulement de l'administrer, mais de faire tous les actes, de prendre toutes les mesures, de rendre toutes les décisions que le cours des affaires peut amener chaque jour. Cette disposition n'est pas insolite ; elle existe dans toutes les administrations publiques, dans le bureau du greffier des appels où le député a tous les pouvoirs du greffier ; dans le bureau du protonotaire, où le député a aussi tous les pouvoirs du protonotaire en l'absence de ce dernier. De même, en l'absence du commissaire des terres, l'assistant commissaire a tous les pouvoirs et toute l'autorité du commissaire lui-même. On a objecté qu'il ne peut pas avoir le pouvoir de révoquer un permis d'occupation. Cette objection n'a été supportée absolument d'aucune autorité. S'il a un seul des pouvoirs du commissaire, il les a tous, car la loi ne fait pas de distinction ni d'exception, — réservant toujours, bien entendu, les pouvoirs exclusivement politiques du commissaire des terres, en tant que membre du conseil exécutif. Le but de l'acte ne serait pas rempli si l'assistant commissaire n'avait pas tous les pouvoirs du commissaire. Supposons qu'il survienne une vacance dans le département, par la mort du commissaire, sa démission ou autrement, l'assistant com-

missaire aura-t-il tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement du département, ou n'en aura-t-il qu'une partie? Pourra-t-il transiger toutes les affaires, adjuger sur toutes les demandes, ou ne le pourra-t-il que pour une partie? Evidemment il aura tous les pouvoirs, ou il n'en aura aucun, mais il serait arbitraire d'établir une ligne de démarcation et de dire: il aura ceux-ci, il n'aura pas ceux-là. D'ailleurs la loi ne saurait permettre un *interrègne;* le droit public veut qu'il existe constamment, sans lacune, une autorité compétente à adjuger sur toutes les demandes, à redresser tous les griefs, à exécuter toutes les dispositions de la loi. Ce vœu de la loi ne serait pas rempli, si l'assistant-commissaire n'avait pas le droit de revoquer un permis, en l'absence du commissaire, ou en cas de vacance. Le permis d'occupation de l'intimé a été révoqué par l'assistant-commissaire des terres. Dans la théorie de l'appelant, l'assistant commissaire, en l'absence du commissaire, avait ce pouvoir de révocation, comme le commissaire lui-même. On a soulevé la question, sur qui devait retomber la preuve de l'absence du commissaire. L'appelant soumet que le fardeau de la preuve retombe sur l'intimé; l'appelant s'en tient à la présomption que l'assistant-commissaire a agi légalement, dans l'exercice légitime de son autorité; c'est à l'intimé à démontrer le contraire; " for it is one of the first principles of justice, not to presume that a person has acted illegally, till the contrary is proved." Phillips, on Evidence. On a objecté que le commissaire ne pouvait pas le déléguer, et l'appelant accorde que le commissaire n'avait pas l'autorité de déléguer son pouvoir, mais il répond que ce n'est pas le commissaire qui a délégué son pouvoir à l'assistant, c'est la loi elle-même qui a décrété la délégation. Le pouvoir que l'assistant-commissaire a encore, il ne le tient pas du commissaire, il le tient de la loi même, de l'art. 2 du ch. 23. L'appelant expose ensuite que la licence de coupe de bois sur laquelle l'intimé prétend aussi s'appuyer pour réclamer ce bois, n'est pas une licence ordinaire, mais une licence de *colon*, donné simplement comme accessoire du permis d'occupation (ce n'est pas contesté). Que là, conséquemment, le permis étant révoqué, la licence se trouve révoquée *ipso facto.*

Le 6 septembre 1872, la Cour d'Appel, à Québec, CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., dissident, et MONK, J., a confirmé le jugement de la Cour de Revision. (4 R. L., 390; 2 R. C., 237.)

WILFRID LAURIER, procureur de l'appelant.

E.-L. PACAUD, procureur de l'intimé.

CLAUSE PENALE.—DOMMAGES.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 8 juin 1872.

Présent: BERTHELOT, J.

Jugé: Que, malgré une clause pénale, en cas de retard de la part d'un propriétaire à livrer une maison louée, il est loisible au tribunal de réduire cette peine, s'il appert que le locataire n'a souffert aucun dommage de ce retard, même quand l'obligation principale n'aurait pas été exécutée en partie. (4 R. L., 411.)

ACTE D'ACCUSATION.—OBTENTION D'EFFETS SOUS DE FAUX PRETEXTES.

COUR DU BANC DE LA REINE, JURIDICTION CRIMINELLE, District de Richelieu, Sorel, 11 novembre 1872.

Présent: LORANGER, J.

LA REINE *vs* ADOLPHE LAVIGNE.

Jugé: Que, dans un acte d'accusation, pour obtention d'effets sous de faux prétextes, il n'est pas nécessaire de mentionner les faux prétextes.

Le défendeur prétendait que l'acte d'accusation était insuffisant en ce qu'il ne mentionnait pas les faux prétextes, et, à l'appui de sa prétention, il citait Archibold's Criminal Pleading, éd. de Londres de 1893, p. 557: "The prosecutor must "prove the pretence, as stated in the indictment: any "variance in substance between the pretence laid and that "proved will be fatal." La Couronne citait l'art. 27 du ch. 29 des Statuts du Canada de 1869, 32-33 Victoria, et la formule à la fin de cet acte relative aux faux prétextes. La cour rejette l'objection du prisonnier. (4 R. L., 411.)

J.-B. Brousseau, pour la Couronne.

L.-A. DEBLOIS, pour l'accusé.

SOCIÉTÉ.—DEMANDE INCIDENTE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 17 décembre 1872.

Présent : MACKAY, J.

COSSETTE *vs* ARCHER *et al.*

Jugé : Qu'un membre d'une société défenderesse qui plaide seul, et qui par une demande incidente réclame des deniers dus par le demandeur à la société, sera débouté de sa demande incidente sur réponse en droit.

PER CURIAM : Plaintiff, a widow, sues to have *radié* a mortgage on a vessel, alleging that the debt was paid by her late husband. The firm of Archer, Labelle & Co., consisting of three partners, is sued. Archer alone contests and puts in an incidental demand for moneys alleged to be due the firm by plaintiff. A demurrer is pleaded to this on the ground that Archer alone cannot claim money said to be due the firm. The demurrer is well founded, and must be maintained, and the incidental demand dismissed. (4 R. L., 461).

DUHAMEL & RAINVILLE, for plaintiff.

PERKINS & MONK, for Archer.

ACTE DEVANT NOTAIRE.—HONORAIRES.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 14 décembre 1872.

Présent : JOHNSON, J.

BÉDARD *vs* BLOUIN.

Jugé : Que, quand un notaire allègue dans une action pour honoraires, qu'il a fait un acte et en produit la minute, c'est au défendeur, qui plaide que cet acte n'a pas été fait à temps, à prouver ses allégations.

Qu'un notaire a droit au coût d'un protêt, quand il a fait un tel protêt, quoiqu'il n'ait pu le signifier, faute par le requérant de lui donner l'adresse du protesté; que le notaire a droit, outre son protêt, de faire payer ses pas et démarches pour avoir cherché celui que le requérant lui avait indiqué. (4 R. L., 479).

CHARPENTIER, pour le demandeur.

DUHAMEL, RAINVILLE et RINFRET, pour le défendeur.

SOCIETE.—ENREGISTREMENT.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 17 décembre 1872.

Présent : MACKAY, J.

DUSSEAULT *vs* RADWAY.

Jugé : Qu'une personne qui fait commerce pour son propre compte, mais sous le nom d'une société, n'est pas tenue d'enregistrer la déclaration exigée dans le cas des sociétés.

PER CURIAM : Suit was brought to recover from Richard J. Radway, the penalty of $200, for not registering his partnership. The declaration alleges that he is a member of the firm of John Radway & Co., of New York, and who have a branch store on the corner of Saint-François-Xavier and Saint-Paul streets, in this city, and that no new registration has taken place since the death of John Radway, the senior partner. It looks as if this suit arose out of a former one by Radway against Dusseault, but the case must be judged on its merits. Plaintiff brings up *employés* of defendant to prove his case. Prentice defendant's manager here, tries to evade in every possible way the questions put to him, and his deposition thus extends to 28 pages. But, to one accustomed to weigh evidence, he clearly proves the facts he attempts to conceal. Defendant has even denied the death of John Radway, and this witness pretends he does not know who his employers are. But we must see whether the act applies here. It provides that resident partners shall sign for those partners who do not reside here; but this is a case where none of the partners reside in the country, and is a case apparently overlooked by the act; and the point is, that, although a firm name is used, the defendant alone does business under that name. Now the act does not apply to such a case. A man may do business under whatever name he chooses, and, so long as there are not two or more associates, they need not register. On these grounds, the action cannot stand, and it will be dismissed, but without costs, as the defendant denied facts he should not have denied, and as the action is dismissed on grounds not raised by the counsel, but raised by the court. (4 R L., 479; 2 R. C., 485.)

T. & C.-C. DELORIMIER, for plaintiff.

F.-E. GILMAN, for defendant.

LEGS.—USUFRUIT.—SAISIE-ARRET.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 7 décembre 1872.

BOURDON *vs* JODOIN, *et* DUSSEAULT, tiers saisi, *et* ledit BOURDON, contestant.

Jugé : Que, lorsqu'une femme, par son testament, a légué à son mari l'usufruit d'un immeuble loué à un tiers ; lorsque, sur jugement contre le mari, subséquemment à l'ouverture du testament, une saisie-arrêt en main-tierce a été pratiquée sur le locataire, et que la déclaration de ce dernier, qu'il ne doit rien au défendeur, a été contestée par le motif qu'il lui doit le loyer de l'immeuble en question ; en l'absence de preuve que le défendeur ait accepté, soit expressément, soit implicitement, le legs en usufruit en question, le tiers saisi n'est pas censé être devenu le débiteur direct du mari (1).

Le demandeur ayant obtenu jugement contre le défendeur, en Cour de Circuit, le 11 novembre 1871, pour une somme de $41.81, prend un *aliàs* saisie-arrêt après jugement, entre les mains de Moïse Dusseault, le tiers-saisi, pour $52.36, montant du jugement et des frais, le 17 mai 1872, pour faire déclarer ce dernier du défendeur. Le tiers-saisi, assigné à répondre, fait sa déclaration au greffe, par laquelle il déclare ne rien devoir au défendeur. Le demandeur conteste la déclaration du tiers-saisi, et il allègue, en substance, que le tiers-saisi est en possession, comme locataire, d'une propriété dont le défendeur a eu l'usufruit en vertu d'un testament fait en sa faveur par son épouse, le 23 juin 1869, à Varennes, devant Girard, notaire ; que, lors de son décès arrivé longtemps avant l'émanation de la saisie, la testatrice était propriétaire de la terre ainsi louée au tiers-saisi, et ce dernier était endetté, envers le défendeur, en une somme beaucoup plus élevée que celle réclamée par la saisie-arrêt, savoir, en une somme de $75.00, pour un terme de loyer dû en vertu du bail du tiers-saisi. Par les conclusions de sa contestation, le demandeur conclut au maintien de sa saisie-arrêt, et demande à ce que le tiers-saisi soit déclaré être le débiteur du défendeur, en vertu du testament ci-dessus, et condamné, en conséquence, à payer à l'acquit de ce dernier, le montant du jugement et des frais. Le tiers-saisi a rencontré la contestation du demandeur, par une réponse en droit. A l'appui de sa réponse, il dit qu'il détient la propriété, dont le défendeur prétend avoir l'usufruit, en vertu d'un bail de l'épouse décédée de ce dernier, qui était propriétaire de la terre et qui était séparée de biens judiciairement de son mari ; qu'il n'avait jamais transigé, en aucun

(1) Art. 878 C. C.

temps, avec le défendeur, à l'égard de cette propriété et n'avait jamais eu d'affaire, depuis le décès de la testatrice, avec le défendeur à ce sujet ; qu'il a toujours ignorer l'existence du testament invoqué par le demandeur et la donation d'usufruit faite en faveur du défendeur ; que ni le défendeur, ni le demandeur, ne lui ont fait connaître l'existence de ce testament avant la saisie-arrêt, et qu'il n'en a jamais reçu avis légal de qui que ce soit ; qu'un tuteur ayant été nommé aux enfants mineurs du défendeur après le décès de l épouse de ce dernier, le tiers-saisi a été notifié de payer les loyers de la propriété ci-dessus au tuteur à qui il paie encore régulièrement. D'ailleurs, le demandeur ne peut invoquer en sa faveur la donation d'usufruit faite au défendeur. Par la contestation, il n'appert pas que ce dernier ait jamais pris qualité, et le tiers-saisi, dans les circonstances, ne doit payer qu'au tuteur, et ne peut valablement être considéré comme débiteur du défendeur. La saisie-arrêt est, dans tous les cas, mal dirigée, et le demandeur n'aurait pu poursuivre sa réclamation qu'entre les mains du tuteur. A l'audition de la cause le tiers saisi a soutenu ses moyens. Il n'y avait aucune preuve que le défendeur eut accepté la donation d'usufruit faite en sa faveur par le testament de son épouse décédée, invoquée par le demandeur. Pas de preuve, non plus, qu'il ait pris qualité d'usufruitier et pris possession des biens à lui légués, tel que requis par l'art. 463 du Code Civil.

Le juge, en résumant les faits, lors de la reddition de son jugement, dit, en substance : Par le testament, le défendeur a été saisi de son usufruit du jour du décès de la testatrice (C. C., art. 891). La nue-propriété était léguée aux enfants, pour n'en faire partage qu'après le décès du défendeur. Cependant l'art. 463 C. C. déclare que l'usufruitier ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser un inventaire des biens meubles, et état des immeubles sujets à son droit, s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit. Est-ce là une condition *sine quâ non ?* Je ne le crois pas. Cet article, quoique non indiqué comme droit nouveau, ne me paraît pas avoir été en vigueur sous l'ancienne législation. D'ailleurs, il ne peut être interprété plus strictement que l'art. 464 C. C., qui exige cautionnement de l'usufruitier, d'user en bon père de famille. L'art. 465 déclare que le retard de donner ce cautionnement ne peut priver l'usufruitier des fruits qui lui sont dûs du moment où l'usufruit est ouvert. Le demandeur pourrait bien accepter le legs d'usufruit, au défaut du défendeur (C. C., art. 1031. 655), mais ce ne peut être qu'aux charges imposées à l'usufruitier, et, alors, ce serait à la charge de supporter les enfants, tel qu'exigé par le testament invoqué par le demandeur. Il n'y a aucune de ces formalités observées ici. Le legs

d'usufruit ne paraît pas avoir jamais été accepté par le défendeur, et il faudrait peut-être une action directe du demandeur, pour se faire substituer au lieu et place du défendeur, qui paraît même avoir été interdit. Le legs doit être, comme l'héridité, accepté par le légataire. " N'est héritier qui ne veut " est encore une maxime de notre droit, et la succession testamentaire est assujettie à cette règle, par l'art. 866 du Code Civil. On n'a ici aucune preuve de l'acceptation par le défendeur, du legs fait en sa faveur, par le testament de sa femme décédée. Le tiers-saisi n'est conséquemment pas devenu son débiteur directement. ainsi qu'il l'aurait été, et peut l'être par l'acceptation faite par le défendeur, ou en son nom. En conséquence, la contestation du demandeur est renvoyée, et la réponse en droit du tiers-saisi maintenue, réservant au demandeur de se pourvoir autrement, s'il le trouve à propos, ainsi qu'exprimé plus haut. (4 R. L., 480)

BOURGOIN et LACOSTE, pour le demandeur contestant.

J.-L. ARCHAMBEAULT, pour le tiers-saisi.

CERTIORARI.—LICENCE.—COUR DU RECORDER.—JURIDICTION.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 29 février 1872.

Présent: TORRANCE, J.

Ex parte HENRI MASSA, requérant bref de *Certiorari*.

Jugé: Que les poursuites en vertu de la loi des licences de 1870, S. Q., 34 Vict., ch. 2, doivent être portées devant un recorder, et non devant la Cour du Recorder.

Que la Cour du Recorder n'a pas la même juridiction qu'un recorder auquel sont référées les causes de licences comme magistrat.

Le requérant ayant été condamné par la Cour du Recorder, pour avoir vendu de la boisson sans licence, demande à la Cour Supérieure l'annulation de cette condamnation, prétendant que la Cour du Recorder n'a pas juridiction dans telles causes. Le requérant dit: Par l'acte des licences, la poursuite doit être intentée devant un *recorder*. La poursuite dont est appel, a été portée devant la Cour du Recorder. La Cour du Recorder et le recorder peuvent-ils être considérés comme la même autorité judiciaire? Une poursuite devant ce dernier peut-elle toujours être intentée devant la première? Avant de démontrer la différence qui existe entre ces deux personnalités légales, il semble que l'on pourrait, de suite, décider la question par un trait de la procédure, dans la poursuite dont

on se plaint. L'*Acte des Licences* dit explicitement que la poursuite devait être intentée devant un *recorder*, le recorder devait donc lui-même émettre la sommation, pour contraindre le défendeur à comparaître devant lui. Lui seul avait le droit de demander cette comparution et d'entendre cette cause. Au lieu de cela, c'est la *Cour du Recorder* qui émet, par l'entremise, non pas du *recorder* lui-même, mais du greffier de la Cour du Recorder, " sous le seing et sceau du greffier de la Cour du Recorder," la sommation, pour contraindre le défendeur à comparaître, non pas devant le recorder, mais devant la Cour du Recorder, qui peut aussi, d'après la loi, être présidée par le maire, ou un des échevins de la corporation. Il paraît évident qu'un tribunal existant par lui-même, et pouvant quelquefois être présidé par un autre que par un *recorder*, est différent du magistrat recorder, devant qui, personnellement, la loi ordonne strictement de porter une poursuite pour vente de boissons sans licence, cette cour n'étant pas absolument le recorder lui-même. La plainte en question n'a donc pas été portée, suivant les termes du statut, devant un recorder, mais devant une Cour de Record, qui pouvait être présidée par un autre officier que le recorder lui-même. Abordons maintenant la réponse du poursuivant à notre objection, quant à la juridiction de la Cour du Recorder, devant laquelle la poursuite dont en se plaint a été portée. Le poursuivant répond : Il est vrai que le statut dit que la poursuite doit être intentée devant un recorder, mais, par l'interprétation rationnelle de la loi, le mot recorder, dans le statut, doit vouloir signifier la Cour du Recorder, présidée par cet officier, et, en portant une plainte devant la Cour du Recorder, et en faisant émettre la sommation par cette cour, nous nous conformons à l'esprit, sinon à la lettre de la loi. Pour apprécier la légitimité de cette réponse, il faut que le poursuivant démontre : 1°. Que, dans l'interprétation et l'application d'un statut pénal, comme " l'Acte des Licences de 1870," on peut étendre, par inférence, la signification des termes précis du statut. 2°. Que, s'il est permis d'étendre ainsi la signification des termes du statut, les mots " un recorder " signifient absolument la même chose que la Cour du Recorder, et un recorder est essentiellement la même personne légale. Peut-on entendre, par inférence, la signification des termes d'un statut ? Dwarris, On Statutes, page 707. *Idem*, p. 736 : " *Penal* " *statutes receive a strict interpretation. The general words* " *of a penal statute shall be restrained, for the benefit of him* " *against whom the penalty is inflicted.*" Il cite un cas où les juges crurent devoir demander l'amendement d'un acte, plutôt que de condamner, sur un terme qui ne paraissait pas comprendre l'offense dont on se plaignait. Dwarris, On Sta-

tutes, p. 743 : " *In the revenue laws, where clauses inflicting* " *pains and penalties are ambiguously or obscurely worded,* " *the interpretation is ever in favor of the subject, for this* " *plain reason, said* HEATH, J., *in Hubbard* and *Johnston,* " *that the legislature is ever at hand to explain its own mean-* " *ing, and to express more clearly what has been obscurely* " *expressed.*" Le même auteur répète à peu près les mêmes raisons et d'une manière plus explicite à la page 749. *Optima est lex quæ minimum relinquit arbitrio judicis, optimus judex, qui minimum sibi.* Les autorités françaises, discutant sur l'interprétation des lois, font la distinction entre le droit pénal et le droit civil : Dwarris, on Statutes, page 787. " En matière criminelle où il n'y a qu'un texte formel et pré- " existant qui puisse fonder l'action du juge, il faut des lois " précises et point de jurisprudence. Il en est autrement en " matière civile ; là il faut une jurisprudence, parce qu'il est " impossible de régler tous les objets civils par les lois." Lord TENTERDEN, 6 Barnewall & Cresswell's Rep., p. 475 : " *There* " *is always danger in giving effect to what is called the* " *equity of a statute ; it is much safer and better to rely on* " *and abide by the plain words, although the legislature* " *might possibly have provided for other cases, had their at-* " *tention been directed to them.*" Ces citations s'appliquent avec plus de force, lorsqu'il s'agit de la juridiction donnée aux personnes chargées de faire exécuter la loi. Paley, on Convictions, p. 16 de l'éd. de 1866 : " *Nor can any power expressly* " *given to a justice, to do a particular act, be enlarged by* " *inference.*" Et plus loin il ajoute, p. 17 : " *The proceedings,* " *also, under an authority so created must be strictly con-* " *formable to the regulations prescribed by the special law in* " *each instance, from which all their force is derived. This is* " *the first requisite, the absence of which can by no means be* " *cured.*" Le recorder et la Cour du Recorder sont-ils identiques, quant à leurs fonctions et leurs attributions judiciaires ? Non. La Cour du Recorder a été créée par la 14e-15e Vict., ch. 128, art. 79, où il est dit que, pour recouvrer les dettes, amendes et pénalités, et entendre et juger les offenses ci-après mentionnées..... " il y aura dans ladite cité une cour de " de record qui sera appelée la Cour de Recorder de la cité de " Montréal, et à laquelle présidera le recorder pour le temps " d'alors, assisté d'un ou plusieurs échevins ou conseillers de " ladite cité, ou en l'absence du recorder, pour cause de ma- " ladie ou autrement, ou lorsqu'il n'y aura pas de recorder, le " maire ou un des échevins ou conseillers de ladite cité prési- " dera ; et telle cour aura dans tous les cas les mêmes pouvoirs " et la même juridiction quant aux crimes, offenses et délits, " *commis dans ladite cité,* que la Cour des Sessions hebdo-

" madaires de la paix pour ladite cité et district de Montréal, " &c. ; et il sera loisible à ladite Cour du Recorder d'entendre " et juger toutes causes et poursuites qui pourront être inten- " tées *par ladite corporation de ladite cité* pour taxes, impôts, " droits, rentes, revenus, &c., ou pour toutes contraventions à " l'acte ou *ordonnance pour établir un système effectif de* " *police dans les cités de Montréal et Québec.*" Cette juridic- " tion spéciale de la Cour du Recorder ne s'applique pas au cas actuel. Mais les lois préexistantes font-elles une différence entre la Cour du Recorder et le recorder lui-même ? Oui. L'art. 82 de la loi précitée, parlant des pouvoirs additionnels de cette cour, parle de mandats émis " par ladite cour ou *par ledit recorder*," distinguant les deux personnalités légales. Du reste, l'art. 83 indique clairement comment certaines amendes, etc., seront recouvrées, en décrétant qu'elles le seront au nom *du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Montréal.* Et l'on voit que les poursuites pour recouvrement des amendes sur infraction des lois du revenu n'étaient pas de droit du ressort de la Cour du Recorder, par le fait que ça n'a été que par un statut spécial (23 Vict., ch. 72, art. 52) que ces poursuites ont été permises au nom de la Corporation de Montréal. D'après cet art. 52, on voit que les poursuites du revenu devaient originairement être intentées en vertu de l'acte 14 et 15 Vict., ch. 100, art. 42 ; or, ce statut est précisément celui qui est aboli par l'alinéa 5 de l'art. 197 du ch. 2 de la loi de 1870. Il y a donc une législation complètement nouvelle pour ces poursuites créées par la loi de 1870. Le recorder par la position que lui fait la loi, en lui donnant pour les districts judiciaires dans lesquels il réside, les pouvoirs et autorités d'un ou de deux juges de paix, suivant le cas, peut initier toute enquête préliminaire pour des cas de félonies, entraînant même la peine capitale ; mais on n'ira pas sans doute jusqu'à prétendre que la Cour du Recorder, sous le seing et sceau de greffier pourrait émettre des ordres ou mandats pour la comparution d'un accusé comme le recorder peut le faire lui-même dans ces cas-là. Il y a donc autorité judiciaire, et partant juridiction différente entre le recorder et cette cour municipale instituée, par certains statuts, pour les objets spécialement mentionnés dans ces actes. Un juge des sessions, d'après la loi de 1870, art. 152 et 153, a bien le droit d'entendre ces poursuites, pourrait-on de là conclure que le greffier de la Cour des Sessions aurait le droit d'émettre des sommations sous sa signature et le sceau de la cour pas plus que le greffier de la Cour du Banc de la Reine n'aurait ce droit de le faire, bien que les juges qui président à cette cour soient de droit juges de paix et pouvant comme tels entendre et juger ces sortes de poursuites. Les différents statuts qui se rappor-

tent à la Cour du Recorder font voir aussi d'une manière évidente que le recorder et la Cour du Recorder sont deux choses tout à fait différentes: par exemple, l'art. 32 de la 23e Vic., ch. 72, en étendant encore les pouvoirs de la Cour du Recorder, fait toujours mention d'une manière distincte *du recorder ou de la Cour du Recorder*. On y voit que certaines poursuites peuvent être intentées soit devant la *Cour du Recorder* soit devant le *recorder ou son député*. L'art. 82 de la 14e et 15e Vict., ch. 128, fait la même distinction. Les formes prescrites par la loi de 1870 ne faisant, du reste, que répéter la législation antérieure en matière pénale, qui voulait que tous *warrants* ou sommations, émis par aucun magistrat dans les poursuites intentées en vertu de la procédure en matière sommaire, soient signés par le magistrat lui-même qui les émet, démontre à l'évidence que le recorder lui-même et non la Cour du Recorder par son greffier, doit émettre et signer les sommations dans ces sortes de causes, car, d'après l'art. 150 de la loi de 1870, dans toutes les poursuites intentées devant un *recorder*, les dispositions du chapitre 103 des Statuts Refondus du Canada s'appliquent aux poursuites pour vente de boissons sans licence. C'est en vain qu'en s'appuyant sur les dispositions du chapitre 27 de la 16e Vict., on dit que le greffier de la Cour du Recorder peut signer lui-même des brefs dans les poursuites qui sont du ressort de cette cour, c'est tourner dans un cercle vicieux, car ce statut ne parle évidemment que des poursuites dans lesquelles la Cour du Recorder, comme Cour du Recorder, possède une juridiction spéciale.

La cour a, le 28 février 1872, annulé la condamnation prononcée par la Cour du Recorder qui n'avait pas juridiction pour rendre telle décision. (4 R. L., 517.)

McCoy et Lefebvre, pour le requérant.

Roy et Devlin, pour le recorder.

JUGE.—PRESEANCE.

Privy Council, 2nd july 1849.

On petition from Canada.

Present: Lord Brougham, Lord Langdale, the Right Hon. Dr Lushington, and the Right Hon. T. Pemberton Leigh.

In re Justice Elzéar Bédard.

Where a judge of a district court in Canada, was removed from that court to another district court, and the letters patent appointing him

judge to the latter court, also granted him precedence over the judges of that court, whose commissions were of later date than his own;

Held: That such grant of precedence was valid, and that the judge had a right to rank and take precedence accordingly.

This was a petition by Justice Elzéar BÉDARD, one of the *puisnés* judges of the Court of Queen's Bench for the district of Montreal, in Canada, complaining of a rule, determination, or order of the other judges of that court, refusing him right of precedence over justice DAY and justice SMITH, the other *puisnés* judges of that court. The petition set forth, that petitioner was appointed on the 22nd of february 1836, one of the justices of the Court of King's Bench for the district of Quebec, by letters patent and commission under the great seal of the province, subsequently sanctioned by warrant under the royal sign manual and seal of His late Majesty William the fourth, in virtue of which petitioner assumed the duties of judge of the Court of King's Bench for the district of Quebec, taking his rank immediately after justice PANET, his senior. That under the provincial statutes, 34 Geo. III, c. 6; 3 Geo. IV, c. 17; 10 & 11 Geo. IV, c. 7; and 7 Vict., c. 17, the province of Lower-Canada was, for the more convenient administration of justice, divided into five districts, where Courts of King's Bench, having in each of these divisions the same powers and jurisdiction, were established. That petitioner had, from time to time, acted as judge of the Court of Queen's Bench, in four of such districts, namely, the districts of Quebec, Three-Rivers, Saint-Francis and Gaspé, and as such judge of the Court of Queen's Bench, in the year 1843, became, under the operation of the provincial statute, 7 Vict., c. 18, one of the judges of the "Court of Appeals for Lower-Canada," whose jurisdiction extends to the whole province of Lower-Canada. That whilst attending those several courts, he took, in virtue of his commission and letters patent, his rank and precedence in the Court of Appeals for Lower-Canada, both in Montreal and Quebec, and in the sittings in *banco* of the Court of King's Bench at Quebec, Three-Rivers and Saint-Francis, next immediately after justice PANET, his senior on the Quebec Bench, and before justices MONDELET, DAY and SMITH, whose commissions as judges of the Queen's Bench, were posterior in date to the 22nd february 1836. That when required to act under the 7th Vict., c. 16, s. 15, (authorizing, in certain cases, the governor, by special instrument under his hand and seal, to appoint and empower any one of the justices of one court to sit *ad hoc* in another district), the judges have invariably taken their rank and precedence according to the date of their former commissions as judges, in their own districts, and not according to the date

of the commission appointing them judges, *ad hoc*, in the other districts in which they could claim no jurisdiction by virtue of their original appointment. That on the 26th of april 1848, at the city of Montreal, letters patent and a commission under the great seal of the province were issued, appointing petitioner one of the justices of the Court of Queen's Bench for the district of Montreal; the letters patent contained, among others, the following clause: "And whereas, on "the 22nd of february 1836, our royal uncle and predecessor, "the late King William the fourth, did, by certain letters "patent and commission under the great seal of our late "province of Lower-Canada aforesaid, appoint you, Elzéar "BÉDARD, one of the justices of the Court of King's Bench "for our district of Quebec, in our said province, which office "you held and enjoyed up to this day, with all its rights and "privileges, it is our royal will and pleasure, and we do here-"by grant and declare that you, Elzéar BÉDARD, shall have "and take rank and precedence in our said Court of Queen's "Bench for our district of Montreal, next after our chief "justide thereof, and before the honorable Charles Dewey "DAY, one of the justices of the same, and in all and every "our other courts within the said part of our province of "Canada, which formerly constituted our province of Lower-"Canada aforesaid, where by law, you may be entitled to sit "as a member thereof, next after the honorable Philippe "PANET, one of the justices of our Court of Queen's Bench "for our district of Quebec aforesaid, and before the honor-"able Dominique MONDELET, resident judge of our district of "Three-Rivers, in our province of Canada aforesaid." That, on the 1st of july, the first day fixed by law, for the sitting in *banco* of the Court of Queen's Bench for the district of Montreal, petitioner laid before the judges thereof his last mentioned commission, which had been previously enregistered in the register of the court, and claimed to take rank and precedence in the Court of Queen's Bench for the district of Montreal, next after the chief justice thereof, and before the honorable Charles Dewey DAY, one of the *puisnés* justices of the court; — whereupon the honorable the chief justice ROLLAND, and the honorable justices Charles Deway DAY, and James SMITH adopted, signed and ordered to be entered of record in the register, to remain upon the files of court, the following "determination, rule or order," namely: "Present: the chief justice and the three *puisnés* judges. The "judges assembled for the purpose of inquiring into the ques-"tion of precedence claimed by justice BÉDARD, in virtue of "his commission, and it was first proposed that they now "decide thereon: whereupon the three *puisnés* judges be-

" ing of opinion, against the chief justice, that such is the " right course — it was determined by the majority of the " judges that they now pronounce on the validity of the " grant of precedence given by the Crown to justice BÉDARD " over and above justice DAY and justice SMITH, his seniors " on this bench. And the majority of the judges are of " opinion, that the rank of a judge, being an incident of his " office, it is not in the power of the Crown to deprive him " of that rank, and that justice DAY and justice SMITH, being " the senior judges on the bench, must rank and take pre- " cedence accordingly, notwithstanding the clause contained " in justice BÉDARD'S commission giving him precedence, " which grant, in the letters patent, the judges are of opinion " is void and of no effect, as being contrary to law. *Dissen-* " *tiente,* justice BÉDARD." And petitioner submitted that the determination, rule, or order, was unjust and contrary to law and Her Majesty's Royal prerogative was denied, the public administration of justice impeded, petitioner aggrieved and deprived of his just and legal rights, of his rank and precedence in the court to which he has been removed; and, in conclusion, prayed that the determination, rule, or order, of the 1st of july 1848, might be rescinded and declared null and void, as being unjust and illegal, and that the entry thereof made by the prothonotary be declared of no effect whatever. The petition was referred by Her Majesty, through the colonial office, to the judicial committee of the Privy Council, to inquire into, and advise upon the validity of the grant of precedence given by the Crown to justice BÉDARD, over justice DAY and justice SMITH. The judges severally sent over statements, setting forth their reasons for passing the determination, rule, or order, but they did not appear by counsel at the bar to support the same.

The Attorney-general (Sir John JERVIS), and the Solicitor-general (Sir John ROMILLY), for the Crown: This is a question of precedence, and involves the prerogative of the Crown. We submit, that the rule or determination made by the judges was illegal and void, as justice BÉDARD had precedence in virtue of the letters patent, appointing him one of the judges of the Court of Queen's Bench for the district of Montreal, and giving him precedence over the judges therein named. The Crown can, by letters patent, give precedence at pleasure, except so far as this prerogative is controlled by the statutes, 31 Hen. VIII, c. 10; and 1 Will. & Mary, sec. 1st, c. 21, which settles the place and precedence of all the nobility and great officers of state. 1 Blackstone's commentaries, p. 396: " All degres of nobility and honour are derived from " the king, as their fountain, and he may institute what new

" title he pleases." Chitty on prerogatives, p. 107. It is part of the prerogative at common law. *Ibidem*, p. 113. No one can doubt, that the Queen has the right to give precedence among Queen's Counsel. Independent, however, of the precedence granted by the letters patent, justice BÉDARD, as senior judge, was entitled to precedence over those *puisnés* judges whose commissions were of later date than his own. It is laid down in Comyn's Dig. vol. 4, p. 579, tit. " Justices" (D), that, " if a judge be removed from one bench to the " other, he shall have precedence according to his seniority," and Comyn refers to the note in Siderfin's reports, p. 408, as an authority in support of this proposition. Instances have occurred in England, of the removal of judges from one court to another. Justice BAYLEY was appointed a judge of the Court of King's Bench in 1808, and on being removed to the Court of exchequer, in 1830, he took precedence as chief *puisné* baron over the *puisnés* barons whose commissions were later than his. So where justice VAUGHAN was removed, in 1834, from the Court of Exchequer to the common pleas, he ranked after justice PARKE and justice GAZELEE, whose commissions were anterior to his own, but took precedence over justice BOSANQUET, whose commission was later. Again, baron ALDERSON was originally appointed, in 1830, a judge in the common pleas, and in 1834 he was appointed a baron of the Exchequer, and he found there, barons VAUGHAN, PARKE and BOLLAND; he took his place, therefore, as junior *puisné* judge. — (Lord BROUGHAM: I always considered it as a settled rule, that the chief justice has precedence over all the *puisnés* judges, who have precedence among themselves, according to the priority of their appointment.)

No judgment was delivered, but their Lordships made the following report: "The lords of the committee (having had " the matter of the petition referred to them), have there- " fore taken the said petition into consideration, and likewise " certain statements made by each of the judges of the Court " of Queen's Bench, at Montreal, in support of the determin- " ation, rule, or order, and their Lordships have likewise " heard Her Majesty's attorney-general and solicitor-general " in the cause, as involving the prerogative of Her Majesty's " Crown, (the judges of the said court not having appeared " by counsel at Her Majesty's bar,) and their Lordships have " agreed humbly to report to your Majesty, as their opinion, " that in the circumstances of the case, the grant of prece- " dence given by the Crown to justice BÉDARD, over and " above justice DAY and justice SMITH, judges of Her Majes- " ty's Court of Queen's Bench at Montreal, is valid, and that " the said determination, rule, or order, of the 1st of july, " must be rescinded."

By an order in council, bearing date the 18th july 1849, it was ordered, that the grant of precedence given to justice BÉDARD, by the letters patent of the 26th of april 1848, be, and the same was thereby declared to be valid, and that the determination, rule, or order, of the 1st of july, be rescinded. (7 Moore's Privy C. Rep., 23.)

PROCEDURE.—BREF D'ASSIGNATION A LA COUR DE CIRCUIT.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 12 février 1873.

Présent : BEAUDRY, J.

ALEXIS LAWRENCE, demandeur, *vs* EDOUARD CHAUDIÈRE, défendeur.

Jugé : Que, d'après les dispositions des art. 1063 et 1359 du C. P. C. mises en rapport avec la formule donnée au n° 35 de l'appendice de ce code, il n'est pas nécessaire ni requis que les brefs de sommation émanant de la Cour de Circuit soient adressés au shérif ou à un huissier.

Que, dans le cas ou les brefs de sommation doivent être signifiés dans un autre district que celui d'où ils émanent, il n'est pas non plus nécessaire ni requis par la loi qu'ils soient adressés au shérif ou à un huissier de ce dernier district d'où ils émanent, lequel n'a pas droit à plus de frais que si la signification était faite par l'huissier le plus proche de la résidence du défendeur. Art. 1068 C. P. C.

Que la formule n° 32 de l'appendice, donnée comme étant en rapport avec l'art. 1065 C. P. C., ne s'applique qu'à la Cour de Circuit et qu'elle s'écarte, par exception de celle indiquée par l'art. 48, qui n'a trait qu'à la Cour Supérieure (1).

Le défendeur en cette cause réside dans le district de Joliette et est assigné à comparaître devant la Cour de Circuit du district de Montréal. Le bref de sommation lui a été signifié dans le district de Joliette, par un huissier immatriculé dans celui de Montréal, n'étant adressé ni au shérif ni à aucun huissier. Le défendeur se croyant mal assigné a produit une exception à la forme dont voici les principales allégations : Que l'huissier qui a signifié l'action, ayant été nommé pour le district de Montréal, et y pratiquant comme tel, n'avait aucun droit de signifier l'action dans le district de Joliette ; que le bref n'est pas adressé à un huissier du district de Montréal ou à un huissier de Joliette ; que le bref de sommation ne pouvait être signifié que par un huissier de Joliette. Le demandeur prétend que la loi permet aux huissiers du district d'où émane un bref de sommation à signifier dans un

(1) V. art. 6, 121, 1129, 1135 et 1137 C. P. C. de 1897.

autre district, de le signifier valablement dans ce dernier district; que la forme du bref était parfaitement légale, et à l'appui de ses prétentions il cite le n° 35 de l'appendice du Code P. C., et l'art. 1359, qui pourvoit à ce que les formules contenues dans l'appendice puissent être employées dans les cas pour lesquelles elles sont proposées.

BEAUDRY, J.: Suivant les dispositions des arts. 1063 et 1359 C. P. C., mises en rapport avec la formule donnée au n° 35 de l'appendice, il n'est pas nécessaire, ni requis, que les brefs de sommation émanant de la Cour de Circuit soient adressés au shérif ou à un huissier. Il n'est pas non plus nécessaire, ni requis par la loi, qu'ils soient adressés au shérif ou à un huissier, lorsqu'il doivent être signifiés dans un district autre que celui d'où ils émanent, mais ils peuvent en ce cas être valablement signifiés par un huissier de ce dernier district, lequel n'a pas droit à plus de frais que l'huissier le plus proche de la résidence du défendeur. Il est bien vrai que l'art. 48 C. P. C. porte que, *sauf les cas particuliers* d'exception, le bref d'assignation est adressé à tout huissier, etc., mais la formule 36 donnée en rapport avec l'art. 1064 s'écarte de celle indiquée par l'art. 48. Il y a donc ainsi, lorsqu'il s'agit de la Cour de Circuit, cas particulier d'exception à l'art. 48, et pour toutes ces raisons, la cour est d'opinion que l'exception à la forme est mal fondée et la renvoie (1). (4 R. L., 523; 17 R. L., 648; 17 J., 83.)

D'AMOUR et BERTRAND, pour le demandeur.

PAUZÉ, pour le défendeur.

(1) Un jugement analogue a été rendu le 15 nov. 1871, BEAUDRY J., dans une cause *Dufresne et al.* vs *McAllister*, C. C., Montréal. Un autre jugement, qui n'est pas contraire, puisque la question s'est soulevée en Cour Supérieure et que le jugement ci-haut ne fait exception que pour la Cour de Circuit, a été rendu dans la cause *Reeves* vs *Archambault*.

L'article 48 C. P. C. (art. 121 C. P. C. de 1897) qui se trouve au titre de l'assignation dans les causes de la Cour Supérieure, dit que le bref d'assignation est adressé à tout huissier de la Cour Supérieure, lui enjoignant d'ajourner la partie défenderesse à comparaître devant le tribunal. L'article 1065 (art. 1135 C. P. C. de 1897) déclare que les dispositions relatives aux assignations pour la Cour Supérieure s'appliquent également à la Cour de Circuit, et l'article 1067 porte que, lorsque le bref d'assignation doit être signifié dans un autre district, il peut être adressé au shérif ou à un huissier de ce district. L'art. 1 du chapitre 17 des Statuts de Québec de 1870, 33 Victoria, dit que tout bref de sommation, soit de la Cour Supérieure, soit de la Cour de Circuit, pourra également être adressé au shérif ou à tout huissier du district d'où tel bref émane, et par eux signifié ou exécuté dans tel district, ou tout autre district, ou bien au shérif ou à tout huissier de tel autre district, où tel bref doit être signifié ou exécuté. La formule numéro 35 du Code de Procédure, donnée en rapport avec l'article 1065, adresse le bref de sommation au défendeur, et non au shérif, ou à un huissier, tel que requis par ces articles, et par le Statut de 1870. *Jugé:* que cette formule n'est pas régulière, et que le bref de sommation émané de la Cour de Circuit d'un district, pour être signifié dans un autre district, doit être adressé au shérif ou à un huissier; que les mots "adressé au shérif ou à un

PROCEDURE.—SIGNIFICATION.

COUR DE CIRCUIT, District de Richelieu,
Sorel, 17 janvier 1873.

Présent : LORANGER, J.

MICHEL MATHIEU, demandeur, *vs* JEAN-BAPTISTE BROUSSEAU, défendeur.

Jugé: Qu'un bref de sommation à la Cour de Circuit peut être légalement adressé au défendeur, et que le Code de Procédure Civile n'exige pas qu'il soit adressé à un huissier.

Le demandeur réclamait du défendeur la somme de $175, et fit émettre un bref adressé au défendeur comme suit: " Canada, Province de Québec, District de Richelieu, Cour de Circuit dans et pour le district de Richelieu. Michel Mathieu, écr., membre de la Chambre des Communes du Canada et avocat, résidant en la ville de Sorel dans le district de Richelieu, demandeur, et Jean-Baptiste Brousseau, écuier, avocat, de ladite ville de Sorel, dit district de Richelieu, défendeur. *Victoria par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi.* Au défendeur ci-dessus mentionné. Attendu que : Le demandeur ci-dessus mentionné a par sa déclaration ci-annexée, porté plainte contre vous, en la manière y énoncée. Et pourquoi le demandeur demande jugement en conséquence. Vous êtes par le présent bref, requis de satisfaire à la demande dudit demandeur en cette cause avec dépens ou de comparaître en personne, ou par votre procureur, devant notredite cour, au Palais de Justice, en la ville de Sorel, dans ledit district, le vingt-troisième jour du mois de décembre courant, pour répondre à ladite demande, autrement jugement sera rendu contre vous par défaut. En foi de quoi, Nous avons fait opposer aux présentes le sceau de notredite cour en la ville de Sorel le dix-septième jour du mois de décembre en l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante et douze. (Signé) A. N. Gouin, G. C. C. Le défendeur produit une exception à la forme dans laquelle il alléguait: que l'action ne peut être maintenue, pour entre autres autres raisons: parceque l'assi-

huissier" ne signifient pas seulement "transmis," mais qu'ils veulent dire que le bref lui-même doit être adressé au shérif, ou à un huissier, lui commandant d'assigner. Un bref d'assignation adressé au défendeur, suivant la formule numéro 35, sera déclaré irrégulier, sur exception à la forme. (*Reeves* vs. *Archambault*, C. C., Waterloo, 21 janvier 1871, RAMSAY, J. A., 15 J., p. 83, et 21 R. J. R. Q., p. 386).

gnation du défendeur est nulle et illégale, en ce que le bref d'assignation n'est pas adressé à un huissier tel que prescrit par la loi, mais qu'il est adressé au défendeur lui-même; pourquoi le défendeur conclut à ce que l'assignation soit déclarée nulle et et illégale et l'action du demandeur déboutée, sauf recours, avec dépens.

JUGEMENT : " Considérant que le seul grief de l'exception à la forme produite par le défendeur est que le bref d'assignation est adressé au défendeur et non à un des huissiers de la cour, et qu'en vertu du Code de Procédure Civile, tel bref d'assignation adressé au défendeur est valide, et que, partant, le défendeur a été bien assigné, et qu'il a mal excipé ; a rejeté et rejette l'exception à la forme avec depens." (4 R. L., 525.)

MATHIEU & GILL, avocats du demandeur.

J.-B. BROUSSEAU, avocat du défendeur.

FAILLITE.—SYNDIC.—VENTE.—INTERVENTION.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,

Montréal, 30 avril 1872.

Présents : BERTHELOT, MACKAY, BEAUDRY JJ.

PIERRE-C. STE-MARIE, demandeur, *vs* THOMAS BROWN, *ès-qual.*, *et al.*, défendeurs, *et* ledit THS-S. BROWN, *ès-qual.*, intervenant.

Jugé : Qu'une partie dans une cause peut intervenir en une autre qualité que celle qu'elle y a déjà ;

Que, partant, un syndic étant défendeur ès-qualité de syndic à une faillite, peut intervenir ès-qualité de syndic à une autre faillite;

Qu'il n'est pas nécessaire qu'un syndic à une cession ait pris possession des effets cédés pour en être considéré propriétaire ès-qualité; mais qu'il suffit que les effets aient été cédés comme appartenant au failli lors de la cession;

Qu'il en reste propriétaire jusqu'à rétrocession régulière et que la décharge qu'obtient le failli, par jugement le libérant de ses dettes, n'a pas pour effet de rétrocéder les biens au failli :

Que la vente d'effets dont une partie du prix est payée par billet et l'autre partie doit être payée comptant, mais dont les obligés au billet ont fait faillite, ainsi que l'acheteur, avant que les billets fussent payés, peut être annulée par le vendeur tout comme si le prix n'avait nullement été payé, et les effets peuvent être revendiqués, même sur un second acheteur, si cette seconde vente a eu lieu dans les quinze jours précédant la faillite;

Qu'un syndic peut intervenir dans une revendication par son failli, d'objets qui ont été cédés et non rétrocédés et obtenir le bénéfice de l'action du failli; dans l'espèce, obtenir les bénéfices des conclusions de la revendication.

Le 11 mars 1867, le présent demandeur, Ste-Marie, fit cession au présent intervenant, en sa qualité de syndic officiel,

suivant les formalités de l'acte de faillite de 1864. Il céda, entre autres, un jeu de cardes de moulin de la valeur de $1000, qui étaient alors placées dans un hangar à Longueuil. Immédiatement après cette cession, le présent intervenant, comme syndic, procéda à faire l'inventaire des biens du failli, et les effets ci-dessus mentionnés furent inventoriés sur la déclaration même de ce dernier. Avant que l'intervenant pût arriver à un règlement final, le failli lui-même s'adressa à la Cour Supérieure et obtint, le 25 juin 1868, vu qu'il avait fait cession de tous ses biens, jugement lui accordant une décharge complète de toutes ses dettes. Sans autre formalité, le demandeur fit, le 17 mars 1869, la vente et la livraison des effets dont il était propriétaire lors de sa faillite, et qui faisaient partie de la masse des biens cédés le 11 mars 1862, et notamment il vendit les effets ci-dessus déjà mentionnés: "Un jeu de cardes de moulin." Aussitôt après cette vente, il livra ces effets, à l'insu de l'intervenant, au nommés Porter et Delesderniers, société commerciale composée de Henry Porter et Hobart Delesderniers, et ces derniers revendirent les mêmes effets et les livrèrent de suite à Hugh Porter. Cette vente fut faite pour la somme de $425.00, payable: $390.00, par des billets signés par Raphaël Camirand, et la balance payable comptant à demande; mais aucune partie ne fut jamais payée. Raphaël Camirand fit lui-même faillite et fit sa cession le 30 mars 1869, à Tancrède Sauvageau; et Porter et Delesderniers firent une cession le 7 avril suivant, à Thomas-S. Brown; ce que voyant, le demandeur se pourvut par voie de saisie-revendication dans les quinze jours de la vente en question, pour obtenir la rescision de la vente et se faire mettre en possession des effets qu'il avait livrés comme susdit à Porter et Delesderniers. Il dirigea son action contre Sauvageau, comme syndic de la faillite de Raphaël Camirand, contre Brown, comme syndic à Porter et Delesderniers, et Hugh Porter. La demande en intervention ayant été accordée, l'intervenant plaida les faits ci-dessus relatés et prit les conclusions suivantes: A ces causes Brown, ès-qualité, se réservant tel recours que de droit contre Hugh Porter, pour recouvrer la possession des effets ci-dessus mentionnés et demandant acte de la vente du 17 mars 1869, et de la vente subséquente par Henry Porter et Delesderniers à Hugh Porter, conclut à ce qu'il soit déclaré être et avoir été, dès le 17 mars 1860 et depuis longtemps auparavant, en sa qualité de syndic à la faillite de Pierre Ste-Marie, le seul prepriétaire et possesseur des effets ci-dessus mentionnés; "Un jeu de cardes de moulin;" qu'il soit déclaré être le seul propriétaire de ces effets, et, en conséquence, qu'il soit restauré en la possession d'iceux. Le demandeur a lié contestation sur l'intervention, sans

admettre ni le droit, ni l'opportunité de l'intervention, mais en y répondant comme à une exception faite à son action, en niant les faits et, particulièrement, que l'intervenant ait jamais eu la possession des objets revendiqués ; en alléguant qu'à l'époque de la vente à Porter et Delesderniers, il était seul propriétaire des objets, et avait droit d'en faire la vente ; que l'intervenant ne pouvait attaquer la validité de la décharge obtenue par jugement, soulever la question que son intervention soulève ; qu'il est faux qu'aucune fraude ait été commise au détriment d'aucun de ses créanciers ; qu'au contraire la vente par lui faite des effets avait pour objet d'acquitter ses dettes ; que l'intervenant n'agissait, en son intervention, dans l'intérêt d'aucun créancier du demandeur et sur l'avis d'aucun d'iceux ; qu'elle doit être renvoyée avec dépens contre Brown personnellement, Brown n'ayant en mains aucun fonds pour répondre des frais frustratoires de son intervention.

La cour en première instance, MONDELET, J., a, le 30 novembre 1881, renvoyé l'intervention de Brown, ès-qualité, par le motif qu'elle est sans fondement et qu'il est intervenu irrégulièrement et sans à propos, ce qu'il ne pouvait faire en loi, en l'état de la présente instance.

C'est de ce jugement dont est revision. La Cour de Revision a, le 30 avril 1872, confirmé ce jugement du 30 novembre 1871 : " Considérant que les effets mentionnés en l'action du demandeur étaient, avant et au moment de la cession par lui faite à Brown, sa propriété, et ont par cette cession passé au syndic qui seul en pouvait disposer avec les formalités prescrites par le statut, et que le demandeur admet lui-même n'en avoir disposé qu'au profit de ses créanciers, et qu'en conséquence l'intervenant était bien fondé à intervenir et à réclamer le bénéfice de l'action du demandeur ; la cour maintient l'intervention." (4 R. L., 527.)

DOUTRE, DOUTRE & DOUTRE, pour le demandeur.

CARTIER, POMINVILLE & BÉTOURNEY, pour l'intervenant.

VENTE.—AGENT.—DEPENS.

COUR DE CIRCUIT, District de Richelieu,
Sorel, 10 mai 1873.

Présent : LORANGER, J.

CYRILLE LABELLE, demandeur, *vs* HERCULE PATRIS, défendeur.

Jugé : Que le demandeur qui aura vendu un objet au défendeur par son agent, lorsque le défendeur aura eu raison de croire que cet objet

appartenait à l'agent, sera condamné à payer les frais de la défense, et n'aura jugement que pour le capital, même au cas où le défendeur n'aura pas déposé le montant réclamé.

Le demandeur poursuivait le défendeur pour la somme de $7, balance restée due sur le prix d'une voiture à lui vendue. Le défendeur plaida " que tous et chacun des faits contenus en la déclaration du demandeur en cette cause sont faux et mal fondés et d'abondant le défendeur nie expressément avoir acheté du demandeur la voiture mentionnée en sa déclaration." Le défendeur prouva qu'il avait acheté la voiture de Casimire Villemaire, qui est l'agent du demandeur, ce que le défendeur ignorait. Jugement fut rendu condamnant le défendeur à payer la dette, avec dépens contre le demandeur, tant de la défense que de la demande. (4 R. L., 530.)

MATHIEU & GAGNON, avocats du demandeur.

F.-R. TRANCHEMONTAGNE, avocat du défendeur.

SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS.

COUR SUPÉRIEURE, Québec, 7 avril 1873.

Présent : MEREDITH, J. en C.

LECLERC *vs* LORD.

Jugé : Que, dans une action en séparation de corps, portée par le mari contre la femme, il n'est pas nécessaire de donner avis dans la Gazette Officielle ni dans deux journaux, bien que telle demande entraîne la séparation de biens.

Le demandeur avait intenté contre sa femme une action en séparation de corps et concluait aussi à la séparation de biens. La défenderesse comparut, mais ne plaida pas. Le demandeur prit une forclusion et inscrivit la cause aux enquêtes *ex parte*. Sur ce, la défenderesse fit motion pour rejeter l'inscription, entre autres raisons, parce que l'action est en séparation de corps et de biens et que le demandeur n'a pas observé les formalités voulues par la loi avant d'obliger la défenderesse à plaider à cette action ; parce que le demandeur n'a pas donné avis durant un mois dans la Gazette Officielle de la province de Québec, ni dans deux autres journaux, au désir de la loi, ni avant le rapport de la cause ni après, et que le demandeur ne peut faire aucune procédure, ni contraindre la défenderesse à plaider à l'action avant la publication de cet avis ; parce que l'obligation de donner un

tel avis est de rigueur pour le demandeur, tant pour les besoins de la demande que pour ceux de la défense, et qu'il n'est pas au pouvoir du demandeur de se soustraire à cette obligation sous aucun prétexte. A l'argument les procureurs de la défenderesse alléguèrent, de plus, que les prétentions de la défense paraissaient être le sentiment universel du barreau, puisqu'au moment actuel il n'y avait pas moins de 18 à 20 avis, publiés dans la Gazette Officielle, en semblables matières.

MEREDITH, J. en C.: The question in this cause is as to whether the notice in the Canada Gazette and in two other newspapers, required by article 974 (1), with respect to actions *en séparation de biens*, is also required with respect to actions *en séparation de corps*. On the part of defendant, it is contented that, as an action *en séparation de corps* includes a *séparation de biens*, the notice mentioned in the article 974 ought to be required equally in the two descriptions of action. The view, at first sight, appears to be founded in reason; but I do not think it so in reality, or that it is justified by the provisions of our Codes on this subject. In the first place it is to be observed that our two Codes lay down one set of rules for actions *en séparation de biens*, and another set of rules for actions *en séparation de corps*. Article 193 of the Code Civil (2) says that the action *en séparation de corps* " is brought, tried and decided, in the same way as " all other civil actions," except that the parties cannot make admissions. The words of the french version are " *cette* " *demande est intentée, instruite et jugée de la même ma-* " *nière que toute autre action civile.*" Here we have, in positive terms, the general rule by which we are governed, 1st as to the bringing, 2d as to the trial, and 3rd, as to the decisions of actions *en séparation de corps*. Turning now to the Code de Procédure we find that section 1 of chap. 8 (3), gives us the rules to be observed with respect to actions *en séparation de biens*. One of those rules being that which requires the publication of certain notices, and declares that no proceedings can be had in such suit until after the publication of such notice. Art. 974 C. de P. The following, that is to say, second section, of the same chapter lays down certain rules with respect to actions *en séparation de corps* (4). The last of

(1) Art. 1092 C. P. C. de 1897.

(2) Cet article a été retranché du Code Civil par S. Q. de 1897, 60 Vict., ch. 50, art. 11, et remplacé par l'art. 1100 C. P. C. de 1897.

(3) Sect. 1 du ch. 49 C. P. C. de 1897.

(4) Sect. 2 du ch. 49 C. P. C. de 1897.

them art. 989 (1) being that " the trial of the case, the judg- " ment, its execution and its publication are subject to the " provisions contained in the preceding section "; we thus see that, the rules laid down by sect. 1 as to actions *en séparation de biens*, are by sect. 2 applied to actions *en séparation de corps* in so far, and in so far only, as regard the trial of the case, the judgment, its execution and its publication; but a notice which must be given *before any proceeding* can be had in a case, cannot be considered as forming part of the " trial " of the case and still less of the " judgment, its execution " and " publication." We thus see that the art. 193 of the Code Civil, in so far as it declares that this action is to be " brought " in the same way as any other civil action remains unchanged, and as the notice in question is not required, in civil actions generally, it cannot be required in an action *en séparation de corps*. This view derives support from the art. 220 of the *Code de Procédure* (2) pointing out what is to be considered the trial, *Instruction* of a case; and seems to be in accordance with the practice at Montreal, 2 Doutre, n° 1575. It was also stated at the argument, and I have since ascertained, that Justice TASCHEREAU held such notice not to be necessary in the case of *Ryan* vs *Tweedel*, that being an action *en séparation de corps*. I do not fail to bear in mind that it was said that, when the parties are seperate as to property by contract, there may be a *séparation de corps* without a *séparation de biens*; but it is only necessary to read that section and more particularly art. 987 (3) which treats of a *séparation de corps, where there is community of property*, to see that the interpretation now being considered, cannot be supported. I shall add merely, that although it is doubtless true that a *séparation de corps* generally involves a *séparation de biens*; still, as to the matter under consideration, there is a very material difference between the two actions. The reason for requiring public notice, in actions *en séparation de biens*, was that such actions were frequently kept secret, and were resorted to by married couples for the purpose of defrauding their creditors. But these reasons do not apply to actions *en séparation de corps*, on the contrary, such actions are generally attended with much publicity; and the estrangement which leads to, and in turn, is increased by an action *en séparation de corps*, makes any combination of the husband and wife to the prejudice of their creditors very improbable. But, be this as it may, I think it will be found

(1) Art. 1104 C. P. C. de 1897.

(2) Art. 293 C. P. C. de 1897.

(3) Art. 1093 et 1102 C. P. C. de 1897.

upon a careful examination of the law, on this subject, that the notice of action required by art. 974 with respect to actions *en séparation de biens* is not required by any provision of our law with respect to actions *en séparation de corps*.

L'honorable juge STUART est de l'opinion du juge en chef. (4 R. L., 531.)

MORISSET et MCMAHON, pour le demandeur.

TALBOT et TOUSIGNANT, pour la défenderesse.

PROCEDURE.—CONGE-DEFAUT.—AVIS.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 31 mai 1873.

Présents: JOHNSON, TORRANCE, BEAUDRY, JJ.

GAGNON *vs* SENÉCAL, et GOUIN, T. S.

Jugé: Qu'il n'est pas nécessaire de donner avis d'une motion pour congé-défaut.

JOHNSON, J.: There is a motion to discharge the *délibéré* which we must, first of all, dispose of before coming to the merits; and we will do so at once by observing that the ground upon which the application is made entirely fails. The object was to obtain a paper said to be essential to the proper consideration of the case; but, on referring to the record, it appears that the paper sought to be obtained was never before the court below, prior to the rendering of the judgment on the 22nd of november 1872. The case itself is inscribed by plaintiff for the revision of a judgment rendered in the district of Richelieu, granting *congé-défaut* to defendant of a process of *saisie-arrêt* issued by plaintiff, and not returned into court by reason of the debt having been paid. *Saisie-arrêt* issued 25th october 1872. It was returnable 9th november 1872. On the 28th october, the garnishee appeared and declared he owed the defendant nothing. On the same day, defendant had paid the debt, interest and costs, under an execution that had issued on the 23rd. On the 11th november, defendant asked *congé-défaut*, the process of *saisie-arrêt* not having been returned; and on the 22nd the judgment was rendered in his favor which is now under review. The reasons assigned for questioning this judgment are 1st, that plaintiff had no notice of the motion for *congé-défaut*. We do not see that it was required. Indeed it would

be a contradiction to say that not being before court, it would have been possible to give him notice. It is contended, secondly, that plaintiff ought not to have been condemned to pay costs, because defendant was his debtor at the time the process was issued. There is no proof of payment at all, nor would the existence of a debt at all effect the correctness of a judgment granting *congé-défaut*, a thing accorded whenever a plaintiff does not return his writ. Judgment confirmed. (4 R. L., 537.)

CAPIAS.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 31 mai 1873.

Présents: JOHNSON, TORRANCE, BEAUDRY, JJ.

GOYETTE *vs* MCDONALD.

Jugé: Qu'un *capias* décerné sans l'ordre d'un juge, dans une cause où le principal droit d'action consiste dans le recouvrement de dommages, sera cassé et annulé sur motion.

The judgment of the Superior Court at Beauharnois, which is brought before us by this inscription, was a judgment granting a motion that was made by defendant to quash a writ of *capias ad respondendum*, on the ground that it had issued for unliquidated damages, without the order of a judge, under the 801st art. of the Code of Civil Procedure (1). The affidavit upon which the writ issued sets forth that plaintiff had a hypothecary claim for an amount exceeding $40, on an undivided half of a lot of land which was mentioned in it, by virtue of a deed of obligation executed by Remy Marchand in his favor; that defendant was the proprietor and *détenteur* of the half of this lot, and that the other half was the property of plaintiff; that defendant had acquired his half from Marchand, and that plaintiff's *créance hypothécaire* affected both halves of the lot. The affidavit then charges the defendant with cutting and taking away all the wood on his half of the lot, thus damaging and deteriorating the value of the land, with the intention of defrauding plaintiff in such a way as to hinder plaintiff from recovering his claim; and that without the benefit of a writ of

(1) Art. 899 C. P. C. de 1897.

capias he might be deprived of his recourse and suffer damage. Defendant was arrested and released on bail, and on the 17th of march last, he moved that the writ be declared to have issued irregularly and illegally, and that it be quashed. The reasons assigned, with the exception of that founded upon the necessity of a judge's order, need not be mentioned. We are all of opinion that the only ground of action plaintiff had, consisted of the damages he might suffer by the deterioration of his security, that these damages were unliquidated and that the writ could not issue without a judge's order. The judgment of the court below is therefore confirmed. (4 R. L., 538.)

REVISION.—DEFENS.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 31 mai 1873.

Présents: JOHNSON, MACKAY, TORRANCE, JJ.

INTERCOLONIAL COAL CO. *vs* SHAW.

Jugé: Que la partie, qui inscrit en Cour de Revision et qui n'obtient une modification de jugement que quant aux frais, n'aura pas les frais de revision, mais qu'en ce cas chaque partie paiera ses frais.

PER CURIAM: This inscription is by defendant to revise the merits of a judgment against him, which under the evidence we unanimonsly confirm. There is one small point however to be corrected. Costs were not asked by the declaration, and so far the judgment is *ultrà petita.* In appeal and also in this court it has been held that a mere question of costs does not entitle the party to come into court, and, therefore, though we reform in this small particular the judgment *a quo,* we do so without giving the inscribing party costs, and we order each party to pay his own costs in this court. (4 R. L., 539; 14 R. L., 55.)

DOMMAGES.—RESPONSABILITE.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 31 mai 1873.

Présents: JOHNSON, MACKAY, BEAUDRY, JJ.

LAMOUREUX *vs* LAMOUREUX.

Jugé: Que le fait de prêter un masque à un enfant et de lui fournir un accoutrement grotesque ne rend pas la personne, qui a prêté ce masque, responsable des dommages causés par cet enfant en entrant dans un hôtel et y causant une grande frayeur à une femme qui s'y trouvait.

PER CURIAM: Defendant inscribes this case for review on the merits, judgment having been rendered against him for $100 in an action of damages brought by plaintiff against defendant on the ground that his wife had, with his consent, disguised, with masks ond other grotesque accompaniments, two youths of the village of Contrecœur, and had directed them to go to the principal hotel of the place, where the sight of them frightened plaintiff (who is a woman) so much that she fainted and fell senseless, and only recovered from this state after having been bled twice by a doctor, and the priest having actually been sent for, from the fear that she was dying. It was only some considerable time afterwards that she recovered from this shock sufficiently to resume her ordinary occupations, having been under the care of another doctor in the meantime. Defendant pleads the general issue, supplemented by special denegations of the essential averments in the declaration. Judgment was given against defendant on the ground of fact that his wife had incited the two young men to go and frighten plaintiff; and on the legal principle which is a motive of the judgment, that a husband *commun en biens* is responsible for the wrong doing of his wife when he comes into court, and authorizes and defends her as he has done in this case. Now, there is no evidence of the fact that defendant's wife incited these boys to go and frighten plaintiff. She did not even know that plaintiff was there. The boys started from defendant's house, and we have little doubt that his wife knew they were going to Gervais'; but we see no proof that they went there at her suggestion. In which case, no doubt, she might be held responsible for the consequences, if she counselled or encouraged what was illegal, in itself, or dangerous in its nature; but the innocent act of lending a mask to a boy or helping him to put on gro-

tesque apparel, can hardly in themselves mean that any serious mischief was intended. Defendant's wife was, at most, only very remotely connected with this accident. The shopkeeper who sold the mask is only one step further removed from the business than this woman who lent it. As regards the liability of the husband on the ground of having contested the suit, and defended his wife's conduct, or rather denied her being guilty of the act imputed to her, that is a question which we need not consider, as we hold, upon the evidence, that the wife herself did nothing to incur liability, and that consequently no liability can be extended to her husband. We will only observe that the wife is not even made a party to the case, so that it seems very difficult to consider that the husband is defending her, when she is not even attacked. The husband is really sued as responsible for the deliquency of his wife without any proof or pretension that he approved or encouraged the proceeding at all. We are, therefore, under the necessity of reversing this judgment, with costs in both courts. (4 R. L., 539; 3 R. C., 73.)

INJURES ET VOIES DE FAIT.—DOMMAGES.

COUR SUPÉRIEURE, EN REVISION,
Montréal, 31 mai 1873.

Présents: JOHNSON, TORRANCE, BEAUDRY, JJ.

MARCHESSAULT *vs* GRÉGOIRE.

Jugé: Qu'une poursuite et comdamnation devant le recorder sous le chap. 105 des Statuts Refondus du Canada, pour voies de fait et blessures, n'enlève pas le recours devant les tribunaux civils pour dommages-intérêts.

PER CURIAM: The action was one of damages for assault and wounding. The injury complained of was of a most brutal character consisting of the crushing of plaintiff's thumb by defendant's teeth during a conflict between them, in which blows and bites were given, the latter of such severity that plaintiff's thumb had to be amputated. The pleas were first, reconciliation; secondly, a conviction before the recorder of Saint-Johns to which defendant submitted, and whereby it is contended that the present action is barred. There is an admission in the record that defendant, upon complaint made by plaintiff, was, on the 10th december 1869, summoned before the recorder " *à raison des injures et voies*

de fait en question en cette cause," that he was convicted. The question is therefore directly presented whether this proceeding was a bar to the action. The 4 and 5 Vic., c. 27, reproduced in the Con. Stat., cap. 91, sec. 44, enacts that if a person against whom a complaint has been preferred for a common assault and battery, obtains certificate of acquittal, or having been convicted, submits to such conviction, he shall be released from all further or other proceedings, civil or criminal for the same cause. The statute in question gave jurisdiction to a justice of the peace to try summarily common assaults; and the proceeding taken before the recorder at Saint-Johns was not under that statute, but under cap. 105 Con. Stat., giving to recorders power to try summarily certain aggravated assaults, or malicious cuttings or woundings. And, in the 28th sec. of that statute, defendant is only released from further criminal proceedings. We are, therefore, of opinion that the statute chapter 91, releasing defendants from further proceedings, civil and criminal, applies only to cases of common assault, and that the subsequent statute releasing only from further criminal proceedings, there is no legal bar to the present action. Upon the facts we are entirely with the court below. The pretension of a reconciliation would not apply, even if the fact were proved, to prevent specific damage, such as the loss of a thumb, as in the present case; and we are of opinion to confirm the judgment. (4 R. L., 541; 15 R. L., 321; 18 J., 140.)

CESSION DE BIENS.— PROCURATION. — SAISIE-ARRET. — DESAVEU.— SOCIETE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 30 janvier 1872.

Présent: MACKAY, J.

JOHN-W. PECKETT, demandeur, *vs* J.-A. PLINGUET *et al.*, défendeurs, *et* lesdits J.-A. PLINGUET *et al.*, requérants.

Jugé: 1o Qu'un créancier qui a consenti à ce que son débiteur fasse une cession autrement qu'en la manière prescrite par l'acte de faillite 1869, ne peut se prévaloir de cette cession pour assujettir les biens de ce débiteur à la liquidation forcée;

2o. Qu'une autorisation générale, donnée par un créancier, demeurant à l'étranger, de le représenter à toutes fins que de droit à une assemblée de créanciers convoquée par un insolvable, pour leur communiquer ses affaires et prendre leur avis sur ce qu'il doit faire dans l'intérêt commun, est une autorisation suffisante à celui qui en est muni pour signer postérieurement un acte de cession qui aurait été approuvée à telle asssemblée;

3o. Qu'un bref de saisie-arrêt émis en vertu de l'acte de faillite sur l'affidavit d'une personne non autorisée par le demandeur est nul et doit être cassé ;

4o. Qu'un demandeur ne peut empêcher la réception d'une procédure produite par un procureur, au nom d'une société, lorsque l'un des associés a comparu seul par son procureur;

5o. Que le seul moyen pour cet associé d'empêcher qu'il ne soit comme associé, par la procédure ainsi faite au nom de la société, est un désaveu (1).

Vers le mois d'octobre 1881, les défendeurs, imprimeurs, de la cité de Montréal, étant devenus insolvables et incapables de remplir leurs obligations envers leurs créanciers, convoquèrent ces derniers dans l'intention de leur exposer leur position et de leur faire cession de tous leurs biens, s'ils ne pouvaient arriver à un arrangement. Une assemblée fut donc tenue à Montréal, le 15 novembre suivant, et il fut décidé, du consentement unanime de tous les créanciers présents, que les défendeurs feraient cession à D. MacFarlane, représentant la maison Buntin & Cie, de Montréal. A cette assemblée le demandeur, commerçant de New-York, était représenté par Wm-V. Lawrence, de Montréal, qui se dit autorisé par un télégramme reçu du demandeur. Le 5 décembre suivant, les défendeurs firent, en conséquence, cession de tous leurs biens à leurs créanciers par acte authentique, L.-A. Desrosiers, notaire. Cet acte est signé par tous les créanciers des défendeurs et en particulier par Lawrence, au nom du demandeur. Le 7 décembre, une nouvelle assemblée des créanciers eut lieu pour décider ce que l'on ferait de la succession des défendeurs. Plinguet et Laplante firent chacun une offre, et celle de Plinguet fut acceptée par la majorité. Lawrence était encore présent et vota en faveur de l'offre de Laplante dont il semblait prendre beaucoup les intérêts. Il offrait même de se porter caution pour Laplante, pourvu que la rétrocession lui fut faite personnellement, et pourvu que les créanciers approuvassent les arrangements faits entre lui et Laplante. Le 11 décembre, Lawrence donnait son affidavit demandant au nom de Peckett, l'émission d'un bref de saisie-arrêt contre les défendeurs pour assujettir leurs biens à la liquidation forcée. L'affidavit comporte que les défendeurs avaient, frauduleusement et illégalement, fait une cession de tous leurs biens à leurs créanciers autrement qu'en la manière prescrite par la loi concernant la faillite, et ce dans le but de frauder leurs créanciers en général et le demandeur Peckett, en particulier. (Loi concernant la faillite de 1869, ch. 16, art. 13). Une requête fut alors présentée de la part des défendeurs invoquant la bonne foi et la validité de l'acte du 7 décembre, et

(1) Art. 1851 C. C.

demandant l'annulation du bref de saisie-arrêt émis contre eux. Une première objection fut faite à la réception de la requête, qui était faite au nom de la société Plinguet et Laplante et les défendeurs, pour Plinguet agissant tant en son nom qu'au nom de la société Laplante, ayant comparu en son propre nom par un procureur spécial et n'ayant pas jugé à propos de contester le bref. Cette première objection fut renvoyée par le juge TORRANCE qui décida que le demandeur ne pouvait se plaindre du défaut d'autorisation des procureurs pour agir au nom de la société, que Laplante seul pouvait s'en plaindre par un désaveu et faire rejeter la comparution des procureurs. A l'enquête, le demandeur crut ne devoir produire qu'un seul témoin, le nommé Laplante, l'un des défendeurs, qui admit toutes les allégations de la demande et prétendit que Lawrence n'avait jamais eu aucune autorisation pour signer l'acte du 5 décembre. Une commission rogatoire fut alors émise au nom des requérants pour interroger Peckett, le demandeur, sur la nature de l'autorisation donnée à Lawrence, tant au sujet de l'acte du 5 décembre qu'à la présente poursuite. Peckett répond qu'il en a en effet autorisé Lawrence à le représenter à l'assemblée du 15 novembre; qu'il ignorait ce qui y avait été fait, de même que l'acte du 5 décembre, mais qu'il pensait bien être lié par ce que Lawrence avait cru devoir faire à cette assemblée, enfin qu'il ignorait même l'existence de la présente poursuite qui avait été faite hors sa connaissance et sans son autorisation. Plusieurs créanciers sont entendus comme témoins pour établir la bonne foi de la cession du 5 décembre, et l'active participation de Lawrence à toutes les procédures faites jusqu'à l'émission du bref de saisie-arrêt, et comment, jusqu'à cette date, il avait toujours paru se croire suffisamment autorisé pour agir au nom du demandeur. Lawrence étant appelé comme témoin, répète qu'il ne s'est jamais cru autorisé à signer l'acte du 5 décembre; mais qu'il l'a fait *pour la forme* et surtout pour servir les intérêts de Laplante. Il dit, de plus, qu'il n'a jamais donné instruction à l'avocat du demandeur de prendre des procédures contre les défendeurs.

Le juge MACKAY rendit le jugement suivant: " Considérant que le bref de saisie-arrêt émis le 11 décembre 1871, l'a été d'une manière oppressive et sans droit (1); considérant que Lawrence n'était pas autorisé à demander l'émission de tel bref et que, si l'on pouvait supposer qu'il le fut, il l'était

(1) Le jugement tel que prononcé était en anglais, et le premier considérant se lit comme suit: "Considering that the writ of attachment and summons of 11 december 1871, in the name of plaintiff, is sued oppressively and without right; that plaintiff denies previous knowledge or order, of or for them, and Lawrence says that he did not give instructions for them."

encore davantage pour signer l'acte de cession du 5 décembre 1871, et assister aux assemblées qui ont amené cet acte ; considérant que Lawrence avait plein pouvoir pour signer l'acte de cession du 5 décembre, au nom du demandeur ; considérant que Lawrence était de mauvaise foi en jurant que l'acte du 5 décembre a été fait par les défendeurs requérants, dans l intention de frauder leurs créanciers en général et particulièrement le demandeur, Lawrence présent audit acte au nom du demandeur ; considérant que, pour tout éclaircir, Lawrence n'avait qu'à produire le télégramme qu'il mentionne dans son témoignage, ce que les défendeurs requérants eussent pu néanmoins le forcer de faire ; considérant que, d'après les faits et circonstances de cette cause, les biens des défendeurs requérants ne peuvent être assujettis à la liquidation forcée ; accorde la requête des défendeurs, casse, annulle et déboute le bref de saisie-arrêt émis en cette cause, avec frais contre le demandeur. (4 R. L., 544.)

F.-E. GILMAN, pour le demandeur.

BÉLANGER, DESNOYERS et OUIMET, pour les défendeurs requérants.

DOMMAGES.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 31 mai 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

LEPAGE *vs* GIRARD.

Jugé : Que les difficultés de déterminer exactement l'étendue du préjudice souffert et l'absence de base matérielle pour en fixer le chiffre, ne sont pas des motifs pour ne pas allouer des dommages-intérêts à celui dont le droit à ces dommages-intérêts est reconnu incontestablement ; le juge doit, en ce cas, en faire l'appréciation d'après les règles de l'équité comme le ferait un jury. (4 R. L., 554 ; 16 R. L., 670.)

LORANGER & LORANGER, pour le demandeur.

TRUDEL & DEMONTIGNY, pour le défendeur.

VENTE.—PREUVE.—BILLET A ORDRE.—STATUT DES FRAUDES.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
9 septembre 1870.

Présents : DUVAL, CARON, DRUMMOND, BADGLEY, LORANGER, *ad hoc*, JJ.

ALFRED TRUDEAU, défendeur en cour inférieure, appelant, *et* JOSEPH LEBLANC, demandeur en cour inférieure, intimé.

Jugé : Que les mots du § 4 de l'article 1235 du C. C. B.-C. : *de tout contrat pour la vente d'effets*, comprennent la vente de billets à ordre, etc.

Que partant, la vente de tels billets, pour un montant d'au delà de $50, ne peut être prouvée par témoins, sans un écrit signé par celui qui les a achetés.

Semble : Que les mots de l'article 1235 : *Sans un écrit signé par elle*, s'appliquent à un *commencement de preuve par écrit.*

Le demandeur en cour inférieure alléguait qu'il était porteur de trois billets d'un nommé Lassonde, au montant de $898 ; que le défendeur aurait acheté, sur et à même les billets, la somme de $550, pour pareille somme qu'il promit payer au demandeur sur livraison des billets ; que le demandeur a offert les billets au défendeur, en le requérant de les payer et les offre par son action. Le défendeur en cour inférieure a plaidé à cette action, en invoquant la disposition du Statut des Fraudes, reproduite par l'art. 1235 C. C. qui dit : " Dans les matières commerciales où la somme de deniers ou " la valeur dont il s'agit excède cinquante piastres, aucune " action ou exception ne peut être maintenue contre une per- " sonne ou ses représentants *sans un écrit signé par elle*, " dans les cas suivants :.... 4o. De tous contrats pour la " vente d'effets, à moins que l'acheteur n'en ait accepté ou " reçu une partie ou n'ait donné des arrhes. La règle qui pré- " cède a lieu lors même que des effets ne doivent pas être " livrés qu'à une époque future, ou ne sont pas au temps du " contrat, prêts à être livrés." S'autorisant de cette disposition de la loi, le défendeur a opposé une *fin de non recevoir* où il dit n'avoir jamais été accepté, ni reçu aucune partie de la créance, ni des titres l'établissant, ni donné d'arrhes ; que la convention n'a jamais été rédigée par écrit, chose d'ailleurs que le demandeur n'allègue pas. Le demandeur a assigné le défendeur à répondre sur faits et articles *vivâ voce*, cour tenante, conformément à l'art. 226 C. P. C (1). Après les réponses du défendeur aux questions écrites, le demandeur a voulu

(1) Art. 360 et 366 C. P. C. de 1897.

continuer à l'interroger lui-même *vivâ voce*, ce à quoi le défendeur s'est objecté, prétendant qu'il n'y a que le juge qui a le droit de faire des questions supplémentaires. Cette objection a été renvoyée le 6 juin 1868, la cour, MONDELET, J., décidant qu'aux termes de l'article 226 C. P. C., une partie interrogée sur faits et articles *vivâ voce*, cour tenante, peut être obligée à répondre à des questions supplémentaires soumises par la partie adverse. Le demandeur voulut ensuite faire entendre un témoin ; mais le défendeur s'objecta à ce que la preuve testimoniale fut reçue, la réclamation du demandeur n'en étant pas susceptible ; l'action du demandeur ne pouvant être maintenue que sur un *memorandum* écrit du défendeur ou son admission et non sur preuve testimoniale. L'objection fut maintenue, le 25 juin 1868, par le juge MONK. Le demandeur inscrivit pour revision de ce jugement interlocutoire, et la Cour de Revision a, le 31 mars 1869, infirmé le jugement et permis au demandeur de faire une preuve testimoniale (MONDELET, TORRANCE, BEAUDRY, juges). " Considérant que la vente alléguée par le demandeur, en la supposant une matière commerciale, n'est pas une de ces matières commerciales dont la preuve testimoniale est prohibée par l'art. 1235 C. C., etc.'

C'est de ce jugement dont est appel. L'appelant dit entre autres choses : La seule question est donc de savoir si une vente de billets à ordre tombe sous l'effet de l'art. 1235 C. C. La partie de cet article qui prohibe la preuve testimoniale, lorsqu'il s'agit : " de tout contrat pour la vente d'effets, à " moins que l'acheteur n'en ait accepté ou reçu une partie ou " n'ait donné des arrhes," est en substance la section 17 du Statut des Fraudes (29 Charles II, cap. 3, 1676), et la fin de l'article, savoir : " La règle qui précède a lieu lors même que " les effets ne doivent être livrés qu'à une époque future, ou " ne sont pas, au temps du contrat, prêts à être livrés " est empruntée à l'art. 7 du statut 9 Georges IV, cap. 14 (Lord Tenterden's art. 1878). L'appelant fait une dissertation sur ces statuts, prétendant que celui de 1828 avait été passé pour donner à celui de 1676 un sens plus large. Il cite Browne (*On Statute of Frauds*), Roberts (*On Statute of Frauds*), p. 184-5 ; Browne, n° 291, 297 ; *North* vs *Forest*, 15 Conn. R, 404 ; *Gooch* vs *Holmes*, 41 Maine R., 523 ; *Rendson* vs *Weir*, 292, Al. R., 294 ; Parsons, Mercantile Law, p. 77. L'intimé prétend qu'il y a suffisamment dans les réponses de l'appelant pour constituer le memorandum ou écrit requis par la loi, sinon qu'il y a un commencement de preuve par écrit. Quant au *memorandum*, s'il se trouve dans les réponses, pourquoi une preuve testimoniale, car l'écrit que la loi requiert doit contenir la preuve de la convention entière. Browne, nos 371,

409. Quant au commencement de preuve par écrit, il n'existe pas, car le commencement de preuve par écrit est tout ce qui produit dans l'esprit du juge cette demi-persuasion qui lui fait croire que le fait nié est vrai. Rolland de Villargues, Vo Com. pr., nos 1 et 2; 9 Toullier, nos 54, 55. Or, ici, il n'y a rien de tel.

L'intimé dit: Deux questions se présentent: 1o. La vente alléguée tombe-t-elle sous le Statut des Fraudes? Non. Le Statut des Fraudes, de même que le § 4 de l'article 1235, qui le reproduit, ne s'appliquent qu'aux contrats pour la vente d'effets et marchandises (*goods, ware and merchandises*, dit le statut; or ici l'objet vendu est une créance, des, billets, qui ne peuvent être appelés ainsi. La jurisprudence anglaise, longtemps indécise sous ce rapport, est fixée à établir que la vente d'actions, traites, billets et connaissements, ne tombent pas sous le Statut des Fraudes. Martin, *on Lord Tenterden's Act*; Browne, *Statute of Frauds*, § 296, p. 296. D'ailleurs ce statut est une loi exceptionnelle, il faut donc l'interpréter dans un sens restrictif. 2o. L'intimé a-t-il, dans les réponses de l'appelant, des aveux suffisants pour constituer l'écrit requis par le statut, en supposant que la convention alléguée tombe sous le Statut des Fraudes? L'intimé prétend qu'il y a suffisamment pour constituer le mémorandum ou écrit requis. La question de droit a été décidée dans *Levey* et *Sponza*, 15 R. J. R. Q., 223. Quant à la question de fait, il y a suffisamment d'aveux, de réticences et de réponses évasives pour constituer un commencement de preuve. Ainsi jugé dans la cause de *Molinelli* et *Donegani*, en Cour de Revision (1).

La Cour du Banc de la Reine a, le 9 septembre 1870, infirmé le jugement de la Cour de Revision: "Considering that respondent had failed to produce and filed in this cause, either the *memorandum* in writing, or the *commencement de preuve par écrit*, required by law in support of this ac-

(1) Le Statut des Fraudes ne s'applique qu'aux ventes commerciales pures et simples, et non aux contrats d'ouvrage pour objets non encore confectionnés. L'art. 1235 C. C. ne s'applique qu'aux cas où le marchand qui trafique sur un article de commerce qu'il ne confectionne pas lui-même, le fait confectionner ou l'achète de l'ouvrier ou d'autres pour le revendre. Lorsque le contrat a été pour un objet particulier en dehors du commerce ordinaire de celui qui le confectionne, ce n'est pas une vente pure et simple, mais un louage d'ouvrage et d'industrie qui ne tombe pas sous l'empire du Statut des Fraudes. Un commencement de preuve se trouve dans les aveux du défendeur qui, après avoir nié la commande d'un meuble, finit par admettre qu'il savait que le demandeur le faisait pour lui, mais qu'il avait toujours cru que c'était un cadeau que le demandeur voulait lui faire. (*Donegani* et *Molinelli*, C. B. R., en appel, Montréal, 9 décembre 1869, DUVAL, J. en C., dissident, CARON, J., dissident, DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et LORANGER, J., confirmant le jugement de C. S. R., Montréal, 28 avril 1868, MONDELET, J., BERTHELOT, J., et MONK, J., dissident, qui avait infirmé le jugement de C. S., Montréal, MONK, J., 15 R. J. R. Q., 215).

tion in this behalf, upon the commercial contract by him in this cause filed and mentioned; considering, therefore, that verbal evidence was not legally admissible in this cause, and therefore that in the judgment rendered in this cause, on the 25th day of june 1868, by the Superior Court at Montreal, for the causes and reasons therein set forth, there is no error, and that in the judgment rendered in this cause, on the 31st march 1869, by the court sitting in revision upon the said first mentioned judgment, there is error, doth reverse, &c." (4 R. L., 560.)

JETTÉ et ARCHAMBAULT, pour l'appelant.

DUHAMEL et RAINVILLE, pour l'intimé.

PROCEDURE.—SAISIE-ARRET.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 10 décembre 1872.

Présent: BEAUDRY, J.

LEBŒUF *vs* PLOUFFE, *et* DESORMEAU, gardien, mis en cause.

Jugé: Qu'une requête sommaire peut obtenir une ordonnance afin d'obliger le gardien à représenter les effets saisis dont il est chargé, n'est pas une motion de droit; mais doit, dans les délais, être préalablement signifiée au gardien mis en cause. Art. 590 C. P. C. (1). (4 R. L., 564.)

PREUVE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 3 mai 1872.

Présent: BEAUDRY, J.

FOISY *vs* LEFEBVRE.

Jugé: Que la clause 9 de la 35e V., ch. 6, amendant l'art. 252 du C. P. C. (2), ne signifie pas qu'une partie peut appuyer ses prétentions par le témoignage de son époux agent; mais seulement qu'une partie en cause peut interroger l'époux de l'adverse partie, séparé de biens et comme ayant administré les propriétés de son conjoint. (4 R. L., 564.)

(1) Art. 657 C. P. C. de 1897

(2) Art. 314 C. P. C. de 1897.

VENTE D'OBJET VOLE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 16 septembre 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

GUY *vs* BOOTH.

Jugé : Qu'une cour d'hôtellerie, où se fait des encans de chevaux, n'est pas considérée comme foire ou marché dont il est parlé en l'article 1489 C. C.

Que pour que l'acheteur de bonne foi, dans une de ces cours, d'un objet volé, ait droit de réclamer le prix d'achat sur le propriétaire qui le revendique, il faut que cette vente ait eu lieu par vente publique et non privée. (4 R. L., 565.)

QUINN, avocat du demandeur.
E. ROY, avocat du défendeur.

DEPENS.—TARIF.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 11 décembre 1872.

Présent : BEAUDRY, J.

WHITE *vs* FOSTER.

Jugé : Que l'avocat du demandeur n'a droit de réclamer aucun frais du défendeur pour procédures avant l'émission d'un bref.

Que le fait de produire un *fiat* au greffe ne donne lieu à aucuns frais contre la partie adverse, vu que le tarif n'a aucun item à cette fin.

Que le premier étage de la procédure, qui donne droit aux frais est l'émission du bref, et que ce n'est qu'alors qu'on peut dire qu'il y a une action.

Que, partant, l'item 1er du tarif de la Cour de Circuit, qui accorde des frais pour toutes procédures dans les actions arrangées avant rapport, ne peut se rapporter aux procédures avant l'institution d'une action. (4 R. L., 565.)

DAVIDSON, pour le demandeur.
ROBERTSON, pour le défendeur.

PROCEDURE.—OPPOSITION A JUGEMENT.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 10 octobre 1872.

Présent: MACKAY, J.

BOWIE *vs* MURRAY, *et* MURRAY, opposant.

Jugé: Qu'on ne peut se pourvoir par opposition contre un jugement rendu en terme de la Cour de Circuit.

Que l'art. 483 C. P. C. ne donne ouverture qu'à une requête et dans les cas y spécifiés.

Que l'art. 484 ne donne occasion à l'opposition que contre les jugements rendus en conformité des dispositions des art. 89, 91 et 92, et non aux jugements par défaut, rendus par le tribunal.

Qu'une opposition contre un jugement par défaut rendu par le tribunal peut être renvoyée sur simple motion (1). (4 R. L., 566.)

AUGER & DAOUST, pour l'opposant.
KELLY & DORION, faisant motion.

COMPETENCE.—RESILIATION DE BAIL.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 11 octobre 1872.

Présent: MACKAY, J.

DORION *vs* POULAIN.

Jugé: Que, dans une action en expulsion, la juridiction de la cour est déterminée par le montant spécifié au bail, et non par le montant demandé.

Que la Cour de Circuit ne peut résilier un bail d'au delà de cent piastres, quoique le montant demandé pour loyer soit de moins.

Que, par conséquent, une telle action portée en Cour de Circuit sera déboutée, sur exception déclinatoire, sauf à se pourvoir au tribunal compétent (2). (4 R. L., 566.)

KELLY & DORION, pour le demandeur.
A. & W. ROBERTSON, pour le défendeur.

(1) Art. 532, 1163, 1166 et 1175 C. P. C. de 1897.

(2) L'art. 4 du ch. 40 des S. R. B.-C. de 1861, intitulé: "Acte concernant les locateurs et locataires," tel qu'il a été amendé par l'art. 1 du ch. 12 des S. C. de 1862, 25 Vict., intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant les "locateurs et locataires," se lit ainsi qu'il suit: "Les actions en vertu du "présent acte seront intentées dans la Cour Supérieure ou de Circuit, pour "le montant du loyer ou des dommages réclamés, et les frais seront alloués "et taxés suivant le montant du jugement." Aux termes de cet article et de

CORPORATION MUNICIPALE.—PROCEDURE.

COUR DE CIRCUIT, Chateauguay, 15 mai 1873.

Présent: DUNKIN, J.

LA CORPORATION DE SAINTE-MARTINE *vs* HENDERSON.

Jugé: Qu'une poursuite, intentée par une corporation municipale sous le nom, comme dans le cas actuel, de *La Corporation de Sainte-Martine*, et non *La Corporation de la Paroisse de Sainte-Martine*, sera renvoyée sur *exception à la forme.*

La demanderesse, décrite au bref de sommation comme ci-dessus, poursuivait le défendeur lui demandant le paiement d'une somme de deniers qu'elle avait payée à un voyageur, comme valeur des réparations faites à sa voiture qui s'était brisée dans cette partie du chemin public faisant face à la propriété du défendeur et qu'il était tenu d'entretenir. Le défendeur rencontra cette action par une exception à la forme et disait: Qu'il n'existait pas de Corporation de Sainte-Martine et que nos statuts et même le Code Municipal reconnaissent bien la Corporation de la Paroisse de Sainte-Martine, mais non la Corporation de Sainte-Martine. La cour déclare l'exception valable et renvoie l'action de la demanderesse avec dépens. (4 R. L., 568.)

l'art. 1105 C. P. C., la Cour de Circuit est incompétente à connaître d'une demande en résiliation d'un bail annuel, lorsque la valeur annuelle du loyer excède $200, quoique le seul montant réclamé par l'action soit moindre que $200, pour dommages causés à l'immeuble loué. Art. 1624 C. C. (*McGinnis* vs *Horseman*, C. S. R., Montréal, 25 avril 1870, MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., confirmant le jugement de C. C., Montréal, 29 mars 1870, BERTHELOT, J., 20 R. J. R. Q., 155).

Une action en résiliation de bail intentée par le bailleur contre le locataire, parce que ce dernier aurait employé les lieux loués pour des fins illégales, et par laquelle il ne réclamait ni loyer ni dommages, aux termes de l'art. 4 du ch. 40 S. R. B.-C. et de la loi de 1862, 25 Vict., ch. 12, pouvait et devait être intentée devant la Cour Supérieure, si la valeur annuelle du loyer excédait $200. (*Guy* v. *Goudreault*, C. S., Québec, 11 février 1864, TASCHEREAU, J., 12 R. J. R. Q., 508).

Décisions semblables dans la cause de *Kelly* v. *Napier*, C. C., BERTHELOT, J., et dans celle de *Montrait* v. *Ruston*, C. C., BERTHELOT, J.

CORPORATION MUNICIPALE.—SECRETAIRE-TRESORIER.

COUR DE CIRCUIT, Chateauguay, 15 mai 1873.

Présent: DUNKIN, J.

GAGNIER *vs* VANNIER.

Jugé : Qu'un secrétaire-trésorier a le droit de refuser, aux contribuables de la municipalité, de prendre eux-mêmes des extraits des registres et autres documents deposés dans son bureau, et que ces registres et documents ne sont ouverts qu'à *l'inspection* et à *l'examen* des intéressés et des membres du conseil.

Le demandeur qui est régistrateur du comté de Châteauguay, entretenant des doutes sur l'exactitude des listes électorales déposées dans son bureau par le secrétaire-trésorier de la paroisse de Sainte-Martine, le défendeur se rendit au bureau de la corporation et pria le secrétaire-trésorier de permettre à un de ses employés qui l'accompagnait de prendre copie de la liste électorale formant partie des archives de la corporation. Le défendeur ne s'y objecta pas, et l'employé et procureur du demandeur ayant pris copie de partie de la liste durant la journée, se rendit le lendemain au bureau du défendeur, ès-qualité, dans l'intention de terminer ce qu'il avait commencé la veille. Ce fut alors que le défendeur lui fit la remarque que le demandeur pouvait, s'il le désirait, examiner la liste, mais qu'il ne lui permettait pas d'en prendre lui-même un extrait, que tels extraits formaient partie des émoluments attachés à sa charge, et qu'il ne voulait pas être privé de ce gain. Sur le refus du défendeur, le demandeur intenta la présente action, se reposant sur les articles 9 et 162 du Code Municipal. (4 R. L., 568.)

POSSESSION.—VENTE.

COUR DE MAGISTRAT DU COMTÉ DE BAGOT,
Acton-Vale, 10 avril 1873.

Présent: DORION, Magistrat.

D. LEBLANC, demandeur, *vs* CHS RASCONI *et al.*, défendeurs.

Jugé : Que le brocard " en fait de meubles, la possession vaut titre," n'est absolument vrai, d'après notre code, qu'en affaires de commerce.

Que la preuve orale est admissible, pour établir une convention verbale distincte et séparée détruisant une convention constatée par acte authentique, l'objet de ces conventions n'excédant pas $50.

Que le témoignage du vendeur d'une chose revendiquée, pour établir son droit de propriété, et, partant, la légalité de la vente par lui faite à l'acheteur sur qui cette chose est revendiquée, doit être reçu avec beaucoup de défiance et de soin.

PER CURIAM : Le demandeur revendique un cheval sur les défendeurs. Il allègue qu'il a acheté ce cheval à une vente judiciaire du mobilier d'un certain Joseph Castonguay le 12 mars 1872, à Acton-Vale ; que, le 16 du même mois, il a loué à Castonguay, par bail devant Fontaine, et que les défendeurs en ont illégalement obtenu la possession de Castonguay, le 22 janvier dernier, et le détiennent depuis, se prétendant propriétaires. Les défendeurs admettent l'acquisition du cheval par Leblanc, et le louage qu'il en a fait à Castonguay. Mais, disent-ils, à l'expiration de ce bail qui n'était fait que pour trois mois à compter du 16 mars, LeBlanc a vendu, verbalement, le cheval à Castonguay, pour $50, dont $25 lui ont été payés comptant, et le surplus est encore dû ; et, sept mois après, le 22 janvier dernier, Castonguay leur a vendu le cheval, par vente sous seing privé, pour une somme de $100. De plus, ils ajoutent, qu'ayant acheté, de bonne foi, d'une personne, ouvertement et publiquement en possession depuis longtemps de l'objet vendu, ils ont légalement acquis le domaine de propriété, et que la revendication n'existe pas. Ainsi, les défendeurs invoquent, à l'encontre de l'action, deux moyens : 1. ils sont propriétaires, disent-ils, du cheval pour l'avoir acheté de Castonguay, propriétaire lui-même, en vertu de la vente verbale à lui faite par LeBlanc, le 16 juin dernier ; 2. ils sont, en outre, propriétaires, parce qu'ils ont acheté ce cheval, de bonne foi, d'une personne publiquement en possession depuis plusieurs mois. Il faut donc vérifier la légalité de ces deux prétentions. Commençons par la seconde, celle qui est fondée sur l'achat, par les défendeurs, d'un individu en possession publique de la chose vendue. Je suppose que la *bonne foi* chez les défendeurs, dans leur acquisition, ne puisse être mise en doute. Car elle est un élément essentiel de la question. Sans la *bonne foi* chez les acquéreurs, il n'y aurait pas lieu à discussion. Le demandeur pourra, peut-être, croire que c'est porter l'indulgence un peu loin. Il dira : les défendeurs savaient que j'étais propriétaire du cheval, et que je l'avais loué à Castonguay. Devaient-ils ajouter foi à celui-ci, quand il leur disait que, sans écrit, sans témoin, je lui avais vendu ce cheval pour $50 ; qu'il ne m'avait donné que $25 comptant, et que je lui avais fait crédit pour la balance, lui qui était alors insolvable ? Ils lui ont donné $100 pour le cheval. Mais comment ? Par un billet de Castonguay lui-même, qui n'avait aucune valeur. Ne devaient-ils pas s'imaginer que Castonguay. insolvable, ne possédait pas le cheval en

son propre nom ? Castonguay avait eu le cheval pendant *sept* mois, sans titre apparent, après l'expiration du bail. Mais qu'est-ce que cela signifiie ? Les défendeurs sont présumés connaître la loi, or, la loi dit que celui qui commence à posséder pour autrui est toujours présumé posséder au même titre (art. 2195 C. C.). " Les actes de pure faculté, et ceux de " simple tolérance, ne peuvent fonder ni possession ni prescrip- " tion (art. 2196). On ne peut point se changer à soi-même la " cause et le principe de sa possession " (art. 2208). *Guyot*, Répert., Vo. *Possession*, vol. 13, p. 206, al. 3, 1ère col., dit: " On ne peut par sa seule volonté, ni par le laps de temps, se " changer à soi-même la cause de sa possession." *Pothier*, traité de la Possession, édit. Bugnet, vol. 9, p. 275, no 31, dit la même chose, et, expliquant ce principe, au no 32, il ajoute: " Ce principe a lieu, non seulement à l'égard de la possession, " mais pareillement à l'égard de la nue détention d'une chose " que quelqu'un tient, non en son nom, mais pour un autre, et au nom d'un autre." Puis, il cite le cas du locataire qui continue à jouir après l'expiration du bail. " Il est censé," dit-il, " avoir toujours continué à jouir en qualité de loca- " taire." Au no 15 du même traité (Possession), il dit : " Il ne " faut pas confondre avec la possession *naturelle*, la déten- " tion de ceux qui détiennent une chose pour un autre, et au " nom d'un autre ; tels que sont des fermiers, des locataires, " des dépositaires, etc., la détention qu'ont ces personnes, etc. ; " n'est qu'une pure détention, *mera custodia*, et n'est pas " même une possession purement naturelle." Dans son contrat de louage, no 371, vol. 4, p. 126, le même auteur dit: " Le locataire qui se sert des meubles loués, après le temps " du bail expiré, commet *un vol ;* à moins qu'il n'ait un juste " sujet de croire que le propriétaire consent qu'il s'en serve." Ainsi, Castonguay n'avait pas la possession civile, ni même naturelle, du cheval, lors de la vente qu'il en a faite aux défendeurs. Il le possédait aux yeux de la loi, pour LeBlanc, et non pas pour lui-même. Voilà ce que peut dire LeBlanc, pour révoquer en doute la sincérité des défendeurs dans leur achat de Castonguay. Mais mettons cette prétention de côté. Supposons que la question se présente avec l'élément essentiel de la bonne foi chez les acheteurs. Est-il vrai que, dans notre système, la maxime " en fait de meubles la possession vaut titre," a le sens universel et absolu que lui donne la défense ? Il faut distinguer. En matières commerciales, *oui*. Oui, encore, si la chose est achetée dans une foire, marché, ou une vente publique, ou d'un trafiquant en semblables matières ou affaires de commerce en général. Il n'y a d'exception que pour la chose perdue ou volée. Mais en affaires non commerciales, la possession n'est, parmi nous, qu'une présomption de

titre, et non pas un titre même. Cette présomption, comme toutes celles de droit (*juristantum*) peut être renversée par une présomption plus forte, ou une preuve supérieure quelconque. En France il en est autrement. La maxime " en fait de meubles la possession vaut titre," fait textuellement partie de l'art. 2279 du code français, et l'application en est absolue et universelle, si ce n'est toutefois quant aux choses perdues ou volées. *Marcadé*, Contrat de vente, p. 207, 208, 364, traitant de la prohibition de la vente d'une chose appartenant à autrui, disposition nouvelle dans le code Napoléon, comme dans le nôtre, dit que cette prohibition ne s'applique pas aux meubles. Car, pour les meubles, la prescription est *instantanée*. Le véritable propriétaire ne peut jamais la revendiquer, si l'acheteur est de bonne foi. La seule exception est pour la chose perdue ou volée. *Merlin*, en son Répert., au mot " Prescription," signale pareillement cette prescription " instantanée " des meubles, comme l'appelle *Marcadé*. Elle n'est que le droit absolu de propriété qu'acquiert par la vente même l'acheteur de bonne foi, en vertu de la maxime et de l'art. ci-dessus cités (art. 2279): Les articles de notre code qui établissent une différence entre ces dispositions et celles du code français, sont les arts. 1486 et 1487. Le premier défend la vente de la chose d'autrui. Le second fait une exception pour les affaires commerciales. Les deux suivants établissent des exceptions dont il est inutile de parler.. C'est de plus l'art. 2268 qui dit: " La possession actuelle d'un meuble cor-
" porel à titre de propriétaire fait présumer le juste titre..
" La prescription des meubles corporels a lieu par trois ans ..
" cette prescription n'est cependant pas nécessaire pour empê-
" cher la revendication si la chose a été achetée de bonne foi
" dans une foire, marché ou à une vente publique, ou d'un
" commerçant trafiquant en semblables matières, ni en affaires
" de commerce en général." Puis vient l'exception concernant la chose perdue ou volée. Si la prescription d'après cet article, n'est pas nécessaire pour empêcher la revendication de la chose achetée de bonne foi, dans les *cinq* cas qu'il indique, elle est nécessaire pour l'empêcher dans tous les autres. C'est-à-dire, que, pour les autres cas, si l'acheteur ne peut pas invoquer le bénéfice de la prescription de trois ans, la chose par lui achetée, même de *bonne foi*, peut être revendiquée par le véritable propriétaire. Il est donc certain que, d'après notre système, la maxime " Possession vaut titre," n'a de sens absolu qu'en affaires de commerce, et dans certains cas exceptionnels spécialement indiqués: que, pour tous les autres cas, elle ne constitue qu'une simple présomption de droit. Notre code, en cela, a conservé l'ancienne doctrine. *Pothier*, en son traité de la possession, no 83, dit que le possesseur est réputé

propriétaire par provision. *Guyot*, Repert. vo. Possession, dit: " A l'égard des droits qui sont communs à tous les posses- " seurs, le principe consiste en ce que la possession les fait " réputer, par provision, propriétaires de la chose qu'ils pos- " sèdent jusqu'à ce que ceux qui viennent à la revendiquer " aient justifié de leur droit." Les parties ont cité plusieurs décisions à l'appui de leurs prétentions. Les defendeurs en ont cité deux, dont l'une *Bell* vs *Rigney et al.*, et *Milne*, opposant, 14 R. J. R. Q., 57. Ce jugement a été rendu par le juge SMITH en 1859. Il décide, en effet, " qu'en fait de meubles possession vaut titre." Il n'est pas facile de comprendre ce jugement, d'après le peu d'explications qui l'accompagne. Quoi qu'il en soit, le même juge a jugé tout le contraire dans la cause *Matthews* vs *Senécal*, 17 R. J. R. Q., 481. Ici le demandeur revendiquait sur le défendeur un moulin à coudre. Le défendeur disait: je l'ai acheté, de bonne foi, d'un marchand tailleur; j'avais tout lieu de croire qu'il en était le propriétaire, et la vente est bonne. Le demandeur répliquait que le vendeur n'était pas propriétaire, mais seulement locataire du moulin, et qu'il le possédait, à l'époque de la vente, en vertu d'un bail. La preuve avait démontré que le demandeur Matthews n'avait pas loué, mais vendu le moulin, pour une certaine somme payable sous un certain délai, et qu'il avait été convenu que Matthews resterait propriétaire, tant que le moulin ne serait pas entièrement payé. Or, l'acheteur avait payé $40 à compte. Malgré cela, le jugement a décidé que Matthews, le vendeur du moulin, était resté propriétaire, la saisie revendication fut déclarée bonne, et Senécal, l'acheteur de bonne foi du moulin, fut condamné à le remettre. Ce jugement a été rendu en 1863. Le même juge a décidé, le 28 juin 1862, que le propriétaire d'un cheval perdu pouvait le revendiquer sur un acheteur de bonne foi qui l'avait acheté dans une place publique où se vendaient des chevaux. Mais ici il y a la circonstance de la chose perdue qui change la question. La cause où la question a été la plus débattue et jugée avec le plus de soin, en appel même, est celle *Fawcett et al.* vs *Thompson et al.*, 16 R. J. R. Q., 129. On a savamment discuté la maxime " en fait de meubles possession vaut titre." Les cinq juges de la Cour d'Appel ont été d'opinion que, en règle générale, l'acquéreur de bonne foi, *dans le cours ordinaire du commerce*, devient propriétaire, bien que le vendeur ne le fût pas. Mais, en lisant attentivement les débats, et les motifs de la décision, on voit que ce sont les principes applicables aux affaires de commerce qui ont prévalu en cette cause. Elle a été jugée avant la mise en force de notre code, en 1861. Les parties étaient toutes commerçantes en ces mêmes matières que les objets vendus. La décision est tout à

fait conforme aux articles cités de notre code, vu qu'il s'agit d'une affaire de commerce. De plus, on a appliqué à cette cause la loi 10 et 11 Vict., c. 10, et la cour a déclaré que, d'après cette loi qui regarde uniquement le commerce, il ne pouvait y avoir aucun doute sur la question. On s'est appuyé aussi sur les lois et la pratique du commerce dans les différents pays de l'Europe, et la question a été évidemment jugée au point de vue du commerce. On ne peut pas accepter ce jugement, rendu en 1861, comme faisant la jurisprudence quant aux ventes non commerciales. Tout ce qu'il décide c'est que l'acheteur de bonne foi, dans le cours ordinaire des affaires commerciales, devient absolument propriétaire. On dira peut-être : mais il s'agit ici d'une affaire de commerce. Castonguay, le 22 janvier dernier, était commerçant de même que les défendeurs. Les parties ont si peu compris que la vente du cheval, par Castonguay au défendeur, était une affaire commerciale, qu'elles n'ont pas même eu l'idée de placer la question sur ce terrain. L'art. 1488 dit : " La vente " est valide s'il s'agit d'une affaire commerciale." L'art. 2268 dit : " si la chose est achetée de bonne foi d'un commerçant " trafiquant en semblables matières " ou acheté en affaire de " commerce en général." Ces dispositions ne regardent que les commerçants qui font affaires dans le cours ordinaire de leur commerce. Si Castonguay et les défendeurs avaient été commerçants de chevaux, l'achat du cheval par ces derniers, le 22 janvier, aurait été inattaquable, et leur prétention serait bien fondée. Mais autre chose est d'être marchand, commerçant de cuir ou de bois, et d'être commerçant de chevaux. Pour cette vente de cheval, Castonguay et les défendeurs étaient dans la position des non-commerçants. Le jugement qui décide le plus directement la question du sens à donner à la maxime *en fait de meubles possession vaut titre*, est un jugement rendu par la Cour de Revision, SMITH, BERTHELOT et MONK, juges, le 31 octobre 1866, 16 R. J. R. Q., 128. Là, on a discuté encore la question longuement. C'est l'avocat qui avait succombé en la cause de *Fawcett* vs *Thompson et al.* qui plaidait pour le défendeur, et il n'a pas manqué d'invoquer la décision rendue en cette cause. Gould avait loué un piano à Sara-Ann Smith, le 13 juillet 1864. Elle le vendit à Norton, pour £40, dans le cours du même mois, et Norton en prit possession. Cowan, en octobre, avait acheté le piano de Norton pour $150, et l'avait fait transporter chez lui, où il fut saisi en décembre, par Gould, le premier propriétaire. Il y avait certainement bonne foi chez l'acheteur. La cour a décidé que le piano appartenait à Gould, le demandeur ; que tout propriétaire avait le droit de revendiquer un effet mobilier, pendant l'espace de trois ans, entre les mains d'un acqué-

reur de bonne foi, que la possession, moindre de trois ans, ne conférait aucun titre à l'encontre du véritable propriétaire. Cette décision me paraît tout à fait conforme à notre jurisprudence, et tranche tout à fait la question. Venons-en maintenant au moyen en premier lieu invoqué par la défense: la vente verbale du cheval, par le demandeur à Castonguay, le ou vers le 16 juin, immédiatement après l'expiration du bail. On s'est opposé, de la part du demandeur, à la preuve par témoins de cette convention, sur la raison qu'elle venait en contradiction avec un acte, et qu'elle avait pour but de détruire cet acte qui est même authentique. On a prétendu que, du moment qu'il existait une preuve par écrit de l'existence d'une convention quelconque, une des parties à cette convention ne pouvait prouver autrement que par preuve littérale l'extinction, l'annulation de cet écrit, ou aucune convention nouvelle détruisant la première; que, dans le cas actuel, un bail authentique, et de plus une vente judiciaire, constataient le droit de propriété du demandeur, et qu'on ne pouvait prouver autrement que par un écrit qu'il avait perdu ce droit, que le défendeur avait cessé de posséder le cheval en vertu d'un autre titre que le bail. Pour décider cette objection, il faut bien comprendre la règle "que la preuve orale ne " peut être admise pour prouver outre ou contre le contenu " d'un acte, ou même ce qui a été dit avant et pendant et " après la passation de l'acte." L'art. 1234 du code exprime laconiquement cette prohibition en ces termes: "Dans aucun " cas, la preuve testimoniale ne peut être admise pour contre- " dire ou changer les termes d'un écrit valablement fait." Cette règle signifie qu'on ne peut, par aucune preuve testimoniale, retrancher, ajouter aux termes d'un écrit, ni modifier en aucune manière les obligations ou les droits que cet écrit constate. Ainsi, il faut que la preuve orale porte sur quelqu'une des stipulations de l'écrit, et en change ou contredise les termes. Mais si ce genre de preuve laisse intact l'écrit, de même que si elle tend à l'expliquer, et à lui donner toute son étendue, elle est admise. Les auteurs, anciens et nouveaux, ont agité la question de savoir si cette prohibition de la preuve orale, contre les termes d'un écrit, formulé par l'art. 1341 du code français, et l'art. 1234 du nôtre, s'opposait à la preuve par témoins du paiement ou de la remise partielle ou totale d'une créance constatée par un écrit. Bien entendu que l'on supposait toujours que le montant de la somme payée ou remise n'excédait pas le montant de la prohibition, 100 frs dans l'ancien droit, 150 dans le nouveau et 300 dans le nôtre. Ils se sont divisés en deux camps, sur ce point que n'a réglé ni le code Napoléon ni le nôtre. Pour l'affirmative, c'était Boiceau, Pothier, Duranton, Delvincourt, Zachariæ, Bonnier,

Marcadé. Pour la négative c'était Fafard, Merlin, Larombière. Mais aucun de ces auteurs n'a parlé nettement d'une convention verbale substituée par les parties à une convention écrite, la détruisant, par conséquent, et formant un nouvel état de choses entre les parties contractantes. Larombière ne parle pas de ce cas, dans ses commentaires sur l'art. 1341. Il pose des règles générales, qui ont peu de portée sur la question. 5 *Marcadé*, à la page 114 de son traité des obl., maintient que l'on peut prouver par témoins qu'une convention *écrite* a été modifiée, et en même temps *supprimée*, ou détruite, et anéantie, par une convention verbale qui la remplace. Il trouve ce point tellement clair qu'il explique, par là, comment aucun auteur n'a songé à le traiter. Pourtant un arrêt de cassation du 17 janvier 1872 a décidé le contraire. Mais dit *Marcadé*: "*l'hérésie est en vérité trop lourde.*" A la page 115, cet auteur pose ainsi la règle qui doit déterminer l'admission ou le rejet de la preuve par témoins, contre un écrit public ou privé: voy. *Marcadé*, 5e vol., p. 106. *Zachariæ*, traité des obl. et des contrats, vol. 3, p. 522, s'exprime dans le même sens: " Ainsi," dit-il, " ce principe ne s'oppose " pas à l'admission de la preuve testimoniale, toutes les fois " qu'il s'agit d'un fait qui, bien que se rapportant à la teneur " de l'acte, n'est cependant pas en contradiction avec sa " teneur, et ne peut être considéré comme ajoutant à son con- " tenu." Les annotateurs de *Zachariæ* et ses traducteurs, *Massé* et *Vergé*, appliquant cette règle à la preuve du paiement d'une créance constatée par écrit, observent qu'il ne peut y avoir aucune objection à la preuve orale. " Cela," disent-ils, " est incontestable. C'est là un fait indépendant de " l'acte, qui ne le modifie en rien, et qui peut toujours être " prouvé par témoins," si toutefois l'importance du litige ne s'y oppose. Cette opinion, par identité de raison, s'applique exactement au cas d'une convention nouvelle. Mais on ne pourrait pas prouver par témoins qu'un bail écrit pour six années a été réduit, par ex., à six ou neuf mois. Car ici ce serait changer, par la preuve orale, les conditions, les termes d'un écrit. *Greenleaf*, on Ev., 1 vol., sec. 303, p. 352, dit : " Neither is the rule infringed by the admission of oral evid- " ence *to prove a new and distinct agreement*, upon a new " *consideration*, whether it be as a substitute for the old, or " in addition to or beyond it." Dans ce dernier cas, il exige la résiliation ou l'abandon du marché primitif. Ces autorités ne laissent aucun doute sur la légalité de la preuve testimoniale, pour établir la vente verbale du cheval loué par LeBlanc à Castonguay le 16 juin dernier. Car c'est une convention indépendante de la première, qui établit un nouvel état de chose entre les parties, qui n'ajoute rien à un écrit, qui n'en

change, contredit ou modifie en aucune manière les termes. Notre art. 1234 n'est donc pas violé. Reste maintenant à apprécier la preuve testimoniale faite. Ce n'est pas le moins difficile : Un seul témoin est produit. Il n'en faut pas davantage pour prouver un fait. Seulement quand un témoin est seul, son témoignage doit offrir une entière confiance, et satisfaire pleinement la conscience du tribunal. Voyons d'abord, comment LeBlanc attaque le témoignage de Castonguay ; ensuite nous verrons ce que les défendeurs répondent. Quel témoignage, dit LeBlanc, présente la défense pour établir sa vente verbale du 16 juin ? Celui de Castonguay lui-même, qui a vendu le cheval aux défendeurs. Si ce cheval était revendiqué sur lui, au lieu de l'être sur ces acheteurs, il ne pourrait pas certainement être témoin pour lui-même. Or c'est par son fait, par sa fraude, dit-il, qu'il ne peut être aujourd'hui témoin. Il ne parle pas pour lui-même, mais il parle pour ceux dont il est le garant. N'y a-t-il pas quelque chose qui répugne, dans la pensée qu'un emprunteur, ou locataire, va vendre la chose louée ou prêtée, et que, sur son témoignage, le propriétaire sera dépouillé de son bien ? la loi ne répudie pas un tel témoin. Mais n'est-ce pas le devoir du juge d'apporter la plus grande prudence dans l'appréciation de son témoignage ? Est-il complètement désintéressé ? la défense dit : oui. Car il est entre deux feux. Parle-t-il contre LeBlanc, celui-ci le traduit au banc criminel, pour appropriation frauduleuse de valeur. Parle-t-il contre les Rasconi, ceux-ci l'arrêtent aussi pour obtention de valeur sous de faux prétextes. Donc il n'a pas plus d'intérêt d'un côté que de l'autre. Mais, dit toujours LeBlanc, si Castonguay avoue qu'il a vendu un cheval qui ne lui appartenait pas, il prononce sa propre condamnation devant une cour criminelle. Il confesse publiquement sa turpitude, et se perd dans l'opinion publique. En soutenant que son acte est honnête, que le cheval lui appartenait, il ne fournit aucune preuve contre lui ; il laisse le public à juger entre son serment et celui de LeBlanc. Son témoignage est-il sans reproche sous le rapport de la concordance, de la plausibilité ? D'après ce qu'il dit, il est devenu propriétaire du cheval avant le bail, le jour même que LeBlanc l'a acheté, en par lui remboursant à LeBlanc les $25 qu'il lui avait coûtés. Pourtant, *quatre* jours après, il le loue de LeBlanc et le bail, par des stipulations particulières, indique évidemment que LeBlanc était propriétaire du cheval loué que Castonguay devait lui remettre au bout de trois mois. Donc Castonguay est propriétaire, et il se constitue locataire de la même chose. Mais Castonguay était insolvable et le bail n'a pas eu d'autre but que de mettre le cheval à l'abri des poursuites des créanciers. On ne prétend pas cela

par la défense. Au contraire, on traite le bail commé sérieux. Car, on admet que Castonguay a possédé en vertu de ce bail, jusqu'à son expiration, et l'on se fonde sur une vente subséquente. A part cette contradiction, n'existe-t-il pas une invraisemblance dans le témoignage de Castonguay? Il dit: j'ai acheté le cheval pour $50. J'ai payé LeBlanc $25 comptant et LeBlanc m'a fait crédit pour la balance. LeBlanc faire crédit à un insolvable! LeBlanc, homme d'affaire, se déposséder du cheval sans retenir son droit de propriété jusqu'à ce qu'il fut payé en entier! Voilà donc ce que dit le demandeur. Mais que disent à leur tour les défendeurs? La crédibilité de Castonguay n'est pas attaquée. Son témoignage doit donc être reçu comme celui d'un honnête homme; et comment croire qu'un honnête homme puisse faire un faux serment? LeBlanc, à l'expiration de son bail, a reçu $25 de Castonguay. Il en avait reçu $25 lors de la passation du bail; pourquoi a-t-il reçu ces seconds $25? Ce n'est pas pour loyer du cheval, puisque le bail était fini et que le louage était payé. Ce ne peut être que pour une vente. Donc, il y a eu vente; est-ce que ce fait ne corrobore pas le témoignage de Castonguay? L'équité est de notre côté, disent encore les défendeurs, car LeBlanc évalue lui-même le cheval à $50, et il est, en preuve, admis de LeBlanc lui-même, qu'il a reçu $50 de Castonguay, $25 lors du bail, $25 après l'expiration du bail. Il a donc reçu la valeur du cheval, et il demande encore ce cheval. Pour $50, il veut donc en avoir $100. LeBlanc veut spéculer, dit encore la défense. Grâce à un certain entendement, dans l'intérêt de Castonguay, il a le cheval pour $25. Il a retiré ces $25, et encore 25 autres, et il demande encore le cheval. Enfin, ajoute la défense, le fait que LeBlanc laisse le cheval du 16 juin au 22 janvier, sans titre apparent, entre les mains de Castonguay, ne donne-t-il pas de la plausibilité au témoignage de ce dernier? ne fait-il pas présumer une vente? Voilà les raisons de part et d'autre; et il faut avouer qu'elles sont fortes, et qu'il est difficile de dire de quel côté doit pencher la balance de la justice. Quoi qu'il en soit, il faut prendre les faits tels que la preuve les présente, et juger du droit d'après les règles établies. Que LeBlanc ait voulu spéculer ou rentrer dans ses fonds, qu'il se montre exigeant, ou qu'il revendique seulement ses droits, la cour n'a pas à s'occuper de cela. LeBlanc est propriétaire, en vertu de titres admis, jusqu'au 16 juin. Pour renverser son droit de propriété ainsi établi, on n'a que le témoignage d'un seul témoin. Dans les circonstance, lorsqu'il s'agit du *maximum* du montant pour lequel la preuve orale est admise, lorsqu'il y a, contre la sincérité du témoignage de ce témoin, les deux circonstances déjà signalées, de l'intérêt et de l'invraisem-

blance, dans la position toute particulière où se trouve Castonguay en cette cause, on voit, de suite, que son témoignage a besoin d'être fortement corroboré. Il était entendu, avant l'achat de LeBlanc, que celui-ci achetait pour Castonguay. Donc, il n'est pas surprenant, dit-on, que LeBlanc ait effectivement vendu le cheval à Castonguay. En supposant que cette entente fut susceptible de preuve orale, le bail passé subséquemment la fait disparaître. LeBlanc a laissé le cheval 7 mois entre les mains de Castonguay après l'expiration du bail, sans titre apparent. LeBlanc était propriétaire en vertu de titres incontestables. Il pouvait prêter son cheval, le laisser entre les mains de n'importe qui, pendant n'importe quel espace de temps, sans aucun préjudice à ses droits. Du reste, il avait le cheval sous ses yeux. Il pouvait, au besoin, le revendiquer, aussitôt qu'il sortirait, de celui à qui il en avait confié la possession. Les articles cités du code, c.-à-d. les art. 2195, 2196, l'opinion des auteurs cités, le jugement, enfin, de la cour d'appel du 21 mars dernier, établissent pleinement la subsistance du droit de propriété, indépendamment de la possession. On ne peut pas voir une présomption, même la plus faible, corroborative du témoignage de Castonguay, dans le fait qu'il a possédé le cheval pendant 7 mois après l'expiration du bail. La circonstance la plus forte, à l'appui du témoignage de Castonguay, et c'est la seule, est celle du paiement de $25 à LeBlanc, le 16 juin, date de la vente verbale. Si on admettait le témoignage de LeBlanc, ce paiement se comprendrait facilement. Il aurait été donné à compte des $100 que Castonguay était convenu de payer à LeBlanc pour le cheval. Mais ce témoignage ne peut pas faire preuve pour LeBlanc, de même qu'il ne peut être divisé contre lui. A côté de la présomption qui naît de ce paiement de $25, s'en élèvent deux autres dans le sens opposé. 1. Est-il possible de croire que LeBlanc ait renoncé à son droit de propriété, sur le cheval, avant d'être entièrement payé de ce qui lui était dû sur ce cheval, Castonguay étant insolvable? 2, Peut-on croire que Castonguay, insolvable, ait osé posséder, comme propriétaire, un cheval de valeur, pendant *sept* mois, au vu et su de ses créanciers? La présomption favorable à la défense suggère bien l'idée d'une vente, mais les deux autres font croire que le vendeur n'a pas renoncé à son droit de propriété. Le jugement en la cause de *Matthews* vs *Senécal*, 17 R. J. R. Q., 481, établit bien que l'on peut légalement vendre un cheval et se réserver son droit de propriété sur le cheval, rester maître et propriétaire du cheval, tant que le prix n'est pas entièrement payé, bien que le cheval soit en la possession de l'acheteur. On voit, par le jugement rendu par la plus haute cour du pays, le 21 mars dernier, combien on doit res-

pecter le droit de propriété. Un cheval est acheté à une vente judiciaire, et laissé entre les mains du saisi après la vente. L'acheteur n'en avait jamais pris possession. Le saisi plus tard devient insolvable : il fait une cession de ses biens, et du cheval à un syndic officiel : ce syndic vend le cheval à un nommé Foy ; alors la veuve du premier acheteur, car celui-ci était mort dans l'intervalle, revendique le cheval, sur ce tiers acquéreur de bonne foi, et cette veuve obtient le cheval. La cour décide que le fait que le mari de cette femme s'était porté adjudicataire du cheval, à une vente judiciaire, et qu'il en avait payé le prix, le rendait propriétaire envers et contre tous. La défense, dans cette cause, n'était pas la même que dans celle-ci, mais le jugement démontre qu'il faut une preuve très forte pour renverser un droit de propriété clairement établi. Je suis d'opinion que la preuve de la convention verbale du 16 juin, invoquée par les défendeurs, est insuffisante pour renverser les titres authentiques, incontestables et incontestés du demandeur, l'action est maintenue. (4 R. L., 595.)

R.-E. FONTAINE, pour le demandeur.

J.-B. BOURGEOIS, pour les défendeurs.

PROCEDURE CRIMINELLE.—SOMMATION.

COUR DU MAGISTRAT DE DISTRICT, Richelieu,
Sorel, 25 juillet 1873.

Présent : DORION, Magistrat.

In re LOUIS MILLETTE.

Jugé : Qu'il n'est pas nécessaire de mentionner, dans un bref de sommation, le nom de la personne qui a fait la plainte, ni la résidence et la qualité de la personne assaillie, lorsque la plainte est pour acte de vagabondage commis envers cette personne.

" Province de Québec, district de Richelieu, ville de Sorel. A Louis Millette, cultivateur de la paroisse de Sainte-Victoire, dans le district de Richelieu. Attendu qu'une plainte a, ce jour, été faite devant le soussigné, magistrat de district, dans et pour le district de Richelieu, contre vous, pour avoir, le ou vers le 24 juin 1873, en la paroisse de Sainte-Victoire, dit district, pendant que Bazilice Julien passait paisiblement sur la voie publique, près de l'église catholique de la paroisse de Sainte-Victoire, gêné et incommodé Bazilice Julien, insulté Bazilice Julien, en courant après elle et en lui jetant des

matières enflammées à la figure, et d'avoir commis, par cela, un acte de vagabongage, dans le sens de l'acte intitulé : " Acte relatif aux vagabonds," étant le chapitre 28 des statuts du Canada, 32 et 33 Victoria, le tout contrairement à la forme du statut en pareil cas fait et pourvu. En conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'être et de comparaître le 25e jour de juillet prochain, à dix heures de l'avant-midi, dans le palais de justice, en la ville de Sorel, dans le district de Richelieu susdit, devant le soussigné, magistrat de district pour ledit district, aux fins de répondre à la plainte, et subir ultérieurement tel jugement que de droit. Donné, sous mon seing et sceau, ce 22e jour de juillet, dans l'année de Notre Seigneur 1873, en la ville de Sorel, dans le district de Richelieu. Charles DORION, Magistrat de district."

Le défendeur objecta qu'il avait intérêt à connaître par qui il était poursuivi, et que le nom du plaignant n'était pas mentionné dans la sommation, ainsi que la résidence et la qualité de Bazilice Julien. Le magistrat rejeta l'objection du défendeur, et ordonna l'instruction. (4 R. L., 609.)

A. GERMAIN, pour la plaignante.

M. MATHIEU, pour le défendeur.

FRAUDE.—VENTE.—ACTE SIMULE.

COUR DU BANC DE LA REINE, EN APPEL,
Montréal, 23 juin 1873.

Présents : DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J. MONK, J., et TASCHEREAU, J.

Dame JOSEPHINE LAVOIE *et vir*, appelants, *et* Messire PIERRE LAPIERRE *et al.*, intimés.

Jugé : Que, lorsqu'un testateur a laissé tous ses biens à son épouse, pour en jouir en pleine propriété, et comme bon lui semblerait, à la charge qu'à son décès, elle retournerait aux héritiers du testateur les biens ainsi légués, ou ceux d'entre eux qui pourraient encore exister ou être entre ses mains, si la veuve qui s'est remariée, a, dans le but de favoriser les enfants nés de son second mariage, vendu à un tiers, ami de la famille et de son second mari, avec l'autorisation de ce dernier, l'un des immeubles à elle ainsi légués par son premier mari, cette vente n'est ni simulée, ni faite en fraude des droits des héritiers du testateur, et que le motif pour lequel elle est faite est louable et légal.

L'appelant énonçait ses prétentions comme suit : Le jugement dont est appel a été rendu par la Cour Supérieure de ce district, le 30 mars 1872, TORRANCE, J. Ce jugement se lit

comme suit : " La cour, attendu que les demandeurs n'ont " pas prouvé les allégués essentiels de leur déclaration ; " déboute les demandeurs de leur action, avec frais en faveur " de messire Pierre Lapierre, mais sans frais quant au défen- " deur Forest." L'action des demandeurs, appelants, était une action en révocation d'un certain acte de vente, prétendu avoir été passé à Montréal, le 22 septembre 1864, par Cecile Slicer, alors l'épouse de Gédéon Forest, un des intimés, et autorisée par ce dernier, en faveur de Messire Pierre Lapierre, aussi un des intimés, la prétendue vente étant celle d'un certain terrain décrit à l'acte, ainsi qu'en la déclaration des demandeurs. Cette vente paraît avoir été faite pour et moyennant le prix de mille louis courant, que l'acquéreur Lapierre promet par " l'acte bien et dûment payer aux ven- " deurs à première demande et réquisition et sans intérêt jus- " qu'à la demande." Le 26 septembre de la même année, quatre jours après la passation de l'acte, les vendeurs Cécile Slicer et l'intime Forest, reconnaissant "avoir eu et reçu à vue et présence " des mêmes notaires qui avaient reçu l'acte de vente, le prix de vente stipulé à l'acte, savoir la somme de £1000 courant, de l'intimé Lapierre. Le terrain ainsi vendu par Dame Slicer à Lapierre était la moitié indivise d'un certain immeuble faisant partie de la succession de feu Moïse Lavoie, en son vivant l'époux de Cécile Slicer. Moïse Lavoie avait, par son testament en date du 7 septembre 1852, passé devant M. Houlé, notaire, légué à Cécile Slicer, alors son épouse, " tous les biens tant mobiliers qu'immobiliers qu'il " délaisserait à son décès, pour par elle en jouir en pleine pro- " priété et comme bon lui semblerait, avec la clause et consi- " dération cependant qu'au décès de Cécile Slicer, les biens " ainsi légués, *ou tels d'iceux qui pourraient encore exister* " *ou être entre ses mains alors*, retourneraient aux héritiers " du testateur." Lavoie décéda le 13 janvier 1853, laissant dans sa succession l'immeuble dont la moitié indivise (sa part de communauté) fait l'objet de la contestation entre les parties en cette cause. Aux termes du testament qui vient d'être cité, Dame Slicer avait la propriété et jouissance de la moitié indivise dudit immeuble, avec la clause et considération mentionnée au testament. Après la mort de Lavoie, sa veuve, Cécile Slicer se mit et resta en possession de la moitié inditié indivise de l'immeuble, et épousa ensuite Gédéon Forest, l'intimé, et eut de ce mariage quatre enfants qui sont encore mineurs. Cécile Slicer est décédée le 15 mai 1869, laissant vivants ses enfants mineurs. Au décès de Cécile Slicer, la seule héritière légitime du susdit testateur, Lavoie, était Joséphine Lavoie, l'appelante en cette cause. Mais dès le 22 septembre 1865, trois ans et huit mois avant sa mort, Dame

Slicer avait passé, en faveur de Lapierre, le contrat de vente dont l'appelante, Joséphine Lavoie, demande la révocation par son action. L'appelante prétend avoir prouvé : 1°. Qu'en sa qualité de seule héritière de Lavoie, elle avait le droit de rentrer en possession de cette partie des biens provenant de la succession de son frère, Lavoie, qui *existaient et étaient entre les mains* de Cécile Slicer, lors du décès de cette dernière. 2°. Que, de fait, lors de son décès, Cécile Slicer possédait et était vraiment la propriétaire de la moitié indivise de l'immeuble, à elle léguée par son premier mari Lavoie, à la condition précitée. 3°. Que l'acte de vente passé par Cécile Slicer, assistée et autorisée par son second mari, l'intimé, Gédéon Forest, par lequel acte elle cède et transporte à Lapierre la moitié indivise de l'immeuble, moyennant la somme de £1000, est un acte simulé, passé collusoirement par Cécile Slicer, Forest son mari et Lapierre, au détriment et en fraude des droits légitimes de l'appelante, et dans le but de favoriser indûment les enfants de la seconde communauté, au mépris des intentions évidentes et des dispositions testamentaires de Lavoie, en faveur de ses héritiers légitimes, après le décès de Cécile Slicer, son épouse. Il n'y a pas de contestation, quant aux droits de l'appelante, d'hériter de la moitié de tous les biens meubles et immeubles provenant de la succession de Moïse Lavoie, qui auraient pu exister et se trouver entre les mains de Cécile Slicer lors de son décès. Toute la question se résume à savoir si Cécile Slicer, son mari Forest, l'assistant et l'autorisant, et Lapierre, ne se sont pas entendus pour passer un acte simulé, qui, en transférant sans raison ni considération, pour la forme et momentanément, la propriété dont l'appelante devait être l'hérétière, n'ont pas, injustement et au profit des enfants d'une seconde communauté, privé l'appelante de ses droits à la succession de son frère Lavoie. On comprend, de suite, la difficulté où se trouve l'appelante de faire une preuve directe de collusion et de fraude, en face d'une disposition testamentaire comme celle qui se trouve au testament de Lavoie. Il suffisait à la femme Slicer de trouver un homme d'affaires un peu intelligent, qui sût qualifier de " bonne spéculation " une transaction qui privait l'appelante de ses droits légitimes, et qui eût l'aplomb nécessaire pour expliquer cette spéculation d'une manière plausible. C'est ce que l'intimé Lapierre à essayé de faire dans sa déposition. D'abord Lapierre connaissait le testament de Lavoie, avec la condition que ce testament contenait. Il n'ignorait donc pas que l'appelante avait droit à l'héritage de cet immeuble dans le cas où Cécile Slicer n'aurait pas été forcée de l'aliéner avant son décès ; car il n'y a pas de doute que le testateur Lavoie n'avait pas d'autre intention, en faisant ce testament,

que d'assurer la réversion de sa succession à ses héritiers, à la mort de sa veuve. Lapierre s'est-il enquis, avant cet achat, des raisons ou des motifs de cette vente? Non. Y avait-il nécessité pour cette vente? Non, et mieux que personne l'intimé Lapierre devait le savoir. Le prix de vente qu'il devait payer était-il tellement alléchant que la femme Slicer dût céder à la tentation de vendre? Non, la propriété vendue valait évidemment plus que le prix prétendu payé. En s'adressant à l'intimé Lapierre, la défunte Slicer lui avait-elle fait part de ses doutes sur la légitimité de cette transaction? La présomption affirmative qu'entraînent nécessairement la position de l'acheteur, la connaissance qu'il avait eue du testament et le prix de la vente, devient un fait indubitable par les aveux de Dame Slicer à Marguerite Huneau, épouse de Saint-Louis, ainsi que par les conversations de l'intimé Forest et de sa défunte épouse avec le témoin Frs Bissonnette. Tous les témoins du reste, s'accordent à appeler cette propriété la propriété Forest, et les voisins n'ont connu le prétendu propriétaire Lapierre que dans le mois de juin 1870, c'est-à-dire quatre ans après le prétendu achat, et après l'institution de l'action de l'appelante. Il est assez étrange que ce ne soit qu'à cette date que l'intimé Lapierre ait pensé de faire acte de propriétaire, en venant défendre aux sous-locataires de Forest de payer le loyer entre les mains de ce dernier, qu'il qualifie pourtant, ensuite, si cordialement du titre "d'ami." Chose encore étrange, c'est que les voisins et amis de Forest n'aient pas eu connaissance du fait que ce dernier avait reçu $4000, d'un seul coup; or, ces faits sont toujours connus lorsqu'ils se produisent d'une manière avouable. Tout ce que l'on sait, cependant, par tous ses voisins et ses amis, c'est la haine de la défunte Slicer contre l'appelante, et le désir bien arrêté, d'elle et de son mari Forest, de frustrer l'appelante de la succession de son défunt frère. L'attention du tribunal a été attirée sur la déposition de l'intimé Lapierre. Malgré l'état et la position du témoin, il est bien difficile de se soustraire à une impression extrêmement défavorable à la crédibilité de ce témoin, à la lecture de son témoignage. Outre les contradictions qu'il renferme et la jactance qui le caractérise, il s'en exhale un parfum qui ne ressemble en rien à celui de la droiture et de la bonne foi. L'intimé Lapierre connaissait, comme on l'a déjà dit, la disposition testamentaire de Lavoie au sujet de la propriété en question. Il était l'ami de Forest, et un des aviseurs spirituels de son épouse. Il avait fait des transactions assez fréquentes avec Forest. On doit donc présumer qu'il y avait pour lui peu de secrets dans leurs affaires domestiques, et qu'il connaissait bien les dispositions des époux vis-à-vis de l'appelante. Il s'est évidemment prêté avec connais-

sance de cause à cet acte de spoliation. Il est vrai qu'avec tout l'aplomb possible, il déclare que c'est de bonne foi qu'il a remis, par l'entremise des notaires instrumentaires, l'argent qui constituait le prix de vente, et que "*cet argent*" ne lui a jamais été remis depuis par l'intimé Forest. Y aurait-il dans l'expression "*cet argent*" une de ces restrictions mentales ingénieuses dont se prévalent certaines consciences adroites; ou bien encore le témoin voulait-il dire, toujours au moyen du même procédé, que l'intimé Forest "*lui-même*" ne lui aurait jamais remis cet argent. Si on en croit la manière de répondre du témoin, ses réponses doivent toujours être prises dans leur sens le plus *littéral*, et certes c'est seulement pour une interprétation littérale aussi absolue que l'on peut concilier cette réponse de l'intimé Lapierre avec les témoignages d'André Lapierre, son père, et de Jérémie Malette, ainsi qu'avec les présomptions qui ressortent des autres faits de la cause. En effet, le témoin André Lapierre dit, à plusieurs reprises en sa déposition, que son fils, l'intimé, lui a parlé de son achat de la propriété en question, lui a demandé la somme de $4000 pour cet objet spécial, laquelle somme l'intimé Lapierre lui aurait remise peu de temps après, le témoin ajoutant que c'est le même argent qu'il lui avait prêté. Cette déposition si claire, si simple, si franche, écarte toute espèce de doute quant à la vérité qu'elle contient. C'est en vain que l'intimé dit, dans sa déposition, qu'en faisant cette déclaration, son père était sous une fausse impression. Dans sa déposition même, l'intimé dépose d'un fait qui prouve nécessairement l'exactitude du témoignage de son père. Ne dit-il pas, en effet, en parlant des prêts d'argent de son père et de son beau-frère, M. Rodier: "lorsqu'ils me prêtent cet argent, je leur donne mon billet *qu'ils me remettent au jour que je rapporte l'argent.*" Comment alors le père ignorait-il qu'il a un billet entre les mains pour un montant de $4000, s'il est vrai que l'intimé ne lui a jamais remis ce prêt, comme ce dernier le prétend? Est-il possible, d'un autre côté, de présumer qu'André Lapierre, marchand et homme d'affaires rangé, ait pu les négliger au point de prêter $4000, pour un achat de propriété, sans billet, sans entrée quelconque dans ses livres. Un autre fait qui prouve que réellement le prix de vente payé par l'intimé Lapierre lui a été remboursé par Forest, c'est que rien n'indique que l'intimé Forest ait appliqué le montant qu'il prétend avoir reçu de Lapierre à quelques fins que ce soit, et cependant il empruntait, le 9 février 1866, $200 de la Société de Construction, le 26 mars 1868, $750 de Michel Laforce, le 20 février 1869, $400 de Firmin Forest, formant en tout $1350, en l'espace de trois ans; et il n'y a pas l'ombre d'une preuve que pendant cet espace de temps Forest ait subi des

pertes dans son commerce ou des malheurs pécuniers quelconques ; il n'a pas même essayé de prouver quel usage il aurait pu faire de cet argent. Que l'on ajoute à cela la preuve que l'appelante a faite des cautionnements donnés par l'intimé Lapierre, pour les deux premières sommes de $200 et $700, empruntées comme susdit par l'intimé Forest, et ce, après qu'il eût payé comptant tout le prix de son achat, et *seulement à titre d'ami et pour services rendus*, et l'on aura la mesure de la force du témoignage de l'intimé Lapierre. Mais il y a plus : le témoignage de Jérémie Mallette révèle un fait étrange et d'une grande signification. Mallette qui est loin d'être un témoin suspect contre les intimés, ne dit-il pas : " Dans une conversation que j'ai eue avec Lapierre, il " y a cinq mois, ou à peu près, il n'y a certainement pas un " an, Lapierre m'a dit lui-même *qu'il devait encore une* " *balance, sur le prix de vente, d'au moins* $700. Je suis " positif sur tout ceci ; " et n'ajoute-t-il pas dans ses transquestions : " Lapierre, lorsque je lui ai présenté un billet que " me devait Forest, l'a accepté et m'a dit qu'il voulait tout " payer ses dettes, parce qu'il avait une balance de $700 qu'il " devait au défendeur Forest. Alors il a examiné tout ce qu'il " *avait payé* pour Forest, et il a accepté mon billet, parce qu'il " m'a dit qu'il avait encore $700 pour payer les dettes. J'ai " compris que l'argent du prix de vente avait été remis à " Lapierre pour payer les dettes. Lapierre m'a dit lui-même " qu'il voulait payer les dettes du défendeur Forest, et que " s'il lui restait de l'argent il lui remettrait, et qu'il vendrait " la propriété parce que cela le mettrait trop de court." Avant la vente, le défendeur Forest avait besoin d'argent pour bâtir, et peu de temps après la vente quand il avait besoin d'argent, il en envoyait chercher chez Lapierre. Comment alors expliquer le paiement de bonne foi et sans remise que l'intimé Lapierre dit avoir fait, avec cette déposition de Mallette ? Ce dernier ne peut certainement pas avoir inventé ces faits, et il ne reste que l'alternative de dire que ces deux témoins, Lapierre et Mallette, se parjurent, ou que l'intimé Lapierre n'a pas dit la vérité. Si l'on ajoute tous ces faits, à toutes ces présomptions, l'absence complète de toute tentative de preuve de la part des intimés pour justifier la nature de leur transaction, l'on se convaincra que les intimés ont profité de la facilité qu'ils croyaient avoir de spolier injustement l'appelante de ses droits légitimes dans la succession de son frère, en interprétant, dans leur sens, à leur manière, la clause testamentaire dont il est question en cette cause, pour perpétrer l'acte collusoire et frauduleux dont l'appelante demande la nullité à ce tribunal.

L'intimé Messire Lapierre disait: Les appelants ont interjeté appel d'un jugement rendu le 30 mars 1872, par la Cour Supérieure, TORRANCE, J., déboutant les demandeurs de leur action. Le 7 décembre1852, Moïse Lavoie fit son testament solennel contenant la disposition suivante, en faveur de Cécile Slicer, son épouse: "Je donne et lègue à Cécile Slicer, mon " épouse, tous les biens meubles et immeubles et toutes choses " généralement quelconques, de nature mobilière et immobi- " lière, qui se trouveront m'être et appartenir au jour et heure " de mon décès sans en rien excepter ni réserver, pour, par " elle, en jouir, user, faire et disposer en pleine propriété et " comme bon lui semblera, en vertu des présentes, avec la " clause et condition, cependant, qu'au décès de mon épouse, " mes biens, ou tels d'iceux qui pourront être entre ses mains " alors, retourneront à mes héritiers légitimes." Après le décès de Lavoie, arrivé le 15 janvier 1853, Cécile Slicer a épousé en secondes noces Forest, l'un des défendeurs, duquel mariage sont nés trois enfants. Le 22 septembre 1864, Dame Slicer, assisté de son second mari, a vendu au défendeur Lapierre un immeuble dont elle tenait une moitié en vertu du testament ci-dessus récité et dont elle reçut le paiement comptant. Cécile Slicer est elle-même décédée le 15 mai 1869. L'appelante, comme héritière légitime de Lavoie, a intenté la présente action pour faire déclarer cet acte du 22 septembre 1864 simulé, faux et frauduleux, et le faire casser et annuler en conséquence, prétendant que cette vente n'avait été faite que pour favoriser indûment les enfants nés du mariage de Dame Slicer avec Forest, leur faire passer la propriété venant de Lavoie et en priver l'appelante, son héritière légitime, l'appelante demandant à être déclarée propriétaire de la moitié de l'immeuble. L'appelante cite, comme présomption que la vente en question n'est que simulée, les faits suivants, savoir: 1o que la venderesse et son mari, en possession de l'immeuble, l'ont, en diverses circonstances, appelé leur propriété; 2o que le défendeur Lapierre s'est porté caution de Forest, hypothéquant, pour sûreté du cautionnement, la propriété en question pour les montants respectifs de $200.00 et $750.00; 3o que Forest lui-même a hypothéqué la propriété en faveur de son frère; 4o que le défendeur Lapierre n'avait pas les moyens d'acheter une telle propriété argent comptant: 5o que le prix de vente de la propriété était trop au-dessous de sa valeur réelle; 6o enfin, qu'il résulterait de certaines confidences faites à la veille de sa mort par Cécile Slicer qu'elle avait vendu la propriété au défendeur Lapierre pour la conserver à ses enfants. L'intimé a, par son plaidoyer, invoqué le droit qu'avait la venderesse de vendre la propriété en vertu du testament sus-récité, et affirmé que la vente a été faite de

bonne foi, pour argent payé comptant, et qu'il a toujours été depuis et est encore seul propriétaire de l'immeuble. Il explique le fait d'avoir cautionné pour Forest, par cet autre fait que Forest était son ami, lui avait rendu des services et était en compte courant avec lui, pour marchandises à lui, intimé, vendues et livrées. Il produit un bail de la propriété en vertu duquel les vendeurs ont continué de l'occuper comme locataires. S'il est vrai que Forest et sa femme ont appelé l'immeuble en question "leur propriété," cet incident n'est d'aucune importance, vu que les locataires ordinaires emploient cette forme de langage pour désigner la maison qu'ils occupent. Quant au fait que Forest aurait hypothéqué cet immeuble de l'intimé, de même qu'aux motifs qui ont déterminé Forest et sa femme à vendre, ils ne peuvent préjudicier aux droits de l'intimé Lapierre qui, étant acquéreur et propriétaire de bonne, ne peut perdre aucun de ses droits en raison des intentions et des actes des tiers. Les questions qui se présentaient au tribunal inférieur, n'étaient donc que les deux suivantes, dont la solution dans le sens de l'intimé ne présentait aucune difficulté : 1o. Cécile Slicer avait-elle, par le testament de Lavoie, le droit de vendre l'immeuble en question ? 2o. La vente du 22 septembre 1864 est-elle réelle et a-t-elle été effectuée du côté de l'intimé de bonne foi, et en a-t-il payé le prix ? La solution de la première question dans le sens affirmatif ne pouvait présenter aucune difficulté ; la clause du testament ci-dessus récitée est tellement claire qu'elle ne peut permettre deux interprétations. Aussi, les appelants se sont-ils bien gardés de mettre en doute le droit qu'avait Dame Slicer de vendre l'immeuble. La deuxième question ne présentait pas plus de difficulté. Les appelants ont tenté, il est vrai, d'attaquer la bonne foi de l'intimé dans l'achat en question, par une preuve de circonstances à peu près nulle, et en mettant devant la cour tous les commérages que l'appelante a elle-même fait circuler dans le faubourg, au sujet de cette affaire ; mais ils se sont chargés eux-mêmes de détruire, par leur propres témoins, les quelques soupçons dont la calomnie et la mauvaise foi réussissent souvent à ternir les réputations les plus inattaquables et les plus dignes de respect. Ainsi, l'on a tenté de prouver, par le père même de l'intimé, que ce dernier n'avait aucun moyen pécuniaire, et son père étant sous l'impression qu'il lui avait remis le même argent que celui prêté pour faire l'achat de la propriété en question, la vente avait été nécessairement simulée, et les vendeurs avaient remis, après la vente, le prix d'achat à l'intimé qui l'avait remis de suite à son père. Cependant, Lapierre père constate que partie de la fortune dont il jouit et que l'on sait être très considérable, appartient à son fils

comme héritier de sa mère; il constate aussi que sa mère, de son vivant, lui donnait fréquemment de l'argent. Il dit que son fils n'avait pas d'autre propriété, mais cette assertion est évidemment due à un défaut de mémoire, vu que l'intimé a produit le titre d'une propriété considérable à lui donnée par son père. L'opinion entretenue par le père Lapierre que son fils n'avait aucun moyen, s'explique par le fait que l'intimé, ayant à faire construire aux Tanneries une église et un presbytère très considérables, sans le concours d'une répartition légale, recourait fréquemment à la générosité de son père, pour se procurer les sommes dont il avait besoin, sommes qui étaient prises à même le revenu des biens dont il avait lui-même la propriété. Or, il est évident que, pour obtenir de son père des dons plus considérables, il avait intérêt à ne pas paraître trop riche et à ne pas lui laisser connaître l'étendue de ses moyens et les ressources pécuniaires qu'il avait à sa disposition. Ses revenus qui, dans l'opinion de son père, étaient de £800 par année, pouvaient aussi bien se monter à £1,500 ou £2,000 par année. L'intimé avait aussi d'autres parents puissamment riches de qui il obtenait des prêts considérables. La seule ombre d'une preuve de quelque valeur que l'on trouve dans tous les témoignages apportés par les appelants, résulte de l'opinion entretenue par le père Lapierre, que c'est peut-être le même argent qui lui a été remis. Or, les seuls faits sur lesquels il base cette croyance, c'est parce que *l'argent lui a été remis quelque temps après*, et qu'il ne sait pas *qu'il ait emprunté cet argent*; c'est-à-dire qu'il ne voyait pas comment l'intimé avait pu se procurer de l'argent ailleurs. Or, les appelants eux-mêmes ont produit des témoins qui ont fourni la preuve que cette croyance du père Lapierre était mal fondée. Le notaire Desrosiers, témoin des appelants, jure avoir vu entre les mains de l'intimé, à l'époque de l'achat en question, une somme de $20,000; c'était un dépôt dont il est prouvé que l'intimé avait droit de servir pour ses affaires privées. Il constate en outre que, à cette époque et depuis, l'intimé a fait des emprunts considérables de diverses personnes, et qu'il a eu en mains, à part les $20,000 ci-dessus, d'autres sommes excédant de beaucoup $4000; dernièrement le témoin lui-même a été chargé par l'intimé de négocier un emprunt de $12,000. Cette preuve donnée par les témoins même de la poursuite, démontre que les impressions du père de l'intimé étaient mal fondées, et qu'il était bien facile à ce dernier de payer une somme de $4,000 comptant. Les appelants ont essayé de prouver que la propriété valait plus qu'elle n'a été vendue. La preuve est contradictoire sur ce point, la plupart ne parlent que d'après des estimations faites 6 ou 8 ans après le contrat, en un temps où la propriété sur

la rue Saint-Joseph avait doublé de valeur. En outre, en voulant prouver cette valeur, ils ont détruit, par leurs propres témoignages, la présomption qu'ils voulaient établir, que la vente était simulée. Ainsi, le témoin D'Aoust, qui jure que l'intimé lui a offert sa propriété pour £1,500, établit par la même que l'intimé a bien réellement acheté et payé la propriété et que la vente est sérieuse; sans cela, il ne prendrait pas l'engagement de la vente et d'en passer titre pour £1500. Le témoin Laforce établit que Dame Forest est entrée en pourparlers avec lui pour lui vendre la propriété, et qu'elle n'a pas parlé de vente simulée. D'autres témoignages des appelants expliquent comment il se fait que le défendeur Forest ait hypothéqué la propriété aprés la vente du 22 septembre 1864: cet homme ayant à consentir à son frère un billet notarié, s'adressa à un notaire du voisinage qui connaissait la propriété en question et croyait qu'elle était encore la propriété de Forest. Au lieu de préparer un billet, le notaire fit une obligation et y donna la description de la propriété. Forest qui n'est pas instruit signa le document sans s'apercevoir de l'erreur. L'intimé ne croit pas devoir s'arrêter à la preuve des commérages qui se sont faits durant la maladie de la défunte Slicer. Si ces témoignages prouvaient quelque chose, ce ne serait tout au plus que contre l'intimé Forest et sa défunte épouse, et n'affecterait en rien les droits de l'intimé Lapierre. Les appelants ont longuement commenté, en cour inférieure, la déposition de l'intimé, prétendant que quelques-unes de ses réponses prêtent à la critique. Or, si l'on tient compte des tracasseries dont les appelants ont obsédé l'intimé sans aucun fondement; si l'on observe que, pendant plusieurs jours, l'intimé a été soumis à un interrogatoire inutile, vexatoire et même injurieux, par lequel on l'a forcé à exposer devant la cour toute l'histoire de ses transactions privées depuis dix ans; si l'on considère que l'on a voulu le forcer à expliquer les transactions privées les plus étrangères à la présente cause, les affaires de famille les plus intimes, l'obligeant même de rendre à des adversaires malveillants, compte de l'emploi des dépôts dont il ne devait compte qu'à ses dépositaires; si, enfin, l'on reconnaît que les appelants sont allés fouiller dans tous ses secrets de famille, pour en faire les commentaires les plus mal fondés et que plusieurs des questions à lui posées comportent un soupçon contre son honnêteté et une attaque à son caractère d'honnête homme et de prêtre, on comprend facilement que l'indignation ait pu quelquefois gagner l'intimé, et que, sous l'empire de ce sentiment, il ne se soit pas prêté de bien bonne grâce aux perquisitions insultantes des appelants. On a voulu aussi tirer parti du fait que quelques-unes des réponses de l'intimé contredi-

sent celles de son père. Ainsi, l'intimé affirme que les sommes empruntées de son père, à l'époque de la vente en question, ne l'ont pas été uniquement pour faire cet achat, et qu'il n'a jamais rendu cette somme à son père. Loin d'en tirer des conclusions favorables à l'intimé, la cour y verra au contraire, de la part de ce dernier, une volonté inébranlable de respecter la vérité, puis qu'il eût été à son avantage de faire concorder ses témoignages avec celui de son père, dont il avait pris communication. Cette divergence résulte du fait que le père Lapierre n'ayant pas d'instruction, ne tenant pas de livres réguliers, de manière à pouvoir se faire une idée exacte de l'état de ses finances, étant, en outre, arrivé à un âge où la mémoire s'affaiblit de jour en jour, et d'ailleurs ayant une grande fortune dont l'intimé Lapierre doit tôt ou tard être propriétaire et possesseur pour la plus grande partie, et enfin ayant une confiance illimitée dans son fils, qu'il sait faire un excellent emploi des fonds qu'il a en mains, on conçoit facilement qu'il ne doive pas y regarder de près dans ses transactions avec lui, et qu'il ait pu rester sous l'impression que cette somme lui avait été remboursée, lorsque, de fait, c'était un autre remboursement qui lui aurait été fait. L'intimé explique, dans sa déposition, le dégré de confiance mutuelle qui existe entre lui et son père et son beau-frère, et le fait que des sommes considérables passent des uns aux autres, sans que jamais ils en donnent de reçu ou reconnaissance écrite. Tous ces faits s'expliquent si bien par eux-mêmes, et il est tellement évident que les appelants ont complètement failli dans leur preuve, que l'intimé Lapierre n'a pas cru se soumettre à l'ennui et aux dépenses de faire rouvrir son enquête qui avait été déclarée close à la demande des appelants, et de faire une preuve qui, d'ailleurs, eût expliqué avec la plus grande évidence toute l'absurdité des prétentions des appelants. Il n'eût suffi, par exemple, que de prouver le compte de l'intimé à une seule banque, pour constater que, depuis douze ans, l'intimé a reçu de cette banque au-dessus de $12,000 par année. Le jugement de la cour inférieure qui se lit comme suit: " La cour, attendu que les demandeurs n'ont pas prouvé " les allégués essentiels de leur déclaration, les déboute de " leur action, avec frais," etc., est donc bien fondé et doit être confirmé.

DUVAL, J.: A sister sues to set aside, as simulated, a deed of sale by her deceased brother's widow to respondent. Lavoie left a will bequeathing all his property to his widow, with the stipulation that what remained of it at her death should go to his sister, the appellant. The widow married again and desirous of securing as much for her children as possible sold the property to respondent and this is the deed

attacked. Her object was laudable and the means lawful, and the judgment dismissing the action must be confirmed.

BADGLEY, J.: I confess the circumstances of the case are suspicious. It is doubtful if the sale was *bona fide*, as respondent borrowed the money from his father and returned it in a few days. The price in the deed was all cash, and far less than the value of the farm. Plaintiffs, however, have failed to prove that the deed was simulated. Judgment confirmed. (4 R. L., 611.)

CHAPLEAU and MCMAHON, for appellant.

TRUDEL and TAILLON, for respondent.

DROIT D'ACTION. — BILLET A ORDRE. — PROCEDURE. — EXCEPTION DECLINATOIRE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 17 juin 1873.

Présent: MACKAY, J.

CLAXTON *et al. vs* MCLEAN *et al.*

Jugé: Qu'une poursuite pour le recouvrement du montant d'un billet daté dans un district et payable dans un autre, peut être intentée dans le district où le billet est payable.

Action upon notes payable at Montreal, and the suit was instituted at Montreal. Two of the notes purport to be made at Montreal, one is dated Ottawa. Defendants reside at Aylmer. A declinatory exception was fyled on the ground that part of the cause of action arose at Ottawa, in the province of Ontario, and that the two notes dated Montreal were really signed by defendants at their domicile, Aylmer; defendants ought, therefore, to have been sued in Ottawa district. This plea, His Honour held, could not be maintained. The words "cause of action" did not occur in our code. The words are "right of action." The plaintiffs' right of action accrued in Montreal, the place for payment of the notes, fixed by defendants themselves. Plaintiffs had no right of action upon the notes until their maturity; the right of action, therefore, accrued in Montreal. The exception dismissed, with costs. (4 R. L., 654.)

ENTREPRENEUR.—CORPORATION.—DOMMAGES.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 6 juin 1873.

Présent: MACKAY, J.

THIBODEAU *vs* CITY PASSENGER RR. CO.

Jugé: Qu'un entrepreneur à l'année, qui fait des travaux, comme tel, pour une corporation, est seul comptable des dommages qu'il cause, et que la corporation n'en est pas responsable.

It appears that a contractor named Smith is engaged, by the year, to make all repairs on the track of the City Passenger RR. Co. While the levels were having repaired in Saint-Joseph street, in april last, a laborer, in the pay of Smith, broke a valuable pane of glass in the shop window of a Mr Thibodeau. The latter brought suit against the City Passenger RR. Co. His honour said that he was compelled to give judgment against plaintiff. The action, he continued, should have been brought against the contractor Smith; in all such cases, where private parties are injured or sustain damages, redress must be sought from the person who immediately does the damage, or him in whose service is the man who does it in doing the work appointed to him. (4 R. L, 654.)

BILLETS A ORDRE.—GARANTIE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 10 juin 1873.

Présent: MACKAY, J.

LORTIE *vs* BENOIT & BONNEAU.

Jugé: Que lorsqu'un créancier acccepte des sûretés collatérales de son débiteur, comme des billets de tiers, des bons, etc., et ensuite il renonce à son recours sur ces billets, bons, etc., ou en quittance les souscripteurs, sans donner crédit du montant représenté par ces sûretés, il ne peut ensuite poursuivre le débiteur originaire.

Judge MACKAY held that, when a creditor accepts from his debtor collaterals, as bills of third persons, bonds and such like, if he afterwards renounce them, or give discharges to the bill makers, he cannot sue the principal, for the original debt, without giving so credit to the extent of the amount he renounced of the collateral securities. (4 R. L, 655.)

PROCEDURE.—JOUR NON JURIDIQUE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 17 décembre 1872.

Présent: MACKAY, J.

In re ADOLPHE DESÈVE, failli et requérant décharge, *et* JOHN WHITE, syndic contestant.

Jugé: Que, dans le cas où une partie fixe elle-même un jour pour faire une procédure et que ce jour n'est pas juridique, elle ne peut se prévaloir de l'article 2 du code de Procédure civile (1).

PER CURIAM: Deseve gave notice that, on the 25th of march, he would apply for his discharge. The 25th was a legal holiday, and he presented his petition on the 26th. The assignee, by order of the creditors, contests it on this ground, and alleges that the insolvent kept no books, did not give up all his estate, &c. I need not go into the other matters, as I consider the first objection fatal. It was argued that it was covered by article 2 of the Code of Civil Procedure, which provides that when the day on which anything is required to be done is a legal holiday, it may be done on the following day, but this does not apply to anything when the time is fixed by the party himself. We have always held that parties must not fix anything for a sunday or a holiday, or it will be null, and the rule is a correct one. Petition dismissed. (4 R. L., 656, et 2 R. C., 485.)

F.-F. GILMAN, for assignee.

FACTORS.—COMMISSION AGENTS.—FOREIGN PRINCIPAL.

COURT OF QUEEN'S BENCH,
Montreal, 20th february 1875.

Present: DORION, C. J., MONK, J., TASCHEREAU, J., RAMSAY, J., and SANBORN, J.

THOMAS-A. CRANE *et al.*, defendants in the court below, appelants, *and* WILLIAM-P. NOLAN, plaintiff in the court below, respondent.

Persons doing business generally as brokers and commission merchants sold flour, to arrive from Chicago, for a principal resident there. The name of the principal was declared in the contract note, and the agents signed as "commission agents."

(1) Art. 8 C. P. C. de 1897.

Held: That the agents, not having the goods in their possession or under their control, could not be considered "factors" under article 1738 C. C., but were merely brokers.

That the term "commission agent" is not synonymous with "factor."

That definitions of "broker" and "factor", in articles 1735 and 1736 C. C., are not to be interpreted literally as establishing a strict rule, but as general comprehensive definitions, subject to interpretation and extension according to the ordinary distinctions applied to these two classes of agents.

That, the possession or control of the goods of the principal by the factor distinguishes him from a broker. This distinction is the real foundation of the exceptional liability which attaches to a factor when contracting for a foreign principal. The broker, like other mercantile agents, incurs no personal liability, if he does not exceed his instructions; the factor, on the contrary, acting for a foreign principal, is personally responsible as if he were principal.

That, although the personal liability of the factor or *commissionnaire* is by law presumed when he acts for a foreign principal, yet he may always free himself from such liability by the contract itself, or destroy the legal presumption by the circumstances attending the transaction.

This appeal was from a judgment rendered in the Superior Court, Montreal, on the 17th december 1872, MACKAY, J., condemning appellants to pay respondent $1,600 damages for the non-fulfilment of a contract for the delivery of flour, made by appellants, in the name and on the behalf of principals residing in Chicago. The contract upon which the action was based was in the following terms: "Montreal, 11th "november 1870. Messrs. W.-P. Nolan & Co., Montreal: "Gentlemen, we have this day sold to you for account of "Messrs Geo. Cowan & Co., of Chicago, two thousand barrels "flour, Daisy Mill, to arrive after the 1st day of december "next, and not later than the 15th january 1871, and guar-"anteed to inspect superfine in Montreal, at $4.85 per barrel "in bond, you to pay bank com'n on Chicago draft, not ex-"ceeding ⅜ per cent., and interest on amount of invoice from "date of bill of lading until arrival of flour in Montreal. "Terms cash on delivery of each lot of flour, as it may arrive. "Your obedient servants, Crane & Baird, commission agents." In the declaration and writ, defendants were described as doing business at Montreal as "brokers, factors, commission merchants and co-partners." There were two counts in the declaration: the *first* count set up in effect that "defendants, "acting as and being the *factors* of the commercial firm of "George Cowan & Co., of the city of Chicago, in the State of "Illinois, one of the United States of America, the said firm "of George Cowan & Co. then and there, long before and "ever since having its domicile and place of business in the "said city of Chicago, and out of the limits of the province "of Quebec, and of the Dominion of Canada," sold the 2000

barrels of flour to plaintiff, as per the *factors'* note above referred to; that plaintiff accepted the contract, and that the firm of Geo. Cowan & Co., as also defendants, had failed and neglected to deliver the flour or any of it, to plaintiff's damage. In the *second* count, the contract note was set up, and plaintiff treated the contract as made with defendants personally, and as being their own contract, for which they were directly and individually liable to him for the damage occasioned by the breach of it. Conclusion for $2,500 damages. The grounds taken by the pleas were in effect that there was no contract made between the parties which could bind the defendants personally, or render them personally liable for damages for the breach of it; that the true and real parties to the contract were plaintiff on the one side, and G. Cowan & Co. on the other; that defendants simply acted as the brokers of G. Cowan & Co., and were not factors in making the sale; that this was apparent on the face of the contract, and was known and consented to by plaintiff, and was recognized by the allegation of his declaration. The plea to the merits also alleged, as matter of fact, that the flour sold was not in the possession of defendants, nor in their custody or control at the date of the contract note in question or at any other time; and that plaintiff had negotiated in relation to the same with G. Cowan & Co., personally at Montreal. although as a matter of fact, the sale was evidenced by the contract note set up in the declaration.

The judgment of the Superior Court, maintaining the action, was as follows: "The court, considering that plaintiff has proved his allegations material against defendants sufficiently to warrant judgment against them, jointly and severally, for $1,600 in respect of the damages claimed by plaintiff's declaration for the causes therein alleged, with interest and costs; considering that defendants are, jointly and severally, personally liable by force of art. 1715 and 1738 of the Civil Code and the facts proved, towards plaintiff, though defendants acted merely as factors, commission agents, and announced a principal, G. Cowan & Co., said principal residing in another country, namely, in the United States of America; considering that plaintiff had proved damage to extent of 80c. a barrel, on the flour sold by defendants and undelivered to plaintiff, as alleged, the sale having been $4.85 in bond per barrel, while the value of it, at time of defendants' default to deliver, was in bond $5.65 per barrel, and that these damages upon the 2000 barrels so undelivered are in totality $1,600, doth condemn defendants, jointly and severally, to pay and satisfy to plaintiff the said sum of $1,600, with interest thereon until paid, and costs, &c."

A. & W. ROBERTSON, for appellants: This case will be found to rest mainly on the construction to be put on article 1738 of the Code, which is in the following terms: " A factor " whose principal resides in another country is personally " liable to third persons with whom he contracts, whether " the name of the principal be known or not. The principal " is not liable on such contracts to the third parties, unless it " is proved that the credit was given to both principal and " factor, or to the principal alone." It is clear, from the remarks of the codifiers (see 6th Report, p. 14), that they did not look upon this article as introducing new law. The only observations on it in their report are as follows: " Articles 29 " & 31 (1736 & 1738 in Code) relate to factors. The rules " contained in them admit of no difficulty. The authorities in " support of them are derived from the English books and " the modern French law, and there can be no doubt that " they are consistent with the law and usage amongst us." Appelants chiefly put their objections to the judgment appealed from on three grounds: Firstly, that they were not factors, and did not act as such in the sense fixed by law or by the code. Secondly, that they were brokers or commission agents, *courtiers*, to whom the article cited does not apply. Thirdly, that the form of the contract, as well as the facts proved concerning it, exclude any personal liability on the part of defendants. It would seem from the language of the judgment that the learned judge looked on factors and commission agents as synonymous terms, which appellants can by no means admit, and here arises the question: Is the article 1738 applicable simply to a *factor*, as indicated by the word factor being alone used, as describing the class of agents referred to? Or, does the article include also brokers, commission and other commercial agents? If it applies to all these classes, then the article will be construed as if it enacted: "Every agent whose principal is resident in another " country is personally liable to third persons with whom he " contracts, &c." It is against this construction that appellants contend, a construction which would place every agent, mandatory, or person, whose principal resides in another country on the same footing, making each personally liable towards " third persons with whom he contracts." This was the construction understood to be contended for in the court below. The judgment says nothing of brokers, or commission merchants, or ordinary *mandataires*, but seems to treat factors and commission agents as both liable to the personal responsibility declared by the article. The judgment would have been more consistent with the true scope of art. 1738, if it had assimilated factors to commission *merchants*, as in art.

1736. The term "commission agents," assumed by defendants in the contract, implies rather the character and consequently the duties and responsibilities of brokers than of factors, and, the contract itself indicates defendants acted as brokers and not as factors. The distinction between these two classes of commercial agents, between the factor and the broker, seems perfectly well established in principle. "The broker is "not entrusted with the possession and sale of the goods, he "only negotiates as to buying and selling, he acts in his own "name, and not in the name of his principal. Brokers not "being entrusted with the goods, there is no set off." 2 Parsons, Con., p. 743. "The factor," who as Story, on Contracts, p. 270, § 350, says, "is often called commission merchant, or "consignee." "The factor is distinguished from a broker by "being entrusted with the possession and disposal of the "goods, and he is generally correspondent of a foreign "house." 2 Kent, p. 622, note *b*. "A factor differs from a "broker. A factor may buy and sell in his own name, as well "as in that of his principal; a broker, as we have seen, is "*always* bound to buy and sell in the name of his principal." Story, Ag., no 33. In *Baring* vs *Corie*, 2 Barn. & Ald., p. 143, which seems to be looked upon as the leading case, distinguishing the powers and duties of brokers from those of factors, Chief Justice ABBOTT says: "A factor is a person to "whom goods are consigned for sale by a merchant, residing "abroad, or at a distance from the place of sale, and he "usually sells in his own name, without disclosing that of "his principal." See Justice HOLROYD'S observations in the same case, where he says: "When a factor sells in his own "name, it is within the scope of his authority. But the case "of a broker is different, for he has not the possession of the "goods, and so the vendee cannot be deceived by that cir-"cumstance, and besides, the employing of a person to sell "goods as a *broker* does not authorize him to sell in his own "name." "Of mercantile agents, some are entrusted with the "possession, as well as the disposal and management of the "property: these are usually denominated factors." Paley, Ag., p. 13. "Broker entrusted with instruments delivered in "blank is more a factor than a broker. Practically a broker "often becomes a factor or merchant." Story, n° 33. "Some-"times brokers are entrusted with the goods when they be-"come factors, and clothed with their rights, and subject to "their responsibilities." Smith's Mer. Law (Holcombe's), p. 151, note. "Le courtier n'est pas personnellement obligé de "faire exécuter ou d'exécuter le marché dont il n'a été que "l'entremetteur." 1 Pardessus, p. 72. "Il ne répond envers le "tiers de l'exécution du marché qu'il a conclu, que dans le

" cas où il n'aurait pas donné une connaissance suffisante de " la qualité dans laquelle il a contracté, ou encore, dans le cas " où il se serait personnellement obligé." Dict. de Con., vo. *Courtier*, no 85. In the french version of the code, in art. 1715, 1736, 1738, the word *facteur* is used for factor, rather as an adoption of the english word than an old established term used in the french law. Indeed the word *facteur*, neither in the old nor in the modern french law, has the precise meaning of the word factor, the same as in english law. *Facteur*: " C'est ainsi qu'on appelle quelquefois le commis ou " mandataire salarié qui fait le commerce pour un autre." Favard, vo. *Facteur*, p. 356. 1 Pardessus, p. 65, defines a factor as one who has obtained from the proprietor of an establishment, or chief manufacturer, the power to act for him, *de le remplacer* in his absence, and he adds that such a one is always *aux gages de ceux qui les emploient*. Denizart's Dict., vo. *Facteur*, says it is a " *terme particulièrement usité dans* " *le commerce pour désigner* : 1. *le commis d'un négociant*;" 2. persons employed by a " *marchand de bois pour l'exploi-* " *tation de bois*; 3. guide-ventes." Applying, therefore, the distinction recognized as existing between factors and brokers, the articles of the code quoted have reference, not to every class of commercial agents, but only to factors properly so called, to those entrusted with the possession, disposal and management of the goods, those who usually sell in their own name, who represent persons in another country, or at a distance from the place where the factor acts, and not to brokers or other commission agents. The evidence does not make out that defendants were factors, or acted as such in any way, and they are not brought under the class of agents who by the art. 1738 are made, or declared to be, personally liable. The contract itself shows that the flour was to arrive on a day fixed, manifestly from the known principals at Chicago, whose draft with commission and interest from the date of the bill of lading was part of the price of the flour, and was to be paid by plaintiff. Clearly then plaintiff knew the flour was not held by defendants at the time of the contract, in other words, that they were not factors with the flour in their possession. The signature of defendants as commission agents, under the circumstances, indicates that they were simple brokers and not principals in the transaction contracting in their own name. There is evidence of record, too, that one of the firm of Cowan & Co. was at Montreal immediately before the sale, and that plaintiff had entered into negotiations with this partner for the purchase of the flour. Defendants simply acted in passing the bought and sold notes. The evidence that defendants had, at the time,

the quality of commission *merchants* does not show the sale to have been made in that capacity, for it was not a sale in their own names as commission merchants, nor are they so styled in the declaration nor in the contract note filed. The code, art. 1736, gives the definition of *un facteur ou marchand à commission*, and the definition of *commissionnaires* (*Dict. de Com.*) is that they are *mandataires, qui agissent en leur propre nom, sur le compte d'autrui.* It is added that sometimes they act in the name of the *commettant.* It is added (no 29) that the *commissionnaire* becomes *l'obligé* of him with whom he deals. So does the commission merchant usually, for he contracts in his own name, credit is given to him, and the principals are not the persons to whom credit is given. But in addition to the ground taken by appellants, that they did not act as factors in the particular transaction, but in their business generally as commission merchants and brokers, and in proof by the contract itself that the transaction was in the name of their principals without the goods being in the possession of defendants, there is the further question, which appellants desire to submit as to the true construction to be given to art. 1738. When the article declares that "a factor whose principal resides in another "country is personally liable to third persons with whom he contracts, &c.," is it not to be understood as meaning with whom *he* contracts, contracts himself *in his own name*, that is to say, in the mode usual with factors entrusted with the possession of goods, and forbidden to brokers who do not act in their own name and ought not to do so, when simply employed in negotiating sales? This construction does not contradict or conflict with the words of the article which follow, "whether the name of the principal be known or not, &c." On the contrary, it seems to give force to the distinction of the law between the liability of factors and that of brokers, and puts upon the former a personal liability when the form of the contract shows it to be a contract of the factor himself, a contract which *he* makes under personal responsibility, and willing to do so, because he is a factor with the goods under his control. It seems clear that if it had been intended to hold every factor, and still more every agent, personally liable for his contracts for a non-resident principal, other language would have been used than that actually used in the article. Nor is it reasonable to hold that the article forbids even a factor from contracting in the name of a principal resident in another country. The personal liability is not imposed as a penalty for acting for a non-resident. The personal liability is assumed to exist where a factor himself contracts. It may be allowed to be a presumption of law

raised against him, but still the concluding portion of the article shows that proof may be brought to show to whom credit was really given. If it be proved that credit was given to the principal alone, the factor would not be liable personally. Now assuming for a moment defendants were factors, look at the contract and see whether it is not a contract of the principal on its very face. It shows credit given to the principal alone, and not to defendants. This point, *to whom was the credit given*, is the chief and almost the exclusive question to be determined in all cases whether of resident or non-resident principals, and the form of the contract itself is the best proof of the point, and in this particular case the form of the contract would of itself be sufficient to show credit was not given to defendants, but to the principals alone. In the court below, the main case relied on was that of *Kirkpatrick* vs *Stainer*, 22 Wendover, p. 244. In this case the agent or a foreign house got a New-York house to make a consignment of coffee to Trieste, and engaged that insurance should be effected either in Europe or America on the coffee shipped. The agreement as to the insurance was contained in two letters, one of them from plaintiff, the other signed by Stainer in his own name, and the main question was whether the contract was made by him in his own name or for his principal. In the Supreme Court it was held, eighteen judges against six, that the action would not lie against Stainer personally, but should have been brought against his principals. The liability of an agent acting for a foreign principal was fully discussed, and whether the rule followed in England rendering, under the English usage, sanctioned by the courts, a British purchaser for a foreign correspondent personally liable for purchases made in England, was to be followed in New-York was also fully discussed, and whether this rule was ever part of the common law of England. It is submitted that the arguments are in favor of the opinion of the majority of the court, notwithstanding the opinion of the late Chancellor WALWORTH in the minority. The autority of the English cases is fully discussed, as also that of Justice STORY. The reasoning, as well as the definitive judgment, is in favor of the now appellants. The case decides that the usage sanctioned in England is not applicable elsewhere; that it would be of the greatest public inconvenience to presume a general rule, such as in England, which has grown out of a usage recent in its origin and founded on local custom. The opinion of Judge STORY, stated in his work on Agency (see ed. 1869, nos 267, 268, 268a), is declared as too strongly stated, and too general.

It is noticeable that the English cases cited in the judgment, and also in Story, relate to cases of *purchases* in England, of *goods* for foreign houses. Story's opinion is based partly on the ground that the agent does not disclose his principal and partly on the ground of general convenience and the usage of trade, and that credit is given exclusively to the agent, to the exoneration of the employers. He adds: " Still, however, this presumption is liable to be rebutted by " proof that credit was given tb both principal and agent, or " to the principal alone, or that the usage of trade does not " extend to the particular case. Probably the better rule is, " that the agent of a foreign principal is not liable for every " contract made for his principal. It is rather a question of " fact in each case to be ascertained by the terms of the par- " ticular contract and the surrounding circumstances." In the edition of 1869 (no 268a) it is laid down by Story himself, " that a presumption of credit to the agent, and not to the " foreign principal, applies, with the most force, to purchases " made by the agent for a foreign principal; but where a " *written contract is made, and expressed to be with the* " *foreign principal, and not with the agent, the latter is not* " *liable, although the contract is signed by him for his* " *foreign principal*," a conclusion which materially modifies the more general doctrine laid down in previous editions of of his work. In *Mahoney* vs *Kekule*, 25 Eng. Law and Eq. Rep., p. 278, a case in point occurred. A paper was drawn up and signed in London, purporting to be a " contract between V. & T., of Morlay, in France, and M. Mahoney of London," engaging the latter to go to Morlay and enter into the service of V. & T. This was signed " C. Kekule," " M. Mahoney." Suit was brought against Kekule, and JARVIS, J., in giving judgment, notwithstanding the English usage and jurisprudence above referred to, says: " Where a contract is " in writing, and clear on the face of it, we must look to the " contract alone; where an agent in England buys for a for- " eigner resident abroad, a long series of decisions has estab- " lished that the agent is generally considered as pledging his " own credit, because it is highly improbable that the seller " would have given credit to the foreigner; but where the " contract is made with the foreigner, and not with the prin- " cipal, the latter is not liable." And yet in this case, in England, it was only the body of the contract that disclosed the foreign principal; it was signed by defendant in his own individual name. In the present case, appellants signed the contract as commission agents, the body of the contract showing who were the principals, the whole instrument completely excluding personal liability. Indeed, one cannot see how

respondent could for a moment have supposed he was giving credit to defendants, and not to Cowan & Co. In the case of *Wilson* vs *Cooke*, in 1856, (37 Law and Eq. Rep.), an agreement was made in London for freight under an instrument in which Wilson figured for the shipowners, and Cooke is stated in the body of the instrument as acting "on behalf of "the Geelong & Melbourne Railway Company," both parties signed their own names, and on a breach by the shipowners, Cooke sued in London in his own name; the action was on demurrer held to be well brought. CRESSWELL, J., said: "It "appears to me, that, *prima facie*, if a man signs his own "name, he must be a party, and there must be something *in* "*the contract* to relieve him." This was the case of an agent for a foreign principal; but as the case was argued on demurrer, the facts were only to be gathered from the allegations of the declaration. It would seem that, *e converso*, when he signed as agent, clearly disclosing a foreign principal with personal undertakers, no personal liability would attach to the agent, and in cases of written contract the same rule will apply under the article of our code. In a recent case of *Bray* vs *Kettell* (1 Allen, p. 80), cited in the last edition of Story's Agency, p. 327-8, it was attempted without success to hold a person liable on a contract signed A B by C D, on the ground that the principal being a foreigner, the agent was personally liable. This court is referred to the remarks of C.-J. BIGELOW, where he refers to the English usage and jurisprudence, and states that it was confined to cases *of goods sold*, and was not extended to written instruments; that the doctrine first laid down by Story has been greatly modified, and adds that it would be going quite too far, to say that this usage has become a fixed rule, creating a presumption in all cases that the agent is exclusively liable. The result is summed up at p. 359: "In case of a written contract, it de-"pends on the intention of the parties, but this must be de-"termined mainly from the terms of the contract. When the "terms of the contract are clear and unambiguous, it must "become the final representation of the intentions of the par-"ties. ".... *It makes no difference whether the principal is* "*foreign or not.* If, by the language, the agent and not the "principal is bound, such must be its construction; and, on "the other hand, if it clearly binds the principal, and is in "form of contract *with him only*, the agent must be exon-"erated without regard to the fact that the principal is res-"ident in a foreign country." It may well be doubted whether the article of the code (1738) is sustained in terms by the authorities quoted under it by the codifiers. Still the article is in the code, and it will have to be construed some

time or other. In this particular case, indeed, the court may well limit its construction to the particular contract involved in this case, without determining the general question whether all classes of agents, acting for principals resident in another country, are liable personally on all kinds of contracts; and without even determining how far a factor in possession of the goods sold is liable where he signs a contract of sale as factor, which contract discloses the name of his principal, and is signed in his quality, and purports to be a contract with the principal. The present litigation may be disposed of on narrower grounds, which it is submitted not only warrant, but call for the dismissal of plaintiff's action.

W. H. KERR, Q. C., for the respondent: The only question to decide is "Whether a factor is liable on a contract made "for his principal, that principal residing in a foreign coun-"try, and expressly named and described in the contract "note which is signed by the factor." What is the meaning of article 1738? In the consideration of the authorities hereinafter cited, it is to be borne in mind that, neither in England nor the United-States, is there any positive law upon the subject. In Quebec, on the contrary, the article of our code is precise. That article provides, as the general rule, that the factor of a foreign principal is personally liable for all contracts made by him in that capacity, whether the name of the principal be known or not, and it is clear that it matters not whether the name be in a memorandum in writing, or whether it be made known during the progress of a verbal agreement taken out of the operation of the Statute of frauds by earnest, part payment, or partial delivery. The case of *Kirkpatrick* vs *Stainer*, 22 Wendover, p. 244, is one directly in point and even stronger than the present one; there the agent, according to NELSON, C.-J., not only "disclosed the "name of his principal, but actually contracted in his name." (Paley, p. 248). In that case plaintiff failed, because in the court below the law was declared to be "that there can be "no doubt, a person acting as agent of a foreign house is not "responsible individually, if he discloses his principal and "acts only in his behalf, any more than an agent of a house "in this country," thereby assimilating the positions of foreign and domestic factors, but by art. 1715 of the C. C. of L.-C., the difference in our law between such factors is clearly shown. The mandatory, acting in the name of the mandator and within the bounds of the mandate, is not personally liable to third persons with whom he contracts, except in the cases of factors specified in art 1738 of C. C. of L.-C., viz.: "A factor whose principal resides in another country is per-"sonally liable to third persons with whom he contracts,

" whether the name of the principal be known or not. The " principal is not liable on such contract to the third parties, " unless it is proved that the credit was given to both prin- " cipal and factor, or to the principal alone," as also by article 1727, viz.: " The mandator is bound in favor of third persons " for all the acts of his mandatory, done in execution and " within the power of the mandate, except in the case provid- " ed for in article 1738 of this title, and the cases wherein by " agreement or the usage of trade the mandator alone is " bound. The mandator is also answerable for acts which ex- " ceed such power, if he have ratified them either expressly " or tacitly." So that our law looks upon the factor for a foreign principal as the real contractor, and this clearly is the interpretation to be placed on article 1738. The first part of the article imposes a general liability on such factor; the second portion, without discharging such factor from liability in all cases, merely imposes upon the foreign principal a concurrent liability with his factor in certain cases; in fact the positions of a foreign factor and his principal are reversed *quoad* third parties from the position of a domestic principal and factor, and it is only in cases of special agreement (under article 1727) that the factor for a foreign principal can be discharged from his responsibility. Bearing in mind that the foreign factor in that case " actually contracted in his princi- " pal's name," let us return to the case of *Kirkpatrick* vs *Stainer*, above cited. Plaintiff there took a writ of error, and WALWORTH delivered his opinion in favor of the reversal of the judgment, holding that defendant was personally liable as a foreign factor. VERPLANK, senator, delivered the judgment confirming that appealed from, but on the sole ground taken by NELSON, C.- J., that no usage to the contrary had been proved or existed in such form as to force recognition from the judges. He said: " Such a mercantile usage may " naturally grow up here, either in the general course of trade " or in any particular branch of distant commerce; and " whenever it becomes so known or whenever it is proved to " exist, it should certainly raise the same presumption with " us as in England." Justice STORY, in his work on Agency (§ 268), maintains in the clearest manner the doctrine of WALWORTH in the foregoing case. The Supreme Court of Louisiana has adopted the same rule. *The Newcastle Manufacturing Company* against *The Red River Railroad Co.*, 1 Rob. Louisiana Rep., 145. In *Stainer* vs *Prendergast*, 3 Hill, COWEN, Judge, said: " That the usual and decisive indication " of an exclusive credit is, where the creditor knows there is " a foreign principal, but makes his charges in account " against the agent." Reversing the order of things as is re-

quired by our law, this dictum would show that, in order to charge the principal, the charge in account must be against him, as provided by art. 1738. Vide Russell, on Factors, pp. 82, 248, 288, 289; *Thomson* vs *Davenport*, 9 B. & C., 78; *Calder* vs *Dovell*, 6 Law Repts. C., p. 486; *Gonzales* vs *Sladen*, B. N. P., 130; 2 Livermore, P. & A., p. 249; Story on Agency, § 268 and n. 1, § 448, § 160 a; Dunlap's Paley, 4 Am. edn., p. 248, no 5. One of the few cases perfectly similar to that of a foreign factor is that of an insurance broker in England. There, according to the ordinary course of trade in insurance cases, the insurance-broker is held to be exclusively liable to the underwriter for all premiums on policies which he effects for him. In these instances, therefore, the usage of trade will always fix the liability of the factor or broker, unless there be evidence to rebut the presumption arising from such usage, namely, that it was to him that the credit was exclusively given; and accordingly in the absence of such evidence he will be regarded as the only person who is liable on the contract. *Power* vs *Butcher*, 10 B. & C., 329, 340; *Scot* vs *Irving* 1 B. & Ad., 605, 612, and note; *Dalzell* vs *Mair*, 1 Camp., 534; Russell, on Factors, p. 289.

RAMSAY, J., *dissentiens:* This case was an action by respondent against appellants, described as "brokers, factors, and commission merchants," for the non-fulfilment of a contract, entered into by them with respondent, for the sale of 2,000 barrels of flour for account of Geo. Cowan & Co., of Chicago. The action is brought under art. 1738 C. C. In the memorandum of agreement addressed to respondent and signed by appellants, the latter take the title of "commission "agents." This is not the term used by the law. Had appellants styled themselves "factors," it is probable that the liability would not have been contested. We must, therefore, enquire whether it is synonymous, or whether, in fact, these commission agents did the work of factors. First then, we must ask, what is a factor? In England it would seem to be understood that a factor is one who has possession of the goods, or is consignee, and, in this, he differs from a broker: Russell, on Brokers and Factors, p. 4, and the English authorities cited by respondents in their factum. The word "factor," in art. 1738, does not seem to have been used in this sense, for art. 1736 defines "factor or *commission merchant*" as "an *agent* who is employed to buy or sell goods "for another, either in his own name or in the name of his "principal, for which he receives a compensation commonly "called a commission." The commission merchant and the factor are assimilated, but there is not a word about the factor being in possession of the goods or the consignee, and the

term "commission agent" describes exactly the quality of a factor or commission merchant within the meaning of art. 1738. Again in art. 1739 persons entrusted with the possession of goods, or to whom goods have been consigned, are styled "agents" simply. Had the nomenclature insisted upon by appellants been strictly followed in the code, these agents should have been called factors, and so also should the term factors have been substituted for the term "agents" in art. 1740. I am, therefore, ready to admit the alternative submitted by appellants, namely, that "every agent whose principal is resident in another country is personally liable to third persons, with whom he contracts," understanding, of course, by "every agent" "every *commercial* agent," according to the rubric of chapter fifth, who buys or sells goods for another. I come more readily to this conclusion, because I find that the rule laid down in art. 1738 is not based on the idea of the agent being in the possession of the goods or the consignee (*i e.*, factor, according to the English authorities), but on the presumption that where the principal is a foreigner, credit is not given to him but to the agent, whether the name of the agent is disclosed or not. The general rule, of course, is that where the agent discloses the name of the principal he is not personally bound, and the rule we have just cited, where the principal is a foreigner, is, therefore, an exception, properly speaking, to the general principle of agency. In Buller's N. P., p. 120, where *Sladen* and *Gonzales* is quoted, the author says "a factor's sale does by the general rule of "law create a contract between the owner and the buyer." The exception of art. 1738 is not the only one to the general rule. Emerigon says: "In my treatise on Insurance, I have "observed that, by the custom of merchants, every merchant "who effects an insurance or who subscribes a policy, or "freights a ship, is personally bound to fulfil his contract "although in the instrument it be expressly said to be done "*for account of another.*" Maritime Loans, 116. See also *Tr. des Assurances*, ch. 5, sections, 3, 4 and 5. Although the exception is applied to factors, it does not seem to be confined to them: — Buller's Nisi P., p. 130; Russell, on Brokers and Factors, p. 288. It is the recognized liability of commercial agents of all classes, by whatever name they are called, factors, commission agents, commission merchants, or agents only, who buy and sell goods for another. In *DeGuillon* and *L'Aigle*, EYRE, C.-J., said: "I am not aware that "I have ever concurred in any decision, in which it has "been held that if a person describing himself as *agent* "for another residing abroad, enter into a contract here, he "is not personally liable." 1 Bos. & P., 368. In *Thompson*

vs *Davenport* (1829), Lord TENTERDEN said: "There may be "another case, and that is where a british *merchant* is buy-"ing for a foreigner. According to the universal understan-"ding of merchants and of all persons in trade, the credit is "then considered to be given to the british *buyer*, and not to "the foreigner." And BAILEY, J., said: "There may be a course "of trade by which the seller will be confined to the agent "who is buying, and not be at liberty at all to look to the "principal. Generally speaking, that is the case when an "agent here buys for a house abroad." 9 B. & C., 78. In *Smyth* vs *Anderson* (1849), MAULE, J., said: "It is well "known that in ordinary cases, where a merchant resident "abroad buys goods here through an agent, the seller con-"tracts with the agent, and there is no contract or privity "between him and the foreign principal." 7 C. B, 21. In *Patterson* vs *Ayre* (1853), JERVIS, C.-J., held the same doctrine, 13 C. B., 353. And also in *Mahoney & Kekule*, 14 C. B., 398. In Smith's Mercantile Law the doctrine is thus laid down: "Where a british agent contracts for a foreign prin-"cipal, the british agent is responsible." 210. Story says: "In "such cases (of foreign principals) the ordinary presumption "is that credit is given to the *agents* or *factors*." Agency § 268. And so also in § 290 and § 400. "Factors, who are "*agents* of merchants residing abroad, are, for the same rea-"son, generally liable in their own persons, for the credit is "presumed to be given to them." Dunlap's Paley's Agency, § 373. Russell, on Brokers and Factors, uses these terms indiscriminately in speaking of the liability when the principal is a foreigner, 288. It is quite possible that to the use of the word "factor" in Russell and in Buller we are indebted for its appearance in art. 1738. But it is urged that granting the rule of art. 1738 in its fullest extent, appellants had limitted their liability, (*a*) by taking the quality of commission agents; (*b*) by making the contract in writing; (*c*) by its whole tenor; and (*d*) by plaintiff having entered into negotiations with a partner of the Chicago firm. With regard to the first of these reasons, I think it is sufficiently clear from what has preceded, that it was not important whether appellants signed as "factors," for that term in art. 1738 is synonymous to "agent" or "commission agent;" but it would seem that appellants mean more than taking one title for another, and that if the agent signs as "agent" or even "factor," he limits his responsibility. I gather this from the citation of the cases of *Mahoney & Kekule* (14 C. B., 390; 25 L. & E., 278), and *Wilson* vs *Cooke* (37 L. & E.). But this doctrine is totally opposed to all the authorities, and it is not a necessary inference from the two cases last mentioned. If in

any case an agent is personally liable, whether he discloses the principal or not, it cannot signify whether he reiterates the fact after his signature that he is an agent. Story, at the § 268, already quoted, says: "agents or factors, acting for "merchants resident in a foreign country, are held person-"ally liable upon *all* contracts made by them; and this with-"out any distinction, whether they describe themselves in "the contract as agents or not." This passage also answers, it appears to me, the second objection urged by appellants, and indeed I find no authority going further than this, that the presumption that credit was given to the agent of the foreign principal may be rebutted by the terms of the written instrument. This is all that Story says at § 268a, and it is a proposition which no one will call in question, more than they will the doctrine that if the contract shows the credit was given to the agent and not to the principal, the agent will be bound whether it be within the exceptional rule of art. 1738 or not. And this is all appellants can gather from *Mahoney & Kekule*, *Wilson* vs *Cooke*, and *Wilson* vs *Zuleta* (14 C. B., 405) so far as I can see. "The contract of an agent who "binds himself in his own name is valid against him "although he designates his quality," says Emerigon, on Maritime Loans, and adopting the language of the C. de Admin., Tut. L. 15, he adds, "*Si subscripsisti quasi fidejussor, conveniri potes.*" In the other words of the contract I can see no limitation of the liability. "We, Crane & Baird, "commission agents, have this day sold you," says the contract. It is true they say for account of Geo. Cowan & Co. of Chicago; but it is precisely the case art. 1738 is meant to provide for. If no name were disclosed it would not signify whether the principal were foreign or home. I don't know that it is very important, but the payment was to be to Crane & Baird; and the allusion to the Chicago draft was only to cover a disbursement which appellants would have to make. Had respondent been obliged to remit to Cowan & Co., there would not have been any need of alluding to the bank commission at all. As to the negotiation with the partner of the firm of Cowan & Co., that could have had no effect but to bind Cowan & Co. as well as Crane & Baird, under the second provision of art. 1738. But really the evidence is, if anything, against appellants. Respondent found it his interest to deal with appellants, to whom he was referred by the partner, with whom all negotiations ceased immediately. I am, therefore, of opinion that not only is the action rightly brought against appellants, but that, under the evidence, no action would lie by Nolan against Cowan & Co., and the appeal should therefore be dismissed.

Since arriving at this conclusion my attention has been called to the case of *Thwaites* vs *Coulthurst et al.*, decided in the Court of Review at Quebec, just a year ago. The court, composed of Ch.-J. MEREDITH, CASAULT and TESSIER, JJ., expressed an opinion which appears to me to support the view adopted by me in the present case (1).

SANBORN, J.: In this province our code has settled, or sought to establish, as positive law, a principle with reference to factors, which in the commercial law of France and England has only been in force as a usage of trade. Art. 1736 C. C. defines what a factor is. Art. 1738 declares, as a rule, "that a factor whose principal resides in another country is personally liable to third parties with whom he contracts, whether the principal be known or not. The principal is not liable on such contracts to third parties, unless it is proved that the credit was given to both principal and factor, or to the principal alone." Art. 1775 affirms the general principle, that the mandatory is not liable to third persons on contracts made within the bounds of his mandate, except in the case of factors specified in art. 1738. It is quite apparent, then, that art. 1738 applies to a certain class of agents and not to all agents. I regard these articles as enunciative of rules of law recognized by decisions in commercial cases in England and in the modern law of France. While art. 1735 and 1736 give general definitions of what is a broker and what is a factor, it is evident that these definitions are not to be interpreted literally as establishing a cast iron rule, but as general comprehensive definitions subject to interpretation and extension, according to the ordinary distinctions applied to these two classes of agents. This is in fact what the codifiers say in their report, and I consider the distinctions as based upon usage, as founded in reason, and as the natural and equitable development of the law of principal and agent. Troplong, "*Mandat*," no 363, protests against the rules founded upon the usages of trade being considered adversed to the civil law, and asserts that the exceptions claimed by some authors to be founded upon the usages of trade are but development of principles of law applicable to the mandatory's contract. The reason why an agent is held liable when the principal is

(1) Le marchand, dans Québec, qui agit comme agent d'un mandant dans Ontario, et qui, en cette qualité, reçoit des marchandises sujettes au fret et à l'indemnité pour surestaries, est personnellement responsable de telles charges, quoique le maître du navire sût que le marchand, qui recevait ainsi des marchandises, agissait à titre d'agent. Le marchand ne serait pas responsable s'il avait agi comme agent d'un mandant de sa province. (*Thwaites* v. *Coulthurst et al.*, C. S. R., Québec, janvier 1874, MEREDITH, J. en C., CASAULT, J., TESSIER, J., confirmant le jugement de C. S., Québec, 3 R. J. Q., 104, et 1 L. N., 173 et 176).

unknown, or when he fails to disclose his quality of agent, is that the credit is given to him and not to his principal. He is, in fact, as respects the party with whom he contracts, a real principal. The rule with respect to a factor acting for a foreign principal is founded upon a similar reason. Credit is supposed to be given to the agent having the disposal of the matter about which he contracts, rather than to a person inaccessible or difficult to be reached. It depends entirely upon the intention of the parties contracting, and the powers and capacity of the agent are important elements to be considered. To render a mere broker, who acts as a middle man between the contracting parties, personally liable upon the contract made on account of a foreign principal, would be contrary to commercial usages and as, I understand it, contrary to law. The reason why the factor is held responsible in such case is, because he is supposed to have the means of protecting himself. Troplong, "*Mandat*," no 67, speaking of *Courtiers* and *Commissionnaires*, says: "Ils diffèrent l'un de l'autre en ce que "le commissionnaire n'a de mandat que pour tel acte isolé et "passager (*puta*, pour acheter tant de balles de coton), et que "le mandat expire aussitôt que l'acte est accompli. Le préposé, "au contraire, est revêtu d'une délégation qui embrasse un "trait de temps et une série d'actes successifs, et de là il suit "qu'il est attaché au commerce du patron." Story, on Agency, no 33, says: "A factor differs from a broker in some impor-"tant particulars. A factor may buy and sell in his own "name as well as in the name of his principal. A factor is "entrusted with the possession, management, control and dis-"posal of the goods to be bought or sold, and has a special "property in them and lien upon them. A broker, on the "contrary, usually has no such possession, management, con-"trol or disposal of the goods, and consequently has no such "special property or lien." In a note under this article, it is remarked: "The character of factor and broker is frequently "combined, the broker having possession of what he is em-"ployed to sell, or being empowered to obtain possession of "what he is employed to purchase. *Properly speaking, in "these cases, he is a factor.*" Chief-Justice ABBOTT, in the case of *Baring et al.* vs *Corrie et al.*, 2 Barn. & Al., 137, remarks: "A factor is a person to whom goods are consigned for sale "by a merchant residing abroad or at a distance from the "place of sale, and he usually sells in his own name without "disclosing that of his principal. The latter therefore with "full knowledge of these circumstances trusts him with the "possession of the goods, and gives him authority to sell in "his own name. But the broker is in a different position, he "is not entrusted with the possession of the goods, and he

" ought not to sell them in his own name." In this case the distinction was clearly recognized in a decision of Lord ELLENBOROUGH, and confirmed by the judges *in banco* on a case reserved, wherein Coles Brothers, who were brokers and merchants as well, gave the following sale note to their principals on the day of the transaction. " Sold for account of " Baring Brothers & Co. to W. & E. Corrie per active N. L. " R., 51, 100-51 hhds. Surinam Sugar at 85s." Coles & Co. did not disclose their principal to Corrie & Co., but delivered them the following: " Sold Corrie & Co., per active N. L. R. 51, 100-50 hogshead Surinam Sugar at 85s., june 27th 1815." Coles & Co. were sworn brokers, and kept a book in which they entered a memorandum of every contract made by them as such brokers, and a memorandum of this sale was thus entered: " Bought of Baring Brothers & Co. per active N. L. R. 51, 100-50 hogshead Surinam Sugar at 85s." In the course of business, as merchants, Coles & Co. became indebted to Corrie & Co., and Coles & Co. went into insolvency before this debt was liquidated. Baring Brothers & Co. sue Corrie & Co. for the price of the sugar. They plead a set-off by their claim against Coles & Co., contending that as Coles & Co. did not disclose their principal they had a right to consider the contract as between them and Corrie & Co. It was held by all the judges that Corrie & Co. had means of ascertaining by reference to the record that it was a broker's transaction, and they were condemned to pay the principal, Baring Brothers. This decision affirms this, which I think good law, that if a party contracts with a broker, knowing or having means of knowing that he is a broker, and who is his principal, the broker is not bound but his principal. Is then the contract of Crane & Baird a broker's contract or a factor's contract? This is the real question to be determined here. Crane & Baird are proved to have been brokers and carrying on an extensive business as such, and as having done so for some years. In the contract they do not act as principals, but sell " for account of Messrs Cowan & Co. of Chicago." They had not the flour in their possession or under their control, and had no means of protecting themselves against the bad faith of their principals. If condemned, they would be condemned for non-fulfilment of an agreement, which they had no power to carry out. They undertook this and no more, that they were the authorized brokers of Cowan & Co., and acted as middle men to complete a contract between Cowan & Co. and Nolan. The other terms of the contract indicate that it was between Cowan & Co. and Nolan. The price was to be made good at Chicago, as if cash were paid on delivery to the carrier, for Nolan was to pay commission on Chicago

draft and interest on price from date of bill of lading. The flour was sent in bond, and the price was of flour in bond. Nolan must get it out of bond, and pay customs dues, if any. Had it been a factors's contract, these terms would be very unlikely. He, having possession and control of the flour here, would have delivered here at a price certain, covering all these charges. Crane & Baird sign as " commission agents." This is consistent with either the contract of a broker or a factor, but taken in connection with the terms of the contract and the fact proved by Nolan himself, that he had spoken to Cowan, one of the firm of Cowan & Co., about purchase of flour just before this purchase was made, and the notorious fact that Crane & Nolan were brokers, I think this is a broker's and not a factor's contract. This, according to my understanding of the purport of this contract and the proof *aliunde*, is not inconsistent with Justice STORY's statement, that the making of a contract by an agent acting for a foreign principal is a presumption that the agent is liable. He says it is a matter of intention to be gathered from the contract and proof, but the ordinary presumption in favor of an agent's not binding himself, when he discloses his principal, is reversed when the principal is a foreigner. His authority is not to this extent accepted in recent American decisions, though he adheres to it himself. In the case of *Bray* vs *Kettle*, 1 Allen, 80, decided in 1869, Chief-Justice BIGELOW, remarking upon the rule enunciated by STORY, that agents, acting for merchants residing in a foreign country, are held personally liable on all contracts made by them for their employers, and this, without any distinction, whether they describe themselves as agents in the contract or not, said: " We are inclined to think that a careful examination of the " cases, which are cited in support of this supposed rule, will " show that the statement is altogether too broad and com- " prehensive. Certain it is that, if it was ever received as a " correct expression of the law, it has been essentially modi- " fied by the more recently adjudged cases. It doubtless had " its origin in a custom or usage of trade existing in Eng- " land, by which the domestic factor or agent was deemed to " be the contracting party to whom credit was exclusively " given; and it was confined to cases where the claim against " the agent was for goods sold, and was not extended to writ- " ten instruments. But it is going quite too far to say that " this usage or custom is so engrafted into the common law, " as to become a fixed and established rule, creating a pre- " sumption, in all cases, that the agent is exclusively liable to " the entire exoneration of his employer. The more reason- " able and correct doctrine is that, when goods are sold to a

" domestic agent, or a contract is made by him, the fact that " he acts for a foreign principal is evidence only that the " agent and not the principal is liable. If, by the language of " the contract, the agent, and not the principal, is bound, " such must be its construction; and on the other hand, if it " clearly binds the principal and is in form a contract with " him only, the agent must be exonerated without regard to " the fact that the princiapal is resident in a foreign country." The ground thus taken in this case is not at variance with the decision, at Quebec, in the case of *Thwaites* vs *Coulthurst*, because all the reasoning as applied to that case is based upon the established fact that defendants in that case were factors of the Brockville Gas Company. The coal, respecting which demurrage was claimed, had been delivered to them, and they had the control of it. The only thing to observe is that, in the reported remarks of Chief-Justice MEREDITH, he makes no distinction between factors and other agents, which the code clearly makes. I infer, however, that he was speaking of that class of agents which that particular case had reference to. Had not the code reduced the law to a certainty in the articles cited, and adopted apparently the rules of modern commercial usages of France and England, I should have considerable difficulty in applying here these english and american decisions based on usage. I do not find such a usage recognized by Pothier with respect to ordinary mercantile transactions, and he has not been silent on the subject. (*Obligations*, 447). He mentions cases where a person is entrusted with a commercial house or the command of a vessel, or to farm the King's revenue; the contracts he makes for his principal are binding upon the agent primarily and secondarily upon the principal, the reason given for this is that the employer is considered as having consented beforehand, by the commission which he has given, to all the engagements of the manager in the business. As between the parties contracting the manager was principal. In no. 448 he says: "Pour qu'il y a lieu à cette obligation accessoire du " commettant, il faut que le préposé ait contracté en son " propre nom, quoique pour les affaires du commettant; mais " lorsqu'il contracte dans les qualités de facteur ou de fondé " de procuration de son commettant, ce n'est pas lui qui con- " tracte, c'est son commettant qui contracte par son minis- " tère." Emerigon is cited, but Emerigon will be found to sustain the same course of reasoning as Pothier. The cases where the agent is primarily bound will be found to be such as are in their nature contracts in substance by the agent, rather than by the principal, although in the name of the principal. Tome 2, *Assurance*, C. 4, 5, 12, p. 465: "En règle géné-

" rale, le commissionnaire qui promet, qui stipule, qui agit en " sa qualité de préposé, ne s'oblige pas en son nom propre ; il " est simple ministère et exécuteur. Il est tenu à rien de plus " qu'exhiber son mandat ; mais le commissionnaire qui con- " tracte en son nom s'oblige sans distinction vis-à-vis du tiers " avec qui il contracte, parce qu'on ignore sa qualité, et qu'il " est censé plutôt agir pour soi que pour autrui. *Potiùs meo* " *nomine quàm pro alio.*" Emerigon mentions, in his first volume, some cases where the agent is held liable in preference to a foreign principal (page 138). A commander of a vessel contracts with a commission agent to bring freight from Nice. He goes for it and is refused. He sues the commission agent, who pleads that he contracted for his correspondent in Turin. The agent is held liable. This is evidently a contract where credit was given to and action taken on the faith of the agent. The same is true of contracts of insurance agents for foreign companies. It will be found that under the old law of France, cases were not decided so much upon usage, as by an attempt to apply the law of *mandat* to individual cases, according to the facts as they appeared. I find it stated in Delamarre et Poitevin, no. 18, that the old law does not define the duties and obligations of *commissionnaires*, and that the usages were almost as numerous as there were towns, and the decisions were conflicting and unreliable. The codifiers, in rendering that class of commercial agents, known as factors contracting for foreign principals presumptively liable personally for the execution of such contracts, have brought our law into harmony with modern commercial usages. I think, in this case, that the contract and the circumstances attending it, and the proof that Crane & Nolan were brokers, show that they were acting as brokers and not as factors ; and, disclosing their principals and purporting to act for them, they incurred no personal liability. Consequently, I would reverse the judgment and dismiss the action.

DORION, Ch.-J. : On the 17th of december 1872, appellants were condemned to pay respondent $1,600 for the non-fulfilment of a contract. In the declaration appellants are described as doing business at Montreal, as " brokers, factors, commission merchants and partners." By a first count it is alleged that appellants, " acting as and being the factors of George Cowan & Co., of the city of Chicago, sold to respondents two thousand barrels of flour, as per factor's note ; that respondent accepted the contract, which Geo. Cowan & Co. and appellants failed to fulfil. In a second count, the contract note is set out *verbatim*, and the contract alleged to have been with appellants personally.. The conclusions are for $2,500

damages. Appellants met this demand by several pleas, in which they contend that, in the alleged contract, they only acted as brokers of Geo. Cowan & Co. and are not responsible for any breach of it. This contestation raises a nice question, as to the responsibility of commercial agents, and of considerable interest to business men. The general rule, as laid down in art. 1715 of the Civil Code, is that the agent who acts in the name of his principal, within the scope of his authority, incurs no personal responsibility unless he be a factor whose principal resides in a foreign country (art. 1738 C. C.), or unless he be the master of a ship. The question to be determined by this court is whether appellants made the sale as factors or as brokers. If they acted in the first capacity, they would be responsible, as their principals resided in a foreign country; if in the second they would not be responsible. According to art. 1736 of the Civil Code: "A factor or "commission merchant is an agent who is employed to buy "and sell goods for another, either in his own name *or in* "*the name of his principal*, for which he receives a compen-"sation called a commission;" and "A broker (art. 1735) is "one who exercises the trade and calling of negociating "between parties the business of buying and selling or any "other lawful transactions." These articles do not convey a very distinct idea of the difference which exists between a factor and a broker. By striking out the words, "either in his own name or," in the first article, we have a definition equally applicable to a factor and to a broker, so that a factor acting in the name of his principal would be nothing else than a broker, if that definition were correct. In the same manner, the definition of a broker in art. 1735 would also apply to a factor or commission-merchant who exercises the trade and calling of negociation between parties, the business of buying and selling. The concluding words in this last article, "or any other lawful transactions," which are not to be found in art. 1736, would seem to indicate that the authors of the code had intended to restrict the functions of a factor to those of buying and selling only. No such restriction exists either in England or in France, where the factor cannot only buy and sell for his principal, but has the whole management of the property or business entrusted to him, so that he can, as such factor, contract for the insurance, storage and conveyance of the goods of his principal, and he can also pledge them. The word *facteur*, used in the french version, has even a much wider signification, for the cashier of a bank, the manager of a joint stock company, or of a mercantile house, having charge of the business of their principals in their absence, are termed *facteurs* in France, although they would hardly come

within the meaning of the english word *factor* (1). The commissioners who prepared the code say in their sixth report, pp. 13 and 14, that "the rules contained in art. 29 and 31 "(1736 and 1738 of the C. C.) admit of no difficulty; that "the authorities in support of them are derived from the "english books and the modern french law, and that there "can be no doubt that they are consistent with the law and "usage among us." Such being the case, we have to look for the exact meaning of the words *factor* and *broker* in the works quoted by the commissioners themselves. Smith, Mercantile Law, p. 95, says: "There are two extensive classes of "agents, viz., *factors who are entrusted with the possession* "*as well as the disposal of property, and brokers who are* "*employed to contract about it, without being put in possession.*" Bell, in his Comm., 5 ed., vol. 1, p. 259, also says: "*A factor has the temporary possession of the goods.*" *&c.*; again, at p. 477, the same author says: "A factor is distinguished from a broker *by being entrusted with the possession* and apparent ownership, as well as with the management and disposal of the property of the principal. Brokers "are employed merely in the negociation of contracts relative to property, *with the custody of which they have no* "*concern*," p. 478. "The character of *factor* and *broker* is "frequently combined, the broker having possession of what "he is employed to sell, or being empowered to obtain possession of what he is employed to purchase. *But, properly* "*speaking, in these cases he is a factor.*" Paley, on Agency, p. 12, says: "Of mercantile agents, some are entrusted *with the* "*possession*, as well as the disposal and management of the "property; these are usually denominated *factors*. Others "are engaged merely in the negociation of contracts relating to property, *with the custody of which they have no* "*concern.*" *Baring et al.* vs *Corrie*, 2 Barn. & Ald., 137; Obs. by Justice Holroyd, and Story, on Agency, pp. 28 to 35. The same distinction is made by the french authors between *Commissionnaires* and *Courtiers*. DeLamarre et Poitevin, pp. 40, 41 and 58. The possession or control of the goods of the principal by the *factor* seems to be what distinguishes him from a *broker*. This distinction is the real foundation of the exceptional liability which attaches to a factor when dealing for a foreign principal. The broker is only subject to the same liability as other mercantile agents; that is, he incurs no personal liability, if he does not exceed his instructions. The factor, on the contrary, acting for a principal residing

(1) The word *commissionnaire* would have been a better translation of the word *factor*. Delamarre & Poitevin, vol. 2, pp. 40, 41 and 58.

abroad, is personally responsible as if he were the principal, for the reason that, being possessed of what he sells, and empowered to obtain possession of what he is employed to purchase, he can always protect himself from the consequences of the contract he enters into for his principal; he, in that case, is supposed to have assumed the responsibility, while the fact that he stipulates for a foreign and generally unknown principal, raises a strong presumption that the credit has been given to him personally and not to an irresponsible principal. But this presumption, according to Taylor, on Evidence, vol. 1, p. 187, sec. 149, "is, at best, a mere presump-" tion of fact, liable to be rebutted by any evidence, whether " extrinsic or intrinsic, which tends to show that the credit " was really intended to be given to the foreign principal." The same presumption created, in France, according to the usages of trade, the same liability in relation to some special classes of contracts, as is shown by the *arrêts* cited by Emerigon in his *Traité des Assurances*, vol. 1, pp. 137, 138, 139 and 140. Valin, *sur l'Ord. de la Marine*, liv. 3, tit. 4, art. 3; Pothier, *des Assurances*, no 98. It follows from these authorities, both french and english, that, although the personal liability of the *factor* or *commissionnaire* is by law presumed, when he acts for a foreign principal, yet he may always free himself from such liability by the contract itself, or destroy the legal presumption by the circumstances attending the transaction. Smith, Mercantile Law, p. 146, says on this subject: "The rule itself seems to be one of evidence, and all " cases under it to be reducible to the question: *To whom* " *was credit given?* For it seems, on the one hand, that, if a " party choose to give credit to irresponsible persons of any " description acting by their agent, and it be manifestly in-" tended that the agent's credit shall not be pledged, in such " a case, the agent will not be responsible; while on the other " hand, it is clear, that if the agent contracts for an irrespon-" sible employer, a strong presumption will arise that he " meant to pledge his own credit, and that the party dealing " with him meant to accept it, unless indeed, he be a govern-" ment or public officer, acting in his public capacity." Story, on Agency (ed. 1869), sec. 267, 268, 268*a*, holds the same doctrine. After the express declaration above quoted of the authors of the code, it cannot be supposed that, in preparing art. 1738, they intended to subject an agent acting for a foreign principal to any other or greater responsibility than such as existed previously, according to rules sanctioned by the usages of trade and the jurisprudence of both England and France; and this article, being of an exceptional character, must be construed strictly and confined to the case provided

for, that is, to the case where the agent undoubtedly acts in the capacity of a *factor*. To apply these rules to the present case, it is necessary to refer briefly to the circumstances under which the parties contracted and to the terms of their contract. In the first place, respondent admits that he purchased the flour from appellants after he had seen Geo. Cowan, of the firm Geo. Cowan & Co., and after he had entered into negociation to purchase from him the flour in question, and that Cowan referred him to appellants. The firm of Geo. Cowan & Co., was not therefore unknown to respondent, who was willing to deal personally with them, on their own credit. Then the contract is in the terms of a broker's bought and sold note. It discloses the name of the principal, shows the flour was not in the possession nor under the control of appellants, since it was to arrive from Chicago, to be delivered in *bond*, at a future day between the 1st of december and the 15th january following; respondents were to pay commission on Chicago draft and interest from date of bill of lading. All these circumstances indicate that appellants merely negotiated the sale for the Chicago firm, and that they did not intend to bind themselves as principals. It is true they signed the memorandum of sale as "commission agents;" but this description applies as well to a broker as to a factor, for both are agents, whose services are paid by a commission. It is in evidence that appellants were doing business in both capacities, and, as in this instance, they neither had the possession nor the control of the flour sold, it seems clear that they did not act as factors but merely as brokers, and as the liability imposed by art. 1738 only applies to factors and cannot be extended to other descriptions of agents, such as brokers, the majority of the court think the judgment ought to be reversed, and respondent's action dismissed.

TASCHEREAU, J.: La question 1ère est celle de savoir si un facteur est responsable des faits de son commettant ou principal, sur un contrat fait dans l'intérêt de ce dernier, lorsqu'il réside dans un pays étranger, et qu'il est expressément dénommé dans le contrat signé par le facteur ? La 2ème question est celle de savoir ce qui constitue une transaction donnant légalement au mandataire le nom et la qualité de facteur. Le mot mandataire est le mot générique de courtier, facteur ou marchand à commission. Mais ces diverses espèces de mandataires ont leurs droits, des pouvoirs et une responsabilité qui ne sont pas les mêmes. Suivant l'article 1715, tout mandataire est dégagé de responsabilité vis-à-vis des tiers avec lesquels il a contracté au nom de son principal, excepté, cependant, le facteur dont le principal demeure à

l'étranger, et qui, par l'article 1738, est tenu responsable, vis-à-vis des tiers, des faits de son principal. Par l'article 1736, le marchand à commission est désigné comme synonyme de facteur, et il encoure la même responsabilité vis-à-vis des tiers que le facteur, lorsque son mandant demeure à l'étranger. Le courtier proprement dit n'encoure pas la même responsabilité que le facteur ou le marchand à commission vis-à-vis des tiers, ainsi le déclare le Code Civil. La 2ème question nous porte à considérer, et je me demande qu'est-ce qu'un facteur ou marchand à commission, et comment le distingue-t-on du courtier sur une transaction quelconque à titre de mandat? D'après le code, tel que je l'interprète à l'article 1736, le facteur ou marchand à commission est un agent chargé d'acheter ou de vendre des marchandises pour un autre, soit en son nom ou en celui de son principal, et d'après les autorités en droit commercial, cet agent, lorsqu'il s'agit de vente d'effets, doit en être en possession, ou les avoir sous son contrôle immédiat, et, s'il n'a pas telle possession ou contrôle immédiat, il n'est que courtier, savoir, simple mandataire qui, suivant l'article 1735, négocie entre les deux parties, et dont il est le plus souvent le mandataire commun, et ne tombe pas sous l'empire de l'article 1738. Par le contrat il est évident que les appelants n'avaient pas la possession de la fleur vendue au moment du contrat, elle ne devait pas venir en leur possession ; mais, des mains du principal, elle devait passer de suite dans celles de l'acheteur, et la mission des appelants avait cessé avec la signature du contrat. Pour rendre les appelants responsables, il ne suffit pas d'alléguer et de prouver qu'ils sont généralement considérés comme marchands à commission ou comme facteurs, car ils peuvent, dans un cas, faire une transaction qui, suivant les circonstances, leur donnerait la qualité de simples courtiers, et, dans un autre cas, ils peuvent être facteurs ou marchands à commission ; ce n'est pas le nom qui fait le facteur ou le courtier, mais bien la nature de la transaction. Dans le cas présent, les appelants ont vendu au nom de leur commettant dont ils ont indiqué les nom, qualité et résidence en toutes lettres. Ils n'avaient rien dissimulé et ils n'étaient pas en possession des effets, et ils ne devaient pas en avoir la possession. Ils ont agi comme simples courtiers au moyen de *bought and sold notes*, et, comme tels, ils ne sont pas responsables des faits de leur commettant. J'opine pour l'infirmation du jugement dont est appel.

MONK, J. : As a matter of fact, Crane & Nolan had not possession of the goods, and they signed as "commission agents." Therefore they cannot be considered factors. They acted merely as brokers for another party named in the contract.

The judgment is recorded as follows : "The court, consider-

ing that, at the time appellants made to respondent, for account of Geo. W. Cowan & Co., Chicago, the sale of two thousand barrels of flour mentioned in the pleadings in this cause, they had not the said flour in their possession nor under their control, and that, in effecting the said sale, they did not act as factors or commission merchants; and considering that they are not liable, in respect of such sale, to the personal liability imposed on factors by art. 1738 of the *Code Civil*, and that there is error in the judgment of the court below, which has condemned them personally for acts done as agents in the name of their principals; doth reverse the judgment rendered on the 17th day of december 1872, by the Superior Court, sitting at Montreal, and proceeding to render the judgment which the said Superior Court should have rendered, doth dismiss the action of respondent, with costs."

Judgment reversed, RAMSAY, J., dissenting. (4 R. L., 657; 2 R. C., 485; 19 J., 309.)

A. & W. ROBERTSON, for appellants.

KERR, LAMBE & CARTER, for respondent.

TIERS SAISI.—DECLARATION.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 17 décembre 1872.

Présent: MACKAY, J.

CLEMENTSON *vs* C. BROWN, *and* T.-S. BROWN, garnishee, *and* MITCHELL, intervening party.

Jugé: Qu'un créancier qui a obtenu jugement contre le créancier d'un failli, n'a pas le droit de saisir entre les mains du syndic pour lui faire déclarer ce qu'il a en mains appartenant à son débiteur, mais qu'il doit procéder sous la loi de faillite.

PER CURIAM: T.-S. Brown, the garnishee, being called to say what he has in his hands belonging to defendant, goes on to say that as *interim* assignee to the insolvent estate of defendant, he had certain moneys. Mitchell, a creditor, being apparently afraid that plaintiff would get this money, intervenes and moves that the creditors be called in. But this is irregular. T.-S. Brown did not require to speak of what he had as *interim* assignee, as he was not summoned in that

capacity, but personally. The money must be distributed under the insolvent act, which prohibits ordinary proceedings like this. Motion rejected. (4 R. L., 653.)

CARTER & HATTON, for plaintiff.

ABBOTT, TAIT & WOTHERSPOON, for Brown and Mitchell.

VENTE.—INSOLVABILITE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 12 avril 1873.

Présent : JOHNSON, J.

WALSH *vs* BERNARD *et al.*

Jugé : 1o. Qu'une partie, qui se fait mesurer et couper des marchandises et qui offre ensuite un acompte, a droit, sur le refus du marchand de livrer toutes les marchandises, de choisir parmi les effets achetés pour la valeur de cet acompte ou de se faire rembourser le montant payé.

2o. Que le marchand ne peut retenir le montant payé, sous prétexte de l'insolvabilité de l'acheteur, et sur le motif qu'il représente la valeur des marchandises coupées, bien qu'il offre de les remettre.

La femme du demandeur est allée au magasin du défendeur et sans dire au commis qui la servait comment elle voulait payer, s'est fait mettre de côté des marchandises pour une valeur de $44. Lorsqu'il a été question de payer ce compte, elle déposa $10 entre les mains du commis et demanda délai pour la différence. Les défendeurs appelés à accepter ce délai s'y réfusèrent et gardèrent par devers eux le montant qui avait été ainsi payé pour couvrir le dommage causé par la coupure des marchandises. De là la poursuite. Le demandeur réclame purement et simplement ses dix piastres. Les défendeurs répondent en offrant de nouveau les marchandises ainsi coupées en compensation du montant payé, alléguant l'insolvabilité du demandeur et le risque qu'ils couraient à livrer toutes les marchandises sans délai. Les parties prouvèrent les faits énoncés dans leur plaidoyer. Jugement pour le demandeur avec dépens, sauf aux défendeurs leur recours pour les dommages par eux soufferts de la part du demandeur. (4 R. L., 659.)

PROCUREUR AD LITEM.

COUR DE CIRCUIT, Richelieu, Sorel, 20 juin 1873.

Présent : LORANGER, J.

FRANÇOIS GIGUÈRE, demandeur, *vs* OLIVIER BEAUPARLANT *et al.*, défendeurs.

Jugé : Que lorsque deux procureurs *ad litem* ont comparu dans la même cause, pour le même défendeur, la cour ne pourra prendre connaissance de cette cause avant qu'il soit décidé quel est le procureur *ad litem* qui représente le défendeur.

Le demandeur poursuivait les défendeurs, pour la somme de $182. L'action était rapportable le 7 juin 1873. Le 7 juin, Barthe & Brassard, avocats, comparurent pour les défendeurs et le même jour, Mathieu & Gagnon, avocats, comparurent aussi pour les défendeurs. Le même jour, le 7 juin, Mathieu & Gagnon produisirent une exception à la forme. Le 9 juin, le demandeur répondit à l'exception à la forme et fit signifier à Mathieu & Gagnon une motion pour amendement. Barthe & Brassard consentirent à l'amendement de la déclaration du demandeur. Le 9 juin, Mathieu & Gagnon inscrivirent la cause sur l'exception à la forme pour le 21 juin. Le 20 juin le demandeur présenta ses motions pour amendement, l'une signifiée à Mathieu & Gagnon, et l'autre avec le consentement de Barthe & Brassard. La cour refusa d'entendre ses motions avant que les défendeurs ne fussent régulièrement représentés par un seul procureur *ad litem.* (4 R. L., 685.)

DOMESTIQUE.—MARIAGE.

COUR DE CIRCUIT, Québec, 28 mai 1873.

Présent : TESSIER, J.

J. MAWSON *vs* J. BURSTALL.

Jugé : Que le mariage de la servante, durant le service, justifie le maître de la renvoyer.

PER CURIAM : Le demandeur porte cette action pour la balance d'une année de gages, savoir : $67.87, pour sa femme, Eliza Tait. Sous le nom d'Annie Tait, elle s'engagea en Angle-

terre, le 10 juillet 1872, pour un an, comme domestique *bonne d'enfant*, à raison de £17 sterling pour l'année, au défendeur, John Burstall. Elle convint de venir à Québec pour cela, et il fut entendu, par lettre, que, si elle ne restait pas au service de Mme Burstall toute l'année, elle rembourserait le coût de son passage : " *If I do not remain with Mrs Burstall one* " *year, I will engage to pay back passage over.*" Rendue ici aux frais de Burstall, Annie Tait fit bien son service, mais au bout de cinq mois elle trouva à propos de se marier avec le demandeur, malgré les remontrances du défendeur l'avertissant qu'il ne la garderait pas à son service, si elle se mariait. Malgré cet avertissement, elle s'est mariée, elle a demeuré quelques jours après son mariage chez le défendeur, mais, à cause de son mariage, le défendeur Burstall l'a renvoyée de son service. Le demandeur, marié à cette fille, réclame les gages pour toute l'année. Le défendeur répond qu'il lui a payé plus que ses cinq mois de service, savoir : 1o. $43.80 pour son passage de Liverpool à Québec, $10.00 en argent, cela fait plus que pour ses cinq mois de service. La question est donc simplement : le mariage d'Annie Tait a-t-il justifié le défendeur de l'avoir renvoyée de son service avant l'année écoulée? Notre droit municipal, nos statuts sur les relations de maître et serviteurs ne rencontrent pas le cas actuel. Il est bien certain qu'en raison de la puissance maritale le mari pouvait retenir sa femme chez lui, cela est d'ordre public ; mais il consentait à ce qu'elle continuât son service chez le défendeur. Le demandeur a cité un ouvrage, Macdonald, *Law of master and servant*, publié en 1868, page 216 : " *A servant* " *marrying is no ground of dismissal and a female servant* " *marrying must serve out her time.*" Ceci est la loi en Angleterre, mais le premier membre de la phrase ne paraît pas s'appliquer aux servantes, *female servants*, par opposition au second membre de cette phrase. Le même auteur, page 233, cite la loi telle qu'elle paraît être en Ecosse. " Where a " female servant marries, *this appears* no ground of dismissal. " Her husband, by the law of Scotland, " *differing from that* " *of England and of France, is entitled to demand her per-* " *son, but he is liable in damages for breach of contract by* " *his wife through his interference.*" Mais il nous faut rechercher quelle est notre loi sur ce point. Il semble que, par les principes généraux du contrat, il faut tâcher de découvrir l'intention des parties, la bonne foi. Si Annie Tait eût dit, en s'engageant au défendeur, " si au bout de cinq mois je me marie, vous me garderez à votre service ou vous me paierai mes gages de l'année, à part le coût du passage, il est raisonnable de croire que le défendeur eût répondu *non :* ce n'est pas une femme mariée, exposée aux recherches de son mari, à

son contrôle, aux inconvénients d'une femme mariée, qu'il me faut, mais c'est une fille qui attendra la fin de l'année pour se marier si elle veut." En effet c'est à cause de ces inconvénients seulement que le défendeur renvoie cette fille. Notre loi est d'ailleurs certaine, dans mon opinion, sur ce point. "Pothier, Traité du louage, no 170; Quand même ce serait pour une "cause honnête qu'un serviteur quitterait avant le temps le "service de son maître, il ne laisserait pas d'être tenu des "dommages et intérêts de son maître; c'est par son fait qu'il "ne remplit pas son obligation." Denizart l'ancien, *verbo* domestique, no 8, donne le texte d'une ordonnance sur ce point. L'article 3 de l'ordonnance de 1567 porte "que les "domestiques loués à temps seront tenus de servir pendant le "temps qu'ils se sont loués," et l'article porte que s'ils se marient durant le temps de leur service sans gré et congé de leur maître .... ils perdront leurs gages. Cette ordonnance n'a pas été rappelée ni expressément, ni tacitement; elle est conforme à l'esprit de nos lois, elle est d'accord avec les règles d'interprétation d'un contrat semblable à celui qui est intervenu entre les parties, et croyant que, en loi et en équité, le défendeur n'est pas endetté envers le demandeur, la cour le déboute de son action avec dépens. (4 R. L., 686; 1 R. J. Q., 317.)

M. DUNBAR, pour le demandeur.

HOLT, IRVINE & PEMBERTON, pour le défendeur.

PEREMPTION D'INSTANCE.

COUR SUPÉRIEURE, Montréal, 25 février 1871.

Présent: BERTHELOT, J.

TASSÉ *vs* LABERGE.

Jugé: Qu'une partie est suffisamment représentée par un de ses avocats, associé à un autre, lors des dernières procédures faites en sa cause, et qui a cessé de pratiquer depuis comme avocat.

Ce jugement est intervenu sur une motion pour *péremption d'instance* signifiée par le défendeur à l'un des avocats du demandeur, dans laquelle il demandait que l'action en cette cause soit déclarée *périmée*, avec dépens contre le demandeur. Dans cette cause, les dernières procédures produites en cour, étaient signées par Marsan et Thibault, avocats, pratiquant alors en société, à Montréal. Depuis lors, l'un

de ces avocats, Marsan, a cessé de pratiquer comme avocat, et le défendeur fit signifier sa *motion pour péremption* à Thibault, seul. Le demandeur répond à cette motion : 1o. Qu'il n'était plus représenté légalement dans sa cause, vu que l'un de ses avocats ne pratiquait plus comme tel depuis trois ans, et qu'il occupait une charge publique incompatible avec la profession d'avocat, et cela, à la connaissance du défendeur ; 2o. que l'action devait, de fait, être périmée éteinte, mais sans frais contre lui en faveur du défendeur. Et à l'appui de cette dernière prétention, le demandeur cita les autorités suivantes : Pothier, tome 7, p. 87 ; Lamoignon, tome 2, p. 215 ; Ancien Denizart, vo. Péremption, n° 12 ; Berriat-St-Prix, proc. Civile, p. 352 ; Carré et Chauveau, tome 3, p. 442, sur l'article 401 ; *Fournier* vs *Québec Ins. Co.*, et *Turner* vs *Lomas* (1).

La cour, par son jugement, maintient que le demandeur était suffisamment représenté par l'un de ses avocats en cette cause et qu'il y avait lieu à la péremption, mais sans frais contre le demandeur. (4 R. L., 699.)

CHS THIBAULT, avocat du demandeur.

R. LAFLAMME, avocat du défendeur.

EXPERTISE.

COUR DE CIRCUIT, Montréal, 5 juin 1872.

Présent : BERTHELOT, J.

OUIMET *vs* PICOTTE.

Jugé : Que l'art. 323 du Code de Procédure Civile, qui dit " L'expertise ne peut se faire que par trois experts convenus par les parties, à " moins qu'elles ne consentent qu'il soit procédé par un seul," est absolu, et une règle, nommant seulement deux experts, est irrégulière (2).

Que le rapport fait par ces deux experts, quoique unanime, ne peut être maintenu par ce seul motif. (4 R. L., 702.)

---

(1) Dans le cas de péremption d'instance, l'action doit être déboutée, chaque partie payant ses frais. Art. 460 C. P. C. de 1867, et art. 285 C. P. C. de 1897. (*Fournier* v. *Québec Fire Ins. Co.*, C. S., Québec, 8 avril 1856, BOWEN, J. en C., MEREDITH, J., et BADGLEY, J., 5 R. J. R. Q., 28).

Dans les cas où la péremption d'instance est déclarée acquise, il ne sera pas accordé de frais. Art. 460 et 478 C. P. C. de 1867, et art. 285 et 549 C. P. C. de 1897. (*Turner* v. *Lomas*, C. S., Québec, 6 septembre 1860, TASCHEREAU, J. A., 8 R. J. R. Q., 429).

(2) Art. 393 C. P. C. de 1897.

CORPORATION MUNICIPALE.—CHEMIN.—FOSSE.—RESPONSABILITE.

COUR DE CIRCUIT, Arthabaska, 8 février 1873.

GEORGE GAGNÉ, demandeur, *vs* LA CORPORATION DU CANTON DE CHESTER-OUEST, défenderesse.

Jugé: 1o. Que pour constater s'il y avait négligence de la part de la corporation, quant aux fossés, il fallait établir, par la production du procès-verbal, si des fossés étaient déclarés nécessaires, et s'il avait été ordonné qu'il en fut fait.

2o. Que les conditions du terrain, des saisons, doivent être prises en considération pour déterminer s'il y a négligence, comme la cause du mauvais état du chemin.

3o. Que les corporations ne sont pas responsables des accidents quand ils sont occasionnés par le fait que le cheval est mal ferré pour la saison, ou que l'épuisement, et non la chute même, est la cause de la perte de l'animal.

PER CURIAM: Le chemin par la pente naturelle du terrain déversait un peu. Il n'y avait pas de roches ni de trous, mais il était tout glacé. Il ne paraissait pas y avoir de fossés. Un cheval assez mal ferré tomba dans le chemin. Il fut relevé et, apparemment sans mal, conduit à l'écurie, visité, examiné et déclaré, vu son âge, sa maigreur, son état d'épuisement, ne pas valoir un bon hivernement, seule chose qui pouvait le rétablir, et qu'il était mieux de le tuer. (4 R. L., 702.)

INELIGIBILITE.—OFFICIER RAPPORTEUR.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DU CANADA. 13 septembre 1854.

Jugé: Qu'un candidat ne peut agir comme officier-rapporteur, et qu'en ce cas tel candidat est inéligible.

Le 13 septembre 1854, l'Assemblée Législative de la province du Canada adopta la motion suivante: Qu'autant qu'il appert par le retour de la dernière élection pour le comté de Bagot, maintenant devant cette chambre, que *Timothée Brodeur* a été élu pour représenter le comté de Bagot, dans le présent parlement, à la dernière élection qui a été tenue par et en vertu d'un bref d'élection daté du 23e jour de juin 1854, sous le sceau de la province, tel qu'adressé à *Timothée Brodeur*, comme officier rapporteur pour ledit comté; que *Timothée Brodeur*, ayant agi comme tel officier rapporteur durant ladite élection, n'était pas qualifié et ne pouvait être

comme tel représentant à ladite élection ; que le retour soit déclaré nul et de nul effet, et que le siège de représentant pour le comté de *Bagot*, soit déclaré vacant. Voir pages 10, 11, 12, 13, 14, 21, 22, 23, 24, du vol. 13, 1ère partie des journaux de l'Assemblée Législative de la province du Canada, session 1854-55. (4 R. L., 703.)

AUBERGISTE.—JEU.—PENALITE.

COUR DE MAGISTRAT DE DISTRICT,
Saint-Hyacinthe, 9 décembre 1872.

Présent : LANCTOT, Magistrat.

C.-A. BOIVIN, officier du revenu, poursuivant, *vs* JOACHIM VIGNEUX, défendeur.

Jugé : Qu'il n'existe aucune pénalité pouvant être infligée à l'aubergiste licencié qui *permet sciemment aux personnes fréquentant son hôtel de jouer à un jeu où il est perdu ou gagné de l'argent.*

Le défendeur, aubergiste licencié, était poursuivi pour $20 d'amende, pour avoir permis sciemment de jouer aux cartes, en son hôtel, à un jeu où il était perdu et gagné de l'argent, en vertu de l'art. 24 de la loi des licences (34 Victoria, ch. 2, 1870, Québec), qui se lit comme suit : " Le maître de toute auberge .... licenciée .... ne permettra sciemment à aucune personne qui la fréquente de jouer à aucun jeu où il est perdu et gagné de l'argent .... ; nul maître de maison ayant licence pour détailler des liqueurs .... ne tiendra plus d'un comptoir .... ni ne vendra en aucun temps de ces liqueurs à des personnes ivres, ni aux soldats .... à peine d'une amende de $20 pour chaque contravention .... " Le défendeur prétendit que la pénalité de $20 réclamée n'était pas imposée par le statut, et n'était recouvrable que pour les offenses décrétées dans la seconde partie de cette clause, mais non pour avoir permis de jouer aux cartes dans une maison licenciée ; que la prohibition du jeu de cartes n'était qu'une simple injonction et qu'en y désobéissant le défendeur n'encourrait aucune pénalité, parce que la loi n'en décrétait aucune pour tel cas. La cour adopta la manière de voir du défendeur et renvoya la plainte. (4 R. L., 704.)

R.-E. FONTAINE, avocat du défendeur.

ROY & CHICOINE, avocats du poursuivant.

DOMMAGES.—RESPONSABILITE.

SUPERIOR COURT, Montreal, june 19th 1873.

Present: MACKAY, J.

CUSHING *vs* THE VICTORIA SKATING CLUB.

Jugé: Qu'un membre d'un club de patineurs, qui se serait mal conduit à une soirée publique, en lançant des pétards, et qui, en conséquence de cela, aurait été suspendu par les directeurs, a droit de recouvrer des dommages de la corporation des patineurs, si les formalités décrétées par les règlements n'ont pas été observées pour sa suspension.

This was an action of an unusual character. Plaintiff, a young gentleman, who was a member of the Skating Club brought an action for the recovery of $5.00 damages for illegal suspension from membership. Whether plaintiff was a shareholder in defendant's corporation or a mere subscriber to the Skating Rink for a year is not clear. Plaintiff, at one of the fancy dress entertainments given at the rink, indulged in the setting off of fire crackers in a manner dangerous to the safety of ladies and others present, and the attention of the directors being called to the fact, a resolution was passed suspending him from membership. Plaintiff felt aggrieved by this treatment, and brought an action against the corporation for the recovery of damages, alleging particularly that he had not received a week's notice of the charge, as he was entitled to under the by-laws of the institution. Defendants pleaded absence of malice and that the company could not be held liable for illegal acts of the directors in excess of their jurisdiction and authority, and, further, that the directors were justified in acting as they did, plaintiff having misconducted himself as alleged.

The court in passing judgment remarked that the conduct of plaintiff was extremely reprehensible and would have justified the immediate interference of the directors and their putting plaintiff off the rink on the night of the entertainment. But the subsequent proceedings were not according to the forms prescribed by the by-laws, for the suspension of a member, whether a shareholder or mere subscriber for the skating season. Plaintiff, therefore, must get some damages; but, as none are proved particularly, mere nominal will be allowed and under the circumstances the court would not allow more than five shillings damages and five shillings costs. (4 R. L., 705; 5 R. L., 299.)

APPEL.—EVOCATION.

COUR SUPÉRIEURE, Arthabaska, 23 mai 1873.

Présent : TASCHEREAU, J.

LA CORPORATION DU COMTÉ DE DRUMMOND, demanderesse, *vs* LA CORPORATION DE LA PAROISSE DE SAINT-GUILLAUME, défenderesse.

Jugé : Que, par l'article 1077 du Code municipal, il n'y a pas d'appel des jugements rendus par la Cour de Circuit en matières municipales.

Qu'il ne peut y avoir évocation de la Cour de Circuit à la Cour Supérieure, en vertu de l'article 1058 du Code de Procédure, que dans les causes où l'appel serait permis en vertu de l'article 1054 du dit code, et que, si la présente cause a été bien instituée devant la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appel du jugement de ladite Cour de Circuit (1).

Qu'une cause intentée à la Cour de Circuit pour le recouvrement de $908.95, en vertu d'un règlement municipal, ne peut être évoquée à la Cour Supérieure.

La Corporation du comté de Drummond poursuivait la Corporation de la paroisse de Saint-Guillaume dans les termes suivants : " Plaintiff complains of defendant and declares : That in and by a certain by-law bearing no 38, entitled :" by-law to authorize the Corporation of the County of Drummond to take shares in the stock of the Richelieu, Drummond & Arthabaska Counties Railway Company, a body politic and corporate to the amount of $150,000, in conformity with the provisions of chapter 25 of C. S. L. C., passed, for the first time, at a general session of the Municipal Council of the county of Drummond, at the village of Drummondville, in the county, on wednesday the 8th day of march 1871, in conformity with the provisions of the Lower-Canada Municipal act of 1860, and the amendments thereto, and that said by-law was afterwards, to wit: on monday, the 16th day of april 1871, duly submitted to and approved by a majority of the votes of the municipalities comprised within the county of Drummond, after that notice had been duly given and published for such voting as required by law, and was subsequently, to wit, on the 24th day of april 1871, finally approved and passed by the municipal council of the county of Drummond, at a special session duly convened in accordance with the requirements of the law, and was finally sanctioned by the Lieutenant-Governor for the Province of Quebec on the 6th day of mai 1871, the whole in accordance with the formalities and requirements of the law, in such

(1) Art. 49 et 1130 C. P. C. de 1897.

case made and provided; that it was, amongst other things by the first clause of said by-law ordained and enacted, that the corporation of the county of Drummond should subscribe and take shares in the stock of the Richelieu, Drummond & Arthabaska Counties Railway Company, to the amount of $150,000, and the warden of the county was thereby authorized and directed to subscribe said shares in said company and to sign the stock book of said company for and in the name of said corporation of the county of Drummond for the sum of $150,000. That, afterwards, the warden duly signed the stock book of the company for said amount of stock and signed and handed over to the company the amount of debentures as authorized by said by-law, the debentures being redeemable in twenty years from date; that, by the third clause of said by-law, it was enacted that, in order to provide for the payment of the interest to accrue on said debentures and of the further sum of two per cent, as a sinking fund for the redemption thereof, an annual special assessment of $12,000 was thereby imposed to be raised and levied until the final redemption of the debentures, upon the assessable property of the county, and the secretary treasurer of the county council should, on the 1st day of october in each year, apportion the amount to be paid by each local municipality, within the county, according to the assessment rolls then in force in each such local municipality respectively, and transmit a copy of such apportionment to the secretary treasurer of each such local municipality who should thereupon be bound to collect the same according to law; that, in accordance with the requirements of clause three, the secretary treasurer of the municipal council of the county of Drummond did, on the first day of october 1871, apportion the amount to be paid by each such local municipality and transmitted a copy thereof to the respective secretary treasurer thereof, as thereby required; that, by said apportionment, the total amount to be paid by defendant was $1817.90; that defendant failed to pay over to plaintiff the said last mentioned amount at the time when the same became due and payable, by reason whereof defendant became bound and liable to pay interest thereon until the final payment thereof; that afterwards, to wit, on the 12th day of january 1872, defendant paid to plaintiff the sum of $908.95 leaving a balance still due and payable of $908.95 with interest thereon from said last mentioned date; that, by reason of the premises and by-law plaintiff has a right to have and demand from defendant the said last mentioned balance with interest as aforesaid; wherefore plaintiff reserving the right to sue for and recover from defendant, hereafter, such damages already suffered or to be suffered by plaintiff, by reason of the default and

neglect of defendant to pay such taxes within the delay required by law, brings suit and prays that defendant be adjudged and condemned to pay and satisfy plaintiff the sum of $908.95, with interest thereon from the 12th day of january 1872, until paid, and costs. Le bref était rapportable le 23 décembre 1872. Le 24 décembre, la défenderesse comparut, elle évoqua la cause en ces termes: La défenderesse déclare qu'elle entend évoquer et évoque la présente cause à la Cour Supérieure pour y être instruite et jugée pour entre autres raisons les suivantes: 1. Parce que la poursuite ou action en cette cause se rapporte à une cotisation, imposition, taxe ou rente annuelle en argent, en tant qu'elle a pour but de faire payer à la défenderesse une somme de deniers représentant sa part en argent d'une taxe ou rente annuelle imposée sur les biens imposables de la municipalité de la paroisse de Saint-Guillaume, formant partie de la municipalité du comté de Drummond, en vertu du règlement no 38 mentionné en la déclaration de la demanderesse; 2. Parce que la poursuite ou action se rapporte à des matières dans lesquelles des droits futurs ou à venir peuvent être affectés, en ce que cette action peut avoir pour résultat d'obliger la défenderesse à contribuer, à l'avenir, au paiement du coût de construction et d'entretien du chemin à lisses dont il est fait mention dans le règlement no 38. Et attendu que la défenderesse entend proposer et faire valoir plusieurs moyens contre l'insuffisance, l'illégalité et la validité prétendue du règlement, de même que contre l'illégalité de telle sorte de règlement, la défenderesse, avant de faire sa défense au mérite et sous la réserve de tous moyens de défense préliminaires et au mérite, déclare évoquer ladite cause à la Cour Supérieure pour la Province de Québec, siégeant dans et pour le district d'Arthabaska. Pourquoi la défenderesse conclut à ce que, vu la présente évocation, le dossier en cette cause soit transmis au greffe du protonotaire de le Cour Supérieure, de la Province de Québec, siégeant dans et pour le district d'Arthabaska, pour que la Cour Supérieure décide sommairement de la validité de la présente évocation et juge la cause, le tout avec dépens. La défenderesse appuyait son évocation sur l'art. 1058 du Code de Procédure, et prétendait que l'art. 951 du Code Municipal ne donne à la Cour de Circuit qu'une juridiction concurrente et qu'elle pouvait évoquer la cause, vu que la somme excédait $200. Elle assimilait les taxes municipales aux taxes d'écoles, d'églises, &c., et citait *Renière* vs *Milette* (1), et l'ar-

(1) Aux termes de l'Ordon. du Conseil Spécial de 1839, 2 Vict., ch. 29, les pouvoirs exercés par les commissaires nommés pour l'érection des paroisses, en tant qu'il s'agit de la nomination des syndics et de l'acte de répartition pour la construction d'églises et de presbytères, sont des pouvoirs judiciaires.

ticle 1054 du Code P. C. L'honorable juge croit que la cause citée, *Renière* vs *Milette* n'a pas d'application à la présente, vu qu'elle était appelable et que, par l'article 1077 du Code Municipal, la présente ne l'est pas.

Jugement: " La cour, considérant que, par l'article 1077 du Code Municipal, il n'y a pas d'appel des jugements rendus par la Cour de Circuit en matières municipales; considérant qu'il ne peut y avoir évocation de la Cour de Circuit à la Cour Supérieure, en vertu de l'article 1058 du Code de Procédure, que dans les causes où l'appel serait permis en vertu de l'article 1054 de ce code, et que si la présente cause a été bien instituée devant la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appel du jugement de la Cour de Circuit, déclare l'évocation mal fondée, la met au néant avec dépens contre la défenderesse, et ordonne que le dossier soit remis à la Cour de Circuit siégeant à Drummondville. (4 R. L, 706)

W.-H. FELTON, avocat de la demanderesse.

A.-L. DESAULNIERS, avocat de la défenderesse.

L'art. 15 de cette ordonnance porte que " lesdits commissaires auront toute " juridiction, toute autorité et tous pouvoirs à l'effet d'entendre, juger et " décider entre les syndics et les intéressés, en rejetant, modifiant ou con- " firmant ledit acte de cotisation, en tout ou en partie, ainsi qu'ils le trou- " veront juste et raisonnable. " Les commissaires (art. 18 de l'Ord.) nomment un secrétaire, lequel tient " registre de tous les jugements, ordonnances et " procédures desdits commissaires, et est le dépositaire légal dudit registre " et desdites procédures. " Par deux lois subséquentes (13 et 14 Vict., ch. 44, art. 11, et 16 Vict., ch. 125, art. 5), les huissiers de la Cour Supérieure sont déclarés être aussi, en vertu de leur office, les huissiers desdits commissaires. Ces derniers forment donc un tribunal spécial, régulièrement organisé et exerçant, dans certaines limites, l'autorité judiciaire. Les parties intéressées c'est-à-dire les contribuables imposés dans l'acte de cotisation ou répartition, sont régulièrement appelés par l'observation de certaines formalités que la loi prescrit, à comparaître devant les commissaires pour en opposer l'homologation, s'ils jugent à propos de le faire. L'art. 19 de l'ord. porte que : " lorsque l'acte de cotisation aura été homo- " logué par lesdits commissaires, les syndics auront droit d'exiger des contri- " buables le paiement des cotisations ou contributions, et, en cas de refus " de paiement, le recouvrement pourra en être poursuivi devant une cour " civile du district, de juridiction compétente, suivant le montant de " l'action en question. " Du moment que l'acte de cotisation est ainsi homologué, il acquiert le même caractère d'authenticité que tout autre acte d'une nature semblable, reconnu solennellement par une cour de justice. Il fait, *primâ facie*, preuve de son contenu, du moins tant que le contraire n'a pas été établi. Le droit d'appel a été reconnu et exercé sur poursuites en recouvrement de la répartition imposée pour subvenir aux frais de construction. (*Renière* et *Milette et al.*, C. B. R., en appel, Montréal, 12 mars 1855, LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., DUVAL, J., et CARON, J., confirmant le jugement de C. S., Trois-Rivères, 2 juin 1854, qui avait confirmé le jugement de C. C., Trois-Rivières, 31 décembre 1853, 4 R. J. R. Q., 293).

TABLE ALPHABÉTIQUE

—DES—

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

A

ACTE :—*Vide* NOTAIRE.

" D'ACCUSATION. Dans un acte d'accusation pour blessures avec intention de meurtre, il faut alléguer que l'offense a été commise par le prisonnier avec préméditation et par méchanceté; il sera sursis au jugement si l'acte d'accusation est défectueux sous ce rapport. (*Kerr* et *la Reine*, C. B. R., Montréal, 8 mars 1872, DUVAL, J. en C., BADGLEY, J., CARON, J., dissident, DRUMMOND, J., dissident, et MONK, J., 2 R. C., p. 238; 24 R. J. R. Q., p. 224.)

" D'ACCUSATION. Dans un acte d'accusation, pour obtention d'effets sous de faux prétextes, il n'est pas nécessaire de mentionner les faux prétextes. (*La Reine* vs *Lavigne*, C. B. R., juridiction criminelle, Sorel, 11 novembre 1872, LORANGER, J., 4 R. L., p. 411; 24 R. J. R. Q., p. 423.)

" D'ACCUSATION. Insuffisant est l'acte d'accusation rédigé en ces termes: "Les jurés de Notre Souveraine Dame la Reine déclarent, sous leur serment, que Théodore Patoille, ci-devant de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, dans le district de Richelieu, commerçant, et maintenant de la ville de Joliette, dans les comté et district de Joliette, dans les trente jours qui ont précédé l'exécution d'un acte de cession de biens, fait par ledit Théodore Patoille, le 3 novembre 1871, en la ville de Berthier, dans le district de Richelieu, devant Huguenin, notaire de la ville de Berthier, en vertu de l'acte de faillite de 1869, à Jean-Octave Chalut, notaire de la ville de Berthier, et syndic d'office du comté de Berthier, en sa qualité de syndic d'office du comté de Berthier, savoir: le ou vers le 26 octobre 1871, Théodore Patoille, étant alors en faillite et ses biens sujets aux dispositions de l'acte de faillite de 1869, a, en la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, dans le district de Richelieu, avec l'intention de frauder ses créanciers et d'éluder leurs droits, enlevé, caché et détourné une partie de ses biens, de la valeur de plus de $50, contre la forme du statut, en pareil cas, fait et pourvu, et contre la paix de Notre Souveraine Dame la Reine, Sa Couronne et Sa Dignité," par le motif que cet acte d'accusation comporte que Patoille aurait enlevé, caché et détourné une partie de ses biens, sans aucunement spécifier quels biens il a ainsi enlevés, cachés et détournés, et sans énumérer la valeur de ces biens.

(*La Reine* vs *Patoille*, C. B. R., juridiction criminelle, Sorel, 2 mai 1872, MONK, J., 4 R. L., p. 131 ; 24 R. J. R. Q., p. 287.)

ACTE SIMULÉ :—*Vide* VENTE.

ACTION. Aucun versement ne peut être demandé, sur les actions d'une compagnie incorporée, à moins que les conditions préalables à telle demande n'aient été remplies. (*Massawippi Valley R. R. Co.* vs *Walker*, C. S., Montréal, 30 septembre 1871, MONDELET, J., 3 R. L., p. 450; 1 R. C., p. 475 ; 24 R. J. R. Q., p. 124.)

" EN BORNAGE :—*Vide* BORNAGE.

" CONDICTIO INDEBITI :—*Vide* FEMME SÉPARÉE DE BIENS.

" EN DÉCLARATION D'HYPOTHÈQUE. Lorsqu'une personne a occupé, sans titre, des terrains appartenant à la Couronne, et qu'elle y a fait des améliorations ; lorsqu'elle les a ensuite cédés par donation, à la charge d'une rente viagère, pour la sûreté du payement de laquelle le donateur a pris hypothèque sur ces terrains ; lorsque le donataire, à son tour, après avoir reçu du gouvernement un billet d'occupation, les a vendus à un tiers qui connaissait la donation et qui a obtenu, en son propre nom, des lettres patentes de la Couronne, le donateur est bien fondé à intenter, contre ce tiers, l'action en déclaration d'hypothèque. (*Bélanger* vs *Blais*, C. S. R., Québec, 4 mai 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 454 ; 1 R. C., p. 479 ; 24 R. J. R. Q., p. 129.)

" EN DOMMAGES. Avant qu'une action en dommages soit intentée contre les commissaires d'école, avis doit leur en être donné. (*Basin* vs *Les Commissaires d'Ecole de Saint-Anselme*, C. S. R., Québec, 28 juin 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 454 ; 1 R. C., p. 480 ; 24 R. J. R. Q., p. 131.)

" EN DOMMAGES. Il y a lieu à l'action en dommages, pour défaut de contenance, bien que le titre indique les tenants et aboutissants et que la description de l'immeuble soit la même que celle donnée dans tous les titres depuis plus de vingt ans. Art. 1500 et 1501 C. C. (*Patterson* et *Usborne*, C. d'Ap., 13 juin 1830, 3 R. L., p. 458 ; 1 R. C., p. 483 ; 24 R. J. R. Q., p. 137.)

" HYPOTHÉCAIRE. Il n'y a pas lieu à l'action hypothécaire, sur un transport qui n'a pas été signifié au débiteur originaire. Art. 1571 C. C. (*Pacaud* vs *Provencher*, C. S. R., Québec, 28 juin 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 454 ; 1 R. C., p. 480 ; 24 R. J. R. Q., p. 130.)

" EN RADIATION D'HYPOTHÈQUE :—*Vide* HYPOTHÈQUE.

" EN REDDITION DE COMPTE. Le failli n'a pas d'action contre le syndic à sa faillite, même après sa décharge, pour le forcer à rendre compte de son administration ; son recours est par voie de requête ou de motion, et, s'il réclame en vertu des actes de composition et de décharge, ces actes doivent d'abord avoir été déposés chez le syndic, afin de permettre à ce dernier d'en donner avis tel qu'exigé par la loi de faillite. (*Fraser* et *Patterson*, C. B. R., en appel, Québec, 18 mars 1871, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 1 R. C., p. 248 ; 24 R. J. R. Q., p. 212.)

AFFAIRE COMMERCIALE :—*Vide* PREUVE.

AFFIDAVIT :—*Vide* OPPOSITION A FIN D'ANNULER.

AGENT :—*Vide* FACTEUR.

" " MANDAT.

" " VENTE.

AGENT DES BOIS DES TERRES DE LA COURONNE:—*Vide* MANDAMUS.

ALIMENTS. La mère d'un enfant illégitime (quoiqu'elle n'ait pas été nommé tutrice) a droit d'action contre le père pour le soutien de son enfant. (*Bilodeau* vs *Tremblay*, C. S. R., Québec, 30 décembre 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 445; 2 R. C., p. 110, et 24 R. J. R. Q., p. 12.)

AMENDE:—*Vide* CERTIORARI.

APPEL. Aux termes de l'art. 1077 C. M., il n'y a pas d'appel des jugements rendus par la Cour de Circuit en matières municipales. (*Corporation du Comté de Drummond* vs *Corporation de la paroisse de Saint-Guillaume*, C. S., Arthabaska, 23 mai 1873, TASCHEREAU, J., 4 R. L., p. 706; 24 R. J. R. Q., p. 523.)

" Il y a appel de tout jugement final de la Cour Supérieure. (*McCarthy* et *Lafond*, C. B. R., en appel, Montréal, décembre 1870, DUVAL, J. en C., dissident, CARON, J., BADGLEY, J., et MONK, J., 1 R. C., p. 231; 24 R. J. R. Q., p. 209.)

" Il n'y a pas d'appel d'un jugement final de la Cour Supérieure, de la part d'une partie qui se plaint seulement qu'on lui a refusé des frais, quel que soit le montant de ceux-ci. L'appel interjeté en semblable cas sera rejeté, lors même que la partie adverse ne le demande pas. Art. 1115 C. P. C. de 1867, et 43 C. P. C. de 1897. (*Filion* et *Séminaire de Québec*, C. B. R., en appel, Québec, 19 septembre 1868, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., et DRUMMOND, J., 1 R. C., p. 231; 24 R. J. R. Q., p. 210.)

" Lorsque le greffier a remis le dossier à la cour de première instance, parce qu'aucun certificat n'a été fourni, dans les six mois de la date de la permission d'appeler, qu'un tel appel avait été interjeté, la cour ne peut ordonner au protonotaire de la cour de première instance de retourner le dossier. (*Burton* et *Young et al.*, C. B. R., en appel, Québec, 18 mars 1871, DUVAL, J, en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 1 R. C., p. 248; 24 R. J. R. Q., p. 213.)

APPEL:—*Vide* DÉSAVEU.

" AU CONSEIL PRIVÉ. La loi de 1793, S. B. C. 34 Geo. III, ch. 6, intitulée: "Acte qui divise la province du Bas-Canada, qui " amende la Judicature d'icelle, et qui rappelle certaines " lois y mentionnées," décrétait art. 31 et 32: "31. Dans " tous les cas où appel serait alloué à Sa Majesté, en son " Conseil Privé, exécution sera suspendue pendant quinze " mois de calendrier du jour auquel tel appel est alloué, et de " l'expiration de cette période jusqu'à la détermination fi- " nale dudit appel, si avant l'expiration desdits quinze mois, " un certificat est filé dans la Cour d'Appel de cette pro- " vince, signé par le greffier du Conseil Privé de sa Ma- " jesté ou de son député ou aucune autre personne par lui " dûment autorisée, que tel appel a été logé, et que des pro- " cédures ont été faites sur icelui devant Sa Majesté en son " Conseil Privé; et si tel certificat n'est pas produit et filé " dans la Cour d'Appel Provinciale dans lesdits quinze " mois, ledit appel n'aura plus d'effet suspensif sur le juge- " ment et exécution, mais la partie qui aura obtenu juge- " ment dans ladite Cour Provinciale d'Appel pourra faire " sortir son exécution comme si tel appel n'avait pas été " interjeté ou alloué, nonobstant toute loi, usage et coutu- " me à ce contraire." "32. Dans tous les cas où un appel

"est alloué par la loi des cours du Banc du Roi qui seront "constituées en vertu de cet acte en la Cour Provinciale "d'Appel ci-devant mentionnée et constituée, où aussi "dans lesquels un appel est alloué par la loi de ladite "Cour Provinciale d'Appel à sa Majesté en son Conseil "Privé, aucun appel ne sera accordé ou alloué après l'ex-"piration d'une année de la date du jugement final des-"dites cours respectivement, nonobstant toute loi, usage "ou coutume à ce contraire etc." La requête à fin de rejeter un appel au Conseil Privé, à raison du délai apporté dans la poursuite de cet appel, et parce qu'aucun certificat n'a été produit en conformité de l'art. 31 ci-dessus, n'est pas recevable, par les motifs que la disposition de l'art. 32, qui accorde un délai d'un an et un jour pour poursuivre l'appel, bien qu'on y ait adhéré généralement, n'est pas impérative par rapport au Roi en son Conseil, et que l'intimé n'a aucun droit de se plaindre du délai apporté dans la poursuite de l'appel, lorsqu'il a été lui-même huit mois sans faire aucune demande à ce sujet. (*Saint-Louis et al.* et *Saint-Louis et al.*, Conseil Privé, Londres, 29 novembre 1836, 1 M. P. C. R., p. 143; 24 R. J. R. Q., p. 194.)

APPEL. La loi S. C. de 1875, 38 Vict., ch. 11, intitulée: "Acte pour éta-"blir une Cour Suprême et une Cour d'Echiquier pour le "Canada", décrète art. 47: "Le jugement de la Cour Su-"prême sera dans tous les cas définitif, et nul appel ne "pourra être interjeté d'aucun jugement ou ordre de la "Cour Suprême, devant aucune cour d'appel établie par le-"parlement de la Grande-Bretagne et d'Irlande à laquelle "il peut être ordonné de porter des appels ou petitions à "Sa Majesté en conseil, sauf tout droit qu'il plaira gracieu-"sement à Sa Majesté d'exercer en vertu de sa prérogati-"ve royale." Bien que la prérogative de Sa Majesté, de permettre un appel, soit conservé par l'article ci-dessus, le le Conseil Privé refusera d'en conseiller l'exercice dans une cause dont le montant en litige n'est que de $300 et lorsque la contestation entre les parties ne se rapporte qu'à l'interprétation et à l'effet d'un contrat particulier, sans qu'on invoque aucun principe général et s'il n'existe d'autres causes nécessairement affectées par la décision dont on se plaint (*Johnson* et *Le Ministre et les Syndics de l'Eglise de Saint-André*, Conseil Privé, Londres, 10 décembre 1877, 3 L. R., P. C., p. 159; 37 L. T., p. 556; 24 R. J. R. Q., p. 104.)

" Pour décider de la valeur de la matière en litige, relativement à l'appel au Conseil Privé, il ne faut pas avoir égard au montant réclamé par l'action, mais à celui accordé par le jugement. Art. 1178 C. P. C. de 1867, et art. 68 C. P. C. de 1897. (*Burland* et *Larocque*, C. B. R., en appel, 4 septembre 1869, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., 1 R. C., p. 232; 24 R. J. R. Q., p. 210.)

" Pour déterminer s'il y a appel au Conseil Privé, il faut uniquement considérer le capital réclamé. Il ne faut pas considérer dans la computation des £500, les intérêts accrus depuis le jour de l'institution de l'action Art. 1178 C.P.C. de 1867, et art. 68 C.P.C. de 1897. (*Wilson* et *Demers*, C.B.R., en appel, Québec, 18 septembre 1870, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., 1 R. C., p. 232; 24 R. J. R. Q., p. 211.)

" Pour déterminer s'il y a appel au Conseil Privé, il faut prendre en considération les intérêts accrus depuis la date de l'action aussi bien que le capital. Art. 1178 C. P. C. de 1867, et art.

68 C. P. C. de 1897. (*Voyer* et *Richer*, Conseil Privé, 8 février 1871, 1 R. C., pp. 232 et 233.)

ARBITRAGE. En vertu de la loi qui l'incorpore, la Halle aux blés a le pouvoir de nommer des arbitres pour régler les différends entre ses membres. Certaines formalités sont prescrites, entre autres, que les arbitres doivent être assermentés et qu'il y ait un compromis par écrit au commencement des procédures. Dans les cinq jours qui suivent la sentence arbitrale, toutes les questions qui s'y rattachent peuvent être revisés par le conseil de revision. La sentence arbitrale, si elle est confirmée, est finale et on peut la mettre à exécution. Le conseil de revision a le droit de rouvrir la cause et d'entendre des témoins. Celui en faveur de qui la sentence arbitrale a été rendue n'est pas recevable à faire motion pour son exécution si des formalités essentielles ont été omises, entre autres, si les arbitres n'ont pas été assermentés, mais sa motion sera rejetée sans frais, par le motif que le défendeur n'a fait d'objection qu'après la reddition de la sentence. (*Mitchell* v. *Butters*, C. S., Montréal, 18 septembre 1872, MACKAY, J., 2 R.C., p. 480; 24 R. J. R, Q., p. 229.)

ARCHITECTE. L'architecte qui a fait des plans et veillé à leur exécution pour la construction d'une maison, à la réquisition du propriétaire de cette maison, n'a droit à aucune commission contre le constructeur sur le prix des ouvrages exécutés; il n'a de recours que contre celui qui l'a employé, à moins d'une convention contraire. Le fait, par un constructeur, d'aller chez l'architecte pour visiter les plans, et même les emprunter, n'est pas par lui-même une présomption que l'architecte est employé par lui. (4 R. L., p. 375; 24 R. J. R. Q., p. 384.)

ASSURANCE :—*Vide* MANDAT.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE : — *Vide* CRÉANCIER CHIROGRAPHAIRE.

AUBERGISTE :—*Vide* JEU.

AUTORISATION MARITALE :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

AVIS :—*Vide* CONGÉ-DÉFAUT.

" :—*Vide* CONSEILLER MUNICIPAL.

" D'ACTION :—*Vide* ACTION EN DOMMAGES.

AVOCAT. L'avocat qui a conseillé à son client de s'opposer à l'exécution d'un bref, même par la force, dans la confiance où il était que ce bref était nul, ne peut être incriminé pour ce conseil illégal. (*La Reine* v. *Morrison et al.*, C. B. R., en appel, Montréal, 26 janvier 1872, CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 3 R. L., p. 525; 2 R. C., p. 530; 24 R. J. R. Q., p. 142.)

" Une partie représentée par deux avocats pratiquant en société, continue à être suffisamment représentée par un de ses avocats, lorsque l'autre a cessé de pratiquer. (*Tassé* v. *Laberge*, C. S., Montréal, 25 février 1871, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 699; 24 R. J. R. Q., p. 518.)

" :—*Vide* DÉPENS.

B

BAIL. Il n'y a pas d'action contre un syndic, sous l'empire de la loi des faillites, pour résilier un bail fait au failli, avant sa faillite, parce que les lieux ne sont pas garnis de meubles suffisants pour répondre du loyer. (*Anderson* v. *Wurtele*, C. S., Québec, 29 décembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 111; 24 R. J. R. Q, p. 27.)

BAIL :—*Vide* COMPÉTENCE.
" :—*Vide* LOUAGE.
" :—*Vide* PRIVILÈGE DU LOCATEUR.
" :—*Vide* TAXE MUNICIPALE.
BAIL VERBAL :—*Vide* BANC D'ÉGLISE.
BANC D'ÉGLISE. Le particulier qui, membre d'une congrégation religieuse, a, par bail verbal, loué un banc dans une église appartenant à cette congrégation, a droit à la continuation de son bail pour l'année suivante, s'il offre d'en payer d'avance le loyer, et, dans ce cas, les syndics de l'église sont responsables en dommages s'ils refusent sans raison de le lui louer et le privent injustement de l'usage et jouissance de son banc. (*Johnson* et *Le Ministre et les Syndics de l'Eglise de Saint-André*, Cour Suprême, Ottawa, 28 juin 1877, RICHARDS, J. en C., dissident, RITCHIE, J., STRONG, J., dissident, TASCHEREAU, J., FOURNIER, J., et HENRY, J., infirmant le jugement de C. B. R., Montréal, 2 février 1876, DORION, J. en. C., dissident, RAMSAY, J., dissident, TESSIER, J., MONK, J., et SANBORN, J., qui avait confirmé le jugement de C. S., Montréal, 30 novembre 1873, JOHNSON, J., 18 J., p. 113; 1 R. C. S., p. 235; 24 R. J. R. Q., p. 30)
" Une congrégation est une association volontaire, mais, comme dans toutes les autres associations, il existe un contrat, soit implicite soit exprès, entre elle et ceux qui la joignent. Une personne est-elle admise dans une église, il y a contrat implicite que, tant qu'elle voudra en rester membre et qu'elle se conduira selon les règles de cette église, elle jouira de tous les avantages accordés à ses membres. C'est entendu qu'elle n'est pas exposée à en être expulsée au gré des syndics. Un homme peut être expulsé de l'église, mais ce n'est pas là l'office des syndics. Etant établi que les bancs ont été mis à la disposition des membres, l'homme qui en a loué un a droit de le garder à volonté, en en payant la rente. (*Johnson* et *Le Ministre et les Syndics de l'Eglise de Saint-André*, C. B. R., en appel, Montréal, 3 février 1876, opinion de DORION, J. en C., dissident, 24 R. J. R. Q., p. 45.)
BILLET A ORDRE. Bien que le billet n'ait pas été protesté, l'endosseur est comptable de son remboursement, s'il a donné au porteur de ce billet un mémorandum ainsi conçu : " Mon " billet devenant dû le 10 courant (février), bon pour dix " jours après date," lorsque le billet auquel le mémorandum référait devenait dû le 11 du même mois et qu'il n'y avait pas d'autre billet. (*Burnett* v. *Monaghan*, C. S. R., Montréal, 29 avril 1871, MONDELET, J., dissident, MACKAY, J., et TORRANCE, J., confirmant le jugement de C. C., Saint-Hyacinthe, 3 R. L., p. 448; 1 R. C., p. 473; 24 R. J. R. Q., p. 29.)
" Dans une action sur billet à ordre payable à un endroit spécial y mentionné, on doit alléguer qu'il y a eu présentation pour paiement à cet endroit. (*Partridge* v. *McLeod*, C. S., Montréal, 7 mars 1872, TASCHEREAU, J., 2 R. C., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 223.)
" La prescription d'un billet à ordre se plaide par une exception péremptoire, et non par une défense en droit. (*Faucher* v. *Bélanger*, C. S., Montréal, 31 octobre 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L, p. 388; 24 R. J. R. Q., p. 396.)
" Le fait que le porteur a écrit sur un billet, à l'insu de l'endosseur, le mot "mois" après le mot "trois," ne constitue pas un faux, et l'endosseur est responsable. (*Latué* v. *Clarke*, C.S., Montréal, 29 avril 1871, TORRANCE, J., 3 R. L., p. 450; 1 R. C., p. 475; 24 R. J. R. Q., p. 123.)

BILLET A ORDRE :—*Vide* CORPORATION MUNICIPALE.
" :—*Vide* GARANTIE SUBSIDIAIRE.
" :—*Vide* PROCÉDURE.
" :—*Vide* PROCÈS PAR JURY.
" :—*Vide* PROCLAMATION.
" :—*Vide* VENTE.

BORNAGE. Dans une action entre deux voisins, relativement à la ligne de démarcation de leurs héritages; la Cour peut donner ordre qu'un arpenteur fasse un plan figuratif de la propriété en question, afin qu'elle puisse être mieux préparée à rendre son jugement. (*Levesque* vs *McCready*, C. S., Montréal, 30 novembre 1872, TORRANCE, J., 3 R. C., p. 76; 24 R. J. R. Q., p. 349.)

C

CANDIDAT :—*Vide* INÉLIGIBILITÉ.

CAPIAS. L'affidavit pour *capias*, dans lequel le demandeur dépose que le défendeur lui doit une somme de £15, pour effets vendus et livrés à Québec et que les raisons qu'il a de croire que le défendeur est sur le point de quitter le pays sont certaines informations qu'on lui a données, sans divulguer le nom de ceux qui les lui ont fournies, est insuffisant et le *capias* doit être cassé. (*Lebel* vs *O'Brien*, C. S., Montréal, 12 mars 1872, TASCHEREAU, J., 2 R. C., p. 238; 24 R. J. R. Q., p. 224.)

" La province de Manitoba ne fait pas partie du Canada aux termes de l'art. 797 C. P. C. et, par suite, un débiteur qui quitte la province de Québec pour cette partie de la Puissance, ne peut, pour cette seule raison, réclamer d'être exempt d'arrestation en vertu d'un *capias ad respondendum*. Art. 895 C. P. C. de 1897. (*Latné et al.* vs *Clarke*, C. S. R., Montréal, 30 janvier 1872, MONDELET, J., BERTHELOT, J., et TORRANCE, J., 2 R. C., p 232; 34 R. J. R. Q., p. 217.)

" La raison donnée par le demandeur, dans son affidavit pour *capias*, pour croire que le défendeur, domicilié hors de la Province, est sur le point de la quitter, avec intention, etc., "que le défendeur est prêt à partir, dans son bâtiment, pour faire voile pour l'Europe, ou autres parties du monde", est insuffisante. (*Paquet* vs *McNab*, C. S., Québec, 7 octobre 1871, STUART, J., 3 R. L., p. 456; 1 R. C., p. 481; 24 R. J. R. Q., p. 132.)

" Le locateur ne peut faire décerner un *capias* ni pratiquer une saisie-arrêt, pour loyer futur contre son locataire, à raison de la diminution des meubles meublants. (*O'Brien* vs *Lajeunesse*, C. S., Montréal, 30 septembre 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 232.)

" Lorsqu'il y a eu cause probable et raisonnable pour l'émission du *capias*, il n'y a pas lieu à des dommages quoique le *capias* ait été cassé pour défaut de formalités. Art. 796 C. P. C. de 1867, et art. 893 C. P. C. de 1897. (*Milot* vs *Chagnon*, C. S. R., Québec, 28 juin 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 454; 1 R. C., p. 380; 24 R. J. R. Q., p. 130.)

" Quand les moyens allégués par l'affidavit pour l'obtention d'un *capias*, sont que le défendeur a recélé ou recèle ses biens, créances et effets, il n'est pas nécessaire d'en donner les raisons. (*Casavant* vs *Patenaude*, C. S., Québec, 9 décembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 446; 2 R. C., p. 111; 24 R. J. R. Q., p. 26.)

CAPIAS. Un *capias* décerné sans l'ordre d'un juge, dans une cause où le principal droit d'action consiste dans le recouvrement de dommages, sera cassé et annulé sur motion. (*Goyette* vs *McDonald*, C. S. R., Montréal, 31 mai 1873, JOHNSON, J., TORRANCE, J., BEAUDRY, J., confirmant le jugement de C. S., Beauharnois, 4 R. L., p. 538; 24 R. J. R. Q., p. 447.)

" Un particulier a intenté une action en dommages pour arrestation illégale et malicieuse, action qu'il a commencée par un *capias* dont un juge a permis l'émission. Le défendeur fait motion tendant à casser le *capias*, à raison de l'insuffisance de l'affidavit et, spécialement, parce que la déclaration ne contient aucune allégation que les procédures criminelles, dont on se plaint, aient eté décidées ou soient encore pendantes. Le demandeur dit que, comme le défendeur était sur le point de quitter le pays, il a été forcé d'intenter son action avant qu'il fut adjugé sur l'accusation portée contre lui. *Jugé:* Que le *capias* a été émis validement. (*Fraser* vs *Gerrie*, C. S., Montréal, 27 juin 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 477; 24 R. J. R. Q., p. 225.)

CAUTION:—*Vide* PAIEMENT.

" JUDICATUM SOLVI. Le maître d'un vaisseau étranger, qui a son domicile hors de la province, mais qui est temporairement dans ses limites, lors de l'institution de l'action, doit fournir caution lorsqu'il est demandeur. (*Grace* vs *Crawford*, C. S., Québec, 29 décembre 1871, MEREDITH, J. en C., 3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 111. 24 R. J. R. Q., p. 27.)

" JUDICATUM SOLVI. Lorsqu'une partie a droit de demander caution pour les frais, elle peut soit présenter sa requête en vacance dans les quatre jours, ou en donner avis dans ce délai et ensuite la demander par motion au terme suivant. (*Mantha* vs *Coghlan*, C. S., Québec, 11 décembre 1871, STUART, J., 3 R. L., 447; 2 R. C., p. 111; 24 R. J. R. Q., p. 26.)

" L'ordonnance qui permet de plaider *in forma pauperis* n'a trait qu'aux officiers de la cour; elle n'affecte nullement la partie adverse qui a droit d'exiger du demandeur absent, qu'il donne caution pour les frais, ou d'en déposer le montant en cour. (*Arpin* v. *Riopel*, C. C., Montréal, 14 septembre 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 385; 24 R. J. R. Q., p. 394.)

CAUTIONNEMENT. Aux termes de l'art. 824 C. P. C., caution peut être, avec la permission de la cour, fournie même après jugement. (*Bélanger* v. *Balfour*, C. S., Montréal, 27 février 1872, METEDITH, J. en C., 2 R. C., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 222.)

" Le failli n'est pas libéré d'un cautionnement judiciaire par lui fourni avant la cession, par la décharge accordée par ses créanciers en nombre et en valeur, tel que requis par la loi de faillite, 32 33 Vict., ch. 16, art. 100, et confirmée par la cour. (*Proc. Général Ouimet, pro Regina*, v. *Lafond*, C. S., Montréal, 27 février 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 142; 24 R. J. R. Q., p. 353.)

" Si, dans un procès pour meurtre, les jurés ont différé d'opinion et ont été congédiés, l'accusé peut être admis à fournir caution. (*Ex parte Baker*, C. B. R., en appel, décembre 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 3 R. C., p. 45; 24 R. J. R. Q., p. 238.)

" :—*Vide* FEMME SÉPARÉE DE BIENS.

" :—*Vide* ELECTION MUNICIPALE.

" :—*Vide* OPPOSITION.

" :—*Vide* POSSESSION PROVISOIRE.

CERTIORARI, La condamnation à une amende, pour avoir réparé une toiture avec des bardeaux, est illégale et sera cassée sur *certiorari*, s'il est établi que le statut sur lequel est basé le règlement municipal qui règle cette matière, ne fait mention que du fait de couvrir de bardeaux tout un toit; le règlement ne peut outrepasser le statut. (*Ex parte Lachapelle*, C. S., Montréal, 31 janvier 1873; MACKAY, J., 3 R. C., p. 87; 24 R. J. R. R., p. 351.)

" Le ch. 18 des S. R. B.-C. de 1861, intitulé: "Acte concernant " l'érection et la division des paroisses,—la construction et " la réparation des églises, presbytères et cimetières,—et " les assemblées de fabrique," décrète art. 11: "Si une op- " position est déposée tel que mentionné plus haut, et que " les commissaires jugent à propos de la prendre en consi- " dération, ils pourront alors procéder à constater l'étendue, " les limites et les bornes et démarcations de toutes pa- " roisse, subdivision, démembrement, ou réunion de pa- " roisses, et généralement s'enquérir de tout ce qui aura " été fait et ordonné à ce sujet par les autorités ecclésias- " tiques seules, ou de tous changements ou modifications " faits par lesdites autorités aux limites, bornes et démar- " cations des paroisses ou subdivisions de paroisses déjà " établies suivant la loi; dont et du tout les commissaires " feront un rapport au gouverneur; dans ce rapport ils dési- " gneront les bornes, limites et démarcations de telles " paroisses ou subdivisions de paroisses, ou les chan- " gements et modifications à faire aux paroisses déjà " établies suivant la loi, déclarant de plus les limites, " bornes et démarcations qu'ils croiront être le plus conve- " nable d'assigner pour la commodité des habitants: 2. Mais " dans le cas où ils jugeraient nécessaire de faire quelques " changements ou modifications à ce qui aurait été réglé et " ordonné par le décret canonique, les commissaires con- " sulteront les autorités ecclésiastiques ci-dessus mention- " nées, ou telle personne qui sera nommée par elles pour " cette fin, et obtiendront leur opinion à ce sujet, que les " dits commissaires mentionneront aussi dans leur rapport, " ainsi que toutes remontrances et représentations qu'au- " cun nombre d'habitants auront cru nécessaire de leur " présenter à l'appui de leurs demandes et réclamations." Aux termes de cet article ces commissaires n'ont aucune fonction et devoir d'un caractère judiciaire, car il est évident qu'ils ne sont que de simples commissaires aux fins d'*informer* le gouvernement et rien de plus. C'est aussi ce qui résulte de l'art. 15 de la même loi, lequel se lit ainsi qu'il suit: "Sur le procès-verbal des commissaires, conte- " nant leur rapport comme ci-dessus, le gouverneur pourra " lancer une proclamation, sous le grand sceau de la pro- " vince, pour l'érection de telle paroisse pour les fins civiles, " et pour la confirmation ou l'établissement et reconnais- " sance des limites et bornes d'icelles; laquelle proclama- " tion vaudra comme érection et confirmation légale, pour " toutes fins civiles de la paroisse, ou des paroisses ou sub- " divisions de paroisses qui y seront désignées, même de " celles qui seraient des démembrements, réunions ou sub- " divisions de paroisses érigées et reconnues par l'arrêt de " Sa Majesté Très-Chrétienne en date du trois de mars, mil " sept cent vingt-deux, ou par aucunes lettres patentes ou " proclamations subséquentes." Des termes de cet article il résulte que le gouverneur ou le gouvernement n'est aucunement lié par le rapport des commissaires, puisqu'il y

est dit que le gouverneur pourra lancer la proclamation confirmative du rapport, de même qu'il peut la retenir, s'il est avéré qu'il y a de bonnes raisons pour ne pas l'accorder. C'est à la haute administration du gouvernement qu'il appartient de décider en dernier lieu. C'est à l'Etat à s'entendre avec l'Eglise; il n'y a pas lieu à l'intervention judiciaire. Les commissaires n'ont, en vertu de leur commission et de par la loi, aucun devoir à remplir qui soit d'un caractère judiciaire. L'art. 1220 C. P. C. (art. 1292 C. P. C. de 1897) porte qu'il y a lieu au bref de *certiorari* pour faire reviser un jugement rendu, ce qui s'entend d'un jugement final. Autrement les tribunaux inférieurs pourraient être arrêtés, dans l'exécution de leurs devoirs, dès l'origine des procédures dont ils sont saisis, ce qui est contraire à toute idée du remède que l'on entend apporter par ce bref. Les commissaires ne rendent pas de jugement à proprement parler. Leurs pouvoirs ne sont que d'un caractère administratif, ou de simples pouvoirs de commissaires enquêteurs par voie de délégation de l'autorité du gouvernement. Par ces motifs, il est certain que leurs procédures ne peuvent être attaquées ou mises en question par voie de *certiorari*. (*Ex parte la Fabrique de Montréal*, req. *certiorari*, et *Hudon et al.*, req. érection civile, vs *Archambault et al.*, commissaires, C. S., Montréal, 30 avril 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 271 ; 24 R. J. R. Q., p. 366.)

CESSION DE BIENS. Le créancier qui a consenti à ce que son débiteur fasse une cession autrement qu'en la manière prescrite par la loi de faillite de 1869, ne peut se prévaloir de cette session pour assujétir les biens de ce débiteur à la liquidation forcée. Une autorisation générale, donnée par un créancier demeurant à l'étranger, de le représenter à toutes fins que de droit à une assemblée des créanciers convoquée par un insolvable, pour leur communiquer ses affaires et prendre leur avis sur ce qu'il doit faire dans l'intérêt commun, est autorisation suffisante à celui qui en est muni pour signer postérieurement un acte de cession qui aurait été approuvée à telle assemblée. (*Pickett* vs *Plinguet et al.*, et *Plinguet et al.*, req., C. S., Montréal, 30 janvier 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 544 ; 24 R. J. R. Q., p. 451.)

" Le transfert des biens du failli aux syndics investit ceux-ci du pouvoir d'intenter les actions en leur propre nom et sans avis. Aucun avis du transfert n'est nécessaire, même en cas de transfert ordinaire, si la dette est restée due et n'a pas été saisie par d'autres créanciers. Art. 1571 C. C. (*Gales et al* vs *Another*, C. B. R., Montréal, 1818, PYKE, J., 3 R. L., p. 456 ; 1 R. C., p. 481 ; 24 R J. R. Q., p. 134.)

CHEMIN :—*Vide* CORPORATION MUNICIPALE.

CHOSE JUGÉE :—*Vide* DÉSISTEMENT.

CLAUSE PÉNALE. Malgré une clause pénale, en cas de retard de la part du propriétaire à livrer une maison louée, il est loisible au tribunal de réduire cette peine, s'il appert que le locataire n'a souffert aucun dommage de ce retard, même quand l'obligation principale n'aurait pas été exécutée en partie (C. C., Montréal, 8 juin 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 411 ; 24 R. J. R. Q., p. 423.)

CLUB :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

COLLOCATION :—*Vide* DISTRIBUTION SUPPLÉMENTAIRE.

COMMISSAIRE D'ECOLES :—*Vide* ACTION EN DOMMAGES.

" :—*Vide Mandamus.*

COMMISSAIRES POUR L'ERECTION CIVILE DES PAROISSES :—*Vide Certiorari.*

" :—*Vide Quo Warranto.*

COMMISSION :—*Vide* ARCHITECTE.

" DEL CREDERE. Il est de la nature de la commission *del credere*, que le commissionnaire devient assureur. (*Young et al.* vs *Converse*, C. S. R., Montréal, 28 février 1873, MACKAY, J., TORRANCE, J., BEAUDRY, J., confirmant le jugement de C. S., Montréal, mai 1872, 3 R. C., p. 67 ; 24 R. J. R. Q., p. 343)

" ROGATOIRE. La loi de la Puissance, qui permet l'examen d'un témoin en matières civiles, en vertu d'une commission rogatoire émanée à l'étranger, est d'intérêt international et, par suite, de la juridiction du parlement d'Ottawa. (*Ex parte Smith*, C. S., Montréal, 29 février 1872, TORRANCE, J., 2 R. C., p. 284 ; 24 R. J. R. Q., p. 218.)

COMMUNAUTÉ DE BIENS :—*Vide* FEMME MARIÉE.

COMPAGNIE INCORPORÉE :—*Vide* ACTIONS.

" D'EXPRESS :—*Vide* DOMMAGES.

COMPENSATION. Le maître peut plaider compensation du salaire d'un mois terminé par son employé, sans qu'il soit nécessaire de faire une demande incidente, pour les dommages causés par cet employé en quittant subitement son service, parce que ces dommages découlent de la même source. Le juge peut accorder des dommages, quoique le montant n'en soit pas prouvé, quand, d'après la preuve, il voit qu'il y a eu réellement des dommages de soufferts. (*Mondor* vs *Pesant*, C. C., Montréal, 15 novembre 1872, JOHNSON, J., 4 R. L., p. 382 ; 24 R. J. R. Q., p. 391.)

" :—*Vide* DÉPENS.

COMPÉTENCE. Dans une action en expulsion, la juridiction de la Cour est déterminée par le montant spécifié au bail, et non par le montant demandé. La Cour de Circuit ne peut résilier un bail dont le montant excède $100, quoique le montant demandé pour loyer soit moindre ; partant une telle action portée en Cour de Circuit sera déboutée, sur exception déclinatoire, sauf à se pourvoir au tribunal compétent, (*Dorion* vs *Poulain*, C.C., Montréal, 11 octobre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 566 ; 24 R. J. R. Q., p. 460.)

" Il n'appartient pas à une Cour de Circuit qui a infirmé le jugement d'un juge de paix, de faire exécuter le jugement. (*Corporation de la ville ou bourg de William-Henry* et *Guevremont*, C. B. R., en appel, Montréal, 9 mars 1868, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., et BADGLEY, J., 4 R. L., p. 44 ; 24 R. J. R. Q., p. 254.)

" La cour ne peut référer une cause à un comptable-expert, pour qu'il entende les parties, examine le dossier et les comptes et fassent rapport si certaines ventes de marchandises ont été garanties, etc. (*Young et al.* vs *Converse*, C. S. R., Montréal, 28 février 1873, MACKAY J., TORRANCE J., et BEAUDRY, J , infirmant le jugement de C. S., Montréal, mai 1872, 3 R. C., p. 67 ; 24 R. J. R. Q., p. 343.)

" Le conseil municipal d'une paroisse étant sur le point de faire passer une rue à travers le terrain de la fabrique de cette paroisse, le curé et les marguilliers, à une assemblée où des anciens marguilliers étaient présents, mais à laquelle aucun autre paroissien n'assistait, résolurent de faire les procédures légales pour empêcher l'établissement de cette rue et intentèrent à cette effet une action contre le conseil municipal qui plaida que le curé et les marguilliers étaient incompétents à l'intenter. *Jugé :* Que le curé et les marguilliers étaient incompétents à porter telle action sans le consentement des paroissiens, et que, dans les paroisses catholiques romaines du Bas-Canada, le corps entier des parois-

siens, à moins de coutume contraire, a droit d'être consulté dans toute affaire importante affectant la paroisse. (*Curé et Marguilliers de l'Œuv. et Fab. de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères* et *Corporation de la paroisse de Verchères*, Conseil Privé, 6 mars 1875, confirmant le jugement de C. B. R., en appel, Montréal, 22 mars 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., dissident, qui avait confirmé le jugement de C. S., Montréal, 30 décembre 1869, BERTHELOT, J., 19, J., p. 141; 4 R. L., p. 87; 6 R. L., p 691; 2 R. C., p. 232; 6 L. R., P. C., p. 330; 4 L. J., P. C., p. 34; 32 L. T., p. 173; 24 R. J. R. Q., p. 261.)

COMPÉTENCE. Sur action en dommages pour violation de propriété et pour avoir coupé du bois sur les limites du demandeur, la propriété de ce dernier étant sise dans Ontario et celle du défendeur dans Québec, la Cour est incompétente à ordonner une expertise ayant pour objet de fixer la ligne de démarcation des deux propriétés et d'établir de quel côté de cette ligne le bois aurait été coupé, par le motif que la ligne à fixer se trouve située dans la province d'Ontario. (*Skead* et *McDonnell*, C. B. R., en appel, Québec, décembre 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., dissident, Drummond, J., BADGLEY, J., et MONK, J., infirmant le jugement de C. S., 3 R. C., p. 42; 24 R. J. R. Q., p. 234.)

COMPROMIS :—*Vide* DISTRACTION DE FRAIS.

CONCORDAT. Le créancier peut réclamer de son débiteur, lors d'une seconde faillite de ce dernier, tout le montant de la réclamation qu'il avait contre lui lors de sa première faillite, lorsqu'il y a eu concordat et que le débiteur n'en a pas accompli les conditions. (*In re Clark et al.*, faillis, et *Banque Molson*, récl., et *Buchanan et al.*, cont., C. S., Montréal, 17 mai 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 225; 24 R. J. R. Q., p. 358.)

CONGÉ-DÉFAUT. Il n'est pas nécessaire de donner avis d'une motion de congé-défaut. (*Gagnon* vs *Senécal*, et *Gouin*, t. s., 4 R. L., p. 537; 24 R. J. R. Q., p. 446.)

CONSEILLER MUNICIPAL. Le seul fait qu'un conseiller a quitté son domicile ou sa place d'affaires dans la municipalité, rend sa place vacante, de telle sorte qu'il n'a plus droit de siéger à aucune session du conseil; partant, un règlement divisant la municipalité en quartiers électoraux, adopté par quatre conseillers dont l'un avait ainsi cessé de faire partie du conseil, est d'une nullité absolue. L'art. 120 du code n'a pour but que de protéger les droits des tiers contre le conseil, dans le cas où, par inadvertance, un vote illégal aurait été admis. La présence d'un conseiller à une assemblée du conseil, couvre le défaut d'avis. (*Loiseau* vs *Lacaille*, C. C., Montréal, 12 mars 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 236; 24 R. J. R. Q., p. 221.

CONTRAT :—*Vide* VIOLATION DE CONTRAT.

" DE MARIAGE :—*Vide* ENREGISTREMENT.

CORPORATION MUNICIPALE. Le trésorier d'une corporation municipale n'a pas le droit d'accepter un billet en paiement des taxes. (*Dumaine* v. *Corporation de Montréal*, C C., Montréal, 30 septembre 1871, MACKAY, J., 3 R. L., p. 451; 1 R. C., p. 475; 24 R. J. R, Q., p. 125.)

" Le secrétaire-trésorier a le droit de refuser, aux contribuables de la municipalité, de prendre eux-mêmes des extraits des registres et autres documents déposés dans son bureau; ces registres et documents ne sont ouverts qu'à l'inspection et à l'examen des intéressés et des membres du conseil. (*Gagnier* v. *Vannier*, C. C., Châteauguay, 15 mai 1873, DUNKIN, J., 4 R. L., p. 568; 24 R. J. R. Q., p. 462.)

CORPORATION MUNICIPALE. Le secrétaire-trésorier ne tient sa charge que sous le bon plaisir du conseil. (*Loiseau* vs *Lacaille*, C. C., Montréal, 12 mars 1872, MACKAY, J., 2 R., C., p. 236; 24 R. J. R Q., p. 221.)

" Pour constater s'il y a eu négligence de la part de la corporation, relativement à certains fossés, il faut établir, par la production du procès-verbal, si des fossés étaient déclarés nécessaires, et s'il a été ordonné qu'il en fut fait. Les conditions du terrain, des saisons, doivent être prises en considération pour déterminer s'il y a négligence. La corporation n'est pas responsable de l'accident, quant il a été occasionné par le fait que le cheval était mal ferré pour la saison, ou que l'épuisement, et non la chute même, est la cause de la perte de l'animal. (*Gagné* vs *Corporation du Canton de Chester-Ouest*, C. C., Arthabaska, 8 février 1873, 4 R L., p. 702; 24 R. J. R. Q., p. 520.)

" Une corporation municipale n'est pas responsable pour la négligence de ceux qui ont laissé des obstructions dans les rues, s'il appert que le conducteur de la voiture qui en a souffert, aurait pu éviter ces obstructions. (*Maguire* vs *Cité de Montréal*, C. S., Montréal, 29 avril 1871, MONDELET, J., 3 R. L., p. 450; 1 R. C., p. 475; 24 R. J. R. Q., p. 124.)

" Une personne qui, par curiosité, assiste à un incendie et y reçoit une blessure grave, infligée par un cheval que les pompiers auraient laissé sans gardien, a une action en dommage contre la corporation à qui ce cheval appartient. (*Guimond* vs *Corporation de Montréal*, C. S., Montréal, 17 mai 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 285; 24 R. J. R. Q., p. 375.)

" Une poursuite intentée par une corporation municipale sous le nom de: *La Corporation de Sainte-Martine*, et non *La Corporation de la paroisse de Sainte-Martine*, sera rejetée sur exception à la forme. (*Corporation de Sainte-Martine* vs *Henderson*, C. C., Châteauguay, 15 mai 1873, DUNKIN, J., 4 R. L., p. 568; 24 R. J. R. Q., p. 461.)

" :—*Vide* COMPÉTENCE.

" :—*Vide* ENTREPRENEUR.

" :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

COUR DE CIRCUIT :—*Vide* COMPÉTENCE.

COUR DU RECORDER :—*Vide* JURIDICTION.

COURTIER :—*Vide* FACTEUR.

CRAINTE DE TROUBLE. L'acquéreur d'un immeuble, qui a joui pendant dix ans, à titre de propriétaire, d'un immeuble grevé d'hypothèques par son vendeur, ne peut refuser le paiement d'aucune partie du prix de vente pour cause de crainte de trouble résultant de l'existence de ces hypothèques, la prescription les ayant éteintes quant à lui. (*Adams* vs *McCready*, C. S. R., Montréal, 30 juin 1871, MONDELET, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., confirmant le jugement de C. S, Montréal, 18 mars 1871. MACKAY, J., 3 R. L., p. 448; 2 R. C., p. 736; 1 R. C., pp. 243, 473; 24 R. J. R. Q., p. 109.)

CRÉANCIER CHIROGRAPHAIRE. Un créancier chirographaire n'a pas d'intérêt assurable dans le fonds de magasin de son débiteur et ne peut tenir une assurance contre l'incendie sur icelui. (*Hunt* vs *The Home Ins. Co.*, C. S., Québec, 8 avril 1871, STUART, J., 3 R. L., p. 455; 1 R. C., p. 480; 24 R. J. R. Q., p. 131.)

CUMUL DE CAUSES D'ACTION. Lorsque les causes d'action ne sont pas incompatibles, le demandeur n'est pas tenu de faire un choix entre elles. L'ordonnance de 1667 permettait la jonction de plusieurs causes d'action. (*Griffin* vs

Molson et al., C. S. Montréal, 18 septembre 1872, MACKAY, J., 3 R. C., 71 ; 24 R. J. R. Q., p. 347.)

CURÉ :—*Vide* MARGUILLIER.

D

DÉCHARGE. Dans la contestation d'une décharge, c'est au failli à procéder le premier et à monter qu'il a rempli les conditions prescrites par la loi de faillite. (*In re Salman et al.*, et *Samuel*, req. décharge, et *Robertson et al.*, cont., C. S. R., Montréal, 30 janvier 1872, MONDELET, J., BERTHELOT, J., MACKAY, J., 2 R. C., p. 232; 24 R. J. R. Q., p. 217.)

" La loi de 1869, S. C. 32-33 Vict., ch. 16, intitulée : Acte concernant la faillite, décrétait art. 109 : " Immédiatement " après l'expiration de la période d'un mois à compter de la " première insertion de l'annonce donnant avis de la nomi- " nation d'un syndic, il y aura une assemblée des créanciers " dûment convoquée par annonce à l'effet d'interroger " publiquement le failli, qui sera sommé d'assister à cette " assemblée ; et à cette assemblée le failli pourra être inter- " rogé sur serment prêté devant le syndic, par ou au nom " de tout créancier présent, à son tour ; et l'interrogatoire " du failli sera pris par écrit par le syndic et signé par le " failli ; et toutes questions posées au failli à cette assem- " blée et auxquelles il fera une réponse évasive, ou aux- " quelles il refusera de répondre, seront aussi mises par " écrit lors de tel interrogatoire, avec les réponses faites par " le failli à ces questions ; et le failli signera cette interro- " gatoire, ou s'il refuse de le signer, son refus sera inscrit " au bas de l'interrogatoire, avec les motifs de son refus " (s'il en est) donné par lui ; et cet interrogatoire sera " attesté par le syndic et déposé au greffe de la cour." Le failli qui, ayant fait cession volontaire, allègue que plus d'une année s'est écoulée depuis et qu'il s'est conformé aux exigences de la loi, est non recevable à demander sa décharge, s'il n'y a eu, depuis la cession, ni assemblée, ni interrogatoire, tel qu'exigé par l'article ci-dessus cité. (*Quesnel et al.*, faillis, req. décharge, C. S., Montréal, 27 juin 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 478 ; 24 R. J. R. Q., p. 226.)

" Sous les dispositions de la loi de faillite de 1869, le négociant qui se présente en cour pour obtenir sa décharge, doit avoir commercé lors de la passation de cette loi, ou depuis. (*Villeneuve* vs *Thomas et al.*, C. S., Montréal, 29 décembre 1871, MACKAY, J., 3 R. L., pp. 442 et 519 ; 2 R. C., pp. 108 et 233 ; 24 R. J. R. Q., p. 140.)

" Sur requête à fin de décharge, présentée à la Cour Supérieure, en vertu des art. 105 et 106 de la loi de faillite de 1869, 32 et 33 Vict., ch. 16, un an après l'exécution de la cession ou de l'émission du bref de saisie-arrêt, le juge peut ordonner, *de proprio motu*, une enquête sur toutes les transactions du failli, l'examiner sous serment, et requérir du syndic un rapport détaillé des affaires du failli, quoique cette demande pour décharge ne soit opposée par aucune partie intéressée. (*In re Sutherland et al.*, faillis, et *Sutherland et al.*, requérant décharge, C. S., Montréal, 21 février 1872, MACKAY, J., 3 R. L., p. 579 ; 24 R. J. R. Q., p. 170.)

DÉCLARATION PRIVILÉGIÉE. Un membre d'une société de bienfaisance a le droit de déclarer, dans une assemblée de cette société, que la personne qui sollicite l'admission, a volé, même lorsqu'il y a cinq ou six ans que la condamnation a eu lieu, et une telle déclaration est privilégiée et ne peut

rendre passible de dommages-intérêts. (*Durette* vs *Cardinal*, C. S., Montréal, 17 mai 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 223 ; 24 R. J. R. Q., p. 356.)

DÉCRET. Une opposition à fin de distraire, fondée sur le motif que les seuls enchérisseurs à la vente ont été le crieur et l'huissier, n'est pas recevable; la vente aurait dû avoir lieu ou un nouveau bref être émis. Le défendeur n'a pas droit de se plaindre qu'il n'y avait pas d'enchérisseurs, parce qu'il aurait pu en amener. (*Olivier* vs *Bélanger*, C. B. R., Montréal, 1828, 3 R. L., p. 457; 1 R. C., p. 481; 24 R. J. R. Q., p. 134.)

DÉFENSE EN DROIT :—*Vide* PROCÉDURE.

DÉLAI :—*Vide* APPEL AU CONSEIL PRIVÉ.

DÉLÉGATION DE PAIEMENT. Lorsque l'intervenant en un contrat s'est engagé à payer une dette due à un particulier qui n'est pas partie à l'acte, ce particulier n'a pas droit d'action contre l'intervenant, avant qu'il y ait eu acceptation préalable de la délégation. (*Proulx* et *Dorion*, C. B. R., en appel, Montréal, 9 juin 1871, DUVAL, J. en C., CARON, J., dissident, BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., dissident, 1 R. C., p. 476; 24 R. J. R. Q., p. 213.)

" :—*Vide* DONATION.

DEMANDE INCIDENTE ;—*Vide* SOCIÉTÉ.

DÉPENS. Aux termes de l'art. 453 C. P. C., la partie demanderesse qui a discontinué ses procédures, doit payer les frais encourus par son adversaire, avant de pouvoir poursuivre de nouveau, et l'obligation de payer les frais n'est accomplie dans une cause que par le paiement actuel, et non par la compensation. Art. 278 C.P.C. de 1897. (*Sheppard* vs *Dawson*, et *Dawson*, opp., C. S. R., Québec, 5 octobre 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., dissident, et TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 454 ; 1 R. C., p. 480; 24 R. J. R. Q., p. 131.)

" La partie qui a inscrit en revision et qui n'obtient une modification de jugement que quant aux frais, n'aura pas les frais de revision, mais en ce cas chaque partie paiera ses frais. (*International Coal Co.* vs *Shaw*, C. S. R., Montréal, 31 mai 1873, JOHNSON, J., MACKAY, J., TORRANCE, J., 4 R.L., p. 539; 24 R. J. R. Q., p. 448.)

" L'avocat du demandeur n'a droit de réclamer aucuns frais du défendeur pour procédures avant l'émission du bref. Le fait de produire un *fiat* au greffe ne donne lieu à aucuns frais contre la partie adverse, vu que le tarif n'a aucun item à cette fin. Le premier étage de la procédure, qui donne droit aux frais est l'émission du bref, et ce n'est qu'alors qu'on peut dire qu'il y a une action ; partant, l'item 1er du tarif de la Cour de Circuit, qui accorde des frais pour toutes procédures dans les actions réglées avant rapport, ne peut se rapporter aux procédures avant l'institution d'une action. (*White* vs *Foster*, C. C., Montréal, 11 décembre 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 565; 24 R. J. R. Q., p 459.)

" Le mémoire de frais dans une cause contestée doit être taxé avant l'émission de l'exécution pour les frais. (*Langevin* vs *Martin*, C. C., Québec, 26 décembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 29.)

" :—*Vide* APPEL.

" :—*Vide* DÉSISTEMENT.

" :—*Vide* SHÉRIF.

" :—*Vide* VENTE.

DÉSAVEU. Un désaveu, lorsqu'il y a lieu de le faire dans une instance pendante, doit être fait devant le tribunal saisi de l'instance, et non ailleurs. Si le désaveu doit entraîner une enquête,

il s'ensuit que cette enquête doit avoir lieu devant ce même tribunal. C'est à ce tribunal à l'ordonner. (*Curé et Marguilliers de l'Œuv. et Fab. de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes* et *l'Evêque Catholique Romain de Montréal*, C. B. R., en appel, Montréal, 2 décembre 1861, LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., DUVAL, J., MEREDITH, J., MONDELET, J., 4 R. L., p. 127; 24 R. J. R. Q., p. 285.)

DÉSISTEMENT. Les arrangements, faits entre les parties avant le rapport d'une action, au sujet du montant de la dette, sans qu'il soit question des frais, lorsque ces arrangements ont pour but de laisser le défendeur sous l'impression que l'affaire est réglée, enlèvent au demandeur son recours pour les frais contre le défendeur. L'avocat, lors même qu'il aurait demandé la distraction des frais, ne peut obtenir ses conclusions aux frais contre le défendeur; il n'a de recours que contre son propre client. (*Watkins et al.* vs *Denman*, C. C., Montréal, 9 septembre 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., pp. 383 et 567; 24 R. J. R. Q., p. 392.)

" Le désistement d'une partie de la créance réclamée, n'est qu'une discontinuation. Le désistement n'est pas un abandon du droit de porter une seconde demande et ne produit pas chose jugée. Art. 450, 451, 452, 453 C. P. C. de 1867, et art. 275, 276, 277 et 278 C. P. C. de 1897. (*Salvas* vs *Guevremont*, C. S. R., Montréal, 30 septembre 1870, MONDELET, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 233; 24 R. J. R. Q., p. 360.)

" :—*Vide* DÉPENS.

DISTRACTION DE FRAIS. Lorsque le demandeur et le défendeur ont réglé leur procès entre eux, sans le consentement du procureur du demandeur, qui a démandé la distraction des frais et qui n'en pas été payé, le demandeur étant insolvable, il y a preuve de mauvaise foi, et le procureur du demandeur doit avoir jugement pour les frais distraits en sa faveur. (*Picard* vs *Gosselin*, C. C., Québec, 26 décembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 112; 24 R. J. R. Q., p. 28.)

DISTRIBUTION SUPPLÉMENTAIRE. Une distribution supplémentaire sera ordonnée, après l'homologation d'un rapport, sur preuve d'erreur dans le certificat du régistrateur et qu'aucune hypothèque n'existe en faveur de la personne colloquée. (*Tardif* vs *Gingras*, et *Jobin*, cont., C. S., Québec, 6 mai 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 455; 1 R. C. p. 480; 24 R. J. R. Q., p. 132.)

DOMESTIQUE :—*Vide* MARIAGE.

DOMMAGES. Dans une action en dommages pour la perte d'une malle, le montant des dommages se mesure d'après la valeur de la propriété perdue. (*Breton* vs *Le Grand-Tronc*, C. S., Montréal, 27 février 1872, MEREDITH, J. en C., 2 R. C., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 223.)

" Les difficultés de déterminer exactement l'étendue du préjudice souffert et l'absence de base matérielle pour en fixer le chiffre, ne sont pas des motifs pour ne pas allouer des dommages-intérêts à celui dont le droit à ces dommages-intérêts est reconnu incontestablement; le juge doit, en ce cas, en faire l'appréciation d'après les règles de l'équité comme le ferait un jury. (*Lepage* vs *Girard*, C. S., Montréal, 31 mai 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 554; 24 R. J. R. Q., p. 454.)

" M. a établi une agence dans le Nouveau-Brunswick et son agent lui a expédié de l'argent par l'entremise d'une compagnie d'express. M. ayant failli sur les entrefaites, la

compagnie retint l'argent en sa possession, ce qui fut cause que l'agence prit fin. Sur action en dommages contre la compagnie, *Jugé:* Que le demandeur n'avait pas droit d'en recouvrer, attendu qu'il n'y a aucune preuve de dommages directs; en outre, la compagnie avait droit de retenir l'argent, jusqu'à ce qu'on eût établi qui en était le propriétaire. Art. 1074 C. C. (*Murphy* vs *Canadian Express Co.*, C. S., Montréal, 17 mai 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 226; 24 R. J. R. Q., p 359.)

DOMMAGES:—*Vide Capias.*
" :—*Vide* COMPENSATION.
" :—*Vide* DÉCLARATION PRIVILÉGIÉE.
" :—*Vide* PROMESSE DE MARIAGE.
" :—*Vide* PROTONOTAIRE.
" :—*Vide* RESPONSABILITÉ.
" :—*Vide* SÉDUCTION.
" :—*Vide* VIOLATION DE CONTRAT.
" :—*Vide* VOIE DE FAIT.

DONATION:—*Vide* ACTION EN DÉCLARATION D'HYPOTHÈQUE.

DONATION ENTREVIFS. Lorsqu'un mari et sa femme, par acte entrevifs, ont fait donation d'un immeuble à leur fille et à son époux, à la charge, par les donataires, de garder le fils des donateurs, de le nourrir, entretenir, etc., tant en santé qu'en maladie, pour les jours ouvrables comme pour les les fêtes et les dimanches, et, à sa majorité, de lui faire délivrance d'une terre d'une valeur déterminée, etc., l'immeuble, objet de la donation, devant demeurer hypothéqué en garantie de l'accomplissement des conditions stipulées; lorsque l'acte de donation a été dûment enregistré et que les donataires ont échangé l'immeuble ainsi donné, l'acquéreur s'obligeant à remplir les conditions de la donation; lorsque ce dernier, à son tour, a vendu ledit immeuble à un tiers qui, de son côté, s'est engagé de payer au fils des donateurs le reliquat de ce qui lui était dû en vertu de l'acte de donation, le fils, devenu majeur, après avoir accepté ce tiers comme débiteur personnel et lui avoir fait signifier avis de son acceptation, peut intenter contre lui l'action personnelle; il n'est pas tenu de procéder hypothécairement, quoique ce dernier acquéreur ne soit réellement tenu de ne payer qu'une partie des droits du créancier. L'enfant, à qui son père charge un donataire de certaines choses à sa majorité, à la condition qu'il travaillerait jusque-là pour ce donataire, n'est pas tenu, pour réclamer les choses dues, de travailler pour un acquéreur des biens donnés, qui s'est chargé de lui payer les choses mentionnées dans la donation. (*Doyon* et *Doyon*, C. B. R., en appel, Québec, 8 juin 1876, DORION, J. en C., MONK, J., RAMSAY, J., SANBORN, J., et TESSIER, J., confirmant le jugement de la C. S., Québec, 14 juin 1875, 8 R. L., p. 472; 24 R. J. R. Q., p. 1.)

DOSSIER:—*Vide* APPEL.

DOUAIRE PREFIX:—*Vide* RENONCIATION A SUCCESSION.

DOUANE. Dans le cas de violation des lois de douanes, par les officiers du port, e. g.: surcharge d'impôts, le recours de l'importateur n'est pas par action contre le percepteur ou celui qui le remplace, lesquels ne sont que des officiers de la Couronne, mais par pétition de droit. (*Meyers* et *Lewis*, C. B. R., en appel, Montréal, 18 mai 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., dissident, DRUMMOND, J., dissident, et Polette, J. *ad hoc*, 2 R. C., p. 232; 24 R. J. R. Q., p. 216.)

DROIT D'ACTION: - *Vide* DÉLÉGATION DE PAIEMENT.
" :—*Vide* DOUANE.

E

EFFET DE COMMERCE :—*Vide* PAIEMENT.
EFFET RÉTROACTIF :—*Vide* PROCLAMATION.
EGLISE PAROISSIALE. Il y a, dans cette province, des églises succursales, mais on ne peut reconnaître des paroisses succursales. Une église succursale peut obtenir des registres, mais seulement sur la demande du curé de l'église paroissiale. L'église d'une paroisse canonique ne peut être considérée comme succursale. (*Mercier*, req. octroi de registres, C. S., Montréal, 28 novembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 376 ; 2 R. C., p. 444 ; 24 R. J. R. Q., p. 385.)
ELECTION. L'art. 84 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord. 1867, qui a rapport aux lois électorales de la ci-devant province du Canada, n'ayant pas fait mention des pénalités imposées par le ch. 6 S. R. C., contre les fonctionnaires qui votent aux élections parlementaires, ces pénalités n'existent pas sous le régime fédéral, suivant la maxime : *Expressio unius, exclusio alterius*. A tout événement, dans le cas d'élections provinciales, ces pénalités ne pourraient s'appliquer aux officiers de douane; qui relèvent du gouvernement fédéral exclusivement. (*Lacroix* vs *Delisle*, C. S., Montréal, 30 janvier 1872, BEAUDRY, J., 2 R. C., p. 233; 24 R. J. R. Q., p. 217). Le même jour, le juge TORRANCE, dans une cause semblable, *Sery* vs *Delisle*, déclarait qu'il penchait plutôt pour l'opinion contraire à celle du juge BAIGLEY.
" DE MARGUILLIER :—*Vide* MARGUILLIER.
" MUNICIPALE. Aux termes de l'art. 296 C. M., l'élection des conseillers municipaux ne peut être présidée par un des membres du conseil sortant de fonctions à cette époque. Une élection ainsi présidée doit être déclarée nulle et une nouvelle élection doit être ordonnée aux termes de l'art. 361. (*Globensky* vs *Champagne*, C. C., Sainte-Scholastique, 16 février 1872, BERTHELOT, J., 2 R. C., p. 235 ; 24 R. J. R. Q., p. 219.)
" MUNICIPALE. Il n'est pas nécessaire de décrire aucune propriété foncière dans le cautionnement d'une seule personne ; même dans le cas d'irrégularité, la cour peut permettre la production d'un nouveau cautionnement. On peut se plaindre de la nullité d'une élection, en présentant autant de requêtes qu'il y a de conseillers dont l'élection est contestée. (*Tremblay* vs *Roy*, C. C., Montréal, 26 février 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 235 ; 24 R. J. R. Q., p. 219.)
" MUNICIPALE. Il n'est pas nécessaire de s'inscrire en faux contre le procès-verbal de l'assemblée électorale. (*Boileau* vs *Proulx*, C. C., Montréal, 4 mars 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 236 ; 24 R. J. R. Q., p. 220.)
" La mise en nomination de candidats, par deux électeurs qui ne donnent pas leurs noms, ni leurs prénoms, mais qui sont notoirement connus comme tels (e. g., le curé et le député du comté, résidant dans la municipalité depuis nombre d'années), doit être reçue par le président à qui il incombe de demander les noms et prénoms de celui qui propose la mise en nomination et de celui qui la seconde. Les formalités prescrites par le code, non à peine de nullité, sont, par l'art. 16, laissées à la discrétion du juge qui doit les exiger suivant qu'il y a injustice ou non pour les parties. (*Boileau* vs *Proulx*, C. C., Montréal, 6 mars 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 236 ; 24 R. J. R. Q., p. 221.)

ELECTION MUNICIPALE. La requête, mentionnée en l'art. 349 C. M., ne peut être présentée à la cour avant l'expiration des dix jours qui suivent la confection du cautionnement, même du consentement des parties, l'art. 352 étant d'ordre public. Les intervenants dans une contestation d'élection ne sont pas obligés de fournir le cautionnement que doivent donner les requérants. L'on peut attaquer le procès-verbal du président de l'assemblée électorale sans inscription de faux. (*Brousseau* vs *Brouillet*, C. C., Montréal, 31 janvier 1872, BEAUDRY, J., 2 R. C., p. 234; 24 R. J. R. Q., p. 218.)

" Le choix d'un président, fait à l'unanimité par l'assemblée électorale, nonobstant la présence du secrétaire-trésorier, est valide et régulier, la loi présumant alors un acquiescement. L'on peut discuter à cette assemblée toute matière municipale que les électeurs jugent à propos. Il n'est pas nécessaire de proposer les candidats séparément. L'assemblée ne peut être présidée par une personne qui n'est pas électeur. Les candidats, pour être validement élus, doivent être d'abord mis en nomination, et, après un intervalle de temps raisonnable, proclamés par le président en lisant à haute voix les noms de chaque candidat dans chaque cas. Le président est tenu de mettre en nomination tous les candidats qui sont proposés, verbalement ou par écrit, par deux électeurs. L'élection est nulle si les noms des conseillers n'ont été lus qu'une seule fois, une ou deux minutes avant onze heures, lorsque, avant la fin de cette lecture, ou, dans tous les cas, avant la fin de la seconde, si véritablement il y a eu deux lectures, les électeurs proposèrent d'autres candidats en amendement, proposition qui fut rejetée par le président comme venant trop tard. Art. 309 C. M. (*Legault* vs *Paiement*, C. C., Montréal, 5 mars 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 235; 24 R. J. R. Q., p. 220.)

" L'omission de l'avis public requis par l'art. 294 C. M., empêche la tenue de l'assemblée, et cela, même dans le cas où cette omission aurait été commise à dessein par le secrétaire-trésorier, dans le but d'avoir des conseillers nommés par le lieutenant-gouverneur. Le fait que le jour et l'heure de l'assemblée électorale étaient notoires dans la municipalité et que les électeurs se sont constitués en assemblée aux lieu, jour et heure, voulus par le code, en plus grand nombre que les années précédentes, et qu'il n'y a eu aucune injustice réelle, n'a pas l'effet de rendre valide cette assemblée, qui doit être considérée comme n'ayant pas eu lieu. Le défaut de la tenue de l'assemblée, suivant que prescrit par la loi, justifie le gouvernement de nommer les conseillers. (*Brousseau* vs *Brouillet*, C. C., Montréal, 3 février 1872, BEAUDRY, J., 2 R. C., p. 234; 24 R. J. R. Q., p. 219.)

" Nonobstant les dispositions des art. 310, 311 et 349 C. M., le président d'une élection, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, a le droit de proclamer un candidat mis en nomination, qui n'a pas d'opposant, et de procéder à la tenue du poll et à l'enregistrement des voix des électeurs pour les autres candidats. Un certain nombre d'électeurs peuvent convenir entre eux que l'on votera par liste ou ticket, et les voix peuvent être enregistrées pour six candidats, quoique l'électeur n'ait voté que pour un seul candidat, savoir celui dont le nom était en tête du ticket. (*Huneau* vs *Magnan*, C. C., L'Assomption, 26 janvier 1871, TORRANCE, J., 2 R. C., p. 234; 24 R. J. R. Q., p. 218.)

ELECTION MUNICIPALE. Si le rôle d'évaluation de l'année était hors du contrôle du conseil, l'élection est valide lorsqu'elle a été faite sur le rôle d'évaluation de l'année précédente, surtout si ce dernier rôle n'a causé aucune injustice, le résultat ne pouvant être autre avec le rôle de l'année. (*Loiseau* vs *Lacaille*, C. C., Montréal, 12 mars 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 236; 24 R. J. R. Q., p. 221.)

ENCANTEUR. S'il y a des circonstances atténuantes, si l'encanteur, qui a vendu sans licence, n'a pas agi dans un but de lucre, mais simplement par amitié pour la partie dont il a vendu les effets, il ne sera condamné qu'au minimum de la pénalité. (*Bellemare* vs *Hudon*, C. S., Montréal, 20 septembre 1872, TORRANCE, J., 2 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 232.)

ENCHÉRISSEUR :—*Vide* DÉCRET.

ENDOSSEUR :—*Vide* BILLET A ORDRE.

ENFANT ILLÉGITIME :—*Vide* ALIMENTS.

ENREGISTREMENT. Il n'est pas nécessaire que le contrat de mariage soit enregistré pour autoriser la femme, séparée de biens, à jouir, à part, des biens-meubles qui lui appartiennent. Art. 1422 C. C., (*McDonald*, failli, et *Harwood*, récl., C. S., Montréal, 17 mai 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 284; 24 R. J. R. Q., p. 374.)

" :—*Vide* PRIVILÈGE DU VENDEUR.

" :—*Vide* SOCIÉTÉ.

ENTREPRENEUR. Un entrepreneur à l'année, qui fait des travaux, comme tel, pour une corporation, est seul comptable des dommages qu'il cause; la corporation n'en est pas responsable. (*Thibodeau* vs *City Passenger R.R. Co.*, C.C., Montréal, 6 juin 1873, MACKAY, J., 4 R. L., p. 654; 24 R. J. R. Q., p. 486.)

ERECTION CIVILE DES PAROISSES. L'autorité ecclésiastique, d'ériger les paroisses canoniquement, ne peut pas être mise en doute, mais il y a certaines formalités à observer; autrement cette érection canonique ne peut pas avoir d'effets civils. La reconnaissance civile ne peut être obtenue qu'en suivant les Statuts Refondus du B.-C., ch. 18, ou par une loi particulière du parlement. Le gouvernement civil seul a pouvoir de donner, par son approbation, les effets civils à des érections canoniques. Les cours civiles ne prennent pas connaissance d'une simple érection canonique de paroisse. Personne ne niera que l'autorité civile peut imposer telles conditions préalables, sans l'accomplissement desquelles aucune paroisse ne sera reconnue au civil, et cela peut être et coexiste avec une liberté religieuse parfaite et l'exercice aussi parfait de la religion. Il y a différentes espèces de paroisses; le ch. 19, art. 2, des S. R. B.-C. le démontre. Il y a des paroisses non reconnues par la loi civile et d'autres qui le sont. Il est parfaitement clair que celles qui sont reconnues par la loi civile sont les paroisses dont fait mention le ch. 18 des S. R. B.-C., art. 10 à 15 inclusivement. Ce n'est que, lorsqu'après érection canonique elle a été constituee paroisse civile en la manière prescrite par la loi, qu'une simple paroisse canonique peut être reconnue par l'autorité civile et les tribunaux. Lorsque, dans les cours civiles, nous parlons d'une paroisse, nous entendons une paroisse que, civilement, nous sommes obligés de reconnaître. Les cours civiles ne reconnaissent aucune paroisse, excepté celles érigées civilement. Par les termes; *chaque église paroissiale catholique*, dans l'art. 42 C. C., on peut entendre seulement les églises qui sont reconnues civilement. Ainsi, *par chaque église de paroisse*, etc.,

dans le ch. 20 des S. R. B.-C., on entend chacune de telles églises que nous reconnaissons civilement, en d'autres termes, l'église paroissiale, comme dans le ch. 18 des S. R. B.-C., art. 15. (*Mercier*, req. octroi de registres, C. S., Montréal, 28 novembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 376; 2 R. C., p. 444; 24 R. J. R. Q., p. 385.)

ERREUR :—*Vide* ACTION EN DOMMAGES.

" DANS LA DÉSIGNATION. L'erreur dans la désignation de la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, poursuivie sous le nom de la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada, n'est pas suffisante pour donner lieu à une exception à la forme, et la Cour d'Appel n'infirmera pas un jugement rendu contre la Compagnie ainsi désignée. (*Gelinas* et *Cie de chemin de fer du Grand-Tronc du Canada*, C. B. R., en appel, Montréal, 9 septembre 1869, DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., LORANGER, J. *ad hoc*, JOHNSON, J. *ad hoc*, infirmant le jugement de C. S. R., Montréal, 30 octobre 1868, MONDELET, J., BERTHELOT, J., dissident, et MONK, J., qui avait infirmé le jugement de C. C., Montréal, 11 avril 1867, BERTHELOT, J., 24 R. J. R. Q., p. 23.)

EVOCATION. Il ne peut y avoir évocation de la Cour de Circuit à la Cour Supérieure, en vertu de l'art. 1058 C. P. C., que dans les causes où l'appel serait permis en vertu de l'art. 1054. Une cause intentée à la Cour de Circuit, pour le recouvrement de la somme de $908.95, en vertu d'un règlement municipal, ne peut être évoquée à la Cour Supérieure, (art. 49 et 1130 C. P. C. de 1897.) (*Corporation du comté de Drummond* vs *Corporation de la paroisse de Saint-Guillaume*, C. S., Arthabaska, 23 mai 1873, TASCHEREAU, J., 4 R. L., p. 704; 24 R. J. R. Q., p. 523.)

EXCEPTION A LA FORME :—*Vide* CORPORATION MUNICIPALE

" :—*Vide* ERREUR DANS LA DÉSIGNATION.

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. Un particulier, après avoir fait, par son testament, plusieurs legs particuliers, se dépossède de tous ses biens en faveur de ses exécuteurs, en leur ordonnant d'agir en cette qualité tant que son testament n'aura pas sorti son entier effet. Il mourut le même jour, et les exécuteurs devinrent saisis de tous les biens laissés par le testateur. A l'expiration de l'an et jour, l'héritier légal pria les exécuteurs de rendre compte, ce qu'ils refusèrent. L'héritier legal intenta alors contre eux une action en reddition de compte. Les exécuteurs répondirent à cette action qu'après avoir payé les legs particuliers, ils avaient délivré toute la succession au légataire universel en usufruit, délivrance à laquelle l'héritier légal avait été partie. *Jugé :* Que, dans ces circonstances, l'héritier légal ne pouvait forcer les exécuteurs à rendre compte. Art. 918 C. C. (*Bossé* et *Hamel*, C. B. R., en appel, décembre 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., infirmant le jugement de C. S., 28 décembre 1869, 3 R. C., p. 43; 24 R. J. R. Q., p. 236.)

EXÉCUTION :—*Vide* COMPÉTENCE.

" :—*Vide* SAISIE-ARRÊT.

EXIGIBILITÉ DE LA DETTE :—*Vide* SAISIE-ARRÊT.

EXPERTISE. L'art. 323 C. P. C., qui dit : " L'expertise ne peut se faire " que par trois experts convenus par les parties, à moins " qu'elles ne consentent qu'il soit procédé par un seul, " est absolu, et une règle, nommant seulement deux experts, est irrégulière. Le rapport fait par les deux experts, quoique unanime, ne peut être maintenu par ce seul motif. Art.

393 C. P. C. de 1897. (*Ouimet* vs *Picotte*, C. C., Montréal, 5 juin 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 702; 24 R. J. R. Q., p. 519.)

EXPERTISE :—*Vide* COMPÉTENCE.

EXPROPRIATION :—*Vide* TAXES MUNICIPALES.

F

FABRIQUE :—*Vide* COMPÉTENCE.

" :—MARGUILLIER.

FACTEUR. Lorsque des personnes faisant, en général, affaires comme courtiers et marchands à commission, ont vendu de la farine à arriver de Chicago où demeure le marchand pour lequel elles vendent, le nom de ce dernier étant mentionné au contrat-note qu'elles ont signé comme agents à commission, ces personnes, n'ayant pas la marchandise vendue en leur possession ni sous leur contrôle, ne peuvent être considérées comme facteurs aux termes de l'art. 1738 C. C.; elles ne sont que de simples courtiers. Le mot *agent à commission* n'est pas synonyme de *facteur*. La définition du courtier et celle du facteur donnés dans les art. 1735 et 1736 C. C., ne doivent pas être interprétées comme établissant une règle stricte, mais comme des définitions générales compréhensives, sujettes à interprétation et extension suivant les distinctions ordinaires applicables à ces deux classes d'agents. La possession ou le contrôle des marchandises du mandant par le facteur le distingue du courtier. Cette distinction est le véritable fondement de la responsabilité exceptionnelle qui s'attache au facteur quand il contracte pour un principal étranger. Le courtier, comme tout autre agent commercial, n'encourt aucune responsabilité personnelle, s'il n'excède pas ses instructions; le facteur, au contraire, agissant pour un principal étranger, est personnellement responsable comme s'il était le principal lui-même. Quoique, d'après la loi, la responsabilité personnelle du facteur ou commissionaire se présume, quand il agit pour un principal étranger, il peut, cependant, se libérer d'une telle responsabilité par le contrat lui-même, ou détruire la présomption légale par les circonstances qui accompagnent la transaction. (*Crane et al.* et *Nolan*, C. B. R., Montréal, 20 février 1875, DORION, J. en C., MONK, J., TASCHEREAU, J., RAMSAY, J., dissident, et SANBORN, J., infirmant le jugement de C. S., Montréal, 17 décembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 657; 2 R. C., p. 485; 19 J., p. 309; 24 R. J. R. Q., p. 487.)

FAILLI. Le failli peut être témoin compétent, dans une cause où son syndic est demandeur, et les faits frauduleux qu'on peut lui reprocher ne peuvent qu'affecter sa crédibilité, et non le rendre incompétent. (*Barthe* vs *Millet*, C. C., Sorel, 8 janvier 1872, RAMSAY, J., 3 R. L., p. 525; 24 R. J. R. Q., p. 141.)

" :—*Vide* BAIL.

" :—*Vide* CAUTIONNEMENT.

" :—*Vide* DÉCHARGE.

FAILLITE. Lorsqu'un marchand cesse de faire commerce et que ses dettes restent non payées, il y a faillite qui exclut toute préférence. (*McKenzie* et *Banque de Québec*, Cour d'Appel, avril 1830, 3 R. L., p. 457; 1 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 135.)

" :—*Vide* ACTE D'ACCUSATION.

" :—*Vide* DÉCHARGE.

" :—*Vide* DOMMAGES.

" :—*Vide* HYPOTHÈQUE.

" :—*Vide* SOCIÉTÉ.

FAILLITE :—*Vide* SYNDIC.
FAUX PRÉTEXTES :—*Vide* ACTE D'ACCUSATION.
FEMME MARIÉE. La femme mariée, commune en biens, peut être poursuivie avec son mari, pendant la communauté, pour une dette contractée par le mari et la femme conjointement. (*Langevin* vs *Galarneau et ux.*, C. S., Montréal, 5 février 1872, TASCHEREAU, J., 2 R. C., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 222.)
" L'ordonnance 4 Vict., ch. 3, art 36, ne défend pas à la femme de renoncer à l'hypothèque qu'elle a, pour ses reprises matrimoniales, sur l'immeuble vendu par son mari, et une telle renonciation est valide et l'oblige, quoique, subséquemment, elle obtienne la séparation de biens. (*De la Gorgendière* et *Thibaudeau*, C. B. R., en appel, Québec, 19 juin 1871, DUVAL, J. en C., dissident, CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., dissident, et MONK, J., 1 R. C., p. 478; 24 R. J. R. Q., p. 214.)
" Un marchand épicier, qui a vendu des effets d'épiceries à un mari insolvable, pour l'usage de sa famille, peut en poursuivre le recouvrement contre la femme séparée de biens. (*Courcelles* vs *Dubois et al.*, C. S, Montréal, 17 mai 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 284 ; 24 R. J. R. Q., p. 375)
" :—*Vide* ENREGISTREMENT,
" :—*Vide* RENONCIATION À SUCCESSION.
" :—*Vide* RESPONSABILITÉ.
FEMME SÉPARÉE DE BIENS. Aux termes des art. 989 et 1301 C. C., sont nuls et sans effets : 1° l'acte par lequel la femme, séparée de biens contractuellement, se porte caution pour son mari, en hypothéquant un propre à elle appartenant, pour une dette de ce dernier due à un tiers ; 2° l'acte par lequel elle transporte à ce tiers, pour la dette de son mari, une créance formant partie du prix d'un de ses propres aliénés. (*Buckley* et *Brunelle et vir*, C. B. R., en appel, Montréal, 22 mars 1873, DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., confirmant le jugement de C. S. R., Montréal, 30 janvier 1872, BERTHELOT, J., MACKAY, J., et BEAUDRY, J., qui avait confirmé le jugement de C. S., Montréal, 31 octobre 1871, MONDELET, J., 3 R. L , p. 695 ; 21 J., p. 133 ; 24 R. J. R. Q., p. 171.)
" La femme séparée de biens, qui, s'étant rendue caution pour son mari, acquitte son cautionement, a droit de répéter ce qu'elle a ainsi payé. Dans une action en répétition, *condictio indebiti*, par une femme séparée de biens, par suite de la nullité de son cautionnement, les intérêts ne lui seront accordés que du jour de l'assignation, lorsque le débiteur des deniers réclamés est de bonne foi. (*Buckley* et *Brunelle et vir*, C. B. R., en appel, Montréal, 22 mars 1873, DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., confirmant le jugement de C. S. R., Montréal, 30 janvier 1872, BERTHELOT, J., MACKAY, J., et BEAUDRY, J., qui avait confirmé le jugement de C. S., Montréal, 31 octobre 1871, MONDELET, J., 3 R. L., p. 695 ; 21 J., p. 133 ; 24 R J. R. Q., p. 171.)
" :—*Vide* FEMME MARIÉE.
FIAT :—*Vide* DÉPENS.
FOIRE :—*Vide* VENTE D'OBJET VOLÉ.
FORCLUSION :—*Vide* PROCÉDURE.
FOSSÉ :—*Vide* CORPORATION MUNICIPALE.
FRAIS :—*Vide* GARDIEN.
FRAUDE. Lorsqu'un créancier s'empare des biens de son débiteur, en fraude des autres créanciers, il peut être condamné à leur en payer la valeur, (*Montgomery* et *Price*, C. d'Ap., avril 1830, 3 R. L., p. 458 ; 1 R. C., p. 482 ; 24 R. J. R. Q., p. 136.)

FRAUDE :—*Vide* SAISIE-ARRÊT AVANT JUGEMENT.
" :—*Vide* VENTE.

G

GAGE. Le maître de pension bourgeoise ne peut retenir en gage les effets de ses pensionnaires, en garantie du paiement de leur pension. (*Ahern* vs *McDonald*, C. S., Montréal, 28 juin 1872, TORRANCE, J., 2 R. C., p. 179; 24 R. J. R. Q., p. 227.)

GAGES :—*Vide* LOUAGE DE SERVICES.

GARANTIE :—*Vide* PAIEMENT.

" SUBSIDIAIRE. Lorsqu'un créancier accepte des garanties subsidiaires, comme des billets de tiers, bons, etc., et que, plus tard, il renonce à son recours sur ces billets, bons, etc., ou en quittance les souscripteurs, sans donner crédit du montant représenté par ces garanties, il ne peut ensuite poursuivre le débiteur originaire. (*Lortie* vs *Benoit et al.*, C. C., Montréal, 10 juin 1873, MACKAY, J., 4 R. L., p. 655; 24 R. J. R. Q., p. 486.)

GARDIEN. Sur contestation du compte des frais de garde d'un gardien volontaire devenu par la force des circonstances gardien nécessaire, et forcé de s'emparer des biens-meubles saisis et de les prendre sous sa garde immédiate, ce gardien est bien fondé à faire une opposition à fin de conserver, pour le paiement de ses frais de garde, sur le produit de leur vente, et d'être payé sur preuve faite, de part et d'autre, du montant que la cour devra apprécier. (*Boucher et vir* vs *Brault et al.*, et *Grenier*, opp., C S., Montréal, 20 mai 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 363.)

" Un gardien a le droit de revendiquer les effets mis sous sa garde et qui sont saisis par un tiers. (*Whyte* vs *Bisson et al.*, C. S. R., Montréal, 30 septembre 1871, MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., 3 R. L., p. 449; 1 R. C., p. 474; 24 R. J. R. Q., p. 123.)

" :—*Vide* PROCÉDURE.

GREFFIER. Les greffiers, en les supposant revêtus d'un pouvoir judiciaire *ad hoc*, tombent sous l'empire d'une loi, généralement admise dans tous les pays, qui déclare que toutes les juridictions limitées qui assument un pouvoir qu'elles n'ont pas, ou qui l'excèdent, ou qui l'exercent de manière à blesser les intérêts des justiciables, peuvent être recherchées en dommages et en être passibles, à moins d'une loi spéciale les protégeant dans des circonstances données. Ils semblent être officiers ministériels d'abord, avec une addition de fonction quasi judiciaire; ils sont chargés, sur la production ou l'offre d'un affidavit suffisant, d'émettre le bref de *capias* ou de saisie-arrêt dont une partie leur fait demande contre l'autre; ils ont à examiner cet affidavit pour voir s'il contient les allégations exigées par le Code de Procédure, avant que d'émettre le bref, et en cela ils ont un pouvoir judiciaire limité, et ensuite vient l'exercice de leurs fonctions ministérielles, qui n'est que l'émission du bref dont ils doivent surveiller l'exécution en bonne et due forme. Ils ont donc une double responsabilité, celle de l'exercice de leur fonction quasi judiciaire et celle de l'exercice de leur fonction ministérielle. S'ils faillissent notablement dans l'exercice de l'une ou l'autre de ces fonctions, ils peuvent être recherchés en dommages. Les autorités dans ce sens ne laissent pas de doute sur la responsabilité des greffiers et comme juges et comme simples officiers ministériels. Comme juges et officiers ministériels ils ne

doivent pas émettre un bref sur un affidavit insuffisant; mais nous avons dans nos statuts, et notamment au chapitre 101 de S. R. B.-C., un acte qui fait loi en cette matière et qui exonère tous les officiers publics qui peuvent avoir erré et compromis les droits de leurs justiciables par une assomption de juridiction, ou par l'exercice illégal de leurs fonctions, de toute responsabilité sous forme de dommages et intérêts civils, lorsque ces fonctionnaires, en faisant ces actes, ont agi de bonne foi, même dans le cas où ils auraient excédé leurs pouvoirs ou leur juridiction et auraient clairement agi contre la loi. (*McLennan et al.* et *Hubert et al.*, C. B. R., en appel, Montréal, 22 juin 1874, TASCHEREAU, J., RAMSAY, J., SANBORN, J., et LORANGER, J. *ad hoc*, confirmant le jugement de C. S., Montréal, 30 novembre 1872, TORRANCE, J., 4 R. L., p. 140; 22 J., p. 294; 23 J., p. 273; 3 R. C., p. 74; 24 R. J. R. Q., p. 312.)

H

HALLE AU BLÉS:—*Vide* ARBITRAGE.
HÉRITIER:—*Vide* PROCÉDURE.
HONORAIRE:—*Vide* NOTAIRE.
" :—*Vide* SHÉRIF.

HUISSIER. Il suffit qu'un bref d'exécution, émis par une cour compétente, soit en apparence revêtu des formalités nécessaires pour autoriser l'huissier à qui il est adressé, à agir en vertu de ce bref. Celui qui a assailli un huissier dans l'exécution d'un tel bref, est coupable de voies de fait sur cet huissier dans l'exécution de ses devoirs. (*La Reine* vs *Morrison et al.*, C. B. R., en appel, Montréal, 26 janvier 1872, CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 3 R. L., p. 525; 2 R. C., p. 230; 24 R. J. R. Q., p. 142).

" Le rapport d'un huissier ne peut être amendé sur motion de l'avocat, concluant à ce qu'il lui soit permis d'amender ce rapport; la motion doit seulement demander que l'huissier soit autorisé à amender. (*Bowie* vs *Kelly*, C. S., Montréal, 31 octobre 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 389; 24 R. J. R. Q., p. 408).

HYPOTHÈQUE. Le créancier hypothécaire, dont l'hypothèque prime les autres, a droit d'être payé en entier de ce que lui a accordé l'ordre de collocation, sur les deniers provenant de la vente de l'immeuble hypothéqué en sa faveur, bien qu'il y ait eu perte de partie desdits deniers, cette perte ne pouvant lui faire préjudice. Aussi longtemps qu'il en reste quelque portion, il a droit d'être payé sur cette portion. Ainsi, lorsque le syndic à une faillite a dérobé partie du produit de la vente d'un immeuble hypothéqué à plusieurs créanciers et faisant partie de l'actif de cette faillite, ce qui reste du produit doit servir d'abord à payer le créancier dont l'hypothèque prime les autres. (*Hurteau*, failli, et *Stewart*, syndic, et *Boyer*, cont., C. S., Montréal, 18 septembre 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 479; 24 R. J. R. Q., p. 228).

" Le débiteur n'a droit de poursuivre en justice, pour se faire donner, par son créancier, un certificat ou acte notarié prouvant l'acquittement de l'hypothèque enregistrée, que que si tel certificat lui a été refusé par le créancier. Art. 2149 C. C. (*Gagnon* et *Cloutier*, C. B. R., en appel, Québec, décembre 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., confirmant le jugement de C. C., district de Beauce, 3 R. C., p. 50; 24 R. J. R. Q., p. 241).

" :—*Vide* FEMME MARIÉE.

I

IMPUISSANCE:—*Vide* MARIAGE.

IMPUTATION DE PAIEMENT. Les paiements doivent être imputés à com pte du capital. Art. 1159 C. C. (*Dunn* vs *Campbell et al.*, C. B. R., 3 R. L., p. 460; 1 R. C., p. 484; 24 R. J. R. Q., p. 139.)

" Les paiements partiels doivent être imputés à compte du capital, s'il n'a été autrement convenu. (*Parker* vs *Richard*, C. B. R., Montréal, 1831, 1 R. C., p. 484; 24 R. J. R. Q., p. 214.)

" L'imputation des paiements partiels doit se faire sur le capital, et non sur l'intérêt, tant que le capital n'a pas été remboursé. Art. 1159 C. C. (*Simard* vs *Lynch*, C. B. R., 20 avril 1831, 3 R. L., p. 460; 1 R. C., p. 484; 24 R. J. R. Q., p. 139.)

INDICATION DE PAIEMENT. On n'est pas recevable à intenter une action sur une indication de paiement qui n'a pas été acceptée. (*Lainé* dit *La liberté* vs *Toulouse*, C. S. R., Québec, 30 décembre 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 445; 2 R. C., p. 110; 24 R. J. R. Q., p. 12.)

INÉLIGIBILITÉ. Le candidat ne peut agir comme officier rapporteur; autrement, il est inéligible. (4 R. L., p. 703; 24 R. J. R. Q., p. 520.)

INJURES:—*Vide* RESPONSABILITÉ.

INSCRIPTION DE FAUX:—*Vide* ELECTION MUNICIPALE.

INSOLVABILITÉ:—*Vide* VENTE.

INTERPRÉTATION DES LOIS. On doit tenir compte de la jurisprudence française dans la manière d'interpréter la loi canadienne ainsi que dans l'interprétation d'un usage canadien, lors même qu'il se rapporte à des édits qui n'ont pas force de loi positive en Canada. (*Curé et Marguilliers de l'Œuv. et Fab. de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères* et *Corporation de la paroisse de Verchères*, Cons. Privé, 6 mars 1875, 19 J., p. 141; 4 R. L., p. 87; 6 R. L., p. 691; 2 R. C., p. 232; 6 L. R., P. C., p. 330; 44 L. J., P. C., p. 34; 36 L. T., p. 178; 24 R. J. R. Q., p. 261.)

INTERVENTION. Lorsque la demande conclut à l'annulation du titre de propriété d'un tiers qui n'a pas, au préalable, été assigné, ce dernier peut, s'il le juge à propos, intervenir pour réfuter telle conclusion, et ce n'est pas une réponse à lui opposer et qui puisse entraîner le rejet de son intervention, que de dire que le jugement ne peut lui faire préjudice. (*England et ux.* vs *Corporation de Roxton*, et *Kearney*, interv., C. S. R., Montréal, 28 février 1872, MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., infirmant le jugement de la cour de première instance, 3 R. C., p. 69; 24 R. J. R. Q., p. 345.)

" Une chose appartenant à un tiers et arrêtée en vertu d'une saisie avant jugement, doit être revendiquée au moyen d'une intervention, et non par une opposition. (*Anderson* vs *Walsh*, et *Ross*, opp., C. S., Québec, 18 septembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 445; 2 R. C., p. 110; 24 R. J. R. Q., p. 13.)

" :—*Vide* PROCÉDURE.

" :—*Vide* SAISIE-ARRÊT.

" :—*Vide* SYNDIC.

J

JEU. Il n'existe aucune pénalité à infliger à l'aubergiste licencié qui permet sciemment aux personnes fréquentant son hôtel de

jouer à un jeu où il est perdu ou gagné de l'argent. (*Boivin* vs *Vigneux*, C. de M., Saint-Hyacinthe, 9 décembre 1872, LANCTOT, M., 4 R. L., p. 704; 24 R. J. R. Q., p. 521).

JOUR NON JURIDIQUE:—*Vide* PROCÉDURE.

JUGE:—*Vide* PRÉSÉANCE.

JUGEMENT:—*Vide* COMPÉTENCE.

JURIDICTION. Les poursuites en vertu de la loi des licences de 1870, S. Q. 34 Vict., ch. 2, doivent être portées devant un recorder, et non devant la Cour du recorder. La Cour du recorder n'a pas la même juridiction qu'un recorder auquel sont référées les causes des licences comme magistrat. (*Ex parte Massa*, req. *certiorari*, C. S., Montréal, 29 février 1872, TORRANCE, J., 4 R. L., p. 517; 24 R. J. R. Q., p. 428.)

JURIDICTION:—*Vide* PRÉVÔTS DES INCENDIES.

JURISPRUDENCE FRANÇAISE:—*Vide* INTERPRÉTATION DES LOIS.

L

LÉGATAIRE:—*Vide* PROCÈS PAR JURY.

LEGS. Lorsqu'une femme, par son testament, a légué à son mari l'usufruit d'un immeuble loué à un tiers; lorsque, sur jugement contre le mari, subséquemment à l'ouverture du testament, une saisie-arrêt en main tierce a été pratiquée sur le locataire, et que la déclaration de ce dernier, qu'il ne doit rien au défendeur, a été contestée par le motif qu'il lui doit le loyer de l'immeuble en question, en l'absence de preuve que le défendeur ait accepté soit expressément, soit implicitement, le legs en usufruit en question, le tiers saisi n'est pas censé être devenu le débiteur direct du mari. Art 878 C. C. (*Bourdon* vs *Jodoin*, et *Dusseault*, t. s., et *Bourdon*, cont., C. C., Montréal, 7 décembre 1872, 4 R. L., p. 480; 24 R. J. R. Q., p. 426.)

LETTRE DE CHANGE. Le porteur d'une lettre de change datée du 27 août, à trois jours, présentée le 1er septembre suivant pour l'acceptation qui est refusée, et protestée pour non acceptation le 8 septembre, n'a pas usé d'une diligence légale convenable, pour la présentation et le protêt de la lettre. (*Harris* et *Schwob et al.*, C. B. R., en appel, Québec, 19 juin 1871, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., dissident, et MONK, J., 3 R. L., p. 453; 1 R. C., p. 478; 24 R. J. R. Q., p. 127.)

LETTRE DE CHANGE:—*Vide* PAIEMENT.

LIBELLE:—*Vide* RESPONSABILITÉ.

LICENCE:—*Vide* JURIDICTION.

LIMITES DE BOIS:—*Vide* MANDAMUS.

LOCATEUR:—*Vide* CAPIAS.

LOI FÉDÉRALE:—*Vide* COMMISSION ROGATOIRE.

LOUAGE. La clause d'un bail, laquelle défend de sous-louer sans le consentement du bailleur, ne donne pas droit à la résiliation immédiate du bail; la cour doit accorder d'abord au défendeur un délai pour remettre les lieux loués dans le même état qu'avant le bail. ART. 1638 C. C. (*Vallée* vs *Kennedy*, C. S., Montréal, 29 avril 1871, MACKAY, J., 3 R. L., p. 450; 1 R. C., p. 475; 24 R. J. R. Q., p. 124.)

La convention, par laquelle le locateur réduit d'une certaine somme le loyer d'un précédent bail, comprend tacitement la continuation des autres conditions du précédent bail. Le locataire qui, par le précédent bail, était chargé des taxes, doit l'être par le nouveau qui ne réduit que le prix du loyer. (*Tremblay* vs *Filteau*, C. C., Montréal, 4 août 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., 384; 24 R. J. R. Q., p. 393.)

LOUAGE. L'art. 77 de la loi concernant la faillite de 1869, S. C. 32-33 Vict., ch. 16, décrétait : "Si le failli possède, en vertu " d'un bail, une propriété ayant une valeur plus élevée que " le montant du loyer payable en vertu du bail, le syndic " en fera rapport au juge, donnant son estimation de la " valeur des droits et intérêts dans la propriété louée en sus " du loyer ; et alors le juge pourra ordonner la vente des " droits du failli aux lieux loués, après tel avis public de " cette vente qu'il jugera à propos ; et à l'époque et au lieu " fixés, le bail sera vendu aux conditions, quant à la garantie " à fournir au locateur, que le juge pourra exiger ; et cette " vente sera sujette au paiement du loyer et à toutes les " conditions et clauses contenues au bail ; et ces conditions " et clauses obligeront le locateur et l'acquéreur, comme " si ce dernier avait été lui-même locataire et partie " au bail avec le locateur." Aux termes de cet article, la clause d'un bail, laquelle interdit de sous-louer ou de transporter partie quelconque du bail, sans le consentement par écrit du propriétaire, n'est pas applicable à une vente sur faillite. (*In re Wright*, failli, et *Whyte*, syndic requérant, et *Beaudry*, cont., C. S., Montréal, 30 septembre 1872, BERTHELOT, J., 2 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 232.)

" Un particulier a loué partie d'une ferme par bail notarié stipulant que le fermier s'engageait à bâtir pour le propriétaire une bonne maison de campagne ainsi que des granges et une étable, la maison devant être prête le 1er mai. Le propriétaire prétendant que la maison n'était pas prête au temps fixé, intenta l'action en rescision de bail. Le fermier plaida arrangement ultérieur, selon lequel le demandeur acceptait des accommodements au lieu de la maison. *Jugé* : Que le demandeur a prouvé le bien fondé de son action et que, partant, il y avait lieu à la rescision du bail. (*Ballantine* vs *Snowdon*, C. S., Montréal, 30 nevembre 1872, TORRANCE, J., 3 R. C., p. 81 ; 24 R. J. R. Q., p. 351.)

" :—*Vide* BANC D'ÉGLISE.

" :—*Vide* CLAUSE PÉNALE.

" :—*Vide* PRIVILÈGE DU LOCATEUR.

LOUAGE DE SERVICES. A moins de raisons légitimes, un employé ne peut se dispenser de suivre les règlements publics, affichés dans une manufacture pour la bonne administration des affaires de l'établissement. Les grands manufacturiers, qui font gagner leur pain à tant de pauvres gens, doivent trouver protection devant les tribunaux, lorsqu'aucune raison légitime ne peut justifier le départ d'un employé ; sans cette protection, les travaux entrepris se trouveraient sans cesse arrêtés, selon le gré des employés et au grand dommage des contractants. S'il est juste que le maître traite bien son employé, il est aussi juste que l'employé suive les règlements qui sont faits pour la bonne administration des affaires d'une manufacture. (*Martineau* vs *Angers et al.*, et *Fontaine* vs *Angers et al.*, C. C., Montréal, 6 avril 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 74 ; 24 R. J. R. Q., p. 260.)

LOUAGE DE SERVICES. Un employé au mois qui quitte le service avant la fin de son mois sans cause légitime, n'a pas droit à ses gages de la partie du mois commencé. (*Mondor* vs *Pesant*, C. C., Montréal, 15 nov. 1872, JOHNSON, J., 4 R. L., p. 382 ; 24 R. J. R. Q., p. 391.)

M

MAITRE :—*Vide* COMPENSATION.
" DE NAVIRE :—Voy. CAUTION *judicatum solvi*.
" DE PENSION :—*Vide* GAGE.

MANDAMUS. Il n'y a pas lieu au *mandamus* contre un agent des bois des terres de la Couronne, pour lui enjoindre d'émettre des licences de limites de bois. (*Gouin* et *Dubord*, C. B. R., en appel, Québec, 18 mars 1871, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 1 R. C., p. 248; 24 R. J. R. Q., p. 212.)

" Lorsqu'un *mandamus* a été décerné contre des commissaires d'écoles, sur refus de leur part d'obéir à un ordre du ministre de l'Instruction publique, le bref ayant été émis à la requête d'un contribuable et du ministre conjointement, ce dernier doit être mis hors de cour sans frais, mais le *mandamus* doit être maintenu au profit du copoursuivant. (*Chaureau et al.* et *Commissaires d'Ecoles de la paroisse de Saint-François-de-Sales*, C. B. R., en appel, Montréal, 22 janvier 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 2 R. C., p. 230; 24 R. J. R. Q., p. 214). Le juge BADGLEY était d'opinion que le *mandamus* était indivisible et que, par suite, la mise hors de cour du ministre rendait le bref nul.

MANDAT. Le facteur, préposé en termes généraux à un établissement commercial, est autorisé à tout ce que rend nécessaire la direction qui lui est confiée. Le pouvoir spécial de publier des annonces est inhérent à l'office d'un agent nommé pour prendre des risques d'assurance et de percevoir les primes; une telle autorité se présume. Les annonces sont faites dans le but de promouvoir les affaires de la compagnie d'assurance, et la preuve d'une coutume, usage ou sanction, de la part de la compagnie, n'est pas nécessaire. Art. 1727 C. C. (*The Commercial Union Ins. Co.* et *Foote*, C. B. R., en appel, Québec, décembre 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., dissident, et MONK, J., dissident, confirmant le jugement de C. S., Québec, 8 avril 1872, 3 R. C., p. 40; 24 R. J. R. Q., p. 233.)

" Le mandat peut être révoqué en tout temps, sans que le mandataire ait le droit de s'en plaindre. (*Hart* vs *McDougall*, C. S. R., Montréal, 28 février 1873, MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., dissident, 3 R. C., p. 66; 24 R. J. R. Q., p. 342.)

" :—*Vide* REDDITION DE COMPTE.

MARCHÉ :—*Vide* VENTE D'OBJET VOLÉ.

MARGUILLIER. Il n'existe, dans le Bas-Canada, aucune loi écrite positive qui donne le droit de présider les assemblées tenues pour élire des marguilliers ou qui en réglemente l'exercice. Le droit de présider ces assemblées est uniquement réglé par l'usage qui fait loi en pareil cas, comme en tout ce qui concerne les fabriques et les matières ecclésiastiques. Lorsqu'il est établi que, dans une paroisse, le curé a, de tout temps, présidé ces assemblées, recueilli les voix et proclamé le candidat élu marguillier, l'élection d'un marguillier, faite à une assemblée ainsi présidée par le curé, sera déclarée légale et, par suite, une élection de marguillier, faite à une assemblée présidée par le marguillier comptable ou en charge qui, de fait, n'a jamais présidé de telles assemblées, sera déclarée illégale. L'ancien droit ecclésiastique de la France est celui du Bas-Canada. (*Senécal* et *Jarret dit Beauregard*,

C. B. R., en appel, Montréal, 1er mars 1860, LAFONTAINE, J. en C., AYLWIN, J., DUVAL, J., et MONDELET, J. A., confirmant le jugement de C. S., Montréal, 30 octobre 1858, 4 J., p. 213; 24 R. J. R. Q., p. 288)

MARIAGE. Le mariage d'une servante durant le service, justifie le maître de la renvoyer. (*Mawson* vs *Burstall*, C. C., Québec, 28 mai 1873, TESSIER, J., 4 R. L., p. 666, 1 R. J. Q., p. 317; 24 R. J. R. Q., p. 516.)

" Un mariage peut être déclaré nul, même dix-sept ans après sa célébration, pour cause d'impuissance de l'un des époux au moment de se marier, si les parties se sont séparées quelque temps après sa célébration et ont depuis vécu séparément, et si l'époux impuissant a, depuis cette séparation, résidé en pays étranger. L'autorité ecclésiastique doit d'abord prononcer la nullité du mariage. (*Langevin dit Bergevin* vs *Barrette*, C. S., Montréal, 23 avril 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 160; 23 R. J. R. Q., p. 354.)

MASQUE :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

MATIÈRE COMMERCIALE :—*Vide* PROCÈS PAR JURY.

MÉMOIRE DE FRAIS :—*Vide* DÉPENS.

MINEUR :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

N

NOTAIRE. Quand un notaire allègue, dans une action pour honoraires, qu'il a fait un acte et en produit la minute, c'est au défendeur qui plaide que cet acte n'a pas été fait à temps, à prouver ses allégations. Un notaire a droit au coût d'un protêt, quoiqu'il n'ait pu le signifier, faute par le requérant de lui donner l'adresse du protesté; il a droit, aussi, outre son protêt, de faire payer ses pas et démarches pour avoir cherché celui que le requérant lui avait indiqué. (*Bédard* vs *Blouin*, C. C., Montréal, 14 décembre 1872, JOHNSON, J., 4 R. L., p. 479; 24 R. J. R. Q., p. 424.)

NUISANCE :—*Vide* CORPORATION MUNICIPALE.

NULLITÉ. D'après la loi française, une nullité doit être invoquée avant que la cause arrive devant la cour d'appel de dernier ressort, mais on peut s'en prévaloir devant les juges de première ou de seconde instance. (*Curé et Marguilliers de l'Oeuv. & Fab. de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères* et *Corporation de la paroisse de Verchères*, Cons. Privé, 6 mars 1875, 19 J., p. 141; 4 R. L., p. 87; 6 R. L., p. 691; 2 R. C., p. 232; 6 L. R., P. C., p. 330; 44 L. J., P. C., p. 34; 32 L. J., p. 178; 24 R. J. R. Q., p. 261.)

" :—*Vide* CONSEILLER MUNICIPAL.

O

OBJET PERDU :—*Vide* DOMMAGES.

OBLIGATION :—*Vide* DONATION.

OBSTRUCTION :—*Vide* RIVIÈRE NAVIGABLE.

OPPOSITION. Le ch. 106 des S. R. B.-C. de 1861, intitulé : " Acte " concernant les procédures sur les cautionnements," décrétait art. 2, al. 1 : " Chaque fois que les conditions d'un cau- " tionnement légalement consenti ou pris dans une cause, " procédure ou affaire criminelle, dans le Bas-Canada, n'ont " pas été remplies, en sorte que la somme pénale y men- " tionnée devienne forfaite et due à la couronne, alors tel " cautionnement sera extrait ou retiré de tout dossier ou " procédure dans lequel il se trouve alors — ou bien un cer- " tificat ou une minute de tel cautionnement, sous le sceau

" de la cour, sera fait d'après les pièces du dossier de telle " cour devant laquelle le cautionnement aura été donné de " vive voix, cour tenante." Aucune opposition, fondée sur ce que les procédures auraient été irrégulières, ne peut être formée à l'exécution du jugement enregistré par le protonotaire, en vertu de l'art. 2, al. 1, ci-dessus, sur un certificat de la Cour du Banc de la Reine, que le montant d'un cautionnement a été confisqué. L'opposant aurait dû être appelé à plaider et à défendre devant la Cour Supérieure. (*McLaughlin* et *la Reine*, C. B. R., en appel, Québec, 18 mars 1871, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., dissident, DRUMMOND, J., dissident, et MONK, J., 1 R. C., p. 247; 24 R. J. R. Q., p. 212.)

OPPOSITION:—*Vide* SAISIE-ARRÊT.

" A FIN D'ANNULER, Lorsque l'affidavit produit avec une opposition à fin d'annuler n'est pas assermenté par l'opposant, le déposant doit déclarer dans cette affidavit qu'il est dûment autorisé à cet égard. (*Mantha* vs *Coghlan*, et *Fraser*, opp., C. S., Québec, 7 mars 1872, TASCHEREAU, J., 2 R. C., p. 238; 24 R. J. R. Q., pp. 27 et 223.)

" Un juge en chambre peut permettre la production d'une opposition à fin d'annuler, dans les quinze jours précédant celui fixé pour la vente. Art. 651 C. P. C. de 1867, et art. 728 C. P. C. de 1897. (*La Cie de Dépôt et de Prêt du Haut-Canada* et *Julien*, et *May*, opp., C. B. R., en appel, Montréal, 9 septembre 1864, DUVAL, J. en C., AYLWIN, J., MEREDITH, J., MONDELET, J., dissident, et DRUMMOND, J., dissident, confirmant le jugement de C. S., Montréal, 30 avril 1863, BADGLEY, J., 33 J., p. 306; 24 R. J. R. Q., p. 114.)

" :—*Vide Venditioni Exponas.*

OPPOSITION A FIN DE CONSERVER :—*Vide* GARDIEN.

" A FIN DE DISTRAIRE:—*Vide* DÉCRET.

" A JUGEMENT:—*Vide* PROCÉDURE.

OUVRIER :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

P

PAIEMENT. D'après l'ancien droit de la France, lorsque la transaction entre le principal et son débiteur est d'une nature telle qu'elle n'opère simplement qu'une prolongation du terme de paiement de la dette et qu'elle n'empêche pas la caution de poursuivre le débiteur, cette dernière n'est pas libérée; mais si la transaction, entre le principal et son débiteur, revient à un paiement actuel, bien que *pro tempore*, comme la caution ne peut plus poursuivre le débiteur principal, elle est libérée de sa garantie. Selon le droit français, une lettre de change opère comme un réel contrat entre le tireur et le tiré, et est un effet au sens de l'art. 2038 C. N. Ainsi, lorsqu'une partie, par convention, a cautionné des avances d'argent faites en prévision de futures consignations de produits mercantiles, et qu'après ces avances, mais avant les consignations, celui qui les a faites accepte des effets de commerce jusqu'à concurrence de leur montant, de telles acceptations opèrent paiement *pro tempore* des sommes avancées en vertu de la convention et déchargent la caution. Art. 1960 C. C. (*Bellingham et al.* et *Freer*, Conseil Privé, 16 mai 1837, confirmant le jugement de la Cour d'Appel,

Québec, 15 novembre 1834, qui avait affirmé le jugement de C. B. R., Québec, 20 juin 1834, 3 M. P. C. R., p. 333; 24 R. J. R. Q., p. 243.)

PAIEMENT :—*Vide* INDICATION DE PAYEMENT.

" :—*Vide* PRESCRIPTION.

PÊNALITÉ :—*Vide* CERTIORARI.

" :—*Vide* ELECTION.

" :—*Vide* ENCANTEUR.

" :—*Vide* JEU.

PENSION :—*Vide* SAISIE-REVENDICATION.

PERE :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

PEREMPTION D'INSTANCE. L'absence d'un avocat de la province ne constitue pas une cessation des fonctions de son associé, dont parle l'article 202 C. P. C. (art. 261 C. P. C. de 1897), et la partie qu'il représentait ne se trouve pas, par cette absence, avoir cessé d'être représentée, dans le sens de l'art. 455 C. P. C. (art. 280 C. P. C. de 1897). En conséquence, la péremption d'instance court contre la partie dont l'avocat associé est absent, s'il n'a donné avis d'après l'art. 204 C.P.C. (art. 263 C. P. C. de 1897), qu'il a cessé d'occuper et si son associé est encore avocat dans la cause. (*Richardson* vs *Tabb*, C. S., Montréal, 31 octobre 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 388; 24 R. J. R. Q., p. 397.)

" D'INSTANCE. L'appel d'une cause, à l'audience, ne constitue pas un acte interruptif de la péremption, à moins qu'il ne soit établi que, lors de cet appel, il a été fait, par l'une ou par l'autre des parties, quelque déclaration, ou posé quelque fait qui manifestât l'intention de faire des actes de poursuite. La péremption n'est pas interrompue par des bulletins de causes envoyés par le greffier aux avocats. Les actes valables pour interrompre la péremption sont les actes de poursuite qui émanent d'une partie en cause, qui interviennent dans son intérêt et qui ont pour objet la continuation de l'instance. (*Cooke et al.* vs *Millar*, C. S. R., Québec, 11 mai 1872, MEREDITH, J. en C., prononçant le jugement de la Cour, 24 R. J. R. Q., p. 22.)

" D'INSTANCE. L'appel, par le tribunal, d'une cause inscrite sur le rôle des enquêtes, n'est pas une procédure qui empêche la péremption de l'instance. (*Cooke et al.* vs *Millar*, C. S. R., Québec, 11 mai 1872, MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J., dissident, confirmant le jugement de C. S., 8 novembre 1871, STUART, J., 3 R. L., p. 446; 4 R. L., p. 240; 2 R. C., p. 111, et 24 R. J. R. Q., p. 13.)

" D'INSTANCE. Le défendeur a droit à un jugement déclarant la poursuite périmée, quoique le demandeur, qui était d'abord représenté par deux procureurs pratiquant en société, n'ait pas, depuis la nomination de l'un d'eux à un emploi dans le service civil, choisi un nouveau procureur, lors même que l'emploi qu'occupe ce procureur soit incompatible avec l'exercice de sa profession, le mandat de l'autre procureur se continuant et la partie étant représentée par lui. (*Valin* vs *Anderson*, C. S., Québec, 18 septembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 445; 2 R. C., p. 110, et 24 R. J. R. Q. p. 13.)

" D'INSTANCE. Les art. 454, 455 et 458 C. P. C. (art. 279, 280 et 383 C. P. C de 1897), sont, à peu de chose près, la reproduction des art. 397, 399 et 400 du Code de Procédure français, touchant la péremption d'instance. Notre art. 458 dit que la péremption se couvre par toute procédure utile, et l'art. 399 C. F., au lieu du mot *utile*, fait usage du mot *valable*, qui signifie la même chose. Il est admis par tous les

commentateurs du Code de Procédure, anciens et modernes, que la péremption d'instance est une chose que les tribunaux ne doivent accueillir qu'avec défaveur et ne prononcer que dans les cas où il est évident que le demandeur a abandonné complètement sa demande, et lorsque le défendeur, par un acte quelconque, n'a pas renoncé à se prévaloir de cette péremption. L'acte émane-t-il du demandeur? la présomption d'abandon de l'instance cesse de lui être opposable. Emane-t-il du défendeur? c'est une renonciation au droit de se prévaloir du temps qui a déjà couru. Tout acte emportant reconnaissance du droit qu'a son adversaire de poursuivre l'instance, suffit pour rendre le défendeur non recevable à demander la péremption, jusqu'à ce qu'un nouveau délai de trois ans s'accomplisse depuis cette reconnaissance émanée de lui. Tout acte qui a pour objet la continuation de l'instance est un acte valable à l'effet de couvrir la prescription et, à plus forte raison, de l'interrompre. Une inscription au rôle est un acte interruptif, lors même qu'un arrêt ordonnerait plus tard, d'office, la radiation de la cause. Un acte de semblable nature, fait de la part du défendeur, produit les mêmes conséquences sur l'interruption, parce qu'il indique, de sa part, une renonciation au droit de se prévaloir du temps qui a déjà couru. L'expiration des délais n'est fatale que lorsque le défendeur a manifesté l'intention de s'en prévaloir. Lorsque la péremption s'acquiert par le fait et la négligence des deux parties, les juges peuvent se dispenser de la prononcer. Lorsque la partie, qui invoque la péremption, a mis son adversaire dans l'impossibilité de suivre le procès, la demande en péremption ne peut pas être accueillie. La partie qui a été admise à la preuve et qui, par sa négligence, a laissé écouler trois ans sans procéder à son enquête, n'est pas recevable à invoquer la péremption. La remise successive d'une cause, sur la demande de l'avoué du demandeur, interrompt la péremption. La péremption est interrompue par un appel de la cause à l'instance et, en certains cas, l'inscription de la cause, sur le rôle général des causes, suffit, tant qu'elle subsiste, pour empêcher la péremption, quoiqu'il n'y eût pas d'acte de signifié dans le délai de trois ans. (*Cooke et al.* vs *Miller*, C. S. R., Québec, 11 mai 1872, opinion de TASCHEREAU, J., dissident, 24 R. J. R. Q., p. 17.)

PERMIS D'OCCUPATION. La loi de 1860, S. C. 23 Vict., ch. 2, intitulée: "Acte concernant la vente et l'administration des "terres publiques," décrète art. 20: "Si le commissaire des "terres de la Couronne est convaincu qu'aucun acquéreur, "concessionnaire, occupant ou locataire d'aucune terre "publique, ou tout ayant cause d'aucun d'eux, s'est rendu "coupable d'aucune fraude ou abus, ou a enfreint quel-"qu'une des dispositions de la vente, concession, location, "bail ou permis d'occupation, ou si aucune telle vente, con-"cession, location, bail ou permis d'occupation a été ou est "fait ou émis par méprise ou erreur, il pourra révoquer telle "vente, concession, location, bail ou permis, et reprendre la "terre y mentionnée, et en disposer comme si telle vente, "concession, location ou bail n'eussent jamais été passés, et "toutes telles révocations, ci-devant faites par le gouver-"neur en conseil ou le commissaire des terres de la Cou-"ronne, auront force et effet tant qu'elles ne seront pas "changées." Aux termes de cet article, le commissaire des terres publiques a, seul, les pouvoirs, autorité et juridiction, d'annuler un permis d'occupation; ces attributions

n'appartiennent pas à l'assistant commissaire des terres, et cette annulation du permis d'occupation ne peut être faite qu'après un avis à l'occupant. (*Dion* et *Lavigne*, C. B. R., en appel, Québec, 6 septembre 1872, CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., dissident, confirmant le jugement de C. S. R., Québec, 5 février 1872, MEREDITH, J. en C., STUART, J., et TASCHEREAU, J., qui avait infirmé le jugement de la C. S., Arthabaska, 11 septembre 1871, 4 R. L., p. 390; 2 R. C., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 409.)

PLAIDOYER :—*Vide* PROCÉDURE.

POSSESSION :—*Vide* PREUVE.

" PROVISOIRE. La requête pour envoi en possession provisoire doit être accompagnée d'un état constatant non seulement les biens de la succession dans laquelle l'absent a une part, mais aussi la part afférente à l'absent, afin que le tribunal puisse déterminer le montant pour lequel caution devra être donnée par le requérant pour la sûreté de son administration. (*De Grosbois*, req. envoi en possession, C. S., Montréal, 31 octobre 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 389; 24 R. J. R. Q., p. 408.)

PRESCRIPTION. Un paiement, à compte du capital ou de l'intérêt, interrompt la prescription. Le paiement, toutefois, doit être accompagné de circonstances de nature à justifier le jury d'en inférer une promesse de payer la différence. En conséquence, un paiement à compte, fait par une personne qui réclame un autre crédit, est une reconnaissance de la dette, moins le crédit réclamé. Art. 2227 C. C. (*Hall* vs *Devany*, C. S. R., Québec, 4 mai 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J., 3. R. L., p. 453; 1 R. C., p. 479; 24 R. J. R. Q., p. 129.)

" :—*Vide* BILLET A ORDRE.

PRÉSÉANCE. Le juge qui a été transféré de la Cour du Banc du Roi à la Cour d'Appel, a droit à la préséance, si les lettres patentes qui le transfèrent à cette dernière cour lui donnent le pas sur les autres juges de celle-ci, dont la commission les nommant juge de la Cour du Banc du Roi est postérieure à la sienne, quoique leur transfert à la Cour d'Appel soit antérieur au sien. (*In re Bédard*, Cons. Privé, 2 juillet 1849, 7 M. P. C. R., p. 23; 24 R. J. R. Q., p. 432.)

PRÉSIDENCE :—*Vide* MARGUILLIER.

PREUVE. Avant le code, la preuve testimoniale était admissible dans les affaires commerciales. Art. 1233 et 1235 C. C. (*Hall* vs *Devany*, C. S. R., Québec, 4 mai 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 453; 1 R. C., p. 479; 24 R. J. R. Q., p. 129.)

" La clause 9 de la 35 Vict., ch. 6, amendant l'art. 252 du C. P. C., ne signifie pas qu'une partie peut appuyer ses prétentions par le témoignage de son époux agent; mais seulement qu'une partie en cause peut interroger l'époux de la partie adverse, séparé de biens et comme ayant administré les propriétés de son conjoint. Art. 314 C. P. C. de 1897. (*Foisy* vs *Lefebvre*, C. S., Montréal, 3 mai 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 564; 24 R. J. R. Q., 458.)

" La preuve testimoniale est admissible dans une action en recouvrement d'un objet perdu. (*Talbot* et *Blanchet*, C. B. R., en appel, Montréal, 8 mars 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, DRUMMOND, J., dissident, et MONK, J., 2 R. C., p. 28; 24 R. J. R. Q., p. 224.)

" L'aveu du défendeur, dans son plaidoyer, qu'il y a eu délivrance de 122 bottes de foin, n'est pas suffisant pour autoriser la preuve testimoniale de la vente de 800 bottes à

$11.50; il faut que le demandeur prouve cette vente par écrit. Pour pouvoir prouver par témoins une vente au-dessus de $50, il faut non seulement être commerçant, mais aussi faire commerce des objets qui sont en contestation. (*Guernon* vs *Lucombe*, C. C., Montréal, 11 septembre 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 385; 24 R. J. R. Q., p. 394.)

PREUVE. Fausse est l'ancienne doctrine que la preuve affirmative l'emporte sur la négative; cela dépend des circonstances qui sont laissées à l'appréciation du juge. (*Legault* vs *Paiement*, C. C., Montréal, 5 mars 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 235; 24 R. J. R. Q., p. 220.)

" Le brocard, *en fait de meubles, la possession vaut titre*, n'est absolument vrai, d'après notre code, qu'en affaires de commerce. La preuve testimoniale est admissible pour établir une convention verbale distincte et séparée détruisant une convention constatée par acte authentique, l'objet de ces conventions n'excédant pas $50 en valeur. Le témoignage du vendeur d'une chose revendiquée, pour établir son droit de propriété et, partant, la légalité de la vente par lui faite à l'acheteur sur qui cette chose est revendiquée, doit être reçu avec beaucoup de défiance et de soin. (*Leblanc* vs *Rasconi et al.*, C. de M., Acton-Vale, 10 avril 1873, DORION, M., 4 R. L., p. 595; 24 R. J. R. Q., p. 462.)

" L'ordonnance du Gouverneur et du Conseil Législatif de la province de Québec, de 1785, 25 Geo. III, ch. 2, décrète art. 10: " Dans la preuve de tout fait concernant les affaires de " commerce, on aura recours dans toutes les cours de juri- " diction civile en cette province, aux formes admises, " quant aux témoignages, par les lois anglaises. " Cet article a eu pour effet d'abroger cette partie de l'ancien droit français, par laquelle, en vertu de l'ord. de Moulins de 1566 et de l'ord. de 1667, la preuve testimoniale était inadmissible dans tous contrats ou matières excédant la somme de 100 livres, si ce n'est en cas d'accident ou lorsqu'il y avait un commencement de preuve par écrit, et il lui a substitué la loi anglaise relative à la preuve par témoins dans les affaires commerciales. Un contrat intervenu entre un particulier et le gouvernement, pour fournir la pierre nécessaire à la construction d'un canal, est une affaire commerciale et doit être prouvé suivant les règles du droit anglais. La convention par laquelle un entrepreneur s'engage à partager les profits de l'entreprise, bien que celle-ci ne fut pas susceptible d'être terminée dans l'espace d'une année, n'est pas une convention qui, dans le sens du Statut des Fraudes, 29 Chs II, ch. 3, art. 4, doive être par écrit, et elle peut être prouvée par témoins. (*Mackay* et *Rutherford*, Cons. Privé, 12 décembre 1848, confirmant le jugement de la Cour Provinciale d'Appel, Montréal, 9 mars 1846, qui avait confirmé le jugement de C. B. R., 28 janvier 1846, 6 Moore's P. C. R., p. 413; 24 R. J. R. Q., p. 397).

" Un tiers peut prouver outre et contrairement à un acte auquel il n'était pas partie. (*Girard* vs *Bradstreet*, C. S., Montréal, 12 mars 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 376; 24 R. J. R. Q., p. 385.

" :—*Vide* NOTAIRE.

" :—*Vide* REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

" :—*Vide* VENTE.

" :—*Vide* VENTE DE MEUBLES.

PRÉVOST DES INCENDIES. La loi provinciale, concernant les prévôts des incendies, n'est pas contraire à la constitution de 1867, parce qu'elle ne touche pas à la procédure criminelle, ma-

tière qui est de ressort exclusif du parlement fédéral. Tout témoin assigné devant les prévôts des incendies peut refuser de répondre à toute question tendant à l'incriminer. Le pouvoir d'emprisonner un individu qu'on soupçonne d'avoir mis le feu est exercé par les prévôts en leur qualité de magistrats établis par la législature provinciale qui, par la loi fédérale, a le droit de créer des tribunaux de juridiction criminelle. (*Ex parte Dixon*, req. bref d'*Habeas Corpus*, C. B. R., en appel, Montréal, 14 mars 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 2 R. C., p. 231 ; 24 R. J. R. Q., p. 215.)

PRIVILÈGE DU LOCATEUR. Lorsque le bail est verbal, le locateur n'a privilège que pour trois mois expirés et le mois courant. (*Ricard* vs *Saint-Denis*, C. B. R., Montréal 20 octobre 1826, 3 R. L., p. 456 ; 1 R. C., p. 481 ; 24 R. J. R. Q., p. 133)

" Une opposition à fin de conserver des deniers payés sur saisie-gagerie après l'émission du bref d'exécution, mais avant la vente, opposition fondée sur ce que le privilège du locateur ne s'étendrait qu'au produit de la vente, n'est pas recevable par le motif que les deniers ainsi payés représentent les effets saisis-gagés. Art. 1619 C. C. (*Wilson* vs *Spencer*, et *Smith*, opp., C. B. R., Montréal, 20 février 1828, 3 R. L., p. 456 ; 1 R. C., p. 481 ; 24 R. J. R. Q., p. 133.)

" DU VENDEUR. Lorsqu'un particulier a vendu un immeuble par acte qui n'a pas été enregistré et qui plus tard a été récité au long dans une déclaration de l'acquéreur, dûment enregistrée, mais à laquelle le vendeur n'était pas partie, ce dernier perd son privilège de bailleur de fonds à l'encontre des créanciers hypothécaires qui ont enregistré même après l'enregistrement de la déclaration. Art. 2100 C. C. (*Colville* et *La Société de Construction*, C. B. R., en appel, Montréal, 18 mars 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., dissident, DRUMMOND, J., et MONK, J., dissident, 2 R. C., p. 231 ; 24 R. J. R. Q., p. 216.)

PROCÉDURE. Aux termes de l'art. 75 C. P. C. le défendeur n'a droit à un jour additionnel, entre la signification du bref de sommation et le rapport, que s'il y a cinq lieues complètes en sus des cinq premières lieues. Art. 149 C. P. C. de 1897. (*Poulin* et *Wurtele*, C. B. R., en appel, Québec, 19 juin 1871, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., 3 R. L., p. 453 ; 1 R. C., p. 479 ; 24 R. J. R. Q., p. 128.)

" D'après les dispositions des art. 1063 et 1359 C. P. C., mises en rapport avec la formule donnée au no 35 de l'appendice de ce code, il n'est pas nécessaire ni requis que les brefs de sommation émanant de la Cour de Circuit soient adressés au shérif ou à un huissier. Dans le cas où les brefs de sommation doivent être signifiés dans un autre district que celui d'où ils émanent, il n'est pas non plus nécessaire ni requis par la loi qu'ils soient adressés au shérif ou à un huissier de ce dernier district d'où ils émanent, lequel n'a pas droit à plus de frais que si la signification était faite par l'huissier le plus proche de la résidence du défendeur (art. 1068 C. P. C). La formule n. 32 de l'appendice donnée comme étant en rapport avec l'art. 1065 C. P. C., ne s'applique qu'à la Cour de Circuit et s'écarte, par exception, de celle indiquée par l'art. 48, qui n'a trait qu'à la Cour Supérieure. Art. 6, 121, 1129, 1135 et 1137 C. P. C. de 1897. (*Lawrence* vs *Chaudière*, C. C., Montréal, 12 février 1873, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 523 ; 17 J., p 83 ; 24 R. J. R. Q., p. 437.)

PROCÉDURE. Le défendeur a droit de plaider de nouveau, lorsqu'à une action sur billet il a plaidé défaut des timbres requis par la loi et que le tribunal a permis au demandeur, moyennant paiement des frais, d'apposer les timbres voulus. (*Lemesurier* vs *Ritchie*, C. S., Québec, 7 octobre 1871, STUART, J., 3 R. L., p. 455; 1 R. C., p. 481; 24 R. J. R. Q., p. 132.)

" Le défendeur qui a été forclos de plaider dans les délais, doit produire, avec la motion par laquelle il demande à être relevé de la forclusion, un affidavit au soutien de cette motion, et son plaidoyer distinct de la motion. (*Correil* vs *Dumouchel*, C. S., Montréal, 31 mai 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 389; 24 R. J. R. Q., p. 408.)

" Le tribunal peut, sur motion, permettre au défendeur de produire une copie de son exception péremptoire qui aurait été perdue, ou un plaidoyer au même effet, et, à défaut par le défendeur de ce faire, il sera permis au demandeur de procéder. (*Banque de la Cité* vs. *Banque de Montréal*, C. S., Montréal, 5 février 1872, STUART, J., 2 R. C., p. 237; 24 R. J. R. Q., p. 222.)

" L'intervenant doit faire signifier sa requête en intervention à toutes les parties en cause, tant celles qui ont comparu que celles qui ont fait défaut. Le tribunal peut étendre le délai de trois jours accordé pour faire cette signification. Les moyens d'intervention doivent être signifiés au demandeur et au défendeur. Art. 157 C. P. C. de 1867 et art. 223 C. P. C. de 1897. (*Fraser* vs *Pouliot*, et *Lavoie*, interv., C. S., Québec, 27 novembre 1871, MEREDITH, J. en C., 3 R. L., p. 446; 2 R. C., p. 111, et 24 R. J. R. Q., p. 25.)

" Lorsque la défense soulève une question de droit, il doit d'abord être adjugé sur cette question avant qu'on puisse inscrire la cause pour enquête. (*Burroughs* vs *Bourget*, C. S., Montréal, 7 mars 1872, TASCHEREAU, J., 2. R. C., p. 238; 24 R. J. R. Q., p. 223.)

" Lorsque la partie a fixé elle-même un jour pour faire sa procédure, elle ne peut se prévaloir de l'art. 2 C. P. C. Art. 8 C. P. C. de 1897. (*Desève*, failli, req. décharge, et *White*, syndic cont., C. S., Montréal, 17 décembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 656; 2 R. C., p. 485; 24 R. J. R. Q., p. 487.)

" On ne peut se pourvoir par opposition contre un jugement rendu en terme de la Cour de Circuit. L'art. 483 C. P. C. ne donne ouverture qu'à une requête et dans les cas y spécifiés. L'art. 484 ne donne occasion à l'opposition que contre les jugements rendus en conformité des dispositions des art. 89, 91 et 92, et non aux jugements par défaut, rendus par le tribunal. Une opposition contre un jugement par défaut rendu par le tribunal peut être rejetée sur simple motion. (*Bowie* vs *Murray*, et *Murray*, opp., C. C., Montréal, 10 octobre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 566; 24 R. J. R. Q., p. 460.)

" Poursuivre tous les héritiers par une même action est conforme à la pratique de la cour. (*Grange* vs *McDonald*, C. S., Montréal, 28 juin 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 478; 24 R. J. R. Q., p. 227.)

" Un bref d'assignation à la Cour de Circuit peut être légalement adressé au défendeur, le Code de Procédure Civile n'exigeant pas qu'il soit adressé à un huissier. (*Mathieu* vs *Brousseau*, C. C., Sorel, 17 janvier 1873, LORANGER, J., 4 R. L., p. 525; 24 R. J. R. Q., p. 439.)

" Une poursuite pour le recouvrement du montant d'un billet daté dans un district et payable dans un autre, peut être intentée dans le district où le billet est payable. (*Claxton et*

al. vs *McLean et al.*, C. S., Montréal, 17 juin 1873, MACKAY, J., 4 R. L., p. 654; 24 R. J. R. Q., p. 485.)

PROCÉDURE. Une réplique spéciale est admissible sans la permission de la Cour. (*Kingley* vs *Dunlop*, C. S. R., Montréal, 29 avril 1871, MONDELET, J., MACKAY, J., et TORRANCE, J., 3 R. L., p. 448; 1 R. C., p. 473; 24 R. J. R. Q., p. 29.)

" Une requête sommaire pour obtenir une ordonnance afin d'obliger le gardien à représenter les effets saisis dont il est chargé, n'est pas une motion de droit; mais doit, dans les délais, être préalablement signifiée au gardien mis en cause. Art. 590 C. P. C. de 1867, et art. 657 C. P. C. de 1897. (*Lebœuf* vs *Plouffe*, et *Desormeau*, gardien, m. en c., C. C., Montréal, 10 décembre 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 564; 24 R. J. R. Q., p. 458.)

" :—*Vide* BILLET A ORDRE.

" :—*Vide* CONGÉ-DÉFAUT.

" :—*Vide* HUISSIER.

" :—*Vide* INTERVENTION.

" :—*Vide* RESPONSABILITÉ.

" :—*Vide* SOCIÉTÉ.

" CRIMINELLE. Il n'est pas nécessaire de mentionner, dans un bref de sommation, le nom de la personne qui a fait la plainte, ni la résidence et la qualité de la personne assaillie, lorsque la plainte est pour acte de vagabondage. (*In re Millette*, C. de M., Sorel, 25 juillet 1873, DORION, M., 4 R. L., p. 609; 24 R. J. R. Q., p. 473)

PROCES PAR JURY. Une action sur billet à ordre, intentée par un légataire et à laquelle le défendeur plaide en contestant au demandeur sa qualité de légataire, n'en est pas moins une cause commerciale qui peut être décidée par le jury. Art. 348 C. P. C. de 1867, et art. 421 C. P. C. de 1897. (*Gerrard* et *Hayes et al.*, C. d'Ap., novembre 1830, 3 R. L., p. 458; 1 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 136)

PROCLAMATION. La proclamation prohibant le cours de la monnaie d'argent américaine n'affecte pas les contrats existants; en conséquence, un billet à ordre payable en cette monnaie d'argent, fait avant la proclamation et devenu dû après, est valide. (*Joseph* vs *Turcotte*, C. S. R., Quebec, 28 juin 1871, MEREDITH, J. en C., STUART, J., dissident, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 454; 1 R. C., p. 479; 24 R. J. R. Q., p. 130)

PROCUREUR AD LITEM. Lorsque deux procureurs *ad litem* ont comparu dans la même cause, pour le même défendeur, la cour ne peut connaître de cette cause avant qu'il soit décidé quel est le procureur *ad litem* qui représente le défendeur. (*Giguère* vs *Beauparlant et al.*, C. C., Sorel, 20 juin 1873, LORANGER, J., 4 R. L., p. 665; 24 R. J. R. Q., p. 516)

" :—*Vide* DISTRACTION DE FRAIS.

PROMESSE DE MARIAGE. Les promesses de mariage, formant de véritables obligations de faire, produisent tous les effets des obligations de faire ordinaires et sont soumises aux mêmes règles. Elles ont effet aussi bien contre une fille majeure, qui a fait une telle promesse, que contre un garçon, quand elles sont discontinuées sans cause légitime. Les dommages résultant de la non-exécution d'une promesse de mariage, ne sont pas seulement les dommages réels, mais peuvent être même des dommages exemplaires, suivant le cas. Ceux qui, sans cause, dans un but malicieux ou par fraude ou dol, conseillent à des fiancés de briser leur promesse, sont aussi passibles des dommages résultant de son inexécution. (*Mathieu* vs *Laflamme et al.*, C. S., Montréal, 31 octobre 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 371; 24 R. J. R. Q., p. 381)

PROMESSE DE MARIAGE :—*Vide* TUTEUR.
PROPRIETAIRE :—*Vide* RESPONSABILITÉ.
PROTET :—*Vide* LETTRE DE CHANGE.
PROTONOTAIRE. Le propriétaire n'est pas responsable des dommages causés par l'émission illégale d'un bref de saisie-arrêt avant jugement, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il ait agi de mauvaise foi, ou sans cause probable. (*McLennan et al.* et *Hubert et al.*, C. B. R., en appel, Montréal, 22 juin 1874, TASCHEREAU, J., RAMSAY, J., SANBORN, J., et LORANGER, J. *ad hoc*, confirmant le jugement de C. S., Montréal, 30 novembre 1872, TORRANCE, J., 4 R. L., 140 ; 22 J., 294 ; 23 J., 273 ; 3 R. C., 74 ; 24 R. J. R. Q., 312).
" —*Vide* GREFFIER.

Q

QUO WARRANTO. On a intenté contre cinq particuliers une action de la nature d'un *Quo warranto*, alléguant qu'ils ont usurpé l'office de commissaires pour l'érection civile des paroisses et concluant à ce qu'il leur soit ordonné de faire connaître l'autorité en vertu de laquelle ils agissent comme tels. Les défendeurs répondent qu'ils agissent en cette qualité en vertu d'une commission du lieutenant-gouverneur et en conformité du ch. 18 S. R. B.-C. Le demandeur réplique qu'au temps où les défendeurs ont reçu leur commission, d'autres avaient été nommés, et que, par la loi, pas plus de cinq peuvent agir. Il appert aux termes de la commission reçue par les défendeurs, que les autres étaient incompétents. *Jugé :* Que les défendeurs n'étant pas intéressés dans l'érection civile de la paroisse, avaient le droit d'agir comme ils l'avaient fait. (*Prud'homme et al.* vs *Painchaud et al.*, C. S., Montréal, 18 septembre 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 480 ; 24 R. J. R. Q., p. 230.)

R

RECEL :—*Vide* ACTE D'ACCUSATION.
RECORDER :—*Vide* JURIDICTION.
REDDITION DE COMPTE. Lorsqu'une personne est employée par une autre pour faire des affaires pour son patron. et qu'il est permis d'avoir de l'argent entre les mains à titre d'agent ou de commis, il n'y a pas de doute qu'elle est tenue de rendre compte de cet argent. Mais il y a une grande différence entre la personne placée dans une telle situation et celle qui, étant sous la surveillance immédiate de son patron et soumise à son contrôle journalier, tient, de fait, non pas ses propres comptes, mais ceux de son patron, en en faisant les entrées dans les livres de son maître et en remettant sous sa garde les pièces justificatives et les reçus. Que de telles relations constituent des relations entre mandataires et mandant, de manière à rendre le premier sujet à une reddition de compte, cela dépend des circonstances particulières de la cause ; *primâ facie*, une telle responsabilité n'existe pas. Ainsi, l'employé du shérif ne peut être appelé à rendre compte par les représentants de ce dernier après son décès. Il est vrai qu'en sa qualité d'employé, il a reçu et payé, pour le compte de son patron, de larges sommes d'argent, mais les livres dans lesquels il entrait toutes ces transactions, se trouvaient dans le bureau du shérif, ouverts en tout temps

à l'inspection de celui-ci qui, ayant l'habitude d'être chaque jour à son bureau et ayant sous sa garde les pièces justificatives, les reçus et le livret de banque, doit être considéré avoir été instruit de leur contenu. Après dix ans de service de la part de l'employé et d'acquiescement à ces comptes, il est trop tard pour chercher à les débattre sur une action en reddition de compte. (*Ermatinger* et *Gugy*, Cons. Privé, 30 novembre 1844, infirmant le jugement de la Cour Provinciale d'Appel, Montréal, 30 juillet 1839, qui avait infirmé le jugement de C. B. R., Montréal, 20 février 1838, 5 M. P. C. R., 1 ; 24 R J. R. Q., 333).

REDDITION DE COMPTE :—*Vide* EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE.

RÈGLEMENT :—*Vide* CERTIORARI.

" :—*Vide* CONSEILLER MUNICIPAL.

REGISTRES DE L'ETAT CIVIL. Au sujet des registres de l'état civil, la loi comporte des règlements ayant rapport à la preuve devant les cours de justice, les effets de ces règlements étant simplement temporels. Des extraits de tels registres, régulièrement certifiés, et les registres tenus par la personne autorisée par la loi font preuve d'eux-mêmes. Des registres peuvent bien être tenus dans des paroisses canoniques ; mais l'authenticité est le propre seulement des registre civils. Celui qui tient les registres de l'état civil est un officier de l'autorité civile. (*Mercier*, req. octroi de registres, C. S., Montréal, 28 novembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., 376 ; 2 R. C., 444 ; 24 R. J. R. Q., 385).

RENONCIATION A SUCCESSION. La renonciation faite par une femme mariée à la succession testamentaire de son mari n'est pas affectée par le fait que, comme exécutrice du testament, elle aurait reçu une somme d'argent qu'elle se serait appropriée en déduction de son douaire préfix. *Ackerman* vs. *Gauthier et vir.*, C. S., Montréal, 17 mai, 1872, MACKAY, J., 4 R. L., 224 ; 24 R. J. R. Q., 357).

RESCISION :—*Vide* LOUAGE.

RÉSILIATION DE BAIL :—*Vide* BAIL.

" :—*Vide* COMPÉTENCE.

RESPONSABILITÉ. Immorale et imprégnée d'illégalités est la doctrine qui tend à poser en principe, qu'à celui qui a été trouvé coupable d'une offense par la justice criminelle, on peut, impunément et sans motifs légaux, reprocher sa faute, et que cette faute, perpétuellement attachée à sa personne, doive retomber sur ses enfants à qui le premier venu pourra la rappeler quand bon lui semblera ; c'est, en d'autres mots, nier au délinquant qui a subi sa peine, le droit de rentrer dans la société civile et lui rendre la réhabilitation impossible. Accorder au défendeur la liberté de faire renaître à l'égard du demandeur, le souvenir d'une faute expiée, serait permettre aux individus d'être plus rigoureux que la loi qui oublie après avoir puni, et plus implacables que la justice elle-même qui, après l'expiation, en déposant son glaive, avec la liberté rend au coupable l'entier exercice de ses droits qui en sont l'apanage, et le remet sous l'égide des lois qui le protègent. Parmi les droits que la loi protègent se trouve, pour le condamné, celui d'invoquer sa réhabilitation qui le met sur le même pied que les autres citoyens, envers lesquels l'imputation d'un fait injurieux, fut-il vrai, si elle n'est faite dans des occasions légales, constitue un délit recherchable en réparation civile, et que la vérité n'excuse pas, qu'elle aggrave même, dans la plupart des cas, car l'absence d'un motif légal fait présumer la malice. Cette vérité du fait imputé fait même supposer à cette ma-

lice un caractère plus considérable que s'il n'était pas vrai. Il est une autre doctrine; c'est qu'une injure impertinemment prononcée en justice, par une partie, à l'adresse de l'autre, constitue par elle-même un délit punissable par le jugement rendu dans la cause ou elle est proférée, si cette cause est mue sur une action en dommages et intérêts civils pour injures. Elle peut être quelquefois traitée comme injure nouvelle et distincte, quelquefois comme aggravation de la première offense, et, d'autres fois encore, comme réunissant les deux caractères. L'art. 1054 C. C, qui traite de la responsabilité du père à l'égard des délits causés par ses enfants mineurs, après avoir énoncé la règle générale que le père, et après son décès, la mère, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs, admet, comme exception, le cas où le père peut prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage. Notre article est une reproduction de l'art. 1384 C. N., de sorte que la doctrine des commentateurs sur ce code est applicable au nôtre. Le résumé de cette doctrine est celui-ci: En règle générale, le père est responsable du délit de son fils mineur, et il suffit au demandeur qui en poursuit la réparation d'en prouver la perpétration. C'est au défendeur, qui veut se soustraire à cette responsabilité, à prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage; aux termes de notre article, il devient demandeur sur son exception, et comme tel, la preuve lui en incombe. Cette preuve en est une d'inférence, et c'est par les circonstances que les tribunaux jugeront s'il en résulte la présomption que le père a fait ce qu'il a pu pour empêcher le fait imputé; si, par défaut de surveillance et de négligence, il n'a pas négligé l'éducation morale de son enfant; si le délit commis en l'absence du père n'est pas une circonstance qui le soustrait à la responsabilité. Si le délit paraît être la conséquence de la mauvaise éducation du fils mineur, en prouvant qu'il a fait tous ses efforts pour donner une bonne éducation à son enfant, le père sera déchargé de la demande. (*Pétrin* vs *Larochelle*, C. C., Sorel, mai 1872, LORANGER, J., 4 R. L., p. 286; 24 R. J. R. Q., p. 377.)

" La corporation municipale est responsable des dommages causés par un accident, sur un pont qui n'était pas pont public, mais qui était considéré comme tel. (*Corporation d'Eaton* et *Rogers*, C. B. R., en appel, Montréal, 6 septembre 1871, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., 3 R. L., p. 451; 1 R. C., p. 476; 24 R. J. R. Q., p. 127.)

" Le fait de prêter un masque à un enfant et de lui fournir un accoutrement grotesque, ne rend pas la personne, qui a prêté le masque, responsable des dommages causés par cet enfant, en entrant dans un hôtel et y causant une grande frayeur à une femme qui s'y trouvait. (*Lamoureux* vs *Lamoureux*, C. S. R., Montréal, 31 mai 1873, JOHNSON, J., MACKAY, J., BEAUDRY, J., infirmant le jugement de première instance, 4 R. L., p. 539; 3 R. C., p. 73; 24 R. J. R. Q., p. 449.)

" Le mari est responsable du coût des choses nécessaires à la vie, achetées par sa femme, même sans son autorisation, mais la cour peut retrancher du compte tout ce qui paraît extravagant ou d'un luxe inutile. (*Gibson* et *Heney*, C. d'App., juillet 1830, 3 R. L., p. 460; 1 R. C., p. 484; 24 R. J. R. Q., p. 138.)

" Le particulier qui s'engage comme ouvrier capable de tra-

vailler et faire des ouvrages à l'entreprise dans une manufacture, est responsable des dommages faits aux matériaux ou à partie des matériaux, et il doit en payer la valeur, lorsque les dommages proviennent de sa faute ou de son incapacité. Les offres, par le défendeur, des chaussures endommagées en pareil cas, avec ensemble un équivalent en argent, pour le montant du salaire gagné, sont des offres suffisantes, et l'acceptation d'icelles sont une admission et une reconnaissance, par l'employé, des vices de son ouvrage et du paiement de son travail. (*Dansereau* vs *James et al.*, C. C., Montréal, 12 septembre 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 387 ; 24 R. J. R. Q., p. 395.)

RESPONSABILITÉ. Le propriétaire d'un héritage est responsable du dommage causé par la pluie et la neige qui tombent du toit de ses bâtiments sur l'héritage voisin. Art. 539 C. C. (*The Victoria Skating Rink* et *Beaudry*, C. B. R., en appel, Montréal, 18 mars 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., BADGLEY, J., DRUMMOND, J., et MONK, J., 2 R. C., p. 231 ; 24 R. J. R. Q., p. 215.)

" Le voiturier est comptable des dommages causés aux marchandises voiturées, lorsque ces marchandises qu'il s'était obligé de transporter à un endroit déterminé, ont, par la négligence et la faute de ses employés, été transportées ailleurs et qu'il a négligé de les faire revenir aussitôt que l'erreur eût été constatée. (*Gélinas* et *Cie du Chemin de fer du Grand-Tronc du Canada*, C. B. R., en appel, Montréal, 9 septembre 1869, DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., LORANGER, J. *ad hoc*, et JOHNSON, J. *ad hoc*, infirmant le jugement de C. S. R., Montréal, 30 octobre 1868, MONDELET, J., BERTHELOT, J., dissident, et MONK, J., qui avait infirmé le jugement de C. C., Montréal, 11 avril 1867, BERTHELOT, J., 24 R. J. R. Q., p. 23.)

" Nonobstant l'avis de conditions spéciales, donné par le voiturier et limitant sa responsabilité, il est comptable du dommage causé par sa faute ou celle des personnes dont il est responsable. Art. 1676 C. C. (*Cie du Chemin de fer du Grand-Tronc* et *Campbell*, C. B. R., en appel, Montréal, décembre 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., confirmant le jugement de C. C., MONTRÉAL, 30 septembre 1871, TORRANCE, J., 3 R. L., p. 451 ; 1 R. C., p. 475 ; 3 R. C., p. 49 ; 24 R. J. R. Q., p. 125.)

" Toute personne a un recours séparé contre chacun de ceux qui ont participé à la publication d'un libelle contre elle, mais elle ne peut avoir qu'une seule compensation. (*Gauthier* vs *Amyot*, C. S., Québec, 27 novembre 1871, MEREDITH, J. en C., 3 R. L., p. 446 ; 2 R. C., p. 111, et 24 R. J. R. Q., p. 25.)

" Un membre d'un club de patineurs, qui se serait mal conduit à une soirée publique, en lançant des pétards, et qui, en conséquence de cela, aurait été suspendu par les directeurs, a droit de recouvrer des dommages de la corporation des patineurs, si les formalités décrétées par les règlements n'ont pas été observées pour sa suspension. (*Cushing* vs *Victoria Skating Club*, C. S., Montréal, 19 juin 1873, MACKAY, J., 4 R. L., p. 705 ; 5 R. L., p. 299 ; 24 R. J. R. Q., p. 522.)

" :—*Vide* AVOCAT.

" :—*Vide* CORPORATION MUNICIPALE.

" :—*Vide* ENTREPRENEUR.

" :—*Vide* FACTEUR.

" :—*Vide* FEMME MARIÉE.

RESPONSABILITÉ :—*Vide* GREFFIER.
" :—*Vide* PROTONOTAIRE.
" DE L'EMPLOYÉ :—*Vide* REDDITION DE COMPTE.
" :—*Vide* SHÉRIF.

REVISION. Le demandeur, dont l'action a été rejetée absolument, peut, en revision, demander une modification du jugement en ce sens que sa demande soit rejetée, sauf à se pourvoir. (*Pillar et al.* vs *Larue*, C. S. R., Montréal, 30 novembre 1871, MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., 3 R. L., p. 704; 24 R. J. R. Q., p. 208)

RIVIERE FLOTTABLE. Le propriétaire riverain n'a pas le droit d'obstruer le passage sur une rivière flottable. (*Bourque* vs *Farwell et al.*, C. S. R., Montréal, 29 décembre 1871, BERTHELOT, J., MACKAY, J., et BEAUDRY, J., confirmant le jugement de C. S., Danville, 16 avril 1871, SHORT, J., 3 R. L., p. 700; 24 R. J. R. Q., p. 206)

" Une rivière, bien qu'elle ne soit flottable qu'à certaines saisons de l'année, est assujettie aux lois générales concernant les rivières flottables. Art. 400 C. C. (*Bourque* vs *Farwell et al.*, C. S. R., Montreal, 29 décembre 1871, BERTHELOT, J., MACKAY, J., et BEAUDRY, J., confirmant le jugement de C. S. Danville, 15 avril 1871, SHORT, J., 3 R. L., p. 700; 24 R. J. R. Q., p. 207)

" NAVIGABLE: Aucune personne ne peut sans impunité, obstruer une rivière navigable. Art. 400 C. C. (*Stein* vs *Seath*, C. B. R., Montréal, 1828, PYKE, J., 3 R. L., p. 457; 1 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 134)

" NON NAVIGABLE. Les droits du seigneur, en Bas-Canada, dans les eaux d'une rivière non navigable coulant à travers son fief, ne l'autorisent pas à détourner, à son usage exclusif, ces eaux qui, durant onze années, ont servi à alimenter le moulin d'un de ses coséigneurs. (*Saint-Louis et al.* vs *Saint-Louis et al.*, Conseil Privé, Londres, 18 février 1841, confirmant le jugement de la Cour d'Appel pour le Bas-Canada qui, le 30 avril 1834, avait infirmé le jugement de C. B. R., Stuart's R., p. 575; 3 R. de L., p. 329; 3 M. P. C. R., p. 398; 24 R. J. R. Q., p. 198)

ROLE D'EVALUATION :—*Vide* ELECTION MUNICIPALE.

S

SAISIE-ARRÊT. Le créancier qui a obtenu jugement contre un autre créancier du failli, n'a pas le droit de saisir entre les mains du syndic pour lui faire déclarer ce qu'il a en mains appartenant à son débiteur, mais il doit procéder sous la loi de faillite. (*Clementson* vs *Brown*, et *Brown*, t. s., et *Mitchell*, interv., C. S., Montréal, 17 décembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 658; 24 R. J. R. Q., p. 514.)

" Lorsqu'une dette est due par le tiers saisi au défendeur et qu'elle n'est exigible qu'après qu'un avis en aura été donné, la saisie-arrêt pratiquée par le demandeur, créancier du défendeur, sera déclarée bien fondée, mais à la condition qu'avis soit donné au tiers saisi, en conformité de la convention intervenue entre ce dernier et le défendeur. (*Frost et al.* et *Cameron*, et *Gray et al.*, tiers saisis, C. d'Ap., avril 1830, 3 R. L., p. 457; 1 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 135.)

" Un bref de saisie-arrêt, émis, en vertu de la loi de faillite, sur l'affidavit d'une personne non autorisée par le demandeur, est nul et doit être cassé. (*Peckett* vs *Plinguet et al.*, et *Plinguet et al.*, C. S., Montréal, 30 janvier 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 544; 24 R. J. R. Q., p. 451.)

SAISIE-ARRÊT. Un créancier fit saisir, par saisie-arrêt avant jugement, en la possession de son débiteur, un navire sur cale, dans son chantier de construction. Un tiers intervint, réclamant le navire saisi comme étant sa propriété. Le créancier contesta l'intervention. Subséquemment, il obtint jugement contre son débiteur pour le montant qu'il réclamait, mais, comme on contestait la légalité de la saisie-arrêt, aussitôt le délai expiré, il fit saisir le navire en vertu d'un bref d'exécution. A cette saisie, le tiers forma une opposition qui fut rejetée. *Jugé:* Que le créancier, tant qu'il n'avait pas été adjugé sur l'intervention, ne pouvait saisir le navire et le faire vendre par le shérif, et que, partant, l'opposition aurait dû être maintenue. (*Michon* et *Gauvreau*, C. B. R., en appel, décembre 1872, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., et MONK, J., infirmant le jugement de la Cour de première instance, 3 R. C., p. 44; 24 R. J. R. Q., p. 237.)

" :—*Vide Capias.*

" AVANT JUGEMENT. Un débiteur sur le point de quitter la province, qui va avertir son créancier qu'il part, n'est pas censé agir frauduleusement et dans le but de frauder son créancier, lequel n'a pas droit à une saisie-arrêt avant jugement, lorsqu'il ne s'est pas opposé au départ de son débiteur et qu'il a même favorisé ce départ. (*Riopel* vs *Arpin*, C. C., Montréal, 10 janvier 1872, BERTHELOT, J., 4 R. L., p. 270; 24 R. J. R. Q., p. 365.)

SAISIE-REVENDICATION. Le particulier qui a mis son cheval en pension chez un loueur de chevaux, à raison de $17 par mois, s'il l'a retiré au bout d'une semaine, peut n'offrir que $4.25, proportion du prix fixé, et sur refus du loueur d'accepter cette somme et de livrer le cheval, saisir-revendiquer ce dernier. (*Avery* vs *Lawlor*, C. S., Montréal, 30 novembre 1872, TORRANCE, J., 3 R. C., p. 77; 24 R. J. R. Q., p. 350.)

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER:—*Vide* CORPORATION MUNICIPALE.

SÉDUCTION. La fille séduite ne peut réclamer des dommages de son séducteur, si elle savait qu'il était marié. (*Lavoie* vs *Lavoie*, C. S., Montréal, 29 avril 1871, BERTHELOT, J., 3 R. L., p. 450; 1 R. C., p. 475; 24 R. J. R. Q., p. 123.)

" Une fille qui vit habituellement avec un homme, comme sa maîtresse, ne peut intenter l'action pour séduction; elle ne peut que réclamer ce qui est nécessaire pour la subsistance et l'entretien des enfants nés d'une telle union. (*Fraise* et *Harvicker*, C. B. R., 7 juin 1870, SEWELL, J. en C., 3 R. L., p. 459; 1 R. C., p. 483; 24 R. J. R. Q., p. 138.)

SEIGNEUR:—*Vide* RIVIÈRE NON NAVIGABLE.

SÉPARATION DE BIENS:—*Vide* SÉPARATION DE CORPS.

SÉPARATION DE CORPS. Dans une action en séparation de corps, portée par le mari contre la femme, il n'est pas nécessaire de donner avis dans la Gazette Officielle ni dans deux journaux, bien que telle demande entraîne la séparation de biens. (*Leclerc* vs *Lord*, C. S., Québec, 7 avril 1823, MEREDITH, J. en C., 4 R. L., p. 531; 24 R. J. R. Q., p. 443.)

" La démence, la folie et la fureur du mari ne sont pas des motifs qui puissent justifier une demande en séparation de corps de la part de la femme. Art. 186 et suiv. C. C. (*Villeneuve* et *Bédard*, C. B. R., en appel, Québec, 19 juin 1871, DUVAL, J. en C., dissident, CARON, J., DRUMMOND, J., dissident, BADGLEY, J., et MONK, J., 3 R. L., p. 453; 1 R. C., p. 479; 24 R. J. R. Q., p. 128)

SERVITEUR:—*Vide* COMPENSATION.

SERVITEUR :—*Vide* LOUAGE DE SERVICES.

SHÉRIF. Le shérif ne peut exiger que les honoraires d'un contrat, pour toutes les propriétés vendus à la même personne, à la même vente. (*Miller* vs *Lambert*, C. S., Québec 29 décembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 112; 24 R. J. R. Q., p. 28.)

" Le shérif qui, sur instructions spéciales du conseil du créancier saisissant, a saisi la propriété d'un particulier qui n'était pas partie dans la cause, bien qu'il ait agi sans malice, est responsable envers le créancier saisissant des frais résultant de l'opposition faite par ce particulier. (*McDonald* vs *Taché*, C. S. R., Montréal, 30 september 1871, BERTHELOT, J., TORRANCE, J., et MACKAY, J., 2 R. C., p. 475; 24 R. J. R. Q., p. 225.)

" :—*Vide* REDDITION DE COMPTE.

SIGNIFICATION :—*Vide* PROCÉDURE.

" DE TRANSPORT :—*Vide* ACTION HYPOTHÉCAIRE.

SOCIÉTÉ. L'associé qui plaide seul à une action contre la société et qui, par une demande incidente, réclame des deniers dus par le demandeur à la société, sera débouté de sa demande incidente sur défense en droit, par le motif qu'il ne peut réclamer seul les deniers dus à la société. (*Cossette* vs *Archer et al.*, C. S., Montréal, 17 décembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 461; 24 R. J. R. Q., p. 424.)

" Le débiteur insolvable, qui fait partie d'une société commerciale composée de lui-même et d'une autre personne, société à laquelle, comme associé, il a fait des avances d'argent, peut donner sa voix à la nomination du syndic à la faillite de cette société. (*The City of Glasgow Bank* et *Thomson*, C. B. R., en appel, décembre 1872, DUVAL, J. en C., dissident, CARON, J., BADGLEY, J., dissident, DRUMMOND, J., et MONK, J., confirmant le jugement de C. S. R. qui avait infirmé le jugement de C. S., TORRANCE, J., 3 R. C., p. 47; 24 R. J. R. Q., p. 239.)

" Un demandeur ne peut empêcher la réception d'une procédure produite par un procureur, au nom d'une société, lorsque l'un des associés a comparu seul par son procureur. Le seul moyen pour cette associé d'empêcher qu'il ne soit lié comme associé, par la procédure ainsi faite au nom de la société, est un désaveu. Art. 1851 C. C. (*Peckett* vs *Plinguet et al.*, et *Plinguet et al.*, req., C. S, Montréal, 30 janvier 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 544; 24 R. J. R. Q., p. 451.)

" Une personne qui fait commerce pour son propre compte, mais sous le nom d'une société, n'est pas tenue d'enregistrer la déclaration éxigée dans le cas des sociétés. (*Dusseault* vs *Radway*, C. S., Montréal, 17 décembre 1872, MACKAY, J., 4 R. L., p. 479; 2 R. C., p. 485; 24 R. J. R. Q., p. 425.)

SOMMATION :—*Vide* PROCÉDURE CRIMINELLE.

SUCCESSION. Les héritiers sont tenus d'établir qu'il n'ont pas accepté la succession, et partant, il n'est pas nécessaire de l'alléguer spécialement dans la déclaration; règle générale, l'acceptation se présume. (*Grange* vs *McDonald*, C. S., Montréal, 28 juin 1872, MACKAY, J., 2 R. C., p. 478; 24 R. J. R. Q., p. 227.)

SYNDIC. Une partie dans une cause peut intervenir en une autre qualité que celle qu'elle a déjà; partant, un syndic étant défendeur ès-qualité de syndic à une faillite, peut intervenir ès-qualité à une autre faillite. Il n'est pas nécessaire que le syndic à une cession ait pris possession des effets cédés pour en être considéré propriétaire ès-qualité; il suffit que les effets aient été cédés comme appartenant au failli, lors de la cession. Il en reste propriétaire jusqu'à rétrocession

régulière et la décharge qu'obtient le failli, par jugement le libérant de ses dettes, n'a pas pour effet de rétrocéder les biens au failli. La vente d'effets dont une partie du prix est payée par billets et l'autre partie comptant, lorsque les obligés aux billets ont fait faillite, ainsi que l'acheteur, avant que les billets fussent payés, peut être annulée par le vendeur tout comme si le prix n'avait pas été payé, et les effets peuvent être revendiqués, même sur un second acheteur, si la seconde vente a eu lieu dans les quinze jours précédant la faillite. Le syndic peut intervenir dans une revendication, par son failli, d'objets qui ont été cédés et non rétrocédés et obtenir le bénéfice de l'action du failli. (*Sainte-Marie* vs *Brown*, et *Brown*, ès-qualité, int., C. S. R., Montréal; 30 avril 1872, BERTHELOT, J., MACKAY, J., et BEAUDRY, J., infirmant le jugement de C. S., Montréal, 30 novembre 1881, MONDELET, J., 4 R. L., p. 527; 24 R. J. R. Q., p. 440.)

SYNDIC A FAILLITE :—*Vide* ACTION EN REDDITION DE COMPTE.

SYNDIC :—*Vide* CESSION DE BIENS.

" :—*Vide* SOCIÉTÉ.

T

TAXE. L'usufruitier est comptable des taxes. (*La Cité de Montréal* vs *Contant*, C. S., Montréal, 20 septembre 1872, BEAUDRY, J., 2 R. C., p. 482; 24 R. J. R. Q., p. 232.)

TAXE MUNICIPALE. La clause d'un bail, par laquelle le locataire a promis de payer toutes les taxes mises sur la propriété louée, ordinaires et extraordinaires, prévues et imprévues, pendant la durée du bail, ne comprend pas les taxes pour l'élargissement des rues, pour lesquelles le propriétaire a reçu compensation. (*Shaw* et *Laframboise*, C. B. R., en appel, Montréal, 9 juin 1871, DUVAL, J. en C., dissident, CARON, J., dissident, BADGLEY, J., MONK, J., et DRUMMOND, J., 3 R. L., p. 451; 1 R. C., p. 476; 24 R. J. R. Q., p. 127.)

" Les enfants qui ont fait à leur père donation de l'usufruit de certains immeubles, ne sont pas, pour cela, déchargés de l'obligation de payer les taxes municipales. (*Corporation de Montréal* vs *Donegani*, C. S. R., Montréal, 30 juin 1871, MACKAY, J., TORRANCE, J., et BEAUDRY, J., 3 R. L., p. 448; 1 R. C., p. 473; 24 R. J. R. Q., p. 122.)

TEMOIN. Pour obliger un témoin à se rendre en cour, il faut lui offrir ses dépenses, aller et retour. (*Paulet* vs *Larivière*, C. S., Québec, 9 décembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 446; 2 R. C., p. 111; 24 R. J. R. Q., p. 26.)

" :—*Vide* FAILLI.

" :—*Vide* PRÉVÔTS DES INCENDIES.

TERRES DE LA COURONNE :—*Vide* ACTION EN DÉCLARATION D'HYPOTHÈQUE.

TERRES PUBLIQUES :—*Vide* PERMIS D'OCCUPATION.

TIMBRES :—*Vide* PROCÉDURE.

TUTEUR. Un tuteur *ad hoc* ne peut intenter, pour un mineur qui n'a pas de tuteur, une action pour l'inexécution d'une promesse de mariage; le pourrait-il, qu'il devrait d'abord faire enregistrer l'acte du tutelle. (*Brousseau* vs *Bédard*, C. S., Québec, 29 décembre 1871, TASCHEREAU, J., 3 R. L., p. 447; 2 R. C., p. 112; 24 R. J. R. Q., p. 28.)

U

USAGE :—*Vide* MARGUILLIER.

USUFRUITIER :—*Vide* TAXE.

V

VENDITIONI EXPONAS. La loi S. B.-C., de 1801, 41 Geo. III, ch. 7, intitulée: " Acte pour amender certaines formes de procé-" der dans les cours de juridiction civile en cette province, " et pour faciliter l'administration de la justice," décrétait art. 11: " Aucune opposition à la vente d'aucuns immeubles " saisis par le shérif sous un *writ* ou ordre d'exécution, soit " à fin d'annuler ladite saisie, ou à fin de distraire le tout " ou partie des biens saisis, ou à fin de charges ou servi-" tudes sur lesdits biens, ne pourra être logée entre les " mains dudit shérif et reçue, sinon avant les quinze jours " précédant celui fixé pour la vente et adjudication desdits " biens: et aucune telle opposition de la nature ci-dessus, " ne sera reçue par le shérif sur la vente d'un immeuble " qui aura lieu en vertu d'aucun *writ* de *venditioni exponas*, " quand toutes les premières annonces et avertissements de " la vente dudit immeuble auront été faites et remplies " suivant la loi." Cette article n'empêche pas qu'une opposition à fin d'annuler puisse être faite à un bref de *venditioni exponas*, quand telle opposition est fondée sur une nullité du bref même ou sur quelque irrégularité des procédures sur icelui. L'opposant, en pareil cas, n'est pas tenu d'obtenir le fiat d'un juge avant que son opposition soit recevable. Art. 588 et 664 C. P. C. de 1867, et art. 654 et 734 C. P. C. de 1897. (*Atkins et ux.* et *The Quebec Building Society*, C. B. R., en appel, Québec, juin 1860, LAFONTAINE, J. en C., dissident, AYLWIN, J., dissident, DUVAL, J., MONDELET, J., et BADGLEY, J., infirmant le jugement de C. S., Québec, 4 novembre 1859, CHABOT, J., 10 D. T. B. C., p. 333; 24 R. J. R. Q., p. 109.)

" Le particulier qui, par son agent, a vendu un objet à un autre particulier, lorsque celui-ci a eu raison de croire que cet objet appartenait à l'agent, doit être condamné à payer les frais de la défense et n'avoir jugement que pour le capital, même au cas où le défendeur n'aurait pas déposé le montant réclamé. (*Labelle* vs *Patris*, C. C., Sorel, 10 mai 1873, LORANGER, J., 4 R. L., p. 530; 24 R. J. R. Q., p. 442.)

" Les mots du § 4 de l'art. 1235 C. C.: "*de tout contrat pour la " vente d'effets*," comprennent la vente des billets à ordre, etc.; partant, la vente de tels billets, pour un montant excédant $50, ne peut être prouvée par témoins, sans un écrit signé par celui qui les a achetés. Il semble que les mots de l'art. 1235: "*Sans un écrit signé par elle*," s'appliquent à un *commencement de preuve par écrit*. (*Trudeau* et *Leblanc*, C. B. R., en appel, DUVAL, J. en C., CARON, J., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., LORANGER, J., *ad hoc*, 4 R. L., p. 560; 24 R. J. R. Q., p. 455.)

VENTE. Lorsqu'un testateur a laissé tous ses biens à son épouse, pour en jouir en pleine propriété, et comme bon lui semblerait, à la charge qu'à son décès, elle retournera aux héritiers du testateur les biens ainsi légués, ou ceux d'entre eux qui pourraient encore exister ou être entre ses mains, si la veuve qui s'est remarié a, dans le but de favoriser les enfants nés de son second mariage, vendu à un tiers, ami de la famille et de son second mari, avec l'autorisation de ce dernier, l'un des immeubles a elle ainsi légués par son premier mari, cette vente n'est ni simulée, ni faite en fraude des droits des héritiers du testateur, et le motif pour lequel elle a été faite est louable et légal. (*Lavoie et*

vir et *Lapierre et al.*, C. B. R., en appel, Montréal, 23 juin 1873, DUVAL, J. en C., DRUMMOND, J., BADGLEY, J., MONK, J., et TASCHEREAU, J., confirmant le jugement de C.S., Montréal, 30 mars 1872, TORRANCE, J., 4 R. L., p. 611; 24 R. J. R. Q., p. 474.)

VENTE. Une partie, qui se fait mesurer et couper des marchandises et qui offre ensuite un acompte, a droit, sur le refus du marchand de livrer toutes les marchandises, de choisir parmi les effets achetés pour la valeur de cet acompte ou de se faire rembourser. Le marchand ne peut retenir le montant payé, sous prétexte de l'insolvabilité de l'acheteur, et sur le motif qu'il représente la valeur des marchandises coupées, bien qu'il offre de les remettre. (*Walsh* vs *Bernard et al.*, C. C., Montréal 12 avril 1873, JOHNSON, J., 4 R. L., p. 659; 24 R. J. R. Q., p. 515.)

" :—*Vide* ACTION EN DOMMAGES.

" :—*Vide* CRAINTE DE TROUBLE.

" :—*Vide* INTERVENTION.

" :—*Vide* PREUVE.

" :—*Vide* SHÉRIF.

" :—*Vide* SYNDIC.

" DE LIQUEURS EN CONTRAVENTION DE LA LOI. Mal fondée est la condamnation accusant le défendeur d'avoir vendu une couple de verres de bière, sans donner la mesure précise et la quantité spécifique. (*Ex parte Flood*, C. S., Montréal, 28 juin 1872, TORRANCE, J., 2 R. C., p. 479; 24 R. J. R. Q., p. 227.)

" DE MEUBLES. La vente de greenbacks, livrables dans l'avenir, peut être prouvée par des admissions sur faits et articles, sans commencement de preuve par écrit. (*Nichols* vs. *Hias*, C. S. R., Montréal, 30 avril 1872, BERTHELOT, J., TORRANCE, J., et MACKAY, J., dissident, 2 R. C., p. 475; 24 R. J. R. Q., p. 225.)

" D'OBJET VOLÉ. Une cour d'hôtellerie, où se font des encans de chevaux, n'est pas considérée comme la foire ou marché dont il est parlé en l'art 1489 C. C. Pour que l'acheteur de bonne foi, dans une de ces cours, d'un objet volé, ait droit de réclamer le prix sur le propriétaire qui le revendique, il faut que cette vente ait eu lieu par vente publique, et non privée. (*Guy* vs *Booth*, C. C., Montréal, 16 septembre 1872, BEAUDRY, J., 4 R. L., p. 565; 24 R. J. R. Q., p. 459.)

VIOLATION DE CONTRAT. Les dommages résultant de la violation d'un contrat doivent s'estimer d'après les prix en cours au temps où le contrat a été enfreint. (*Laflamme* vs *Legault dit Deslauriers*, C. S., Montréal, 18 septembre 1872, TORRANCE, J., 3 R. C., p. 72; 24 R. J. R. Q., p. 349.)

VOIE DE FAIT. Une poursuite et condamnation devant le recorder sous le ch. 105 de S. R. C. pour voies de fait et blessure, n'enlève pas le recours devant les tribunaux civils pour dommages-intérêts. (*Marchessault* vs *Grégoire*, C. S. R., Montréal, 31 mai 1873, JOHNSON, J., TORRANCE, J., BEAUDRY, J., confirmant le jugement de la cour de première instance, 4 R. L., p. 541; 18 J., p. 140; 24 R. J. R. Q., p. 450.)

" :—*Vide* HUISSIER.

VOITURIER:—*Vide* RESPONSABILITÉ.

STATUTS IMPÉRIAUX.

Années.		Pages.
1539,	31 Henri 8, ch. 10	435
1677,	29 Charles 2, ch. 3	405
1677,	29 Charles 2, ch. 3, sec. 4	397, 403, 406
1677,	29 Charles 2, ch. 3, sec. 17	456
1688,	1 Guillaume et Marie, ch. 21, sec. 1	435
1706,	5 Anne, ch. 8, art. 25	56
1774,	14 George 3, ch. 83	386
1844,	8 Victoria, ch. 44, art. 8 et 9	56
1846,	9-10 Victoria, ch. 95, sec. 67	157

ORDONNANCES DU GOUVERNEUR ET DU CONSEIL LÉGISLATIF DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Années.		Pages.
1785,	25 George 3	406
1785,	25 George 3, ch. 2	397, 403, 404
1785,	25 George 3, ch. 2, art. 36	259
1791,	31 George 3, ch. 6	271, 274, 303, 311
1791,	31 George 3, ch. 6, art. 4	295

STATUTS DU BAS-CANADA.

Années.		Pages.
1794,	34 George 3, ch. 6	433
1794,	34 George 3, ch. 6, sec. 30	105
1794,	34 George 3, ch. 6, sec. 31	194, 195, 196, 197, 198
1794,	34 George 3, ch. 6, sec. 32	195, 197
1795,	35 George 3, ch. 4	386, 388
1801,	41 George 3, ch. 7, sec 11	110, 111, 112, 113, 117, 119
1823,	3 George 4, ch. 17	433
1824,	4 George 4, ch. 2	256
1826,	6 George 4, ch. 16	404
1827,	7 George 4, ch. 2, art 1	56
1829,	9 George 4, ch. 14, art. 7	456
1830,	10-11 George 4, ch. 7	433
1831,	1 Guillaume 4, ch. 31	274
1835,	6 Guillaume 4, ch. 46	256

ORDONNANCES DU CONSEIL SPECIAL.

Années.		Pages.
1838,	2 Victoria, ch. 29	274, 311
1839,	2 Victoria, ch. 29	369, 370, 371, 525
1839,	2 Victoria, ch. 29, sec. 4	366, 371, 373, 374
1839,	2 Victoria, ch. 29, sec. 10	295
1839,	2 Victoria, ch. 29, sec. 15	371, 373
1840,	4 Victoria, ch. 3, sec. 36	214

STATUTS DU CANADA.

Années.		Pages.
1841,	4-5 Victoria, ch. 27	451
1843,	7 Victoria, ch. 16, sec. 15	433
1843,	7 Victoria, ch. 17	433
1843,	7 Victoria, ch. 22, sec. 8	242
1847,	10-11 Victoria, ch. 7	256
1847,	10-11 Victoria, ch. 7, sec. 54	256
1847,	10-11 Victoria, ch. 7, sec. 58	256, 258
1847,	10-11 Victoria, ch. 10	467
1849,	12 Victoria, ch. 37	105
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 1	38, 54, 76, 79, 105
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 2	65, 76, 79
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 3	66, 76, 79
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 5	38, 54, 66
1848,	12 Victoria, ch. 154, sec. 6	38, 54, 66
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 7	38, 54, 66
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 8	66
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 10	76, 79
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 12	76, 79
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 15	76, 79
1849,	12 Victoria, ch. 154, sec. 21	76, 79
1850,	13-14 Victoria, ch. 44, sec. 11	526
1851,	14-15 Victoria, ch. 100, sec. 42	430
1851,	14-15 Victoria, ch. 128	351, 432
1851,	14-15 Victoria, ch. 128, sec. 79	430
1852,	16 Victoria, ch. 17	432
1852,	16 Victoria, ch. 225, sec. 5	432, 526
1852,	16 Victoria, ch. 106, sec. 8	177
1854,	18 Victoria, ch. 2	56
1855,	18 Victoria, ch. 200	258, 346
1855,	18 Victoria, ch. 100, sec. 3	258
1855,	18 Victoria, ch. 100, sec. 5	258
1855,	18 Victoria, ch. 100, sec. 37	258
1857,	20 Victoria, ch. 191, sec. 1	66
1857,	20 Victoria, ch. 191, sec. 2	66
1857,	20 Victoria, ch. 191, sec. 3	66
1857,	20 Victoria, ch. 191, sec. 4	66
1858,	22 Victoria, ch. 5	290
1858,	22 Victoria, ch. 100	346
1860,	23 Victoria, ch. 2, sec. 2	421
1860,	23 Victoria, ch. 2, sec. 16	412
1860,	23 Victoria, ch. 2, sec. 20	409, 415, 416
1860,	23 Victoria, ch. 61, sec. 12	262
1860,	23 Victoria, ch. 61, sec. 67	259
1860,	23 Victoria, ch. 67, sec. 1	282
1860,	23 Victoria, ch. 67, sec. 2	282
1860,	23 Victoria, ch. 67, sec. 3	282
1860,	23 Victoria, ch. 67, sec. 4	282
1860,	23 Victoria, ch. 67, sec. 5	282
1860,	23 Victoria, ch. 72, sec. 32	432
1860,	23 Victoria, ch. 72, sec. 52	431
1862,	25 Victoria, ch. 75, sec. 6	256, 259
1862,	25 Victoria, ch. 2, sec. 1	242
1862,	25 Victoria, ch. 12	461
1862,	25 Victoria, ch. 12, sec. 1	460
1862,	25 Victoria, ch. 14	262
1863,	27 Victoria, ch. 9, sec. 11	346
1863,	27 Victoria, ch. 10	271

ANNÉES.		PAGES.
1864,	27-28 Victoria, ch. 5. sec. 12	163
1864,	27-28 Victoria, ch. 5, sec. 13	163
1864,	27-28 Victoria, ch. 5, sec. 15	163
1864,	27-28 Victoria, ch. 17	441
1865,	29 Victoria, ch. 52, sec. 1	367
1865,	29 Victoria, ch. 52, sec. 6	266,271
1866,	29-30 Victoria, ch. 12, sec. 9	160
1869,	32-33 Victoria, ch. 16, sec. 1	140
1869,	32-33 Victoria, ch. 16, sec. 13	452
1869,	32-33 Victoria, ch. 16, sec. 77	232
1869,	32-33 Victoria, ch. 16, sec. 100	353
1869,	32-33 Victoria, ch. 16, sec. 105	170
1869.	32-33 Victoria, ch. 16, sec. 106	170
1869,	32-33 Victoria, ch. 16, sec. 109	227
1869,	32-33 Victoria, ch. 28	474
1869,	32-33 Victoria, ch. 29, sec. 27	430
1870,	34 Victoria, ch. 2	521
1872,	35 Victoria, ch. 6, sec. 9	458
1875,	38 Victoria, ch. 11, sec. 47	104,107

STATUTS REFONDUS DU CANADA DE 1859.

	PAGES.
Chapitre 91, sec. 28	451
Chapitre 91, sec. 44	451
Chapitre 105	450,451

STATUTS REFONDUS DU BAS-CANADA DE 1861.

	PAGES
Chapitre 6	152
Chapitre 13	373
Chapitre 18	230, 274, 386, 390
Chapitre 18, sec. 8	281, 367
Chapitre 18, sec. 9	386
Chapitre 18, sec. 10	390
Chapitre 18, sec. 11	366, 369, 374
Chapitre 18, sec. 15	369, 370, 390
Chapitre 18, sec. 45	266, 271, 274, 275, 281
Chapitre 19, sec. 2	390
Chapitre 20	262, 390
Chapitre 23, sec. 1	413
Chapitre 23, sec. 2	413
Chapitre 23, sec. 27	262
Chapitre 23, sec. 28	262
Chapitre 23, sec. 37	262
Chapitre 23, sec. 45	262
Chapitre 23, sec. 46	262
Chapitre 23, sec. 50	262
Chapitre 23, sec. 61	346
Chapitre 23, sec. 61, s. s. 12	346
Chapitre 24, sec. 67, § 11	259
Chapitre 37, sec. 41	241, 242
Chapitre 37, sec. 42	241, 242
Chapitre 37, sec. 55	173, 176

	Pages.
Chapitre 37, sec. 114	177
Chapitre 40	461
Chapitre 40, sec. 4	460
Chapitre 51	208
Chapitre 81	325
Chapitre 82, sec. 25	360
Chapitre 83, sec. 143	151
Chapitre 83, sec. 201	259
Chapitre 85, sec. 15	116, 117
Chapitre 101	332

STATUTS DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Années.		Pages.
1868,	31 Victoria, ch. 7, sec. 10	145
1868,	31 Victoria, ch. 12	167
1869,	32 Victoria, ch. 70, sec. 17	351
1870,	33 Victoria, ch. 2	428
1870,	33 Victoria, ch. 2, sec. 150	432
1870,	33 Victoria, ch. 2, sec. 152	431
1870,	33 Victoria, ch. 2, sec. 153	431
1870,	33 Victoria, ch. 2, sec. 197, § 5	431
1870,	33 Victoria, ch. 17, sec. 1	145, 438
1897,	60 Victoria, ch. 50, sec. 11	444
1898,	61 Victoria, ch. 46, sec. 1	133

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Article.	Page
5499	389

CODE CIVIL.

Arts.	Pages.	Arts.	Pages.	Arts.	Pages.
17	135	549	101	1053	207, 318 et 325
23	135	551	101	1074	359, 377 et 380
39-78	389	655	427	1088	5
42	390	866	428	1140	188
117	355	878	426	1159	139
177	179	891	427	1203	152
186	128	918	236	1207	56
193	444 et 445	972-984	444	1233	129
356	58	989	182	1234	468 et 470
379	54	990	182	1235	129, 455 et 457
380	54	1017	87	1301	176, 177, 179, 182, 183, 184, 185, 187 et 193
400	134, 202 et 206	1024	87	1361	173
406	102	1030	5	1422	374
463	427	1031	427	1486	465
464	427	1047	173 et 187	1487	465
465	427	1048	179, 187, 188 et 191		
539	215				

Arts.	Pages.
1488	467
1489	459
1500	137
1501	137
1571	130 et 134
1605	65 et 100
1606	65 et 100
1608	60
1609	48, 53, 98 et 102
1610	98
1612	102
1619	133
1624	461
1642	60, 103 et 350
1643	54
1657	48, 54, 59, 60, 69, 85, 90 et 103
1658	36 et 54
1676	125 et 126
1715	489, 492, 497, et 509
1727	234 et 498
1735	488, 503 et 509
1736	488, 490, 492, 493, 499, 503 et 509
1738	488, 489, 490, 492, 493, 496, 497, 498 et 499
1740	500
1756	342
1775	503
1825, § 4	364
1851	452
1956	253
1961	253
1994	364
2005	133
2035	243
2037	253
2038	253
2039	247 et 253
2100	216
2149	242
2195	464 et 472
2196	464 et 472
2208	464
2227	129
2234	182
2253	316
2258	182
2268	465 et 467
2383	313, 320 et 327

CODE DE PROCÉDURE CIVILE DE 1867.

Arts.	Pages.
2	487
17	61
18	61
20	61
22	312
48	438
50	61
75	128
89	460
91	460
92	318 et 460
100	8
106	8
120, s. s. 7	272
154	346
155	273
179	368
183	368
192	272
202	397
220	445
226	455
252	458
323	519
348	136
437	256
438	256
450	360 et 362
451	360
452	360
453	131 et 360
454	15
455	15 et 397
458	15
460	519
461	145
465	318
478	519
483	460
484	460
545	145
545, § 2	144
549	145
551	145
555	145
559	145
580	145
583	147
585	147
590	458
600	364
601	364
651	114 et 118
652	118
796	130
799	217
801	447
824	222
834	313, 319, 320 et 321
838	319 et 430
847	364
868	364
946	275
947	275
948	275
974	444 et 446
987	445
989	445
997	273
1022	262
1054	523 et 526
1058	523, 525 et 526
1063	437 et 438
1064	438
1065	437 et 438
1067	438
1068	437
1105	461
1115	210
1142	209 et 210
1178	210 et 211
1220	368
1359	437 et 438
1360	324

CODE DE PROCÉDURE CIVILE DE 1897.

Arts.	Pages.
1	324
6	437
8	487
33	318
43	210
44	209
49	523
68	105, 210 et 211
88	312
116	145
121	437 et 438
149	128
177	272
220	346
221	273
239	368
243	368
251	272
261	397
263	397
269	256
270	256
275	360
276	360 et 362
277	360
278	131 et 360
285	519
293	445
314	458
360	455
366	455
393	519
421	136
532	318 et 460
549	519
600	144
601	144
610	145
612	145
617	145
626	364
629	145
642	144
644	145
649	144
657	458
669	364
670	364
720	118
727	118
728	114 et 118
729	118
893	130
895	217
899	447
931	313, 319 et 321
932	319
933	319 et 321
934	319
939	319
948	364
978	273
992	262
1064	275
1065	275
1066	275
1090	444
1092	444
1093	445
1098	444
1099	444
1100	444
1102	445
1104	444 et 445
1129	437
1130	523
1135	437 et 438
1137	437
1163	460
1166	460
1175	460
1292	368
1311	389
1316	389

CODE MUNICIPAL.

Arts.	Pages.
16	221
120	221
294	219
296	219
309	220
310	218
311	218
349	218
350	218
361	219
951	525
1077	523 et 526

Stanford Law Library
3 6105 062 602 763